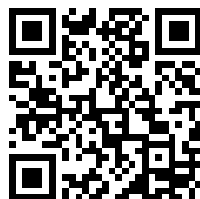

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

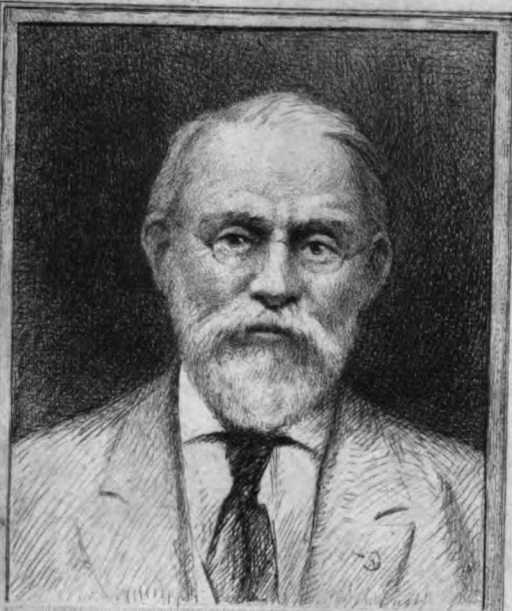
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Revue de l'Agenais

Société des sciences, lettres
et arts d'Agen, Société académique d'Agen



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1944 Reel 1930

DC
. 611
H16
H2

REVUE DE L'AGENAIS

TOME XXXI. — 1904.

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

Tome trente-unième. — Année 1904

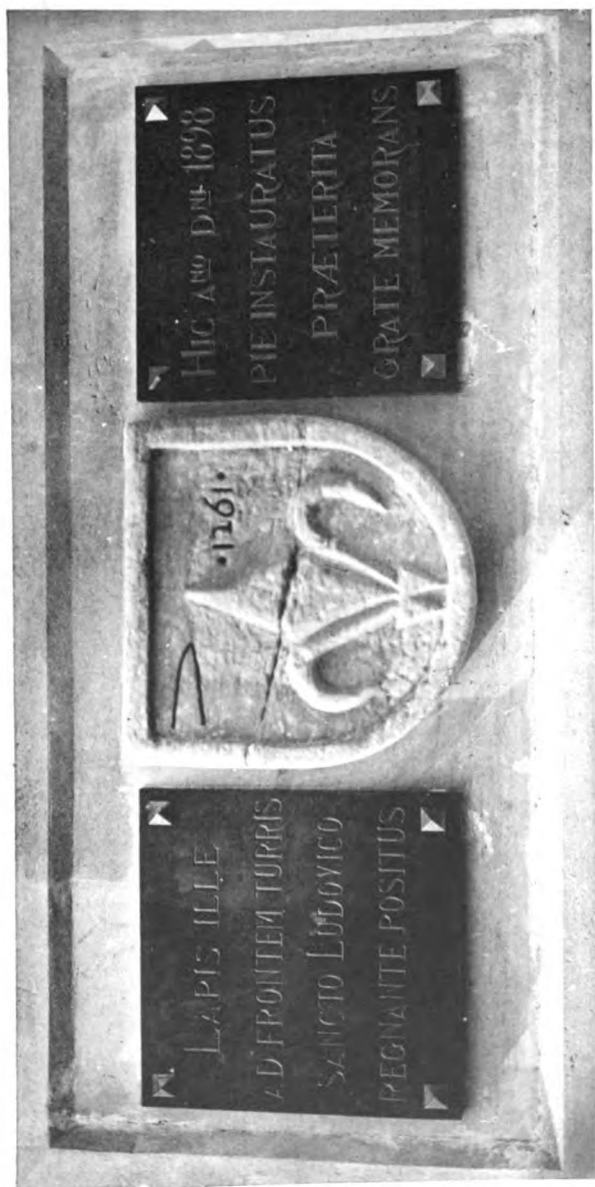


AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1904





Phototypie Charles Chambon - Bordeaux.

PIERRE DÉCOUVERTE A ESCAGES, PRÈS GONTAUD (LOT-ET-GARONNE) EN 1898.



Digitized by Google

Banning
Nighoff
10-11-26
13603

DE L'EMPLOI

DES

CHIFFRES DITS ARABES AU MOYEN-AGE

Lorsque nous découvrîmes, au mois d'août 1898, dans les circonstances qui vont être expliquées, la date 1261 gravée, en chiffres arabes, sur une magnifique pierre, notre premier sentiment fut un mélange de grande surprise et de cette satisfaction qu'on éprouve à rencontrer sur son chemin un objet très rare. Mais nous n'eûmes pas un instant la pensée que cette date était fausse et inacceptable, comme se pressèrent un peu trop de l'affirmer les archéologues auxquels nous fîmes part de notre trouvaille.

Il n'y a assurément aucun mérite à trouver quand on ne cherche pas ; mais lorsque le hasard met à notre disposition un document de grande valeur, il y aurait faute lourde, insouciance très coupable à ne pas utiliser ce document, à ne pas le faire valoir, surtout lorsqu'il peut provoquer le réveil d'une question d'histoire somnolente et indécise.

Depuis cinq ans, nous avons fait des recherches un peu partout, avec l'ardeur que donne une conviction solide. Aujourd'hui, nous sommes pourvu de textes sérieux et d'exemples irrécusables que nous allons faire connaître.

Assigner une époque précise à l'introduction, en Europe,

des chiffres dits arabes, sera toujours impossible. Une réforme aussi importante, dans le système de numération, n'a pas pu s'accomplir en un jour, ni même en un siècle. Ces chiffres ne sont pas venus chez nous comme la pomme de terre ou la poule d'Inde. Ils se sont infiltrés, peu à peu, dans nos usages ; luttant contre les préjugés et l'habitude ; subissant, dans leur marche, des temps d'arrêt, des transformations, comme notre écriture ; disputant le terrain à leurs aînés venus de Rome, complexes, encombrants, et qui, enfin, exclus de nos méthodes de calcul et de toutes les sciences mathématiques, ont conservé cependant des positions importantes en se réfugiant dans certains privilèges qu'on ne cherche point à leur disputer. Les chiffres romains, solennels et graves comme le génie du grand peuple qui les a inventés, sont encore aujourd'hui, dans nos monuments et dans nos livres, une sorte d'oligarchie des nombres, représentant un passé grandiose, tandis que leurs cadets, créés par le génie plus souple et plus pratique des Orientaux, exercent depuis longtemps une suprématie universelle, grâce à la merveilleuse simplicité du calcul décimal.

L'école pose en principe que les chiffres arabes n'ont été officiellement connus en France qu'au ^{xvi}^e siècle, par les ordonnances de Henri III sur les monnaies. Nous n'y contredirons point. Notre plaidoyer se bornera à démontrer la possibilité, l'authenticité de l'emploi de ces mêmes chiffres dans une inscription lapidaire, gravée au ^{xiii}^e siècle en dehors des conventions de l'époque, et cette démonstration sera d'autant plus facile que nous aurons à signaler des inscriptions du même genre portant des dates antérieures à la nôtre.

Quelques jours après cette intéressante découverte, et avant d'avoir pu étudier sérieusement la question, nous

rédigeâmes une note précise et circonstanciée qui fut publiée par la *Correspondance historique et archéologique*, dans son numéro du 25 novembre 1898. Cette note va servir d'introduction à cette étude.

Ayant à élever, cette année, des constructions importantes, j'ai songé à utiliser d'excellents matériaux provenant d'une vieille tour qui existait en ma propriété, à Escages, commune de Saint-Pierre-de-Nogaret, canton de Marmande (Lot-et-Garonne). Cette tour, démantelée et transformée de nos jours en vulgaire colombier, était encore haute de huit mètres. Elle paraissait avoir servi jadis de moulin ; mais il serait difficile d'affirmer que ce fut là sa destination première. Sa circonférence extérieure était de 17 mètres. Les murs mesuraient 1^m 20 d'épaisseur à leur base ; 1^m 10 au socle ; 1 mètre en élévation. Ils étaient formés d'un très fort appareil de deux rangs de gros blocs à parements extérieur et intérieur. L'intervalle était rempli d'un blocage très compact en petits moellons et mortier de chaux.

Sur la porte du nord se trouvait une magnifique pierre, longue de 1^m 20, haute de 0^m 50, large de 0^m 75, ayant à son centre un écusson orné d'une fleur de lis. A droite de la fleur de lis, entre deux points, est inscrite la date 1261 ; à gauche se montre un trait irrégulier formant angle aigu. La date et le trait étaient invisibles, couverts par des badigeonnages successifs, ayant formé une croûte très épaisse, endurcie sous la mousse. C'est au lavage de la pierre, à l'esprit de sel étendu d'eau, qu'ils se sont très nettement montrés.

La fente qui traverse la fleur de lis en diagonale est un défaut de la pierre. La date est en chiffres arabes et cela semble un anachronisme. Cependant, doit-on à *a priori*

contester son authenticité et la considérer comme l'œuvre d'un faussaire ?

Notre savant archiviste départemental, M. G. Tholin, consulté par moi, a répondu : « Le plus ancien exemple « que j'ai à citer de l'emploi de chiffres arabes en Agenais, « est dans le livre de raison de Bernard Gros, comman- « deur du Temple, contemporain de Louis XI. Comme « application de ces mêmes chiffres aux inscriptions et « aux monuments, je ne connais pas d'exemple antérieur « au xvi^e siècle. Au xiii^e siècle, l'écu était en tiers-point « et non arrondi. La fleur de lis ne rappelle pas non plus « les types du xiii^e siècle. »

M. l'Archiviste de la Gironde s'est rangé purement et simplement à l'opinion de son collègue.

Le jugement de ces érudits ne me paraît pas assez formel pour couper court à toute discussion. Une date est bonne jusqu'au jour où on en trouve une meilleure, et avant de découvrir le livre de raison de Bernard Gros, M. Tholin aurait sans doute fait les plus expresses réserves sur l'emploi des chiffres arabes au xv^e siècle.

A quelle époque ces chiffres ont-ils été connus en Europe ? Est-ce, comme l'ont dit quelques historiens, le savant pape Silvestre, premier pape français (999-1003) qui fut leur introducteur ? Les compagnons d'Abdhérame n'avaient-ils pas laissé déjà, comme marque de leur séjour dans nos contrées, ces caractères si simples qui devaient rendre la numération si facile ? Les devons-nous aux Croisades, comme on le croit généralement ? L'histoire des mathématiques de Montucla indique-t-elle une époque plus précise ?...

.... Ce qui me paraît hors de doute, c'est que les chiffres arabes ont été connus longtemps avant d'être usités. Frappés d'ostracisme comme des mécréants, ils ont vécu dans l'obscurité avant de pouvoir se faire pardonner leur

origine. Mais si leur emploi ne s'est généralisé qu'au xv^e et xvi^e siècles, est-il impossible d'admettre qu'à titre exceptionnel, et pour ainsi dire *incognito*, ils ont pu être employés au xiii^e siècle, par un architecte, un maçon, un propriétaire, voire par des ouvriers originaires de l'Orient que les Croisés auraient entraînés à leur suite ?

La date qui nous occupe est, en effet, humblement, négligemment inscrite dans un étroit espace où les chiffres romains n'auraient pu être gravés qu'à la condition d'être minuscules. Les chiffres romains se plaçaient en meilleure posture et plus solennellement.

Bourassé, dans son *Dictionnaire d'Archéologie sacrée*, au mot *chiffre* dit : « Les auteurs ne sont pas tous d'accord « sur l'origine des *chiffres dits arabes*... Nous devons « seulement mentionner ici que l'emploi des chiffres « arabes ne remonte pas chez nous à une époque de beau- « coup antérieure au xii^e siècle. Par conséquent, les « inscriptions murales que l'on trouve si fréquemment « dans nos églises, ne doivent jamais présenter de dates « autrement qu'en chiffres romains, quand elles remon- « tent à une époque plus reculée que le xiii^e siècle. Nous « devons ajouter que, même après que l'emploi des chiffres « arabes fut généralement répandu, on continua néan- « moins, dans les inscriptions, à se servir des chiffres « romains. Ce serait donc une raison suffisante de sus- « pecter l'authenticité et la vérité d'une inscription que « d'y voir des chiffres arabes avant le xv^e siècle. Nous « n'avons jamais eu occasion de voir d'exemples de l'emploi « des chiffres arabes dans les monuments, avant le « xv^e siècle. »

Cet article semble, à première vue, renfermer une contradiction. Elle est plus apparente que réelle. D'abord, il s'applique plus spécialement aux églises et monuments sacrés. L'auteur reconnaît que bien qu'on se servit des

chiffres arabes et romains simultanément dès le ^{xiii}^e siècle, les premiers n'ont pas été usités, dans les inscriptions, avant le ^{xv}^e. Si on s'en est servi dès le ^{xiii}^e siècle pour la numération, on peut bien admettre qu'une main fantaisiste, au mépris des usages officiels, ait tracé sur une pierre des caractères qu'elle savait tracer sur des tablettes.

Je me résume en précisant trois questions :

1° Faut-il, *a priori*, déclarer que personne n'a pu, en France, l'an 1261, écrire en chiffres arabes, un simple millésime destiné à rappeler sur une pierre la date d'une construction ?

2° Le tiers-point est-il une forme tout à fait exclusive de l'écu au ^{xiii}^e siècle ?

3° La fleur de lis figurée ici n'a-t-elle pas le caractère roman plutôt que le type florentin de la Renaissance ?

Si le problème ne peut pas être résolu, qu'il ait au moins l'honneur de rester *adhuc sub judice*, au lieu d'être écarté et enterré par la question préalable.

M. C.

Avant de répondre à ces trois questions qui doivent servir de divisions toutes naturelles à cette étude, disons quelques mots sur l'origine des chiffres appelés arabes.

Nous n'avons pas à rechercher et à discuter les divers types de chiffres : hébreux, égyptiens, indiens, gallo-romains..., etc. Cette revue nous entraînerait bien inutilement au delà de notre cadre. Il ne saurait être question d'étudier ici les signes hiéroglyphiques de numération employés dans les écritures hiératique et démotique bien



que, suivant quelques auteurs, on y trouve approximativement figurés nos quatre premiers chiffres.

Le philosophe romain Boèce, né en 470, ami de Théodoric, et qui avait beaucoup étudié en Grèce, a laissé des manuscrits renfermant des caractères numériques qui ressemblent un peu aux nôtres. Dans un traité de géométrie, il développe un système de numération qu'il attribue à Pythagore, *mensa Pythagorica*. On en a conclu que les Grecs n'ont pas ignoré ces chiffres. Une importante citation précisera plus loin cette hypothèse.

Huet pense que les chiffres arabiques ont été formés d'après les lettres de l'alphabet grec. Tous les peuples de l'antiquité ont usé des caractères de leur écriture pour composer leur arithmétique. Les Grecs ont fait comme les autres ; mais les théories de Huet, qui peuvent paraître séduisantes, sont purement hypothétiques. Il fait de l'alpha le 1, du bêta le 2, du gamma, le 3, du delta le 4, de l'epsilon le 5, du sigma le 6, du dzéta le 7, du éta le 8, du théta le 9. Que les Grecs aient donné à ces diverses lettres une valeur numérique correspondante, soit ; mais que les signes arabiques aient été empruntés à l'alphabet grec, c'est une autre question (1).

Voilà deux des auteurs principaux qui attribuent aux Grecs l'invention du système. Cette opinion était à peu près abandonnée lorsque M. Chasles (2), dans un impor-

(1) Les œuvres de Huet où il traite la question des chiffres sont : *Demonstratio Evangelica*, — *Notes sur Manilius*, — et une lettre à M. Grœvius, qui se trouve au t. II, p. 372 de ses lettres.

(2) Célèbre géomètre français, né à Eprenon en 1793, membre de l'Académie des Sciences. Nous ignorons la date de sa mort. On lui doit des travaux importants et de brillantes découvertes dans les sciences mathématiques. « En s'appuyant sur un passage de Boèce et en analysant plusieurs traités de l'*Abacus*, principalement celui de Gerbert, il a établi l'origine Pythagoricienne de notre système de numération que l'on croyait exclusivement emprunté aux Arabes. M. Libri lui ayant opposé quelques citations tirées de l'*Arénaire*

tant mémoire adressé à l'Académie des sciences, en 1839, a repris cette thèse. Il établit :

- « 1° Que la Table de Pythagore, dont parle Boèce et
« que les modernes ont appelée *Abacus*, n'est point la
« table de multiplication comme on l'a pensé jusqu'ici ;
- « 2° Que ce mot *Abacus* signifie, chez Boèce, un *tableau*
« particulier dressé pour la pratique de l'arithmétique,
« dans le système de numération dont il parle ;
- « 3° Que ce système reposait sur ces trois principes, la
« *progression décuple*, *l'usage de neuf chiffres* et la
« valeur de position de ces neuf chiffres. »

Suivant M. Chasles, cette manière de compter aurait duré plusieurs siècles et serait la même que celle de Gerbert (le pape Sylvestre) et des Arabes, sauf qu'au lieu d'employer le zéro on laissait une case vide sur le *tableau*. Divers manuscrits de la bibliothèque de Leyde lui ont fourni la solution de la difficulté relative au zéro. Il dit avoir trouvé aussi les mêmes théories dans un ouvrage de Radulphe, évêque de Laon, mort en 1135, où on voit que
« ce système de numération était tombé dans l'oubli chez
« les nations occidentales, et que Gerbert et Herman l'ont
« remis en pratique (1) ».

D'autres auteurs ont prétendu que les Indiens tenaient leurs chiffres des Arabes ; d'autres encore qu'ils venaient des Egyptiens. L'opinion la plus accréditée est que l'honneur de la découverte est dû aux Indiens et qu'elle a passé ensuite aux Arabes.

« d'Archimède, M. Chasles répondit par un savant commentaire de ce traité
« dans lequel il démontra que aucune des considérations arithmétiques qui se
« trouvent dans l'*Arénaire* n'autorise à penser qu'Archimède n'a pas connu le
« système de numération décrit par Boèce sous le nom d'*Abacus*. » (Article de
M. Merlieux, dans la *Biographie générale*, de Firmin Didot.)

(1) Quantin, *Dictionnaire de diplomatique chrétienne* (Collection Migne.)

Un mathématicien du ^{xiii}^e siècle, Jean de Sacrobosco (1), a laissé une arithmétique en vers qui commence ainsi :

*Haec algorithmus (2) ars praesens dicitur in quâ
Talibus Indorum fruimur bis quemque figuris.*

Le moine grec Planude soutient aussi l'origine indienne. Les Bénédictins sont du même avis, ainsi que l'orientaliste d'Herbelot et le savant jésuite Labbé. Dans un récent ouvrage (3), M. Maurice Prou dit que les chiffres arabes sont en réalité d'origine indienne. Montucla, dans son *Histoire des Mathématiques*, est, à notre avis, celui qui a le mieux précisé la question en commençant par faire connaître l'opinion des Arabes eux-mêmes.

« L'ingénieux système de numération, qui fait la base
« de notre arithmétique moderne, a été longtemps fami-
« lier aux Arabes avant de pénétrer dans nos contrées.
« Mais on ferait à ce peuple un honneur qu'il reconnaît
« être dû à un autre, si on lui en attribuait l'invention...
« On trouve, dans diverses bibliothèques, des traités
« arabes qui sont intitulés : *L'Art de calculer suivant les*
« *Indiens*, du *Calcul indien*, etc... Et parmi ces manus-
« crits, on en voit un, dans la bibliothèque de Leyde, dont
« les signes numériques sont fort ressemblants aux
« nôtres...

« ... Aden-Ragel, auteur arabe du ^{xiii}^e siècle... dit,
« dans la préface d'un traité d'astronomie, conservé dans
« la bibliothèque de Leyde, que l'invention de cette sorte

(1) Sacrobosco (J. d'Hollywood, dit de), astronome du comté d'York, au ^{xiii}^e siècle, mort à Paris, a laissé entre autres ouvrages un abrégé de Ptolémée, *De Sphaera mundi*, qui a été classique pendant quatre cents ans.

(2) Traduction latine du mot arabe (algoritème) art, science, théorie des nombres; en français, algorithme.

(3) *Manuel de Paléographie latine et française du VI^e au XVII^e siècle*. Paris, 1892, pp. 164, 165.

« d'arithmétique était l'ouvrage de philosophes indiens...
« Planude, qui écrivait dans le ^{xiii}^e siècle, est auteur
« d'un ouvrage qui subsiste manuscrit en plusieurs endroits
« et qui est intitulé *Αριθμητική Ινδική* ce qui signifie Arithmétique
« Indienne. Le système qu'il y explique est celui qui est en
« usage aujourd'hui... Il dit, après avoir exposé la forme
« des neufs caractères significatifs de cette arithmétique :
« il y en a un dixième appelé *Tsiphra* que les Indiens
« expliquent par O et qui ne signifie rien. Ceci fournit la
« vraie étymologie du mot *chiffre* dont un abus, introduit
« seulement depuis quelques siècles, a fait le nom de tous
« nos caractères numériques. La manière dont l'auteur
« grec écrit ce mot désigne clairement qu'il ne vient pas
« de la racine *Sephera* (*numeravit*) mais de celle-ci
« *Tsephera* (*vacuus seu inanis fuit.*) L'usage de ce zéro
« confirme entièrement cette étymologie.. »

Après avoir combattu l'opinion de Huet sur l'origine grecque, Montucla se demande si les Indiens sont réellement les premiers auteurs du système ou s'ils le tiennent d'un autre peuple. Il fait remarquer que c'est là un sujet de division entre les savants, et ajoute : « Les Grecs
« avaient trop de génie pour ne pas sentir le mérite de
« cette invention et ils l'auraient promptement adoptée si
« elle eut pris naissance chez eux, ou même s'ils en
« eussent eu seulement connaissance... Divers manus-
« crits de Boèce nous offrent des caractères numériques
« qui approchent beaucoup des nôtres et dont quelques-
« uns sont absolument semblables. M. Ward (1) nous a
« communiqué ceux qu'il a trouvés dans un beau manus-

(1) Evêque d'Exeter et de Salisbury, né en 1617, professeur d'astronomie à l'université d'Oxford.

« crit appartenant au D^r Mead (1). On les voit dans la
« planche XI, n° 1. Cet endroit de Boèce a paru à plusieurs
« savants et entre autres à M. Weïlder (2) (*de caract.*
« *numer. vulgaribus et eorum ætate. Diss. math. critica,*
« *Witteb. 1727, in 4°*) une forte preuve que nos chiffres
« ne furent pas inconnus aux Grecs. Quelques auteurs ont
« cru l'éluder en disant qu'il est fort difficile de juger
« de l'âge d'un manuscrit et que ceux sur lesquels
« on se fonde, ne sont peut-être pas antérieurs au XII^e ou
« au XIII^e siècle. Or, en le supposant, il ne doit plus
« paraître surprenant d'y trouver nos chiffres ou des
« caractères fort ressemblants ; car c'est vers ce temps
« que cette invention commença à s'introduire dans nos
« contrées ; elle y avait même été apportée vers la fin du
« X^e siècle par Gerbert. Ainsi il a pu arriver que des
« copistes aient substitué ces caractères à ceux qu'ils
« voyaient dans les manuscrits de Boèce, qu'ils transcri-
« vaient ; cela même abrégait leur besogne.

« Ce que l'on dit sur l'antiquité de ces manuscrits est
« vraisemblable, et je ne trouve pas que, malgré ses
« efforts, M. Weïlder ait bien solidement prouvé qu'ils en
« avaient une plus grande que le XII^e ou XIII^e siècle. Mais
« on peut répliquer que ce dénouement n'est point suffi-
« sant. Il faudrait pour détruire l'induction de ce passage
« de Boèce supposer qu'il a été ajouté dans le XII^e ou le
« XIII^e siècle ; car en le reconnaissant pour l'ouvrage de
« Boèce même, on est forcé de convenir que le principe de
« notre arithmétique moderne était connu de son temps.

(1) Célèbre médecin, né à Stepney, près de Londres, en 1673, mort en 1754. Sa grande fortune lui permit de former une riche collection de livres, médailles, pierres gravées, et de monuments antiques.

(2) Astronome, né en 1691 à Gross-Neuhausen, dans la Thuringe, mort à Wittemberg, en 1755, membre de l'Académie de Berlin et de la Société Royale de Londres.

« Or, qui pourra se persuader que tous les manuscrits,
« sans exception, de cet auteur aient été altérés de
« cette manière..... Nous la supposerons (notre
« arithmétique) née dans l'Inde d'où elle aura pu passer,
« de proche en proche, aux Arabes et aux autres peuples
« de l'Orient.....

« ... Boëce, qui écrivait au commencement du ^{vi}^e siècle
« et qui avait puisé tout son savoir chez les Grecs, la
« reçut d'eux et l'inséra dans sa géométrie en l'attribuant
« à Pythagore, soit que ceux de qui il la tenait le lui
« eussent dit ainsi, soit qu'il ait lui-même conjecturé et
« hasardé ce fait. Cette conjecture me paraît avoir
« l'avantage de concilier les difficultés. Notre arithmé-
« tique aura été connue de Boëce et elle ne laissera pas de
« venir des Indiens à qui tant de témoignages en adju-
« gent l'invention. Mais ce fut une invention, pour ainsi
« dire enterrée dans la poussière des livres savants
« jusqu'au moment où des circonstances particulières la
« firent fructifier (1). »

M. l'abbé Clerval, dans un important ouvrage (2), résume les théories de Boëce, de Capella (3) et les commentaires fournis par M. Chasles, dans sa controverse avec Libri. Il dit que les historiens modernes des mathématiques, MM. Friedlin, Cantor et Tannery ont accepté les conclusions de M. Chasles, mais sans savoir combien

(1) Montucla, *Histoire des Mathématiques*. Paris, an VII, t. 1, p. 375 et suiv.

(2) *Les écoles de Chartres au moyen-âge, du V^e au XVI^e siècle*. Paris, Alphonse Picard, 1895, in-8°, pp. 236 à 238. — Cet ouvrage a obtenu le grand prix Gaubert.

(3) Ecrivain latin, né à Carthage, vivant au ^v^e siècle, auteur d'une encyclopédie, intitulée *Satiricon*, dont les sept derniers livres traitent des sept arts libéraux, grammaire, dialectique, rhétorique, géométrie, arithmétique, astronomie, musique. Cet ouvrage fut imprimé à Vienne en 1499; réédité par Grotius à Leyde en 1597, et par Kopp, à Francfort, en 1836.

Thierry de Chartres (1), en composant son *Eptateuchon* (2), avait utilement travaillé à les établir, grâce aux traductions de livres arabes qui lui avaient été communiqués par Herman le Dalmate (3). « S'il en est ainsi, ajoute « M. l'abbé Clerval, si Boèce connaissait le système de la « numération décimale, on ne le doit pas aux écoles « arabes, mais bien aux écoles gréco-latines dont Boèce « fut le grand maître. L'*Eptateuchon*, en nous donnant la « véritable figure qui s'adapte au texte de Boèce, nous a « donc permis de corriger une vieille erreur sur la numé- « ration décimale, fondement des mathématiques moder- « nes, et de fixer sa véritable origine ; elle ne vient pas « des Arabes, mais des Grecs et des Latins ; elle n'a « jamais été totalement ignorée en Occident. Et cette « conséquence s'étend non seulement au système de numé- « ration, mais encore aux chiffres modernes eux-mêmes. « Tels qu'ils sont copiés dans le Boèce de Thierry, ils « ressemblent à ceux que nous employons encore. Ceux-ci « ne sont donc pas non plus d'origine arabe ; ils viennent « aussi de Boèce et des vieilles écoles latines... »

Cette opinion est aussi celle de M. Renan, rapportée par M. l'abbé Clerval dans un autre de ses ouvrages dont

(1) Maître des écoles de Chartres et chancelier de la Cathédrale, vivant au XII^e siècle. Il était en rapports avec les savants de Tolède et de Toulouse qui avaient entrepris de répandre les traités d'astronomie en usage chez les Maures d'Espagne.

(2) Ouvrage légué par Thierry au Chapitre de Chartres, comme en fait foi son obit. L'*Eptateuchon* est divisé en : 1^o *Tricium*, grammaire, rhétorique, dialectique ; 2^o *Quadrarium*, arithmétique, musique, géométrie, astronomie.

(3) Célèbre orientaliste du XII^e siècle ; voyagea beaucoup, avec Robert de Retines, en Grèce et en Asie. Ils se fixèrent en Espagne pour étudier les livres moresques ; traduisirent le Coran... On a d'Herman le Dalmate un traité : *De statu Sarracenorum* et une version du *Planisphère* de Ptolémée, composée à Toulouse en 1143.

nous reparlerons (1). Le 25 juillet 1850 (2), M. Renan adressait, au ministre de l'instruction publique et des cultes, un rapport dans lequel il affirmait sa conviction que la science arabe était d'origine chrétienne. « On sait, « dit-il, que ce sont les Syriens qui ont initié les Arabes « à la culture de la science et de la philosophie grecque, « et quand on réfléchit à l'immense influence que la « culture arabe a exercée sur les destinées de l'esprit « humain, le point de départ de ce grand mouvement « doit être cherché dans les écoles et les monastères de « Syrie. »

Les auteurs, en grand nombre, penchent, on le voit, pour l'origine indienne ; d'autres, et les plus modernes, croient à l'origine grecque. Suivant quelques commentateurs de Boèce, le principe de notre arithmétique aurait été compris en Grèce, dès les v^e et vi^e siècles, mais sans se généraliser et sans produire ses effets immédiats. Ce qui paraît très probable, malgré l'avis de M. Renan et celui de M. l'abbé Clerval, c'est que nos chiffres, quel que soit leur point de départ, nous sont arrivés par les Arabes.

Laissant de côté, maintenant, toutes ces discussions plus ou moins subtiles, et sans nous préoccuper davantage de la genèse de nos chiffres, nous allons les poursuivre dans le domaine de leur application et rechercher les époques les plus reculées auxquelles les peuples d'occident ont pu en faire usage.

(1) *Herman le Dalmate et les premières traductions latines des traités arabes d'astronomie au moyen-âge*. Dans le compte-rendu du congrès scientifique international des catholiques, tenu à Paris du 1^{er} au 6 avril 1891. Paris, Alphonse Picard, 1891, p. 1, note 1.

(2) Archives des Missions scientifiques, VII^e cahier. Source indiquée par M. l'abbé Clerval.

§ I

DOIT ON AFFIRMER QUE PERSONNE N'A PU, EN FRANCE, L'AN 1261,
GRAVER EN CHIFFRES ARABES UN MILLÉSIME DESTINÉ A RAPPELER
SUR UNE PIERRE LA DATE D'UNE CONSTRUCTION ?

Il s'agit tout d'abord de faire connaître les plus anciens usages de ces chiffres. Pour cela, nous allons passer rapidement en revue les opinions de ceux qui sont le plus compétents en la matière. Nous donnerons ensuite une série d'exemples dans l'ordre chronologique.

Vincent de Beauvais, dominicain, contemporain de Saint Louis, auteur des ouvrages **les plus** remarquables du XIII^e siècle, appelé **comme** lecteur à l'abbaye de Royaumont, fondée en 1228, a exposé avec la plus grande précision dans son *Speculum Doctrinale*, livre XVI, la théorie des nombres et les opérations dont ils sont les objets. « Il a, dit M. Daunou (1), une connaissance précise des chiffres arabes et du calcul décimal : *Inventæ sunt novem figuræ tales 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 ; quælibet in primo loco, ad dexteram posita, significat unitatem vel unitates ; in secundo, denarium vel denarios ; in tertio, centenarium vel centenarios ; et ut brevius loquar, quælibet figura posita in secundo loco significat decies magis quam si esset in primo, et decies magis in tertio quam si esset in secundo, et sic infinitum*. Cependant il fait observer que ces neuf caractères ne serviraient pas à exprimer le nombre dix, et il

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. XVIII, pp. 499, 500.

« enseigne l'usage d'une dixième figure, savoir du zéro.
« *Inventa est igitur decima figura talis sc. 0, nihilque*
« *repræsentat, sed facit aliam figuram decuplum signi-*
« *ficare* ; etc. Plusieurs occidentaux avaient connu et
« employé les chiffres arabes avant le milieu du xiii^e siècle,
« mais en voilà le système nettement exposé, pour la
« première fois, dans un livre écrit en France. Ce cha-
« pitre du moins n'est emprunté d'aucun autre ouvrage ; il
« est précédé du mot, *auctor* (1).

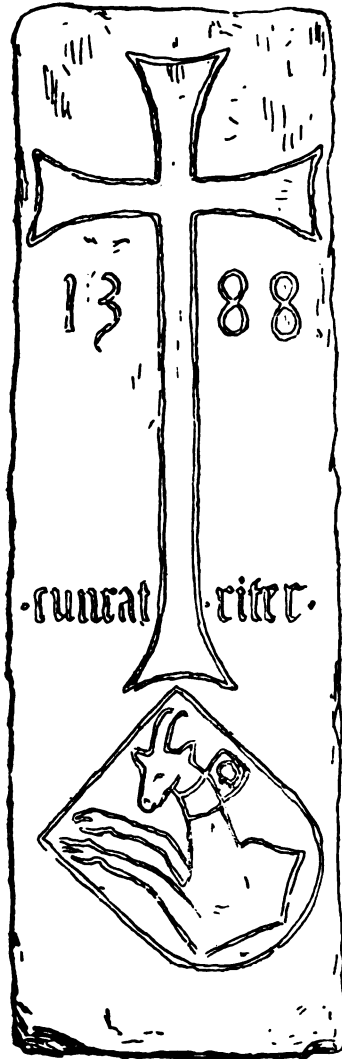
Suivant les Bénédictins, si on consulte les manuscrits de France, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Italie on se convaincra que ces chiffres étaient en usage, parmi les chrétiens, au xiii^e siècle. Après la découverte d'un manuscrit de Gui d'Arezzo (2), il les font remonter au xi^e siècle. Voici le passage le plus important de leur ouvrage. « Nous
« venons de découvrir des chiffres à peu près comme on
« les représente aujourd'hui dans un beau manuscrit du
« xi^e siècle qui contient les œuvres de Gui d'Arezzo...
« Dans son traité de compter sur la table couverte de
« poudre nous avons vu les 1, 2, 3, 5, 7, 8, 9. Trois de
« ces chiffres sont contournés et renversés ; les seules
« figures du 4 et du 6 s'éloignent de la forme de nos chiffres
« arabesques. Il y a plus, le célèbre Nicolas Vignier (3),
« atteste que Bernelin, disciple de Gerbert..., composa
« quatre livres *de Abaco* desquels *se peut apprendre*
« *l'origine des chiffres dont nous usons aujourd'hui es*
« *comptes d'arithmétique*. Vignier ajoute : *lesquels*

(1) Cette citation a été reproduite dans le Dictionnaire de Quantin.

(2) Moine bénédictin de l'abbaye de Pomposa, au duché de Ferrare, né vers 995. Il est l'inventeur de l'échelle diatonique ou gamme qui a tant simplifié la notation de la musique.

(3) Célèbre médecin, né à Troyes, en 1530, protestant converti ; fut médecin de Henri III, historiographe de France et conseiller d'Etat.

PLANCHE III



« *M. de Savoye Pithou* (1) m'a assuré avoir en sa biblio-
« thèque, et reconnaître en iceux un savoir d'une intel-
« ligence admirable de la science qu'ils traitent. L'ou-
« vrage de Bernelin que dom Rivet (2) n'a pas connu se
« trouve deux fois dans la bibliothèque du Vatican parmi
« les manuscrits de la reine de Suède (cod. 480) et parmi
« ceux d'Alexandre Pétau (cod. 4539) qui ont originaire-
« ment appartenu à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire.
« On peut donc assurer que tous ou la plupart des chiffres
« vulgaires étaient en usage dans les mathématiques, tant
« en France qu'en Italie, sur le déclin du x^e siècle et au
« commencement du suivant (3). »

Mabillon rapporte les opinions de plusieurs savants et déclare n'avoir pas vu de chiffres arabes avant le xiv^e siècle :

« *Juverit hoc loco quedam adjicere de notis nume-
ricis quæ in consignandis diplomatum calculis adhibitæ
sunt ab antiquis. Hæ notæ duplicis sunt generis, nempe
numeri Romani et Arabici, quos vulgus cifras appellat.
Recentior est harum cifrarum usus, quas Arabes ab Indis
sæculo X, Hispanos ab Arabibus sæculo XIII accepisse
cum aliis censet Athanasius Kircherus in Arithmologia
sua. Addit Papebrochius in Propylei num. 19, earum
usum ante bella sacra minime notum fuisse Europæis.
Ego vero nullum deprehendi ante sæculum XIV. Eo
quippe sæculo, id est anno MCCCLXXV, eas apposuit*

(1) Né à Troyes en 1539, mort à Nogent-sur-Seine en 1596 ; jurisconsulte et érudit, a publié d'importants ouvrages ; un des auteurs de la satire Ménippée, dont on a dit qu'elle fit plus pour Henri IV que ses victoires.

(2) A écrit les neuf premiers volumes de l'*Histoire littéraire de la France*.

(3) *Nouveau Traité de Diplomatique*, t. III, pp. 526 à 537, et t. IV, p. 7. — Voir aussi le *Dictionnaire de Paléographie*, par X..., publié par l'abbé Migne, pour tout ce qui précède.

*Petrarcha in codice librorum Augustini in Psalmos, ut ejus specimen docet, a nobis relatum suo loco. Sæculo insequenti in designandis librorum mss. paginis ejusmodi cifras adhiberi cœptas animadverti. Parum itaque juvat earum tractatio ad propositum nostrum, ut qui in sæculo XIII consistere in animum induximus. Illud unum de his cifris observo, per ea initia longe aliter quam nunc, efformatis fuisse cifras 4 et 7, nempe hoc modo 8 et 1, ut in speciminibus nostris advertere licet. Existimat eruditissimus Huetius (*Demonstratio evangelica*, p. 647), Arabicos numeros esse meros Græcorum characteres, a librariis græcæ linguæ ignavis interpolatos, et diuturna scribendi consuetudine corruptos, quos Arabes a Græcis acceperint (1). »*

Le jésuite Papebroeck (2) les fait remonter aux croisades. Le père Hardouin (3), du même ordre, donne « comme une chose connue de tout le monde » qu'ils ont été usités à la fin du ^{xiii}^e siècle ou au commencement du ^{xiv}^e. L'italien Dom Nazzari (4) et le père Kircher (5), jésuite allemand, sont d'accord pour attribuer à Alphonse X, roi de Castille en 1252, la diffusion en Europe des chiffres arabes au moyen des tables astronomiques. L'abbé Godwic

(1) Mabillon, *De re diplomatica — liber secundus, caput xxviii*, pp. 214, 215.

(2) Un des plus laborieux éditeurs des *Acta Sanctorum*, né à Anvers en 1628, mort aveugle en 1714 ; célèbre par sa lutte contre les Carmes

(3) Né à Quimper en 1646 ; savant auteur d'immenses ouvrages, mais esprit paradoxal et systématique. Il allait jusqu'à prétendre que, sauf les œuvres de Cicéron, Pline, Virgile et Horace, toutes les autres qui passent pour anciennes avaient été fabriquées au ^{xiii}^e siècle.

(4) Attaché comme secrétaire au célèbre mathématicien Adrien Auzout, il le suivit en France. Il était né dans le Bergamasque en 1634, et mourut à Rome en 1714.

(5) Né en 1602 à Geysen, professeur de philosophie et de langues orientales à Wurtzbourg, vint en France, puis à Rome où il professa au Collège Romain. Il a laissé de nombreux ouvrages et des collections qui sont conservées au Musée du Collège Romain sous le nom de *Museum Kircherianum*.

les croit inconnus en Allemagne avant le ^{xii}^e siècle. Le Dr Wallis (1) pense qu'ils sont contemporains d'Hermann Contractus (2) qui vivait au ^{xi}^e siècle. Ward les dit en usage dès le début du ^{xiii}^e siècle. Le *Dictionnaire de Trévoux* tient pour la même époque. Montucla est très affirmatif pour les attribuer au pape Sylvestre : « Les chrétiens occidentaux ont surtout à Gerbert l'obligation de leur avoir transmis l'arithmétique dont nous faisons usage. *Abacum certè primus a Saracensis rapiens regulas dedit quæ a sudantibus abacistis rix intelliguntur*, dit l'historien Guillaume de Malmesbury (3). Cette date est encore confirmée par plusieurs lettres de Gerbert. Il y en a surtout une, savoir la 160^e, qui paraît avoir été à la suite d'un petit traité sur ce sujet. Il y remarque que le même nombre devient tantôt *articulus*, tantôt *digitus*, *minutum*, c'est-à-dire centaine, dixaine, unité... L'éditeur des lettres de Gerbert dit avoir eu entre les mains le traité désigné dans celle-là... On le trouve en manuscrit dans la bibliothèque Vaticane et dans d'autres. La date de cette introduction de l'arithmétique arabe parmi nous paraît devoir être fixée vers l'an 970 ou 980 (4). »

M. de Wailly (5) a relevé dans un manuscrit de la bibliothèque royale qui date du commencement du ^{xiii}^e siècle (6), les neuf premiers chiffres, sans y trouver le zéro. Il en conclut qu'au ^{xi}^e siècle et au début du ^{xii}^e on ne

(1) Mathématicien illustre, né en 1616 à Ashford, comté d'Essex, mort à Londres en 1703.

(2) Historien allemand, né en 1013, mort en 1054 ; a laissé des ouvrages précieux pour l'histoire des ^x^e et ^{xi}^e siècles.

(3) Appelé aussi Sommerset ; surnommé, à cause de son savoir, le bibliothécaire ; bénédictin anglais du ^{xii}^e siècle.

(4) *Histoire des Mathématiques*, t. I, p. 501.

(5) *Eléments de Paléographie*, t. II, p. 255.

(6) Ancien fonds latin, n° 7193, f° 2, v.

savait pas qu'à l'aide d'un signe auxiliaire ces neuf chiffres pouvaient exprimer les dizaines.

M. Chéruel dit que « les chiffres arabes qu'on emploie « aujourd'hui furent connus en France au x^e et xi^e siècles (1). » M. Auguste Demmin (2) soutient qu'ils ont été usités en Europe à partir du xiii^e et universellement employés depuis le xiv^e.

Une importante revue allemande que nous avons sous les yeux, et dont nous aurons à parler plus loin, après avoir signalé des inscriptions gravées en chiffres arabes aux xi^e et xii^e siècles, ajoute « de tels exemples *isolés* « peuvent bien s'être présentés puisque les chiffres arabes « étaient connus en Europe depuis le xi^e siècle et se sont « répandus promptement dans les siècles suivants (3). » C'est là tout à fait notre thèse.

M. Maurice Prou, dans son *Manuel de paléographie*, cité plus haut, les fait remonter au x^e siècle chez les occidentaux et croit que le zéro ne fut inventé qu'au xii^e siècle.

Les éditeurs du *Glossaire* de Ducange, sur le mot *numerieæ notæ*, se bornent à reproduire l'opinion de Mabillon que nous avons déjà fait connaître. Nous devons donner celle de Joseph Scaliger, si convaincu de leur nouveauté, qu'il affirma qu'une médaille d'argent, sur laquelle il fut consulté, était moderne parce qu'on y remarquait des nombres gravés avec ces mêmes chiffres. Cette opinion très respectable ne saurait diminuer la valeur des témoignages si nombreux et si importants que nous venons d'invoquer.

(1) Larousse, au mot chiffre.

(2) *Encyclopédie des Beaux-Arts plastiques*. Paris, 1873, in-8°, pp. 109, 110.

(3) *Anzeiger für Kunde der deutschen Vorzeit ; neue folge dreiundzwanzigster jahrgang ; organ des germanischen museums*, 1876, n° 2, februar. (Moniteur de la science de l'antiquité allemande, nouvelle série, 23^e année ; organe du museum germanique, 1876, n° 2, février.)

L'université de Paris se servit de ces chiffres, dès le début du ^{xiv}^e siècle, pour enseigner l'arithmétique et les autres sciences prises des arabes (1).

De tout ce qui précède, on peut conclure avec certitude, que ces chiffres étaient bien connus, sinon très usités en France, à l'époque qui nous occupe, c'est-à-dire au milieu du ^{xiii}^e siècle.

Avant de donner une série chronologique d'exemples, nous avons à parler de deux inscriptions très importantes. L'une date du ^{xii}^e, l'autre du ^{xiv}^e siècle ; celle d'Escages, étant du ^{xiii}^e, se trouve ainsi parfaitement encadrée. La première est française et mieux encore, Lot-et-Garonnaise comme la nôtre. Nous l'avons vue, examinée avec soin et calquée. La seconde est allemande. Elle nous a été signalée par le savant professeur docteur Korber de Mayence, premier président de l'*Union des Antiquaires*. Le numéro de la Revue (*Anzeiger für Kunde der deutschen Vorzeit*), plus haut mentionné, en a donné la figure et la description (voir la planche n° III).

Il faut nous estimer heureux de pouvoir produire trois exemples précis et concluants, dans une étude aussi difficile, se rapportant à ces époques lointaines et obscures où l'emploi des chiffres arabes était un phénomène des plus rares. Rareté ! Exception ! voilà justement ce qui nous captive ; car si notre date eût été gravée en chiffres romains, elle ne mériterait pas cet excès d'honneur.

L'inscription du ^{xii}^e siècle nous fut indiquée par M. Brassier, géomètre à Saint-Pastour (Lot-et-Garonne), qui avait fait cette découverte depuis quelque temps. Ne connaissant pas les types de chiffres du ^{xii}^e siècle, M. Bras-

(1) *Nouveau Traité de Diplomatie*, t. III, p. 536.

sier avait lu 1189, alors qu'en réalité il faut lire 1185. Cette date magnifique qui aurait pu éveiller en nous quelque jalousie puisqu'elle est de soixante-seize ans plus âgée que la nôtre, nous ravit au contraire. C'était une chance inespérée de trouver, dans le même département, à six lieues d'Escages, un monument de cette valeur, un argument d'une telle autorité. Nous nous hâtâmes d'aller faire la vérification.

C'est dans un vallon sauvage, au lieu de Murguet, commune de Castelnaud, canton de Cancon, arrondissement de Villeneuve-sur-Lot, que sommeille, depuis plus de sept siècles, cette inscription superbe, contemporaine de Philippe-Auguste. La propriété de Murguet appartient à M. Pons, de Casseneuil. Elle est fort éloignée des voies carrossables et cet isolement l'avait jusqu'ici protégée contre les investigations des archéologues. On y trouve les restes d'un castel transformé en métairie ; des substructions importantes ; d'épaisses murailles en petit et moyen appareil ; une jolie tour ; d'anciennes ouvertures, en ogive, bouchées de maçonnerie ; d'autres en cintre surbaissé, notamment la porte du midi dont la pierre qui nous occupe forme la clé de voûte. On comprend à premier examen, que cette résidence a été bien des fois remaniée et peu à peu très réduite. Le tableau, parfaitement carré, qui porte la date, a, comme tout le reste de la sculpture, les dimensions exactes du calque de la planche n° II. La pierre très dure a bien résisté aux ravages du temps. Huit arcs de cercles, régulièrement disposés en écailles, forment autour de la date une sorte d'écusson. Les chiffres, nettement gravés, sont conformes aux types du xii^e siècle qu'on voit à la planche n° IV. Le premier 1 est un peu plus haut que les autres chiffres. On a peut-être voulu, en lui donnant plus d'importance, en faire une sorte de majuscule, ou bien la rainure qui le forme s'est trouvée plus tard prolongée

légèrement par une cause accidentelle : effritement de la pierre ; grattage quelconque.

Après l'avoir exactement décrite et représentée, nous pouvons dire que cette date plaide éloquemment en faveur de la nôtre, sa voisine et sa sœur cadette.

Pour donner l'idée la plus exacte de l'autre inscription, nous ne saurions mieux faire que de laisser la parole au *Moniteur de la science de l'antiquité allemande*. Les citations s'imposent dans un travail comme celui-ci. La traduction de l'important article qu'on va lire a été confiée à M. Liénard, vice-président du Conseil de préfecture de Lot-et-Garonne, qui connaît à fond la langue allemande.

« COMMUNICATIONS SCIENTIFIQUES.

« — Pierre tombale avec la date 1388 en chiffres
« arabes. — Dans les travaux de l'Union pour la connais-
« sance de l'antiquité à Ulm et la Souabe supérieure,
« 6^e cahier (de l'année 1874), feu Mauch (pages 14 et 15),
« écrit ce qui suit sur la pierre tombale reproduite ci-
« après :

« A la suite des fouilles pratiquées alors dans le cime-
« tière supérieur de la cathédrale, à quelques pieds de
« profondeur, on a découvert une pierre tombale qui
« présente un intérêt extraordinaire pour l'historiographe
« et particulièrement pour celui qui s'occupe de l'histoire
« du développement des signes représentatifs des nombres.
« La pierre a environ six pieds de longueur et deux de
« largeur ; elle est en pierre de sable, dure et à gros
« grain ; elle porte à sa surface une croix latine et, sur
« les côtés de celle-ci, le nom « cunrat riter » en carac-
« tères minuscules et la date 1388 en chiffres arabes.
« L'écu placé obliquement sous la croix et terminé en
« rond à sa partie inférieure porte un bouc. Tout cela
« en lignes simples, profondément gravées. Pour Ulm

« cette pierre offre l'intérêt particulier que, par sa date
« 1388, elle constitue le plus ancien spécimen de l'emploi
« des chiffres arabes sur les monuments soit de pierre,
« soit de métal ou de bois ; la date la plus ancienne connue
« de nous jusqu'à l'époque actuelle était celle de 1414
« figurant sur un tombeau de Besserer dans la cathédrale.
« Nous avons, il est vrai, une empreinte du sceau de la
« ville avec la date 1351 en chiffres arabes, et c'est même
« là un rare spécimen en Allemagne, mais c'est sans
« doute un travail italien, étant donné que l'art de la
« gravure des sceaux nous est parvenu de très bonne
« heure de l'Italie avec laquelle les relations commer-
« ciales facilitaient les communications. Comme le cime-
« tière a été abandonné depuis 1530, la pierre a été
« recouverte depuis cette époque et se trouve, par ce fait,
« en très bon état de conservation. Le tombeau est actuel-
« lement dans la cathédrale. »

M. le Docteur Korber, commentant cet article, dit que la constatation des chiffres arabes sur les tombeaux, au xv^e siècle, est quelque chose d'inaccoutumé ; il ajoute :
« les deux plus anciens spécimens qui me sont connus
« sont : le tombeau qui se trouve à Katharein près de
« Troppau, de 1007, et celui du comte de Katzenel-
« lenbogen, de 1299, dans le jardin du château de
« Biberich. » Bien que la contemporanéité de ces deux inscriptions ait pu être contestée, le Docteur Korber fait remarquer, comme nous l'avons dit plus haut, que ces exemples isolés sont très possibles puisque les chiffres arabes étaient connus en Europe avant le xi^e siècle.

Les chiffres arabes se trouvent assez souvent réunis aux chiffres romains. Nous avons rencontré quelques spécimens de ce mélange. Dans les notes qui accompagnent l'article qu'on vient de lire, le docteur Korber en cite

quelques-uns que nous ferons connaître. Il dit en avoir trouvé dans l'*Introduction à la paléographie latine* de W. Wattenback, et d'autres dans les communications qui lui ont été faites par cet auteur.

On nous avait signalé comme existant, à la cathédrale de Mayence, la date 794, en chiffres arabes, dans l'épithaphe, *gravée au XIII^e siècle*, de l'impératrice Fastradana, troisième épouse de Charlemagne. Le docteur Korber, consulté sur l'authenticité de cette date a répondu : « La « pierre tombale de Fastradana, troisième épouse de « Charlemagne, se trouve certainement dans la cathé- « drale de cette ville. Elle a été souvent mentionnée et « reproduite par le dessin..... La pierre provient du « couvent de Saint-Alban qui de 1486 à 1494 a été l'objet « d'une restauration importanté. A cette occasion, l'an- « cienne inscription (qui n'existe plus) a pu être remise à « neuf et la date de l'année ajoutée en chiffre arabes (Λ9λ) « forme courante à cette époque. » Nous ne prétendons pas faire usage de cette date, cependant nous ne sommes point du même avis que le savant allemand qui répond d'ailleurs par une hypothèse. Son argument, tiré de la forme des chiffres, pour dire que l'ancienne inscription a pu être remise à neuf et la date ajoutée en chiffres arabes du XI^e siècle, nous semble devoir être écartée. En effet le Λ le 9 et le λ qu'il dit être usités couramment au XV^e siècle l'étaient aussi bien, sinon mieux, au XIII^e ; voir la planche n^o IV. Cette date Λ9λ a pu parfaitement être gravée dès le XIII^e siècle dans l'épithaphe consacrée à Fastradana, ou y être gravée de nouveau au XV^e avec des chiffres identiques. Donc, s'il n'a d'autres données que celle de la forme des chiffres pour affirmer que l'ancienne inscription n'existe plus, nous croyons que le docteur Korber se trompe. Selon nous il est très possible qu'elle ait été gravée au XIII^e siècle.

Un vaillant et érudit explorateur, M. le capitaine Binger, qui s'intéresse beaucoup à l'étude des chiffres arabes, posa la question suivante, dans le numéro de mai 1896, de la *Correspondance historique et archéologique* :
« Villaut de Bellefond, historien du xvii^e siècle, signale à
« El-Mina, côte de Guinée, un monument portant une
« inscription en chiffres arabes dont les deux premiers
« sont 13..... et en attribue la construction aux Dieppois.
« Le vicomte de Santarem, historien portugais, s'appuyant
« sur ce que les chiffres arabes n'auraient pas été usités
« couramment en France, avant le xvi^e siècle, conclut
« que ce monument n'a pu exister. Connaît-on en France
« un monument ou un document, antérieur au xv^e siècle,
« portant une date ou une inscription en chiffres dit
« arabes ?

M. Jules Momméja, le savant conservateur du musée d'Agen, s'intéressa à cette question et y répondit, dans le numéro d'octobre du même recueil. Tout en reconnaissant que les dates gravées sur les monuments au xiv^e siècle, par les imagiers habitués à ce travail, ne sont jamais en chiffres arabes, il faisait d'expresses réserves en ce qui concerne les dates tracées en dehors des circonstances ordinaires, comme pouvait l'être celle de El-Mina. « Il
« semble évident, ajoutait-il, que les Dieppois n'avaient
« pas amené avec eux un lapicide, un *tumbier*, accoutumé
« à entailler dans le bois ou le marbre des inscriptions
« funéraires ou dédicatoires. Quelque matelot plus habile
« que les autres, le charpentier du bord par exemple, dut
« être chargé de ce soin, et n'ayant pas de traditions
« spéciales, il ne serait pas étonnant qu'il eut inscrit une
« date en chiffres arabes, ceux-ci étant dès lors bien
« connus et étant plus familiers peut-être aux naviga-
« teurs, à cause de leurs relations avec le Levant, qu'aux
« lettrés des écoles et des cloîtres. Ceci n'est pas une

PLANCHE IV

Bénédictins		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
	XII ^e siècle	1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
		1	2	3	4					

<i>Extrait du tableau de Waltemback</i>	<i>XII^e</i>	<i>XIII^e</i>	<i>XIV^e</i>	<i>XV^e</i>
	1. 1	1	1	1
	2. 2	2	2	2
	3. 3	3	3	3
	4. 4	4	4	4
	5. 5	5	5	5
	6. 6	6	6	6
	7. 7	7	7	7
	8. 8	8	8	8
	9. 9	9	9	9
	0. 0	0	0	0

« simple supposition fondée sur des vraisemblances, car « nous pouvons l'appuyer d'un exemple précis... » Ici M. Momméja cite la tombe allemande de *Cunrat Riter* dont nous avons déjà parlé et reproduit le calque exécuté par lui sur une gravure de l'*Anzeiger*. (Voir planche n° III). Puis il conclut ainsi : « Il reste donc établi..... « qu'il est impossible de soutenir qu'au xiv^e siècle les « chiffres arabes n'ont jamais été employés sur les monu- « ments. »

Lorsque la pierre d'Escages fut découverte, M. Momméja, qui l'avait attentivement examinée, de concert avec M. Tholin, se montra très sympathique à notre thèse et voulut bien présenter, de façon très flatteuse, aux lecteurs de la *Revue historique et archéologique*, le mémoire qu'on a lu plus haut, dans lequel nous avons exposé les circonstances de notre découverte.

Nous trouvons dans un important article de M. Eugène Lefèvre-Pontalis (1) le résumé d'une discussion intéressante relative à une date gravée, en chiffres arabes, à la base de la flèche du clocher sud de la cathédrale de Chartres, sur une pierre de la lucarne exposée au nord. Cette date, 1164, est inscrite au-dessous du nom de *Harman*, quatrième architecte de la cathédrale. Pour l'examiner de près, il faudrait monter un échafaudage assez coûteux ; mais M. Lassus en a donné un fac-similé (2).

Nous n'avons pas à discuter ici cette date et à nous prononcer sur son authenticité possible. Inscrite sur un monument de grande valeur et à côté d'un nom connu, elle est exposée à de graves contestations ; mais l'article de

(1) *Les façades de la cathédrale de Chartres*. Congrès Archéologique de France, LXVII^e session (1901), pp. 303 à 305.

(2) *Monographie de la cathédrale de Chartres*. Atlas, pl. L.

M. Lefèvre-Pontalis a l'avantage de nous donner l'opinion de plusieurs archéologues distingués, et la sienne propre, sur l'emploi des chiffres arabes au ^{xii}^e siècle. Il nous dit que M. Durand (1) doute de l'authenticité de cette inscription ; que M. Lecocq y croit (2). M. Lanore se prononce pour l'ancienneté des caractères en constatant que la date coïncide avec celle de l'achèvement de la tour ; la dernière donation pour l'œuvre des clochers étant celle du grand chantre Hugues qui mourut entre les années 1159 et 1164 (3). M. Lefèvre-Pontalis, après une étude minutieuse de l'inscription, hésite à se prononcer formellement ; mais il est très frappé par la lecture des ouvrages si importants de M. l'abbé Clerval dont nous avons parlé plus haut. « On a gravé, écrit-il, des dates en « chiffres romains, sur les monuments et sur les pierres « tombales jusqu'au commencement du ^{xvi}^e siècle. L'apparition de chiffres arabes dans une inscription du ^{xii}^e siècle « m'avait donc toujours paru suspecte, mais la lecture de « deux savantes études de M. l'abbé Clerval permet d'affirmer qu'on connaissait à Chartres les dix chiffres arabes et « la valeur de leur position décimale, quelques années avant « 1140 (4). Thierry, maître des écoles et plus tard chancelier de Notre-Dame de Chartres, était en relations avec les savants de Tolède et de Toulouse qui entreprirent de répandre, dans la première moitié du ^{xii}^e siècle, les traités d'arithmétique en usage chez les Maures d'Espagne. Grâce aux traductions de livres arabes qui

(1) *Monographie de la cathédrale de Chartres*, p. 107.

(2) *Etude sur les architectes de la cathédrale de Chartres. Mémoire de la Société Archéologique d'Eure-et-Loir*, t. vi, p. 434.

(3) *Revue de l'Art chrétien*, t. XLIX (1900), p. 38.

(4) *L'enseignement des arts libéraux à Chartres et à Paris, dans la première moitié du ^{xii}^e siècle*. — Hermann le Dalmate et les premières traductions latines des traités arabes d'astronomie au moyen-âge, dans les *Comptes-rendus des Congrès scientifiques internationaux catholiques de 1888 et de 1891*.

« lui avaient été communiqués par Hermann le Dalmate, « il put composer son *Heptateucon*. A Chartres, comme « à Toulouse, l'emploi des chiffres arabes aurait donc pu « être précoce, tout en restant une exception... » Nous ne prétendons pas autre chose.

Dans une notice sur *La Cathédrale de Reims*, M. Louis Demaison (1) conteste, justement, deux dates, 1381, 1391, inscrites, la première dans les arcatures qui font face au palais de l'archevêché ; la seconde, au pied d'une des statues de la galerie des Rois. Elles ont été signalées par feu M. l'abbé Cerf (2). Ce qu'en dit M. Demaison ne tourne pas contre notre thèse car il serait disposé à admettre une exception si les caractères étaient conformes aux types du xiv^e siècle. « Des chiffres arabes dans une inscription « lapidaire du xiv^e siècle ! La chose serait assez extraor- « dinaire ; toutefois, comme il s'agit de graphites, et non « de textes épigraphiques gravés régulièrement, on « pourrait à la rigueur admettre ici une singularité. Mais « il faudrait alors que les caractères fussent conformes à « l'usage du temps. Ce n'est pas le cas, et ces chiffres ne « ressemblent en rien à ceux que l'on rencontre parfois « dans les manuscrits exécutés vers 1380 ; ils ont un « aspect fort moderne... ne représentent peut-être pas des « dates, mais des mesures, des cotes dont le sens nous « échappe et qui auraient été inscrites à l'occasion de « quelque restauration... »

De la forme même des chiffres, nous n'avons que quelques mots à dire. Dans la planche n° IV, nous donnons les types fournis par les Bénédictins, dans le *Nouveau*

(1) *Bulletin monumental*, publié sous les auspices de la Société Française d'Archéologie et dirigé par M. Lefèvre-Pontalis, 1902, 66^e volume.

(2) *Histoire et description de Notre-Dame de Reims*, t. 1, p. 45.

Traité de diplomatique (t. III, planche 60, et t. IV, page VII de la préface). Ce sont les plus ordinaires; ils ont été reproduits par plusieurs auteurs, notamment par Montucla, de Wailly, Quantin... etc. Nous donnons aussi, d'après Montucla (t. I, planche IX), ceux dont se servaient Boèce, Planude, Sacrobosco, Bacon, et nous terminons par un extrait du tableau de Wattemback. Il n'est pas surprenant que, dans les exemples donnés pour une période déterminée, le même chiffre affecte parfois des formes assez différentes. Bien que la façon d'écrire et de graver fut jadis plus fixe et mieux réglée que de nos jours, il faut bien admettre, cependant, qu'il pouvait exister quelques variantes suivant les régions et les individus.

Il faut reconnaître que les chiffres composant les deux dates qui nous occupent le plus, 1261, 1185, sont faciles et que leur forme a très peu varié. On y trouve, en effet, quatre 1, un 2, un 6, un 8 et un 5. Les 1 ne sont pas attaquables; le 2 et le 6 sont conformes aux modèles du XIII^e siècle; le 8 n'a jamais varié depuis le XI^e; le 5 a subi des modifications, mais celui de la date de Murguet est bien tel qu'on l'employait au XII^e siècle; il a l'allure de notre 9 actuel, sauf que le jambage est vertical ou rejeté vers la droite. C'est sur le 4 et le 7 que se sont produites les plus curieuses transformations. Nos dates n'en renferment pas.

Nous ferons remarquer que dans les exemples fournis par les Bénédictins, les nombres, au XIII^e siècle, sont arrêtés entre deux gros points placés à moitié hauteur des chiffres, ce qui est exactement le cas de la date d'Escages.

Nous donnons ci-après, sans avoir la prétention de les croire toutes inattaquables, quelques dates relevées à partir du XI^e siècle. Nous avons choisi celles qui semblaient le plus dignes de foi comme provenant des meilleures sources. Plusieurs de ces dates ont été citées au cours de ce travail.

1007. Tombeau à Katharein, près de Troppeau, Autriche ; signalé par le docteur Korber (Anzeiger).

M133. C'est-à-dire 1133. Manteau de cheminée provenant de la maison presbytérale de Hélindon. (Bénédictins.)

1164. Inscription accompagnant le nom de l'architecte Harman, à la base de la flèche du clocher sud de la cathédrale de Chartres.

1185. La pierre de Murguet. (Planche n° II.)

1233. Signalée par Ward. (Bénédictins.)

1245. Manuscrit italien de la bibliothèque Strozzi. (Bénédictins.)

1261. La pierre d'Escages.

1268. Manuscrit de la bibliothèque Cottonienne. (Bénédictins.)

1292. *Id.*

1299. Tombeau du comte Katzenellenbogen. (Anzeiger.)

1334. (Bénédictins.)

MCCC35. C'est-à-dire 1335. (Anzeiger.)

1351. Sceau d'Ulm. (Anzeiger.)

1388. Tombeau de Cunrat Riter. (Anzeiger.)

1391. Tableau de Spinello Arétino, à Florence. (Lafenestre, 198, n° 128.)

1414. Tombeau de Besserer à Ulm. (Anzeiger.)

1414. Tableau d'Antunello de Messine, à Anvers. (Lafenestre, 178.)

1423. Tableau de Gentile de Fabriano, à Florence. (Lafenestre, 204, n° 165.)

MIIII30. C'est-à-dire 1430. (Anzeiger.)

1439. Tableau de Jean Van-Eych, à Anvers. (Lafenestre, 194.)

1490. (Bénédictins.)

Le docteur Korber cite deux autres dates en chiffres mélangés : 15IIII (1504) — et 15X5 (1515).

A partie du xvi^e siècle les exemples abondent, surtout en Italie.

§ II

LE TIERS-POINT EST-IL UNE FORME TOUT-A-FAIT EXCLUSIVE DE L'ÉCU
AU XIII^e SIÈCLE ?

S'il est vrai qu'au xiii^e siècle l'écu était en tiers-point, on peut affirmer que cette règle a comporté de très nombreuses exceptions. Dans le midi notamment, l'écu arrondi par le bas était fort en usage pendant les xiii^e et xiv^e siècles, et nous n'avons rien de mieux à faire que de le prouver par des documents puisés à des sources irrécusables comme la collection des sceaux par exemple.

Guillaume-Bernard de Najac (Rouergue 1227) — Sceau équestre — Bouclier arrondi par le bas. — Revers : écu allongé et arrondi par le bas, portant une croix. — (Légende détruite). — Ce sceau est appendu à un acte où Guillaume-Bernard et Peire-Grosse, seigneur de Najac, promettent à Raymond, comte de Toulouse, de ne pas faire la paix avec le roi de France sans son consentement. — Mai 1227 (1).

M. G. Demay (2), page 9, donne un type d'écu arrondi du xiii^e siècle, dans le contre-sceau de Rodrigo Diaz de Los Cauberos. Il dit, page 19, que cette forme était fréquente dans le midi et en donne un autre exemple, page 21. Il cite encore, à la page 160, des écus arrondis, en 1228 et 1275, d'après les boucliers de Raymond VII, comte de Toulouse et d'Oger de Mauléon.

(1) Arch. de l'Emp., J, 305, n° 59. — Douët d'Arcq, t. II, p. 1.

(2) *Le costume au moyen-âge d'après les sceaux*. Paris, Dumoulin, 1880.

Victor Gay, dans son *Glossaire archéologique du moyen-âge et de la renaissance*, au mot *écu*, cite un type (fig. k) d'écu arrondi par le bas, particulier aux comtés de Foix, Comminges, Toulouse, au XIII^e siècle.

Autres exemples :

Bernard VI, comte de Comminges, 1249 (1).

Guillaume Pierre Salvaire, 1250 (2).

Eustache de Beaumarchez, sénéchal de Toulouse, 1267 (3).

Gaston, premier comte de Foix, 1272-1276 (4).

Gasbert de Helleville, bailli d'Agen, 1298 (5).

Hugues de Noé, 1302 (6).

Sceau de Mont-de-Marsan, 1311 (7).

Menaut de Verlus, capitaine de Barcelonne 1319, (8).

Sceau de Pau, depuis les temps les plus reculés (9).

Sceau de Nogaro, depuis les temps les plus reculés (10).

Maurin de Montagut, 1338 (11).

André de Budos, 1342 (12).

Yspan de Lomagne, sieur de Gimat, 1342 (13).

Guillem de Caumont, 1347 (14).

(1) *Sceaux Gascons au moyen-âge. Arch. Hist. de Gascogne*, 1^{re} partie p. 145.

(2) *Nouveau Traité de Diplomatie*, t. iv, p. 55.

(3) *Sceaux Gascons*, 2^e partie, p. 217.

(4) *Ibid.*, 1^{re} partie, p. 161.

(5) *Ibid.*, 2^e partie, p. 303.

(6) *Ibid.*, 2^e partie, p. 428.

(7) *Ibid.*, 3^e partie, p. 568.

(8) *Ibid.*, 2^e partie, p. 522.

(9) *Ibid.*, 3^e partie, p. 573.

(10) *Ibid.*, 3^e partie, p. 573.

(11) *Ibid.*, 2^e partie, p. 401.

(12) *Ibid.*, 3^e partie, p. 634.

(13) *Ibid.*, 1^{re} partie, p. 182.

(14) *Ibid.*, 2^e partie, p. 248.

Seguin de Gontaud, seigneur de Badefols, 1352 (1).

Bertrand de Lustrac, 1355 (2).

François de Montpezat, 1355 (3).

Amanieu d'Armagnac, 1356 (4).

Jean de Cardaillac, 1367 (5).

Charles, roi de Navarre, 1369 (6).

Louis de Sancerre, connétable, capitaine général du Languedoc, 1387 (7). Etc., etc.

§ III

LA FLEUR DE LIS N'A-T-ELLE PAS LE CARACTÈRE ROMAN PLUTOT QUE LE
TYPE FLORENTIN DE LA RENAISSANCE ?

On ne peut raisonnablement soutenir le contraire. D'ailleurs nous ne voulons point lui attribuer une valeur artistique et prétendre qu'elle est l'œuvre d'un professionnel, d'un lapidaire habitué à sculpter suivant les règles générales de son temps.

Des milliers de modèles de fleurs de lis ont passé sous nos yeux. Nous en avons vu, de toutes les formes et de toutes les époques, sans en rencontrer d'absolument semblables à la nôtre. Un grand nombre s'en rapprochaient, surtout pour la partie supérieure (8) mais aucune ne

(1) *Sceaux gascons au moyen-âge*. (Arch. hist. de Gascogne, 2^e partie, p. 298.)

(2) *Ibid.*, 1^{re} partie, p. 366.

(3) *Ibid.*, 2^e partie, p. 421.

(4) *Ibid.*, 1^{re} partie, p. 130.

(5) *Ibid.*, 1^{re} partie, p. 36.

(6) *Ibid.*, 1^{re} partie, p. 87.

(7) *Ibid.*, 2^e partie, p. 496.

(8) Voir l'important ouvrage de M. Edouard Fleury, *Antiquités et Monuments du département de l'Aisne*, 3^e partie, notamment p. 240.

présentait les deux pointes triangulaires si originales que l'on remarque dans le bas.

Nous eussions désiré établir une planche reproduisant les types approximatifs avec lesquels des comparaisons pouvaient être faites. La discussion eut nécessairement été longue, sans doute peu concluante, et nous n'avons pas voulu abuser de l'hospitalité déjà si large que nous accorde la *Revue*.

Il n'y a pas d'emblème, de figure ornementale qui ait plus varié que la fleur de lis. Dans une même période, dans le cours d'un même siècle, on en rencontre qui sont très différentes les unes des autres malgré leur contemporanéité. Cependant, au milieu du ^{xiii}^e siècle, nous étions encore bien près de l'époque où le lis avait été choisi pour orner l'étendard royal. Dès lors cette fleur affectait plus spécialement la forme d'un fer de lance, et c'est le cas de la nôtre. On n'en trouverait point rappelant ce même type, sur des monuments, depuis le ^{xv}^e siècle. L'auteur, peut-être un carrier, un maçon, assurément un maladroit, tout en faisant de l'archaïsme, subissait, malgré lui, l'influence de son époque et de son milieu, et tentait de reproduire ce qu'il avait vu autour de lui. S'il a essayé d'imiter quelqu'un, il n'a copié personne. Travaillant sans modèle et d'une main malhabile, il a commencé sa sculpture trop bas dans le champ de l'écu et détaché à peine, par des rainures droites, le fer de lance des volutes. La partie inférieure restant insuffisante, trop courte, pour qu'il put donner de justes proportions à sa fleur de lis et la terminer par des crochets arrondis qui se seraient confondus avec le bourrelet du pourtour (la sculpture étant faite en taille d'épargne), il a imaginé de l'alléger, de la dégager par des pointes triangulaires. Manquant absolument de place, il a supprimé la bandelette horizontale et réduit d'une façon très fantaisiste le motif inférieur qui

aurait dû être trilobé. Malgré tout, son œuvre, quoique rude et grossière, a bien son cachet et ne saurait entrer en contradiction avec sa date.

CONCLUSION

Après tout ce que nous venons de dire, serons-nous parvenu à faire partager notre conviction ? Dans cette étude, tout s'enchaîne avec trop de rigueur pour ne pas contraindre les esprits de bonne foi à reconnaître la solidité de notre thèse. Nous n'allons à l'encontre d'aucune des règles générales consacrées par la tradition ; faisant simplement valoir des exceptions qui les confirment. Nous ne saurions être taxé de révolutionnaire voulant porter atteinte à la majesté des chiffres romains, à leur omnipotence au moyen-âge. Mais nous pensons qu'il faut accorder quelques places de sûreté à ces mécréants de chiffres arabes ; ne pas les renier absolument et poser en principe qu'ils n'ont jamais été employés à cette époque. Ce n'est qu'un *minimum* de tolérance que nous revendiquons pour eux.

Les savants les plus célèbres et les plus qualifiés sont unanimes pour admettre la connaissance de ces chiffres chez les européens, à partir du XI^e siècle. Aucun d'eux ne proteste contre leur emploi isolé, accidentel, en dehors des inscriptions religieuses. Nous fournissons des exemples précis ; donc notre date est possible, et si elle est possible elle est authentique, et la date de Murguet est authentique également. Si des falsificateurs avaient passé par là,

il eut fallu que, pour rendre leurs altérations vraisemblables, ils connussent la forme des chiffres employés aux époques qu'ils voulaient évoquer. Ces faux n'eussent pu être commis par des ignorants qui, malgré eux, devaient faire des anachronismes. Or, est-il possible d'admettre que des savants soient venus, au fond de nos campagnes, truquer des inscriptions, aussi peu importantes à l'origine, et perdre leur temps à cette inutile besogne, en se prêtant à d'aussi absurdes mystifications. *Cui prodest*. Que, sous Louis XIV, lors de la réfection des tombes de Saint-Denis, on ait voulu fixer par des dates, nécessairement un peu fantaisistes, les règnes des premiers rois de France, c'est possible. L'intérêt historique était en jeu et, sans légitimer cette opération, pouvait du moins servir à l'expliquer. Une date, placée à côté d'un nom, est bien plus exposée à contestation que lorsqu'elle se trouve isolée et ne rappelle aucun fait, aucune fondation digne de remarque.

On antidate un reçu, une lettre, un testament, un acte quelconque ; mais il n'est encore venu à l'idée de personne d'antidater sa maison. Architecte, entrepreneur, propriétaire qui élevez une construction de nos jours, songez-vous à graver sur la pierre d'angle ou sur le frontispice une date du xvi^e siècle... et ceux qui viendront après vous, s'exposeront-ils, ce faisant, à servir de risée à leurs contemporains ? Ces chiffres parfaitement conformes aux types du siècle correspondant ; cet écu arrondi, si fort en usage dans le Midi, au xiii^e siècle, et dont nous avons emprunté tant d'exemples à la collection des sceaux qui sont les mieux datés de tous les monuments iconographiques ; cette fleur de lis évidemment très archaïque dans sa rusticité ; l'ensemble de cette naïve sculpture exclusivement composée de lignes droites et d'arcs de cercle ; tout cela n'a-t-il point le caractère, le cachet de haute antiquité qui correspond à notre date, et l'ouvrier, le goujat

si l'on veut, qui fut l'auteur de ce grossier monument, n'a-t-il point fait de l'archéologie malgré lui ?

Que des incrédules viennent quand même s'inscrire en faux ; qu'ils incriminent notre chauvinisme et taxent ce travail de plaidoyer *pro domo* ; nous n'y pouvons rien. Bien qu'il s'agisse ici de chiffres, assurément notre démonstration ne saurait être mathématique. Il y a tant de choses fausses dans ce monde, depuis la pièce de cent sous jusqu'à l'esprit de certains hommes ; telle peinture admirée comme production d'un artiste célèbre, ne sera-t-elle pas un jour reconnue pour être l'œuvre d'un mystificateur ? La tiare elle-même, cette solennelle coiffure orientale qui, placée sur la tête du pape, est devenue l'emblème de l'infailibilité, n'a-t-elle pas été choisie, par d'adroits faussaires, comme sujet d'une falsification qui a fait récemment grand bruit ? On nie l'histoire, l'immortalité de l'âme, l'existence de Dieu... On peut bien contester une modeste date ; mais alors, que ceux qui refusent d'y croire, au lieu de se cantonner dans la négative pure et simple, deviennent de sérieux contradicteurs et qu'ils nous prouvent la fausseté de notre inscription. Sur quoi pourraient-ils se baser, puisque nous avons démontré que cette inscription est possible ? Pour appuyer leur négation, ils ne sauraient invoquer que des hypothèses, et nous prétendons avoir raisonné sur autre chose.

MAURICE CAMPAGNE.



LES ARTISANS AGENAIS SOUS L'ANCIEN RÉGIME (1691-1791)

Les règlements de la draperie d'Agen au XVIII^e siècle

La liberté de fabrication ne fut connue des « facturiers » agenais qu'après la chute de l'ancien régime ; durant tout le XVIII^e siècle, les étamines, les serges dites de Gênes, les cadis, les bures et les flautres, les cordelats et les sargues, tous les draps en un mot, préparés à Agen ou dans les environs, Puymirol, Valence, La Roque-Timbaut, Beauville, étaient fabriqués ou devaient l'être selon des prescriptions sévères. L'histoire de la draperie agenaise de 1691 à 1740 nous est, comme nous l'avons déjà vu, peu connue.

Pendant la guerre de la succession d'Espagne cependant, un certain Samuel Lichigaray (1) établit à Agen une « facture d'estamines et ras façon de Gênes » en 1711. Ses premiers efforts furent couronnés de succès et l'Intendant écrivait au contrôleur général, sans doute avec quelque exagération, le 8 mai 1717, que 600 personnes travaillaient à la manufacture (2), mais l'entreprise n'en

(1) Lettre du sieur Lichigaray, du 28 mai 1711, à l'Intendant de Guyenne. Mémoire du même au Contrôleur général. Réponse de l'Intendant à Desmarets, du 18 janvier 1711. Lettre de l'Intendant, du 2 juin 1711. Lettre de Desmarets à l'Intendant, du 18 juillet. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1574.)

(2) Lettre de l'Intendant de Guyenne, du 8 mai 1717, à M. de Machault. « Il n'y a pas d'établissement qui mérite plus d'être soutenu que celui-là. »

échoua pas moins (1). Toutefois elle eut des résultats. Lichigaray avait donné l'impulsion. Les métiers d'Agen ne chômèrent jamais complètement au XVIII^e siècle. Les ouvriers employés dans la manufacture de 1711 « levèrent des métiers chez eux » et même ils « eurent de la réputation (2). » Leurs étamines bien qu'imparfaites se vendirent d'abord ; puis après la crise du « Système » la décadence commença. Les règlements n'étaient plus observés, nous apprennent les lettres des Contrôleurs généraux à l'Intendant et les arrêts du Conseil d'Etat (3). Les successeurs de Lichigaray négligeaient la teinture de leurs étoffes, et oubliaient de marquer leurs noms sur leurs produits (4). En l'année 1740 seulement, la crise de l'industrie drapière s'arrêta, grâce à l'activité de Bory. Ce dernier établit, à cette date, 20 métiers battants et, favorisé par la présence d'un ouvrier étranger, fit « bonne qualité de serges à l'imitation de celles d'Angleterre (5). » Dès ce moment, la draperie prospéra ; des règlements sévères furent projetés dès 1743 par le pouvoir central pour porter les étoffes « au point de perfection où elles pouvaient être susceptibles (6). » L'inspecteur des manufactures décida avec les fabricants de n'employer dans la facture que « des laines de Gascogne et des environs d'Agen et non de qualité inférieure (7). »

Les règlements définitifs furent arrêtés neuf ans plus tard, en 1752,

(1) Mémoire de Chemin frères et Roux, adressé au Contrôleur général, de 1760, pour l'établissement d'une manufacture royale d'étamines. « Il entretint un grand nombre de métiers, mais il fut obligé d'abandonner et de se retirer dans son pays. » (Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.)

(2) Mémoire de Chemin frères et Bory, déjà cité. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.)

(3) Lettre de Lepelletier à l'Intendant de Guyenne, du 25 octobre 1727. Elle renferme une longue plainte sur la décadence des manufactures et l'inobservation des règlements. — Lettre de l'Intendant de Guyenne aux subdélégués, du 14 novembre 1727. Il leur enjoint de ne « plus modérer les peines contre les ouvriers en contravention ». — Arrêts du Conseil d'Etat du 18 mars 1727, du 18 janvier 1729, du 5 décembre 1730, rappelant les prescriptions de Colbert. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1574.)

(4) Mémoire de Chemin frères et Bory, déjà cité.

(5) Même document. Il ne fabriquait d'abord que des coupons. Avec l'ouvrier étranger il put monter des pièces entières.

(6) Lettre de l'Intendant au subdélégué Couloussac, du 8 septembre 1743. — Réponse de Couloussac, du 17 novembre 1743.

(7) Délibération des fabricants d'étoffes d'Agen, du 19 septembre 1743. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1576.)

le 16 juin, par une assemblée de marchands, de fabricants, de tisserands, de teinturiers, de dégraisseurs, de foulonniers, réunis sous la présidence de l'Inspecteur des manufactures. Ces règlements portaient sur toutes les étoffes. Les qualités les plus connues étaient les étamines et les serges « dites de Gênes » ; elles étaient exportées en Guyenne, en Languedoc et aussi en Catalogne ; les autres espèces étaient consommées dans le pays (1). Le rapport de l'Inspecteur estime qu'à cette date la fabrique de serges et d'étamines utilisait 120 métiers battants, produisant 800 pièces de serge de 38 à 40 aunes et 600 pièces d'étamines de 42 à 46 aunes, soit, en prenant une moyenne, 6,900 mètres de drap (2). En 1762 la fabrication était plus importante encore. De 1,400 pièces elle s'était élevée à 4,000, ayant en moyenne 43 aunes de large, soit 19,920 mètres d'étoffes travaillées sur 300 métiers battants (3). Les cadis, les flautres, les cordelats, les droguets n'étaient pas évalués dans la statistique. C'étaient des étoffes de qualité inférieure à l'usage des paysans surtout qui « fournissaient leurs laines aux sergeurs. » Après avoir atteint ce chiffre, la fabrication décrut sous le règne de Louis XVI et, en 1789, elle n'atteignait plus que 4,500 pièces pour tout le département, dont la moitié seulement pour Agen et les environs. La réputation de la serge d'Agen, si grande de 1750 à 1780, commençait à disparaître (4).

Cependant les règlements de 1752 subsistaient toujours avec toutes leurs minuties. Ils portaient d'abord sur la matière première. Les étamines et les serges devaient être composées « tant en chaîne que trame » de la « meilleure et plus fine laine » du pays « tirée à l'étain », sans aucun mélange. Le règlement mentionne 3 qualités d'étamines distinguées surtout par la largeur : un seul exemple suffira pour montrer la rigueur des prescriptions que les fabricants devaient observer. La première qualité de ces étoffes devaient avoir « 31 portées

(1) Règlements pour les manufactures d'étoffes. Rapport sur l'assemblée du 16 juin 1752, de Baudoin d'Orgemont. (Arch. mun. d'Agen, HH. 21.)

(2) Projet de règlement pour la manufacture d'étamines d'Agen. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.)

(3) Mémoire de l'inspecteur d'Orgemont, du 5 octobre 1762, sur l'état des fabriques de l'Intendance de Guyenne. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1579.)

(4) *Statistique industrielle du département de Lot-et-Garonne en 1789 et l'an IX*, de Lamouroux, déjà citée, p. 28. Lamouroux explique les causes de cette décadence. « Livrée en cet état à la routine et demeurant la même, tandis qu'autour d'elle toutes les autres changent de forme en se perfectionnant, elle doit nécessairement tomber. »

de 36 fils chacune faisant 1160 fils y compris les liteaux » ; la 2^e et la 3^e devaient avoir respectivement 28 ou 26 portées de 36 fils. La longueur des chaînes était fixée entre 37 et 38 aunes « pour revenir après le dégrais, la teinture et les dits apprêts à 1/2 aune de large et pour la même tirence ou à peu près. » Il en était de même pour les serges, de même pour les cadis blancs ou teints composés du « grossié » provenant du triage des laines et sans mélange de mauvaise qualité. Les flautres ou bures devaient être composées de laines grossières et pelade « sans mélange de bourre dite tondelle » ; les cordelats utilisaient les laines grossières du pays ou du levant ainsi que les « peignons, pelades ou aignelins (1). » Enfin Agen fabriquait aussi les sargues ou droguets composés de « lin ou de chanvre avec la trame de laine (2) ». La fabrication de ces dernières étoffes était réglementée comme les étamines. Longueur, largeur, nombre de portées et nombre de fils, tant à la chaîne qu'à la trame, étaient prévus d'avance et l'infraction à un article quelconque des règlements était punie de 20 livres d'amende pour chaque pièce et pour chaque contravention (3).

Les règlements généraux venaient ensuite s'ajouter aux précédents. Ils avaient pour objet la provenance de la marchandise. En théorie, le fabricant était étroitement surveillé. Chaque pièce devait être marquée « au chef et à la queue » ; elle devait porter « le nom et le surnom (4) », et le lieu de la demeure du fabricant. Il était défendu de mettre à la pièce d'étoffe un nom autre que celui du facturier. Ces marques devaient être placées sur l'étoffe au sortir du métier « avec un fil de laine d'une couleur différente de la couleur de la pièce (5) ». Cette pièce était ensuite portée au bureau de contrôle qui, dans certains endroits, comme à Castres par exemple, portait le nom de

(1) Assemblée générale convoquée dans le greffe de l'hôtel de ville à la réquisition de Baudoin d'Orgemont, inspecteur des manufactures de la généralité, par devant J.-Jacques de Champier, consul d'Agen, le 16 juin 1752, et élaboration d'un règlement concernant la manufacture des étoffes. (Arch. mun. d'Agen, HH. 24.)

(2) La fabrication en avait été autorisée par divers arrêts du Conseil d'Etat, notamment par ceux du 29 novembre 1670 et du 24 décembre 1737. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1574.)

(3) Article 1^{er} du règlement cité, note 1. (Arch. mun. d'Agen, HH. 24.)

(4) Probablement le prénom.

(5) Arch. départ. de la Gironde, C. 1574.

« bouille (1) » et à Agen celui de « bureau de visite ou de marque ». Là un cachet de plomb était placé à « chacun des 2 bouts. » L'ensemble de ces mesures devait, disaient les intendants et les ministres, « rétablir la réputation des bonnes fabriques nationales, et la bonne foi dans le commerce et l'industrie (2) ».

Les règlements des Toiles

Il en était de même pour la fabrication des toiles. Cette branche de l'industrie textile était très importante à Agen. Elle alimentait le commerce et était l'objet d'un sérieux trafic, soit à Agen même, les jours de foires et de marchés, soit à Montauban, à Bordeaux ou à Toulouse (3). En 1762, l'exportation des toiles agenaises se faisait en Languedoc, en Espagne et « jusqu'aux colonies (4) ». L'estimation de ce commerce, faite sans doute très approximativement par l'Inspecteur des manufactures, s'élevait à 300 ou 400,000 livres par an (5). Pendant la guerre de Sept Ans, elle atteignit le chiffre de 178,050 livres (6). En 1746, Agen avait déjà 150 métiers et plus de 500 personnes étaient occupées à la fabrication des toiles ouvrées ou non ouvrées. D'Orgemont, en 1762, parle de 5,374 pièces fabriquées annuellement à Agen ou dans ses environs immédiats. Le nombre des fabricants à cette même date était de 330 à Agen ou « dans les campagnes ». En temps de paix le commerce de la toile était deux fois plus grand qu'en temps de guerre (7). Les marchands profitaient de ce débit considérable

(1) Arch. mun. de Castres (Tarn), BB. 19.

(2) Phrase de Dupré de Saint-Maur, intendant de Guyenne (lettre aux Consuls d'Agen, du 8 avril 1782). (Arch. mun. d'Agen, HH. 26.)

(3) Rapport de l'inspecteur J. J. Le Marchand, de 1746, adressé à l'Intendant. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1576.)

(4) Rapport de l'inspecteur Baudoin d'Orgemont, du 5 octobre 1762. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1579.)

(5) Rapport de Le Marchand, déjà cité. « ...Les toiles se vendent en é cru, quelques pièces en blanc... Les particuliers de la ville de Bordeaux achètent les toiles fines et les marchands achètent les plus grosses à sac et emballages, ou de l'ouvré pour revendre soit en gros, soit en détail. » (Arch. départ. de la Gironde, C. 1576.)

(6) Même document.

(7) Mémoire d'Orgemont, déjà cité. Ce chiffre de 178.050 livres, a été donné par les subdélégués dans le « temps le plus critique » de la guerre.

pour y introduire du « désordre » et des pratiques mauvaises. Il n'y avait point eu jusqu'alors à Agen des règlements particuliers (1) pour le commerce et la fabrication des toiles qui n'étaient soumises qu'aux règlements généraux émanés du Conseil d'Etat pour l'aunage, le débit, et le poids des pièces. Vers 1745, « les abus » et le « désordre » étaient signalés au pouvoir central. Aussi le contrôleur général Machault résolut-il de faire disparaître dans le commerce des toiles « l'inuniformité de l'aunage et les ruses usitées pour donner plus de poids aux pièces (2) ». L'inspecteur d'Orgemont fut chargé d'élaborer, dans ce but, un règlement avec les fabriquants, tisserands, rottiers et marchands d'Agen et des environs. Le 12 juin 1752, après délibération « contradictoire (3) » avec les intéressés, le règlement fut établi.

Il comprenait 13 articles portant sur toutes les espèces de toiles : aunettes, bots, toiles ouvrées pour serviettes, toiles ouvrées pour nappes « de la plus grande largeur et de la deuxième largeur » les tréllis de 4 espèces et aussi « les toiles de lit et de corps », les toiles pour sacs à blé et pour voiles de bateaux (4). Comme pour les draps, le nombre des fils à employer pour la chaîne et la trame était nettement déterminé. La longueur et la largeur étaient fixées pour toutes les pièces. Pour les toiles dites de première largeur, par exemple, il était prescrit que les pièces devaient être montées « en chaîne depuis 90 jusqu'à 125 portées de 20 fils, pour avoir au sortir du métier la largeur d'une aune juste, mesure de Paris » ; il en était de même pour les autres espèces. La matière première était également fixée pour toutes les qualités. Les toiles de 1^{re}, 2^e et 3^e longueurs étaient composées « tant en chaîne qu'en trame » de fils du 1^{er} et 2^e brin de lin ou de chanvre, sans aucun mélange des deux matières et aussi « sans mélange de fils d'étoupes d'aucune sorte. » Les toiles appelées bots étaient faites de fils d'étoupes de lin ou de fils d'étoupes de chanvre également sans mélange. Tout mélange de fils était égale-

(1) Il n'en existe pas du moins de traces dans les Archives.

(2) Lettre du contrôleur général Machault, de Versailles, du 19 décembre 1746, à l'Intendant de Guyenne. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1576.)

(3) Le Conseil du roi et l'Intendant avaient donné l'ordre à d'Orgemont de se rendre à Agen et de « délibérer contradictoirement » avec les fabricants de cette ville. (Arch. mun. d'Agen, HH. 24.)

(4) Règlement du 12 juin 1752, concernant les toiles en 13 articles. (Arch. mun. d'Agen, HH. 24.)

ment interdit pour les toiles ouvrées destinées à faire des serviettes, des nappes de 1^{re} et de 2^e largeur, des trélis de quatre espèces. Une seule exception était faite pour les trélis qui pouvaient être composés de fils d'étoupes de lin ou de fils d'étoupes de chanvre « montés dans les proportions convenables (1). »

L'inobservation des articles du règlement devait être punie de la confiscation des toiles et d'une amende de « 20 livres pour chaque pièce et pour chaque contravention (2). » Le contrôle de la fabrication était fait par le bureau de visite et de marque pour les toiles que d'Orgemont établit en 1752. Les tisserands de Port-Sainte Marie, Bourg de Bruch, Montagnac, Sérignac, Layrac, Sainte-Colombe, Puymirol, Valence, Lamagistère, Frégimont, et autres « endroits circonvoisins » étaient tenus d'apporter leurs toiles à Agen pour les faire visiter et marquer. La ville devenait ainsi de plus en plus le centre de l'industrie textile de la plus grande partie de l'Agenais (3).

L'histoire des bureaux « de visite et de marques » nous est peu connue. Le bureau de la draperie fut établi à Agen, conformément à l'arrêt du Conseil du 9 février 1734 (4) à partir de 1737. Nous ignorons son emplacement. Tous les ans, les marchands drapiers ou marchands facturiers choisissaient parmi eux deux gardes jurés, chargés de manier les coins et marques de la draperie. Le 2 janvier de chaque année, les deux nouveaux gardes, élus par la corporation, se présentaient devant les consuls. Ils apportaient les marques de l'année précédente, les brisaient en présence des officiers municipaux, et présentaient les marques de l'année nouvelle. Le procès-verbal de la séance était dressé avec soin, et des cachets de cire représentant les marques et coins nouveaux étaient apposés sur le papier. Le plus souvent ces cachets portent d'un côté les mots « facture d'Agen » et de l'autre les noms des gardes-jurés de l'année et la date. Les archives ont conservé 24 de ces procès-verbaux établis pour la draperie pendant les périodes 1737 à 1756 et 1770 à 1778, il n'en est pas resté pour les toiles (5).

(1) Règlement du 12 juin 1752, déjà cité. (Arch. mun. d'Agen, HH. 24.)

(2) Même document, article 1^{er}.

(3) Arch. mun. d'Agen, HH. 24.

(4) *Ibidem*, HH. 26.

(5) Les cachets de cire sont généralement au nombre de quatre, deux pour l'année écoulée, deux pour l'année courante. La différence entre les cachets est peu sensible ; elle porte surtout sur les noms des gardes-jurés.

D'ailleurs, ni les règlements, ni les bureaux de visite ne furent réellement efficaces. La surveillance de la fabrication des étoffes et des toiles était difficile, sinon impossible. Les bureaux de contrôle étaient entre les mains des fabricants eux-mêmes. Quelques-uns se trouvaient à la fois consuls et gardes-jurés et signaient les procès-verbaux de la vérification des marques à ce double titre (1). Ils étaient assurément trop intéressés pour observer avec rigueur toutes les minuties des règlements. En réalité, néanmoins, les fabricants ne se plaignaient point; ils signaient les règlements, les observaient peut-être tant que l'Inspecteur était présent, mais les abus et les ruses « reparaissaient bien vite ». Il y eut parfois même des protestations, en 1752, les marchands de toile, tout en signant « sans aucune contrainte » les règlements du mois de juin, élevèrent des objections fort importantes. L'inspecteur d'Orgemont avait préconisé pour la vente le « pliage à plat et par feuilles des toiles. » Les tisserands et les marchands se récrièrent. Ce pliage leur paraissait impossible pour plusieurs raisons : « la qualité des toiles, disaient-ils, est trop forte et trop serrée pour ne pas se couper dans les plis le long du trajet qu'elle avait à faire » ; de plus, le transport qui se faisait le plus souvent à dos de mulet et de cheval devait causer des « faux plis et des froissures » et enfin le long aunage des toiles — 90 à 100 aunes, environ 108 à 120 mètres — rendait « par ce système le transport difficile et surtout plus coûteux. Ces récriminations furent insérées dans le compte-rendu de la délibération du 12 juin 1752 (2) ; elles nous expliquent en partie l'échec de la politique économique des Intendants. A la fin du règne de Louis XV, les « abus » persistaient toujours au début du règne de Louis XVI, surtout après les réponses de Turgot, les règlements n'étaient plus observés et les bureaux de visite et de marques ne fonctionnaient plus. Sans doute le pouvoir central essaya, à plusieurs reprises, de tout remettre en vigueur. En 1770, le contrôleur général Terray donna des ordres sévères (3). A partir de 1778, de nombreux arrêts du Conseil d'Etat et plusieurs lettres patentes du roi, du 5 mai

(1) Arch. mun. d'Agen, HH. 26.

(2) Cette protestation est très nette « observent néanmoins lesdits fabricants... qu'ils ne peuvent s'assujettir à plier les toiles rousses ou les écru à plat et par feuilles... le pliage est impraticable et même impossible... et la consommation en diminuera par une conséquence nécessaire... » (Arch. mun. d'Agen, HH. 24.)

(3) Arch. départ. de la Gironde, C. 1576. — Arch. mun. d'Agen, HH. 26.

1779, du 4 juin et du 17 septembre 1780, du 1^{er} mai 1781, rappelèrent les « dispositions » de 1752 et obligèrent les Intendants à rétablir les bureaux de visite, ce qui fut fait à Agen en 1782 par l'inspecteur Latapie (1). Enfin, en 1786, Calonne créa un fonctionnaire spécial « préposé à la visite des marques de toiles (2). »

Ainsi l'Etat rencontrait des difficultés de plus en plus grandes pour emprisonner l'industrie textile dans d'étroits règlements. A la veille de 1789, il essayait encore de donner à la « facture » une estampille officielle pour rétablir la bonne foi commerciale, et maintenir la confiance entre le marchand et le consommateur. Il ne pouvait certes point réussir ; l'extension même du mouvement industriel l'en empêchait. Les cinq ou six cents métiers qui « battaient » dès 1764 n'étaient pas tous entrés dans les cadres des corporations : l'industrie, fatalement, tendait vers la liberté.

Les ouvriers et les patrons : les salaires

Pour terminer cette étude, il nous reste à parler des ouvriers et des patrons, de leurs rapports et de leur rôle dans la cité. Il y avait d'abord des différences notables entre les patrons ou maîtres. L'édit de 1691 les avait groupés en quatre classes, mais cette distinction, utile pour le fisc, était plutôt artificielle. En somme, il n'y avait guère à Agen, en exceptant les apothicaires et les chirurgiens, que deux catégories d'artisans : les marchands et les ouvriers des métiers. Les marchands, dans lesquels nous rangeons les boulangers et les bouchers, faisaient partie des deux premières classes ; le plus grand nombre d'entre eux n'avait ni la même situation de fortune, ni le même genre de travail, ni la même vie journalière que les artisans de la 3^e et 4^e classe. Ils s'occupaient du commerce ; c'étaient ce que nous appelons de nos jours, des intermédiaires : marchands de « soye », marchands de draps, marchands de toiles fines ou autres, droguistes, quincaillers, marchands garnisseurs, etc., vivaient dans leurs boutiques dans l'attente du client ou fréquentaient les foires de

(1) Lettre de l'Intendant aux Consuls d'Agen, du 8 avril 1782. (Arch. mun. d'Agen, HH. 26.)

(2) Arch. mun. d'Agen, HH. 26.

l'Agenais pour étendre leur débit. Les autres artisans avaient un métier et s'occupaient plus particulièrement d'industrie ; à part les teinturiers et les tanneurs corroyeurs qui représentaient à Agen la 3^e classe ; tous, ouvriers du bâtiment ou du «laniffice» ; tous, gantiers, mégissiers, chamoiseurs, cloutiers, arquebusiers, fourbisseurs, esperonniers, épingliers, cordiers, faiseurs de peigne, faisaient partie de la 4^e classe.

Chacun de ces patrons ou maîtres de ces derniers métiers travaillait chez lui, dans un atelier minuscule, avec sa famille, quelques ouvriers ou compagnons et un ou rarement deux apprentis (1). Il achetait la matière première, la transformait dans sa boutique et généralement aussi la vendait au public ; c'était un petit industriel et un petit commerçant. Il n'en était pas toujours de même pour le serger et le tisserand. Ceux-là travaillaient sans doute quelquefois la matière première que leur donnaient les particuliers propriétaires. Ils la leur rendaient sous forme de toiles ou de draps, moyennant salaire ; quelquefois même ils pouvaient acheter le chanvre et le lin et vendre ensuite leur marchandise, mais le plus souvent ils étaient, quoique maîtres ou patrons, possesseurs d'un métier ou de plusieurs, tributaires d'un autre patron qui était le marchand de draps ou de toiles. Celui là leur fournissait la matière première qu'ils transformaient seuls ou avec leurs ouvriers moyennant un salaire généralement fort minime. Il en était de même des foulonniers, des apprêteurs, des tondeurs de drap, en un mot, de presque tous les ouvriers de l'industrie textile. Ceux là n'avaient point comme les premiers leur indépendance ; ils travaillaient pour le compte d'un patron qui vivait loin d'eux et réglait lui-même le prix de leur travail. Ce patron était le marchand facturier ou marchand fabricant ou marchand faisant fabriquer. Le subdélégué Couloussac (2) déclarait en 1760 que dix ou douze marchands s'adonnaient avec succès à la « facture. » Il ajoutait même qu'ils étaient d'accord entre eux pour faire la baisse des salaires, quoiqu'ils « vendissent avantageusement leurs étoffes (3). » Entre le marchand facturier qui la plupart du temps,

(1) Deux ou trois compagnons. Il y en avait rarement cinq. Un seul exemple se trouve en 1780 pour les cloutiers. (Arch. mun. d'Agen, HH. 24.)

(2) Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.

(3) Avis du subdélégué Couloussac adressé à l'Intendant au sujet de la demande Bory, en 1760. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.) — « Les ouvriers pour ces laines retirent à peine de quoi vivre eux et leur famille. »

habitait sous les cornières, et le cloutier ou l'épinglier possesseur d'une boutique étroite, dans une des vieilles rues sales et empuanties d'Agen, la différence était très grande. Elle l'était bien davantage encore si on compare la situation du maître esperonnier ou du maître cordier, avec celle des grands patrons et des grands industriels d'Agen au XVIII^e siècle, de Lichigaray, fondateur d'une manufacture d'étamines ; de Gounon, fondateur de la manufacture de toiles à voiles ; de Bory et des frères Chemin, fabricants de serges et d'étamines ; de Guitard, de Lamouroux, de Lauzun aîné, fabricants de toiles peintes, possesseurs de grands établissements manufacturiers. Le petit artisan vivait avec un capital modeste et ne faisait généralement pas fortune ; il occupait 2 ou 3 ouvriers et n'avait qu'un atelier de quelques pieds carrés. Le grand industriel était, pour l'époque, un grand brasseur d'affaires ; il avait des capitaux importants en circulation ; le chiffre de ses transactions dépassait 100 ou 200 mille livres, et atteignait parfois près d'un million (1). Il occupait les ouvriers par centaines (2), il avait des bâtiments immenses, comme ceux de la manufacture de toiles à voiles (3) qui subsistent encore, des moulins à foulon perfectionnés ou des teintureries faites sur les derniers modèles. On peut dire en un mot, qu'au XVIII^e siècle, Agen connut les deux modes de l'industrie, dont un a presque disparu de nos jours, représentés l'un par l'atelier familial du petit patron, l'autre par le bâtiment immense, la manufacture-caserne, ancêtre de l'usine du XIX^e siècle.

Il y avait aussi quelque différence entre les ouvriers ou compagnons. Dans les petits métiers, les compagnons vivaient avec le patron et couchaient chez lui quand ils étaient célibataires ; quand ils étaient mariés ils étaient fixés dans le pays ; il nous a été impossible de vérifier s'ils étaient nourris par le patron ou s'ils recevaient pour manger

(1) En 1789, la manufacture de toiles à voiles faisait pour 790.875 francs d'affaires. Les trois manufactures de toiles peintes, Guitard, Lamouroux, Lauzun aîné arrivaient au chiffre de 440.500 francs à la même date. (Lauzun, *Statistique industrielle*, déjà citée, p. 50.)

(2) Gounon occupait plus de 500 ouvriers en 1789. Les trois manufactures de toiles peintes en occupaient 125. (Voir Lauzun, *Statistique*, déjà citée, pp. 50 et 64.) — Déjà en 1760, Bory, Chemin frères et Roux avaient fait un plan de manufacture destinée à occuper 128 ouvriers pour le seul tissage. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.)

(3) Bâtiments où se trouve la Remonte, derrière le Grand-Séminaire.

avec leur famille un supplément de salaires. L'ouvrier serger ou tisserand dépendait en définitive du maître tisserand et du fabricant, c'est-à-dire de deux patrons ; sa situation, comme nous le verrons, était des plus précaires, car c'était lui qui pouvait surtout souffrir du chômage. Quant à l'ouvrier de manufacture il jouissait de certains privilèges (exemption de la corvée et de la milice), ne dépendait, le plus souvent, d'aucune corporation et touchait un salaire relativement plus élevé que celui de tous les autres artisans. S'il était habile, il avait la confiance du patron et pouvait quelquefois devenir contre-maître. D'ailleurs, entre patrons et ouvriers, il n'y eut pas à Agen de difficultés sérieuses à la fin du ^{xvii}e ou dans le cotrant du ^{xviii}e siècle. Il n'en reste du moins aucune trace dans les archives en ce qui concerne la grande industrie.

Les petits ateliers, au contraire, eurent, semble-t-il, leurs moments de crises. Des conflits éclatèrent entre compagnons et maîtres. Il y eut des querelles, des troubles, des grèves comme dans certaines régions de la France où l'industrie était très développée. Agen vit aux prises le capital et le travail dans la querelle des patrons et ouvriers cloutiers. Cette corporation comprenait, en 1772, 5 maîtres et 11 compagnons. Entre eux le désaccord éclata au sujet des salaires. Les ouvriers, se trouvant insuffisamment payés, demandaient une nourriture meilleure, « de l'extraordinaire » dans leurs repas, et sans doute aussi, bien que les actes notariés soient muets à ce sujet, une augmentation du prix de leur travail. Pour obtenir gain de cause, ils se mirent en grève, « passant plusieurs jours de la semaine sans travailler », défendant aux garçons étrangers à la localité de s'arrêter dans la boutique des patrons, et « les maltraitant s'ils passaient outre (1) ». Devant ces exigences, les maîtres cloutiers se décidèrent à élaborer un règlement sévère qui rappelait les mesures de police prises vis-à-vis les coalitions d'ouvriers, interdisait tout rassemblement de compagnons et fixait le taux des salaires par un acte notarié. Pour faire accepter ce règlement, les patrons eurent recours à l'autorité consulaire qui usa de la force. Les archers obligèrent les compagnons à se rendre à l'hôtel de ville et à accepter les conditions des maîtres. Ceux-ci durent céder. Les patrons s'engagèrent simplement à se

(1) Les garçons tiennent des assemblées qui tournent au désavantage du maître... se retirent à des heures indues... les maîtres se trouvent entièrement esclaves de leurs garçons. (Arch. mun. d'Agen, HH. 32.)

comporter vis-à-vis des garçons de façon à leur ôter tout prétexte « de plainte (1) ».

Entre patrons même, malgré les règlements des confréries, l'accord n'était pas toujours parfait ; il y avait parmi eux de fortes têtes ou des « bambocheurs ». Les archives relatent quelques-unes de ces brouilles entre patrons. En 1737, il y eut un grand émoi dans la corporation des tailleurs, Jean Nouillac, un des mages, s'empara de l'argent de la « boîte » déclarant qu'il « n'était pas le valet des autres et que le prêtre servant l'autel devait vivre de l'autel (2) ». Cela fait, il s'en alla déjeuner copieusement avec un confrère nommé Bousquet. Jean Noaillac fut révoqué de ces fonctions et une ordonnance consulaire lui enjoignit de rendre tout ce qu'il avait pris, y compris les livres de la frérie. Le désordre n'en persista pas moins quelque temps à la suite de ce fait. En 1774, les charpentiers et les tonneliers étaient également en désaccord. Pierre Robert, charpentier, et Jean Aché, tonnelier, jetèrent à terre « statuts, boettes, livres et clefs » de la frérie de Saint-Joseph et se retirèrent bruyamment en déclarant que la caisse de la confrérie ne contenait que 4 sols. De là un procès. Le doyen et le sous-doyen de l'assemblée firent appel aux consuls. Divers arrêtés furent pris par les officiers municipaux pour rétablir l'ordre, ils y parvinrent difficilement car les coupables accusèrent les mages d'avoir gardé pour eux les droits payés par certains confrères. Ceux-ci se défendirent et le procès dura longtemps (3).

En réalité, cependant, la différence entre patrons de petits métiers n'était pas grande ; elle ne l'était pas, non plus, entre patrons et compagnons. Le patron cloutier ou le maître forgeron était un travailleur au même titre que ses ouvriers. Quelquefois même il besognait davantage, car il avait plus de soucis, obligé qu'il était de loger et de nourrir tout son monde : femme, enfants, compagnons, apprenti. Pour vivre ou pour acquérir quelques ressources, il tenait par son labeur, la première place dans l'atelier familial. Ses bénéfices étaient

(1) Le règlement dit « qu'il y ait une égalité dans chaque boutique, tant de la façon de se comporter vis-à-vis des garçons que dans la distribution qui doit revenir dans leur travail pour leur ôter tout prétexte de plainte ». (Arch. mun. d'Agen, HH. 32)

(2) Supplique adressée aux Consuls d'Agen par les mages de la confrérie de Sainte-Luce. (Arch. mun., HH. 32.)

(3) Pièces diverses de procédure et ordonnances consulaires de 1744-1745. (Arch. mun., HH. 32.)

surtout proportionnés à ses efforts. Le plus souvent il était un salarié lui aussi, car il travaillait pour le compte des bourgeois. Il « allait en journée » selon l'expression consacrée. Quelques artisans travaillaient en effet, le plus communément, de cette façon (tout particulièrement les ouvriers du bâtiment et de l'habillement). Ils touchaient pour cela un salaire fixe, qui s'accrut à Agen de 50 pour 100 après la guerre de Sept Ans pour les ouvriers, et de 100 pour 100 à l'époque de la guerre d'Amérique, pour le patron (1). Quelquefois, patrons et compagnons étaient nourris chez le bourgeois. Dans ce cas, le salaire était réduit de 7 à 8 sous entre 1710 et 1750, de 10 ou 12 sous dans la 2^e moitié du siècle (2). Beaucoup d'ouvriers d'ailleurs grossissaient leur gain — surtout dans la ville même — en fournissant la matière première nécessaire aux ouvrages entrepris : serruriers, maçons, charpentiers, menuisiers apportaient (surtout lorsqu'il s'agissait de réparations) le bois et le fer qui était nécessaire. Ils gagnaient ainsi quelques sous sur ces fournitures. Il en était de même pour les tailleurs travaillant également à la journée. Leur salaire était quelque peu renforcé par la cession aux clients de menues marchandises sur lesquelles ils prélevaient un maigre bénéfice. Il faut ajouter également que le prix de la journée de travail variait selon la saison. Les courtes journées d'hiver étaient moins bien rémunérées que celles de l'été, au moins au début du xviii^e siècle ; dans la suite, la différence tendit à disparaître et ne se maintint plus que pour les travaux des brassiers ou manœuvres (3).

La durée de la journée de travail variait aussi avec les saisons ; pendant l'hiver elle commençait à 8 heures et finissait généralement avec le jour pour la plupart des artisans, excepté cependant pour les tisserands qui, grâce aux fumeuses chandelles de cire, faisaient durer la journée jusqu'à 10 heures du soir. En été le travail commençait à 6 heures du matin pour finir à 8 heures du soir avec une heure et demie ou deux heures pour les repas, ce qui faisait en moyenne une journée de 12 heures. Pour les journaliers les salaires subirent quelques variations dans le courant du xviii^e siècle ; en 1711, pendant la guerre de la succession d'Espagne, le compagnon charpentier ne

(1) Cela résulte du dépeillement de la série CC. des Archives municipales, du numéro 408 au numéro 476. A partir de 1780, le manouvrier de la communauté paie les maîtres charpentiers et maçons 3 livres, au lieu de 30 sols, comme les compagnons.

(2) Arch. mun. d'Agen, CC. 421 ; CC. 422.

(3) Arch. mun. d'Agen, série CC., des n^{os} 408 à 476.

gagnait que 12 sous (1), le tapissier 15 sous (2); à partir de 1715 jusqu'en 1760 les ouvriers du bâtiment — ceux sur qui nous avons le plus de renseignements — gagnaient 20 sous. Déjà, en 1714, les couvreurs (3), touchaient 20 sols pour leur journée; les maçons, les charpentiers, les menuisiers en 1721, en 1724 (4), en 1735 (5), en 1757, en 1760, en 1764 (6) sont payés à raison d'une livre par jour. Dès 1770, des textes précis nous permettent d'établir que le salaire de ces ouvriers s'élève à 25 sous pour atteindre très rapidement 30 sous dans presque tous les corps de métiers en 1780. En 1773, un maçon pendant l'hiver gagne 22 sous; mais en 1772 pendant l'été les maçons et les tailleurs de pierre touchent 30 sous, les couvreurs 25 sous. En 1775, le salaire de tous ces compagnons paraît fixé à 30 sous; en 1774 déjà un maçon touchait 30 sous pour réparer la margelle d'un puits; en 1777, les ouvriers employés à élever la digue construite pour garantir le gravier des inondations sont également payés 1 livre 10 sols (8). Exceptionnellement, nous trouvons dans les comptes du manouvrier de la communauté un patron charpentier payé à raison de 40 sols la journée en 1773 et, en 1783, à raison de 3 livres. Au total, on peut nettement établir qu'à partir de 1770 jusqu'à la Révolution, les ouvriers du bâtiment ont augmenté de 50 pour cent leur salaire.

En était-il de même de tous les artisans? La grande majorité d'entre eux travaillaient à leurs pièces, c'est-à-dire étaient payés proportionnellement à l'ouvrage fait. Les cloutiers, les épingliers, les fourbisseurs, les fondeurs, les couteliers, les chaudronniers, les boutonnières, etc., avaient un salaire qui variait avec les objets réparés ou fabriqués. Les peintres ne travaillaient également qu'à prix fait, après entente avec les personnes qui avaient besoin de leur travail. Le salaire était très variable, dépendant et du métier et de la capacité et de l'habileté des compagnons. L'état des documents ne nous a permis ni de l'établir ni de voir les variations qu'il avait subies au XVIII^e siècle. La querelle des cloutiers peut nous faire supposer que les ouvriers

(1) Arch. mun. d'Agen, CC. 406.

(2) *Ibidem*, CC. 408.

(3) *Ibidem*, CC. 410.

(4) *Ibidem*, CC. 421; CC. 422.

(5) *Ibidem*, CC. 436; CC. 437.

(6) *Ibidem*, CC. 447; CC. 448; CC. 449; CC. 455.

(7) *Ibidem*, CC. 455; CC. 460; CC. 467; CC. 468.

(8) *Ibidem*, CC. 468, CC. 471.

travaillant à leurs pièces voulurent également, dès 1770, être mieux payés, mais ce n'est là qu'une hypothèse. Dans les corporations, des règlements, établis devant notaire, déterminaient les conditions du travail. Voici un extrait du règlement des cloutiers : Les patrons paieront à leurs garçons « suivant la qualité de clous qu'ils feront, et à chacun d'eux savoir » pour les clous de latte pointus ou moigneux du poids de 3 livres jusqu'à 4, 11 sols le millier ; pour les clous de souliers pesant 4 livres, le millier 11 sols ; pour ceux de prune ou nadille pesant depuis 5 livres jusqu'à 7, 14 sols le millier ; pour ceux qu'on fait pour le barril de prune pesant de 7 à 8 livres, le millier 16 sols ; pour ceux de plancher pesant de 8 à 10 livres, le millier 20 sols ; pour ceux d'escorre de 4 pouces, 45 sols le millier ; pour ceux de sabots, des gros, 13 sols..... » Le règlement ne détermine pas le nombre de clous qu'un ouvrier ordinaire pouvait faire dans une journée ou une semaine ; ainsi le salaire du cloutier ne peut-il être connu (1).

Nous sommes mieux renseignés pour les travailleurs du « laniffice » et des toiles, grâce aux inspecteurs des manufactures. L'industrie textile groupait autour d'elle, comme nous l'avons vu, de nombreux métiers ; c'était d'abord celui du peigneur de laine ou de chanvre. Le maître peigneur ou cardeur gagnait de 15 à 24 sous par jour selon son habileté en 1762 (2). L'ouvrier ordinaire touchait en moyenne de 15 à 18 sous par jour. Le tisserand gagnait 35 sous par pièce de 30 aunes ; il pouvait tisser généralement 2 pièces par semaine ; il gagnait donc 3 fr. 50 en 6 jours, soit 12 sous par jour au maximum ; le foulon était payé à raison de 15 sols par pièce, son gain s'élevait à 20 sous par jour (3). En somme, les ouvriers de la toile et de la draperie avaient un salaire de beaucoup inférieur à la moyenne des salaires des autres ouvriers. Les subdélégués d'Agen sont tous d'accord à ce sujet au XVIII^e siècle ; « les ouvriers en laine, dit l'un d'eux, retirent à peine de quoi vivre eux et leurs familles (les fabricants leur donnant très peu pour leurs façons). » Le receveur des tailles Charrière déclarait en 1762, que la majeure partie des mendiants étaient des peigneurs de laine ou des « sergeurs », il ajoutait même que la modicité du prix

(1) Arch. mun. d'Agen, HH. 32. — Règlements pour les cloutiers, de 1772.

(2) Mémoire de d'Orgemont, déjà cité. (Arch. départ. de la Gironde, C.1579.)

(3) Tous ces chiffres sont extraits du même document.

des salaires était pour les filles de la campagne accourues à la ville « une occasion de prostitution (1). »

Il n'en était pas de même des ouvriers des manufactures. Leur salaire était plus élevé que celui des précédents, mais leur travail était plus rude et leur condition tout aussi précaire. La production des toiles à voiles et des toiles peintes était sujette à des variations. La diminution de la vente entraînait le chômage pour l'ouvrier, et, avec le chômage, la faim et la misère. La manufacture opérait en outre une sélection parmi les ouvriers ; les malhabiles n'étaient pas admis ; ceux qui étaient forts et adroits touchaient, 28 sous par jour pour le moulage du chanvre dans la manufacture de Gounon, 2 francs pour le peignage, 1 fr. 75 pour le tissage (2). Dans les manufactures de toiles peintes les divers ouvriers étaient payés à raison de 500 livres par an, ce qui leur donnait un salaire journalier de 1 fr. 75 (3). Chez Lamouroux et Guitard, le tisserand gagnait de 1 fr. 40 à 1 fr. 50 par jour.

Les ouvriers des autres industries avaient en 1789 un salaire analogue. Les tanneurs, les mégissiers, les chamoiseurs gagnaient 2 francs par jour, les amidonniers, ouvriers d'une industrie qui se répandit dans l'Agenais après 1760, touchaient 1 fr. 75 ; les chapeliers 1 fr. 50 ou 1 fr. 60, les papetiers 1 fr. 40 (4). Le salaire des femmes, sur lequel nous avons peu de renseignements, s'accrut aussi mais d'une manière peu sensible dans le courant du XVIII^e siècle. En 1712, les couturières étaient payées 10 sols par jour et n'étaient pas nourries (5) ; en 1764, elles gagnaient 8 sous par jour et la nourriture (6) ; en 1724 leur

(1) Avis de Couloussac de 1760, déjà cité, et opinion de Charrière, citée par d'Orgemont dans son rapport à l'Intendant, du 5 octobre 1762. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.) — « Il arrive qu'il n'y a pas de ville où il y aye plus de pauvres mendiants que dans Agen... » ce sont « des peigneurs de laine ou sergers ; c'est un fait certain ; les certificats de pauvreté le justifient assez chaque jour ».

(2) Voir Granat, Manufacture de toiles à voiles d'Agen, déjà citée, page 22 sqq.

(3) Ce n'est là qu'une moyenne résultant de l'ensemble des salaires de tous les ouvriers des toiles peintes, savoir : dessinateurs, imprimeurs, graveurs, pinceauteuses, menuisiers, charpentiers, charrons. (Voir *Statistique*, déjà citée, de Lamouroux, p. 48 sqq.)

(4) *Statistique industrielle*, p. 35 sqq.

(5) Arch. mun. d'Agen, CC. 408.

(6) Arch. mun. d'Agen, CC. 422. — La nourriture d'une femme est évaluée à 7 sous par jour.

salairé s'éleva à 10 et 12 sous. Les fileuses, très nombreuses dans le pays — elles furent, dit-on plus, de 500 à Agen où dans les environs immédiats (1) — gagnaient 3 sous par livre filée; elles en filaient 2 livres, rarement 3; cela dépendait de l'étoûpe, de leur assiduité et de leur habileté. Elles gagnaient donc de 6 à 9 sous (2). Les dévideuses de la facture de Gounon mieux payées touchaient 15 sous. Les pinceauteuses des autres fabriques avaient les mêmes salaires.

Comme on le voit, la plupart des artisans n'avaient pas la vie facile. Les compagnons célibataires, ayant le vivre et le couvert assurés, pouvaient disposer de leur argent à leur guise et même faire la débauche comme disaient leurs patrons; ceux qui avaient une famille avaient juste le nécessaire, et encore les peigneurs, les sergers, les tisserands étaient fort pauvres. Pendant les mauvaises années, quand le blé était cher, ils mangeaient des tartines faites avec du blé d'Espagne ou même étaient obligés pour vivre de recourir à l'assistance publique. Rarement la capitation des « garçons » et même de la plupart des maîtres cordonniers, sergeurs, tisserands, peigneurs de laine ou de chanvre dépassait une livre. Leurs contrats de mariage nous les montrent épousant des femmes sans sou ni maille. En 1750 le 21 juillet, le testament d'un « garçon serger » nous apprend qu'il était possesseur d'un pécule de 40 livres. Les patrons des autres métiers étaient un peu plus riches et connaissaient au moins, après la guerre de la succession d'Autriche, une aisance relative. Leurs modestes bénéfices et surtout leur esprit d'épargne leur permettaient de faire quelques économies. Leurs contrats de mariage nous montrent que leurs femmes avaient une dot dont le chiffre variait entre 100 et 800 livres (3). Le taux de leur capitation était de 3 livres, 5 livres et quelquefois 10 et même 12 livres. Leur plus grande ambition était d'être propriétaires : acquérir une maison ou même quelquefois seulement une partie de maison, était leur premier souci. Ainsi, par exemple, voyons-nous en 1755 et en 1757 des maîtres charpentiers, serruriers, menuisiers, faire l'achat de maisons au prix de 150, 200, 350 et même 800 livres. En 1769, un tailleur achète pour 300 livres « un quart de maison ». Ce qu'ils recherchaient aussi, c'était la

(1) Rapport de l'inspecteur Latapie publié dans les *Archives Historiques de la Gironde*, t. xxxv, pp. 326-327.

(2) Arch. départ. de la Gironde, C. 1579.

(3) Contrôle des actes de l'enregistrement, série C. (Arch. départ. du Lot-et-Garonne, fonds de l'administration des domaines, bureau d'Agen.)

possession du morceau de terre où ils plantaient de la vigne, « leur vigne », s'ils ne l'achetaient toute plantée. Quelques « picotins » ou encore mieux quelques cartonnats suffisaient pour assurer la boisson de la famille. Les achats de ce genre faits par des maîtres « de métiers » sont fréquents à partir de 1750. En 1756, en 1757, 1765, 1768 nous voyons successivement un maçon acheter pour 100 livres 5 cartonnats de terre — un peu plus de 46 ares ; en 1757, un charpentier achète, le 5 février, un cartonnat de vigne ; à la même date, un tonnelier acquiert « une carterée 4 picotins » de terre de vigne ; en 1765, un tonnelier devient possesseur de 2 picotins de vigne (1). Aussi, à l'époque de la récolte leurs noms figurent-ils sur le registre d'entrée des vins de la ville. En 1767, l'épinglier Lacroix « rentre » 6 barriques de vin ; le tisserand Escadafals 2 barriques ; le charpentier Martin, 4 barriques, le maçon Sarramiac, 3 barriques ; le tailleur Baret, 4 barriques ; le forgeron Frachinet, 2 barriques ; le chaudronnier Florat, 3 barriques (2). A part ces quelques renseignements, il est difficile de retracer leur existence ; ils ne jouèrent aucun rôle politique à Agen entre les deux dates 1691 et 1789. Toutefois, le 25 et le 30 juillet 1789, les membres des confréries siégèrent, à côté des bourgeois, dans les assemblées d'où sortit le Comité permanent de la commune qui compta dans son sein une forte minorité d'artisans.

Il en fut autrement des marchands. Exception faite des marchands « détailliers » qui restèrent généralement pauvres, plusieurs marchands de drap ou de toile s'enrichirent. Ce ne fut pas les grands manufacturiers qui firent fortune. Gounon échoua dans son entreprise, Bory également, les frères Chemin de même. Seules les manufactures d'indiennes (toiles peintes), purent se maintenir. En outre, quelques marchands fabricants « s'enrichirent ». Le subdélégué Couloussac déclarait déjà en 1760 que 10 à 12 fabricants d'étoffes « avaient augmenté de beaucoup leur fortune (3). » Le bas prix de la main-d'œuvre, la vente au comptant, l'épargne régulière, leur donnèrent la richesse. De plus, par leurs unions matrimoniales, les fils arrondissaient l'avoir paternel, épousant généralement des filles de

(1) Tous ces renseignements et tous ces chiffres sont extraits du contrôle des actes, déjà cité.

(2) Arch. mun. d'Agen, CC. 456.

(3) Avis de Couloussac, subdélégué, déjà cité. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.)

marchands ou de bourgeois propriétaires, dont la dot variait de 3 à 5 mille livres et atteignait parfois 10,000 livres, leur capitation s'élevait à 15, 20 et même 60 livres (1). Eux, du moins, prenaient part à la vie politique de la cité. Dans les rôles de la capitation beaucoup étaient dénommés « marchands et jurats. » Bon nombre d'entre eux furent consuls, lieutenants de maire ou maires. Nodigier fut consul ; Gounon, maire ; Lamouroux, maire également, pour n'en citer que quelques-uns. Ainsi, artisans de métier et artisans du commerce, quoiqu'également membres du Tiers-Etat, avaient une vie fort différente ; les premiers faisaient partie du peuple ; les seconds formaient la bourgeoisie.

CONCLUSION

De tout ce développement il est bon de retenir quelques faits. De 1691 à 1791, la petite industrie agenaise resta à peu près immuable dans son organisation corporative. Après la retraite de Turgot, les confréries, un instant désorganisées, se reconstituèrent en exagérant parfois les sévères dispositions de leurs anciens statuts. Mais à côté de ces jurandes et maîtrises, un grand nombre de métiers se développèrent à partir de 1760. Les maîtres de ces métiers et les ouvriers des manufactures vécurent en dehors des règlements. Une liberté industrielle, d'ailleurs, relative naquit. Agen connut, en outre, après la guerre de Sept Ans, une période d'activité économique ignorée jusqu'alors : le nombre des ouvriers du « laniffice » s'accrut ; les tisseurs devinrent très nombreux ; laines et toiles nécessitèrent plus de 560 métiers battants. Dès 1780, de grandes manufactures s'élevaient dans la ville ou dans les faubourgs, encouragées par le pouvoir central et favorisées par la politique économique des intendants de Guyenne. Les conséquences de cette activité furent énormes : la grande industrie parut. Le travail des laines favorisa l'élevage du mouton ; les cultivateurs profitèrent de l'extension de la culture du chanvre ; les salaires des ouvriers se relevèrent ; la vie matérielle de quelques-uns s'améliora. Les revenus de la ville d'Agen augmentèrent.

(1) Contrôle des actes de l'enregistrement. (Arch. départ. du Lot-et-Garonne, série C.)

La recette des octrois, qui était de 1,550 livres en 1715 et de 1,950 livres en 1729, s'éleva en 1758 à 10,150 livres, à 11,500 livres en 1768, à 15,000 livres en 1771 et ce chiffre se maintint jusqu'en 1789. Les revenus du pied fourché passèrent de 1,000 livres en 1703 à 11,500 livres en 1780 (1). Les embellissements de la ville grâce à ces recettes se multiplièrent. La promenade du Gravier plus particulièrement fut améliorée. Les faubourgs se construisirent au-delà des murs d'enceinte qui furent percés de portes nouvelles. La population urbaine prit une importance de plus en plus grande. L'exode des habitants de la campagne vers la ville commença, et s'il faut en croire les alarmes des subdélégués, sans doute fort exagérées, déjà 30 ans avant la Révolution, la terre « manqua de bras » pour la cultiver (2).

GRANAT.

(1) Tous ces chiffres sont extraits des Archives municipales d'Agen, après dépouillement de la série CC. 408 à 471.

(2) Avis du subdélégué Couloussac. (Arch. départ. de la Gironde, C. 1578.)

LE CHATEAU DE CALONGES^(*)

[Canton du Mas-d'Agenais, Lot-et-Garonne.]

LE MARQUIS DE BOUGY. — Avant qu'il ne devînt seigneur de Calonges, le marquis de Bougy joua un rôle trop important dans les armées du Roi pour ne pas que nous relations ici ses actions glorieuses et que nous ne fassions connaître son origine.

« Le nom de *Révérènd*, écrit Moreri, est ancien en Normandie. Cette maison est établie à Caen dès le milieu du « xv^e siècle. » Les Révèrend portaient le titre de seigneurs du Parc de Bougy. Ils furent anoblis au xvi^e siècle et prirent le nom de Révèrend de Bougy.

Leurs armes étaient : Ecartelé aux 1 et 4 de sinople à trois mouches d'or, deux en chef et une en pointe ; aux 2 et 3 de gueules à l'aigle d'argent au vol éployé. Couronne de comte. Support : Deux moines ou révèrènds (1).

— *Jean le Révèrend, sieur de Bougy*, le seul de cette famille qui nous intéresse ici, était le treizième enfant de Michel de Bougy, échevin de Caen et receveur des tailles. Il naquit en 1617, entra à douze ans dans le régiment des gardes et servit pendant cinq ans comme cornette en Piémont, Languedoc, Lorraine, Allemagne. Puis il fut nommé capitaine

(*) Voir *Recue de l'Agenais*, t. xxx, p. 467.

(1) *Nobiliaire de Normandie*, par O. de Magny, 1, p. 128.

d'une compagnie de cheveau-légers, et commandait à Rocroi la compagnie de gendarmes de Gassion. « Là, nous apprend « Bayle, quoiqu'il eut reçu un coup de mousquet qui lui « fracassa le pied, il ne laissa pas d'entrer dans un bataillon « des ennemis où il eut son cheval tué sous lui de coups de « pique et d'épée. »

En 1646, il leva un régiment de cavalerie dont il fut mestre de camp et resta sous les ordres du maréchal de Gassion, qui, en mourant, lui légua son épée comme au plus digne. En 1648, on le trouve maréchal de camp en Italie, et, en 1649, en Flandres, où il se jeta, l'année suivante, dans la ville de Saint-Quentin avec 500 chevaux et délivra la place (1).

« En 1651, écrit Bayle, la Cour étant résolue de quitter Paris, « après que le prince de Condé eut fait éclater ses mauvais « desseins, la Reine fit venir incessamment M. de Bougy qui « était en Flandres ; et, le voyant entrer dans sa chambre, « tout botté, s'écria : *Voilà Bougy, je n'ai plus de peur.* « Après quoi, lui adressant la parole, elle lui dit qu'elle l'avait « fait venir pour lui confier la personne du roi et la sienne. « En effet, il les mena à Fontainebleau. Et notez qu'il n'était « encore que maréchal de camp et qu'il y avait à la Cour « plusieurs officiers plus avancés. Mais la Reine ne se fiait « pas à tout le monde ou plutôt se défiait de tout le monde. « M. de Bougy, en partant de Flandres, avait ordonné à un « détachement de cavalerie de le suivre et avait pris les « devants en poste. Il apprit, dès qu'il eut mené la Cour à « Fontainebleau, que les troupes de M. le Prince s'avançaient « vers Gien pour s'en saisir. Il envoya un courrier aux troupes « de Flandres qui avaient reçu ordre de le suivre et les pria « de faire en sa considération la plus grande diligence qu'elles « pourraient. Le courrier les rencontra comme elles rentraient « dans leurs quartiers. Ayant vu l'ordre, elles ne firent que « repaître et remontèrent à cheval. Elles ne furent pas plutôt

(1) Bayle, *Dictionnaire historique*. Art. Le Révérend de Bougy. — Cf. : Moreri, *Dictionnaire historique*; — *La France protestante*, vi, p. 562, etc.

« arrivées que M. de Bougy se mit à leur tête et, étant entré
« dans Gien, il fit ouvrir la porte du côté des troupes du
« prince et les chargea si brusquement qu'il les renversa et
« fit prisonnier trois officiers généraux... »

Bougy continua à servir dans l'armée du Roi. Il défit encore les troupes de M. le Prince au passage de la Loire, se saisit de Bourges, fut de nouveau victorieux en Saintonge à la rivière de Né, en Périgord sur le Ceou, au passage de la Dordogne, etc., et il guerroya longtemps en Guienne sous les ordres de d'Harcourt (1).

Le 12 mars 1652, il commande la cavalerie au combat d'Astaffort ; le 15, il soutient d'Aubeterre dans une escarmouche sur le bord de la Garonne, en face du Port-Sainte-Marie ; puis, Agen étant pacifié et abandonné par M. le Prince, il s'échelonne avec d'Harcourt le long de la rive gauche de la Garonne, pour se rapprocher de Bordeaux, centre de la rébellion. Le Mas-d'Agenais tenait pour le parti des Frondeurs. Grâce à la connivence du président de Pichon qui se trouvait dans la place, Bougy y pénétra dans la nuit du 7 au 8 avril, et, malgré une vive résistance, fut assez heureux pour s'emparer de cette ville, dont la position stratégique était de haute importance, et la faire entrer en l'obéissance du Roi. Le lendemain, d'Harcourt établissait son quartier général au Mas-d'Agenais (2).

Le marquis de Bougy n'était pas seulement un valeureux homme de guerre. Aux qualités de soldat intrépide, il joignait aussi celles d'un fin diplomate et d'un écrivain distingué. Une bonne partie de sa correspondance avec Mazarin, relative précisément aux événements de Guienne, a été publiée par Ph.

(1) *Souvenirs du règne de Louis XIV.* par le comte de Cosnac, 1, p. 377 et suiv., notamment p. 467, où ses chefs font de lui à Sa Majesté le plus grand éloge « sur sa valeur et son expérience. »

(2) *Relation de ce qui s'est passé dans l'armée de Guienne sous les ordres de M. le comte d'Harcourt.* (Archives du ministère de la guerre, vol. cxxxii. — Cf. : *Etudes sur la Fronde en Agenais*, par M. le docteur Couyba, II, p. 227 et suiv. — *Souvenirs de Cosnac*, II, p. 379, 380, 413, etc.

Tamizey de Larroque (1). Dans ses lettres fort intéressantes par les détails qu'il fournit sur toutes les affaires auxquelles il assiste, il se montre, tant par les conseils qu'il se permet de donner au cardinal que par ses vues toujours droites et sages, aussi habile général que prudent administrateur.

« L'épouvante est grande à Bordeaux, écrit-il le 1^{er} avril 1652. Je ne doute pas que nous ne réduisions cette malheureuse ville sy l'infanterie qui estoit à Saintes vient icy et qu'il entre une armée navalle dans la rivière... »

Et le 13 avril, après la prise du Mas : « M. le président Pichon qui nous a facilitez ces jours passés la prise du Mas me semble un homme assés entreprenant ; et comme l'action qu'il a faiete de nous introduire dans ceste plasse l'a tout à fait mis mal avec le party de M. le Prince, aussy tasche-t-il autant qu'il peut de le maitre à bas... J'avois aussy penser que sy on transferait le Parlement de Bordeaux à Agen, l'on en retirerait beaucoup davantage, en se que sela nous assurerait ceste ville qui est fort remplie de partisans de M. le Prince... Si on ne peut prendre Bordeaux, il faudra occuper les plasses et chateaux voisins... (2). »

Bien que ne nous puissions dans cette courte monographie reproduire *in extenso* toute la correspondance du marquis de Bougy, si curieuse à tant de titres, nous croyons devoir citer cependant encore quelques passages, notamment celui de la lettre du 14 avril à Mazarin, où il lui apprend que M. le Prince a dit récemment « que ce serait un bien plus grand malheur si Mazarin était remplacé par le cardinal de Retz, violent, capable de tout entreprendre et qui ne pardonnait pas, au lieu que vous estes bon, point vindicatif et pardonnés aisément. Le discours, ajoute-t-il, m'a esté rapporté par le lieutenant-criminel de Nérac qui est à M. le Prince, et qui m'a dit l'avoir oui-dire à M. le prince

(1) *Archives historiques de la Gironde*, VIII, p. 360 et suiv. (Arch. nat., KK, 1219.)

(2) *Idem*, VIII, p. 367.

« de Conty. J'ai cru en devoir avertir V. E. ne le croiant pas
« désavantageux, et l'assurer que je suis toujours avec beau-
« coup de passion, Monseigneur, votre très humble et très
« obéissant serviteur. » BOUGY (1).

Le 26 avril, détails très circonstanciés sur les opérations de guerre. Il est allé la veille avec d'Harcourt « aux portes de
« Bordeaux avec mille chevaux, où l'on prist et tua quel-
« ques bourgeois qui avaient voulu sortir sur nostre cavalerie,
« à la faveur de leurs vignes... L'on a assiégé les chastcaux de
« Nérac et de Casteljaloux, afin de ne léser rien à prendre de
« ce costez, pendant que l'on nous faict un pont à Marmande,
« pour passer dans le pais d'Entre deux Mairs, et y faire
« obéir les plasses qui ne sont pas encore soumises. S'il y
« avait moien de maistre une armée navalle dans la rivière,
« je croy que l'on mestroit bientôt Bordeaux à la raison avec
« peu monde, parse que tenant le dessus et le dessous de la
« rivière par laquelle il ne leur pourrait rien entrer, en faisant
« trois bons forts du costez des Landes et des deux costez de
« la Bastide... (2). »

« Il y a très lontems, écrit-il encore le 23 mai, que nous
« sommes sans rien faire, manque d'infanterie, de canons et
« de poudres pour entreprendre un siège considérable. L'on
« pourvoit aux deux derniers autant que l'on peut. Mais pour
« l'autre, je crois qu'il serait à propos de le faire marcher au
« plus tôt, ne croiant rien de plus important que de
« prendre Bergerac et Libourne, afin de renfermer la guerre
« dans Bordeaux... (3). »

Cependant l'armée de d'Harcourt était venue mettre le siège devant Villeneuve (juin-juillet 1652). Bougy en était.
« Je n'ose, écrivait-il à Mazarin le 14 juillet, parler à V. E. du
« siège de Villeneuve, parce qu'il n'est guère plus avancé que
« le jour même où il a été commencé. Le peu d'infanterie qui

(1) *Archives historiques de la Gironde*, VIII, p. 368-369.

(2) *Idem.*, VIII, p. 377-379.

(3) *Idem.*, VIII, p. 388.

« est icy est la principale cause que l'on va si lente-
« ment (1). »

Bougy demeura, l'un des derniers, fidèle à l'armée royale et chercha à réparer le désarroi dans lequel l'avait fait tomber le départ si funeste du comte d'Harcourt. Le Roi sut reconnaître ses services en le nommant, le 10 juillet 1652, lieutenant-général.

Mais, le 3 novembre de cette année, il lui arriva une aventure fort désagréable. Tandis qu'il venait de quitter Agen pour rejoindre à Marmande son régiment de cavalerie et qu'il cherchait à traverser la Garonne au Port-Sainte-Marie, il tomba au milieu d'un escadron du colonel Balthazar, fut fait prisonnier et conduit d'abord à Bazas, puis à Bordeaux, où il fut reçu courtoisement du reste par le prince de Conti... Ce dernier « le traita splendidement à souper le lendemain » et lui accorda la liberté, à condition qu'il irait en Cour et ne retournerait point à l'armée du Roi (2).

C'est à cette occasion que l'abbé Guron écrivait le 4 février 1653 à Mazarin une lettre, dans laquelle il lui donnait des nouvelles de l'armée navale retenue par les tempêtes et hors d'état encore d'assiéger Bordeaux, et ajoutait : « Il serait à propos que V. E. fist nommer un lieutenant général bien « entendu et fort intelligent ; car il nous est très nécessaire. « Si Bougy pouvait avoir cette liberté, M. de Vendosme en « serait ravi, puisque, par le service du Roy, il ne peut avoir Le Plessis-Bellière (3). »

Echangé peu après avec François de Chavagnac, Bougy s'empessa de retourner en Guienne et jusqu'au dernier moment employa tous ses efforts à faire rentrer cette province sous l'obéissance du Roi.

« Il n'y a plus, écrivait-il à Mazarin, le 27 juillet 1653, que Périgueux et Villeneuve de villes rebelles. M. de Candalle va « attaquer dans peu de temps la dernière. »

(1) *Archives historiques de la Gironde*, VIII, p. 402. Note.

(2) Balthazar, *Histoire de la guerre de Guienne*, p. 343.

(3) *Archives historiques de la Gironde*, VII, p. 264.

Enfin, dans une autre lettre écrite le 1^{er} août au cardinal, « du camp devant Bordeaux », Bougy, après avoir donné de curieux détails sur la brouille de Condé et de son frère, engage vivement le cardinal à utiliser l'armée de Candale forte de plus de 8,000 hommes de pied et de 2,500 chevaux du côté de Fontarabie et de la Navarre ; et il ajoute qu'il est question pour lui d'un projet de mariage, « lequel va le mieux du monde, pourvu que j'aye le loisir de l'achever et de rester « quelques temps icy (1). »

C'est à ce moment, en effet, que fut projeté et conclu aussitôt après la paix de 1653 son mariage avec Marie-Julie de Chaussade, héritière de tous les biens de son père, le baron de Calonges, et, comme lui, de la religion réformée.

Anne d'Autriche et Mazarin s'intéressèrent tout particulièrement à cette union. « M. le marquis de Bougy, écrit Bayle, « fut le porteur d'une lettre que cette Reine écrivit à Made-
« moiselle de Calonges pour la prier de le recevoir comme
« venant de sa part. Elle ajoutait : « Les services de feu votre
« père m'obligeant à m'intéresser à votre établissement, je n'ai
« pas cru vous en pouvoir procurer un meilleur (2). »

C'était un ordre formel. Marie de Chaussade y obtempéra de bonne grâce, et le mariage fut célébré en grande pompe au commencement de l'année 1654.

Du coup, le château de Calonges devint célèbre à la Cour. La Muse de Loret n'écrivait-elle pas le 14 février de cette année ?

Ce brave et hardy gentilhomme
Que marquis de Bougy l'on nomme,
Homme de réputation,
Et qui jadis, sous Gassion,
(Un des plus vaillants de la terre,)
Apprit le métier de la guerre,
Faisant céder Mars à l'amour,
Doit épouser au premier jour
Une pucelle assez jolie,

(1) *Archives historiques de la Gironde*, xv, p. 367.

(2) Bayle, *Dictionnaire historique* ; art. Le Révérend de Bougy.

Portant le beau nom de Julie,
Nom illustre, nom glorieux.
Mais pour la connaître un peu mieux,
C'est l'aimable et sage Callonge,
Fille qui n'est pas de Saintonge,
De Dauphiné, ni du Médoc,
Du bas ni du haut Languedoc,
Mais d'une maison noble et grande
De Gascogne, près de Marmande ;
Ayant, dit-on, beaucoup de bien
Et de vertus jusqu'à très bien.
Or, comme il est de Normandie,
Il est vrai que je n'étudie
A faire honneste mention
Des hommes de ma nation,
Qui, par leur esprit ou courage,
Se sont acquis quelque avantage... (1).

Devenu par son mariage seigneur de Calonges, le marquis de Bougy ne demeura pas longtemps inactif. Ses qualités militaires étaient trop appréciées en haut lieu pour que le Roi ne lui confiât pas un commandement important. Il reçut l'ordre en effet, cette même année, de partir pour la Catalogne à la tête de l'armée du prince de Conti ; et là, comme partout ailleurs, il se couvrit de gloire. Il prit part au siège de Villefranche, à celui de Puycer la, au ravitaillement de Rosès. « Au « siège de Capdequiers, étant lieutenant général de jour, écrit « toujours Bayle, et les troupes qui donnèrent l'assaut ayant « été repoussées de la brèche, il arracha la hallebarde d'un « sergent, monta le premier sur la brèche et y ramena les « soldats par son exemple. Il y reçut un coup de mousquet et « ne laissa pas d'y tenir ferme jusqu'à ce que la ville fut prise. « On lui en donna le commandement, quoique ce ne fut plus « la mode de récompenser ainsi les officiers huguenots (2). »

Mais, une nuit qu'il était de garde sur la montagne, il fut couvert de neige pendant son sommeil et atteint d'une fluxion de poitrine. Obligé d'aller se faire soigner à Montpellier, il

(1) *La Muse historique de Loret*. Vers reproduits en partie par le comte de Cosnac dans ses *Souvenirs*, I, p. 377.

(2) Bayle, art. Le Révérend de Bougy.

n'y trouva pas le soulagement qu'il espérait. Il se rendit de là à Bordeaux, pensant qu'on y connaîtrait mieux sa maladie. Tous les soins furent impuissants. Il dut alors se retirer en sa maison de Calonges où la maladie empira. Et c'est entouré de tous les soins qu'il y mourut en décembre 1657. Il avait à peine quarante ans.

Le marquis de Bougy laissait d'unanimes regrets. « Le Roi, « la Reine et le cardinal Mazarin, dit Moreri, firent l'honneur « à sa veuve de lui écrire des lettres de consolation. Il aurait « fait, ajoute-t-il, une plus grande fortune, s'il eut été catho- « lique. La Reine et le Cardinal lui avaient écrit plusieurs fois « pour l'exhorter à changer de religion, à lever par là l'obs- « tacle à son avancement, et pour lui offrir le bâton de maré- « chal et un gouvernement à son choix, pourvu qu'il se « convertit. Sa réponse fut « que s'il pouvait se résoudre à « trahir son Dieu pour un bâton de maréchal de France, il « pouvait trahir son Roi pour beaucoup moins, et qu'il était « incapable de l'un et de l'autre, se contentant de voir qu'on « était satisfait de ses services, et que la religion seule empê- « chait qu'il n'en reçut la récompense (1). »

Le Roi avait érigé en marquisat la seigneurie de Bougy en Basse-Normandie. « Mais comme c'était une terre qui relevait « de plusieurs seigneurs, on forma tant d'opposition à l'enre- « gistrement des Lettres Patentes, qu'elles n'eurent aucun « effet. De là vint que cette érection fut transportée à la « baronnie de Calonges qui relève immédiatement du Roi (2). »

Le marquis de Bougy ne le vit point. Les nouvelles Lettres patentes ne furent expédiées qu'au mois de novembre 1667 et enregistrées à la Chambre des Comptes que le 9 septembre 1669. Bayle, entre les mains duquel elles furent mises, en a tiré tous les renseignements précédents tant sur les faits de guerre du marquis de Bougy que sur ses négociations.

(1) Moreri, *Dictionnaire historique*, art. Le Révérend de Bougy. — Cf. : Cosnac, v, p. 112.

(2) Bayle, Moreri.

De son mariage avec Marie de Chaussade, Bougy ne laissa qu'un fils *Jean-Jacques*, né en 1655.

Pendant sa minorité, sa mère géra toute sa fortune. Nous voyons entre autres actes que « Dans le château de Callonges, « en Condomois, haute et puissante dame Marie de la Chaussade, marquise de Bougy, dame du présent lieu de Callonges, « donne, le 12 octobre 1662, quittance de 800 livres (1). »

L'année suivante, elle paie la somme de 17,062 livres empruntées naguère par son mari à la Communauté de Nérac (2), etc.

Qualifiée marquise de Calonges, en vertu des Lettres patentes octroyées en novembre 1667 et érigeant en marquisat la baronnie de Calonges, Marie de Chaussade ne survécut pas longtemps à son mari. Un acte fort important de 1668, que nous analyserons, nous apprend, en effet, qu'elle était morte avant cette année, faisant par testament du 13 mai 1664, sa sœur Suzanne-Judith son héritière testamentaire pendant la minorité de son fils unique.

Le château de Calonges ne fut donc plus habité que par la tante et le neveu encore tout enfant.

MADemoisELLE DE CALONGES. — Ainsi appelait-on la seconde fille de Jacques III de Chaussade, sœur cadette de la marquise de Bougy. De curieux et fort nombreux renseignements nous sont fournis sur elle. Nous allons les résumer.

Suzanne-Judith de Chaussade, dite *Mademoiselle de Calonges*, se voua au célibat et à la culture des Belles-Lettres. « Elle se distingua, a écrit Alph. Lagarde, par des mœurs « simples, une grande modestie et une vaste érudition (3). »

(1) Arch. départ. de Lot-et-Garonne, E. Suppl¹, 1856.

(2) Arch. départ. de Lot-et-Garonne, E. Suppl¹, 3081. — Cf. : *Inventaire des dettes du marquis de Bougy*, pièce achetée par nous.

(3) *Notice historique sur Calonges*, imprimée dans le *Papillon de Marmande*, du 6 août 1837. Ce numéro est devenu introuvable. Malgré nos plus actives recherches, tant à Paris que dans la région, nous n'avons pu nous le procurer. Seuls en donnent quelques courts extraits J. Andrieu, dans son art. *Calonges*,

Elle possédait à fond les langues anciennes et notamment l'hébreu. « C'était une fille, écrit toujours Bayle, d'une piété « et d'une vertu exemplaire et qui entendait fort bien « l'hébreu. » — « Vous pouvez mettre en la compagnie des « deux princesses que vous me nommez, écrit le savant « Bochard à Colomiès, Mademoiselle de Calonges, sœur de « feu M^{me} la marquise de Bougy, qui m'a envoyé, de Calon- « ges, des notes judicieuses sur le texte hébreu de la Genèse « et m'en a quelquefois lu des chapitres qu'elle entendait « fort bien, du tems qu'elle était icy avec feu Madame sa « sœur (1). »

Mademoiselle de Calonges eut, dans sa seconde jeunesse, une aventure fort désagréable, qui fit beaucoup de bruit en son temps et peut-être fut cause qu'elle ne se maria jamais. Voici comment la raconte Ph. Tamizey de Larroque, d'après différents auteurs :

« MM. Haag écrivent dans la *France Protestante* : « C'est « elle qui avait choisi Labadie pour guide dans la voie de la « spiritualité et qui eut à se plaindre, dit-on, des privautés « qu'il se permit pour s'assurer si elle était tout-à-fait « absorbée dans l'oraison mentale. » Les mêmes auteurs, à « l'article Labadie, avaient déjà mentionné en ces termes ce « bizarre incident : « On dit qu'il sortit un jour des bornes « de la modestie et de la décence à l'égard de M^{lle} de Calonges. « Basnage affirme l'avoir entendu raconter à M^{lle} de Calonges « elle-même ; mais Bayle n'en garantit pas l'authenticité, et « Bernard refuse positivement d'y croire. » L'abbé Gouget, « dans le Moreri de 1759, donne ainsi raison à la version « repoussée par Bernard : « Il voulut épouser une personne « de famille, nommée de *Calonges*, ou de *Calongues* ; il la « porta même à y consentir ; mais les parents de cette « demoiselle s'y opposèrent ; et si le visionnaire, qui, dit-on,

Bibliographie générale de l'Agenais, et Tamizey de Larroque dans ses *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Agenais*, Note. Ce n'était du reste qu'un simple article de journal.

(1) Colomiès, *Gallia Orientalis*, La Haye, 1665. In-4°, p. 271.

« osa attenter à sa pudicité, ne se fut désisté de ses pour-
« suites, il eut été mal mené. » D'après la *Nouvelle Biogra-
« phie générale*, ce fut à Montauban que Labadie porta une
« main téméraire sur M^{lle} de Calonges, ce qui l'aurait fait
« expulser de cette ville, d'où il gagna Genève, en juin
« 1659 (1). »

Ardente protestante comme tous les membres de sa famille, Suzanne de Chaussade fit, à la mort de sa sœur, du château de Calonges un centre très important du parti réformé en Guienne. Elle y fonda, assure-t-on, une imprimerie clandestine, uniquement en vue de la propagande. Il existe en effet un curieux opuscule, aujourd'hui fort rare, sorti des presses de ce château, et dont peut-être elle était l'auteur. C'est : *Le Nouveau Visionnaire de Rotterdam ou Examen des Pararelles (sic) mystiques de M. Jurieu, par Théognoste de Bérée. Callonges, 1686. In-12 de 84 pages.*

(1) *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Agenais*, p. 272. Note.— Ce Jean Labadie était du reste un fort triste personnage. Né à Bourg-sur-Dordogne le 13 février 1610, il entra au collège des Jésuites de Bordeaux, et peu après dans la Compagnie même de Jésus, où il resta quinze ans, remplissant les fonctions de professeur de rhétorique et de philosophie. Il sortit de l'ordre le 17 avril 1639 pour aller habiter Paris. Là, il se lia avec l'évêque d'Amiens qui l'attira chez lui et le nomma chanoine de son église. Des intrigues scandaleuses, qu'il fomenta dans un monastère de filles d'Abbeville, le forcèrent à quitter ce pays. Il alla à Paris en 1644, puis vint s'installer à Bazas où il se mit à prêcher contre le dogme catholique. Chassé de ce diocèse il gagna Toulouse, où il obtint la direction d'un couvent de religieuses. Il abusa de son autorité, fut expulsé et se montra plusieurs fois à Agen, où il s'efforça de détourner de leur devoir les Pères Ermites du coteau de Pompéjac, notamment le Père Sabré, plus tard leur supérieur, qu'il amena quelque temps à La Graville, près de Bazas, sorte d'ermitage où il s'était retiré, mais qu'il ne put convertir à ses idées. En 1650, il se défroqua ouvertement, embrassa à Montauban la religion protestante et devint un des plus fervents adeptes. C'est là qu'il fit la connaissance de Mademoiselle de Calonges et « sortit un jour des bornes de la décence à son égard. » Chassé pour ce fait de cette ville, il se retira à Genève en 1659, puis en 1666 à Middelbourg, en Hollande, où il fut bientôt mis en interdit. On le retrouve ensuite à Utrecht, à Amsterdam et finalement à Altona dans le Holstein, où il mourut en 1674, âgé de soixante-quatre ans. (Voir pour plus de détails Moreri, *Dictionnaire historique*, art. Labadie.)

Cette plaquette, écrit Andrieu, a été révélée récemment par le *Catalogue d'une importante collection de Livres sur le Protestantisme*, formée par le pasteur Lutteroth, et signalée pour la première fois par Ph. Tamyzey de Larroque (1).

Mais c'est principalement le temple protestant, élevé par son père « dans la grande cour du château », et auquel elle consacra tous ses soins, qui lui suscita les nombreux désagréments dont nous avons à parler.

Il résulte, en effet, d'un acte fort curieux du 26 avril 1668, que le syndic du clergé du diocèse de Condom avait intenté un procès à Mademoiselle de Calonges, « demandant, aux fins
« d'un exploit du 10 may 1665 et d'un autre du 17 mars 1666,
« à ce qu'il soit fait deffense au ministre, anciens du Consis-
« toire et autres habitants de Calonges, faisant profession de la
« R. P. R. et à demoiselle Judith de Chaussade, héritière testa-
« mentaire de la feuë dame marquise de Bougy sa sœur,
« faisant profession de ladite religion, de faire à l'advenir
« aucun exercice publicq d'icelle ; et, qu'à cet effect, le temple
« soit démoly, basti dans la grande cour du chasteau dudict
« lieu, jusqu'aux fondemens ; et outre ce, que ladicte demoi-
« selle soit condamnée à restituer deux cloches qui ont appar-
« tenu autrefois à l'Eglise et qui sont à présent dans son

(1) *Bibliographie générale de l'Agenais*, par J. Andrieu, III, p. 36. — Voir aussi *Revue de Gascogne*, xxx, 1889, p. 573. — Une controverse fort intéressante sur l'imprimerie du château de Calonges s'est engagée, en 1900, entre M. Emile Salavert-Pelletreau, de Tonneins, possesseur de la rarissime plaquette en question, et M. le pasteur Fonbrune-Berbineau, ce dernier prétendant que ce nom de Callonge était fictif et ayant nié la possibilité d'une imprimerie clandestine en ce lieu, dans un article paru dans le *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du Protestantisme français*, (4^e série, 9^e année, 15 novembre 1900), sous le titre de *Le Nouveau visionnaire de Rotterdam et l'imprimerie de Callonge*. M. Salavert-Pelletreau au contraire, dans le *Huguenot du Sud-Ouest* (janvier-mars 1900) et sous le titre de : *Une imprimerie particulière au château de Callonges en Agenais, à la veille de la révocation de l'édit de Nantes*, s'appuyant sur le dire de Tamyzey de Larroque, (*Revue de Gascogne*, xxx, 1889. *Du lieu d'impression nommé Calonges*, p. 573), soutient que cette imprimerie a réellement existé, et, comme son contradicteur du reste, reconnaît que c'est Aubert de Versé, qui, sous le pseudonyme de Théognoste de Bérée, est l'auteur de cet opuscule.

« chasteau. » Les intéressés ayant refusé d'obtempérer à ces ordres, l'affaire vint en instance. On y produisit de nombreuses pièces relatives à l'histoire du château, notamment des actes d'hommage des anciens seigneurs, des actes des divers Consistoires, un procès-verbal de la visite des cloches, etc., etc. Deux commissaires furent nommés, qui commencèrent leur enquête. Mais il se trouva que chacun d'eux eut une opinion diamétralement opposée.

Claude Pellot, d'une part, Intendant de la généralité de Guienne, fut d'avis « que le temple fut démoli et l'exercice « public de la R. P. R. interdit dans le lieu et terre de « Calonges, sauf à ladite demoiselle de faire l'exercice dans « son chasteau de Calonges, aux termes de l'article 7 de l'Edit « de Nantes, les édits n'ayant jamais souffert un temple dans « les chasteaux et maisons seigneuriales des P. R, et celui de « Calonges estant notoire que c'est après celui de Bergerac « le plus beau temple que les P. R, ayent en Guienne, estant « d'une élévation extraordinaire, ayant un dôme couvert « d'ardoise, et sur le dôme une lanterne pour mettre la « cloche pour appeler au presche, ayant un lambris en « forme de voute, fenestres comme celles d'une chapelle « et au dedans chaire pour le ministre, bancs attachés aux « murailles et caveaux pour enterrer les morts de la « maison de Calonges ; et quant à la restitution des clo- « ches, que sur celle qui est au plus haut du temple on voit « ces paroles, *Vox domini sonnat*, et outre cela trois images, « sçavoir : celle de Jésus-Christ crucifié, celle de Nostre- « Dame tenant entre ses bras l'Enfant Jésus, et celle de saint « Vincent, patron de l'église parochiale, revestu en évêque ; « et que sur l'autre cloche, qui est dans ledit chasteau, moin- « dre que la précédente, l'on void aussy les mesmes parolles : « *Vox domini sonnat*, avec une croix entourée d'une couronne « d'épines ; de quoy, aussi bien que de la hauteur et du dome « du temple, il appert par le procès-verbal de la visite desdites « cloches.... »

Pierre Guignard, d'autre part, avocat au Palement, soutint tout le contraire et opina pour que « ladite dame de Calonges

« fut maintenue non-seulement dans la liberté de faire l'exer-
« cice aux termes de l'article 7 de l'Edit de Nantes, mais
« encore de le faire au lieu accoustumé dans l'enclos de sa
« maison seigneuriale, attendu que c'est une deppendance de
« ladite maison et que d'ailleurs les habitans du lieu de
« Calonges qui prétendent droit d'exercice audit bourg ont
« convenu avec ladicte dame d'aller faire leur exercice audict
« chasteau.... Quant aux cloches, la plus petite devrait être
« laissée par la confession dudit sieur syndiq. Il nous appert
« que les deux autres lui appartiennent ; celle de l'horloge a
« la marque de la maison de Calonges qui est la Croix de
« chevalier, qui se trouve aussi sur la porte de ladite maison,
« sur toute la vaisselle d'argent et sur le blason de ses armes ;
« d'où il suit qu'elle n'a jamais servi pour la paroisse, mais
« seulement pour l'horloge de la maison seigneuriale qui a
« esté toujours pourvue d'horloge... Du reste les deux églises
« qui sont dans la juridiction de Calonges ont toutes deux leurs
« clochers garnis d'autant de cloches qu'il y a d'ouvertures....
« Quant aux habitans dudit bourg, il nous paraît qu'ils doivent
« continuer à faire leur exercice, comme ils ont accoustumé de
« le faire, depuis cinquante ans, dans ledict chasteau de
« Calonges, etc (1). »

L'affaire pour le moment en resta là. Mademoiselle de Calonges tint sa chapelle ouverte et ne cessa de faire du prosélytisme. Néanmoins le commissaire catholique ne se considéra pas comme battu ; car il intenta plus tard de nouvelles poursuites, qui cette fois aboutirent. Le 22 septembre 1683, en effet, son avis fut confirmé par un arrêt du Conseil, et l'exercice du culte interdit au château de Calonges. Nous verrons ce qu'il en advint.

Suzanne de Chaussade continua quelques années encore à jouir assez paisiblement de l'héritage que lui avait laissé provisoirement sa sœur et qu'elle gérait pendant la minorité

(1) Arch. nat., TT. 317. — Cf. : *Documents inédits relatifs à l'histoire de l'Agenais*, publiés par Ph. Tamizey de Larroque, p. 272.

de son neveu. Le 2 août 1672, dans le château noble de Calonges, Mathieu Dupuy, laboureur, reconnaît tenir en fief certains biens de demoiselle Judith de la Chaussade, absente, mais représentée par son procureur fondé, le sieur André Brustye (1).

L'ère des persécutions cependant n'allait pas tarder à s'ouvrir. Par une inconcevable faiblesse d'esprit, Louis XIV, obéissant à de pernicieuses influences, révoqua le célèbre Edit qui avait consacré la gloire de son aïeul en proclamant dans tout le royaume de France la plus sacrée de toutes les libertés, la liberté de conscience. Dès 1677, l'intendant Faucon de Riz signale déjà qu'à Calonges il existe un temple protestant et point de consulat (2). La même année le pasteur de Calonges, décrété de prise de corps, est poursuivi et ne doit son salut qu'à une fuite précipitée (3).

Le 2 mai 1682, il est dit dans un Mémoire des gentils-hommes de la Généralité de Bordeaux qui font faire dans leurs maisons l'exercice de la R. P. R. qu'il n'existe que deux endroits, dans le diocèse de Condom, où les seigneurs fassent faire un exercice personnel : M. le marquis de Bougy à Calonges et M. le duc de La Force à Caumont. Pour ce qui est de M. de Bougy « on ne sait pas précisément le temps que « ses auteurs ou luy ont commencé ledit exercice ; mais tous « jours il est certain que ce n'est que depuis l'Edit de « Nantes (4). »

L'année suivante, un arrêt du Conseil, du 22 septembre, dont nous avons parlé, interdit formellement l'exercice du culte protestant au château de Calonges. Protestation immédiate de Mademoiselle de Calonges, qui produit ses titres et obtient encore une fois d'être maintenue, aux termes d'un arrêt du 4 septembre 1685 (5). Mais Moyse Pomeyrol, ci-

(1) Etude de M^e Grenier, au Mas d'Agenais.

(2) Arch. nat., TT. 287.

(3) *Chronique des Eglises réformées de l'Agenais*, par A. Lagarde, p. 209.

(4) Arch. nat., TT. 287. — Cf. : *Archives historiques de la Gironde*, xv, p. 492.

(5) *Idem*, TT. 287. — Cf. : *Idem*, xv, p. 513-517.

devant ministre à Calonges est obligé, sur un congé de Sa Majesté, de quitter la France et de se réfugier en Hollande (1).

Mademoiselle de Calonges n'en fut point quitte à si bon marché. L'Edit de Nantes fut révoqué, et les plus grands noms de France réduits à passer à l'étranger. Un instant Suzanne de Chaussade hésita ; elle eut la faiblesse d'abjurer. « Dans l'église des dames religieuses de Saint-Benoit de
« Marmande, lisons-nous en effet, demoiselle Judith-Suzanne
« de la Chaussade de Calonges, âgée de cinquante environ,
« native de la paroisse de Calonges, diocèse de Condom, a fait,
« ce jourd'huy 16 mars (1684), acte d'abjuration, en présence
« de M. de Rossignol, capitaine de dragons au régiment de
« Chevilli, de MM. de Labarthe, de d'Auber, escuyer et sieur
« de Peyrelongue, et d'Auber, sieur de Peyrelongue, son fils,
lesquels ont tous signé (2). »

Mais bientôt, honteuse de la concession qu'elle avait faite, ne pouvant continuer à accepter les conditions par trop dures qui lui étaient imposées, Mademoiselle de Calonges préféra, plutôt que de renoncer dans son cœur à la religion de ses pères, prendre à son tour le chemin de l'exil. La noble fille quitta dès cette année la France et se refugia en Hollande, à La Haye, où elle vécut quelques années encore, et mourut en 1700.

Ses biens furent aussitôt confisqués. Nous voyons cependant dans l'Inventaire des titres et papiers de Calonges fait en 1758, et particulièrement dans « celui fait au château après
« son départ de ce qui a été délaissé par elle (3) », que « par
« arrêt du 29 novembre 1687 de la Chambre du Trésor
« sur la confiscation des biens de Judith de La Chaussade de

(1) Arch. nat. TT. 287. Ce Moyse Pomayrol était originaire de Clairac. On le trouve à Amsterdam le 6 avril 1686, puis à Lewarden où il fut pensionné. Il se maria le 19 septembre 1690 avec demoiselle Georgette Perault, fille du pasteur de ce nom aussi réfugié, dont il eut sept enfants. Il mourut le 22 janvier 1728. (Note fournie par M. Salavert-Pelletreau.)

(2) Arch. mun. de Marmande. Pièce communiquée par M. l'abbé Dubois.

(3) Arch. départ. de Lot-et-Garonne, E. Suppl¹, 2293.

« Calonges et de Charlotte de Bougy, sorties du royaume, le
« brevet portant don desdits biens à Jean-Jacques Révérend,
« marquis de Bougy, du 9^e desdits mois et an, sera enregistré
« à ladite Chambre, pour être enregistré. »

Mademoiselle de Calonges n'avait pas attendu du reste ce moment pour mettre son neveu en possession de tous ses biens. Quoiqu'il n'eût pas atteint encore sa majorité, elle crut devoir effectuer en sa faveur, le 8 septembre 1674, la remise des terres et du château de Calonges. Dans le contrat passé à cette date, elle déclare que « par le testament de défunte dame
« Marie de La Chaussade, marquise de Bougy, sa sœur, en
« date du 13 mars 1664, lui ayant esté fait donation de la
« jouissance et usufruit de ses biens propres et particuliers,
« elle remet audit marquis son neveu, lorsqu'il aura atteint
« ses vingt-un ans, ses meubles, argent, vaisselle d'ar-
« gent, etc., plus sa maison de Calonges et toutes les terres
« qui en dépendent... (1) »

LES DERNIERS SEIGNEURS DE BOUGY. — Le fils unique du marquis de Bougy, *Jean-Jacques Le Révérend de Bougy*, naquit au château de Calonges en 1655 et entra à sa majorité en possession de tous les domaines de ses pères. Comme eux, il fut de guerre, devint brigadier des armées du Roi, servit neuf ans comme mestre de camp du Régiment-collonel, puis commanda la Cornette blanche.

La révocation de l'Edit de Nantes brisa sa carrière. Le marquis de Sourches raconte dans ses Mémoires que « Jean-
« Jacques, marquis de Bougy, essaya en février 1686 de sortir
« du royaume par la Franche-Comté, mais qu'il fut arrêté à
« la frontière suisse et enfermé dans la citadelle de Besançon.
« Il refusa de se convertir et le roi ordonna de lui faire son
« procès. Pour échapper aux galères, il signa une abjuration
« et fut pardonné. Mais, en 1693, sous prétexte d'aller prendre
« les eaux à Aix-la-Chapelle, il passa en Hollande et se retira

(1) Arch. départ. de Lot-et-Garonne, E. Suppl¹, 1856.

« à La Haye ». Il y retrouva sa tante, Mademoiselle de Calonges, qui existait encore, et « il y vécut, écrit Bayle, « très considéré ». Le roi donna aussitôt ordre à Foucault de saisir la terre de Bougy. Jean-Jacques mourut à Aix-la-Chapelle en 1744, d'un accès de goutte, nous apprend Moreri (1).

Il avait épousé en 1674, à Montauban, demoiselle Elisabeth de Bar de Camparnau, qui lui apporta des terres en Quercy. C'est là, paraît-il, qu'il habitait de préférence, ayant laissé Calonges à sa tante, Judith de Chaussade (2).

Sa femme n'échappa point aux rigueurs du moment. Protestante comme son mari, elle fut, en 1686, enfermée au Calvaire pour cause de religion (3).

Il en eut trois enfants : 1° Un fils qui mourut jeune, après la sortie de France de son père ; 2° Judith-Elisabeth, qui épousa, le 10 janvier 1714, Charles-Antoine-Armand-Odet d'Aydie, comte de Ribérac, colonel d'un régiment d'infanterie ; 3° N... qui, par son mariage avec Huc de Carpiquet apporta à cette maison la seigneurie de Bougy (4).

La terre et le château de Calonges passèrent entre les mains de *Judith-Elisabeth, comtesse de Ribérac*.

Quoique n'habitant que rarement l'Agenais, on voit cependant cette dernière administrer sa terre de Calonges durant toute la première moitié du XVIII^e siècle et y jouir d'une véritable popularité, dispensant fort largement ses tenanciers besogneux d'avoir à lui payer leurs rentes.

Entre autres actes la concernant, signalons celui où il est dit que « très haute et très puissante dame Judith-Elisabeth Le « Révérend de Bougy, marquise de Ribérac et de Calonges, « est séparée déjà, le 3 septembre 1723, de son mari, très

(1) Moreri, *Dictionnaire historique*, art. Le Révérend de Bougy. — Cf. : Bayle. Id. la *France Protestante*, etc.

(2) Nobiliaire de Normandie, par O. de Magny.

(3) Généalogie de Révérend. Extrait de l'*Histoire de la Curé*.

(4) Père Anselme, VII, 859.

« haut et très puissant seigneur, marquis de Ribérac, Bernar-
« dière, Monchal, Saint-Martial de Valette, comte de Monta-
« gner, vicomte de Peluche, colonel d'infanterie ; ladite dame
« d'ici absente, mais représentée par M^e Antoine Sterlin,
« avocat au Parlement et juge du présent marquisat de
« Calonges, y habitant (1). »

Dans un état des condamnations obtenues à sa requête, elle est encore citée comme propriétaire du château de Calonges en l'année 1755 (2). Mais elle ne le garda pas longtemps.

Trois ans après, en effet, le 19 août 1758, la comtesse de Ribérac vendit, par procuration passée devant Jarry, notaire au Châtelet de Paris, la terre et le château de Calonges, autrement dit le marquisat de Calonges, à très haut et très puissant seigneur Antoine-Paul-Jacques de Quelen de Stuer de Causade, comte de La Vauguyon.

LES LA VAUGUYON. — Les comtes de La Vauguyon étaient depuis longtemps déjà voisins du marquisat de Calonges. Dès la fin du xvi^e siècle, ils possédaient la baronnie de Tonneins-Dessus, et leurs domaines s'étendaient sur la rive gauche de la Garonne jusqu'aux terres du marquis de Bougy (3).

Le nouvel acquéreur du château de Calonges descendait d'une des plus illustres familles de France.

Un Quelen, dont les ancêtres avaient pour berceau la chatellenie de Quelen dans la vicomté de Perhoët en haute Bretagne, avait épousé en 1653 Marie de Stuer de Causade (qu'il ne faut pas confondre avec Chaussade), fille d'honneur d'Anne d'Autriche et sœur du marquis de Saint-Mégrin, tué au combat du faubourg Saint-Antoine. Cette mort la fit héritière de tous les biens de son père Jacques de Stuer de Causade, comte de La Vauguyon. Sa grand'mère Diane des Cars était petite fille

(1) Notariat du Mas d'Agenais. Etude de M. Grenier. Pièce communiquée par M. Maurice Jorret.

(2) Idem.

(3) *Recherches historiques sur la ville et les anciennes baronnies de Tonneins*, par L. Lagarde, in-8°, Agen, 1831.

d'Isabelle de Bourbon, dernier rejeton elle-même des princes de Carency (1).

Son fils unique Nicolas de Quelen releva les noms de Stuer de Caussade en vertu du testament de son aïeul maternel en date d'octobre 1670, et, de son mariage avec Madeleine de Bourbon-Busset, laissa deux fils : 1^o Louis, qui mourut sans alliance ; 2^o Antoine-Paul-Jacques qui continua la race.

Antoine-Paul-Jacques de Quelen de Stuer de Caussade, comte de La Vauguyon en Poitou, baron de Tonneins en Agenais, etc. (2) était né le 7 janvier 1706. D'abord capitaine de cavalerie au régiment de Noailles le 15 juin 1729, il devint successivement colonel du régiment de Beauvaisis le 25 novembre 1734, brigadier le 20 février 1743, menin de feu le Dauphin en février 1745, maréchal de camp le 1^{er} mai 1746, gouverneur de Doullens en 1747 et lieutenant général le 10 mai 1748. Il avait épousé le 15 avril 1734 Marie-Françoise de Béthune-Charrost, seconde fille du duc de Béthune et de Julie-Christine d'Entraygues (3).

Louis XV le tenait en grande estime. Il le nomma chevalier de ses ordres en 1753, lui donna la charge de premier gentilhomme de la Chambre du Dauphin et du comte d'Artois et le créa duc et pair de La Vauguyon, érigeant spécialement pour lui, par Lettres patentes du 25 août 1758, « les terres et « baronnies de Tonneins-Dessous, Grateloup, Villeton, avec « les parties de la seigneurie de La Gruère, la seigneurie du « Bourg Saint-Pierre, communément appelée Tonneins- « Dessus, enfin le *marquisat de Calonges* (acquis par lui six « jours avant seulement), en Duché-pairie de France, sous le « nom de Duché de La Vauguyon, dont la ville de Tonneins « sera le chef-lieu (4). »

(1) *Annuaire de la noblesse*, 1877, p. 172 ; art. Quelen.

(2) Voir plus loin ses titres dans une note de Grimm.

(3) Idem. — Cf. : Lachesnay des Bois ; art. Quelen ; — Courcelles, VIII, p. 172, etc.

(4) Archives du prince de Bauffremont. Copie communiquée par M. le vicomte Olivier de Luppé.

Très important fut le rôle que le duc de La Vauguyon joua à la Cour de Louis XV durant les dernières années de sa vie. Ennemi de Choiseul, il était du parti de d'Aiguillon, et fut, affirment les Mémoires du temps, protégé par la Du Barry.

« Quand la Comtesse de Provence sera icy, écrit Mercy-Argenteau à Marie-Thérèse en 1770, elle y prendra le pas sur Mesdames. On s'occupe déjà de lui procurer le plus d'éclat possible, parceque le *parti du duc de La Vauguyon et de la Comtesse du Barry* compte sur la protection de cette princesse (1). »

Marie-Antoinette ne pouvait le souffrir. Dès son arrivée en France, elle partagea à son encontre les sentiments d'hostilité que lui manifesta toujours Marie-Thérèse. « La Reine, écrivit plus tard Madame Campan, haïssait M. de La Vauguyon. C'était lui seul qu'elle accusait des choses qui l'affligeaient dans les habitudes et même dans les sentiments du Roi (2). » Dans ses lettres à sa mère, la Dauphine l'accuse d'écouter aux portes, de lui être défavorable et surtout de pousser le Dauphin à se détourner d'elle et à ne pas l'aimer. Aussi refuse-t-elle énergiquement de prendre pour dame d'atours la duchesse de Saint-Mégrin, belle-fille du duc, et va-t-elle jusqu'à dire à son époux « que le duc de La Vauguyon et son fils sont deux fripons, dont on ne saurait trop se méfier (3). » Mais le futur Louis XVI hoche la tête sans répondre, maintenant au vieux serviteur de son père la confiance dont il l'a toujours honoré.

Que pouvait-on en effet reprocher au duc de La Vauguyon ? De ne pas être du parti Choiseul, d'avoir cherché à remplacer son beau-père le duc de Béthune comme chef du Conseil des finances, et surtout d'avoir rédigé, écrit Choiseul lui-même dans ses mémoires, un rapport que le Dauphin remit au Roi en 1760 et qui avait pour but d'aller au-devant des bruits d'expulsion qui couraient déjà contre les jésuites, et « de

(1) *Correspondance de Mercy-Argenteau*, 1, p. 60.

(2) *Mémoire de Madame Campan*, 1, p. 227. (Edit. 1823).

(3) *Correspondance de Mercy-Argenteau*. Lettres des 9 juillet, 4 août, 20 août, etc., 1770.

dévoiler une connivence des ministres avec les adversaires de cette Société (1).

Ch. Vatel, à qui nous empruntons la plupart de ces renseignements et qui a pris à cœur de défendre le duc de La Vauguyon en cette affaire et de réfuter une par une toutes les accusations dont on l'a chargé bien à tort, écrit : « M. de La Vauguyon était d'abord et avant tout un brave militaire, « qui s'était distingué sur vingt champs de bataille, avait « contribué au gain de la bataille de Fontenoy par un trait de « présence d'esprit remarquable, avait figuré à Rocoux et à « Lawfeld et n'avait terminé sa carrière militaire qu'en 1753. « Il avait été ensuite nommé gouverneur des fils du Dauphin. « Il était pieux. Il se trouva en hostilité avec l'Ecole philosophique et désigné comme chef des dévôts, des partisans des « jésuites... Quelle était la portée de son esprit, la nature de « ses enseignements ? Un livre publié en 1851 contient la « réponse à cette question. Louis XVI avait rédigé un manuscrit intitulé : *Réflexions sur mes entretiens avec M. le duc de La Vauguyon, pour Louis Auguste Dauphin*. Il « n'avait fait que tenir la plume ; le livre appartenait pour « les idées à M. de La Vauguyon. Le caractère religieux « dont elles sont empreintes n'exclue pas l'élévation ni la « grandeur ; un homme supérieur seul a pu les concevoir. « Louis XVI dans sa simplicité les a pratiquées, et il leur doit « l'espèce de beauté morale qui relève certains actes de son « règne (2). »

Le duc de La Vauguyon mourut à Versailles, le 4 février 1772 (3).

(1) *Mémoires du duc de Choiseul*, I, p. 3.

(2) *Histoire de Madame du Barry*, par Ch. Vatel, I, p. 404.

(3) Voici, à ce sujet, l'assez curieuse note, en tous cas fort irrévérencieuse, que lui consacre Grimm dans sa *Correspondance*, II, p. 199, et que ne désavouerait pas, de nos jours, la feuille la plus radicale. En parfait encyclopédiste qu'il était, il ne pouvait que détester ce grand seigneur :

« M. le duc de La Vauguyon est allé, ces jours passés, rendre compte au « tribunal de la justice éternelle de la manière dont il s'est acquitté du devoir « effrayant et terrible d'élever un dauphin de France, et recevoir le châtiment

— *Paul-François de Quelen de Stuer de Caussade*, appelé d'abord le marquis de Saint-Mégrin, devint, à la mort de son

« de la plus criminelle des entreprises, si elle ne s'est pas accomplie au vœu
« et aux acclamations de toute la nation. On a vu, à cette occasion un mouve-
« ment de vanité bien étrange et qui a occupé la Cour et la ville ; c'est le billet
« d'enterrement qu'on a envoyé à toutes les portes, suivant l'usage. Ce billet
« est devenu, par sa singularité, un effet de bibliothèque. Chacun a voulu le
« conserver ; et, à force d'être recherché, il est devenu rare, malgré la profu-
« sion avec laquelle il avait été distribué. Je vais le transcrire ici en son entier,
« dans l'espérance qu'il pourra entraîner ces feuilles, avec lui, vers la postérité.

« *Vous êtes prié d'assister aux convoi, service et enterrement de Monseigneur*
« *Antoine-Paul-Jacques de Quelen, chef des noms et armes des anciens sei-*
« *gneurs de la Chatellenie de Quelen, en Haute Bretagne, Juveigneur des*
« *comtes de Porhoët, substitué aux noms et armes de Stuer de Caussade, duc*
« *de La Vauguyon, pair de France, prince de Curenay, comte de Quelen et du*
« *Boulay, marquis de Saint-Mégrin, de Callonges et d'Archiac, vicomte de*
« *Calvignac, baron des anciennes et hautes baronies de Tonneins, Grateloup,*
« *Villeton, La Gruère et Picornet, seigneur de Luraugol et Talceimur, vidame,*
« *chevalier et avoué de Sarluc, haut baron de Guyenne, second baron du Quercy,*
« *lieutenant général des armées du Roi, chevalier de ses ordres, menin de feu*
« *monseigneur le dauphin, premier gentilhomme de la chambre de monsei-*
« *gneur le dauphin, grand-maitre de sa garde-robe, ci-devant gouverneur de sa*
« *personne et de celle de monseigneur le comte de Provence, gouverneur de la*
« *personne de monseigneur le comte d'Artois, premier gentilhomme de sa*
« *chambre, grand-maitre de sa garde-robe et surintendant de sa maison ; qui*
« *se feront jeudi, 6 février 1772, à dix heures du matin, en l'église royale et*
« *paroissiale de Notre-Dame de Versailles, où son corps sera inhumé.*

« *De profundis.* »

« On voit que ce billet est l'ouvrage d'une composition réfléchie, combinée,
« profonde et laborieuse. Celui qui en est l'auteur, ajoute toujours Grimm,
« mérite bien que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres lui confère par
« acclamation la première place vacante, et l'enregistre parmi ses membres
« comme duc, pair, prince, marquis, comte, vicomte, juveigneur, vidame, che-
« valier, avoué, haut baron, second baron et troisième baron. Il serait à propos
« aussi de fonder et d'ériger une chaire dont le professeur ne ferait autre chose
« toute l'année que d'expliquer à la jeunesse le billet d'enterrement de M. de
« La Vauguyon ; sans quoi il est à craindre que l'érudition nécessaire pour le
« bien entendre ne se perde insensiblement et que ce billet ne devienne avec
« le temps le désespoir des critiques. Le terme de juveigneur par exemple est
« peu connu. On appelle ainsi un cadet apanagé ; M. le duc d'Orléans est juvei-
« gneur de la maison de France. Ce mot est peut-être une corruption du mot
« Junior dont les Césars du Bas-Empire appelaient ceux qu'ils associaient à
« l'Empire. Sans le billet d'enterrement de M. de La Vauguyon, le terme de
« juveigneur allait se perdre dans l'obscurité des temps. »

père, duc de La Vauguyon. Il naquit le 30 juillet 1746. Entré au service en 1758, il fit les dernières campagnes de la guerre de Sept ans. Puis, il succéda à son père dans le gouvernement de Cognac et à la pairie le 4 février 1772. D'abord attaché à la Cour comme l'un des menins du Dauphin, il fut nommé dès l'avènement de Louis XVI son ambassadeur près des Etats-Généraux de La Haye. « L'objet le plus important de cette « mission diplomatique était d'enlever à la Grande-Bretagne « une partie de l'influence qu'elle exerçait sur ces Etats, de « concert avec la maison de Nassau. Ce but fut atteint par « l'ambassadeur français de manière à lui mériter les remer- « ciements les plus flatteurs de la part des Etats-Généraux « auxquels M. le duc de La Vauguyon avait garanti la protec- « tion de la France (1). »

Le duc de La Vauguyon fut nommé brigadier d'infanterie le 5 décembre 1781 et chevalier des ordres du Roi le 1^{er} janvier 1784. Il passa la même année à l'ambassade de Madrid avec le titre de maréchal de camp, et fut créé chevalier de la Toison d'Or en 1787.

Appelé au ministère des affaires étrangères, le duc de La Vauguyon ne conserva ce portefeuille que quelques jours. Après le renouvellement du ministère, il retourna à son ambassade de Madrid. « La marche rapide des évènements « révolutionnaires suspendit bientôt après ses fonctions. « Mais quoiqu'on eut prononcé son rappel, il ne quitta la « capitale de l'Espagne qu'en 1795 pour rejoindre Louis XVIII « à Vérone. Il remplit les fonctions de ministre de ce prince « jusqu'au mois de mars 1797. Après avoir séjourné quelques « temps à Hambourg, il revint en Espagne où sa famille « s'était réfugiée, et ne rentra en France qu'en 1805. Il avait « été promu au grade de lieutenant général des armées du Roi « pendant l'émigration (2). »

A la Restauration, il fut nommé pair de France et siégea au

(1) Courcelles, *Histoire des pairs de France*, VIII, p. 157.

(2) Idem.

Luxembourg jusqu'en 1822. Il mourut en 1828, laissant de son mariage, contracté le 27 avril 1766 avec Marie-Antoinette Rosalie de Pons, dame d'atours, puis dame d'honneur de la reine Marie-Antoinette, quatre enfants, deux fils et deux filles. L'ainé, Paul-Maximilien, prince de Carency, mourut avant son père, sans postérité. Les filles épousèrent, l'une, mademoiselle de Saint-Mégrin, le prince de Bauffremont ; l'autre, mademoiselle de La Vauguyon, le prince de Savoie-Carignan. Le cadet, *Paul-Yvon-Bernard*, qui devait continuer la race, eut une existence des plus mouvementées.

Né à Paris le 24 février 1777 et élevé en Espagne, il servit, à la Révolution, dans une légion d'émigrés formée par le marquis de Saint-Simon. Il prit part comme aide de camp de ce général aux campagnes de 1794 et de 1795, à la suite desquelles il fut promu capitaine et continua de servir à l'étranger jusqu'en 1805. Mais à ce moment, il fait volte-face complète. Il rejoint Napoléon en Allemagne, s'enrôle sous ses ordres, et combat comme volontaire à la bataille d'Austerlitz. Nommé aide de camp du grand duc de Berg, il le suivit pendant les campagnes de 1806, 1807, 1808, fut nommé chevalier de la Légion d'honneur, puis chef d'escadron, et accompagna à Naples en 1809 le roi Murat, qui le nomma d'abord colonel général de l'infanterie de sa garde, puis général de brigade. Rentré en France en 1815, il fut maintenu dans son grade, en vertu de l'ordonnance rendue en faveur des officiers français passés au service de Naples.

La mort de son père l'appela à siéger au Luxembourg comme pair de France. Il mourut le 24 janvier 1857, sans alliance. Avec lui s'éteignit la branche aînée des Stuer de Caussade, ducs de La Vauguyon (1).

(1) *Annuaire de la noblesse*, 1877, p. 172. — Cf. : *Histoire des pairs de France*, etc. — Les armes des derniers ducs de La Vauguyon étaient : Ecartelé au 1, parti d'argent au sautoir de gueules qui est de *Stuer*, et d'or à 4 cotices de gueules qui est de *Caussade*; au 2 et 3 d'azur, à 3 fleurs de lys d'or au bâton de gueules, péri en bande et chargé de 3 lionceaux d'or, qui est de *Bourbon*.

Mais depuis longtemps le château de Calonges ne leur appartenait plus.

La loi du 8 avril 1792 confisquait, en effet, tous les biens des émigrés. Retiré en Espagne, Paul-François de La Vauguyon ne put échapper aux mesures générales, prises par le gouvernement révolutionnaire. Tous ses domaines furent vendus comme biens nationaux.

« Le ci-devant château de Calonges », qui seul nous intéresse ici, « situé dans la paroisse de Calonges, municipalité de « Calonges, canton de Puch », fut mis, « par ordre des administrateurs du Directoire du district de Tonneins-la-Montagne », en adjudication définitive, le 7 brumaire an III (27 octobre 1794), et porté d'abord à la somme de 100.000 fr.

« Il consistait, écrit le procès-verbal, en une maison bien « bastie, tant en elle-même qu'en ses dépendances, bastie en « pierres et en briques, contenant ladite maison plusieurs « chambres, greniers, avec cour, terrasse, chay, écurie, le tout « en très bon estat, jardin, verger, charmille, prés, vignes, « bois taillis, etc. » De nombreux acquéreurs se le disputèrent et poussèrent son prix d'achat jusqu'au delà de 200.000 francs. Finalement, et après plusieurs ventes successives, il fut acheté par M. Grenier, aîné, de Clairac, pour la somme de 220.000 francs (1).

Il est resté depuis en sa possession et appartient aujourd'hui à ses descendants, qui l'ont divisé en trois parts.

PH. LAUZUN.

Carency; au 4 de gueules, au pal de vair, à la bordure engrelée d'argent qui est d'*Escars-Carency*; sur le tout, d'argent à 3 feuilles de houx de sinople qui est de *Quelen*. Couronne de prince sur l'écu, et couronne ducale sur le manteau : Devise : *Acize, Arize*.

(1) Archives du château de Calonges. Pièce qu'a bien voulu nous communiquer, en nous autorisant à la reproduire, M. Martory, propriétaire actuel d'une partie du château. Qu'il veuille bien, pour tous les renseignements qu'il nous a donnés, agréer ici l'expression de notre gratitude.

ARCHÉOLOGIE AGENAISE

XXVI

Quoi qu'il m'en puisse coûter, je saurai résister au plaisir de parler des belles lampes antiques que mon bon vieux maître, M. Edward Barry, avait recueillies, il y a quelques cinquante ans, tant à Agen qu'à Bon-Encontre, et que j'ai si souvent admirées dans sa belle collection, la plus riche en objets de choix qui ait été jamais formée dans le Sud-Ouest. La monographie des appareils d'éclairage, dans le pays d'Agenais, est trop complexe, trop importante, pour être même effleurée dans ces notes, simples pierres d'attente, matériaux mis à pied d'œuvre pour les synthèses futures. Il était pourtant difficile de ne pas songer au beau *lychnus* de bronze, que M. Barry a décrit comme provenant « de l'antique *Aginnum*, près d'une fabrique de cordages qui appartenait à cette époque à M^{me} veuve Laborde (1) », en voyant la charmante petite *lucerna* qui a été offerte au Musée d'Agen par M. Angely, officier d'administration du génie. Ce bronze, en effet, fut recueilli avec une petite cuiller à fard dans des travaux de déblai exécutés dans les dépendances de la caserne Valence, bien près, par conséquent, du point où fut trouvée la lampe de la collection Barry. La nouvelle *lucerna*, de dimensions moyennes, est d'une forme très élégante dans sa simplicité ; au-dessus de l'anneau qui servait à la prendre se dresse un appendice, malheureusement abîmé, qui devait figurer une feuille d'arbre. M. Barry en possédait un très bel échantillon de même genre, mais dont j'ai oublié la provenance.

Et puisque je suis à évoquer les souvenirs déjà lointains de cette riche collection *lychnologique*, je ne terminerai pas cette note, écrite aux premiers jours de l'année 1904, sans adresser au lecteur bénévole de ces notules archéologiques, le vœu de bonne année inscrit sur une lampe antique en terre cuite, publié par M. Barry après le comte de Caylus (2),

ANNVM NOVVM FAVSTVM FELICEM TIBI.

J. M.

(1) *Mém. de la Soc. d'Archéol. du Midi de la France*, 1865, p. 32.

(2) Barry, *loc. cit.*, *ibid.* — Caylus : *Recueil*, t. iv, p. 38.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

ETUDES SUR LA FRONDE EN AGENAIS ET SES ORIGINES. — LE DUC D'EPERNON ET LE PARLEMENT DE BORDEAUX (1648-1650). — 1^{re} PARTIE. — *Seconde édition, revue et considérablement augmentée.* (Villeneuve-sur-Lot, imp. Renaud Leygues, 1903, in-8° de 392 pp.)

Pour aussi épris qu'un auteur puisse être de ses œuvres, reconnaissons qu'il lui faut un certain courage, lorsqu'il les considère sinon défectueuses du moins incomplètes, pour les reprendre, avouer les erreurs, corriger les omissions qui se sont glissées dans le feu d'un premier travail, et ne pas hésiter à publier une seconde édition, en vue d'arriver à ce qu'il croit être la perfection.

Ce tour de force, M. le docteur Couyba vient de l'accomplir. Il a jugé insuffisant le premier fascicule de sa grande et remarquable étude sur la Fronde en Agenais ; et, tenant la promesse qu'il avait faite de le compléter, « ces premières pages, écrivait-il, n'étant qu'un simple cadre pour un travail d'ensemble ultérieur plus complet et plus nourri », il élargit ce cadre, donne à son sujet toute l'ampleur désirable, et nous présente enfin un dernier-né, fruit de longues et laborieuses recherches, qui comme constitution et vigueur ne le cède en rien à ses aînés.

Les lecteurs de cette Revue savent à quoi s'en tenir sur la valeur de l'œuvre de M. le docteur Couyba. Chacun de ses volumes a vu, dans les tomes précédents, son apparition saluée par un article aussi juste que flatteur de M. G. Tholin. Toutes les réflexions que les misères de la Fronde ont pu suggérer au savant auteur de la *Ville d'Agen pendant les guerres de religion* nous ont été soumises et ici même amplement développées. Il serait oiseux d'y revenir.

Ce que nous voulons simplement signaler aujourd'hui et que nous

ne saurions trop louer, c'est la probité historique de M. le docteur Couyba, qui pousse le scrupule jusqu'à faire réimprimer son ouvrage, uniquement parce qu'il a découvert des documents nouveaux, bien plus, parce qu'il craint de n'avoir pas rendu suffisamment justice à ceux de ses prédécesseurs dont les modestes travaux l'ont aidé dans la voie où il s'est engagé.

« Au cours des recherches qu'il nous a fallu faire pour écrire les « deuxième et troisième parties de la *Fronde en Agenais*, nous avons « rencontré de nombreux documents qui nous permettent aujourd'hui « de compléter et aussi de modifier dans ses traits généraux et parti- « culiers la physionomie de la première partie. Le désir d'être plus « complet et plus vrai, tant au point de vue des événements que des « personnages qui y figurent, nous a conduit à publier cette seconde « édition. » On ne saurait mieux dire.

Ce premier volume est consacré tout entier aux origines de la Fronde en Guienne, c'est à-dire à la mémorable querelle de d'Epernon et du Parlement de Bordeaux.

« Il ne nous déplaît point de penser, écrit l'auteur, que quelque « érudit bordelais, — et il ne manque pas d'érudits dans cette « savante ville de Bordeaux, — que ce futur historien, que j'appelle « de tous mes vœux, voudra bien se donner la peine d'écrire l'histoire « de la Fronde en cette cité et qu'il trouvera ici quelques jalons qui « l'aideront à en parcourir la route. »

Et citant un passage où M. Camille Jullian, l'éminent professeur de la Faculté des Lettres de Bordeaux, certifie que « la vraie Fronde, « dangereuse et permanente, a été à Bordeaux et non à Paris, pen- « sant que le plus grand desideratum de l'histoire de France sous « Louis XIV est une histoire de la Fronde bordelaise », M. Couyba d'ajouter : « Ah ! si M. Camille Jullian voulait ! » M. Jullian n'ayant pas voulu, — du moins jusqu'à présent, — M. Couyba le devance ; et, s'il ne cherche pas à s'élever comme tant d'autres jusqu'aux hauteurs de la philosophie de l'histoire, il met en revanche tous ses soins à nous révéler un tas de faits précis, authentiques, indiscutables, qui aident singulièrement à démêler l'écheveau si embrouillé des affaires de ce temps et que personne ne connaissait avant lui.

Et puis, que de renseignements inédits sur les événements qui touchent plus particulièrement Agen, sur Nanon d'Artigues, la trop célèbre Anne de Maurès, pour laquelle fut élevé le somptueux château de Malconte, sur la sédition de 1635 provoquée par la Gabelle, l'in

surrection des Croquants de 1637, la démolition du temple de Pujols et du château de Lusignan, sur la puissante famille de Caumont dont tous les partis recherchaient l'appui, sur le siège mémorable de Bordeaux en 1650, l'arrivée à Agen du prince de Condé, en un mot sur l'état d'esprit de la Guienne en ces premières heures de la Fronde et avant que la guerre, ouvertement déclarée, n'ensanglantât l'Agenais. Un index onomastique et topographique facilite les recherches, en même temps qu'une table générale fournit les sommaires des divers chapitres, appendices indispensables que ne contenait pas la première édition.

L'œuvre de M. le docteur Couyba est définitive. Elle sera utilement consultée par tous ceux qu'intéresse cette période si mouvementée de notre vie nationale. Elle dépasse du reste de beaucoup les bornes d'une simple histoire de province. Par ses vexations de toutes sortes, son orgueil, son avidité, d'Epéron mit le feu aux poudres et ameuta contre lui toute la Guienne. Sans lui, le Parlement de Bordeaux n'aurait jamais osé engager la lutte contre l'autorité royale. Sans le Parlement de Bordeaux, la Fronde ne serait pas devenue ce qu'elle a été ; peut-être même n'aurait-elle jamais existé.

En mettant ces vérités en lumière, et en en déduisant avec une logique irréprochable toutes les conséquences, M. le docteur Couyba a fait œuvre éminemment utile. Ce n'est que par l'étude minutieuse des petites causes que l'on peut arriver à juger sainement les grands effets.

P. L.



NÉCROLOGIE

M. Pierre Hébrard, dont la mort vient de mettre en deuil la *Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*, était né à Casseneuil, le 22 avril 1835. On se demande s'il eut une enfance. Il n'eut certainement pas de jeunesse, et, du premier coup, pour ainsi dire, il atteignit son point de maturité. Au rapport de ceux qui furent ses condisciples, il était déjà, sur les bancs de l'école, ce qu'on le vit toujours : laborieux et austère. Il fit ses études, dans les deux séminaires d'Agen, non sans distinction.

Ordonné prêtre en 1859, il fut aussitôt nommé vicaire à Monflanquin, puis desservant de Roumagne en 1862. Il semble que sa régularité exemplaire et ses succès d'étudiant (il avait obtenu le grade de licencié en théologie (1) l'année de sa prêtrise), auraient dû le désigner, même au début de sa carrière, pour des postes plus importants ou plus en vue, et, en tous cas, moins excentriques. On croit que l'ardeur de ses opinions ultramontaines lui avait attiré, alors, de la part de ses supérieurs encore mal dégagés des vieilles idées gallicanes, une sorte de disgrâce ou de défaveur. Peu d'années après, le triomphe éclatant du parti qu'il avait embrassé dès la première heure allait contribuer, pour une large part, à sa fortune. Tant il est vrai que bien souvent ici-bas tout n'est qu'action et réaction.

(1) Ses deux thèses pour la licence en théologie ont été imprimés sous les titres suivants :

1^o *De l'établissement et des progrès du Christianisme jusqu'à la chute du Paganisme*. — Agen, imp. P. Noubel, 1859, in-8^o de 82 pp.

2^o *Existit mysterium Sanctissimæ Trinitatis*. — Agen, ibid, 1859, in-4^o de 82 pp.

En attendant, le jeune prêtre ne s'abandonna pas lui-même. Tous les loisirs que lui laissait un ministère peu chargé, il les consacra si bien à la culture de son esprit qu'au mois de septembre 1863, il passait brillamment à Poitiers, devant une commission canoniquement instituée, son examen de doctorat en théologie (1). Plus tard, il devait prendre encore le bonnet de docteur en droit canon. La science dont il fit preuve pendant la soutenance de ses thèses attira sur lui tout particulièrement la bienveillance de Monseigneur Pie, d'illustre mémoire, et s'il avait souffert de l'ostracisme dont on avait pensé le frapper, les faveurs dont l'honora le grand évêque de Poitiers lui furent sans doute, en ce moment, une très précieuse consolation.

Elles contribuèrent surtout, non moins que ses succès, à l'élever dans l'opinion de son parti. Aussi, à son retour, lui fit-on, non pas le grand triomphe assurément mais l'ovation. Bon gré mal gré, l'administration se dérida enfin et le transféra, en 1869, à Lauzun. C'était pour Monsieur Hébrard, curé de canton, archiprêtre à 34 ans, le commencement de la revanche.

Son passage à Lauzun est marqué, pour les Lettres, par la publication qu'il fit, en 1870, d'un fort volume intitulé : *Les articles organiques devant l'histoire, le droit et la discipline de l'Eglise*. Qui ne voit qu'un tel sujet requiert, chez celui qui veut l'aborder, une profonde connaissance du droit canonique en général, cela va sans dire, et aussi très spécialement de l'ancien droit canonique français ? Peut-être dépassait-il les forces d'un jeune juriste autodidacte, éloigné des bibliothèques ? Peut-être aussi l'auteur ne s'était-il proposé qu'une œuvre de polémique courante plutôt que de science pure ? Quoi qu'il en soit on ne peut dire qu'elle fortune aurait eue cet ouvrage en des jours tranquilles, car il sombra, tout de suite, avec tant d'autres du même genre, dans l'affreuse tourmente de l'année terrible. *Habent sua fata*. Comme épaves, c'est à peine si Monsieur Hébrard recueillit les titres un peu vagues et dont il ne tirait pas d'ailleurs vanité, de *socius* d'Innsbruck et de *lauréat* de l'Université de Louvain.

L'année 1871 vit monter sur le siège épiscopal d'Agen un prélat très fortement imbu des idées romaines. Son premier soin fut de

(1) Cet examen porta sur deux thèses, l'une théologique : *De satisfactionis Christi perfectione*. — Toulouse, imp. Troyes, 1863, in-8° de 96 pp. L'autre historique : *Les jugements de Dieu au moyen-âge*. — Toulouse, ibid, 1863, in-8° de 99 pp.

s'entourer d'ecclésiastiques qui pensaient comme lui. Aussi bien s'empressa-t-il d'appeler, auprès de lui, Monsieur Hébrard, en lui conférant, le 2 décembre de cette même année, le titre de chanoine titulaire. Puis, pour contrebalancer, sans doute, dans son Conseil, des influences qu'il était moralement obligé d'y souffrir, il lui donnait, peu de temps après, des lettres de vicaire-général honoraire.

Tout à coup, en 1874, cet évêque, Monseigneur d'Outremont, est transféré au Mans. Le pouvoir ecclésiastique tombe, par le fait, entre les mains du chapitre cathédral qui doit, suivant le droit, procéder à l'élection des vicaires capitulaires chargés d'administrer le diocèse pendant la vacance du siège. Or ce chapitre paraît divisé en deux fractions égales. Pour tout concilier, il aurait peut être suffi d'élire un candidat dans l'un et l'autre parti. Il est d'un usage constant et immémorial, en France, que les vicaires capitulaires sont au nombre pluriel. Mais pour assurer le triomphe de leur parti ou, si l'on veut, de leur cause, les ultramontains du chapitre décidèrent qu'il n'y aurait qu'un seul élu et que cet élu serait pris parmi eux. D'après le droit canon, disaient-ils, il ne faut qu'un seul vicaire capitulaire ; d'après le droit canon, pour être éligible à cette fonction, il faut être docteur. Ainsi Monsieur Hébrard, le seul docteur du chapitre et peut-être du diocèse ou à peu près, devenait le candidat unique et nécessaire. Malheureusement ces raisons, on le comprend, étaient peu goûtées dans le parti adverse et il paraissait difficile d'en détacher la voix qui eût donné la majorité. Alors on adjura Monsieur Hébrard, au nom de la cause ultramontaine, au nom des principes qu'il avait toujours professés, de faire une sainte violence à sa modestie et de voter pour lui-même. Ayant consenti à ce sacrifice, il fut enfin nommé le 1^{er} janvier 1875, à une voix de majorité — la sienne — vicaire capitulaire et seul vicaire capitulaire.

Cette élection ne manqua pas de soulever les passions en sens contraires. Les vaincus en appelèrent au métropolitain qui s'émut ; les vainqueurs se tournèrent vers Rome pour lui demander son appui souverain. Mais les événements se précipitèrent si vite que l'affaire fut, pour ainsi dire, écrasée dans l'œuf. En effet, Monseigneur Fonteneau, vicaire-général de Bordeaux, nommé à l'évêché d'Agen, — il est permis de croire que le métropolitain, fin politique, ne fut étranger ni au choix de ce prélat ni à sa prompte nomination — était sacré le 25 du même mois de janvier et faisait, dès le lendemain, son entrée dans sa ville épiscopale.

Pendant son consulat si éphémère, Monsieur Hébrard publia deux

mandements (1). Dans l'un il annonçait sa prise de possession du pouvoir et c'est un véritable manifeste en faveur des idées ultramontaines. Il célébrait, dans l'autre, les vertus et les mérites de M. Bordes, ancien vicaire-général, homme pieux, savant et très modeste, que Dieu venait de rappeler à lui.

Monsieur Hébrard rentra donc ensuite dans la pénombre. Les lettres et les sciences ecclésiastiques le reprirent tout entier et cette période de sa vie fut des plus fécondes. En 1878, il publie un ouvrage qui le place, en bon rang, parmi les hagiographes : *Sainte Jeanne de Valois et l'Ordre de l'Annonciade, précédé d'une introduction sur la vie religieuse*. Ce livre eut, en 1884, les honneurs d'une traduction italienne. Plus tard, il fut remis sur le métier et il reparut sous ce nouveau titre : *Histoire de sainte Jeanne de France, duchesse d'Orléans et de Berry*. Ne serait-ce pas là le chef d'œuvre de Monsieur Hébrard ? *Le catéchisme du Jubilé de Claude Joly, évêque d'Agen, recu, corrigé, mis dans un ordre nouveau et considérablement augmenté*, tel est le fruit de l'année 1879. Après s'être ainsi fait la main, Monsieur Hébrard entreprit la refonte du *Catéchisme du diocèse d'Agen* dont l'impression cessa d'être agenaise et qui parut, pour la première fois sous sa nouvelle forme, l'année suivante. C'est de la même plume qu'il devait écrire, vingt ans après, les derniers *Statuts synodaux* du Clergé agenais dont l'utilité se faisait aussi vivement sentir.

On lui doit aussi deux études historiques que l'on est bien tenté de considérer comme des modèles du genre, tant il y a de clarté dans l'exposition, de sûreté dans la méthode, de rigueur dans les conclusions, de netteté dans le style. La première parut en 1882, sous ce titre : *Un ancien évêque d'Agen inconnu jusqu'à nos jours, suivi d'un appendice sur les souscriptions du cinquième concile de Paris*. La seconde est de 1891 : *Encore un Evêque d'Agen inconnu jusqu'à nos jours. Note critique sur le premier concile de Clichy*. Monsieur Hébrard a fourni encore une importante contribution à l'histoire locale par sa monographie : *Le couvent des Sœurs de saint Joseph ou des pauvres Orphelines d'Agen*.

(1) Mandement de M. le Vicaire capitulaire élu par le vénérable Chapitre de l'église cathédrale d'Agen pour l'administration du Diocèse pendant la vacance du siège (6 janvier 1875). Agen, imp. P. Noubel, in-4° de 10 pp.

Au Clergé du Diocèse, à l'occasion de la mort de M. l'abbé Bordes, chanoine honoraire, ancien vicaire général (15 janvier 1875). Agen, ibid., in-4° de 4 pp.

Cet ouvrage vit le jour en 1886. Or, à cette date, la fortune ayant de nouveau changé à l'avènement d'un autre évêque, dont le premier acte avait été de fermer le temple de Janus, Monsieur Hébrard était, depuis quelques mois, vicaire général titulaire. Il avait été fait, presque en même temps, protonotaire apostolique. Depuis Jean Soldadier, — *sol dat diem* — grand archidiacre d'Agen sous les évêques Delbène et Joly, il est peut-être de tous les ecclésiastiques de ce diocèse, le seul, avec son ancien collègue, aujourd'hui évêque d'Angers, qui ait été honoré de cette prélature. Soit par modestie, soit par respect pour nos mœurs françaises qui réservent toute leur considération pour la dignité épiscopale, il n'en revêtit que très rarement les insignes. Il fut toutefois suffisamment monseigneurisé pour être admis dans les chapitres d'honneur — création récente — d'Agen et d'Angers. Enfin la chancellerie romaine lui avait décerné la croix *pro Ecclesia et Pontifice*.

Ni l'éclat de ces distinctions, ni les lourdes et absorbantes occupations de sa nouvelle charge ne purent complètement le distraire de la culture des bonnes lettres. En deux plaquettes, l'une éditée en 1894 : *Les prébendes de l'abbé de Bellile de Jaubert* ; l'autre qui parut en 1902 : *Querelles et démêlés d'un curé avec ses paroissiens*, il nous a fidèlement retracé quelques scènes curieuses de la vie ecclésiastique, dans cette province, sous l'ancien régime. Lui aussi disait volontiers avec le poète :

*Nescio qui natale solum dulcedine cunctos
Ducit, et immemores non sinît esse sui.*

Sa brochure : *Jules Mascaron, évêque d'Agen. — Une visite à Casse-neuil*, fut son tribut d'écrivain à sa ville natale.

Monsieur Hébrard n'était pas né orateur. Il travailla, paraît-il, à le devenir, mais sans grands succès. S'il n'avait pas le talent de la parole qui passe et meurt tout entier, il possédait, à un certain degré, le style sérieux et grave qui résiste et demeure. Aussi lira-t-on toujours, avec profit, les quelques pièces d'éloquence qu'il nous a laissées : *Le bienheureux Chanel dans sa préparation au sacerdoce* ; *Panegyrique de sainte Jeanne de Valois* ; *Panegyrique de saint Phébade, évêque d'Agen*.

Sa dernière œuvre restée inédite est une vie de Claude Joly pour lequel il avait toujours eu une particulière prédilection. Comme s'il avait senti sa fin prochaine, c'est avec une énergie de désespoir qu'il y travailla, jusque sous les ombres de la mort. Ses confrères de la



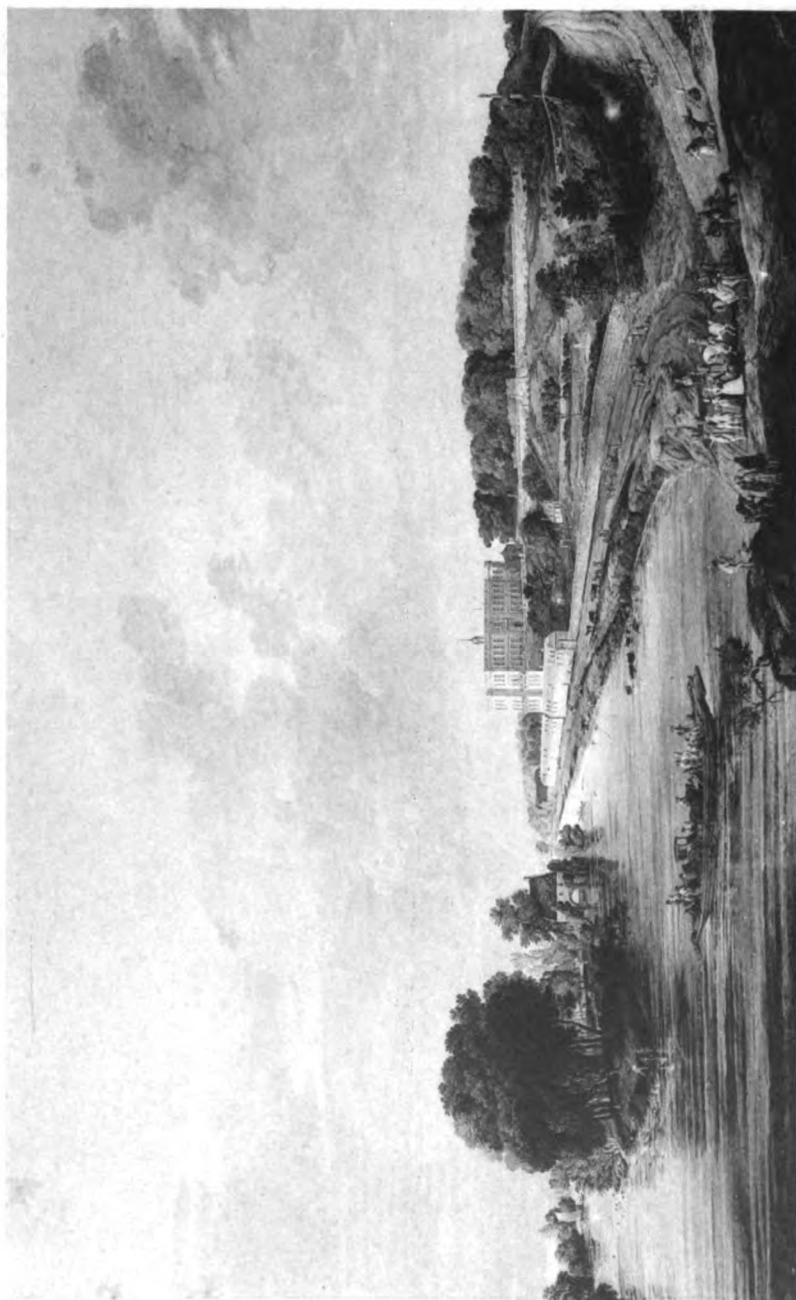
Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen n'oublieront jamais cette séance du 3 décembre 1903 où déjà réduit à son dernier souffle, il s'était trainé, dans un effort suprême de sa volonté, pour y faire lire un chapitre de son livre inachevé et lui assurer par là, autant que possible, le droit à la vie. Il était entré dans cette compagnie en 1877 et dès la première heure, il y avait conquis l'estime de tous par sa réelle valeur. Il y avait aussi gagné tous les cœurs par son urbanité, sa simplicité et sa modestie. Il fut élevé deux fois aux honneurs de la présidence en 1881 et en 1894.

Cette visite à la Société qu'il aimait tant fut sa dernière sortie. Son état devint bientôt désespéré, et, le 30 décembre 1903, il s'endormait pieusement dans le Seigneur. Ses confrères assistèrent en corps à ses obsèques, et en leur nom, leur secrétaire perpétuel, M. Philippe Lauzun, avec une respectueuse tristesse, salua son cercueil.

Maintenant Dieu l'a jugé. L'histoire le jugera aussi, car il appartient à l'histoire, j'entends à notre petite histoire. Elle rendra sûrement justice à ses vertus, à son mérite, à son amour du travail. Elle dira dans quelle mesure il posséda cette vraie noblesse de l'homme, le caractère. Elle dira dans quelle mesure il se montra juste dans l'exercice du pouvoir et ferme dans la défense des intérêts dont il eut la charge. Pour nous, nous n'avons qu'à nous incliner, avec un respect attendri, devant la tombe de celui qui fut deux fois notre parrain : à notre très chère *Société des Lettres, Sciences et Arts* et au Chapitre.

A. DURENGUES.





Cliché Ph. Lauzun

LE CHATEAU DE VÊRETZ EN 1771
(GOUACHE DE BLARENBERGHE A LA PRÉFECTURE D'AGEN)



1771

THE CHATRA

LE CHATEAU DE VÉRETZ

ET

LES DUCS D'AIGUILLON

Trop d'intimes rapports ont uni au XVIII^e siècle les ducs d'Aiguillon à l'Agenais pour ne pas que nous considérions comme un devoir de signaler tous les ouvrages les concernant. Depuis quelques temps déjà les faits et gestes de ces grands seigneurs semblent de plus en plus piquer la curiosité des chroniqueurs. Aussi n'est-ce pas sans une certaine satisfaction que nous avons vu les historiens les plus sérieux se ranger à l'avis qu'un des premiers nous avons émis sur leur compte (1), et, par la divulgation de documents, jusqu'ici volontairement passés sous silence, chercher à laver leur mémoire de la plupart des accusations lancées contre elle par les écrivains peu consciencieux de l'époque de la Révolution.

En publiant la *Correspondance du chevalier de Fontette*, M. Henri Carré a présenté sous un jour nouveau celui qui passait, bien à tort, pour avoir voulu imposer par les

(1) Voir la *Préface* de notre travail : *Documents relatifs à l'entrée du duc d'Aiguillon à Agen et à Condom, en 1751. (Revue de l'Agenais, xi, 1884 et tir. à part. Imp. Lamy, 1885. In-8° de 77 p.)*

moyens les plus tyranniques et de la façon la plus arbitraire ses volontés au Parlement de Bretagne (1) ; et si, plus récemment, M. Pocquet nous montre au contraire le duc d'Aiguillon poursuivant de sa haine injuste La Chalotais (2), en revanche le premier ministre de Louis XV trouve en M. Marion un défenseur convaincu, qui prouve combien l'opinion publique, faussement trompée par les insinuations calomnieuses des encyclopédistes et des philosophes, s'est méprise en octroyant le beau rôle à l'ancien procureur général des Etats de Bretagne, alors qu'il justifie facilement le duc de la plupart des reproches qui lui ont été adressés (3).

Le débat n'est pas encore clos. Il ne le sera que lorsque tous les membres de la famille de Vignerot auront trouvé un historien assez impartial pour reprendre chacun des griefs qui leur sont imputés, peser dans la balance toutes les pièces du procès et faire à chacun d'eux la part du bon et du mauvais qui leur revient.

En attendant, il ne peut être que très favorablement accueilli des Agenais le beau travail que M. l'abbé L. Bosseboeuf, président honoraire de la Société archéologique de Touraine, vient d'écrire sur leur résidence préférée, ce superbe château de Véretz, démoli de fond en comble à la Révolution et dont les deux gouaches de Blarenberghe de la Préfecture d'Agen ont seules, au XVIII^e siècle, perpétué le souvenir. Car, si ces admirables peintures sont les perles de la collection de tableaux qui, provenant de l'ancien château d'Aiguillon, ornent encore

(1) *La Chalotais et le duc d'Aiguillon. Correspondance du chevalier de Fontette*, par Henri Carré. Paris, Libr. et Impr. réunies, 7, rue Saint Benoît 1893. In-8° de 616 pages.

(2) *Le pouvoir absolu et l'esprit provincial. Le duc d'Aiguillon et La Chalotais*, par Barthélemy Pocquet. Libr. acad. Perrin, 1900-1901. 3 vol. in-12.

(3) *La Bretagne et le duc d'Aiguillon*, par Marcel Marion, professeur à l'Université de Bordeaux. Paris, A. Fontemoing, éditeur. 1898. In-8°.

les salons de l'hôtel départemental, elles rehaussent par leur reproduction en héliogravure bistrée la valeur artistique de l'ouvrage, l'unissant en quelque sorte d'une façon toute particulière à notre pays. Il est donc juste que nous lui consacrons une mention spéciale en analysant ses plus substantielles pages, où défilent d'une manière très heureuse, si bien mises en relief, quelques-unes des plus originales figures de l'ancienne société française.

Le château de Véretz, son histoire et ses souvenirs (1), se recommande par un grand luxe d'édition. Grand in-8° de 576 pages, cet ouvrage est illustré de 255 planches, dont les deux héliogravures, représentant non seulement ce superbe édifice sous toutes ses faces et à tous les âges, mais aussi les plus remarquables monuments de la région. Tout ce que la science préhistorique, les fouilles gallo-romaines, l'étude ardue du haut moyen-âge, les souvenirs artistiques de la Renaissance, les nombreux documents des derniers siècles, les généalogies, les biographies, les archives de famille ont pu lui apprendre, M. Bossebœuf le prodigue à ses lecteurs, dévoilant, en un style imagé, bien en rapport avec le sujet, les multiples richesses archéologiques et historiques que recèle ce merveilleux pays.

Dans une Préface, élégamment écrite, il commence par rendre un hommage discret au Mécène généreux sous le patronage duquel son livre a été publié. Puis il décrit, le plus pittoresquement du monde, ces rives enchanteresses de la Loire et du Cher, où, s'il faut en croire la légende, « Louis XIV aurait songé à y asseoir un palais, digne de sa puissance et de ses rêves. » Nul site n'offre plus de

(1) Tours. impr. Tourangelle, 1903.

charmes que ce coteau de Véretz, sur la rive gauche du Cher, « d'où, à chaque heure du jour, la vallée présente « un aspect séducteur dont on jouit surtout du haut des « superbes terrasses du château. »

Un castel fut bâti en cet endroit dès le plus haut moyen-âge, très probablement sur les ruines d'une villa gallo-romaine, dont l'existence est attestée par les vestiges de toutes sortes qui, non loin de là, jonchent le sol. Il fut d'abord possédé au ^{xii}^e siècle par une famille de Coron, puis aux ^{xiv}^e et au ^{xv}^e par les Trousseau, les Boucicaut, les d'Avoir, les Bueil, les de Giac, enfin par Catherine de l'Ile-Bouchard, dont le fils, Louis de la Trémoille, prince de Talmont, comte de Guines, est qualifié en 1475 seigneur de Véretz. Mais déjà cette première demeure tombait en ruines, ayant été plus d'une fois mutilée pendant la guerre de Cent ans.

Il était réservé à Jean de la Barre, prévôt de Paris, lieutenant général de l'Ile-de-France, qui succéda à Georges de la Trémoille, de reconstruire magnifiquement le château de Véretz au début du ^{xvi}^e siècle et de l'orner de tout ce que la première Renaissance pouvait lui offrir d'artistique et d'élégant.

« Ce monument, écrit M. Bossebœuf, comprenait un
« grand corps de logis regardant le nord et l'est, et était
« appuyé sur un mur de soutienement qu'il surplombait.
« L'aile centrale, au rez-de-chaussée et au premier étage,
« était éclairée de fenêtres à meneaux de pierre avec
« pilastres et couronnement de style Renaissance. Il en
« était de même des lucarnes avec joli fronton se déta-
« chant sur le toit aigu ; et à chaque bout une cheminée
« monumentale au conduit ornementé dominait la toiture
« en ardoises. Un balcon en fer forgé, sans doute dans le
« genre de celui d'Amboise, courait le long de cette façade.
« L'aile septentrionale était flanquée aux deux extrémités

« d'un pavillon en saillie et surélévation sur le reste, dont
« le dernier étage servait de combles, que couronnaient
« quatre épis de grande dimension. »

Deux ailes encadraient la cour d'honneur bordée d'une galerie, comme à Ussé, à Pressigny, au château d'Oiron. Celle de l'est regardait le bourg, qui s'étageait au-dessous, et se terminait par deux tours rondes entre lesquelles s'ouvrait la principale porte d'entrée. Celle de l'ouest s'appuyait également sur deux tours, une ronde et une carrée, cette dernière couronnée par une élégante lanterne. Au-dessus de la grande porte, se détachait la statue équestre, non de François I^{er}, comme on l'a cru longtemps à tort, mais de Jean de la Barre, le constructeur du château. On garde encore sa tête couverte d'un casque empanaché et qui est des plus expressives. A l'ouest, s'étendaient de magnifiques terrasses, ombragées par des arbres séculaires.

Un dessin, très net et très intéressant, de Gaignières, fait en 1699, a conservé le souvenir de ce qu'était le château de Véretz au xvi^e siècle.

Jean de la Barre fut fait prisonnier à Pavie et suivit François I^{er} en Espagne. Il n'en revint que pour mourir peu après, en 1534, non sans avoir reconstruit l'église paroissiale, édifié la chapelle seigneuriale, et terminé sa superbe demeure, qui pouvait rivaliser de pair avec les plus beaux châteaux de la Touraine.

Après lui, Véretz passa entre les mains de son frère Antoine, archevêque de Tours, puis de François de Courtenay, de Jean d'Estouteville, des familles de Varie et de Coué, enfin de Pierre Forget, seigneur du Fresne, qui en fit l'acquisition en l'année 1595.

D'une vieille famille de Touraine, marié à Anne de Beauvillier, le nouveau châtelain joua un rôle important dans les affaires politiques de cette époque. L'un des

conseillers les plus écoutés d'Henri IV, il prit part, comme tel, à la rédaction de l'édit de Nantes, dont les articles furent longuement discutés entre lui et le pasteur Daniel Chamier, au château même de Véretz. Ce qui a fait écrire au curé dudit lieu, dans son registre paroissial, la mention suivante : « *L'année que la paix fut signée au chasteau de Véretz.* »

Les héritiers de Pierre de Forget ne purent conserver son opulente demeure. Ils la vendirent en 1637, après une liquidation fort embrouillée, à Denis Le Bouthilier, frère de Victor, archevêque de Tours, et père d'Armand-Jean Le Bouthilier, plus connu dans l'histoire sous le nom de l'abbé de Rancé.

La vie de Rancé n'a pas besoin d'être résumée ici : Chateaubriand l'a immortalisée. Qu'il nous suffise de dire que le futur châtelain de Véretz eut une jeunesse des plus mouvementées. Quoique prêtre, et prêtre très digne, il se livrait, ainsi que l'autorisaient les licences de son époque, à tous les exercices physiques du corps. Grand chasseur, parfait écuyer, il menait de front les plaisirs mondains et les études théologiques. Délégué en 1655 à l'Assemblée générale du Clergé, il fut peu après nommé aumônier de Monsieur, frère du roi. Un événement inopiné modifia tout à coup sa destinée. La belle duchesse de Montbazon, son amie, mourut presque subitement d'une congestion, occasionnée par la rougeole. Frappé dans ses plus intimes affections, l'abbé de Rancé se retira aussitôt du monde, s'enfuit de Paris et se réfugia à Véretz. Il y demeura deux ans, plongé dans les plus salutaires réflexions, ne voyant presque personne, tout entier à son deuil et aux pratiques de la religion. Au bout de ce temps, il s'enferma à jamais à la Trappe, « où par ses mérites, sa sainteté, son génie et « ses travaux, il devint l'oracle de son temps. »

En même temps, il vendait en 1662, d'accord avec son frère, le domaine de Véretz à l'abbé d'Effiat et au duc de Mazarin, qui l'achetaient par indivis pour la somme de 60.000 livres.

Une ère nouvelle allait s'ouvrir pour le château de Véretz. « Mais, ainsi que le dit M. Bosseboeuf, ses
« annales pourront nous présenter des fêtes plus éclatantes et des personnalités plus voisines du trône. Elles
« ne sauraient nous offrir de figure plus sympathique et
« plus attirante que celle d'Armand de Rancé. Son séjour
« à Véretz donne à cette résidence comme une auréole
« dans laquelle toutes les gloires mondaines s'achèvent
« dans le couronnement des harmonies divines et dès
« transfigurations humaines. »

Le passage de l'abbé d'Effiat à Véretz marque comme une transition entre la retraite austère de l'abbé de Rancé et les fêtes somptueuses qu'y donnèrent plus tard les Mazarin et les d'Aiguillon.

Fils d'Antoine Coeffier, dit Ruzé, marquis d'Effiat, bailli et lieutenant général de Touraine, frère du fameux Cinq-Mars qui périt sur l'échafaud, dernière victime de l'omnipotence de Richelieu, l'abbé Jean d'Effiat, celui qu'on appelait ironiquement « le petit Cardinal », fut de bonne heure comblé des faveurs royales. Abbé commendataire de Saint-Sernin de Toulouse et de bien d'autres abbayes, il se plaisait à faire de longs séjours en Touraine et à recevoir dans son château tous ceux qui à la Cour l'avaient honoré de leurs faveurs. Aussi y voit-on défilier tout ce que le siècle de Louis XIII a de plus spirituel et de plus lettré. C'est La Rochefoucauld, le célèbre auteur des *Maximes*, mal en Cour depuis ses fredaines de la Fronde, qui, en 1676, va se reposer de longs mois sous les ombrages des bords du Cher. C'est surtout Madame de

Sévigné, qui, à maintes reprises, visita la demeure de l'abbé avec lequel ses lettres nous la montrent particulièrement liée :

« Que dites-vous de l'infidélité de mon mari l'abbé
« d'Effiat, écrit le 28 octobre 1671 la spirituelle marquise
« à sa fille, alors que l'on venait de lui apprendre l'idylle
« ébauchée par l'abbé avec la fille de M^{me} de La Bazinière.
« Je suis malheureuse en maris. Il a épousé une jeune
« nymphe de quinze ans, façonnière et coquette en perfection. Le mariage s'est fait en Touraine. Il a quitté
« quarante mille livres de rentes de bénéfice pour.... Dieu
« veuille qu'il soit content. Tout le monde en doute et
« trouve qu'il aurait mieux fait de s'en tenir à moi. » Bien entendu, ce mariage ne se fit pas.

Quatre ans après, elle raconte ainsi une de ses visites à Véretz :

« J'ai couché à Véret cette nuit, écrit-elle à sa fille le
« samedi 14 septembre. M. d'Effiat savait ma marche ; il
« me vint prendre sur le bord de l'eau avec l'abbé ; sa
« maison passe tout ce que vous avez vu de beau, d'agréable, de magnifique. C'est pays plus charmant

Qu'autre qui soit sur la terre habitable.

« Je ne finirais point. M. et M^{me} Dangeau y sont venus
« dîner avec moi, et s'en vont à Valençay... »

Et plus tard : « J'ai vu en passant l'abbé d'Effiat à
« Véret. Cette maison est merveilleuse. »

L'abbé d'Effiat dut cependant la quitter quelques années avant sa mort, survenue à Paris, à l'automne de 1698. Il n'avait pu restituer à son neveu le duc de Mazarin, copropriétaire, la moitié du prix d'achat, ainsi qu'il avait été convenu entre eux. Ce dernier en demeura donc seul propriétaire, à partir de l'année 1685, époque où il en prit possession.

Le nouveau chatelain de Véretz était l'un des plus grands seigneurs de son époque. Fils de Charles de la Porte, marquis de la Meilleraye, maréchal de France, et de Marie d'Effiat, petit neveu du Cardinal de Richelieu, grand maître de l'artillerie, Armand-Charles de la Meilleraye, « un des hommes du plus grand mérite, de la plus « constante faveur et le plus compté de son temps, » selon les expressions d'un contemporain, osa porter ses regards sur Hortense Mancini et manifesta le désir de l'épouser. De toutes « les illustres Mancines », « les belles Mazarinettes » comme on appelait les nièces de Mazarin, Hortense était la plus séduisante en même temps que la préférée du Cardinal. Longtemps ce dernier hésita, la réservant pour un prétendant plus rapproché du trône. Néanmoins, sentant la mort venir, il consentit au mariage qui fut célébré le 28 février 1671. Le Cardinal combla la fiancée « de millions en argent, en terres, en maisons, en « pierreries, tout en imposant à son neveu la douce obligation de laisser son nom pour prendre celui de Mazarin, « avec le titre de duc. » Voilà comment Hortense devint duchesse de Mazarin et peu après dame seigneuresse de Véretz.

Sa première visite au château, en 1665, fut un événement dans toute la Touraine. Le jeune ménage y revint souvent depuis, et chaque fois le dota d'embellissements nouveaux. De grandes fêtes y furent données. Mais l'éclatante beauté de la duchesse, son tempérament ardent, sa conduite plus que légère, amenèrent vite la brouille entre les époux et bientôt une séparation irrévocable. Nous ne suivrons pas la jeune femme dans ses folles pérégrinations en Italie, en Savoie, en Hollande, en Angleterre où elle mourut : nous dirons simplement que le duc fit plus que jamais de Véretz sa résidence préférée, surtout après le nouveau malheur qui vint le frapper en la personne de sa

filie. « M. le marquis de Richelieu, écrit encore M^{me} de Sévigné, le 23 décembre 1682, a enlevé M^{lle} de Mazarin de Sainte-Marie de Chaillot. Elle court avec son amant, qui, je crois, est son mari, pendant que M. de Mazarin va consulter à Grenoble, à la Trappe et à Angers s'il doit marier sa fille. Le moyen de ne pas perdre patience avec un tel fou ? Cependant, quoique tous les parents assistent au mariage, le Mazarin ne laisse pas de pousser les informations. »

Le ravisseur n'était autre que Louis-Armand du Plessis de Vignerot, marquis de Richelieu, petit neveu du grand cardinal et père du premier duc d'Aiguillon.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que le cardinal de Richelieu avait une sœur, Françoise, qui fut mariée à René de Vignerot et que de ce mariage naquirent deux enfants : un fils, François, qui continua la race, et une fille Marie-Madeleine, qui épousa M. de Combalet, devint veuve de bonne heure et fut l'enfant chérie de son oncle qui la combla de faveurs et l'investit du duché d'Aiguillon. Madame de Combalet fut donc la première duchesse d'Aiguillon (1). Par son testament du 17 mai 1674, elle transmit son héritage à sa nièce Marie-Thérèse de Vignerot, cinquième enfant de son père François, celle qu'on appelait *Mademoiselle d'Agenois*, et qui devint à la mort de sa tante, arrivée en 1675, seconde duchesse d'Aiguillon. Mais elle exerça peu de temps ses droits sur ses terres des bords de la Garonne, car elle entra au monastère des filles du Saint-Sacrement à Paris et y mourut en décembre 1704, non sans avoir au préalable cédé tous ses titres à son neveu Louis de Vignerot, fils de

(1) Voir *La duchesse d'Aiguillon*, par M. Bonneau-Avenant, Paris, Didier, 1879. In-8° de 492 p. avec portrait ; et aussi le compte-rendu que nous avons fait de cet ouvrage dans la *Revue de l'Agenais*, t. vi, p. 469-479, 1879. (Tirage à part).

Jean Amador de Vignerot et de Jeanne de Beauvais et nouveau chatelain de Véretz, de par sa femme Marie-Charlotte de Mazarin, qui en hérita à la mort de son père, le duc de Mazarin, en 1703.

Cependant le marquis de Richelieu cherchait bien moins à acquérir de nouveaux domaines qu'à se faire attribuer par le roi le titre de duc d'Aiguillon, vacant depuis 1704 par la mort de sa tante, M^{lle} d'Agenois. Saint-Simon, qui le détestait, nous a laissé de lui le portrait le moins flatteur. « C'était, dit-il, un homme obscur, ruiné, débauché, « qui avait été très longtemps hors du royaume, pour « avoir enlevé des Filles Sainte-Marie de Chaillot une « fille du duc de Mazarin, qui s'est depuis rendue fameuse « par les désordres et les courses de sa vie errante, belle « comme le jour (1). » Bien plus, chargé par le roi de faire un rapport sur les prétentions qu'émettait le marquis de Richelieu, il nous apprend lui-même dans ses Mémoires qu'il soutint « que le droit s'était éteint en la « personne de la seconde duchesse ; que le marquis de « Richelieu peut bien être seigneur et possesseur du « duché d'Aiguillon, soit comme appelé à cette substitution par M^{me} de Combalet, sa grand-tante, soit comme « héritier testamentaire de Madame d'Aiguillon sa tante ; « mais qu'il ne peut jamais recueillir d'elles la dignité de « duc et pair d'Aiguillon (2). » Le roi lui défendit donc expressément de prendre ces titres ; et l'affaire traîna jusqu'en 1711, « époque qu'elle n'eut pas un meilleur « succès », ajoute l'inflexible duc.

Le marquis de Richelieu avait un fils, Armand-Louis, qualifié de *Comte d'Agenois*, qui épousa le 12 août 1718

(1) *Mémoires du duc de Saint-Simon*, t. xii, p. 343 et suivantes. (Ed. de Boislisle).

(2) *Idem*, p. 346-349.

Anne-Charlotte de Crussol. « Ces mariés, écrit toujours
« Saint-Simon, ont fait depuis du bruit dans le monde ;
« lui par ses charmes, dont les intrigues de Madame la
« princesse de Conti, sœur de M. le duc, ont récompensé
« les longs services et très publics, de l'usurpation jurí-
« dique de la dignité de duc d'Aiguillon, sans cour ni
« service de guerre ; elle, par l'art de gagner force procès,
« de faire une riche maison et de dominer avec empire sur
« les savants et les ouvrages d'esprit, qu'elle a accoutumés
« à ne pouvoir se passer de son attache, et les compagnies
« les plus recherchées à l'admirer, quoique assez souvent
« sans la comprendre (1). »

Le domaine de Véretz fut leur apanage. Le roi l'autorisait enfin à prendre le titre de duc d'Aiguillon.

Armand-Louis de Vignerot du Plessis de Richelieu, comte d'Aginois et Condomois, prince de Portien, marquis de Montcornet, baron de Véretz et de Boulongne, prévôt de Larçay, gouverneur de la ville de La Fère et de la ville d'Aiguillon, fut donc le premier duc d'Aiguillon. Bien qu'habitant Paris une partie de l'année, sa résidence préférée était le château de Véretz. Il y dépensa des sommes folles et y accumula toutes les richesses que sa fantaisie pouvait inventer et désirer. Une nuée d'architectes, de peintres, de sculpteurs, transforma la vieille demeure de Jean de la Barre et l'adapta au goût du jour. Le duc présidait lui-même à tous les travaux.

« Sculpteur, graveur, peintre, architecte, chimiste tout
« à la fois, a écrit de lui un de ses contemporains, s'il a
« besoin de secours dans les divers ouvrages qu'il entre-
« prend, ce n'est que pour l'exécution des justes et gra-
« cieux desseins qu'une imagination féconde et un gout

(1) *Mémoires du duc de Saint-Simon*, t. xv. Edit. Sautélet.

« sûr font éclore chez luy ; ce qu'il y a de plus singulier,
« c'est qu'il ne doit tous ces avantages qu'à luy-même.
« Au reste, ces talens, ouvrage de l'imagination, n'ont
« point affaibli chez luy le gout et la force du raisonne-
« ment le plus abstrait, comme les qualités de l'esprit ne
« servent qu'à relever les sentiments qui forment l'hon-
« nête homme, le bon cœur et le solide amy. »

Une fée bienfaisante d'ailleurs, aussi noble que belle, l'inspirait et transformait tout de sa baguette merveilleuse. C'était la princesse de Conti, Louise-Elisabeth de Bourbon-Condé, fille de Louis III de Condé et de M^{lle} de Nantes, mariée à son cousin, le prince Louis-Armand de Conti, le 9 juillet 1713.

« La princesse de Conti, écrit M. Bosseboëuf, éprouvait
« une sympathie toute particulière pour le duc d'Aiguil-
« lon, qui, de son côté, ne négligeait aucune occasion de
« lui témoigner son affectueux attachement et son plus
« absolu dévouement. » Elle passait, chaque année, de
longs mois à Véretz. Devenue veuve en 1728, elle ne quitta presque plus les bords du Cher. Pour lui plaire, tout fut bouleversé. Les tourelles, les pignons, les toits aigus du xvi^e siècle firent place à des terrasses bordées de balustrades. Les fenêtres à meneaux devinrent sur toutes les façades des baies symétriques à l'instar du palais de Versailles ; et le pittoresque château de la Renaissance fut métamorphosé en un véritable palais italien. L'intérieur fut modifié à l'avenant et meublé avec une profusion et une élégance inouïes. Le parc, lui aussi, s'embellit de tous les agréments à la mode. « On fit sauter les rochers, on
« déracina les vieux arbres, quitte à les transplanter,
« afin de réaliser cette terrasse merveilleuse qu'un pont
« de pierre reliait au premier étage et l'une des plus
« superbes qu'il y ait au monde par son étendue le long
« du coteau et par la vue sans limite que l'œil embrasse

« de ces hauteurs. » La princesse de Conti voulut un belvédère, elle l'eut au bout de la terrasse ; elle demanda un ermitage, il s'éleva comme par enchantement ; elle soupira après une glacière, le duc la fit aussitôt creuser tout à côté.

« Près d'un antre où l'hiver a renfermé ses glaces
« Il était un réduit ignoré de l'amour ;
« Elisabeth y vient ; elle y conduit les grâces ;
« Et l'amour à jamais y fixe son séjour. »

Elle règne à Véretz en souveraine maîtresse :

« Pour luy plaire chacun redouble ses efforts ;
« L'allégresse, les jeux, la douce complaisance,
« Les grâces, les beaux-arts, viennent grossir sa cour
« Et tachent à l'envi d'égayer ce séjour ;
« Chaque moment du jour, quelque beauté nouvelle
« Y semble éclore sous ses pas. »

La plus brillante société lui faisait cortège. Tout ce que Paris renfermait de fins lettrés se donnait rendez-vous à Véretz. L'abbé de Grécourt, l'un des familiers de la maison, se plaît à les énumérer. « Quelques beaux qu'en
« soient les dehors, écrit-il, on s'en lasseroit bien vite
« sans la compagnie qu'on y trouve et la façon dont on y
« vit. C'est le plus grand charme de Verret, charme qui
« d'un désert hideux ferait un lieu de délices. M^{me} la
« princesse de Conty est la principale source de ses agré-
« ments... J'y ai vu le duc de Richemond, petit-fils de
« Charles second, venu en France pour recueillir la suc-
« cession de sa grand'mère, la duchesse de Portsmouth.
« J'y ai vu le célèbre comte de Bullingbrok, le digne
« héros de Voltaire ; l'archevêque de Tours, Monseigneur
« Chapt de Rastignac..; l'évêque d'Agen, à qui le soin des
« grandes affaires (il sortait de l'Agence du Clergé) et
« celui d'orner beaucoup le fond d'esprit le plus heureux
« n'a rien oté de ce qui fait paraître avec agrément dans

« une bonne compagnie (1). Je ne finirais plus si je met-
« tais dans ma liste tous les noms respectables qui méri-
« teraient d'y trouver place. »

Le premier duc d'Aiguillon mourut en 1750. Il laissait un fils, Emmanuel-Armand, connu d'abord sous le nom de duc d'Agenois, qui fut le second duc d'Aiguillon et porta à son apogée la grandeur de sa maison.

Mais Vêretz ne fut plus aussi souvent habité. Les charges dont il était investi empêchèrent le nouveau châtelain de se rendre, comme il l'aurait désiré, sur ses terres de Touraine,

On connaît suffisamment la vie publique du duc d'Aiguillon. On sait que, disgracié une première fois par Louis XV pour avoir osé porter ses vues sur la favorite du moment, la duchesse de Chateauroux, il prit du service en 1744 dans l'armée d'Italie, et que, brillant officier, il fut blessé à l'affaire de Castel-Delfino. On n'ignore pas quelle part glorieuse il prit plus tard au combat de Saint-Cast, alors qu'il commandait en Bretagne, et quels échos retentissants eurent ses démêlés avec les Etats de cette province et le procureur général La Chalotais. Premier ministre après le renvoi de Choiseul, le duc d'Aiguillon est loin de mériter les outrages dont les libelles d'alors ne cessèrent de l'accabler. Certes, il commit des fautes ; et on ne peut lui pardonner l'appui peu honorable qu'il sollicita toujours de la Du Barry. Mais était-il en son pouvoir d'empêcher le premier partage de la Pologne qu'on lui a tant reproché, alors qu'au lendemain de Rosbach et de la

(1) C'était Monseigneur Joseph-Gaspard de Gilbert de Chabannes, évêque d'Agen de 1735 à 1767, mais qui auparavant avait été grand vicaire de Monseigneur Chapt de Rastignac, archevêque de Tours, et agent général du clergé en 1730. Il n'est donc pas étonnant que, résidant dans le chef-lieu de la Touraine avant sa nomination épiscopale, il ait eu et conservé avec les chatelains de Vêretz des relations toujours suivies.

fatale guerre de Sept ans, la France, désarmée et déjà ruinée par les caprices de Madame de Pompadour, ne pouvait que rester impuissante sous les coups combinés de la Triplice d'alors. L'honneur de d'Aiguillon est d'être demeuré fidèle, en vrai petit-neveu de Richelieu qu'il était, aux idées qui avaient fait la force des règnes précédents, et, méprisant toute popularité, d'avoir jusqu'au bout tenu tête à l'orage qui se déchainait de toutes parts. D'Aiguillon est le dernier défenseur de l'autorité royale, telle que la comprenaient Richelieu, Mazarin et Colbert. A ce titre, il mérite que l'histoire, enfin impartiale, lui rende pleine justice et que sa mémoire soit hautement réhabilitée.

Véretz pourtant ne fut point abandonné. Il y venait chaque fois que le lui permettaient ses occupations, et à son tour il le dotait de nouveaux embellissements. S'il n'accrut que faiblement la superbe bibliothèque qu'avait formée son père et dont un inventaire de 1750 nous a fait connaître la prodigieuse étendue et l'étonnante variété, le duc Emmanuel s'adonnait principalement aux beaux-arts, à la musique surtout, dont il était fanatique. Aussi bien à Véretz que dans la suite au château d'Aiguillon, son premier soin fut de faire construire un théâtre ; et l'on retrouve dans le répertoire musical du château de Véretz la plupart des morceaux de musique, cantates, opéras, ballets, partitions en reliure pleine, aux armes des d'Aiguillon, que le duc fit porter plus tard au château d'Aiguillon et qui, confisqués avec tous ses biens par la Révolution, sont venus échouer aux Archives municipales d'Agen (1).

De grandes fêtes furent données à Véretz en 1766, alors

(1) Voir leur liste, dressée par M. G. Tholin, dans l'Inventaire-sommaire des Archives municipales d'Agen, Supplément à la série II.

que le duc n'était encore que lieutenant-général commandant en Bretagne. Dans sa correspondance si intéressante, le chevalier de Fontette énumère les principaux invités. C'étaient, entre autres, les Chabrillan, dont le fils aîné allait sous peu épouser la fille du duc, Aglaé, les Belleroy, les Nançay, les du Chatelet, le marquis d'Argenson, etc. Ils étaient reçus par le duc qui les comblait de prévenances et aussi par la duchesse Louise Félicité de Bréhan de Plélo, à l'esprit primesautier, débordant de saillies, celle dont Madame du Delfand nous a laissé un si étrange portrait : « M^{me} la duchesse d'Aiguillon a la bouche
« enfoncée, le nez de travers, le regard fol et hardi, et
« malgré cela elle est belle. L'éclat de son teint l'emporte
« sur l'irrégularité de ses traits. Sa taille est grossière ;
« sa gorge, ses bras sont énormes ; cependant elle n'a
« point l'air pesant ni épais ; la force supplée en elle à
« la légèreté. Son esprit a beaucoup de rapport à sa figure ;
« il est pour ainsi dire aussi mal dessiné que son visage,
« et aussi éclatant ; l'abondance, l'activité, l'impétuosité
« en sont les qualités dominantes... »

Les artistes, on le pense, ne faisaient pas défaut dans ce brillant milieu. Nous n'en citerons qu'un, nous intéressant tout particulièrement ici, Henri-Désiré Van Blarenberghe, qui s'installa à Véretz pendant l'été de 1771, alors que le duc prenait la direction des affaires publiques, et composa ces deux gouaches, qui par le fini de l'exécution, l'habile ordonnance des sujets, l'exactitude des détails, les heureux effets de lumière, sont certainement le chef-d'œuvre du célèbre miniaturiste.

Nous sommes heureux de pouvoir en donner ici une reproduction phototypique.

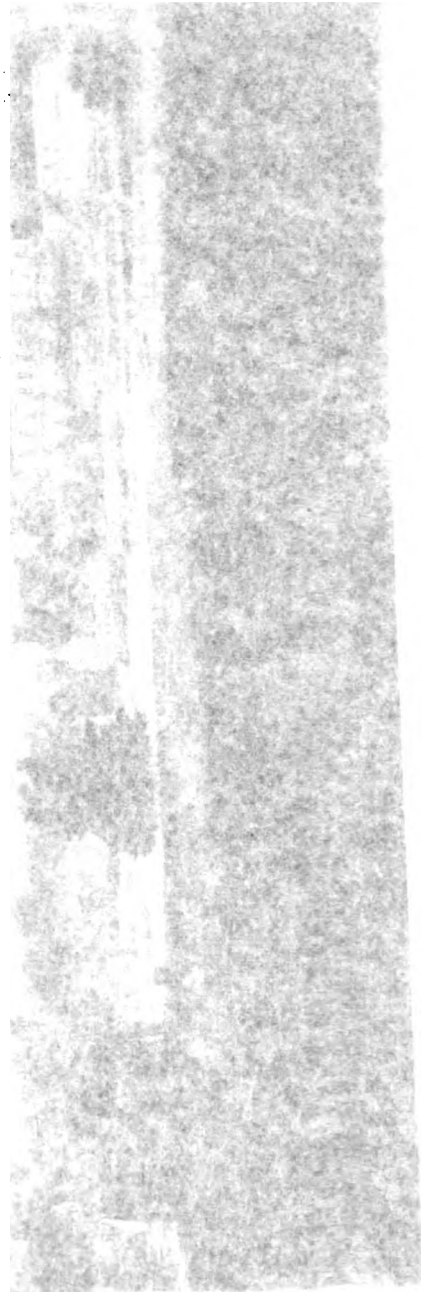
Ces gouaches sont sur cuivre. Elles ont 0^m,44 de haut sur 0^m70 de large. Voici comment en parle M. l'abbé Bossebœuf, d'après l'état même des lieux :

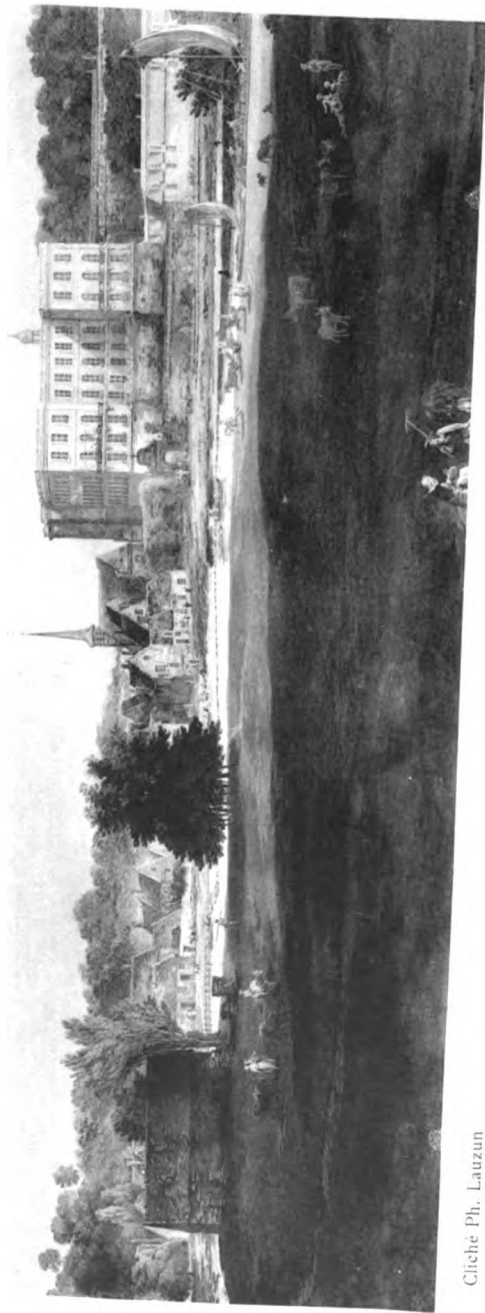
« Dans l'une, l'artiste, placé sur la rive droite, a fait
« son premier plan de la vallée, où sont occupés les
« travailleurs villageois ; au delà de la rivière, avec ses
« bateaux aux voiles déployées, se dresse le château qui
« montre sa façade nord et, en retour, le profil de la
« façade est ; en amont, le bourg groupé autour de l'église
« est ombragé par les arbres du coteau que surmonte une
« tour ronde ; en aval, par dessus les servitudes et les
« jardins, se déroule la superbe terrasse, agrémentée de
« ses balustrades, balcons, escaliers et œuvres d'art et
« dont les pentes s'inclinent avec des allées en quin-
« conces et des parterres, tandis que son sommet verdoie
« dans les frondaisons du parc. »

« Une centaine de personnes, ajoute M. G. Tholin qui
« le premier déjà les a décrites (1), figurent dans cette
« composition. Leur hauteur varie de 0,013 à 0,001. Il
« faut une loupe pour distinguer le buste de ceux qui sont
« accoudés sur la terrasse et les balcons du château. » On
lit à gauche, dans l'angle inférieur, la signature de « *Van
Blarenbergue, 1771.* »

« La seconde gouache, continue d'écrire M. Bossebœuf,
« prise de la rive gauche, près de l'ancien passage, se
« distingue par des détails du plus vif intérêt. A droite,
« c'est le château qui présente sa façade ouest et, en
« profil, celle du nord, ainsi que les communs, les jardins
« et la terrasse aussi de profil ; à l'extrémité de celle-ci,
« près de l'entrée, paraît la colonne supportant la statue
« de saint Pierre. Sur la gauche, coule la rivière aux eaux
« limpides, coupée par l'île avec son moulin et qui semble
« toute heureuse de porter un chaland renfermant une

(1) *Histoire et description de l'hôtel de la Préfecture d'Agen*, par M. Tholin.
Paris, Libr. Plon, 1890. (Extrait de la collection ministérielle : *Province. Monu-
ments civils*, V. N. 4).





Cliché Ph. Lauzun

LE CHATEAU ET LE BOURG DE VÉRETZ EN 1771
(GOUACHE DE BLARENBERGHE A LA PRÉFECTURE D'AGEN)



« voiture attelée de deux chevaux avec plusieurs passagers.
« Les arrivants sont attendus au débarcadère par le duc
« et la duchesse d'Aiguillon à cheval, entourés de leur
« petite cour, dont quelques particuliers folatrant. Tandis
« que la route longe le cours d'eau, suivie par des gens du
« peuple ou des troupeaux qui vont à l'abreuvoir, le
« chemin d'arrivée monte du bac à la porte de la grande
« avenue, coupé d'ailleurs par les roues des chars. »

« Cette composition non signée, dit M. Tholin, qui
« forme le pendant du tableau précédent, est également
« traitée en miniature. Le château de Vêretz n'existe plus.
« Les deux vues de Van Blarenberghe, qui ont des
« dimensions inusitées, étant donné le genre du peintre,
« ont donc, indépendamment de leur mérite artistique, un
« grand intérêt historique et archéologique. »

Lorsque, à la mort de Louis XV, le duc d'Aiguillon reçut l'ordre du nouveau roi de se rendre en sa terre d'Aiguillon avec défense d'en sortir, il voulut qu'on y transportât, sans doute pour qu'elles lui adoucissent les amertumes de l'exil, une bonne partie des œuvres d'art que son père et lui avaient accumulées à Vêretz. Les partitions musicales accompagnèrent les gouaches, et avec elles toute cette série de portraits, la Pompadour, les deux Mancini, d'Effiat, M^{lle} de Blois ou de Nantes, la duchesse de Mazarin, une dame de Crussol, etc., au milieu desquels vint prendre place la copie du beau portrait de Madame Dubarry, en Flore, que le peintre Drouais « avait
« retouché d'après nature pour M. le duc d'Aiguillon en
« l'année 1774, au prix de 620 livres et 120 pour la
« bordure » ; et que l'ancienne favorite lui apporta elle-même, du moins « si elle fit, comme l'écrivent les Gon-
« court, dans l'été et l'automne de l'année suivante 1775,
« deux voyages à la terre d'Aiguillon, dont le duc ne pou-
« vait sortir. »

Ainsi se trouvent expliquées la provenance et aussi la raison d'être de ces remarquables tableaux, dont quelques-uns sont des portraits de famille, d'autres simplement ceux des anciens propriétaires ou des hôtes familiers du château de Véretz. On sait quelle fut leur destinée. Déclarés nationaux par suite de son émigration, les biens du dernier duc furent confisqués. Un triage des objets d'art du château d'Aiguillon fut ordonné par le Conseil de Lot-et-Garonne. Une partie fut vendue aux enchères du 6 juin au 4 septembre 1793. Dans le nombre figuraient trente-cinq portraits, sept paysages, ou vues de villes et de châteaux, deux tableaux de fleurs, neuf peintures en camaïeu, dix-neuf gravures, deux mosaïques en pièces de marqueterie, un buste. Des tableaux réservés, on brula, le 22 septembre, sur une des places publiques d'Agen « tous « ceux qui représentaient des rois ou des princes ou qui « retraçaient quelques vestiges de la féodalité. » Un magnifique portrait de Louis XV en pied, le sceptre à la main, était du nombre. Il fallut toute la vigilance et la dextérité de Saint-Amans, commissaire du département, pour arriver à sauver de ce stupide vandalisme les quelques derniers portraits, presque tous de femmes, qui furent d'abord relégués dans une salle de la Préfecture, servant provisoirement de Musée, puis, lors de la suppression de l'Ecole Centrale en l'an XI, transportés à l'ancien évêché, dans les salons du rez-de-chaussée, d'où ils ne sont plus sortis. Leur liste a été plusieurs fois publiée (1).

(1) *Documents sur le mobilier du château d'Aiguillon*, par G. Tholin. (*Revue de l'Agenais*, t. ix, p. 193, 1882. Tirage à part). — *Histoire et description de l'hôtel de la Préfecture d'Agen*, par le même. *Oper. cit.* — *Histoire de la ville d'Aiguillon*, par l'abbé Alis. — *Congrès archéologique d'Agen de 1901*. Guide du Congrès, p. 21, etc.

Les portraits de la Préfecture d'Agen restent encore à identifier. Les noms, qui ont été proposés, ne reposent que sur des hypothèses. Nous n'avons point

L'ancien ministre de Louis XV mourut à Paris en 1788. Son fils Armand-Désiré, né le 31 octobre 1761, l'avait déjà remplacé dans la gestion de ses domaines. Avec sa mère, la « *bonne Duchesse* », il partageait son temps entre Aiguillon et Véretz.

Le dernier duc d'Aiguillon n'avait que vingt-huit ans

la prétention de résoudre ici ces difficiles problèmes qui ne seront tranchés que par la découverte de documents nouveaux. Toutefois l'ouvrage de M. l'abbé Bossebœuf, s'il n'éclaircit pas absolument la question, jette sur elle une singulière lumière et permet, par la galerie si variée de personnages qu'il nous présente et les renseignements inédits qu'il fournit sur leur compte, de faire sur leurs portraits des suppositions nouvelles, se rapprochant peut-être davantage de la vérité.

Ainsi, dans la jolie brune, « en buste, de trois quarts à gauche ; chevelure à « boucles frisées retombant sur les épaules, un bouquet de seringas posé sur la « coiffure à droite, les épaules nues avec une robe de soie vieil or, bordée de « dentelles blanches, etc., » il nous est impossible de ne pas voir, non pas Olympe Mancini, femme du comte de Soissons, comme elle est dénommée dans le dernier inventaire, qui n'a jamais eu le moindre rapport avec le château de Véretz, mais bien *Hortense Mancini*, la duchesse de Mazarin, grand-mère du premier duc d'Aiguillon, et en son temps dame seigneuresse de Véretz. Si nous rapprochons ce portrait de celui de Lély, gravé par Valck en 1678 et reproduit à la page 254 par M. Bossebœuf, nous retrouvons la même expression de physionomie, le même regard, les mêmes traits, la même coupe de visage, les mêmes cheveux courts et frisés. Nous croyons donc que l'Inventaire de l'an III était dans la vérité, lorsqu'il cataloguait ce portrait comme étant expressément celui d'Hortense Mancini.

Et sa fille la belle *Marie-Charlotte Mazarin*, celle qu'enleva le marquis de Richelieu et qui fut la mère du premier duc d'Aiguillon, n'est-elle pas cette délicieuse créature « presque en pied, assise de face, tête nue, cheveux relevés « et poudrés avec quelques mèches retombant sur l'épaule droite, épaules nues, « vêtement de mousseline blanche transparente, avec manches bouffantes, la « manche droite entourée d'un bracelet d'or..., écharpe de soie rose, posée sur « les genoux ? » Et ne faut-il pas considérer comme erronée l'étiquette collée derrière le cadre, portant cette inscription, d'écriture moderne : *Armande-Félice de Mazarin, épouse de Louis de Mailly, marquis de Nesle, c'est-à-dire, la mère des trois demoiselles de Nesle, aimées par Louis XV, qui ne se rattache en rien aux seigneurs de Véretz ?*

En « *Louise de Crussol*, ainsi dénommée fort vaguement dans l'Inventaire, « portrait de l'école de Mignard, debout, presque en pied ; le bras droit appuyé « sur l'épaule d'une négresse ; le corps de face, la tête de trois quarts à gauche ; « chevelure relevée, bouclée, coiffure haute, retenue par un peigne, décolle- « tage en cœur ; sur la gorge une chemisette brodée, robe de velours cramoisi,

quand la Révolution éclata. Nommé député de la noblesse d'Agenais aux Etats-Généraux de 1789, on connaît sa conduite dans la nuit célèbre du 4 août. Il prit peu après du service et commanda dans l'armée de Custine ; il émigra en 1792 et mourut à Hambourg, au mois de mai 1800, sans laisser de postérité. Sa succession passa,

« aux manches larges et bouffantes... » ne faut-il pas voir plutôt *Anne Charlotte de Crussol*, épouse du premier duc d'Aiguillon et par suite chatelaine de Vézetz ?

Le beau portrait que l'on a dit être celui de M^{lle} de Blois, « assise à gauche, « presque de face, chevelure d'un blond cendré ; gorge découverte ; robe de « satin blanc ; corsage passementé d'or, orné de pierreries ; manteau rouge « doublé d'hermine ; de la main gauche cueillant une branche d'oranger, et la « main droite reposant sur le genou, tenant une branche de même, » n'est-il pas incontestablement celui de M^{lle} de Nantes, ainsi que le soutenait J. de Laurière, dont la famille en possédait une copie, et qui, épouse de Louis III de Condé et mère de la princesse de Conti, la fée de Vézetz, avait ainsi sa place toute marquée dans la galerie du château ?

Elle-même, la princesse de Conti, ne serait-elle pas cette grande dame. innommée dans l'Inventaire, dont le portrait est attribué à Jouvenet, « pres- « que en pied, debout, le buste de trois quarts à gauche, la tête de face ; « coiffure montée, mêlée de rubans ornés de pierreries ; robe de soie grenat, « recouvrant la gorge en écharpe de droite à gauche avec des garnitures de « dentelles blanches sur la gorge ; un manteau de soie d'une teinte grise « violacée, de la main gauche cueillant une branche d'oranger, la main droite « soutenant un pli de son manteau ? »

Quant au pastel, attribué d'après la tradition à Vidal, qui représenterait « *Madame de Pompadour* dans la plénitude de ses formes, qui accuse la fin de « sa jeunesse », et qui « offrirait les plus grandes analogies avec un portrait « original à l'huile, conservé au musée d'Orléans, sous le n° 105 et la signature « de Drouais le fils, » nous ne pouvons accepter une telle identification. La favorite, sur ses vieux jours, loin de prendre de l'embonpoint, était devenue d'une maigreur excessive, toujours malade, crachant le sang, présentant l'aspect d'une poitrinaire. Dans leur histoire, les Goncourt l'affirment et le prouvent (p. 389). Ce n'est donc pas elle qu'il faut voir en cette grosse femme âgée, la tête couverte d'une fanchon, retenue sous un double menton par un nœud de rubans tricolores, grasse, replète, la poitrine et les bras énormes, mais plutôt un membre de la famille d'Aiguillon, peut-être la duchesse elle-même, Louise Félicité de Bréhan de Plélo, femme du ministre de Louis XV, celle que M^{re} du Deffand a dépeinte d'une façon si originale, « la bonne duchesse » comme on l'appelait, l'amie du président de Montesquieu, et dont un beau portrait se trouve au château de la Brède (?) »

partie à sa veuve Henriette de Navailles, mariée en secondes noces au comte Stanislas de Girardin, partie au petit-fils de sa sœur Aglaé, mariée au marquis de Châbrillan. Mais Véretz, de même qu'Aiguillon, était mis sous sequestre et vendu comme bien national.

Acquis, le 6 messidor an IV, par les sieurs François Paumier et Jean Perré, de Tours, ceux-ci n'eurent rien de plus pressé que de dépécer le domaine et de démolir le château. Vainement M. Huet, « ci-devant inspecteur des manufactures de Touraine, protesta-t-il auprès du gouvernement contre cet acte de vandalisme. » Il ne fut point écouté. Les démolitions continuèrent. A leur tour, les héritiers se plaignirent. On reconnut en haut lieu qu'une indemnité leur était due. Mais les choses en restèrent là. Il ne subsistait plus rien de l'ancien château, quand, à la mort de Jean Perré, devenu seul propriétaire, la terre de Véretz passa le 15 septembre 1811 à sa légataire universelle, M^{me} Archambaut de Beaune. Elle fut acquise plus tard par le comte Des Bassyns de Richemond, qui sur les anciens fondements a fait bâtir une élégante demeure moderne. Possédé après lui par M. Mahon, le nouveau château de Véretz a été vendu une dernière fois, en 1878, à Madame Geneviève Drake del Castillo, qui, avec son fils, Monsieur Georges Drake del Castillo, en est encore aujourd'hui propriétaire.

Nous savons ce qu'il advint du château d'Aiguillon. Restitué après la Révolution aux héritiers du dernier duc, il a été vendu par eux à des particuliers en 1834, puis définitivement acquis en 1852 par la commune pour la somme de 110,000 francs et loué, par elle à l'administration des Tabacs.

Ainsi ont disparu ou ont été modifiées du tout au tout ces deux superbes demeures, qui avaient abrité tant de hauts personnages, de femmes charmantes, d'artistes, de

littérateurs. La monographie du château d'Aiguillon a été déjà écrite. Il importait que le château de Vêretz eut au plus tôt son historien. Il l'a trouvé en M. l'abbé Bosseboeuf. Son beau travail, qui est en même temps l'histoire de la Touraine à travers les siècles et aussi celle des arts, des mœurs, des coutumes de cette riche province, en perpétuera définitivement l'aimable souvenir.

PH. LAUZUN.



UNE BRANCHE DES XAINTRAILLES

Rostelain-Rotton-La Chapeile SAINTRAILLES ⁽¹⁾

Les origines de la famille de Saintrailles (orthographiée Xaintrailles depuis le xvii^e siècle seulement) se perdent dans les ténèbres du moyen-âge ; son existence signalée dès le xi^e siècle n'est suivie régulièrement qu'à compter de la première moitié du xiii^e.

Les Saintrailles figurent à cette époque comme témoins ou intéressés dans des actes importants ; puis on les trouve faisant hommage pour le castrum de Sancta Ralha, le castrum d'Ambrus et leurs autres domaines au comte de Toulouse en 1259 et 1267, au comte de Poitiers en 1271 et au roi d'Angleterre, seigneur d'Agenais par droit d'héritage, en 1286.

Au xiv^e siècle leur alliance est recherchée par les plus grandes familles de Guienne, et ils sont toujours au premier rang sur tous les champs de bataille en Ecosse et en France.

Aux approches de la guerre de Cent ans, leur fidélité à leur suzerain s'ébranla et on les vit combattre alternativement dans les rangs anglais et français et obtenir tour à tour, en 1324 et 1325, des lettres de pardon des rois de France et d'Angleterre.

Après avoir servi la cause du roi de France de 1335 environ

(1) Nouveau d'Hozier, vol. 298 ; d'Hozier, vol. 304 ; Duchesne, vol. 23 ; d'Hozier, Pièces originales et dossiers bleus.

à 1360, ils reviennent au roi d'Angleterre auquel ils rendent hommage dans l'église Saint-André de Bordeaux en 1363.

Peu après ils embrassent de nouveau et définitivement la cause française que leurs descendants devaient faire triompher si glorieusement sous le règne de Charles VII.

La trêve du 22 juin 1380 mentionne Bertrand et Fors Sans de Saintrailles dont les domaines doivent être protégés.

Au ^{xv}^e siècle, dans la trêve conclue le 22 avril 1407 entre le roi d'Angleterre, la dame d'Albret et les seigneurs tenant le parti du roi de France, deux Saintrailles sont nommés, Fors Sans ci-dessus désigné et Arnaud Amanieu probablement fils de Bertrand.

Enfin à la même époque, les chroniques parlent d'un troisième Saintrailles prénommé Pierre probablement frère d'Arnaud Amanieu et qui fut assassiné par trahison le 2 février 1419 dans le château de Coucy dont il était gouverneur.

Les divers historiens qui se sont occupés des Saintrailles ont tous passé sous silence la postérité d'Arnaud Amanieu et de Pierre et ne se sont occupés que des fils de Fors Sans.

L'aîné Jean désigné dans les chroniques sous le titre de seigneur de Saintrailles fut tué le 10 août 1432 sous les murs de la ville de Lagny-sur-Marne assiégée par les anglais et qu'il avait été chargé de ravitailler et débloquer.

Le second prénommé aussi Jean et surnommé Poton, le fameux compagnon de La Hire, Dunois et Jeanne d'Arc, devint maréchal de France et mourut en 1461.

Jean et Poton étant tous deux décédés sans enfants on en a conclu que le nom de Saintrailles s'était éteint avec eux, sans paraître se préoccuper si Arnaud Amanieu et Pierre étaient eux-mêmes morts avec ou sans postérité.

Cependant la lecture de dom Vaissette aurait dû suggérer des doutes ; on voit en effet dans le tome XI page 89 qu'en juin 1473, c'est-à-dire douze ans après la mort de Poton, le roi Louis XI envoya en Roussillon 400 lances sous le commandement de Louis de Saintrailles pour reprendre la ville de Perpignan tombée au pouvoir de Jean, roi d'Aragon.

Enfin, en faisant des recherches à la bibliothèque nationale

nous avons trouvé un grand nombre de pièces levant tous les doutes et permettant d'établir d'une manière certaine qu'une branche directe de cette famille s'était perpétuée de mâle en mâle jusqu'au commencement du XVIII^e siècle.

L'erreur commune des historiens peut s'expliquer par ce fait que les membres de cette branche ont quitté leur pays d'origine au XV^e siècle et se sont fixés successivement en Champagne, Hongrie, Lorraine, Maine, etc., etc., et par suite d'alliances ont plusieurs fois modifié leur nom.

Parmi les pièces en question les unes sont d'une authenticité indiscutable, d'autres apocryphes ; enfin quelques-unes rappellent vaguement certains faits conservés par tradition dans la famille sans les appuyer d'aucune preuve ; toutefois on peut dire que ces diverses pièces s'éclairent et se corroborent les unes par les autres.

Nous remarquons tout d'abord que les membres de cette branche n'ont pas adopté la nouvelle orthographe de leur nom patronymique et qu'ils sont restés « Saintrailles » même au temps de Louis XIV.

Le dernier du nom surnommé également Poton comme son grand ancêtre vivait sous le règne du grand roi et occupait une haute situation à la Cour.

Il était l'ami, le confident, le factotum des princes du sang royal et le duc de Saint-Simon en a tracé une silhouette assez avantageuse et intéressante dont nous parlerons plus loin.

La filiation est établie d'une manière irréfutable notamment par une sentence de la noblesse homologuée par la Cour des Aydes le 9 août 1634, jusqu'à Henri de Saintrailles, sénéchal d'Agénois et Condomois qui fit son testament à Agen le 5 août 1488, dont une copie représentée à la Cour a été spécialement visée.

Et il résulte de diverses pièces du Cabinet d'Hozier que cet Henry de Saintrailles était petit-fils de Pierre dont nous avons parlé plus haut.

M. Lauzun dans son étude sur le château de Xaintrailles et ses seigneurs se demandait ce qu'était ce Pierre de Saintrailles,

qu'il supposait frère de Poton, sans pouvoir s'en convaincre parce qu'il n'était pas mentionné dans le testament de Fort Sans du 10 janvier 1411.

En réalité Poton était le neveu ou le cousin de Pierre et combattait sous ses ordres avec La Hire.

Pierre de Saintrailles que l'on donne comme l'auteur de la branche qui nous occupe, fut certainement un des plus habiles capitaines de son temps, puisque nous le voyons investi, par la confiance du duc d'Orléans prisonnier en Angleterre depuis la bataille d'Azincourt, du gouvernement et de la garde de la ville et du château de Coucy, forteresse formidable, réputée imprenable, bâtie par Enguerrand III lors de ses prétentions au trône de France pendant la minorité de saint Louis.

Il est évident que dans les conditions de guerre d'alors, une place de cette importance ne pouvait être confiée qu'à un capitaine consommé ayant fait ses preuves.

Le château de Coucy était pour ainsi dire isolé, tenant seul le parti Français, au milieu d'un pays tout entier au pouvoir des Anglais et des Bourguignons.

Pierre de Saintrailles y entretenait une armée d'élite, composée des plus vaillants capitaines de l'époque tenant le parti du Dauphin, plus tard Charles VII ; parmi eux se trouvaient notamment Poton, son parent, et Etienne de Vignoles, dit La Hire.

De là il harcelait les Bourguignons, leur infligeait des pertes cruelles, et leur faisait de très nombreux prisonniers que l'on enfermait dans les prisons du château.

Malheureusement la surveillance s'étant relâchée, les Bourguignons parvinrent à corrompre leurs gardiens qui ouvrirent les portes de leurs prisons et les introduisirent dans le logis du gouverneur qu'ils assassinèrent pendant son sommeil.

Deux versions ont cours à ce sujet : suivant l'une il fut tué par plusieurs prisonniers introduits dans sa chambre par la trahison de sa maîtresse, suivant l'autre ce fut son fourrier qui le trahit.

Monstrelet raconte ce fait de la manière suivante :

« Environ la Chandeleur (2 février) de l'an 1419, Pierre de

« Sainte Treille qui était capitaine du château de Coucy, de
« par le duc d'Orléans, fut trahi par son fourrier et son maré-
« chal, lesquels après avoir traité avec les Bourguignons, dont
« un grand nombre était prisonnier dans le château, en mirent
« partie dehors et allèrent de nuit frapper à la fenêtre de
« l'huis dudit capitaine, qui était couché en une forte tour ;
« un valet vint ouvrir et le fourrier dit qu'il portait une pièce
« de la robe de son maître qu'il avait taillée naguère ; pendant
« ces propos saillirent dedans six hommes bien embâtonnés
« qui occirent incontinent le capitaine et son valet. »

Ce qui est donc certain c'est que Pierre de Saintrailles fut assassiné par suite de la trahison de ses gens.

La Hire et Poton de Saintrailles, qui étaient dans la ville de Coucy avec une nombreuse armée, essayèrent de reprendre le château, mais jugeant leurs efforts inutiles, quittèrent la ville et commencèrent cette série ininterrompue, pendant plus de quarante ans, de sièges et de batailles qui les couvrit de gloire et aboutit finalement à la conquête du royaume de France sur les Anglais.

D'après diverses notes du cabinet d'Hozier (1) Pierre de Saintrailles était marié avec Magdeleine de Naugareth dont il eut notamment un fils prénommé Henry, vicomte de Reingnac, baron de la Cosne, qui aurait été gouverneur de Lectoure et l'un des héritiers de Poton de Saintrailles, en vertu d'un codicile à son testament.

Nous nous demandons s'il y a lieu d'ajouter foi à ce codicile car il est daté du 15 février 1462 et il est indubitable que Poton est mort en 1461, et en outre il est signé « Saintrailles », alors qu'il est à peu près certain que le testateur ne savait signer que son surnom « Poton. »

Toutefois, comme à la suite de ce codicile sont écrites quelques lignes d'envoi de cette pièce relatant une lettre reçue d'Agen, nous pensons qu'il n'y a peut-être pas lieu de rejeter ce codicile dont il est possible que la date seule soit erronée.

(1) Cabinet d'Hozier, vol., 304.

Henry de Saintrailles aurait eu lui-même un fils prénommé également Henry à compter duquel on s'appuie sur des pièces certaines et authentiques, tandis que la filiation des deux précédents ne repose que sur des traditions de famille ou des notes qui ne donnent pas une certitude absolue.

Cet Henry de Saintrailles, bien qu'il n'y ait pas concordance dans le prénom, est peut-être celui qui fut envoyé par Louis XI pour reprendre Perpignan ; il était sénéchal d'Agenois et Condomois et a fait son testament à Agen le 5 août 1488.

Nous reportant à l'aide mémoire de M. de Bellecombe, nous voyons qu'il existe une lacune de 1483 à 1490 dans la liste des sénéchaux d'Agen, et une note dit ceci :

« Dans une jurade d'Agen du 6 décembre 1484, il est question de la nouvelle entrée d'un sénéchal dont le nom n'est pas connu. »

Il y a tout lieu de croire que ce sénéchal était Henry de Saintrailles dont une copie authentique du testament représentée à la cour des aydes a été spécialement visée, ainsi qu'il suit, dans un arrêt du 9 août 1634 :

« Veu coppie collationnée sur la minute du testament
« passé le cinquième jour d'aoust mil quatre cens quatre-
« vingtz-huict par hault et puissant seigneur messire Henry
« de Saintrailles seigneur baron dudit lieu, vicomte de Reig-
« gnac, seigneur des Bordes et Condriac Bordilaye, La
« Caulne et autres lieux, gouverneur et sénéchal d'Agenois et
« Condomois, par lequel testament est nommé entre autres
« enfants messire André de Saintrailles son fils et de Marguerite Duplessis son épouse, ladite collation faite le 22^e jour
« d'aoust 1625. »

Les fonctions de sénéchal remplies par Henry de Saintrailles disent assez l'importance de ce personnage sur lequel nous n'avons pas trouvé d'autres renseignements. D'après diverses notes du cabinet d'Hozier, Marguerite Duplessis, femme d'Henry de Saintrailles, était une Richelieu.

Peut-être est-ce exact, car la lettre d'envoi du prétendu codicile de Poton, dont nous avons parlé plus haut, mentionne que celui qui l'a écrite avait un procès avec le défunt cardinal.

Cette lettre n'est pas sans intérêt pour notre sujet et nous la reproduisons :

« MONSIEUR,

« Estant pressé d'aller chez moy jusqu'à l'hiver prochain
« pour faire juger mon procès contre le defunt cardinal et
« faire nos partages de feu mon beau-père qui m'oblige d'y
« amener ma famille et n'ayant peu avoir l'honneur de vous
« rencontrer, je vous laisse ces pièces et la lettre que j'ai eue
« d'Agen, avec les assurances, etc., etc.

« Signé : ROTTON SAINTRAILLES. »

André de Saintrailles, fils d'Henry, fut comme tous ses aïeux un homme de guerre important ; il résulte de son contrat de mariage du 4 juin 1516 qu'il était alors chambellan de Sa Majesté, capitaine de cinquante hommes d'armes et de cent chevaux légers entretenus pour son service dans la ville de Sainte-Menehould.

Il épousa Gabrielle de Lenoncourt, dame de Rostelin, Branique et autres lieux, qui était religieuse chanoinesse en l'abbaye de Remiremont.

Il fut stipulé par le contrat que les enfants mâles porteraient avec le nom de Saintrailles ceux de Rostelin et Branique.

Cette stipulation fut exécutée et c'est ainsi que les descendants furent généralement plus connus sous les noms de Rostelin-Branique que sous celui de Saintrailles.

La famille dans laquelle entraît André de Saintrailles était l'une des quatre plus anciennes maisons de chevalerie de Lorraine, alliée à la plus haute noblesse de cette province, les Baudricourt, Haraucourt, du Chastelet, Bassompierre, etc., etc.

L'un des ancêtres, Thierry de Lenoncourt, avait en 1436 servi d'otage et caution de la rançon de René d'Anjou, duc de Bar et Lorraine, prisonnier du duc de Bourgogne.

Son fils Henry avait épousé Odette, fille du seigneur de Baudricourt, celui-là même qui avait envoyé Jeanne d'Arc à Charles VII.

Enfin, le lustre de cette famille était alors rehaussé par le cardinal Robert de Lenoncourt, premier pair de France, archevêque de Reims, qui, naguère, le 25 janvier 1514, avait sacré le roi François I^{er}.

Du mariage d'André de Saintrailles et de Gabrielle de Lenoncourt est issu Christophle de Rottelin-Saintrailles, qui devint capitaine de cinquante hommes d'armes et de cent chevaux légers, conseiller d'Etat, maréchal général de camp.

Il épousa, le 5 décembre 1559, Louise de Gournay, fille de Thibaud de Gournay, seigneur de Marcheville, et de Charlotte de Mailly ; sa femme, lui ayant apporté les seigneuries de Rotton, Plantiers, Pontvernon, il prit dans la suite le titre de vicomte de Rotton et il est dès lors connu indifféremment sous les noms de Rottelin et de Rotton ; il est à remarquer que dans les pièces authentiques le nom est écrit tantôt Rostelain, tantôt Rottelin.

Il existe au cabinet d'Hozier, volume 304, copie d'un aveu fait le 15 mars 1597 par un seigneur de Bordieu au profit de Christophle de Rottelin-Saintrailles qui donne quelques renseignements ; il débute ainsi :

« De vous noble hault et puissant seigneur messire Christo-
« phle de Rostelain-Saintrailles, chevalier de l'ordre du roi,
« capitaine de cinquante hommes d'armes et cent chevaux
« légers, maréchal de camp des armées de Sa Majesté, vicomte
« de Branique, Rotton, Plantiers, Pontvernon, Calonge,
« j'avoue et confesse tenir de vous à cause de vostre dicte
« terre, chateau et seigneurie de Plantiers à une foi et hom-
« mage simple, ma maison seigneuriale de la Borde, mes
« métairies, etc., situées en la paroisse de Joy, etc., etc. »

Christophle de Rostelain-Saintrailles vécut près de quatre-vingt-dix ans et prit part à toutes les guerres de son époque ; il s'illustra vers la fin de sa carrière dans l'expédition contre

les Turcs, en Hongrie, sous le commandement du duc de Mercœur dont il était maréchal général de camp.

Cette charge était la plus importante de l'armée et la plus difficile à remplir.

Le maréchal de camp est responsable de l'armée, dit le maréchal de Tavannes dans ses mémoires, il la soulage ou la ruine, la sauve ou la perd, selon qu'il est prudent ou inexpert.

Ce fut en cette qualité qu'il sauva l'armée du duc de Mercœur en opérant une retraite dans des circonstances difficiles.

Au mois d'octobre de l'année 1600, le duc de Mercœur avait été envoyé au secours de la ville de Canise, la plus forte place des chrétiens en Styrie, et qui était assiégée par les Turcs.

Mais ayant été enveloppé par des forces turques supérieures, qui interceptaient ses convois de vivres et réduisaient son armée à la famine, il fut obligé d'abandonner ses projets et de se retirer.

Un désastre était inévitable, car les soldats, exténués par les fatigues et les privations, étaient incapables de résister aux attaques des Turcs, « lorsque, raconte la chronique septennaire de Palmacayet, un grand tourbillon s'éleva en l'air « avec une telle impétuosité qu'il renversa d'abord les soldats « chrétiens et ensuite les Turcs ; les uns et les autres furent « remplis d'étonnement, mais les chrétiens profitant de la nuit « et d'un grand brouillard qui survint, trouvèrent moyen de « sortir de leurs embarrasements, et par ainsi échappèrent « au massacre général qui était imminent. »

L'existence de Christophe de Rostelain-Saintrilles fut très agitée ; après avoir guerroyé en Flandre, Lorraine, Hollande, Hongrie et Allemagne, il aurait été chargé par Henri IV, peu de temps avant sa mort, de reconnaître et étudier les divers pays d'Allemagne pour préparer la guerre qu'il avait l'intention de faire à la maison d'Autriche.

Enfin, d'après une note se trouvant dans le volume 304 du cabinet d'Hozier, il aurait été créé maréchal de France par le roi Henri IV le 10 janvier 1610, mais cette nomination n'aurait pas été confirmée par suite de la mort du roi ; nous n'avons, en effet, trouvé aucune trace authentique de cette nomination.

Du mariage de Christophle de Rostelain-Saintrailles et de Louise de Gournay sont issus plusieurs enfants, mais nous n'avons trouvé trace que de deux de ses fils, l'un connu sous le nom de Jean de Rotton, qui a perpétué la race et dont nous parlerons plus loin, et un autre prénommé Henry.

Henry de Saintrailles fut chevalier de Saint-Jean de Jérusalem et nous trouvons à son sujet la note suivante dans le martyrologe des chevaliers de cet ordre :

« Frère Henry de Saintrailles perdit la vie en sa caravanne
« l'an 1599, était de Lorraine et de langue de France, fils de
« Henry de Saintrailles de Rostelain, chevalier, seigneur des
« vicomtés de Rotton et de Branique, et de Louise de
« Gournay. »

Ensuite se trouve rapportée sommairement la généalogie du défunt à peu près conforme à celle que nous avons indiquée.

Il existe au volume 304 du cabinet d'Hozier un extrait par abrégé de l'oraison funèbre prononcée sur la tombe de Christophle de Rostelain-Saintrailles, vicomte de Rotton, seigneur de Pontvernon et autres lieux.

Cette oraison funèbre donne sur l'existence du défunt des indications que l'on a tout lieu de croire exactes, puisqu'elle était prononcée devant une nombreuse assistance qui connaissait la vie du défunt et ses exploits.

Elle indique aussi une origine fabuleuse des Saintrailles ne reposant sur aucun fondement et à laquelle il n'y a pas lieu de s'arrêter.

Elle fut prononcée en Champagne, probablement dans la seigneurie de Plantiers que possédait le défunt.

Enfin, elle contient des boursoufflures de style, parfois même un véritable pathos difficile à comprendre, des exagérations de toute nature qui étaient habituelles à l'époque et dont il faut faire le cas qu'il convient.

Néanmoins, comme elle présente un certain intérêt, nous reproduisons *in extenso* cet extrait sous le mérite des observations que nous venons de faire.

*Extrait par abrégé de la harangue funèbre de
Monsieur le vicomte de Rotton-Branique*

« Nobles seigneurs, gentilshommes, dames et damoiselles qui êtes ici pour servir de caution de la mémoire et du témoignage de la perte que cette grande et belle assemblée, la Champagne, voire même toute la France, fait au sujet que nous avons à parler, de l'honneur et gloire mémorable à jamais, de la vie de très haut et puissant seigneur de Bausancourt et Pontvernon, chambellan du roi, maréchal de Bourgogne, l'un des chevaliers plein d'honneur, de vertu et d'estime qui aient été en siècles passés et en celui-ci présent, de naissance très illustre et vie très exemplaire, de piété, d'obéissance aux commandements de Dieu et de son église et fidélité à son roi.

« Que si l'humain tombe quelquefois, n'y ayant qu'un seul Dieu qui prit notre nature humaine sans péché (1), aussi n'était-il pas comme Dieu né sans péché et n'en pouvant commettre.

« Donc comme homme, celui pour la mémoire duquel nous sommes ici assemblés ayant péché, Dieu et son Eglise l'ont vu satisfait par pénitence et au devoir qu'un véritable chrétien est obligé.

« Ainsi nous pouvons dire avec vérité que peu (soit en piété, soit en charité et obéissance aux commandements de Dieu) le puisse imiter.

« Il est mort, messieurs et dames, en véritable seigneur, l'honneur et la gloire de sa profession et même de la France et ayant rendu des services incomparables sous trois rois, soit en trois batailles rangées, soit en diverses rencontres pendant les troubles de cet état, en assauts de villes, combats particuliers en nombres infinis, tant en qualité de maistre de camp et armées de leurs majesté avec un rôle glorieux pour la France et pour la religion catholique et chrétienne, ainsi qu'il a paru en l'assistance qu'il rendit à notre illustre prince Mon-

(1) Le prédicateur veut parler de Jésus-Christ.

seigneur le duc de Mercœur contre les infidèles turcs en la qualité de maréchal général de camp et de maistre de camp d'un régiment de cavalerie ou par pur zèle à la gloire de Dieu, il a employé et dépensé la meilleure partie de ses biens et répandu tant de sang pour en épuiser nombre infini de celui des ennemis de la foi au dépens du sien propre, et à la retraite qu'il fit si glorieuse à la bataille de Canise que Monsieur de Mercœur lui confia ; et sans son grand courage, sa prudence et son expérience il ne fut jamais revenu un français de ce voyage ; les ramenant toujours en ordre de combat devant les ennemis, trente lieues combattant, dont il acquit si grande renommée et réputation que le grand Henry, la gloire de nos rois, se voulut servir de lui et l'envoya aux grands dangers et périls de sa vie reconnaître toutes les plaines de l'Allemagne pour, s'il ne fut mort, lui confier en partie la conduite de ses armées, au grand dessein qu'il avait contre la maison d'Autriche.

« Sa grande affection et zèle au service de la France ne parurent-ils pas encore lorsqu'il sût que le prince de Tingry voulait passer en cette province armé contre le service du roi, au dessein de son mariage, lorsqu'il l'attaqua avec ses amis et à vrai dire le défit ; et son humilité ne lui en fist jamais disputer ni la gloire, ni le butin dont se servit le seigneur de Contrevant et autres chefs des troupes du roi qui arrivèrent après la déconfiture et qui s'en sont attribués l'honneur qui lui en était dû.

« Malheureuse journée ou il reçut tant de blessures qu'il en est demeuré estropié et qui ont abrégé ses jours, qui est la récompense de toutes ces belles actions, dont il ne reste aucune marque à sa noble et illustre famille que sa réputation et son estime.

« Il ne nous faut pas étonner si toutes ses actions n'ont été que hautes et glorieuses, l'illustre sang dont il était issu ne pouvait produire que des effets généreux.

« Son père André de Saintrailles, l'un des grands capitaines de son temps, sa mère de grande maison de Lenoncourt et de celle du Chastelet ; très illustre encore son aïeul baron de

Saintrailles, gouverneur général d'Agénois et Condomois ; son aieule Isabeau de l'ancienne maison de Candale et de Foix et son bisaïeul Henry baron de Saintrailles, lieutenant général pour le roi en Guienne, sa bisaïeule de la maison d'Albret du sang de nos rois, et lequel dernier Henry fut héritier en partie avec Naudet de la Cassaigne, de ce grand et puissant et redouté Poton de Saintrailles, maréchal et grand écuyer de France, gouverneur de Guienne, et grand sénéchal de Berry, auquel à vrai dire nous devons le salut de la France, sous le règne des rois Charles VI et Charles VII et la destruction des Anglais, qui tenaient quasiment toute la France sous leur joug.

« Mais disons nous encore que les ancêtres de Poton étaient descendus d'Eude, jadis duc d'Aquitaine, ce prince malheureux qui fut expulsé de ses états par Charlemagne et se retirant vers le duc des Gascons, son parent, qui peu après fut aussi subjugué ;

« Et lequel Eude laissa Hunaut et Gaiffre, ses deux enfants près d'Agen, qui firent construire le château et ville de Saintrailles, dont sont issues trois familles qui en ont pris le nom, celle-ci de laquelle nous célébrons la mémoire étant la dernière jusqu'à ce jour.

« Voilà Messieurs l'extraction de grande et illustre naissance de celui pour la mémoire duquel nous sommes ici assemblés pour invoquer la Sainte Vierge mère de Dieu, nous faire à tous la grâce d'intercéder envers Jésus-Christ son cher fils, que s'il avait commis en ce monde quelques fautes dont il puisse en l'autre vie avoir quelques peines, l'en vouloir délivrer et colloquer avec les bienheureux.

« Il est mort très chrétiennement avec un fervent repentir de ses fautes, prononçant incessamment le beau nom de Jésus et réclamant l'assistance de la vierge continuellement et adorant la croix ; appelant avec ardeur l'ange tutélaire de la France Monsieur Saint-Michel à son aide et de ne pas l'abandonner, s'étant fait apporter son ordre et fait mettre au col, qui eut été accompagné de celui du Saint-Esprit s'il eut vécu et dont il avait brevet ainsi que de maréchal de France du 10 janvier

1610, qui faisait voir la recommandation dans laquelle il était dans les souvenirs de notre grand roi Henry IV.

« Enfin ce grand homme s'en va au ciel, je vois les anges qui le portent, le grand saint Michel l'assistant, la Sainte Vierge qui lui tend la main pour colloquer son âme avec les bienheureux ou infailliblement je le crois assis.

« Messieurs, le cœur me fault, je n'en puis plus, étant si saisi de douleur de la perte que la patrie fait que je ne puis plus rien dire sinon qu'il sera aussi charitable en l'autre vie par ses intercessions pour nous tous qu'il a été en son pouvoir en celle-ci pour tous ceux qui requéraient son secours.

« Et Dieu nous fasse à tous la grâce d'imiter ses bonnes actions et nous mettre en son paradis avec lui et sa charitable compagne dame Louise de Gournay, de la royale maison de Mailly ; et qu'en partant de cette vie ils nous conduisent en l'autre bienheureuse par l'assistance du Saint Esprit, le père et le fils.

C. CHAUX.

(à suivre.)



LES CLOCHES DE LAROQUE-TIMBAUT

I

En 1734, l'église paroissiale de Laroque-Timbaut s'élevait à une petite distance du château, du côté de l'ouest. Cette église, construite vers le xvi^e siècle, et connue sous le nom de Notre-Dame Delpech, se composait d'une nef principale, aux nervures prismatiques, cantonnée de deux bas côtés formant chapelles. Une seule de ces chapelles subsiste encore dans le cimetière, elle était dédiée à Saint Blaise. Dans les arcades d'un pignon surmontant le mur occidental, trois cloches servaient depuis longtemps au service de la paroisse.

Les longues sonneries de la Toussaint fêlèrent les deux petites. Il y eut grand émoi dans Laroque. La juridiction était grevée de lourdes charges. Un procès très grave avait été engagé contre le seigneur (1). Les consuls Gillis Fort et

(1) Les tenanciers de Laroque se plaignaient de surcharges dans les redevances. En 1712, ils engagent un procès pour les faire diminuer. Nombres de contrats furent produits de part et d'autre, mais le différent traina en longueur. La Révolution seule y mit un terme. Les pièces de ce procès étaient déposées au Parlement de Bordeaux. Le 4 juillet 1790, le conseil général de la commune charge le sieur Lacroix, négociant à Bordeaux, de les retirer. Celui-ci ne s'étant pas occupé de cette affaire, le conseil par sa délibération du 20 novembre 1791, délègue à cet effet M. Couleau, qui les déposa le 1^{er} décembre suivant, à la mairie, où elles sont encore.

François Bonnet n'hésitent pas, cependant, à convoquer la communauté, qui, après mure délibération, décide de les faire refondre toutes les deux, « atandeu que la paroisse est d'une « vaste étendue... pour une plus grande utilité du public, « pour le service divin. »

Un fondeur ambulant, ayant sans doute appris l'accident survenu aux cloches de Laroque, vint se présenter. La communauté accepte les offres de Eugène Camara, c'était le nom du fondeur, et lui fait ses conditions.

Les conventions faites, les cloches sont descendues, et Camara prépare tout pour commencer les travaux.

On était au 12 décembre 1734. Le seigneur de Laroque, messire Jules-César de Raffin (1), chevalier, seigneur et marquis d'Hauterive, fait signifier aux consuls un acte d'opposition à la refonte de ces cloches.

Celles-ci, étant la propriété de la communauté, nous ne voyons pas en vertu de quel droit le seigneur de Laroque pouvait s'opposer à leur réparation. Peut-être avait-on agi sans l'avertir et n'avait-on pas demandé son consentement pour tenir l'assemblée. Dans ce cas, la communauté était dans son tort et la délibération était nulle (2).

Les Raffin étaient peu sympathiques dans la juridiction, à cause du procès dont nous avons parlé. Faudrait-il croire qu'on ne lui aurait pas offert d'être parrain de ces cloches, de faire graver son nom sur l'airain, et que piqué par ce procédé, il aurait fait opposition à leur refonte ?

(1) Messire Jules César de Raffin, était le fils de Jean de Raffin et de Clémence de Villemon. Cette dernière avait apporté la seigneurie de Laroque dans la famille de son mari. Les Villemon l'avait achetée aux frères de Nesmond, par contrat du 22 juillet 1666, pour le prix de cinquante mille livres. Jules César de Raffin épousa Suzanne de Funel.

(2) Fréminville dit, qu'il est de droit public que les habitants ne peuvent s'assembler sans la permission de leur seigneur. Cette règle, comme les autres, a eu ses exceptions, et ce droit fut enlevé à bon nombre de seigneurs dans le XVIII^e siècle. Il est probable qu'à Laroque, on suivait la règle générale. Les consuls, en effet, ne pouvaient être nommés sans l'avis et le choix du seigneur.

Voir diverses nominations de consuls, dans les anciennes minutes de l'étude de M^r Durand.

De fait, Messire Jules-César de Raffin s'y oppose « jusqu'à
« un consentement de la communauté et paroisse assamblées
« s'il est ainsi par eux jugé à propos, que de son cotté il y
« consant, à condition que son nom et armes soient gravés et
« empreins sur les nouvelles cloches (1). »

La communauté ne pouvant agir différemment, accède au
désir du seigneur et décide « que les cloches seront refondues
« sans détourner ny diminuer la matière d'aucune desdites
« cloches, en telle sorte que la refonte faite, une chacune soit
« de la même grandeur et épaisseur qu'elles étoient avant la
« refonte ou à bien près », « et sous les conventions qu'y
« seront arrettées avec le fondeur par Monsieur le curé, les
« sieurs de Chambon (2), Séré (3), et Fabre qu'à cet effet la
« présante assamblée a députtés, dans lesquelles conventions,
« il sera expressement estipulé conformément audit acte
« (d'opposition) signifié de la part dudit seigneur d'Hauterive,
« que le fondeur sera tenu de graver et metre l'empreinte sur

(1) Archives de la mairie de Laroque. Registre des actes anciens notariés.

(2) La famille de Chambon est, croyons-nous, originaire d'Agen. Au xiv^e siècle, vivaient à Agen, deux frères Pierre et Bernard Chambon. Le premier, fait son testament le 25 octobre 1348. Il institue pour son légataire universel son frère Bernard. Si celui-ci vient à mourir sans enfants, la succession doit revenir à l'œuvre du pont et des fortification de la ville. Voir *Jurades d'Agen*, publiées par M. Magen, p. 298. Cette famille se fixa dans la suite, au pays de Laroque où elle prospéra et se divisa en plusieurs branches, dont la principale fut celle de Carpillou. Le sieur Guillaume de Chambon, dont il est ici question, est cité parmi les vivants noblement en 1717. Quelques années avant, il avait tué en duel Louis de Roger de Cahuzac, seigneur baron de Caux, capitaine de cavalerie au régiment de Langalerie. En 1703, il obtint pour ce fait des lettres de rémission. Mais la veuve du baron de Caux fit opposition, et donna pouvoir à Jean-Joseph Gardès de Guiron pour poursuivre cette affaire. Guillaume de Chambon était marié à demoiselle Hélène Léroü, dont il eut plusieurs enfants.

(3) La famille Séré originaire du lieu de Pourret, paroisse de Laroque, près de la vieille église, est représentée aujourd'hui par Monsieur Séré, avocat, demeurant à Sauvagnas. M^r Mathieu de Séré, sieur de Pourret, c'est ainsi qu'il signait et qu'il était connu, exerçait la charge de lieutenant du juge de Laroque, en 1676. Il se maria avec demoiselle Antoinette Bechet, dont il eut huit enfants, parmi lesquels, Mathieu Séré dont il s'agit ici. Ce dernier marié avec demoiselle Foy Douzon de Fonteyral, eut un fils Joseph de Séré de Pourret, qui s'allia en 1751 à demoiselle Catherine Lestrein, fille de M. Joseph Lestrein, juge de Sauvagnas.

« les cloches du nom et armes dudit seigneur, de quoy la
« presante assemblée sera honorée. »

Pour subvenir aux frais de la fonte et d'autres réparations à l'église, à la toiture notamment, on demandera à l'Intendant une imposition de cent livres.

Le fondeur Camara entre en pourparler avec messire Léon Hébrard de Cadrés, curé, et les commissaires désignés. Il accepte leurs conditions et s'engage à refaire les cloches, telles qu'elles étaient auparavant, ou à peu de chose près, quant au poids. Le travail commence et bientôt l'on vit sortir des moules deux belles cloches dont l'une portait cette inscription :

S. MARIA ORA PRO NOBIS ANNO 1734 MESSIRE LÉON HÉBRARD DE CADRES
CVRE DE LA ROQUE-TIMBEAVT MESSIRE IVLES CÉSAR DE RAFFIN SEIGNEVR
DHAVTERIVE BARON ET SEIGNEVR DE LAROQUE-TIMBEAVT

Grande croix sur 6 marches, ornée de losanges, diamètre 0,80.

Elles portaient en outre trois empreintes des armes de Raffin (1).

Mais on avait rencontré un fondeur peu honnête. Camara, en effet, trouvant peut-être son bénéfice insuffisant, ne tint nul compte des conditions et détourna à son profit une partie de de la matière, environ, croyait-on, 90 livres, qu'il récéla chez Ladret son logeur.

On ne fut pas longtemps à s'apercevoir de la fraude. Plainte est portée par les marguilliers en la cour de l'ordinaire. Le fondeur est arrêté, conduit aux prisons seigneuriales, et l'information commence (2).

Les sieurs Chambon et Fabre, réunissent les paroissiens et,

(1) Nous avons relevé cette inscription sur l'une de ces cloches, qui existe encore, l'autre a disparu à la Révolution. Les armes de Raffin étaient : d'azur à la fasce d'argent accompagnée de trois étoiles d'or rangées en chef. Ce sont ces armes que l'on prit pour celles de Laroque et que l'on fit sculpter sur un des chapiteau de la nouvelle église.

(2) M. Berthelé, archiviste de Montpellier, très connu par ses savantes recherches campanaires, signale dès le ix^e siècle des fraudes semblables. Déjà au temps de Charlemagne les fondeurs de cloches ne se faisaient pas faute de tromper leurs clients.

leur disent, « qu'ils avoient formé le dessein de faire refondre
« la plus petite cloche, pour... y faire joindre tant la matière
« restante, que d'autre fonte qui appartient à la paroisse, aux
« frais dudit fondeur, et avoir contre luy la réparation,
« dommages et intérêts que son crime mérite (1). » Il est donc
convenu que la plus petite cloche sera refondue et que la
bénédictioin en sera retardée.

Au mois de juillet 1735, les choses étaient au même point.
Mais, le 15 de ce mois, Jean Fabre, premier marguillier,
Pierre Beure, maître perruquier, Raymond Dordés et Marc
Lobios, marguilliers et le sieur Goubie, jurat et collecteur
principal, se réunissent chez le notaire Batut (2). Ne tenant
nul compte de la dernière décision des paroissiens, je ne sais
pour quelle raison, ils font signifier à Monsieur le Curé,
un acte, par lequel ils demandent la bénédiction immédiate
des deux cloches, fondues depuis déjà six mois. Ils considè-
rent ce retard comme une négligence coupable, qui « cause un
« préjudice considérable aux dits paroissiens, qui sont encore
« à même d'en ressentir un dommage prochain, puisque l'on est
« au temps que l'on est affligé des grêles fréquentes, dont on
« pourrait espérer d'être garantis, si lesdites cloches étoient en
« estat d'estre montées et placées, en ce que les faisant sonner
« dans le temps des orages, l'on parvient à diviser et à faire
« dissiper les nuages et mauvais temps (3). D'ailleurs lesdites
« cloches sont actuellement nécessaires tant pour le service
« divin, que pour les cérémonies des enterremens des grands
« corps et des petits enfants. »

Ils donnent à Monsieur de Cadrès un délai de huit jours.
Ce délai expiré, ils prétendent se pourvoir en justice (4).

(1) Mairie de Laroque. Registre des actes anciens notariés.

(2) Les minutes de M^e Batut sont en partie déposées dans l'étude de M. Joffre, notaire à La Sauvetat-de-Savères.

(3) « Lorsque l'orage grondait, le maître d'école les mettait en branle ; il devait le faire à la première « nuée » et recommencer à la seconde. » *Le Village sous l'ancien régime*, par M. Babeau, p. 117. — Un édit de 1784 défendit de sonner les cloches au moment des orages.

(4) Mairie de Laroque. Registre déjà cité.

II

« Venez, baptisons la cloche, que Concorde soit son nom !
« Qu'elle ne rassemble la communauté que pour des réunions
« de paix et d'affection !... Que sa bouche d'airain ne soit
« occupée qu'aux choses graves et éternelles... Qu'elle nous
« répète que rien ne dure en ce monde, que tout s'évanouit,
« comme le son que la cloche nous fait entendre et qui bientôt
« expire ! Maintenant qu'elle s'élève dans les airs !... que ses
« premiers accents soient des accents de paix (1). »

Ces souhaits du poète ne se réalisèrent pas pour les cloches de Laroque et leurs premiers accents bien loin de parler de paix, ne soufflèrent que la discorde.

Monsieur de Cadres ne perdit pas de temps. Y avait-il entente entre lui et les marguilliers ? Les paroissiens semblent l'insinuer. De fait, deux jours après la signification de l'acte susdit, le 17 juillet, à l'issue des vêpres, sans avertir personne, il fit procéder à la bénédiction des cloches. Le lendemain 18, elles furent montées et installées au clocher.

Cette précipitation, surtout après la décision prise de faire refondre la plus petite pour y ajouter la matière détournée par Eugène Camara, étonna les habitants et leur parut suspecte. Les sieurs de Chambon et Fabre ne s'étaient pas associés à la démarche des marguilliers et ils se plaignirent de leurs agissements. La communauté n'ayant pas été avertie, ni consultée, fut froissée et résolut de tirer vengeance de ce manque d'égards.

Le 31 juillet, après la messe, l'assemblée fut convoquée aux formes ordinaires, par Gillis Fort, premier consul ; Guillaume Chambon, sieur de Cancerles et Pierre Fabre. Ces derniers exposèrent longuement tout ce que nous avons raconté et demandèrent « s'il ne conviendrait pas de nommer un syndic

(1) Schiller. Hymne à la cloche.

« de paroisse pour le bien de l'église et pour agir contre lesdits
« marguilliers et autres, ainsin qu'il appartiendra tant pour
« raison de ce, que pour faire randre compte de leur charge et
« notamment de la somme de cent livres quy ont été impo-
« sées pour la refonte desdites cloches et pour les réparations
« à faire à ladite églyze. »

On alla ensuite prier Monsieur le Curé de venir à l'assemblée.
Messire de Cadrès arrive en effet revêtu du surplis et de l'étole,
s'informe du sujet de la réunion et refuse d'y assister.

L'assemblée alors, « nomme pour syndic ledit sieur Pierre
« Nolin et pour marguilliers d'office, Pierre Ladret, hoste,
« pour premier marguillier, Jean Galan, sargeur, au lieu et
« place dudit Fabre et Beaure qui demeurent destitués et
« révoqués par ces présentes à cauze des faits cy-dessus et de
« ce qu'ils ont laissé pendant bien des jours la grande cloche,
« qui était la seule qui restat au clocher, pour une réparation
« qui n'aurait pas coûté plus de dix sols, qui par un effet de
« plus grande prévarication, la laissant sans pouvoir sonner,
« qu'alors au grand préjudice du service divin. Et attendu
« que la petite cloche est sy petite, que non seulement par sa
« grande petitesse son son ne pourrait se faire entendre du
« bourg dudit Laroque ny des villages les plus près de la
« présente paroisse, qu'il est totalement discordant du son des
« autres cloches, ladite assamblée donne pouvoir au syndic
« nommé, de la faire descendre du clocher pour estre de
« nouveau fondue, et employer à icelle toute la fonte qui
« appartient à la présente paroisse, afin qu'elle soit d'une
« grandeur proportionnée à l'autre. Comme aussy donne pou-
« voir audit syndic d'agir contre ledit Camara fondeur, ainsin
« qu'il avisera bon estre ; de même elle luy donne aussy pou-
« voir de faire randre compte à l'amiable auxdits marguilliers
« révoqués et d'agir contre eux par avis de conseil sur les faits
« marqués cy-dessus et à deffaut, reffeus ou delay de randre
« leur compte à l'amiable de les convenir en justice, comme
« aussy en cas de reffeus de la part des marguilliers d'office
« d'en accepter la charge de protester contre eux de tous

« dépens, dommages et intérêts et de les actionner en justice (1)
« pour les y faire condamner ; et enfin de faire rechercher
« les biens et proffitz de la présente église contre ceux qui
« détiennent et de les convenir en justice, pour les y faire
« condamner en cas de résistance (2). »

Le 3 août suivant, Jean Besse, sergent royal, signifie cet acte aux intéressés, et les somme de rendre leurs comptes dans trois jours. S'ils refusent, huit jours après cet exploit, ils seront assignés par devant le sénéchal d'Agenois.

Le syndic Nolin, après cette signification suivie d'un refus formel, était perplexe. La communauté, dans son indignation, n'avait-elle pas outrepassé ses droits, et l'acte du 31 juillet n'était-il pas attaquant en nullité, en tout ou partie, par Monsieur le Curé ou les marguilliers ?

En règle générale les marguilliers étaient nommés par la paroisse à la pluralité des suffrages. Mais à Laroque, le curé prétendait que « selon une coutume et possession immémoriale » lui seul avait le droit de les choisir. Nous voyons en effet dans un « *livre pour insérer la nomination des marguilliers de la paroisse de Laroque-Timbeaut* ou leur reddition de « contes commencé l'année 1730, le 15 août sous le règne de « messire Léon Hébrard de Cadrés curé de ladite paroisse », que chaque année au mois d'août ou de septembre les marguilliers sortant présentaient deux candidats au curé, qui en désignait un pour en remplir les fonctions (3).

La reddition des comptes se faisait devant Monsieur le curé, assisté des principaux habitants.

S'appuyant sur cette coutume, les marguilliers, soutenus par Messire Léon Hébrard de Cadrés, avaient refusé catégoriquement de rendre leurs comptes et de résigner leur charge.

(1) On ne pouvait refuser les fonctions de marguillier sans de graves raisons. *Le Dictionnaire canonique*, de Durand de Maillane, cite plusieurs arrêts, « contre différentes personnes qui, sur le fondement de leur état et de leurs « privilèges refusaient d'être marguilliers » t. iv, p. 525.

(2) Mairie de Laroque. Registre cité, 31 juillet 1735.

(3) Ce mode d'élection des marguilliers était déjà en usage à Laroque dès le xvii^e siècle. Voir les registres paroissiaux, mairie de Laroque.

Le syndic ne sachant quel parti prendre va, sur l'avis de la Jurade, consulter un avocat. Il lui expose ses doutes, qu'il range sous cinq articles.

« Mémoire au conseil sur les doutes proposés par sieur
« Pierre Nolin syndic de la paroisse de N.-D. Del Pech de
« Laroque-Timbeaut par acte du 31 juillet 1735.

« 1° Sy ledit acte peust subsister dans toute son estandue
« ou s'il peust estre attaqué de nullité pour le tout ou pour
« quelque chef par les marguilliers ou Monsieur le curé.

« 2° Sy le proposant a peu faire assigner les marguilliers à
« randre compte ainsin quil paroît de l'exploit du 3 aoust
« 1735 dont le conseil en prendra lecture.

« 3° Les marguilliers n'ayant pas voulu rendre compte à
« l'amiable quoique sommés dans ladite assignation et faisant
« toujours leversise de leurs charges, sy le proposant pourroit
« se saisir de tout ce quil y a dans l'église, appartenant à la
« paroisse, en le faisant constater par un acte de notoriété, et,
« sy cella fait, il doit faire un acte aux marguilliers nommés
« d'office par ledit acte de syndicat aux sommations et protes-
« tations de droit, et enfin, sy attendeu laditte assignation.
« Il peust donner requette, pour quil soit inhibé, à ceux qui
« sont destitués et enjoint à ceux qui sont nommés d'exercer
« la charge de marguilliers.

« 4° Que doit faire le proposant au sujet de l'acuzation et
« information faite contre le fondeur et de la refonte de la
« cloche dont il est parlé dans ledit acte de syndicat.

« 5° L'acte fait à M. Chambon et Fabre, pour les exclure
« d'assister au syndicat, peut y estre une raison de nullité, se
« qu'on ne croit pas, soit parce que le syndicat n'est pas pour
« le motif de l'appointement qui les excluait, soit parce que
« M. le curé en est appelant, et, soit enfin parce qu'il ne leur
« a pas fait donner coppie de cest appointement, et que l'acte
« n'est signifié qu'au premier Fabre, que luy et l'autre sont
« exclus pour un différant motif et que la signifffication n'en
« fust denonsée par M. le curé dans l'assemblée et ensuite
« signifiée par l'huissier après l'acte de syndicat. »

Quelles furent les réponses de l'avocat ? Peut être le dissuada-t-il de poursuivre l'affaire, en lui faisant entrevoir une sentence favorable aux marguilliers. Nous ignorons de même si le sénéchal fut appelé à juger le différent.

Ce qui nous permet de croire cependant que les choses en restèrent là, c'est que les marguilliers frappés de destitution par l'assemblée n'en continuèrent pas moins d'exercer leurs fonctions. Nous lisons en effet dans le livre cité :

« Le 15 aoust 1755, dans la sacristie de l'église de Notre-Dame Del Pech de Laroque-Timbaut, selon l'usage et possession immémoriale, les marguilliers en charge se sont présentés devant nous curé soussigné pour nous nommer chacun deux sujets pour que le choix en soit fait par nous pour servir jusqu'à l'année prochaine, susdit jour.

« Le nommé Jean Fabre premier marguillier nous a présenté à son lieu et place, sieur Bernard Boutote jurat et Jean Delmeja, nous avons choisi le sieur Boutote.

« Pour le plat de la passion, le sieur Beaure nous a présenté, Jean Goubie et Jean Maurous, nous avons choisi Jean Goubie cordonnier pour le susdit plat.

« Pour le plat de saint Blaise, Marc Lobios nous a présenté Michel Laissac et Pierre Barrau nous avons choisi Pierre Barrau pour le susdit plat.

« Pour le plat de la réparation, le nommé Raymond Dardés, nous a présenté Jean Sanson et Jacques Cabanes, j'ay choisi Jean Sanson pour ledit plat.

« Antoine Couleau veut bien continuer les services pour la confrairie, nous y avons consenti, aussy bien que Jean Lescure pour le plat de Saint Germain.

« Laquelle présentation et nomination a été faite en présence de Monsieur de Molinier (1), vicaire de cette paroisse et de sieur Jean Fort, d'Arnaud Laboissière et Jean Bechet lesquels sieur de Molinier, Jean Fort et Bechet ont signé avec

(1) Sur la famille de Molinier. Voir *Fête célébrée à Laroque-Timbaut en l'honneur de la naissance du duc de Bordeaux en 1820*. Agen, Impr. et Lithog. Agenaises, 1901, p. 5.

« nous curé susdit, non ledit Laboissière pour ne scavoir —
« De Molynier, Jean Fort, Bechet jurat, Cadrés curé de
« Laroque-Timbeaut (1). »

La reddition des comptes eut lieu moins d'un mois après,
dans les formes ordinaires.

« Le quatrieme septembre mil sept cens trente cinq, selon
« l'usage et possession immemoriale de mes prédécesseur,
« jusqu'à ce jour sans interruption, le sieur Fabre cy-devant
« premier marguillier de l'église N.-D. Del Pech de Laroque-
« Timbeaut, a rendu ce jourd'hui susdit son compte au sieur
« Bernard Boutote jurat bourgeois, en notre présence et des
« témoins bas nommés.

« Ledit Jean Fabre a remis audit sieur Boutote premier
« marguillier premièrement en argent la somme de six livres.

« Plus quatre serviettes et une nappe (2).

« Plus en cire blanche en cierge huit livres pois crochet.

« Plus le cierge pascal pesant...

« Plus la quantité de soixante treize livres de fonte en deux
« plaques, une grande, pesant soixante deux livres et l'autre
« onze livres, pois crochet.

« Laquelle reddition de compte a été faite audit Boutote
« en notre présence, qui a promis à se bien acquitter de sa
« charge de premier marguillier, lesquels comptes seront
« présentés et rendus à Monseigneur l'Illustrissime et Révé-
« rendissime évesque et comte d'Agen, lors de sa visite ou en
« tel temps que sa grandeur l'ordonnera ; le tout a été fait en
« présence de M. de Molinier, M. de Villatte, pretres et
« vicaires de la présente paroisse et de Guillaume Dubernard
« jurat, et de plusieurs autres paroissiens. Lesquels sieurs de
« Molinier et Villatte ont signé avec ledit Fabre et Boutote,
« non ledit Dubernard pour ne sçavoir de ce requis par nous

(1) Archives de la paroisse 1725.

(2) Ces serviettes devaient sans doute servir à la distribution du pain bénit,
comme cela se pratique encore dans quelques paroisses voisines de Laroque,
notamment à Norpech.

« susdit curé. — Fabre, Boutote, de Molinier, Villatte, Cadrès
« curé de Laroque-Timbeaut (1). »

Ces deux plaques de métal que nous voyons figurer dans le compte de Fabre étaient destinées à entrer dans la refonte de la petite cloche, selon l'acte du 31 juillet 1735. Mais ce projet ne dut pas s'exécuter, puisqu'en 1746 nous les retrouvons encore mentionnées dans le compte des marguilliers.

Aussi bien, croyons-nous que les cloches restèrent au clocher dans l'état qu'elles y avaient été mises, et que le trouble qu'elles avaient provoqué ne dépassa pas les proportions d'une tempête dans un verre d'eau.

III

Quel fut le sort des cloches de Laroque-Timbaut pendant la Révolution ?

Le citoyen Joseph Servan, lieutenant général des armées de la République Française et commandant en chef de l'armée des Pyrénées, ordonna, par un arrêté du 28 août 1793, « que
« toutes les cloches excédant le nombre d'une par clocher
« seraient de suite descendues et dégarnies ».

Le conseil général de la commune de Laroque, réuni le 4 mai, fait le compte des cloches : A l'église de Laroque trois, à Saint-Germain une, à la chapelle du bourg une, à la maison commune une, à Saint-Pierre d'Aurival deux, à Carpillou deux.

« Le conseil arrête que, 1^o sur lesdites trois cloches de Laroque, que, il y en aura deux qui seront descendues, c'est-à-dire
« que la plus grande restera, attendu que ladite paroisse est
« d'une vaste étendue et qu'il importe pour la commodité des
« citoyens qu'elle soit conservée.

« 2^o Que la cloche de Saint-Germain sera également

(1) Archives de la paroisse 1735.

« conservée, le conseil considérant que cette cloche est absolument utile.

« 3° Que sur les deux cloches de Saint-Pierre et Carpillou il sera descendu une de chaque clocher et la plus grande.

« 4° Que la cloche de la chapelle du bourg sera conservée attendu sa grande utilité pour appeler les citoyens aux services qui s'y font tous les jours.

« 5° Que la cloche de la maison commune est aussi très utile, soit à raison de l'horloge qui y frappe dessus, soit à raison des convocations des assemblées des communes. »

Les commissaires nommés pour procéder à la descente et au transport des cloches au chef-lieu furent : Fabre officier municipal, et Fabre, notable, pour Laroque et Saint-Germain ; Pechimbert et Boudie pour Saint-Pierre ; Batut Lalande et Batut du bourg pour Carpillou. On devait transporter ces cloches à Port de Garonne.

Cette délibération ne fut exécutée qu'en partie, pour ce qui concerne les cloches de l'église paroissiale de Laroque. Une seule fut descendue.

Il en resta deux ; mais en 1821, la plus grosse se fêla. Elle fut refondue à Laroque même.

« Le 9 août 1821, a été faite la bénédiction de la grande cloche, tous MM. les pretres du canton et ceux des environs ont été invités à cette cérémonie qui a eu lieu avant midi. La cloche a été suspendue à la poutre de la tribune et a été mise en place sans accident, on a convenu de 200 livres pour la fondre, payer l'excédent de matière et tous les autres frais et le tout à la charge de la fabrique.

« LADAVIÈRE, curé de Laroque, »

Cette cloche existe encore et porte l'inscription suivante :

GE MAPPELLE MARIE ET JAPPARTIENS A LEGLISE NOTRE DAME DELPECH
DE LAROQVE TIMBEAVT

JAI ETE REFONDVE A LAROQVE EN 1821, PAR LES SOINS DE LA FABRIQVE

Un crucifix avec Madeleine aux pieds — évêque — ange armé d'une épée

DVBOIS FONDEVV A ALAN

diamètre 0,90

Quelques années après la petite cloche, celle de 1735, eut besoin d'une réparation.

« La seconde cloche de l'église et celle de la chapelle du « château ayant perdu l'anneau qui soutient le batant, presque « en même temps, on les a faites réparer par le sieur Bouyssès « serrurier, qui les a percées avec le ciseau et la lime et y a « remis un autre anneau contenu par des clavettes, lesquels « anneaux a posé Colombette, cet ouvrage a coûté quatre « livres.

« Le sieur Bouyssès ayant demandé soixante livres pour « son travail, on consulta les serruriers d'Agen qui ne l'esti- « mèrent que quarante et dirent que le sieur Bouyssès auroit « du percer la cloche avec des forets à bascule et des écarri- « soires au lieu de la lime et que par ce moyen, il aurait mis « beaucoup moins de temps et aurait pris moins de peine. *In rei memoriam*, 10 mars 1823.

« LADAVIÈRE, curé de Laroque. »

Le fondeur, qui avait établi ses fourneaux et ses moules près de la halle, fit plusieurs cloches des environs.

« Sera pour mémoire que la cloche de Norpech qui est du « poids de 350 livres juste sans y comprendre le batant, a été « fondue à Laroque sur la place entre la croix et la halle, le « 28 janvier 1818, qu'elle a été transportée à Norpech et bénite « le lendemain. Parrain M. Barthes (1), maire de Laroque et marraine M^{me} veuve Barret de Nazaris, résidente au Portail. Ladavière, curé. »

Cette cloche a été felée en 1900 et refondue la même année.

« Le 18 mars 1818, la cloche de l'église de Saint-Pierre « supprimée se trouvant felée et sans anse, a été refondue au « bourg de Laroque près de la croix pour être mise à l'horloge « et celle qui appartenait ci-devant à l'église lui a été restituée « et tout ce qu'il en a coûté pour cet objet a été payé par les

(1) Voir *Fête célébrée à Laroque-Timbaut en l'honneur de la naissance du duc de Bordeaux en 1820*, p. 5 en note.

« habitants volontairement et sans role, et ceci pour mémoire.

« Le fondeur a jugé par estimation qu'elle pesait six quintaux et la première neuf quintaux.

« Le poids de la cloche mise à l'horloge est de 152 livres.

« Les habitants de la commune de Vitrac ayant la cloche de leur église felée d'un bout à l'autre, l'ont faite refondre à Laroque le 18 mars 1818. Et ont pris pour en faire la bénédiction le mardi 31 du même mois.

« LADAVIÈRE, curé de Laroque (1). »

Ces cloches dont nous venons de raconter l'histoire et qui ont si longtemps sonné les joies et les deuils des familles et de la patrie, font toujours entendre leur voix puissante. « Cette télégraphie mélodieuse » résonne encore dans l'espace, et porte à tous, à travers les vallons, par-dessus les côteaux, les saintes pensées et les pieux souvenirs.

J.-R. MARBOUTIN.

(1) Regist. par. 1818.

UNE PROMENADE A HUÉ

12 Février 1902.

A minuit, je monte sur le pont du *Mytho*. Pas d'étoiles ; ciel lourd, vaguement pluvieux. Une houle lente balance le paquebot sur sa chaîne. Des silhouettes de montagnes s'estompent dans la nuit et la brume. « Où sommes-nous ? » — « A Tourane, me répond l'officier de service. » — « Mais en quel point de la baie ? » — « Sais pas, fonds de douze mètres. » — Il y a des feux, mais les cartes ne les mentionnent pas. Au jour on rectifiera le mouillage.

A six heures je suis sur pied, ma valise faite, prêt à partir avec le ministre plénipotentiaire de France à Bornéo. On a organisé une caravane pour le conduire à Hué. Il profite d'une tournée d'inspection du gouverneur des Khmers.

A neuf heures seulement, la chaloupe de la résidence accoste et nous nous ébranlons : le gouverneur et son aide de camp, le ministre, son premier secrétaire, son chef de cabinet et votre serviteur.

Il fait calme ; les nuages remontent lentement sur le flanc des montagnes d'Annam. Tourane éparpille ses huttes indigènes et les villas de ses résidents dans une plaine plate, au bord d'une rivière qui porte à la mer le trop plein des lagunes et des rizières.

Un copieux déjeuner nous est servi chez M. L..., au milieu d'une collection de meubles et de curiosités annamites de toute beauté. On cause chasses. Les tigres abondent dans la région. On en a pris une quinzaine en un mois dans les pièges de la concession L... Ce sont des fosses recouvertes d'une trappe. Un chien sert d'appât. Il n'est généralement pas mangé. Le tigre prisonnier ne songe plus qu'à s'en aller. Dès qu'un fauve est pris, on se transporte en pique-nique sur le lieu de la capture pour l'occire. On le tue au gîte ; c'est à révolter un chasseur. Depuis quelque temps il passe à Tourane de nombreux Tartarins élégants ; ils ne tuent généralement rien.

Deux voitures nous transportent à quinze kilomètres de Tourane à travers une plaine de sable blanc et de sel. On dirait d'un chott algérien desséché. Des bouquets de bois coupent la monotonie du paysage et jettent un voile vert sur l'éclat aveuglant du sol.

A Namro nous retrouvons nos bagages au bord d'une rivière, et la caravane s'organise. Six chaises et vingt-six porteurs pour les européens : huit coolies pour les bagages, six pour les palanquins des deux boys et du caporal qui nous suivent. En tout quarante coolies.

Le service des transports, sur la route mandarine de Saïgon à Hué que nous allons suivre, constitue ce qu'on appelle les « trams ». Tous les quinze kilomètres environ, il existe un village où sont inscrits des gens faisant profession de porteurs. Le chef du village réquisitionne les coolies nécessaires pour relever ceux que vous avez pris à l'étape précédente. On peut ainsi marcher toute une journée sans s'arrêter. Les Européens et les Annamites d'importance emploient la chaise à porteurs qui exige quatre coolies. La plupart des indigènes, d'un poids bien inférieur au nôtre, se contentent d'un hamac suspendu à une perche de bambou et protégé par un toit de nattes.

Deux porteurs leur suffisent. Ce palanquin est insupportable aux européens, le hamac est trop court, difficile à tendre, et exige une souplesse de membres qui nous manque.

Les trams ne fonctionnent pas la nuit. Les indigènes ont peur du tigre. Notre voyage se poursuivra cependant sans interruption ; mais on a dû le préparer à l'avance ; la haute administration s'en est mêlée. Nous en serons quitte pour prendre un supplément de coolies, porteurs de torches destinées à effrayer les fauves.

Tandis que l'aide de camp rassemble péniblement son monde, nous nous engageons sous bois, jusqu'à un petit temple dédié à quelque Dieu qui protège des tigres. Un de ces animaux est grossièrement taillé sur le mur d'honneur, et recouvert par places de tessons de porcelaine. Il est trois heures ; un lourd silence de chaleur pèse sur la forêt ; au loin les coolies s'appellent.

Nous rejoignons le bac. Le caporal, affolé par l'impatience du gouverneur, tape à tour de bras avec une longue baguette sur les premiers annamites venus pour les enrôler. Ils n'ont pas l'air de s'en étonner ; c'est tellement dans les usages du pays !

Enfin les deux bras de la rivière sont passés. La caravane s'allonge avec ses palanquins, ses chaises et ses bagages, au pas alerte des porteurs. Ils sont petits, mais musclés et admirablement résistants. Même en terrain accidenté, ils font cinq ou six kilomètres à l'heure.

Nous sommes au pied des montagnes. Les sommets se perdent dans les nuages ; une sorte de jungle ensevelit leur base dans un fouillis de plantes sauvages d'où jaillissent des panaches d'herbes des pampas. Ça et là se recourbe un toit de ferme ou d'oratoire ; un arbre déraciné par la mousson se tord sur le bord de la route. Une rivière coupe la plaine en friche. Sa nappe d'eau verte, merveil-

leusement calme, contraste avec les hautes lames qui déferlent à son embouchure, à quelques centaines de mètres de nous. C'est la vie : l'âme limpide et douce de l'enfance brusquement jetée aux passions.

La route s'élève sinueuse au-dessus de la mer. La baie de Tourane se déploie : nappe bleue que borne la lourde silhouette du cap Kien-cha coiffé de nuages, et, vers le sud, des plaines et des lagunes piquées de trois rochers noirs : les Montagnes de Marbre. Là-bas éclate de blancheur un « Mytho » minuscule et perdu. La fraîcheur du soir descend sur nos épaules à mesure que nous montons. Des sensitives se replient sous l'effleurement de nos coo-lies. En dessous, très bas, la mer brise ; son murmure affaibli parvient jusqu'à nous ; la houle moire la baie. Un village se blottit dans une anse paisible où une jonque est venue s'abriter. Une fumée bleue s'élève. Des gens vivent là, sans passions et sans inquiétudes, peut-être aussi sans rêves, tandis qu'au large l'immense mer blanchit sous la mousson, et qu'à l'horizon passent des fumées de navires.

Nous montons péniblement. Très haut, dans une coupure de la montagne, un point blanc brille comme une étoile : c'est le col des Nuages et la Porte de Fer. Le col des Nuages ; il y a quelque chose d'ossianesque dans ce nom, comme dans les formes tourmentées de ces montagnes d'Annam qui semblent aussi merveilleusement faites pour abriter des dieux et des légendes que les rochers fantastiques de la baie d'Along.

La mer bleuit, puis pâlit dans la brume. D'énormes blocs de granit noir se penchent sur le chemin. La végétation un peu maigre des premiers gradins a fait place à d'inextricables enchevêtrements de lianes. Elles retombent en cascades de verdure, piquées de fleurs rouges comme des gouttes de sang. Des ravins se creusent où

des torrents bondissent vers la plaine. Au-dessus de nous des bois s'étendent, profonds, touffus, mystérieux. Ils se prolongent au delà du col sur les crêtes qu'ils ensevelissent, déroulant au gré des pentes leur manteau de velours vert. Des nuages les caressent et s'y roulent, vomis par la déchirure du col.

Un raidillon nous y conduit rapidement, tandis que le ministre et la caravane continuent leur ascension en lacets. Nous montons jusqu'à la porte, dernier reste des fortifications qui défendaient autrefois ce passage. L'autre versant apparaît. La route descend, prenant la montagne en écharpe à travers les bois. En bas, très loin, une bande de sable s'allonge, une sorte d'isthme, bordé d'écume blanche, vers une croupe boisée qui se perd dans les brumes de l'horizon. Au pied de la côte se trouve le bac et le village de Langco où nous devons dîner ce soir. Deux heures et demie de marche nous en séparent, et il est six heures.

Aussi le capitaine Z... s'agite pour reformer une nouvelle équipe. Nos anciens porteurs, alignés sur le bord de la route, leur bambou à la main, attendent patiemment les 20 cents par tête (environ dix sous) qui rémunèrent leur travail. Les premières chaises sont déjà parties quand le ministre arrive, grave et majestueux, avec sur toute sa figure la satisfaction de l'ascension terminée et de la cigarette qu'il va pouvoir fumer tranquillement. Peut-être même espère-t-il qu'on va dîner. Il n'a pas dit un mot que sa chaise se présente. « M. le Ministre, il faut partir, nous sommes en retard. » — « Mais je fumerais bien... » — « Impossible, pas le temps, faut arriver à Langco... » Ma chaise m'emporte. Le gouverneur le laisse se débattre avec son aide de camp. Abandonné de tous, il finit par se résigner et nous rattrape un kilomètre plus loin.

Peu à peu la nuit se fait ; le col s'efface. Un ravin

profond se creuse à côté de nous. A travers des échappées de feuillages où grimacent des arbres tordus, convulsés par leur lutte contre l'éternelle mousson, nous apercevons l'isthme, la mer, le cap, de plus en plus noyés dans la brume. Une tristesse froide nous envahit. Le gouverneur essaie de la secouer par quelques interpellations bruyantes d'un bout à l'autre de la colonne. On dévale, on dévale rapidement.

Nous voilà en forêt. Brusquement les torches s'allument projetant des lueurs fantastiques sur les chapeaux coniques des coolies, sous la voûte de feuillages. Les arbres prennent des allures de spectres. On dirait une danse macabre dans des flammes de Bengale. Nos porteurs s'interpellent dans leur langue bizarre. Des chiens aboient sur le seuil des chaumières subites, dont les habitants s'entassent, demi-nus, pour nous voir. Puis nous retombons dans la solitude. Sur les crêtes pèsent des nuages plus noirs. On entend d'invisibles cascades. L'air est plus frais. D'innombrables lucioles s'allument. Au bord des trous d'ombre profonds que font les torrents, elles se rangent et se perdent sous les arbres, comme l'illumination d'une fête très lointaine, vers des temples mystérieux habités par des génies, et d'où ruisselleraient ces eaux qui murmurent. Nous dévalons toujours.

Soudain le bruit de la mer nous arrive sourdement. Elle apparait dans un clair de lune pâle, baignant une terre qui ressemble à une île, au dessous de nous. Nos porteurs crient sans s'arrêter. Des voix répondent de là-bas. Au bord de la route, dans une niche posée sur quatre pieux, une lampe brille à travers une gaze devant un Boudha, protecteur des tigres. Brusquement la route tourne ; la caravane se mêle et s'agite, dans la lueur des torches, sur une petite esplanade que prolonge un appontement. Une large nappe d'eau nous barre le chemin : on entend le

ressac sur la barre à l'entrée de la lagune. Les montagnes noient leurs contours indécis dans les vapeurs lunaires. Une clarté blafarde dort là-bas sur l'onde immobile. C'est le décor du deuxième acte de Sigurd : les trois Nornes vont surgir avec leur linceul. Hélas ! où est Brunehild !... Je braverai bien quelques flammes pour être aimé d'une déesse... il n'y a même pas une simple mortelle.

Nos porteurs, à l'extrémité de l'appontement, poussent des cris à mettre en fuite Elfes, Kobolds et dragons..., des lumières s'agitent sur la rive opposée, mais rien ne vient. Le ministre meurt de faim. On parle de diner ici, mais il n'y a plus de torches. On en découvre une dernière, et on commence à déballer les victuailles. On se rue sur les hors-d'œuvres. « Un bateau ! » crie G... Le bac est là : passera-t-on, passera-t-on pas ? Discussion violente, close par l'ordre de tout emballer. Nous aurons au village une table, des chaises, tout ce qu'il faut pour écrire, faire une omelette et du café ; et, pendant ce temps, on réquisitionnera des porteurs. Je passe le premier avec le capitaine Z..., pour organiser le festin. Il m'explique qu'il a de la méthode. Moi aussi. Demain je soutiendrai le contraire, ça m'est parfaitement égal. Je lui accorde cependant que ses principes ont du bon, quand, une demi-heure après, nous nous trouvons rassemblés autour d'une table copieusement servie, avec nappe, couverts et flacons dorés. C'est dans un grand hangard qui a dû jadis servir de pagode. Deux cents annamites nous entourent. La lueur des photophores joue sur les figures saillantes, sur des haillons qu'eût admirés Callot. On apporte un somptueux repas au caporal et au boy qui nous ont servis, pendant que le chef de village, un vieillard aux traits assez fins, complète notre nouvelle équipe.

En route à travers la forêt... Les lueurs des torches dansent sur les feuillages, à gauche la lagune se devine, à

droite ce sont les bois, la jungle, le domaine des tigres. Le silence se fait sur la caravane, troublé de loin en loin par la voix du capitaine appelant « caï (1) milice » ou « caï coolie », pour faire presser quelques porteurs ou rallumer des torches. Elles s'éteignent, se rallument ; nos hommes s'enfoncent dans la vase d'un marécage. Peu à peu, je perds conscience de ce qui m'entoure au bercement de la chaise. Les yeux clos, je m'enfonce dans la jungle des rêves. Un craquement sinistre et une exclamation violente me ramènent à la réalité. La chaise du capitaine vient de se casser, versant son contenu. Pas d'accident de personne. Je descends de la mienne et, entraînés par nos porteurs qu'excite le voisinage des relais, nous atteignons en une demi-heure le village suivant.

Depuis un moment des silhouettes de cases s'ébauchaient sous les arbres, et des chiens grondaient dans l'ombre. Nous tombons tout à coup dans un charivari infernal. Les chaises sont à terre, au milieu des porteurs qui s'interpellent avec animation sous les torches vacillantes. Le chef de village et les notables réunis ont fait apporter une espèce de tambour de bois, sur lequel un annamite s'escrime jusqu'à ce que tous les habitants réveillés viennent avec des mines effarées voir ce dont il s'agit. On réquisitionne immédiatement les porteurs. Mais le ministre n'en peut plus. Il parle de coucher ici. Le gouverneur est très ennuyé. Cela ferait manquer son voyage. On propose au ministre un palanquin ; il accepte, puis refuse dès qu'il voit l'instrument de torture. On le remet dans une chaise, il se laisse faire, et nous repartons.

À quatre heures et demie, nous atteignons un nouveau village. C'est Co-haï. La lagune est tout près, où doit nous attendre la chaloupe du Résident supérieur. Le « caï

(1) Caporal.

milice » s'élance à la découverte. Nous nous réunissons sur une petite place, flanquée sur trois cotés de hangars, munis de nattes, de tables et de fourneaux. C'est une sorte de caravansérail. Des voyageurs dorment, lourdement étendus, d'autres absorbent du riz avec des bâtonnets, d'autres causent accroupis autour des braseros. Le caï revient, la chaloupe n'est pas arrivée. Le ministre, d'abord disposé à s'étendre sur une natte, recule par une crainte fort justifiée de n'y être pas seul. Cette pouillerie est peu engageante.

Il règne un brouhaha étrange dans cette cour du relais. Nos quarante coolies se pressent autour des chaises en désordre. Nous errons comme des âmes en peine. Il fait froid, une rosée intense nous pénètre. On allume un grand feu, nous nous asseyons tous autour. On fait du thé. Peu à peu toute la caravane, augmentée des voyageurs réveillés, se presse autour de notre brasier ; et c'est vraiment un spectacle unique que ces cent ou cent cinquante Annamites accroupis presque dans le feu, fumant leurs longues pipes avec des airs de sphynx, pendant que les yeux des derniers rangs reluisent dans l'ombre, et que sur nos têtes les étoiles commencent à pâlir.

La chaloupe vient d'arriver : il fait jour. Nous trouvons dans un arroyo trois sampans confortables, envoyés par le résident avec un maître d'hôtel annamite. Il y a un large matelas cambodgien au fond de chacun. Nous nous divisons par groupes de deux, — comme les vers classiques — le gouverneur et le ministre, l'aide de camp et le secrétaire, le chef de cabinet et votre serviteur.

Je ne vous ai pas présenté le chef de cabinet. Quarante-cinq ans, sourd comme Beethoven, fait de la musique avec un peu moins de génie. Travaille dans l'oratorio, le cantique, la berceuse et l'opérette. Est d'ailleurs un peu moins dur d'oreille que son précurseur et veut avoir l'air

de ne pas l'être du tout ; d'où quiproquos et coq-à-l'âne délicieux. Très préoccupé de ses bagages et du confortable qui lui est dû, accuse toujours le ministre d'avoir faim, quand l'heure lui semble venue de réclamer impérieusement pour lui-même, et sans souci des difficultés du moment, de quoi s'alimenter.

Nous tombons l'un à gauche, l'autre à droite, indifférents aux taillis verts sous lesquels s'enfonce l'arroyo. Quand nous nous réveillons, les trois sampans sont à la remorque du canot à vapeur, en pleine lagune. Ça et là, des marécages et des rizières soulèvent leurs verdure demi-noyées où s'enfoncent des canaux. Des huttes de terre se dressent sur des digues ; des bouquets de bambous surgissent dans l'air bleu du matin. A l'horizon, il y a de grandes montagnes pâles ; elles nagent dans l'immense lumière.

A quelle distance sommes-nous de Hué ? Nul ne sait. Il est huit heures, nous arriverons dans l'après-midi. Le chef de cabinet s'étire et prononce : « Le ministre doit avoir faim ; est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de déjeuner ? »

— « Je ne sais pas... on nous le dira bien. »

Je refuse de me mobiliser ; je ne suis pas son aide de camp. Nouvelles réflexions. La situation se tend. Heureusement le maître d'hôtel surgit. Un excellent chocolat ramène la sérénité dans l'âme tempétueuse de mon voisin. On échange de sampan à sampan des saluts sympathiques et on se débarbouille dans l'eau courante.

Nous nous engageons dans un canal. Il se prolonge indéfiniment à travers les rizières, bordé de dunes que jalonnent de loin en loin des villages et des bouquets de bambous. Parfois la chaloupe s'échoue, nos trois sampans tombent pêle-mêle les uns sur les autres.

Le soleil devient très chaud. Les Annamites sommeil-

lent sous leurs salaccos immenses. Il y a dans mon sampan une femme assez gracieuse ; mais pourquoi faut-il qu'elle ait les dents noires ? La mode !... il serait du dernier shocking dans ce pays-ci de ne pas se laquer les dents.

Le déjeuner nous réunit dans le sampan du gouverneur.

Les berges deviennent boisées, les maisons s'entassent. Il y a un pont sur l'arroyo. Une église surgit dans les arbres. Brusquement, nous débouchons dans une rivière large comme un lac, que traverse un grand pont de fer à plusieurs arches. Des toits aigus érigent des pavillons jaunes ; quelques maisons européennes apparaissent sur la rive opposée. Hué ! nous sommes arrivés.

La ville annamite, ou plutôt la forteresse, est sur la rive gauche. Sa vaste enceinte renferme plus de terrains vagues que de quartiers habités. A l'intérieur se trouve le palais impérial. Les résidences européennes sont sur la rive droite, à l'exception des casernes qui occupent un immense terrain dans l'enceinte fortifiée. Elles sont entourées de murs crénelés et possèdent des jardins où les soldats se reposent du métier militaire dans des cultures aussi utiles qu'innocentes. Il y a trois compagnies à Hué ; la quatrième compagnie du bataillon est à Tourane.

Nous passons sous le pont de fer ; nous accostons un large escalier sur lequel nous attend le résident supérieur, M. L... et son secrétaire, M. M.... Le premier, ancien capitaine d'artillerie, fut officier d'ordonnance d'un gouverneur de l'Indo-Chine. Il a sous ses loignons l'air distingué et studieux. Le second, homme de plume et de bureau, possède une tête de vieux Gaulois, et une moustache à rendre jalouse l'ombre de Vercingétorix. Très aimables tous deux.

La résidence, grand bâtiment rectangulaire et massif, est en retrait de cette vaste terrasse plantée de pins qui domine la rivière. Elle dresse le pavillon tricolore en face

du jaune étendard de l'Annam. Elle est confortable et bien aérée, plutôt que luxueuse. Les pièces sont immenses, meublées de curiosités du pays. L'ensemble révèle une absence qui se trahira mieux encore dans le caractère un peu mélancolique de l'amabilité que l'on nous témoigne. Il manque ici une femme, une main légère et des yeux souriants. Je n'ai jamais mieux senti l'utilité de cette frivolité charmante dont les hommes ne savent pas voiler la gravité de leurs principes et l'austérité de leurs fonctions. La femme : ce sont les ailes de l'homme, ange déchu.

Sieste générale, après toilette rapide dans un local dont je ne sais s'il était annamite ou français, mais combien peu commode ! et plein d'une eau glaciale. Je suis réveillé par les exclamations de mon voisin, il se débat au milieu d'une inondation. La baignoire s'est débouchée, et comme l'eau n'avait pas d'écoulement... tableau... Une armée de boys rétablit l'ordre et la sécheresse.

Je descends sur la terrasse, au bord du fleuve. Il s'incurve en amont et en aval, et se perd dans un horizon de forêts. Peu de mouvement sur l'eau. A part un marché où quelque agitation se manifeste sur l'autre rive, au pied d'une tour décorée d'une horloge, tout semble mort. La vie doit être horriblement mélancolique et monotone quand on n'a que ce paysage à contempler, et cela m'explique encore l'air morne qui flotte sur la résidence.

J'ai traversé l'énorme tube métallique ; me voilà au marché. Trois hangars à angle droit, sous lesquels s'agite avec modération une foule peu nombreuse autour d'étagères de comestibles et de petits restaurants improvisés. Il y a d'étranges victuailles : des haricots germés, des poissons de formes bizarres, des purées de toutes les couleurs. Des femmes accroupies triturent des mélanges dans des bols de faïence. Une autre mesure du riz, en faisant sauter le contenu d'une corbeille dans un boisseau avec une

merveilleuse dextérité. Des enfants circulent, infiniment petits, avec des colliers et des petites toques. Ils ont, dans le genre jaune, un petit air espagnol. Des bouches saignantes crachent du bétel. Sur cette foule de proportions réduites, planent les aiguillettes d'un gendarme majestueux.

En dehors du marché, dans un terrain vague, s'élèvent sur quatre pieux de petites niches qui ressemblent à des guignols. Deux ou trois annamites, accroupis dans chacune, entrouvent légèrement les nattes qui les ferment pour répandre des fusées et des pétards, à la grande joie des enfants. La fête du Têt n'est pas encore terminée.

Le long de la rue, les boutiques sont misérables ou entachées d'un caractère européen. Il y a des Chinois et des Malabares. Les femmes annamites se sauvent dès qu'elles me voient entrer. Effet désolant

Une voie inconnue me jette en pleine campagne : un soldat me ramène dans une rue chinoise. Des chiens grondent. Tout le monde semble étonné de me voir à pied. Des enfants se serrent craintivement. Je leur souris. Ils partent immédiatement d'un éclat de rire qui n'en finit pas.

Une pagode quelconque ne me retient guère, et je reprends lentement le chemin de la Résidence, seul, très seul, dans le soir qui descend.

Dîner de garçons, somptueux et délicat, mais.... pas d'ailes !

14 février.

Réveil à cinq heures et demie. Nous devons partir à six heures avec la chaloupe de la résidence pour aller visiter le tombeau de Minhmang. A l'heure dite, la chaloupe est accostée à l'escalier du fleuve ; mais, comme on

ne lui a pas donné d'ordres suffisamment détaillés, elle n'a pas allumé ses feux. Le premier moment de surprise passé, le Résident donne l'ordre d'atteler deux voitures. Nous irons d'abord au tombeau de Thien-tsi ; nous retrouverons la chaloupe enfin prête à un embarcadère voisin.

Dix minutes après, nous roulons sur le bord de la rivière dans l'air frais du matin. Nous longeons la concession européenne ; brusquement la route tourne à gauche, traverse des groupes d'habitations indigènes clôturées de bambous, franchit un arroyo, s'enfonce parmi les taillis emperlés de rosée et débouche dans la Plaine des Tombeaux.

Un merveilleux paysage, d'une profondeur d'horizon et d'une noblesse de lignes à tenter un Lorrain. Le soleil va se lever. De transparents nuages roses courent derrière les bouquets de pins. Une brume légère flotte sur les ondulations semées de pierres grises qui sont les tombes. Pas une mesure ne vient rompre l'harmonie. C'est la noblesse de la mort, le silence du repos éternel dans l'éternel rajeunissement de l'aurore. Rien de triste dans cette nécropole. La plaine est immense. Rien n'y vient troubler le sommeil des générations. Plus rien n'y subsiste de la mesquinerie de la vie écrasée dans les paillotes sordides. Depuis combien d'années, depuis combien de siècles les cortèges funèbres sont-ils venus de la petite ville misérable au vaste champ, où, pour la première fois, il semble que chacun ait eu une large place au soleil ?... Des tombes, des tombes, partout des tombes..., il y en a autant, et d'aussi anciennes peut-être, que dans la vallée de Josaphat. Mais, là-bas, la montagne en était pavée : cela lui donnait un aspect lugubre. Ici, elles se cachent dans le creux des vallons, sous les bosquets de pins, à l'ombre des buissons pleins d'oiseaux. Il semble qu'elles ne veuillent pas se laisser voir ; elles se confondent avec

les pierres du sol ; elles ne troublent pas la sérénité de la nature.

Un bois aux belles lignes barre l'horizon devant nous. Une enceinte apparaît, puis des terrasses au milieu des pins séculaires. C'est le temple du Ciel. L'empereur y vient tous les trois ans offrir des sacrifices. On nous montre la maison où il demeure pendant deux jours. Des allées merveilleuses fuient dans la solitude d'un parc enchanté.

La route s'engage parmi les rizières où tremble l'image de bois de pins plus touffus encore. Rien ne peut rendre la grâce élégante de ce paysage de pins et de bambous dans la fraîcheur de l'aube.

Nos voitures s'arrêtent dans une clairière ; des constructions grises apparaissent à travers les arbres : le tombeau de Thien-tsi.

Il se compose de deux groupes d'édifices. Le premier comprend un petit oratoire, derrière lequel un pont jeté sur un bassin artificiel conduit vers la colline qui garde la dépouille de l'empereur ; le second est constitué par le temple dédié au défunt et les bâtiments réservés jadis à sa suite, aujourd'hui aux gardiens.

Quand un empereur d'Annam meurt, sa femme et ses serviteurs quittent la cour pour aller s'établir autour de son tombeau. Toute une population vit encore auprès de celui de Tu-Duc, notre premier protégé.

Cinq empereurs se sont succédés depuis Thien-tsi, sans compter les régences, et les règnes rapides de princes aussitôt renversés par une intrigue de cour. C'est dire qu'il ne subsiste aucun de ceux qui l'ont servi.

Un gardien nous introduit dans la cour dallée où nous retrouvons au premier abord les dispositions adoptées en Chine pour la sépulture des empereurs Mings. Une double rangée d'animaux de pierre et de mandarins garde

l'avenue du tombeau. Mais tout est réduit dans la proportion du maître riche au vassal pauvre, de l'immense empire Céleste au petit royaume d'Annam. Les mandarins gigantesques de Nankin sont devenus des magots de grandeur naturelle. On les aperçoit à peine sur les côtés de la cour. Minuscule est l'oratoire auquel on accède par un escalier triple mais banal, sans décoration, sans ciselure de pierre ; minuscule, le bassin d'où jaillissent des tiges desséchées de lotus, et dont le pont s'ouvre et se ferme sous de maigres portiques, formés de quatre poteaux surmontés de traverses multicolores. Est-ce de la porcelaine ou simplement de la brique hideusement barbouillée ? Une sorte de carafe dorée reluit au sommet : What is that ?

Mais la rosée du matin a laissé des diamants sur les nénuphars, des fleurettes poussent entre les briques des murs et des pariétaires s'y suspendent, des frangpaniers surgissent des terrasses, attestant la vie puissante de la nature et la sève du sol. La colline ronde où repose Thientsi est ensevelie sous les frondaisons d'un bois splendide, et des pins déploient leurs parasols légers à côté des manguiers et des badamiers que domine la svelte colonne élevée à la mémoire de l'empereur mort. Le silence règne sur les bois et sur les bassins. Dans la douceur de cette matinée d'automne, parmi les teintes vieilles de ces bois, ces murs gris à demi rongés donnent l'impression d'une ruine grandiose, le sentiment profond et toujours poignant du Passé.

Nous sommes revenus sur nos pas, parmi les feuilles mortes, pour visiter le temple pauvre aux laques écaillées, aux peintures défraîchies et criardes encore, où l'on conserve quelques-uns des objets ayant appartenu à Thientsi : un beau coffre incrusté de nacre, une pipe à opium en jade, une robe d'apparat. Les braves gens qui nous conduisent nous montrent avec orgueil cinq ou six chromo-

lithographies de fleurs pendues aux piliers : ce sont des modèles de chez Julien. Nous éprouvons une véritable satisfaction à nous retrouver sous les grands arbres, au bord d'un bassin artificiel, c'est vrai, mais beau de la beauté des choses qu'il reflète.

C'est un véritable parc que nous traversons pour descendre jusqu'à la rivière. Côte à côte, dans un petit enclos, des tombes s'alignent : « Des princes du sang », nous dit l'interprète.

Entre deux rives boisées, dans un paysage charmant, nous remontons en chaloupe jusqu'à l'entrée d'une avenue de badamiers qui conduit au tombeau de Minh-mang. C'est le père de Thien-tsi, le fils de Gialong, le deuxième empereur de cette dynastie des Nguyen qui se rendit indépendante des Lè du Tonkin, et soumit à travers les forêts de l'Indo-Chine les peuples du Cambodge et du Laos.

Minh-mang fut un grand prince et un sage. Le tombeau dans lequel il dort est digne de lui pour la beauté du site, le recueillement et la splendeur des bois qui se mirent dans un admirable étang. Ce serait une retraite charmante pour y méditer sur la vanité de la gloire humaine et sur les mystères de ce passé des peuples asiatiques dont nous n'aurons jamais la clef. Qu'est-ce que les Annamites ? Des métisses de Chinois et de Malais, une peuplade de race pure ? Quand sont-ils venus ? Nul ne sait. C'est un peuple doux, mais fier. Sa force de résistance, non moins que les conquêtes d'antan, trahit un sang guerrier. Les Mongols de Chine n'ont jamais pu les obliger à porter la queue. Seuls de tous les peuples jaunes inféodés au Fils du ciel, ils ont gardé les cheveux longs qui encadrent un visage énergique et fin. Ce sont des Chinois plus bruns, plus sveltes, plus agiles, où l'on retrouve un peu du tempérament vif et gai des Japonais, dû peut-être à une communauté de sang malais. Certaines annales indigènes font

remonter l'origine des Annamites à une conquête du Tonkin par les Chinois, qui auraient exterminé tous les hommes et gardé les femmes. Toujours est-il que l'Annamite déteste le peuple de Confucius et considère ses voisins du Laos et du Cambodge comme des sauvages.

Tout cela nous est raconté par l'interprète au grand salacco, aux dents laquées, tandis que nous cueillons des roses sauvages dans le parterre entretenu par le gardien derrière la petite pagode du tombeau. Il nous donne la liste des empereurs Nguyen : Gialong, Minh-mang, Thien-tsi, Tu-duc, Kion-phuoc, Ham-nghi, Dong-khanh, Thanh-taï. Soudain, nous nous apercevons qu'il est tard, que l'heure du déjeuner approche ; nous reprenons le chemin de la chaloupe.

Un dernier regard jeté sur l'étang mélancolique fait éclore simultanément deux ou trois regrets de ne pouvoir jouir quelque temps de cette retraite. — « Oui, oui !... mais ça manque un peu de femmes. » — Sur cette judicieuse remarque, je suis honni par les vieillards. Pourtant le ciel n'est pas plus pur, etc...

Sur le vieux pont qui garde l'entrée, j'ai cueilli deux liserons frêles pour mes si chères et trop lointaines sœurs.

La chaloupe file entre les rives boisées qui s'élargissent. Tous ces bois font partie de la nécropole impériale. De loin en loin, une colonne sur la berge marque la limite du domaine funèbre de chaque empereur. Sur une terrasse blanchit la tour à cinq étages de la pagode de Confucius. Voici la ville. Nous sommes arrivés.

A trois heures et demie, les deux voitures nous emportent avec le résident vers la forteresse, vers le palais. Sa Majesté Thanh-taï a daigné nous accorder audience.

Bien modeste et bien peu impériale cette demeure, en dépit des ponts-levis et des soldats bleus et rouges qui manœuvrent avec application suivant les principes de

leurs instructeurs français. Un mandarin de première classe n'en voudrait pas. Le trône est en clinquant, dans une salle où une affreuse tapisserie d'occident jure avec les panneaux où se tord d'indignation le dragon doré. Un rare eunuque paraît, nous invite à franchir ce seuil hospitalier. Voici une cour où deux vasques contiennent une eau médiocrement pure, à côté de brûle-parfums en bronze vulgaire. Cinq ou six personnes nous attendent sous une galerie aux piliers de bois. Un jeune homme se détache du groupe en balançant les épaules suivant les usages aristocratiques d'Annam ; il nous tend la main d'un geste dégagé. Nous le suivons dans un grand salon européen assez nu. Un beau vase bleu de Sèvres s'élève au milieu, sur un support qu'entoure un divan très bas. Une table porte sept coupes de champagne. Le jeune homme s'assied au bout en nous montrant les chaises d'un geste circulaire, et nous connaissons ainsi que c'est l'empereur. Il est vêtu de noir, comme le premier Annamite venu ; un col sale sort du collet de sa robe ; un léger strabisme donne à son regard une expression fuyante et à sa physionomie je ne sais quoi de cruel, qu'accentue la noirceur des dents mal laquées. Son interprète est plus agréable à l'œil ; c'est un vieillard aimable et fin qui s'exprime avec assez de facilité. Thann-taï comprend le français, mais ne daigne pas le parler.

Derrière le fauteuil de l'empereur, se masse la cour : une dizaine de mandarins à l'air profondément abruti. On échange des réflexions banales. Thann-taï demande quelques renseignements sur le bateau qui doit l'emporter dans huit jours. La conversation languit. Il roule des yeux ennuyés. Il est évident qu'il a hâte de se retrouver dans la société exclusive de ses femmes et de ses fidèles sujets. On apporte du Moët. Les coupes sont vidées d'un geste rapide et nous détalons. Les soldats un peu loqueteux nous pré-

sentent les armes. Un instant après, nous roulons à travers le village éparpillé, les champs cultivés et les casernes, qui occupent cette enceinte de forteresse dont Balny d'Avricourt s'est emparé jadis avec deux cent cinquante hommes.

Ce voisinage de la caserne et du palais donne bien vite la mesure de l'autonomie laissé à notre pupille Thann-thaï.

Les hauts fonctionnaires vont chez les ministres, et nous rentrons à la Résidence. Le soir, dîner somptueux ; visite du premier ministre qui vient saluer le gouverneur avant son départ. Cette « colonne de l'empire » avec sa cravate rouge de commandeur a vraiment fort bon air. Il est allé à l'exposition ; il en a rapporté un livre plein de réflexions ingénieuses.

A neuf heures la chaloupe pousse, trainant à la remorque nos trois sampans, tandis que l'on échange dans l'ombre les derniers « au revoir ». Nous nous enfonçons dans la nuit brumeuse.

Mon compagnon de voyage est le chef de cabinet. « Ne pensez-vous pas, me dit-il, qu'il est bien tôt pour dormir et qu'il vaudrait mieux amarrer les sampans côte à côte pour causer un peu ? » — J'objecte que le gouverneur et le ministre sont fatigués. La chaloupe, d'ailleurs, aura déjà bien assez de peine à remorquer les sampans en ligne de file dans l'arroyo peu éclairé. Nous nous asseyons sur l'avant de notre esquif, et nous causons musique. L'heure est propice aux épanchements. Il me parle de la poésie des quarts de nuit sous les étoiles. On voit bien qu'il n'en fait pas ! — « Quand j'étais consul à Sydney, pendant les grandes traversées du paquebot, je passais quelquefois des heures la nuit sur la passerelle. Ça m'inspirait. J'avais un orchestre dans la tête. » Pas étonnant qu'il soit devenu sourd ! — « En descendant j'écrivais ce que j'avais rêvé. J'ai ainsi tout un travail de compositions

musicales ; et tenez, j'en avais intitulé une : *Sur les grandes houles des mers du Sud*. — J'en ai le mal de mer rien que d'y penser. »

Rentrons dans notre boîte flottante, et étendons-nous fraternellement sur le même matelas... Au milieu de la nuit mon compagnon me réveille par des soupirs et des gémissements lamentables. Il rêve... L'orchestre intérieur doit lui jouer une marche funèbre.

Je me suis glissé hors des couvertures et de la trappe de nattes. Nous sommes en pleine lagune. Une pluie fine tombe, les sampans sont silencieux et sombres. Nous ne marchons plus. Le train tout entier aurait l'air d'une épave, sans un vague bruit venu de la chaloupe, où il semble que l'on répare une mystérieuse avarie. J'ai repris ma place comme un reptile.

A six heures je tire les panneaux. Mon voisin se réveille, et pense à haute voix que le ministre doit avoir faim. Je l'engage à attendre qu'il pleuve des cailles rôties ou du chocolat bouillant. Il pleut en effet désespérément ; mais ce n'est que de l'eau. Nous devons être à Co-haï depuis deux heures ; et nous nous trainons péniblement en pleine lagune. Pas de terre en vue. Le veilleur de prou, vêtu d'un ulster en débris de nattes, nous tend deux tasses de chocolat fumant ; et nous louons Dieu dans le maître d'hôtel du résident supérieur, que celui-ci a joint à notre caravane avec une gracieuseté digne de tout éloge.

Enfin, à huit heures, nous glissons entre les berges vertes d'un arroyo : Co-haï ! les chaises sont là. Il y a quatre heures qu'elles attendent. En route ! il pleut ! il pleut !

Nous escaladons un col, nous redescendons parmi les rizières. La route est une charmille. Nous débouchons dans une vaste plaine où des buffles paissent dans les marécages. De loin en loin, un tertre révèle une tombe.

Voilà le premier relais. Il est onze heures. Le ministre espère qu'on va déjeuner. Pas du tout. Il est écrit que nous ne mangerons qu'à la prochaine étape. Sans cela nous n'arriverons pas ce soir. Et il y a grand dîner chez le Résident. Le gouverneur tape du pied. Le ministre tombe sur un banc, mort de fatigue. « Donnez-lui un sandwich — dit le gouverneur à l'officier d'ordonnance — et qu'on reparte ! » Nous nous retrouvons, une demi-heure après, en avant-garde avec la caisse aux vivres. Le gouverneur a pris les devants pour ne pas entendre de protestations. Et c'est de nouveau la marche en pleine forêt, tandis que la pluie cesse, mais que les feuilles ruissellent encore, et que la chaleur lourde de midi tombe des nuages aveuglants.

Une heure, deux heures se passent : nous n'arrivons pas à Langco !... Enfin, vers une heure et demie, nous découvrons les premières maisons du village et le bac. Quelques minutes après, dans la pagode déjà aménagée et tendue pour le passage prochain de l'empereur, le ministre pardonne au gouverneur, devant un déjeuner aussi correctement servi que copieusement inventé.

Puis nous franchissons la lagune, et nous montons à l'assaut du col.

Aujourd'hui nous pouvons admirer la forêt. On se croirait à la Guadeloupe, dans la végétation exubérante de la Basse-Terre. D'inextricables fourrés dressent des murailles vertes. Des arbres s'échevèlent sous les lianes et les vignes vierges. Les troncs morts sont plus verts que les vivants, tant les parasistes s'y cramponnent. Des fougères arborescentes déploient leurs palmes élégantes. Une autre espèce s'enroule autour des futs les plus hauts. Les végétaux montent les uns sur les autres, s'enlacent, s'étreignent, se tordent, dans une frénésie de vie, une fécondité, une exubérance inouïes. Et du haut du col, c'est

une vue splendide sur la mer violette et mauve, sur la presqu'île lointaine de Langco dont les bois s'enfoncent sous les nuages.

Vers le sud, la baie se déploie, merveilleux tapis de moire. Tandis que les montagnes d'Annam dentellent l'or du couchant, les roches de marbre noircissent sur les sables de la plaine. A mesure que nous dévalons, les nuages descendent aussi du col dans la vallée et la nuit vient.

A neuf heures nous sommes à la Résidence ; mais c'est en pittoresque costume que nous nous asseyons à la table du festin, entre les hommes en habit et les femmes en décolleté ; blancheurs reposantes après l'âpre verdure des forêts.

J. DE LA JALINE.



LETTRES

DE BORY DE SAINT-VINCENT^(*)

XXVI

A M. Léon Dufour

A Soldau, en Prusse, le 26 mai 1807.

(Répondu le 4 juillet 1807.)

Mon cher ami, j'allais vous écrire dans l'instant où j'ai reçu de vous une lettre du 28 mars. Vos lettres éprouvent toujours un retard considérable, parceque vous les adressez sans cesse au 3^e corps par lequel elles passent et dont je ne fais plus partie. Je suis *capitaine de dragons au 5^e régiment*. Ecrivez-y directement et je gagnerai au moins 17 jours. Je vous ai du reste écrit plusieurs fois depuis l'affaire d'Eylau (1) où je n'étais pas heureusement, étant depuis huit jours misérablement malade et prêt à crever des fatigues énormes que nous avions éprouvées depuis deux mois et auxquelles tant d'autres ont succombé. Enfin la belle saison a ramené le repos et la santé. Nos troupes sont cantonnées. On meurt de faim. Mais il fait du soleil. Cela ranime.

Vous n'avez pas d'idée combien votre lettre m'a fait plaisir ; combien ces lignes de botanique m'ont ravi (2). Vous m'avez rapporté un instant à mes goûts et je m'aperçois que moins je m'en occupe, plus j'aime l'histoire naturelle. Je me reproche maintenant tous les instants que je ne lui consacre pas. Je profiterai de la première occasion pour

(*) Voir *Recue de l'Agenais*, t. xxx, p. 515.

(1) Bataille d'Eylau (8 février 1807). Dans une de ses lettres, Léon Dufour craignait fort que Bory n'y eût trouvé la mort.

(2) Voir la note de la lettre précédente.

me rendre tout à fait à elle, mais cela désormais comme vous, c'est-à-dire pour moi seul. J'ai fait vœu de ne plus me mêler d'écrire. Il y a assez de grifoneurs, et en vérité notre siècle tombe tellement dans la barbarie que je ne veux pas contribuer aux Tenebres. Je ne vous approuve pas cependant quand vous me paraîsez vouloir renoncer à votre lichenographie. Il y a assez longtemps que vous étudiez cette partie pour y avoir fait du bon ; et en y travaillant encore vous vous distinguerez de tous ces auteurs à la mode qui impriment à mesure qu'ils conçoivent, et qui croient avoir droit à la célébrité parceque leur nom est en grosses lettres à la tête d'un fascicule (1).

J'espère que vous ne recueillez pas une plante qu'il n'y ait un double pour moi. Prenez les intérêts de mon herbier. Je vous réserve quelques plantes aussi, cueillies au milieu des horreurs de la guerre et dans un climat bien analogue à celui de la Sibérie.

La Prusse ducale ou Brandebourgeoise où les Français ont pénétré est au nord de la Pologne. C'est un espace de terre qui est borné par la mer Baltique. Le terrain y est très inégal. Ce sont des dunes, les unes absolument stériles, les autres couvertes de vastes forêts ou de cultures. Des lacs souvent très considérables sont interposés entre ces monticules et en remplissent les vallées. Comme l'eau diminue sans cesse, ces lacs se dessèchent peu à peu. Ils disparaissent tous. Plusieurs déjà sont de profonds marais que des arbres ombragent, et ici Flore étale quelques richesses au milieu du désert. Avant hier n'ayant rien à faire, je fus herboriser en règle. A peine le premier printemps commence et vous avez en juger par la nomenclature des végétaux que je trouvai et dont voici le catalogue. Les * marquent les plantes en fleurs ; les autres n'ont tout au plus que leurs feuilles.

* *Anemone hepatica*. Bois sablonneux, revers des pentes brusques.

* *Anemone pulsatilla* : le sable assez aride des dunes et collines, autour des maisons.

* *Anemone nemorosa*, dans tous les petits et les grands bois. Jamais ici la flore n'a de teinte purpurine. Elle est toujours très blanche.

* *Adonis vernalis*, rare, au bord des marais, à peine en bouton.

* *Heleborus*... que je ne connais pas et qui a le port d'une renoncule.

Un *Geranium* en boutons, odorant, du port du *geum*, mais très différent et tout à fait velu.

(1) On a vu que Bory de Saint-Vincent ne resta guère fidèle à cette promesse de ne plus écrire.

* *Geum* que je ne connais pas. Il ressemble au *ricale* ; mais il est petit et croît au bord des marais.

Deux *Iris* sans fleurs.

Acorus calamus, partout. Les habitans en améliorent leur schenaps ou eau-de-vie de grains.

Equisetum limosum, sylvaticum, arcense.

Cinq ou six *Coris*.

* *Eryophorum polystachion.*

Camarum palustre.

* *Menyanthes trifoliata*. Commence à fleurir.

Calla palustris, superbe et fréquent parmi le précédent. A peine en fleur.

Lemna trisulca et gibba.

Nimphaea alba, lutea.

Hydrocharis morsus ranæ.

Parmi toutes ces précédentes, à l'abri de leurs feuilles, etc., etc., croit le beau *Hotiotes aloides*, plante élégante et remarquable par sa forme qui est tout à fait celle de la couronne des ananas.

Chrysosplenium alternifolium, qui sera le pendant de votre *Oppositifolium* que j'ai déjà trouvé en France ; mais celui-ci est très rare.

Paris quadrifolia, Concallaria bifolia.

Valeriana Phu et Dioica.

* *Ribes nigrum et ribes rubrum*, sauvages et naturels partout, surtout au bord des eaux.

* *Prunus padus*, spontané partout, avec le *Viburnum opulus*.

Quatre *Salix* que je ne connais pas.

Un *Polytrichum* que je crois nouveau.

Le véritable *Ula pruniformis*. Linn. inconnu de tous les autres auteurs, et surtout le *Ledum palustre*, bel et joli arbustule odorant qui remplit les marais des bois, et l'*arbutus uca Ursi* qui couvre les *Genevrières*. Car c'est ainsi qu'il faut nommer les landes de ce pays-ci, où il n'y a pas de bruyères, mais des genevriers.

J'ai su que Broussonnet avait été aux portes de la mort, par l'un de ses cousins de Montpellier avec lequel j'ai failli à faire un grand voyage. C'est Monsieur de Lajard, secrétaire de légation. Il y a six jours que je fus mandé au quartier général impérial. Le général

Gardanne (1), qui part sous quinzaine pour la Perse comme ambassadeur, m'avait demandé pour aide de camp. Mais il y a eu un arrêté en vertu duquel tous les officiers de cette expédition seront pris à Constantinople. Vous jugez combien j'ai été vexé et contrarié de cela et combien cette occasion était belle de voir un pays si peu connu. (2)

Si vous allez sur les bords de l'Océan avec l'ami Thore, pensez tous deux à mon herbier et écrivez-moi l'un et l'autre les détails de votre voyage.

Adieu, mon ami. Je vous embrasse de tout mon cœur. Présentez mes hommages à votre famille et mes souvenirs à Dufau.

Tout à vous

B. DE S.-V.

XXVII

A Léon Dufour

Lindiken, Prusse ducale, 9 juillet 1807.

Pendant le séjour du 3^e corps dans la Franconie méridionale, je formai le projet de mettre en ordre quelques notes sur l'Autriche et la double campagne que nous venions de terminer. Monsieur le maréchal (3), par les missions dont il m'avait chargé à diverses reprises, m'avait mis à portée de voir beaucoup. Il fallut pour le moment renoncer à la rédaction que je vous destinais. Le général m'ayant bientôt chargé de la direction d'une carte des contrées où nous étions

(1) Gardanne (Claude-Mathieu, comte de) né à Marseille en 1764, mort en 1818, fut promu général de brigade en 1799 après avoir fait toutes les guerres de la République. Aide de camp de Napoléon pendant les campagnes de 1805, 1806 et 1807, il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire auprès du roi de Perse, pour lutter contre l'influence Russe et Anglaise. Il n'y réussit pas, fut disgracié et fut mis définitivement à la retraite en 1815.

(2) A quoi Léon Dufour répond le 4 juillet : « Que je suis fâché que vous n'ayez pu faire partie de l'ambassade en Perse. J'aurais été ravi de recevoir une de vos lettres d'Ispahan. Combien de choses curieuses vous auriez vues ! Jamais voyage n'aurait été aussi agréable et aussi fructueux pour vous. » Quant à lui il ne fait plus de botanique. « A quoi cette science peut-elle mener ? Elle est aujourd'hui si embrouillée qu'il y a demeure à vouloir en embrasser l'ensemble. Personne ne pourra aspirer à la monarchie universelle en botanique... » En revanche l'entomologie remplit tous ses loisirs. (Col. Bornet.)

(3) Toujours le maréchal Davout.

retenus. Une nouvelle guerre est venue encore interrompre mes travaux. Je n'ai pu bien terminer ni le travail entrepris pour M. le maréchal, ni celui qui vous était destiné. Ne m'accusez donc pas de paresse. Si vous saviez combien aujourd'hui les militaires ont peu de temps à eux, vous ne seriez surpris ni de mon silence, ni de nos succès.

Je profite maintenant de quelques jours de repos pris entre le Pregel et le Niemen (1). Je m'entretiendrai avec vous assez longuement pour que vous ne me fassiez plus de reproches et pour tacher de satisfaire à tant de questions que vous m'avez posées à diverses reprises.

Je ne vous dirai rien du pays d'où nous partîmes, ni de sa constitution singulière, de ses belles et vastes plaines interrompues tout à coup par des vallées profondes dont à cinq cents pas on ne soupçonne pas l'existence (2). La carte en dix feuilles que nous avons faite sur une échelle de 1 décimètre, vous montrera tout cela. Les lieux qu'elle représente sont des frontières naturelles. Elles ont jusqu'ici été négligées comme tous les bords de cartes. Nous avons aussi cherché à remplir un guide qui existera entre les beaux ouvrages de Bamberg et de Haas. Il n'y avait encore sur ces contrées que de mauvais barbouillages de 24 sols et deux cartes intitulées *Pays d'Hasfurth et de Bamberg*, par M. Hanner de Nuremberg. Sans être très bien gravés ces ouvrages ne manquent pas d'une certaine recherche. Sans être très bons, ils ne sont pas dépourvus de mérite. On voit que l'auteur a parcouru quelques parties du terrain qu'il a figuré. Mais en beaucoup d'endroits il a travaillé sur des renseignements fautifs qui ont multiplié les erreurs. Une autre carte de ce M. Hanner, intitulée *Pays de Bamberg*, nous servit aussi de guide, quand nous traversâmes cette principauté. Cette carte, inférieure aux précédentes, est tout à fait insuffisante.

Les journaux vous ont dit dans quel instant nous quittâmes nos villages ; combien l'armée était belle, nombreuse, contente, avec quelle rapidité nous marchâmes à l'ennemi. Nous le trouvâmes, nous l'attaquâmes, nous le défîmes. Les bulletins vous ont rendu compte de nos opérations militaires.

Je vais maintenant vous entretenir de ce que j'ai remarqué dans ma

(1) Cette lettre est écrite le surlendemain du jour où fut signé sur le Niemen le traité de Tilsitt (7 juillet 1807).

(2) Franconie méridionale.

course rapide, des habitans, de leurs mœurs, de leur caractère, du pays, de sa physionomie, de ses productions, enfin de tout ce qui intéresse vous et moi. Mais vous me permettrez de reprendre souvent haleine. Car vous connaissez mon indolence et mon inaptitude au travail qui a tellement augmenté en Pologne que j'eusse oublié d'écrire, si l'armée y fut séjourné une saison de plus.

J'ai au reste reçu votre dernière du 1^{er} de juin, où vous me parlez du mariage de Dufau. Je lui soiete (*sic*) heur, prospérité et même cocuage. Car on sait qu'une femme qui écoute un aman est plus aimable pour son mari que celle que son austère vertu met en droit de tout exgier.

Adieu, mon ami ; demain ou après demain, une épître qui sera suivie d'une autre, jusqu'à ce que je vous aye envoyé les matériaux d'un gros volume.

Tout à vous.

BORY DE SAINT-VINCENT.

XXVIII

A *Léon Dufour*.

Lindiken, le 11 juillet 1807.

Le corps d'armée de M. le maréchal Davout quitta donc dès les premiers jours de septembre les beaux environs d'Helbron, Wimpfen sur les bords du Neckar, connus par une victoire du maréchal de Tilly, en 16... (1626). Les vallées profondes du Kocher et de la Jagst, remplies de petites villas, Hell remarquable par ses sapins, le beau pays d'Hohenlohe, Elvang, Otingen, et les plaines de Nordlingen, célèbres par tant de souvenirs militaires. Les Suédois, les Impériaux, les Français y ont tour à tour illustré les armes.

Je tremblerais de déplaire au *Journal des Débats*, s'il était jamais question d'imprimer ces lettres, en rapportant mes observations sur les contrées que j'ai traversées. Mais comme elles sont avérées et pour *vous seul*, je puis les garantir et les tracer librement.

Les empereurs d'Allemagne et les princes les plus puissants travaillaient depuis plusieurs siècles et par toutes sortes de moyens à la destruction d'une classe de petits souverains qui dès longtemps n'existaient plus en France que par de vains titres. En Allemagne, les barons et les comtes n'étaient ni des barons de théâtre ni des comtes pour rire. Ceux qu'on appelait immédiats étaient des vrais rois,

et en parcourant les cercles où ils avaient tenu bon, on se fut cru aux temps les plus reculés de la féodalité. Tout l'attirail de la puissance accompagnait le hobereau ; un baillif, des juges, des prisons, des conseillers, des fourches patibulaires, des châteaux-forts avec des créneaux, de vieux arsenaux d'armures. Il n'y manquait plus que les vertus antiques des paladins et l'amabilité des troubadours qui eussent disparu. Les nobles immédiats étaient divisés par arrondissements et formaient un petit conseil qui a beaucoup lutté contre la destruction et qui ne s'y était pas pris maladroitement pour éviter la chute. Le conseil de la noblesse du Saint Empire, voyant ce Saint Empire crouler de toutes parts, l'électeur de Bavière et celui de Wurtemberg qui les pressait de tous côtés, devenus rois, sentirent qu'ils ne tarderaient pas à grossir les domaines des princes contre lesquels personne ne pouvait les protéger. Ils écrivirent donc une belle lettre à l'empereur Napoléon (j'y ai même donné cinq ou six coups de plume), etc., ils comparaient Napoléon à Charlemagne, ce qui n'était pas neuf, mais assez à sa place. Ils lui rappelaient que l'origine de la noblesse immédiate remontait à ce héros, lui témoignait l'espérance que son imitateur ne détruirait pas un ouvrage dont la longue durée prouvait la bonté. Ils réclamaient l'appui du nouveau vainqueur de l'Europe, demandaient qu'il prit le titre de leur prince et acceptât une garde noble formée de tous les aînés de leurs maisons. Ils ajoutaient une offre de deux ou trois cent mille florins d'empire pour l'entretien de cette garde.

Outre ces comtes et barons, il y avait aussi de petits princes qui, à force de partager leurs principautés étaient devenus de modiques seigneurs. Ils voulaient se confédérer avec les barons et les comtes ; mais on s'entendit mal : les uns espéraient gagner quelque chose en traitant directement avec les deux nouveaux rois voisins. Il en résulta que par diverses considérations politiques, tous les petits souverains éprouvèrent un sort commun, celui des grenouilles de La Fontaine, après le combat des tauraux. J'étais là, lors de la tragédie. Je me crus rapporté au temps où la noblesse et les privilèges avaient été abolis en France. Tout fut partagé entre la Bavière, les Badois et le Wurtemberg. A entendre la noblesse immédiate, le corps germanique devait se relever de ses leudes, les électeurs ambitieux punis. La Prusse et l'Autriche devaient se joindre pour rétablir l'Empire et les privilèges. Plusieurs parlaient d'émigrer à la Floride, au Mississipi, et répandaient des bruits tels qu'il fallut user de rigueur en quelques endroits. Vous voyez que les hommes de toutes les

nations sont à peu près les mêmes, quand on touche à ce qu'ils croient leur appartenir.

Je n'examinerai pas si la destruction de la noblesse immédiate et des petits princes d'empire a été un bien ou un mal ; cela me conduirait trop loin. Il y a du pour et du contre. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'autant les petites baronnies qui sont presque toutes catholiques et les villages de l'ordre équestre qui sont presque tous catholiques sont misérables, autant les Etats des petits princes qui sont généralement protestants sont florissants et heureux. Non seulement moi, mais les ordonances que j'avais et mes domestiques reconnaissaient avant d'avoir parlé à personne la religion du pays. Lorsque vous rencontriez à la porte des villages ou des villes d'Allemagne des mandians, des hommes oisifs et mal mis, de petits enfants sales et nus, des juifs et saint Jean Népomucène sur un pont, vous êtes chez des Romains. Lorsque vous ne voyez rien de tout cela, mais des hommes vêtus d'habits propres, de couleur foncée, des femmes en noir, laborieuses et bien tenues, vous êtes chez des Réformés.

Les princes Hohenlohe étaient divisés en six maisons, tous protestants, excepté Lauenbourg et Waldenbourg. Ces deux princes sont les moins aisés, leur trésor est tout à fait vide.

Les routes de ces contrées sont généralement magnifiques, et le sol fertile et bien cultivé. On y voit des vignobles, etc. Mais hatons-nous de partir des contrées où murmure la noblesse immédiate pour marcher vers les Prussiens.

Je reçois à l'instant votre lettre où vous vous courroucez contre les herbiers. Je vous répondrai demain, avant de continuer plus avant mes observations sur l'Allemagne.

Adieu, tout à vous,

BORY DE S.-V.

XXIX

A M. Léon Dufour

Rodlauken, le 13 juillet (1807).

Répondu le 9 septembre.

Le corps de M. le maréchal Davout était donc cantonné dans la partie méridionale de l'ancien cercle de Franconie et occupait quelques portions de la Souabe septentrionale. Nous avons traversé ces lieux dans la campagne précédente, mais avec une extrême rapidité ;

quoique bien peuplés et depuis bien longtemps, ces pays sont encore mal connus, quoiqu'on y ait fait souvent la guerre. Le maréchal occupait Ettingen et sa première division ces plaines de Nordlingen, célèbres par tant de combats, par la grande défaite des Suédois dans la guerre de 30 ans et par la victoire de notre cavalerie sur le général Wernek.

La division Friant était répartie dans l'ancienne petite république de Hall, et le général Gudin occupait le pays d'Hohenlohe avec les bords du Neckar.

La Franconie est proprement le bassin du *Mayn strom* que nous nommons *Main*, et d'autres rivières moins considérables qui tombent médiatement ou immédiatement dans le Rhin. On peut la regarder comme une vaste plaine sillonnée de vallons profonds, étroits, sinueux, que les eaux pluviales ont creusé pour encaisser leur cours.

C'est de ce pays que vers les premières années du ^v^e siècle sortirent ces Francs du nom desquels nous avons hérité et qui en se jetant dans les Gaules passent pour y avoir porté le régime féodal. Ces conquérants ont fait comme les Tartares en Chine, c'est-à-dire qu'ils ont pris les mœurs des vaincus ou leur caractère a bien changé depuis qu'ils ont perdu l'habitude d'envahir. Maintenant, ils ne ressemblent en rien aux Français. Autant ces derniers sont vifs, pétulants, indociles, autant les Franconiens sont paisibles, patients et soumis. Au reste, ils ont cela de commun avec toute la nation allemande qui vous accueille, ennemis que nous sommes. C'est une chose que je crains de répéter trop souvent dans mes lettres, tant elle m'a frappé.

Pour les habitants de la Souabe, voisins des Franconiens, il n'y a nul doute qu'ils ne soient les petits fils des *Suèves*. C'est le même mot. Ces Suèves habitaient autrefois entre l'Elbe, la Vistule et le Danube, tandis que les *Marcomans* étaient les possesseurs du Wurtemberg actuel. On dit que les Marcomans, pressés par les Gaulois, les Francs et les Romains abandonnèrent leur pays et se jetèrent dans le pays des Suèves, que ceux-ci tourmentés à leur tour s'étendirent dans les cantons abandonnés par leurs ennemis. Tout cela est fort obscur. Ce qu'il y a de plus certain, c'est que vers l'origine de notre monarchie et celle du Saint Empire, les peuples Suabes étaient généralement connus sous le nom d'*Allemands* qui est resté chez nous pour désigner ce que les Romains nommaient en gros *Germaines*, et qui est tout à fait étranger à la langue *Teutone* que nous nommons improprement *Allemande*.

Les plus anciens habitants de la Germanie se nommaient *Tutons*, d'où est venu *Teutch* qu'on prononce à peu près *Deutchet* et qui signifie un *Germain*.

Ce nom impropre et assez nouveau d'Alleman vient de ce que par le flux et reflux continu des peuples du nord sur ceux du midi, les pays intermédiaires, dont les hordes se trouvaient entremêlées et entraînées dans ces mouvements généraux, furent peuplés d'hommes qui ne se reconnaissaient plus. On désigna ces peuples confondus et inextricables par les mots teutons composés d'*Alles-Mann* ou *Aller-hand-Mænnern*, qui signifient proprement *Hommes de toutes sortes* ou *toutes sortes de gens*.

Je fis peu de séjour à Etingen que je connaissais. Dès notre départ de Neubourg, j'avais dû me rendre par les vallées de La Brenty, dans celle du Kocher pour les bien reconnaître. Je vous ai parlé dans ma seconde du Tombeau de La Tour d'Auvergne, de Rein et de Lech, de Donawort, du champ de bataille de Hochtadt, et de la patrie d'Albert le Grand, en un mot de tout ce qu'il y a en route. Maintenant nous sommes à Kœnishum (fontaine royale), où sont des fonderies considérables et bien entendues. C'est ici que du fond d'une vallée profonde et d'un col presque insensible, les eaux que nous avons remonté s'écoulaient vers le Danube et celles que nous allons suivre vont augmenter le Rhin.

Mais ces lettres ne vont-elles pas vous ennuyer ? Voici la cinquième et je ne suis pas encore en route pour la Prusse. Je crains que tous ces détails ne vous impatientent. Je crois qu'ils sont intéressants, peut-être parce qu'ils m'intéressent, et que j'ai vu le pays. Si vous voulez bien le graver dans votre tête, il vous faut prendre des cartes partielles et voyager avec moi (1).

Adieu, tout à vous. Prouvez-moi en me répondant que vous me lisez.

BORY DE SAINT-VINCENT.

(1) Léon Dufour fut fort surpris, (on le serait à moins), de recevoir de Bory cette longue épître sur les barons allemands : « A vous parler très franchement, « lui répond-il le 9 septembre 1807, les détails que vous me donnez sur les « barons, les nobles immédiats et sur les noms indéchiffrables de leurs baron-
« nies et de leurs maisons ne m'ont pas beaucoup, beaucoup amusé. J'ai réelle-
« ment cru la première fois, que vous vous étiez trompé en mettant l'adresse et
« que la lettre était destinée à quelque grand politique ou historiographe.
« N'allez pourtant pas vous scandaliser de ma franchise ou de mon ignorance.

XXX

A Léon Dufour.

Marienburg, le 10 août 1807 (1).

Voilà, mon cher Dufour, une grande interruption dans notre correspondance. J'aurai demeuré quinze jours sans vous donner de mes nouvelles. Cela vient de nos changements de cantonnements et de la façon dont nous y avons été bousculés. Nous avons repassé la Pregel, traversé en un seul jour les deux fameux champs de bataille de *Friedland* et d'*Eylau* ; nous sommes enfin arrivés, après huit jours de marche, à soixante lieues de *Tilsitt*, pour nous reposer un mois sur les bords de La Nogat et aux environs de Marienburg et de Elbing. Depuis la Pregel jusqu'ici, ce ne sont que monticules sablonneux, petits ravins qui communiquent de laes en laes, de beaux champs, peu de villages séparés par de grands bois de sapins. En général les sites sont assez gracieux et je ne puis jamais assez m'extasier sur la différence absolue de tout sol qui n'est pas l'ologne avec ce malheureux pays. Ici nous étions plus au nord, dans un pays incomparablement plus maigre, moins peuplé peut-être dans cette partie ; mais tout, grâce au bon gouvernement et au culte réformé, a l'air plus aisé et la nature semble se plaire à rendre aux hommes ce qu'ils lui demandent pour leurs travaux.

Quelques forêts étaient de tilleuls et de hêtres. Dans celles-là l'*Eriophorum polystachium*, l'*Andromeda polifolia*, un bel *arbutus*, dont je vous envoie un petit brin pour en juger, et l'*Impatiens noli me tangere*, couraient les bords des routes. Dans les bois résineux, c'était l'*Arbutus vitis idæa*, *Pyrola rotundifolia*, *Mebotrya hypopi-*

« Soyez persuadé que votre ami reçoit toujours avec beaucoup de plaisir de vos nouvelles. »

Bory ne se montra pas trop choqué de cette franchise toute Gasconne. Mais ce qu'il ne put accepter et qu'il reprocha longtemps à son ami, ce fut le passage suivant : « Je vous ferai encore amicalement une petite observation que vous recevrez, je l'espère, de même. Chacune de vos lettres me coûte 28 sols. Elles ne me coûteraient pas davantage, si vous preniez un papier plus grand, moins gros et plus fourni d'écriture. Encore une fois, je vous fais franchement ces observations, comptant assez sur votre amitié, pour croire que vous ne vous en fâcherez pas. »

(1) Répondu collectivement aux trois lettres, le 16 septembre 1807.

thys (Linné), *andromede* que je vous envoie, qui étaient les plus fréquentes. C'est ici le pays des *Prelles*. J'en ai fait une collection et une petite monographie ambulante. Voici le *Prodrome* :

N° 1. *Equisetum (simplex)*. Caule aphyllia simplici erecto. N.

Equisetum hyemale (Linn. et auctorum).

Habitat in Europæ, silvis et umbrosis ; floret in januarii mense.

N° 2. *Equisetum (citiculosum)*. Caule aphyslo, ramoso, debili. N.

Equisetum hyemale (Linn. et auctorum).

Habitat in Europæ aquosis arenanis et Borboniæ du grand étang ; floret in septembri et octobri mense.

N° 3. *Equisetum (serpentinum)*. Caule erecto, simplici basi ramuloso, caudato aut fructigero. N.

Equisetum Liniosum (Linn. et auctorum).

Habitat in Europæ pratis et locis limosis, fossis, sylvis.

a. Caule nudo.

b. Caule foliis verticillatis, nunostachya.

c. Caule foliis verticillatis polystachya.

N° 4. *Equisetum palustre* (Linn. nobis et auctorum).

Habitat in Europæ Hylaudicæ et mediæ paludibus.

a. Monotachya.

b. Polystachya.

N° 5, *Equisetum (quadrangulaire)*. Caule verticillata, caudate vel spicisum, foliis quadrangulariis. N.

Equisetum arcense (Linn. et auctorum).

a. Caule erecto simplice, foliis sub æqualibus erectis.

b. Caule prostrato, basi ramosi diffuso, foliis falcato prostratis.

c. Caule prostrato foliis compositis.

Habitat in Europæ arvis, viis et locis sucioribus ; floret in mense aprili, spicis aphyllis, caulibus rubicondis.

N° 6. *Equisetum (triangulare)*. Caule erecto simplici, verticillis, imparis, foliis triquetris. N.

Non credo descripta.

Species elegantissima, frequens in Roussia ; non vidi fructificatio.

Habitat in sylvis umbrosis et pratis.

a. Foliis rigidulis, subfariatis (pratis).

b. Foliis laxis, subpoticlo secundis (sylvis).

c. Foliis compositis (arvis).

N° 7. *Equisetum (giganteum)*. Caule simplici, foliis cylindrariis.
Equisetum fluviale (Linn.) *Telmoteja Germanorum*.
Habitat in Burdigalæ sapibus umbrosis, Merignac.

N° 8. *Equisetum (cosuacina)*. Caulibus caudatis vel fructiferis
verticillis superioribus, foliis eleganter compositis.

Equisetum sylvaticum (Linn. et auctorum).

a. *Rigidula*, in arvis.

b. *Fœniculaca*, in sylvis Roussiæ.

Vous voyez qu'à une feuille par espèce ou variété, voilà 16 feuilles de plus dans votre herbier, tandis que le vulgaire des botanistes en a tout au plus 5 ou 6 pour ce genre. Je ressens au reste pour lui une prédilection particulière. Mais en voilà trop pour les prellés.

En descendant vers Elbing, je fus frappé d'admiration, me croyant par magie transporté en Hollande. Elbing et ses environs avaient autrefois le malheur d'être Pologne. C'était alors un horrible désert de boue, d'infections et de débordemens. Le Grand Frédéric, ayant conquis ces lieux pour le bonheur de l'humanité, sentit que des gentilhommes à moustaches étaient de pauvres sujets. Il confia donc le soin de la culture à d'autres mains. Il fit venir de Hollande des colonies, qui se trouvant transportés dans un sol semblable au leur le défrichèrent à leur façon. Aussitôt de larges canaux seignent le sol de toutes parts, de vastes et puissantes digues limitent désormais le domaine des eaux, des moulins à sifons sont établis pour faire disparaître et pousser dans des fosses ce qui reste de la pluie et que l'évaporation ne peut consommer. Enfin un vaste marais de 15 lieues dans un sens et de trente dans un autre devient un jardin. Ce n'est pas tout. Le Batave traîne avec lui ses animaux, comme l'Atlante porta partout le blé et les pêches. Ici ce sont les mêmes races de vaches. Elles donnent jusqu'à 30 et 35 pots de lait. L'on fait des fromages de Hollande qui valent ceux de la Haie et d'Utrecht ; ils se vendent dans tout le nord. Telle est l'influence d'un grand homme que les campagnes se fertilisent, que les villes se peuplent. Elbing est charmant. J'y vais demain, je vous en rendrai compte. Le moindre mérite de Frédéric II fut donc d'être guerrier. Tout est ici plein de la mémoire de ce héros, auquel je ne vois ni ne verrai rien de comparable dans toutes les histoires que l'illustre empereur Julien. Est-ce Alexandre, qui ruina l'ancien monde sans motif et qui mourut ivre, que l'on peut mettre en parallèle ? Est-ce le fameux Sésostrius que je serais presque tenté de regarder comme un parent d'Uranus et d'Atlas, tant il date de loin,

Est-ce le grand Cyrus ou plutôt Kosroës, qui finit par se faire couper le col par Thomiris, si l'on en croit Hérodote ? Ce sera peut-être César ? ce grand génie fit des guerres brillantes ; il les écrivit avec verve et jugement ; il fut politique, orateur, lettré, aimable. Voilà de grands rapports. Mais il ne put résister au désir d'asservir son pays et le corrompit. Il accéléra la chute de Rome et se fit punir comme il le méritait.

Frédéric est donc au dessus de tout. Lisez l'histoire de Julien. Il n'y a que ces deux hommes dans l'histoire ; et si ce dernier n'est pas assez célèbre, c'est le crime des chrétiens qui ont flétri sa mémoire, parce qu'il les méprisa, les contint, les ridiculisa et voulut rétablir l'antique religion qu'il savait être ridicule, mais qui avait cependant été tellement adaptée au génie romain que par son secours il avait dominé l'Univers connu.

Vous allez me trouver bien singulier de passer de mes *Equisetum* à l'empereur Julien ; de l'empereur Julien, je reviens au *Stratiotes aloides*, à l'*Acorus colonius*, au *Cicutaria aquatica*, au *Cicuta virosa*, au *Menianthes nymphoides*, qui abondent partout. Mais surtout à une superbe, charmante et unique végétal que je ne connais pas, que je n'ai jamais vu, que je ne puis classer, n'ayant pas de livres, mais que je vous envoie en vous sommant de lui donner un nom. Elle vient parmi l'*Hypnum scorpioides*, aux lieux très gras et où presque aucun autre végétal ne croît à cause de la tourbe.

Adieu, mon ami, écrivez-moi bien au long et faites comme moi. Tout ce qui vous passera par la tête me fera un plaisir égal. Du Kocker à La Nogat, du Danube à la Vistule.

Tout à vous,

BORY DE S.-V.

PH. LAUZUN.



CHRONIQUE

Il a toujours été de règle, à la *Revue de l'Agenais*, qu'une courte mention y perpétuât le souvenir des distinctions honorifiques, accordées aux plus méritants de ses directeurs et de la satisfaction profonde que tous ses collaborateurs en ressentaient. C'est ainsi que, à bien des années de distance, nous sommes heureux de retrouver les cordiales félicitations que M. Magen adressait avec tant d'éloquence émue à ses amis, à nos amis, Ph. Tamizey de Larroque, Georges Tholin, quand la Légion d'honneur les reçut dans sa phalange... Et ce n'est pas sans une vive émotion que nous écrivons ces noms chers entre tous, en songeant au plaisir qu'aurait éprouvé celui qui nous a quitté pour toujours, à féliciter M. Philippe Lauzun de la distinction si méritée — et depuis si longtemps ! — qui vient de lui être accordée.

Proposé, en première ligne, depuis bien des années par le Comité des Travaux historiques, notre excellent et distingué secrétaire perpétuel s'est enfin vu décerner la rosette d'officier de l'instruction publique, que nul n'a plus mérité dans notre région, par ses solides travaux, son zèle infatigable et ses qualités d'organisateur. En attendant une distinction plus haute, la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen a tenu à honneur d'offrir elle-même ces nouvelles palmes à son secrétaire perpétuel et nous sommes de notre côté heureux de pouvoir reproduire ici la chaleureuse allocution, prononcée dans cette circonstance par M. O. Fallières, car on sait ici

tout le prix des éloges décernés par ce collègue chez qui l'amitié n'a jamais fait capituler la sincérité.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE PERPÉTUEL,

A l'occasion de la distinction dont vous venez d'être l'objet, vous avez déjà reçu les compliments de la plupart de vos collègues. Mais ces expressions individuelles du plaisir que nous fait votre nomination au grade d'officier de l'instruction publique ont paru insuffisantes à la Société et elle a résolu de vous témoigner par une manifestation collective le légitime orgueil qu'elle éprouve de vous voir ainsi récompensé de votre zèle et de vos travaux. Le tort qu'elle a eu, c'est de choisir pour vous féliciter le plus mauvais complimenteur qui soit parmi ses membres. Je dirai donc mal, mais je le dirai en toute sincérité, cette promotion ne l'a nullement étonnée et la récompense n'a pas été trouvée supérieure à votre mérite. Le nombre déjà considérable de vos ouvrages, la présidence de deux Sociétés et la direction des Recueils et des Revues que leur collaboration alimente, l'organisation enfin si réussie de ce Congrès archéologique qui s'est tenu dans Agen, il y a deux ans, ce sont là des titres plus que suffisants pour justifier votre élévation dans l'Ordre académique. La Société, sur qui rejaillit cet honneur, en est d'autant plus fière qu'elle sait, à n'en pas douter, qu'il vous a été décerné sur la seule présentation des juges les plus compétents, les membres du Comité de l'Instruction publique. J'ajoute qu'elle est heureuse de constater que votre promotion est l'œuvre d'un ministre, notre compatriote, qui, écartant toute considération politique pour ne s'en tenir qu'à la justice, s'est honoré en signant votre nomination. Tels sont les sentiments que la Société m'a chargé de vous exprimer. Mais elle n'a pas voulu s'en tenir là ; et désirant vous donner une preuve matérielle de son estime et de sa reconnaissance, elle a décidé de vous offrir les insignes de votre nouvelle décoration. J'ai reçu mandat de vous les remettre et je ne saurais trop me louer d'avoir été choisi par nos collègues pour remplir cette mission. Aucune ne pouvait m'être plus agréable.

Dans la préface à sa belle histoire de la *Société académique d'Agen*, M. Lauzun a dit que, comme une grande coquette, celle-ci ne voulait décidément pas se laisser prendre, ni même permettre qu'on dévoilât son âge et qu'on racontât ses amours,

et que, même, un mauvais sort semblait d'avance jeté sur ceux qui se montraient assez téméraires pour toucher à ses annales. Ceci pouvait nuire à la réputation de l'Académie agenaise. Heureusement l'exemple de M. Ph. Lauzun sera là pour prouver qu'on peut excellement écrire cette histoire — si longtemps considérée comme intangible — et recueillir en même temps les honneurs qu'on a si valeureusement mérités.

J. M.



NÉCROLOGIE

Pierre-Michel Emmanuel Ratoin, né à Agen, le 3 mars 1862, est mort à Bréjedu, dans la Charente, le 7 mars 1904. Il était bien connu dans le monde des lettres sous le nom de Jean Gascogne, car il a publié sous ce pseudonyme plusieurs vaudevilles qui ont eu un brillant succès.

Emmanuel Ratoin a réussi dans un genre des plus difficiles ; par des moyens en apparence très simples, il a su provoquer le rire, un rire fou et à jet continu. En cela, il a été fort bien servi par la nature.

Son père, Marie-Antoine Ratoin, successivement procureur impérial à Mirande, Condom et Lectoure, était un magistrat de haute valeur, plein de distinction et d'aménité.

Par sa mère, Marguerite-Anna Blay, Emmanuel Ratoin descendait d'une famille en qui la culture intellectuelle s'alliait à une grande dignité de vie et à une très haute élévation de caractère. Avant de s'implanter en Agenais, cette famille avait habité la Vendée et donné à l'église de Luçon un évêque.

La famille Ratoin — elle — était originaire d'Auvergne. L'union de ces deux familles transplantées sur le sol agenais devait incarner les qualités distinctives de deux races dans la personnalité pourtant si gasconne d'Emmanuel Ratoin.

Le futur vaudevilliste était encore en bas âge lorsqu'il perdit son père ; à neuf ans, sa mère le mit en pension à Bordeaux chez les Jésuites qui dirigeaient alors dans cette ville le brillant collège de Tivoli.

Dès les premiers jours, le jeune élève étonna ses maîtres par le précoce développement de son intelligence et par la vivacité de son imagination.

Au cours de sa première année d'étude, il fut atteint par une épidémie de rougeole et contraint de passer plusieurs jours à l'infirmerie. Pour tromper les longues heures de cette réclusion qui lui était particulièrement pénible, il écrivit tout un roman : « Les aventures de Robinson de Tivoli » ! œuvre étonnante en raison de l'âge de son auteur.

Ses études classiques terminées, Emmanuel Ratoin quitta Bordeaux pour Paris où il suivit les cours de la faculté de droit. Avocat, il se fit inscrire au barreau d'Agen en 1884, mais il ne tarda guère à revenir à Paris où il se fixa définitivement après son mariage.

Quelque temps il s'adonna uniquement à ses devoirs professionnels, mais peu à peu, ayant pris contact avec les chroniqueurs judiciaires, il se laissa séduire par les attrait d'une vie qui convenait si bien à ses goûts personnels. Il écrivit pour la *Patrie*, le *Pays* et enfin pour la *Libre Parole*, des comptes-rendus, vrais chefs-d'œuvres d'originalité et de malice, animés d'une vie intense.

Encouragé par l'accueil favorable dont ses articles étaient l'objet, E. Ratoin voulut pénétrer plus avant dans ce monde littéraire, si facilement ouvert aux journalistes ; il écrivit des monologues et il eut la bonne fortune de les voir presque tous interprétés par un diseur sans rival, Coquelin cadet. Ce fut un nouveau succès ajouté aux précédents.

E. Ratoin, ou plutôt Jean Gascogne, a trouvé définitivement sa voie ; en pleine possession de lui-même, avec une plume alerte, dans une langue sobre et limpide, il écrit des nouvelles et des saynètes pour le *Monde Artiste*, la *Caricature*, l'*Alliance des Lettres et des Arts*, etc. Chacune de ses productions est débordante d'entrain et d'humour. N'y cherchez pas de psychologie ; elles n'en contiennent pas, mais elles font rire.

Jean Gascogne a trouvé le difficile secret de provoquer le rire ; il ne se contentera plus d'écrire pour des revues ou des journaux ; il composera pour le théâtre des comédies et des vaudevilles et, par degré, il arrivera à un éclatant succès. *Corignan contre Corignan* fera le tour de la France et sera même joué à l'étranger. Le *Sursis* aura plus de trois cents représentations et fera le tour de l'Europe.

La plupart des pièces de Jean Gascogne furent composées en collaboration, cependant elles se reconnaissent toutes aux mêmes marques : bizarrerie des situations, rendues acceptables par des artifices de composition, et contraste permanent entre la correction toujours constante du style et la bouffonnerie de l'idée.

Dans les œuvres de cette nature, certaines parties, plus délicates que d'autres, exigent aussi plus de souplesse et plus de vivacité dans le style ; les dialogues sont de ce nombre. Or, il faut bien le reconnaître, l'exécution de ces parties plus délicates fut toujours réservée à Jean Gascogne dans les pièces où il collabora.

S'il excellait dans l'art d'écrire et de composer et, s'il devait ce talent, pour une large part, à sa riche nature, Jean Gascogne devait aussi beaucoup à ses travaux personnels. Son labeur était presque incessant et lui causait parfois quelques-unes des formidables distractions dont il était le premier à rire, lorsqu'elles ne comportaient pas de trop fâcheuses conséquences.

A force d'activité, il a pu mener à bien et de front des œuvres très diverses, car tous les genres ont tenté sa plume féconde. Il a écrit des critiques d'art, des ouvrages de géographie et des articles de vulgarisation, où il se montre tour à tour économiste distingué et agronome compétent. Les revues et les journaux auxquels il a collaboré sont innombrables.

Cette puissante activité, dont il a trop abusé, hélas ! n'était pas l'unique cause de ses talents si divers ; il possédait encore une patience à toute épreuve et une merveilleuse faculté d'assimilation.

Cet homme, mort trop jeune, tué par un labeur excessif, était de taille moyenne. Sa figure naturellement sérieuse s'animait parfois au cours de la conversation, tandis qu'un fin sourire accentuait sur ses lèvres les nuances d'une pensée toujours exprimée en des phrases élégantes et faciles, souvent agrémentées d'un geste expressif ou d'un rire sonore.

Cet homme, d'un talent si aimable, conserva toute sa vie une foi profondément chrétienne et des sentiments politiques immuables.

Emmanuel Ratoïn était membre correspondant de la *Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen* et maire de Roquefort.

J. DUBOIS.





1



3



2



4



MONNAIES GAULOISES DECOUVERTES PRÈS DE CONDOM

Les pièces fig. 1 et 2 appartiennent au Petit Séminaire

Les pièces fig. 3 et 4 appartiennent à M. G. Marraud

MONNAIES GAULOISES

TROUVÉES EN CONDOMOIS ET EN AGENAIS

Dans sa notice sur un fer à hosties de Dolmayrac, près de Sainte-Livrade, M. l'abbé Marboutin signale un projet de musée épiscopal soumis en 1842 par M. l'abbé Tournier à Monseigneur de Vezins. Cette création fort utile ne fut malheureusement pas exécutée. Mais son promoteur joignait à un grand esprit d'initiative une très grande activité personnelle.

Professeur de mathématique et de sciences naturelles M. Tournier essaya de réaliser dans un cadre différent, au Petit Séminaire, le projet très vite abandonné d'un musée archéologique à créer à l'Evêché d'Agen.

Sous le nom de cabinet d'histoire naturelle il réunit avec le concours de ses élèves, les premiers éléments des futures collections ornithologiques, entomologiques et minéralogiques. Bartayrès s'intéressa à l'œuvre naissante et lui vint en aide par ses conseils et ses dons. Un missionnaire, originaire du diocèse d'Agen, envoya du Sénégal des spécimens du plus haut intérêt. Les dons se multiplièrent à tel point que le local du petit musée devint insuffisant. Les collections furent par deux fois déplacées.

Pendant ce temps, une vitrine toute entière fut affectée aux monnaies et médailles. Elle s'enrichit très vite de

monnaies romaines, puniques, françaises, etc., etc. La plupart des pièces sont encore indéterminées, c'est ce qui nous a poussé à les regarder de près. Nous avons été assez heureux pour y reconnaître les deux monnaies gauloises qui sont l'objet de la présente communication. Elles furent trouvées auprès de Condom et données au Petit Séminaire en octobre 1851, par M. Bourrière, architecte à Agen.

Le donateur avait quelques notions de numismatique, aussi formula-t-il son opinion sur la nature des deux pièces. Il les considérait comme autant de fragments de monnaies grecques introduites dans notre pays par les Goths ou les Sarrazins.

En réalité, ce sont bien deux fragments de monnaies, mais leur origine n'est pas grecque. Les deux pièces appartiennent au type gaulois, jadis peu étudié mais aujourd'hui bien connu des monnaies dites à la Croix. Ce type procède par dégénérescence de la monnaie de Rhodœ. Rhodœ était une des colonies fondées par les Grecs sur la côte des Indigètes, non loin de la Gaule.

Les monnaies de ce type « abondent, dit Charles Robert (1), isolées et sous forme de trésor depuis le Rhône jusqu'à l'Océan... Connues sous le nom de monnaies à la croix, [elles] ont été longtemps considérées comme appartenant exclusivement aux Tectosages... Elles ont été frappées non seulement par ce peuple, mais par les Aquitains à l'ouest, et, à l'est, par des Gaulois cantonnés vers la Suisse et la Souabe. »

Nos deux pièces sont en argent de bon aloi et pèsent respectivement 2,70 et 2,92. L'une et l'autre affectent sensiblement la forme rectangulaire. Les coins employés

(1) *Monnaies Gauloises*. Description raisonnée de la collection de M. Charles Robert. Paris, 1880

à la frappe étant trop grands, chaque pièce primitive a été découpée au moins en deux.

Ce procédé de fabrication « devait avoir, dit Charles Robert, un motif particulier. Peut-être visait-il la contre-façon, comme le talon des valeurs en papiers qui se détachent aujourd'hui d'un registre à souche. »

La plus lourde de ces deux pièces peut se décrire ainsi : Tête à gauche : cheveux bouclés ; absence de la partie inférieure du visage depuis le nez jusqu'à l'oreille.

Revers : Croix lisse, avec un globe au centre ; au premier canton, un cercle contenant un globe et réuni par un trait à un point extérieur ; au deuxième canton, un cercle ; au troisième, un point qui était-peut être accompagné d'autres ornements, comme au premier canton, avant la découpe de la pièce primitive ; au quatrième, une hache.

Deuxième pièce : Tête à gauche, chevelure représentée par cinq espèces d'écailles ; grosse arcade sourcillière abritant un œil minuscule. La partie inférieure du visage manque depuis la naissance du nez.

Revers : Croix lisse. Signe en forme de fer de lance figuré dans les deux cantons demeurés intacts.

Les deux monnaies sont anépigraphes, c'est-à-dire sans inscription.

Depuis la rédaction de cet article, on nous a communiqué trois pièces d'argent gauloises comme les précédentes, et comme elles se rattachant au type dit à la croix. Elles ont été trouvées en Agenais, mais on n'en peut désigner plus exactement la provenance. Toutes trois sont sans inscription.

La première peut se décrire ainsi : Tête à gauche, chargée de grandes mèches de cheveux contournées et se superposant les unes aux autres.

Revers : Croix lisse, cantonnée : au premier d'une figure géométrique en forme de demi cercle aux extré-

mités contournées à l'intérieur ; au deuxième et au troisième, d'une espèce de fleur composée d'une série de points en cercle et possédant au centre un globe ; au quatrième, d'une hache. Pièce de bonne facture et de bon aloi pesant 2,85.

La deuxième de ces trois dernières pièces est très barbare ; elle a d'ailleurs subi des altérations. La tête n'y est figurée que par un œil.

Revers : Croix lisse avec un globe au centre. Le premier canton est vide ; le deuxième porte un point et à côté un relief ; la figure presque effacée au troisième canton affecte la forme circulaire ; au quatrième, un croissant surmonté d'une sorte d'olive amincie ; poids : 2,85.

La dernière pièce, encore plus mutilée que la précédente, portait, semble-t-il, une tête à gauche.

Revers : Croix à branches lisses, cantonnée de trois olives et d'une hache ; poids : 2,04.

J. DUBOIS.



SIMPLES RÉFLEXIONS

SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

L'enseignement de l'histoire est un des plus difficiles. Cela tient à plusieurs causes. Pendant longtemps il a tenu une très médiocre place dans les programmes. Aujourd'hui encore, les élèves et leurs parents considèrent comme accessoires les connaissances historiques. Beaucoup d'enfants et de jeunes gens n'étudient pas l'histoire, parce qu'on ne demande au baccalauréat que le cours de rhétorique. Ce n'est donc souvent qu'en rhétorique — en première selon le nouveau style — que le professeur a des chances de trouver un certain nombre d'élèves assez studieux par crainte de l'examen. De plus, presque toujours, l'enseignement historique a été sacrifié dans les basses classes, ce qui a eu une grande influence sur les classes plus élevées. Il a été confié parfois en 7^e ou en 6^e à des hommes qui s'estiment encore peu préparés pour cette tâche. Les professeurs, en outre, n'ont eu et n'ont encore que bien rarement ce qu'on pourrait appeler les outils nécessaires. Très peu de lycées, encore moins de collèges, n'ont ni photographies, ni cartes, ni manuels d'origine récente, ni choix de lectures historiques. Enfin l'enseignement est rendu difficile par l'encombrement des classes. Dans les petits lycées, elles sont aussi nombreuses que dans les grands par suite de la « gémiation » des classes de l'enseignement A et de l'enseignement B. L'âge des élèves dans ces classes diffère sensiblement. Aussi, pour toutes ces raisons, il a été et est encore fort difficile aux professeurs d'histoire d'avoir une pédagogie bien nette. Les efforts faits par les jurys d'agrégation pour instituer une épreuve pédagogique bien déterminée, le prouvent suffisamment.

Et pourtant il semble désirable qu'il y ait des règles assez précises pour cet enseignement. Dans aucun cas, il est vrai, elles ne sauraient être ni absolues, ni définitives. Au fond, chaque maître a sa méthode. Il est cependant certains points dont ni les uns ni les autres ne peuvent guère s'écarter. Ce sont ces points que nous allons examiner ici.

L'enseignement de l'histoire comporte généralement : 1° un sommaire ou un plan dicté ; 2° un développement ou cours fait par le professeur ; 3° des leçons ou interrogations ; 4° des lectures ; 5° des devoirs. L'élève a, en outre, pour compléter tout cela, un livre ou manuel composé d'après les articles du programme de la classe à laquelle il appartient. Dans cette œuvre, le travail du maître est jusqu'ici resté prépondérant. Le maître dictait, le maître parlait ; l'élève écrivait, écoutait quelquefois et ne parlait presque jamais. Pour que l'enseignement soit plus profitable, le maître doit moins dicter et moins parler ; l'élève doit moins écrire, écouter beaucoup plus et parler plus longtemps, autrement dit, l'effort de l'enfant doit être plus grand, et les résultats acquis plus palpables.

Examinons maintenant les points énoncés. Commençons par le sommaire. Qu'est-ce qu'il doit être ? Un résumé pur et simple des faits, ou une citation de ces faits suivie des idées générales qu'ils comportent. Il peut être l'un ou l'autre ou l'un et l'autre, cela dépend des classes. Dans le premier cycle, en 6^e et en 5^e, l'exposé simple des faits peut être considéré comme suffisant ; en 4^e et en 3^e les idées générales peuvent s'ajouter aux faits.

Dans les deux cas, la confection du sommaire présente de nombreuses difficultés qui dépendent : 1° de la question à étudier ; 2° du temps dont dispose le maître ; 3° des élèves. Les questions, dans les nouveaux programmes sont vastes ; le sommaire doit être restreint aux faits principaux, les faits secondaires doivent être écartés, les détails négligés. Il faut s'efforcer de graver dans la mémoire de l'élève ce qui est essentiel : aussi n'arrive-t-on pas, du premier coup, à écrire un bon sommaire. Ce n'est souvent qu'à la deuxième ou même à la troisième rédaction que l'on obtient un bon résultat. D'ailleurs le professeur doit apporter un soin d'autant plus grand à cette rédaction qu'il est limité par le temps. Sans doute, la classe d'une heure qui présente toutes sortes d'avantages est suffisante pour faire une leçon, mais l'emploi des minutes doit être réglé avec un très grand soin. Il

est très difficile, en effet, de faire écrire un sommaire dans une classe du 1^{er} cycle en moins de 20 minutes. Il reste donc 40 minutes au professeur pour développer la question traitée, donner des explications complémentaires et interroger. Voilà pour la première heure. Dans la deuxième, 40 à 45 minutes, seront consacrées aux interrogations et 15 à 20 à des lectures, des explications et des visites de cahiers. Ces visites de cahiers sont nécessaires pour obliger l'élève à écrire lisiblement, à se tenir au courant — au moins pour le sommaire — s'il vient à être absent une fois ou deux. Elles ne peuvent se faire utilement qu'en classe, pendant les interrogations. L'élève voit par là qu'il ne peut point échapper aux observations et investigations du professeur.

Le sommaire dépend enfin des élèves. Il ne peut être le même dans toutes les classes du premier cycle ; il y a trop de différence au point de vue de l'âge, de l'esprit, de la mémoire même entre un élève de 6^e et un élève de 3^e. Il doit être réduit autant que possible avec l'âge des enfants et les inconvénients qu'il présente doivent être atténués. Ces inconvénients sont nombreux. Beaucoup d'élèves des classes de 6^e et de 5^e et même de 4^e ne connaissent pas l'orthographe ; ils font des fautes énormes qui parfois déforment le sens des phrases dictées. Comment le professeur peut-il les corriger ? Il lui est matériellement impossible de voir tous les cahiers, même lorsqu'il est aidé, — dans les lycées où la réforme de 1902 a été appliquée — par le professeur adjoint. Ce dernier n'a, en effet, aucune action sur une fraction souvent la plus importante de la classe, je veux dire sur les externes. Tous les élèves d'ailleurs, externes ou internes, trouvent ennuyeux d'écrire sous la dictée, toujours quelque peu fastidieuse. Cette manière de procéder absorbe aussi une partie de leur force mécanique et il est assez difficile d'obtenir de la majeure partie d'une classe qui a écrit déjà durant 20 minutes une attention suffisante pour prendre des notes pendant 25 ou 30 minutes — il ne s'agit bien entendu ici que des classes du premier cycle. — Enfin pour l'étude de la leçon, l'élève a une tendance à n'user que du sommaire, à l'apprendre par cœur et à l'oublier rapidement. Généralement les élèves qui ont su leur résumé et rien que leur résumé — c'est la très grande majorité — ne savent plus rien quinze jours après. Les bons sujets, qui sont attentifs aux explications, conservent plus longtemps leurs connaissances, en complétant les données du maître par la lecture du manuel. Au total donc, le sommaire n'a qu'un seul avantage qui est sans doute très important : il présente à l'élève, sous une

forme claire et excessivement concentrée, les faits qu'il a besoin de savoir et de retenir.

C'est pour cette raison que le sommaire doit être maintenu, mais, en aucun cas, il ne saurait être imposé. Le professeur doit avoir la liberté d'en user à son gré même dans les petites classes. Mais s'il le supprime dès la 6^e et la 5^e, par quoi le remplacera-t-il ? La réponse est facile. Dans ces deux classes, la dictée peut disparaître. Il serait peut-être bon, et l'expérience doit être tentée, de se borner à expliquer et à commenter les faits contenus dans un abrégé agrémenté de lectures. Le rôle du maître consistera donc uniquement en une exposition claire des faits de façon à ce que l'enfant les voie bien, qu'il ait devant lui, non des mots, mais autant que possible des réalités. S'il comprend, le maître doit être content ; les faits se gravent d'eux-mêmes dans la mémoire des auditeurs ; et il peut être considéré comme inutile de leur faire écrire un résumé et de leur faire apprendre une espèce de catéchisme historique.

Mais il ne saurait en être ainsi dans les autres classes. En 4^e et en 3^e, l'âge et l'intelligence des élèves se prêtent mieux à des explications d'une certaine longueur et à l'audition d'un développement ou cours. Il est toutefois nécessaire de faire précéder la leçon d'un canevas ou d'un plan destiné à fixer l'esprit des enfants.

A partir de la 4^e, le plan dicté peut remplacer le sommaire ; il est forcément plus bref que ce dernier. De là résultent deux avantages : l'élève à moins de dégoût ; le professeur gagne du temps. Le plan peut être écrit au tableau ; de cette manière les fautes d'orthographe sont évitées. Avec le plan, l'élève peut suivre facilement le professeur dans son développement ; s'il a un moment d'inattention, il lui est facile, par un coup d'œil jeté sur la page précédente, de voir où il en est ; il possède en un mot des fiches précieuses qui lui permettent de classer les faits et lui facilitent la tâche ardue de la prise des notes. Prendre des notes pour un enfant de 11 ou 15 ans est chose difficile. Le plus grand nombre ignore totalement cet art. Cela n'a rien d'étonnant, car ils n'ont reçu à cet âge aucune initiation. Evidemment ce point a été jusqu'ici fort négligé et j'avoue qu'il n'est pas commode. Il n'existe point de règles pédagogiques à ce sujet. Pour arriver à enseigner aux élèves à prendre des notes, il faut d'abord tenir compte du plan qui éclaire les élèves et apporter certaines modifications dans le cours. Dans l'acte qui consiste à prendre par écrit les faits et les idées principales d'un homme qui parle, il faut faire une large place

à la mécanique ou à la physiologie, comme l'on voudra. Généralement, l'élève écrit très vite, sans grande attention, tout ce qu'il peut retenir de ce qu'il entend — sur 10 élèves, c'est le cas qui se produit 9 fois — et alors l'écriture est peu lisible, les points de détail ne sont pas négligés, les notes sont incohérentes. On doit corriger tout cela autant que possible en parlant avec *lenteur* et avec des *arrêts* fréquents. Les arrêts surtout sont nécessaires. L'enfant n'est pas une machine à écrire : sa main a besoin de repos, son cerveau aussi. Le cours du professeur doit donc être, jusqu'en seconde, fort lent, entrecoupés de moments de repos, pendant lesquels une interrogation générale posée à toute la classe et reprise ensuite par le maître, permet à ce dernier de *redire*, sous une autre forme et en résumant, ce qu'il vient d'expliquer quelques minutes auparavant. La conclusion doit être tout spécialement soignée ; elle doit être le résumé des idées générales que comporte la leçon. Par dessus tout cela le professeur doit faire lire de temps en temps à un élève les notes qu'il vient de prendre dans un moment donné, et les corriger devant toute la classe en lui montrant ses fautes et ses omissions.

Avec cette méthode, les élèves de seconde et de première, déjà dégrossis, pourront suivre plus facilement et avec plus d'intérêt, les cours respectifs de leurs classes. Dans le second cycle, en effet, le sommaire disparaît ; l'âge et la raison des élèves le condamnent. Le plan qui le remplace, toujours très net et très bref doit tendre uniquement à l'indication des paragraphes principaux développés dans le cours, et ce n'est en somme que dans les trois dernières classes du plan d'études que le professeur peut faire une véritable leçon. Encore celle-ci ne doit-elle durer que peu de temps, 25 à 30 minutes environ. Mieux vaut fractionner les articles du programme et les étudier en plusieurs classes que de les traiter en entier en 50 minutes et de fatiguer les élèves. On voit par là qu'un des premiers soins du maître consiste à bien régler l'emploi de son temps. Pas une minute ne peut être perdue dans la classe d'une heure. Le professeur peut donc régler ainsi sa besogne : dictée du plan, 8 à 10 minutes ; développement, 25 à 20 minutes ; interrogations, 20 à 25 minutes. Sans doute, le temps consacré aux interrogations paraît trop court. En admettant que le professeur ne se laisse pas entraîner à des commentaires trop longs sur la question posée, il n'est guère possible d'interroger plus de 5 élèves par classe ; si celle-ci compte 30 unités — bien souvent il y en a davantage, même en tenant compte des non-valeurs — chaque élève n'est interrogé que tous les 18 jours, c'est-à-dire 11 à 12 fois par

an. C'est insuffisant. Il faut alors chercher un autre système et trouver, surtout dans la classe de première, le temps nécessaire aux interrogations. La division du travail peut donc s'établir, sans rien d'absolu d'ailleurs, de la manière suivante : le maître dresse le tableau suivant 5 classes par 5 classes : 1^o dans les trois premières, il fait un cours et interroge ; 2^o dans la 4^e, il donne des explications, corrige des devoirs et fait ou fait faire quelque lecture ; 3^o dans la 5^e, il corrige des devoirs et interroge. De cette manière, tous les élèves peuvent être interrogés tous les 15 jours, c'est-à-dire 20 fois par an. Quand les 5 classes sont épuisées, le tour recommence.

Que doit être maintenant le cours ou la leçon ? Il serait inutile d'insister. Cela dépend de la classe, de la question à traiter et même de la région de la France où le maître enseigne. Le cours dépend de la classe ; en seconde, par exemple, il est encore nécessaire d'exposer, autant que possible, tous les faits et de traiter tous les articles du programme. En première, les élèves sont quelque peu plus travailleurs que les autres et quelque peu plus réfléchis. Il ne saurait être obligatoire pour le professeur de traiter dans cette classe toutes les questions indiquées dans le plan d'études. Elles sont trop vastes pour être développées en entier. Dans l'exposition de l'Ancien Régime, de la Révolution et de l'Empire, il importe de faire un choix. Aussi le plus souvent, le professeur pourra se borner, après la dictée du plan, à exposer seulement une partie des indications qui y sont contenues. Ce qu'il importe par dessus tout, c'est de faire bien comprendre aux élèves ce qu'a été l'Ancien Régime, de donner des explications claires et nettes sur la Révolution française, partie de l'histoire qui a été pendant fort longtemps bien mal étudiée et bien mal apprise par les élèves. Je crois beaucoup plus, en effet, que l'histoire de la Révolution doit être présentée aux jeunes gens sous la forme d'une explication de faits que sous la forme de conférences ou de cours creux parfois, éloquents souvent. Sans doute, cette façon d'agir présente des écueils et soulève des objections. Si le programme n'est pas développé en entier, des réclamations peuvent subvenir, les pères de famille peuvent se plaindre ; des lettres signées ou même anonymes — cela s'est vu — peuvent troubler l'administration du lycée ou même celle du ministère. Il est facile cependant de contenter tout le monde, grâce à des devoirs facultatifs, à l'étude des compositions, à des lectures de manuels sur lesquelles les élèves doivent être interrogés. Ainsi les questions qui ne sont pas traitées dans le cours sont

néanmoins étudiées en classe et le programme est respecté. Enfin le cours doit dépendre quelque peu des régions où le maître enseigne, je veux dire par là que toutes les fois que cela est possible, lorsqu'il s'agit particulièrement d'une des grandes périodes de l'histoire, le professeur, après avoir exposé les principaux faits et les idées générales qui s'en dégagent, doit faire appel à ses connaissances de l'histoire locale. Je ne connais pas de moyen plus puissant pour forcer les élèves, même les plus faibles, à s'intéresser à l'histoire que de leur parler de la région qu'ils connaissent et de la cite qu'ils habitent. Dans toutes les classes, il est bon d'user de ce système, avec plus ou moins de développement, selon le sujet traité.

II

D'ailleurs le sommaire, le plan, le cours ne sont et ne doivent être qu'une partie de l'enseignement de l'histoire. Pour arriver à fixer davantage l'attention de l'élève ; pour faire appel, surtout dès les basses classes, à son imagination créatrice, pour lui faire aussi mieux comprendre les causes et les conséquences des faits, pour rendre la classe plus attrayante, le professeur doit avoir recours : 1° à des vues ou photographies diverses ; 2° à des explications complémentaires ; 3° à des lectures. On a beaucoup dit sur l'enseignement par l'image et il est inutile d'insister sur ce point. Le professeur peut user de vues et de photographies diverses, concernant et les pays et les hommes dont il parle, et surtout des monuments qu'il dépeint quand il s'agit de l'histoire de l'art. Le plus souvent l'usage de projections serait nécessaire. Mais tout cela est fort difficile à obtenir. Beaucoup de lycées et de collèges ne possèdent pas ces éléments. A peine si quelques-uns ont un matériel incomplet comprenant quelques photographies des monuments de l'antiquité. Très peu d'établissements d'instruction secondaire ont des manuels de l'histoire de l'art et la cherté ou l'incommodité de ces manuels ne permet guère que la possession d'un ou deux exemplaires. De plus, comme ils se détériorent assez vite, l'usage ne peut en être que restreint en classe, surtout avec les jeunes enfants. A peine si de loin en loin, par groupe de trois ou quatre, le professeur a-t-il la facilité de rendre plus concret son enseignement. S'il dessine assez bien, il peut, à la rigueur, leur donner l'impression de ce dont il parle par une simple figure faite au tableau. Il est vrai

que les manuels récents peuvent, dans une certaine mesure, compléter cette lacune. Presque tous les auteurs des ouvrages parus en (1903 et 1904) se sont efforcés de rendre leurs résumés intéressants au moyen de gravures et d'images nombreuses, ou au moyen de cartes généralement bien comprises. Néanmoins il y a encore un effort assez grand à faire de ce côté et nul maître ne saurait se désintéresser de ce grand « moyen pédagogique. » Restent les projections ; mais les projections ne peuvent être faites en classe ; elles ne peuvent être faites non plus par le professeur d'histoire seul. Ce dernier a besoin du concours de son collègue de sciences physiques, qui généralement possède les appareils nécessaires à cet effet, et aussi de celui du chef de l'établissement. Dans les petites fêtes scolaires ou dans les récréations des mois d'hiver, il est permis de joindre l'utile à l'agréable et des séances instructives peuvent être organisées avec le concours du professeur d'histoire.

Ces séances nécessitent des explications toujours fort nombreuses, et à notre avis, l'enseignement de l'histoire doit devenir de plus en plus un enseignement explicatif. Le maître doit toujours revenir sur ce qu'il a dicté ou dit dans ses sommaires, ses plans, ses cours, chercher à rendre plus clair ce qui a été mal vu ou mal interprété par l'élève dont l'esprit peu formé et peu précis a des tendances continues à déformer le sens des choses qui lui sont enseignées. La forme de ces explications consiste surtout, pour les classes du premier cycle, dans la définition des termes. Il faut toujours employer des termes précis aussi clairs que possibles et éviter les mots d'origine savante. Ces derniers sont pour les enfants de véritables énigmes. Si le professeur fait usage d'un mot dont le sens ne soit pas absolument net, il doit l'analyser et l'expliquer à ses élèves. Sans cela, ceux-ci ne comprennent plus rien. Ils écoutent parler le maître, prennent même quelquefois des notes, mais ne retirent plus aucun fruit de ce qu'ils entendent. C'est ainsi, par exemple, qu'ayant prononcé un jour le mot antagonisme devant 48 élèves de la classe de 4^e, je m'aperçus, avec une certaine stupéfaction, qu'une dizaine d'entre eux seulement connaissaient à peu près la signification de ce mot. De là, la nécessité, dans les basses classes, d'une extrême prudence dans le choix des termes et d'explications fréquentes des mots.

Il faut ensuite expliquer les faits, c'est à-dire, analyser avec soin leurs *causes* et leurs *conséquences*. Pour cela le professeur peut et doit faire appel à la curiosité des élèves ; il doit même pour tenir sans cesse leur attention en éveil, les exciter à poser des questions. C'est

encore là un bon moyen pédagogique. Prenons un exemple. Un jour, à propos de la bataille d'Hastings (après avoir sollicité les élèves), l'un d'eux demanda : pourquoi la bataille entre Guillaume et Harold eut-elle lieu à Hastings et non en autre point des côtes de la Manche ? Le professeur avait omis de donner cette explication. Un autre demanda : Pourquoi n'y eut-il pas d'autre bataille importante entre les Saxons et les Normands après Hastings ? Cette question avait été traitée, mais l'élève n'avait pas écouté ! Voilà pourquoi les explications complémentaires, doivent être fréquentes en dehors du cours. Elles permettent même au professeur, en les combinant avec des interrogations, d'exercer le raisonnement des élèves, ce qui est très important. Non seulement l'imagination de l'enfant doit être cultivée ; non seulement il doit se représenter d'une certaine façon les personnages et les faits, mais aussi sa raison doit être sollicitée de toutes les manières, pour que sans être ni très intelligent ni très travailleur, il puisse voir facilement les suites des principaux faits historiques dont quelques-uns ne sont quelquefois que les conséquences immédiates de ceux qui précèdent.

Enfin, l'enseignement de l'histoire comporte encore des lectures en classe. Que doivent-elles être ? Elles ne peuvent être que fort restreintes dans les classes du premier cycle et même relativement courtes dans les classes du second. Je ne crois pas qu'on puisse leur consacrer plus de 20 à 30 minutes, et encore tous les 15 jours seulement, et non point toutes les semaines. Il y a, d'ailleurs, deux sortes de lectures. La première comprend les lectures faites par le professeur lui-même. Celles là doivent être bornées au récit d'un fait ou à la citation d'un texte ; elles peuvent être faites durant le cours (elles permettent alors aux élèves de se reposer un peu) ou, après le cours, qu'elles complètent. Dans les deux cas elles sont profitables. Le deuxième genre de lectures comprend celles qui sont faites par les élèves. Tous, il est vrai, ne savent pas lire ; quelques-uns même sont incapables de se faire entendre de leurs camarades. Le professeur doit donc faire un choix et charger un élève qui sait à peu près lire de cette besogne. Il doit corriger ses intonations, lui signaler ses défauts et l'arrêter fréquemment. L'expérience prouve, en effet, qu'il est à peu près impossible d'intéresser par une lecture une classe de 40 ou même de 30 élèves, non-seulement en 4^e, mais même en seconde plus de 10 minutes de suite. L'attention des auditeurs, pour aussi intéressante que soit la lecture, se lasse au bout de ce temps. Il est donc nécessaire de couper par de

fréquents arrêts les lectures faites en classe. Ces suspensions ont pour résultat de rendre l'exercice plus profitable. Toutes les 6 à 7 minutes, le maître doit interrompre le lecteur pour donner des explications complémentaires, pour définir les termes ou les expressions mal comprises ou incomprises. Le plus souvent la lecture doit être suivie d'une interrogation collective ou individuelle, de manière à contraindre le plus grand nombre des enfants à écouter. Dans la classe de première, la lecture peut être plus développée que dans les petites classes. Les lectures d'histoire ancienne notamment, faites devant un auditoire généralement peu nombreux, peuvent recevoir une plus grande extension. Elles doivent surtout mettre en lumière les principaux passages des anciens historiens de la Grèce ou de Rome. D'ailleurs le choix des lectures dépend uniquement du maître. Il lui est facile de trouver, grâce aux bibliothèques des lycées ou aux bibliothèques communales, les textes des principaux auteurs, ou les passages des ouvrages de seconde main qui sont d'une importance capitale pour la connaissance d'une période de l'histoire. Ajoutons que la tâche est rendue plus facile par la publication assez récente de volumes de lectures historiques, dont l'ensemble est quelquefois excellent. Les collections publiées chez Hachette ou chez Belin sont bonnes et il est commode d'en faire usage. Inutile de dire que le champ des lectures est illimité surtout pour la classe de première. Elles peuvent porter, de préférence, sur les textes des discours des principaux orateurs aux assemblées révolutionnaires, ou sur les mémoires du temps de la Révolution et de l'Empire, à condition de ne pas en abuser. Il ne faut pas négliger non plus les meilleures pages de nos meilleurs historiens. Michelet, Quinet, Taine, Tocqueville doivent être mis à contribution. Plusieurs extraits de leurs ouvrages sont contenus dans le manuel de M. Jullian, de la librairie Hachette.

III

Il nous reste maintenant à examiner la partie essentiellement orale, celle où l'élève cesse d'être passif pour devenir actif. Commençons par la récitation de la leçon. Le sommaire doit-il être récité comme le sont généralement les autres leçons dites de mémoire. On ne peut assurément le soutenir. Même quand il s'agit du sommaire, le professeur doit procéder par interrogations, de façon à solliciter de

l'élève non pas un effort purement mécanique, mais une mémoire intelligemment dirigée. Beaucoup d'enfants sans cela, apprendront l'histoire comme les vers ou la prose des morceaux choisis, c'est-à-dire retiendront uniquement des mots qu'ils oublieront très vite et avec une extraordinaire facilité. Une série de petites questions posées sur le sommaire ou même à côté du sommaire seront plus efficaces et assureront une plus grande part à la gymnastique de l'esprit que la récitation. Le professeur qui a dicté un plan éprouve tout naturellement moins d'embarras pour interroger. Les interrogations sont aussi une des parties essentielles de l'enseignement historique. Quelle est la meilleure manière d'interroger ? Il serait assez difficile de le dire. Les questions doivent-elles reposer seulement sur les dates et sur les faits ? Cela est hors de doute pour les classes inférieures, mais dès la 4^e et surtout de la 3^e on doit demander à l'élève un effort plus grand. Généralement, quand on interroge un enfant, il ne répond pas ou répond à peine, même lorsqu'il sait ce qu'on lui demande. Presque tous les élèves ont une timidité ou une paresse d'esprit extraordinaires. Il est bon de trouver des stimulants de diverses manières. Le premier consiste surtout à poser des questions à toute la classe ou à une partie de la classe. Le professeur peut aussi s'adresser d'abord à un élève ; s'il ne répond pas, il passe à un autre ; si celui-ci reste muet, il s'adresse à l'ensemble des auditeurs pour voir si l'un d'entre eux est capable de répondre. Dans le cas négatif, le maître traite lui-même la question, mais il doit le faire brièvement. Faire parler l'enfant, obtenir de lui quelque chose, voilà le but à atteindre ; il est inutile d'entrer dans un nouveau développement. Quant à la matière des interrogations, elle est assez variable. D'abord le professeur s'assure de la connaissance des faits ; quand cette connaissance est suffisante, il demande des explications. Quelles sont les causes qui ont amené tel ou tel événement ? Quelles sont les conséquences de ce même événement ? Telles sont les formes générales des questions qui peuvent d'ailleurs être infiniment variées. Il ne faut pas non plus négliger la partie purement narrative et il est bon de demander aux enfants de faire un récit, une narration au sujet des faits historiques. L'élève doit pouvoir décrire ce qu'il comprend et le plus souvent il en est incapable ; les détails des moindres événements, la physionomie des personnages qu'on lui a dépeints lui échappent. En l'obligeant à parler, à extérioriser en quelque sorte ses connaissances, on lui rend un grand service et l'on peut espérer ainsi quelques résultats.

L'élève doit aussi exercer sa mémoire et son intelligence, en dehors de la classe. Il y parvient par les devoirs oraux ou écrits. Les devoirs sont, à n'en pas douter, un des points les plus délicats de l'enseignement historique. Il y a beaucoup à dire sur les devoirs écrits. Les familles, les élèves naturellement, sont hostiles dans presque toutes les classes, et d'une manière très sérieuse, au « devoir d'histoire ». Pourquoi, objectent-ils, le professeur d'histoire donne-t-il des devoirs écrits à ses élèves, « puisqu'il n'y en a pas à l'examen ? » Mieux vaut faire des discours français ou des versions latines. Ainsi s'expriment les intéressés. Aussi, presque partout, les devoirs d'histoire d'antan ont vécu ; il est vrai qu'ils se présentaient plutôt sous une forme stérile. Qui disait il y a quelque quinze ans devoir d'histoire, disait, par là même, rédaction, et qui disait rédaction, disait copie. L'élève, en effet, rédigeait sur une feuille les notes prises en classe ; comme elles étaient fort mal tenues, il les négligeait pour copier, le plus souvent, les pages d'un manuel quelconque et apportait ce texte à son professeur. Ce dernier, sachant par avance le contenu des copies, ne les regardait presque jamais. Aujourd'hui, la « rédaction » a vécu et ses partisans sont rares. Ce mode de devoir suranné et inutile, incapable d'intéresser les élèves, doit être laissé de côté. Il y a cependant un cas où une rédaction, conçue dans un nouvel esprit, pourrait être de quelque utilité et contribuer, peut-être, à faire faire des progrès aux élèves, et cela à tous les points de vue : attention soutenue en classe, exercice de mémoire, exercice de réflexion, exercice de style aussi jusqu'à un certain point. Ce travail consisterait, dans les classes du premier cycle, et peut être même en seconde, dans une sorte de résumé de la leçon faite par le professeur demi heure auparavant. Je m'explique. Dans une classe d'une heure, le maître écrit au tableau, en 5 ou 6 minutes, un plan bref, net et précis de la leçon à développer. Il fait un cours de 25 minutes. Les élèves écoutent ; ils ne prennent pas de notes. Quand la leçon est terminée, ils consacrent la deuxième partie de l'heure à rédiger ce qu'ils viennent d'entendre. Cet exercice est jusqu'ici peu usité dans l'enseignement secondaire ; il peut rendre de grands services. Il serait profitable à la majorité des élèves à condition bien entendu qu'il ne nuisît pas au développement du programme et qu'il ne se répâtât point trop fréquemment : une rédaction par 8 classes d'une heure, c'est-à-dire un seizième du temps, pourrait être consacré à ce travail. Les copies ainsi obtenues seraient rendues, en grande partie, corrigées par le

professeur, qui se bornerait à relever les erreurs de faits et les idées plus ou moins extravagantes.

A côté de cette rédaction, l'enseignement historique peut également comporter deux autres sortes de devoirs écrits : 1^o d'abord les devoirs facultatifs. Dans toutes les classes où les élèves commencent à raisonner, c'est-à-dire généralement dès la 3^e, il est bon de faire appel aux plus travailleurs et aux plus intelligents. Les devoirs facultatifs n'ont jamais beaucoup de succès, mais ils peuvent quelquefois, dans les classes où l'émulation est très forte donner d'excellents résultats. Le devoir facultatif ne doit pas reposer uniquement sur un point déjà traité par le professeur. Il doit obliger l'élève à réfléchir, à comparer, à lire surtout. Tous les devoirs de ce genre sont lus avec un très grand soin par le maître et corrigés avec une très grande attention. Il en sera de même des plans obligatoires formant la 2^e catégorie de devoirs écrits, la plus importante, à mon avis. Ces plans seront une sorte de résumé des connaissances de l'élève sur une question donnée. Ils comprendront : 1^o les divisions générales ; 2^o les divisions secondaires ; 3^o les paragraphes principaux à développer. Ce n'est pas d'ailleurs tout d'un coup que les élèves auront à faire ce travail. Mais petit à petit, au fur et à mesure du développement de leurs facultés intellectuelles. Le professeur commencera par préparer leur besogne et solliciter leur attention par le moyen des plans dictés au début de chaque leçon. Prenant ensuite une partie secondaire du sujet, il fera usage du tableau noir. Un élève bon ou même simplement passable sera chargé de dresser le plan de la question et il sera aidé à la fois par ses camarades qui seront interrogés à ce sujet, et par le maître lui-même. Prenons un exemple. Une leçon a été faite sur les grandes découvertes maritimes. Borné par le temps, le professeur ne peut développer tous les points que comporte cet article du programme. Il se borne à en donner un aperçu général, pour reprendre le sujet et obliger dans la suite les enfants à une étude plus détaillée des parties les plus importantes. Il sera donc bon de donner en devoir écrit un plan sur la vie et l'œuvre de Christophe Colomb, ou encore sur Magellan, ou bien sur les conséquences des grandes découvertes. Ces plans peuvent être obligatoires pour toute la classe. Ils peuvent aussi n'être que facultatifs. Lorsque les copies de ce travail, qui ne doit, en aucun cas, excéder une page ou une page et demie, ont été remises, la correction se fera encore au tableau. De nouveau, un enfant envoyé « à la planche » sera convié à reprendre le plan qu'il a fait en étude ou chez lui ; ses camarades seront priés d'intervenir dans la confection

du travail, et le corrigé s'effectuera ainsi par les élèves eux-mêmes autant que possible. De cette manière tous, dans l'ensemble de la classe, connaîtront les questions les plus importantes, et les réflexions ou connaissances des uns seront ainsi complétées par les réflexions ou connaissances des autres. Le professeur ensuite corrigera facilement les copies soit pendant la classe, soit chez lui comme d'autres devoirs. Sans doute ce travail présente quelques inconvénients ; d'abord les élèves peu studieux peuvent aller très vite en besogne. En 5 minutes ils écrivent quelques lignes à la suite des unes et des autres et se considèrent comme satisfaits. Ceux là sont les incorrigibles et font la même chose pour tous leurs devoirs. Ceux qui, au contraire, travaillent un peu sont obligés de faire, de toutes les manières, quelque effort de réflexion. Ils sont obligés de relire leurs notes, de lire leur manuel, et, s'ils ont quelque goût pour l'histoire — le cas d'ailleurs se présente dans toutes les classes — ils lisent des livres spéciaux placés dans les bibliothèques de quartier ou dans les bibliothèques de la classe d'histoire s'il y en a, ou encore, sur les indications du professeur, dans les bibliothèques communales. Ajoutons que la confection d'un plan détaillé oblige l'élève à concentrer ses connaissances sur un sujet donné et surtout à les mettre en ordre ; c'est là un important résultat qui ne se fait d'ailleurs sentir qu'à la longue. On ne peut obtenir d'effets réels et de plans convenables que chez de rares élèves de 3^e et plusieurs élèves de seconde et de première. Ils ont besoin, pour réussir ces devoirs, d'un entraînement particulier et d'une certaine maturité d'esprit, toutes choses qui s'obtiennent assez vite avec un travail assidu.

Ce plan écrit ne doit pas être imposé aux élèves toutes les semaines. Il ne peut être demandé que tous les quinze jours ou même tous les mois à l'époque des compositions. Il est fort utile pour ces dernières ; il apprend, en effet, à faire le squelette des longs devoirs d'histoire et par conséquent des compositions officielles. Quand, dans une classe, plusieurs exercices de ce genre ont été faits, les compositions ont une meilleure forme et les notes des copies s'en ressentent. Il n'est pas rare de voir quelquefois des élèves médiocres en histoire, devenir passables et quelquefois bons, à la suite de ces exercices auxquels ils portent un intérêt de plus en plus grand, surtout lorsque le devoir écrit est complété par un devoir oral. Ce devoir oral consiste à demander aux élèves un récit, ou un développement des paragraphes indiqués dans leurs plans. Sans doute on peut donner un exposé — c'est le nom des devoirs de ce genre — à un élève sans se préoccuper

outre mesure de sa préparation, mais je crois que le travail est bien plus complet et bien plus profitable, lorsque le professeur exige un plan écrit dont l'élève peut se servir pour parler en classe. Les deux travaux se combinent à merveille et se complètent l'un par l'autre. Ils obligent l'enfant à apprendre nécessairement la question traitée, à ordonner, à grouper et à coordonner ses idées. Quelle doit être la matière de ces devoirs oraux ? L'exposé ne doit pas être la répétition pure et simple du cours du professeur ; il doit compléter l'enseignement du maître ou l'étendre, c'est-à-dire par là qu'il doit avoir comme point de départ ou une phrase du sommaire, ou une subdivision du plan dicté qui a été développée d'une manière insuffisante. Dans la classe de première, l'exposé peut être le résumé d'un article de revue, ou le résumé d'un ouvrage particulier ; il peut être aussi mais rarement, le récit d'une bataille de la Révolution ou de l'Empire ou l'exposé d'une campagne. Dans ces derniers cas, c'est le professeur qui fait le choix de l'article et du livre, qui signale la présence de la revue à la bibliothèque de la ville, de l'ouvrage dans la bibliothèque des quartiers ; il peut même, à la rigueur, prendre lui-même tout cela dans la bibliothèque des professeurs, ou dans la sienne, s'il en a une, pour le confier quelque temps aux élèves sérieux.

Ajoutons enfin que, d'une façon générale, le choix des sujets doit permettre à l'exposé d'être bref. On peut le commencer en 3^e où il doit être très court. L'élève ne doit pas parler plus de 6 à 7 minutes. Dans les autres classes le développement peut durer 10 minutes et même 15 minutes dans la classe de première. Le professeur a soin de corriger en classe ce devoir oral. Il reprend le plan, insiste sur le récit des faits et le débit : il relève tout particulièrement les expressions mauvaises employées par l'enfant et signale ses incorrections. Bref il apprend à parler à l'élève et celui-ci parvient à s'exprimer convenablement après de nombreux exercices de ce genre. Au début, l'élève parle plutôt mal que bien, mais très vite il se débarrasse de cette timidité qu'il a quelquefois tant de peine à surmonter pour prendre la parole devant ses camarades. De plus, il prend l'habitude de concentrer ses connaissances sur un point donné, l'habitude de réfléchir et facilement il apprend à dégager des faits, les idées générales. Aux bons élèves, l'exposé permet de renforcer le cours ; il les oblige à lire et peut leur donner — cela s'est vu — le goût de la lecture des ouvrages historiques ; aux médiocres et aux mauvais, il leur permet d'apprendre, à un moment donné, quelque chose en histoire.

IV

L'enseignement de l'histoire contemporaine termine, dans le plan d'études, le cours d'histoire des élèves de l'enseignement secondaire. En philosophie et en mathématiques A et B, la période à étudier ne comprend guère que quatre-vingts ans. Elle est pourtant très importante. Aucune époque en effet (1815-1895) ne vit éclore plus de révolutions. Non seulement la France, mais aussi l'Europe et le monde ont subi de grandes transformations politiques, économiques, sociales depuis le congrès de Vienne. Aucune civilisation n'a subi des changements aussi rapides que la nôtre dans ces soixante dernières années. Outre l'histoire politique qui tient une si grande place dans la vie des sociétés contemporaines et l'histoire militaire, sans doute reléguée au second plan, il faut aussi tenir compte de l'histoire économique et de l'histoire morale et intellectuelle de l'humanité tout entière. Tous les peuples en effet sont devenus solidaires. Les applications des découvertes scientifiques les ont rapprochés les uns des autres et l'histoire contemporaine ne peut être qu'une histoire générale de l'humanité.

De là, sans doute, de nouvelles difficultés. Pour les résoudre, le professeur d'histoire doit-il modifier la méthode usitée de la 6^e à la rhétorique ? Je ne le pense point, mais il doit avant tout tenir compte de trois points essentiels : 1^o les connaissances possibles des élèves ; 2^o leur âge, et 3^o la moralité de son enseignement. En premier lieu, l'histoire contemporaine est étudiée en 3^e. En philosophie, les élèves peuvent n'avoir pas oublié tout ce qu'ils ont déjà vu. Le professeur peut donc s'étendre librement sur les grandes questions historiques et même parfois insister sur certains points particuliers, développer plus aisément l'histoire des idées, et mieux faire connaître les hommes d'autant plus qu'il s'adresse à des jeunes gens et non à des enfants. Presque tous ses auditeurs ont l'âge de raison. Si plusieurs sont peu studieux, presque tous sont capables d'attention et de réflexion. Cela facilite d'autant sa tâche qui consiste à faire du jeune homme de l'école, le bon citoyen de demain et du cours d'histoire contemporaine, selon le mot de Victor Duruy un « cours de patriotisme et d'éducation sociale (1).

(1) Victor Duruy. *Notes et Souvenirs*. Hachette 1901, t. 1, page 125.

Comme en première, le professeur, après la dictée du plan, développera la leçon pendant 40 ou 45 minutes. Presque toujours des lectures, plus particulièrement des lectures de documents, viendront renforcer la parole du maître. Lire, en philosophie et en mathématiques, A et B, est presque aussi utile que parler. Les textes de lois, les textes des traités, les journaux de la période dont il est question en classe ; les mémoires et les souvenirs des contemporains, les articles de diverses revues, les chroniques littéraires et artistiques naturellement bien choisies, les journaux caricaturistes même peuvent rendre quelques heures de classe fort attrayantes. L'usage des photographies et des gravures de toute espèce doit contribuer à l'enseignement de l'histoire de l'art. L'emploi du temps laissé à la disposition de chacun doit être organisé de manière à laisser, au minimum, une heure sur trois pour les interrogations ; il serait peut-être même désirable de consacrer la moitié des heures de classe à faire parler les élèves. Plus encore que l'histoire ancienne et que celle du moyen âge, l'histoire contemporaine nécessite, pour être apprise, des questions, des interrogations, des objections de toute nature. L'élève doit avant tout apprendre à réfléchir sur les faits, leurs causes et leurs conséquences, étendre ainsi son esprit, et le professeur doit s'efforcer d'y faire « passer le plus possible d'objets de comparaison et d'idées générales ».

Il doit surtout insister sur les origines des grandes questions européennes ou mondiales qui ont agité le monde au ^{xix}^e siècle ou qui l'agitent encore (origines de la formation des nationalités, — de l'impérialisme, — des grands partis politiques français ou européens, — des guerres et des grandes questions de politique extérieure : Orient ou Extrême-Orient).

Son rôle moral se fera surtout sentir sur l'histoire des idées. Chaque partie du programme y consacre un paragraphe ; la 5^e partie tout entière comprend l'histoire des caractères généraux de la civilisation contemporaine. C'est là une partie essentielle : il est bon que l'élève connaisse les grandeurs et les défaillances des sociétés actuelles ; il est nécessaire que son esprit, à la fin de ses études secondaires, soit ouvert à toutes les vérités pour qu'il puisse autant que possible reconnaître et éviter toutes les erreurs, à son entrée dans la vie sociale.

Il n'y a plus qu'une objection à réfuter. Comment le professeur pourra-t-il faire l'histoire politique, surtout l'histoire des partis, sans

montrer ses préférences et sortir de l'impartialité ? Lui sera-t-il même possible de rester dans la vérité ? Assurément, s'il observe trois conditions : la première consiste à avoir égard aux « vivants » ; la deuxième à enseigner la vérité « sur les choses », à laisser parler les faits et permettre aux élèves de les interpréter de différentes manières, tout en restant leur guide dans cette interprétation ; la 3^e à voir constamment au-dessus des questions de personnes, au-dessus des opinions diverses, en un mot au-dessus de tous les partis, la grande Personne par excellence, la France.

Ainsi l'œuvre du professeur d'histoire sera essentiellement morale ; ainsi sa tâche sera-t-elle réalisée. Il aura fait, non pas des bacheliers possédant dans leur mémoire quelques phrases de manuel, mais des jeunes gens instruits qui, devenus citoyens, ne tomberont plus désormais « dans l'inconnu ». Sans cesse la phrase de Victor Duruy doit être présente à son esprit : « Nous leur aurons montré le terrain où, jusqu'à cette heure, ils marchaient sans guide, et nous les aurons mis en état de comprendre les événements au milieu desquels la vie sérieuse vient les surprendre. Jeter un jeune homme dans la cité sans lui avoir rien dit de l'organisation et des nécessités qu'il y rencontre, c'est comme si l'on jetait dans la bataille un chasseur à pied avec l'armement des francs-archers de Charles VII. » Il fera mieux encore ; il montrera au citoyen de demain que la politique est « comme la loi, une question de rapport, une convenance entre les choses à faire et les choses déjà faites », que rien d'elle n'est immuable, que les transformations des sociétés sont multiples et continuelles et qu'il n'y a rien à craindre de la variation et du changement des formes sociales qui nous entourent.

Telle est, si j'ose dire, une méthode assez complexe de pédagogie historique basée uniquement sur l'expérience de dix années. Je suis loin de la croire et complète et infaillible ; elle n'a rien de scientifique ; elle peut être modifiée à l'infini. Elle peut changer selon les classes, selon les lycées, selon les maîtres. Je crois néanmoins qu'il est bon, en l'état actuel de notre pédagogie, de prendre en considération les dispositions principales. Pourront-elles être de quelque profit ?

GRANAT.



DÉVOTIONS ANCIENNES DU LOT-ET-GARONNE

Parmi les questions adressées, en 1843, par Monseigneur de Vesins au clergé du diocèse, on trouve la suivante : « Existe-t-il, dans la paroisse, des chapelles isolées, des chapelles souterraines ou cryptes ? Ces chapelles isolées sont-elles voisines de quelques fontaines fréquentées par les malades ? Y va-t-on en pèlerinage ? Ces pèlerinages ont-ils surtout lieu le jour ou la veille de la fête du saint ? Quels usages locaux ou cérémonial singulier y remarque-t-on ? Quel genre de malades s'y rendent particulièrement ? »

Il est facile de comprendre l'intérêt de cette question. Nombre de ces vieilles dévotions, en effet, ont une origine très ancienne, et beaucoup, sans doute, nous viennent directement des superstitions païennes, et sont les restes du culte des divinités topiques dans notre pays. Elles peuvent nous fournir quelques notions, bien vagues il est vrai, sur la religion des Nitiobriges.

On connaît peu la religion des peuplades gauloises qui ont habité nos contrées. Les textes sont peu nombreux. Une inscription du Musée nous a conservé le nom d'une divinité agenaïse. Le sculpteur Atto dédia un cippe au dieu Maglomaton, que M. Allmer affiliait aux divinités de la région pyrénéenne (1). Le culte du soleil nous est connu par les actes de saint Vincent (2). Et c'est à peu près tout.

(1) Cette inscription a été publiée plusieurs fois. Voir à ce sujet, dans le *Congrès archéologique d'Agen et d'Auch* (1901), l'article de M. Momméja sur l'oppidum des Nitiobriges, pp. 190, 191, et le tirage à part, pp. 26, 27.

(2) *Une fête solaire en Agenais au v^e siècle*, par A.-F. Lièvre, in-8° de 7 pages extrait du *Bulletin de la Faculté des Lettres de Poitiers*, 1892. — *Causeries sur les origines de l'Agenais*, par M. Tholin (*Recue de l'Agenais*, t. xxii, 1895, pp. 156, 157). — *Congrès archéologique d'Agen et d'Auch*, p. 243 et suivantes.

M. Tholin dans ses *Causeries sur les origines de l'Agenais* et M. Momméja dans son *Oppidum des Nitiobriges*, nous ont dit tout ce qu'il y a de certain à ce sujet. Aussi bien ont-ils signalé le culte des eaux si répandu dans le Sud-Ouest. Les réponses au questionnaire de Monseigneur de Vesins me permettent d'ajouter quelques noms de sources sacrées à ceux qu'ils ont déjà donnés.

Le culte des eaux est très ancien. Les textes sont nombreux. Citons seulement celui d'Ausone sur la Dive de Bordeaux qui nous montre la vénération des eaux et la croyance à leur action curative dans notre région.

Salve, fons ignote ortu, sacer...

Salve, urbis genius, medico potabilis haustu,

Dicona cellarum lingua fons, addite Dicis.

M. Jullian, dans une note lue au Congrès archéologique d'Agen en 1901, nous dit que le culte de la déesse Tutelle « doit son origine première à la religion des sources. » Dès lors, Ussubium, dont nous parle l'inscription du Mas, serait d'après lui, « un génie de source ou de fontaine, comme on sait que Nemausus, avant d'être le dieu de la ville de Nîmes a été celui de sa source (1). » L'olympé Nitiobrige s'enrichit donc d'une nouvelle divinité.

Le christianisme ne put, d'un seul coup, avoir raison de ce vieux culte des eaux. Le peuple tenait beaucoup à ses anciennes pratiques et la nouvelle religion dut lutter longtemps contre les superstitions païennes. Le paganisme était officiellement aboli depuis de longues années par les constitutions des rois Francs, que le culte des sources, des arbres, des cavernes, etc., existait encore. Nombre de Conciles des ^{vi}^e et ^{vii}^e siècles s'élevèrent, avec force, contre ces superstitions sans cesse renaissantes ou plutôt jamais éteintes. Les conciles d'Orléans (533-541), de Tours (567), d'Auxerre (573-603), entre autres condamnent les chrétiens qui ne gardent pas « dans son intégrité la grâce du baptême et qui retournent au culte des idoles. »

Mais c'est en vain que saint Césaire d'Arles, saint Eloi protestaient contre ces pratiques superstitieuses. Alors, nous dit M. Lièvre, « le clergé ne pouvant empêcher le peuple de se rendre à certains jours ou dans certaines circonstances à ses anciennes eaux sacrées, les mit

(1) *Congrès archéologique de France*, LXXVIII^e session tenue à Agen et Auch. Notes sur l'origine des déesses Tutelles dans le Sud-Ouest de la Gaule, par M. Camille Jullian, pp. 268 à 273.

sous le vocable d'un saint, destiné à prendre dans les hommages des pèlerins la place de la divinité païenne, et quand il ne fit pas à temps cette substitution, le peuple résolut lui-même la question à sa manière... »

« Dans beaucoup d'endroits ce fut une chapelle qu'on érigea près de la source.

« Parfois on construisit l'oratoire sur la source même, sans doute parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen de retenir le peuple dans le sanctuaire que d'y renfermer l'objet de son culte (1). »

L'Agenais possède quelques fontaines qui sont encore le centre de petits pèlerinages.

« Dans la commune d'Allons, près de l'église de Goux située sur un point culminant jaillissent trois sources auxquelles on attribue des vertus miraculeuses. Les paysans y font encore des offrandes, jetant des pièces de monnaies dans leurs bassins (2). »

A Ambrus, nous dit M. l'abbé Dubois, dans la notice qu'il a consacré à ce sanctuaire, « une fontaine bâtie à une époque assez reculée coule à quelques pas de l'Eglise. Elle a été récemment surmontée d'une statue de la Vierge et fermée à son entrée par une grille de fer. En vertu d'une ancienne coutume, les pèlerins jetaient et jettent encore dans l'eau des pièces de cuivre, d'argent et d'or. » La fête se célèbre le 8 septembre (3).

A Beffery, commune de Miramont, se trouve une fontaine dite la *Bouno-Foun*. « Cette fontaine, située à une certaine distance du hameau, dans un vallon solitaire et isolé, est difficile à découvrir sans guide. Elle est rez de terre, au bout d'un fossé, et n'a conservé aucune trace d'antiquité.

« Depuis une époque immémoriale, on a attaché aux eaux de cette fontaine des vertus surnaturelles.

« Elles ont bien perdu de leur crédit, depuis qu'ayant été analysées,

(1) *Restes du culte des Divinités topiques dans la Charente*, par A.-F. Lièvre, Angoulême, 1883. — Sur le culte des eaux : *De antiquis aquarum religionibus in Gallia Meridionali ac praesertim in Pyrenaeis Montibus*, thèse de T. Mérimée. Paris, Picard, 1886. — Alfred Maury : *Croyances et Légendes du Moyen-Age*. — *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, par Saglio et Daremberg, art. Fons, etc.

(2) G. Tholin : *Causeries sur les origines de l'Agenais (Recue de l'Agenais*, 1895, t. xxii, pp. 157, 158).

(3) L'abbé Dubois : *Histoire de Notre-Dame d'Ambrus*, Agen, Ferran, 1898, pp. 16 et 17.

on les a trouvées absolument semblables à celles fournies par les autres fontaines ou puits de la contrée.

« On voyait naguère, de loin en loin, quelques meuniers ou muletiers du Haut-Agenais, du Quercy ou du Périgord, qui, à l'aide de leurs bêtes de somme, venaient chercher quelques bouteilles des eaux de la bonne fon. Ces pérégrinations deviennent de plus en plus rares ; elles vont finir par disparaître totalement, et bientôt la fontaine tombera dans le plus profond oubli (1). »

Dans la commune de Castelmoron, au fond d'un vallon, au nord de la ville, se dresse quelques restes de l'église de Saint Rémi. « Cette église était autrefois l'objet d'une dévotion toute particulière ; en 1597, Monseigneur de Villars écrivait qu'il s'y faisait de grandes pérégrinations. C'est aussi lui, qui nous apprend qu'elle avait été consacrée. On voit encore aujourd'hui la fontaine où les malades allaient laver leurs plaies (2). »

Caudecoste. « La veille de Saint-Jean-Baptiste, on se transportait au chant du *Veni Creator*, à la fontaine qui porte le nom du Saint Précurseur et le curé bénissait l'eau de cette fontaine (3). »

Au-dessous du village de Cours, se trouve une vieille fontaine dite de sainte Raffine. On s'y rendait en procession. Ses eaux étaient employées contre la gourme des enfants. On croit encore à leur vertu, et il n'y a pas longtemps qu'une famille est venue en puiser pour un de ses enfants.

Dans la commune de La Réunion, à Coutures des Landes, annexe du Sendat, « non loin de l'église, est une fontaine où les jours de fête locale quelques-uns de la paroisse, même des étrangers, se lavent les yeux, les bras, etc. On va à cette fontaine en procession (4). »

Cuq, près d'Astaffort. « L'ancienne chapelle de Bouché a été démolie ; elle était voisine d'une fontaine qui existe encore, dite de saint Thomas (5). »

(1) *Congrès scientifique de France*, 28^e session tenue à Bordeaux en septembre 1861. Note de M. Béchade-Labarthe, t. II, p. 255.

(2) Evêché. Archives de la Commission diocésaine des monuments religieux, n° 150.

(3) *Monographie de Caudecoste*, par l'abbé P. Dubourg. Agen, imp. Moderne, 1901, p. 86.

(4) Evêché. Archives de la Commission diocésaine des monuments religieux, n° 193.

(5) *Idem*, n° 82.

Fargues. « Fontaine miraculeuse (1). »

A Saint-Médard, commune de Montpezat, non loin d'une très vieille église, une fontaine très abondante coule dans un bassin surmonté d'une niche. On y allait autrefois en procession.

Foulayronnes. « Il y a près de l'église une fontaine très vive, appelée fontaine de saint Martin, qui était jadis fréquentée par des malades. Elle était un objet de grande dévotion, on y venait de fort loin en pèlerinage. Mais cette dévotion et ce pèlerinage étaient exercés principalement par les malades. Cette espèce de piété cessa, il y a environ cent ans (2). »

Sur les indications de M. l'abbé Etienne, curé de Bazens, M. Monméja a signalé, près de l'église de Gaujac, commune de Frégimont, la source de sainte Raffine, objet d'un très ancien pèlerinage. »

Hautefage. Ici on a bâti l'église sur la source elle même. Elle part de dessous l'autel et suit l'église dans toute sa longueur. Elle a été le centre d'un pèlerinage très accrédité. Chaque année encore les paroisses voisines s'y rendent en procession le 8 septembre.

Laroque-Timbaut. Le 28 mai une foule nombreuse vient visiter la chapelle et la fontaine de saint Germain, qui se cachent sous les arbres, au pied du château de Laroque. Après la messe on bénit la fontaine et les pèlerins viennent alors boire, se laver et jeter des offrandes dans le bassin (4).

Ruffiac. Source dite de Saint-Remedi (saint Remi), on continue à la fréquenter (5).

« A Sainte-Bazeille, une chapelle a été construite abritant une source dite de Neufonds. D'après une tradition locale, c'est là que la légendaire sainte Bazeille aurait été décapitée. Sa tête, ayant rebondi neuf fois sur le sol, de chaque point touché une fontaine aurait coulé. M. l'abbé Alis, dans sa monographie de Sainte-Bazeille, fait remarquer qu'il n'y a pas neuf sources en cet endroit mais une seule et que l'étymologie du mot Neufonds pourrait bien être non pas Novem

(1) Evêché. Archives de la Commission diocésaine des monuments religieux, n° 203.

(2) *Idem*, n° 71.

(3) *Congrès archéologique de France*. Lxviii^e session tenue à Agen et Auch, 1901, p. 189.

(4) *Notices sur le Pèlerinage de Saint-Germain de Laroque-Timbaut*, par l'abbé Marboutin. Agen, imp. Moderne, 1900.

(5) Renseignement fourni par M. l'abbé Dubos.

fontes, mais novus fons qui fait Neüfont, équivalent du nom assez répandu de Fonnouvelle (1). »

Saint-Maurice, canton de Cancon. « Il y a une très curieuse dévotion à sainte Raffine, on a des reliques de cette sainte. Près de l'église, coule une fontaine appelée de Sainte-Raffine dont l'eau a, paraît-il, la propriété de guérir de la gale. Les malheureux atteints de ce mal vont s'y baigner après avoir fait dire une messe (2). On a aussi recours aux eaux de cette fontaine pour la gourme des enfants.

A Valette, canton de Castillonès, il y a une fontaine sous le vocable de saint Clair. M. l'abbé Dubois, à qui je dois ce renseignement, a trouvé, dans un acte du xvi^e siècle, la mention de cette dévotion.

Je signalerais encore deux ou trois fontaines dont l'origine est moins sûre et que je donne comme douteuses.

A Lamaurelle, dans un pré au-dessous du vieux château, se trouve une fontaine dite de Saint-Martin. La tradition veut que dans ses pérégrinations à travers l'Agenais saint Martin se soit reposé au bord de cette source. A-t-elle été l'objet d'une dévotion, le centre d'un pèlerinage ? Nous l'ignorons.

M. Tholin signale à Astaffort, un lieu dit de Fondragon. « Il serait intéressant, dit-il, de rechercher si le nom de Fondragon, appliqué à une grande propriété est ancien. Il rappelle peut-être le souvenir de croyances superstitieuses ou de légendes qui se rattachent à une source (3). »

A côté de Saint-Pierre de Lévigac une vieille fontaine possède une curieuse légende. Il y a longtemps, un jeune homme et une jeune fille se donnèrent rendez-vous en ce lieu. Ils furent fidèles à leur parole, mais jamais plus on ne les revit.

Le culte des sources n'était pas le seul à survivre au paganisme, saint Eloi dans son allocution aux Belges défend celui des rochers, des arbres et des cavernes.

Le culte des arbres a moins persisté que celui des fontaines. Cependant dans notre pays, nous pouvons en trouver quelques traces dans quelques noms, Luc, Duluc, Monluc, Limon, etc .

(1) G. Tholin : *Causeries sur les origines de l'Agenais (Recue de l'Agenais, 1895, t. xxii, p. 158).*

(2) *Pouillé historique du diocèse d'Agen* pour l'année 1789, par l'abbé Durenques. Ferran frères, Agen, 1894, p. 429.

(3) *Abrégé de l'histoire des communes du département de Lot-et-Garonne*, par G. Tholin (arrondissement d'Agen). Auch, L. Cocharaux, 1900, p. 27.

Je crois voir un reste du culte des cavernes, du côté de Sauveterre, canton de Fumel. A quelque distance de cette localité, derrière les belles ruines du château, dans un petit vallon, s'ouvre béante et profonde la grotte de Laslandounes (1). Les populations voisines s'y rendaient en procession pour faire cesser la pluie ou la sécheresse. En guise d'offrande, on lançait dans l'intérieur, des seaux d'eau avec des prières et des imprécations. Quelques vieilles femmes, m'a-t-on dit, sont encore fidèles au génie de cette grotte.

Je ne crois pas que les dévotions qu'il me reste à signaler aient une origine païenne. Plusieurs sont certainement bien postérieures et sont dues au christianisme mais plusieurs peut-être pourraient avoir ce caractère. Quoiqu'il en soit, voici les dévotions qui sont venues à ma connaissance :

Beynac, annexe du Sendat, commune de La Réunion. « On ignore l'époque de la fondation de cette église. Elle n'offre rien de particulier, cependant elle est le but d'un pèlerinage où se rendent tous les ans, la seconde fête de Pentecôte, les différentes paroisses du canton de Casteljaloux pour l'accomplissement d'un vœu qui date d'une époque très reculée et qui fut fait à l'occasion d'une grande calamité (2). »

A Blaymont, canton de Beauville, on a le culte de sainte Apollonie. « Sainte Apollonie est une dévotion où on se rend pour guérir des maux de dents (3). »

Monbran. « Il se trouve une église faisant autrefois une paroisse à part, située au lieu de Caissac, où jadis, selon une tradition locale, existait une ville appelée La Solde, dont il ne reste pas même de ruines. L'église est dédiée à saint Pierre aux liens. On y conserve deux clefs qui, d'après la foi populaire, ont la vertu de guérir du mal de la rage. L'une est spécialement pour les personnes, l'autre pour les animaux (4). »

A Cardonnet, on vénère saint Clair, qu'on invoque le 1^{er} juin pour les yeux.

Cuzorn. « Il y a un temps immémorial qu'il y a une dévotion établie dans l'église de Cuzor, en l'honneur de saint Julien, martyr, qui

(1) Voir description de cette grotte par M. Malbec dans le *Spelunca* (1902), n° 30, pp. 71, 72.

(2) Evêché. Archives de la Commission diocésaine des monuments religieux, n° 193.

(3) *Idem*, n° 87.

(4) *Idem*, n° 72.

se solennise le 28 de ce mois (août), qui attire un grand nombre de peuple ce jour-là dans cette église, qui ne vont ce semble que par pure dévotion. On ni joue, ny on ne danse ; soudain que les fidèles ont entendu la messe, et la plupart confessent et communient, ils se retirent (1). »

Engayrac. « Saint Cloud est en grande vénération. Avant la Révolution de 93 il y avait à Engayrac un grand concours le 7^e jour du mois de septembre. Ce saint attirait les chrétiens de toutes les paroisses et même de fort loin. Ils s'y rendaient les uns pour renouveler une consécration faite par une pieuse mère, les autres s'y consacrer et y consacrer religieusement leurs enfants... Encore aujourd'hui, il y a chaque année quelque personne éloignée qui viennent comme en pèlerinage prier le saint de leur obtenir la guérison corporelle d'un membre en souffrance. Bien d'autres dans l'année nous demandent soit une messe en son honneur, soit un évangile, mais toujours pour la délivrance de leurs maux... Il était de plus un autre pieux usage et celui-ci n'a cessé que depuis quelques années. Dans le mois de septembre et à un jour indiqué dans l'octave de la Nativité, les fidèles réunis sous la bannière du saint Patron de la paroisse allaient en procession à la rencontre d'une autre procession partie de Beauville et composée en partie par une confrérie de pénitents qui chaque année se rendait à Engayrac pour prier à l'autel pauvre de la modeste église. »

Dans la même commune, « au château de Combebonnet il y avait une chapelle du x^ve siècle sous le vocable de sainte Agathe. Le 5 février on s'y rendait en procession pour y dire la messe. Cet usage était encore en vigueur pendant la Révolution (2). »

Lafox. « Les malades atteints des écrouelles se rendent à Saint-Christophe (3). »

Lamaurelle, dévotion à saint Cloud le 7 septembre.

Piis, commune de Saint-Eutrope. « Les malades travaillés par la fièvre viennent ou font venir dans cette église invoquer saint Pierre pour obtenir de Dieu leur guérison. Ils font dire une messe et bénir du vin (4). »

Saint-Cyrice. « Le jour de la fête de saint Cyrice on apporte beaucoup d'enfants infirmes et presque toujours ils ont été pour la

(1) Communication de M. l'abbé Dubois.

(2) Evêché. Arch. de la Commission dioc. des monuments relig., n^{os} 88 et 89.

(3) *Idem*, n^o 136.

(4) *Idem*, n^o 259.

plupart guéris. Les principales maladies sont la difficulté de parler, faiblesse dans les jambes, sueur quotidienne très abondante qui cesse de suite (1). »

Saint-Jean-de-Thurac. « La chapelle latérale était en grande vénération pour les épileptiques. On y venait de fort loin. Le prêtre précédé de la croix se rendait hors de l'église où l'attendait le malade couvert du drap blanc. Le ministre lui jetait de l'eau bénite, conduisait l'épileptique à l'autel de la chapelle, il y disait la messe, le drap demeurait à l'église et souvent le malade se trouvait guéri (2). »

Saint-Sulpice-Rivelot. « Dans la chapelle latérale est une image de la Vierge très ancienne et très vénérée autrefois pour les maux d'yeux et les fièvres, encore dans ce temps, on y vient en dévotion le jour de l'invention de la Sainte-Croix, jour où il y a fête avec indulgence plénière (3). »

M. G. Tholin, dans ses *Etudes sur l'architecture religieuse de l'Agenais*, après avoir décrit le sarcophage qui se trouve dans l'église de Saint-Loup, commune de Montagnac, rapporte une singulière dévotion qui s'attachait autrefois à ce sépulcre. « Il existe une cassure irrégulière sur le côté gauche de l'auge. Ceux qui souffraient de migraines ou de névralgies venaient passer leur tête dans cette ouverture pour obtenir leur guérison. A en juger par le poli de la cassure, un nombre infini de personnes ont accompli cette pratique superstitieuse (4). »

Saint Eutrope est l'objet d'un culte très suivi dans plusieurs églises notamment, à Monsempron, à Sainte-Livrade, Montaguzou, Carpillou et tant d'autres.

Nous aurions pu signaler plusieurs sanctuaires dédiés à la Sainte Vierge qui existent encore à Bon-Encontre, Peyragude, Gontaud, Saint-Colomb, Notre-Dame du Bout-du-Pont à Villeneuve, d'autres qui ont disparu, comme Villamade et Notre-Dame de la Rose près de Sainte-Livrade. Quelques-uns sont consacrés à des saints, sainte Foy, saint Louis de Lamontjoie, de Casteljaloux, saint Salvi de Sauvagnas. Mais cela demande plus de développements et aussi plus de recherches.

J.-R. MARBOUTIN.

(1) Evêché. Arch. de la Commission diocésaine. des monuments relig., n° 213.

(2) *Idem*, n° 139.

(3) *Idem*, n° 257.

(4) G. Tholin : *Etudes sur l'architecture religieuse de l'Agenais*. Agen, Michel, 1874, p. 287.

QUELQUES GROTTES DU LOT-ET-GARONNE

Deuxième Année d'Explorations spéléologiques

Les explorations spéléologiques que nous avons entreprises, Marboutin et moi, depuis les dernières relations que j'ai racontées dans la *Revue de l'Agenais* de 1902, ont encore confirmé les théories que j'avais émises au sujet de l'hydrographie souterraine.

Dans presque toutes les grottes que nous avons visitées, nous avons trouvé des ruisseaux obéissant aux mêmes lois que ceux qui arrosent la surface du sol.

Nous avons constaté que ces cours d'eaux, qui serpentent en murmurant dans les fissures du calcaire, grossissent, lorsque les pluies tombent abondamment. Nous avons trouvé dans bien des grottes de minces filets d'eau apportant leur faible tribut au ruisseau principal. D'autrefois, comme au Ruste près d'Ambus, nous avons vu deux cours d'eaux de la même importance mélanger leurs eaux et former une seule rivière.

Au point de vue géologique nous avons constaté que dans le département du Lot-et-Garonne, certains calcaires de la période tertiaire sont presque inattaquables par les eaux, tandis qu'au contraire d'autres sont excessivement poreux, se laissant facilement pénétrer et désagréger par les eaux pluviales. Comme type du calcaire de la première catégorie, nous pouvons citer celui des environs de Monclar, et comme type du deuxième celui des environs de Laroque-Timbaut.

Ils sont incalculables les avens qui permettent aux eaux de cette région de disparaître dans les profondeurs du sol ! Elles sont sûrement fort nombreuses, les grottes qui y sont creusées.

Nous en connaissons pour notre part, au moins plus de dix que le hasard a fait découvrir, à Maillot, chez M. Constans, à Laroque, à Coutal, à Poulvignac, à Tournier, à Pourret, aux Tournelles, etc. Ces excavations ont été mises à jour en creusant un puits. Il faut donc que cette partie du sous sol de notre département soit fouillée, rodée, minée par les eaux souterraines, pour que dans un espace aussi restreint, le hasard ait amené la découverte d'un aussi grand nombre d'excavations.

Et encore ne connaît-on qu'une minime partie des grottes creusées dans cette région par les torrents qui mugissent sous nos pieds.

L'AVEN DE CAYENNE

A quatre au cinq cents mètres de la route de Beauville au Bourg-de-Visa, à la limite du département de Lot-et-Garonne et du Tarn-et-Garonne, mais dans la première de ces deux circonscriptions territoriales, au nord de l'endroit appelé « La Peyre », le domestique de M. Delpech, juge de paix au Bourg-de-Visa, labourait un jour une pièce de terre située au lieu dit de Cayenne. Tout à coup, derrière son attelage, il vit le terrain se creuser en rond, former un entonnoir et la terre disparaître dans les profondeurs du sol. Le laboureur enfonça son aiguillon dans la cavité qui venait de s'ouvrir, il ne put en toucher le fond.

M. Delpech, qui se trouvait aux environs, accourut aux appels de son domestique et, tous deux, réunissant leurs efforts, parvinrent à soulever une grosse pierre couverte par la terre arable. Elle bouchait l'entrée d'un aven. Autrefois, sans nul doute, un agriculteur avait dû, tout comme le domestique de M. Delpech, passer par les mêmes émotions. Mais moins entreprenant que ce dernier, et plus soucieux de la régularité d'aspect de sa pièce de terre que curieux de connaître des merveilles souterraines, il avait recouvert, avec ce morceau de roche, le trou qui détruisait l'alignement de ses sillons, et abîmait l'harmonieux coup d'œil de son champ.

Sans aucune hésitation, M. Delpech, son domestique et quelques voisins se munirent de cordages, et entreprirent l'exploration de l'aven qui venait de s'ouvrir sous leurs pas. Comme ils n'avaient pas d'échelles de corde, il leur fut très difficile de descendre au second étage de la cavité souterraine; ils n'arrivèrent à la cascade, qui se

trouve à l'extrémité de la troisième galerie, que quelques jours après, lors de leur deuxième visite.

Les journaux relatèrent cette découverte qu'ils qualifièrent d'archéologique et l'un d'eux prétendit que l'« on y rencontre des traces de travail humain et de magnifiques stalactites. Cette découverte, poursuivait-il, excitera à coup sûr l'attention du monde savant : archéologues, géologues vont être en émoi. Le monde antédiluvien, les temps préhistoriques, les époques relativement modernes, vont-ils livrer quelques-uns de leurs secrets ? Quelle est la part de la nature ? Quelle est la part de l'homme ? »

Pour calmer l'impatiente ardeur de l'auteur de cet article, il me suffit de répondre que la grotte de Cayenne, comme toutes les cavités naturelles du Lot-et-Garonne et d'ailleurs, est l'œuvre de la nature ; l'eau seule a creusé ses puits et ses couloirs, sa description n'est donc pas du ressort de l'archéologie, mais bien du domaine du spéléologue.

Quoiqu'on ait trouvé dans les profondeurs du deuxième et du troisième étage, deux ou trois os de dindon, ainsi qu'une mâchoire de fouine et quelques dents de renard, la paléontologie n'a rien à chercher dans ces trouvailles ; ces ossements sont de date très récente.

Nous visitâmes cette grotte le 21 avril 1902.

L'entrée est un puits vertical de trois mètres de hauteur et de soixante centimètres de large sur une longueur de un mètre. Cet aven communique avec une grande galerie taillée dans le calcaire tertiaire, de la même composition que celui où est creusé l'aven de l'Huis, son voisin. Ce premier couloir horizontal, de un mètre quatre-vingt à deux mètres de hauteur, mesure vingt-trois mètres de long et a trois ou quatre mètres de largeur. Au fond de ce conduit souterrain, un éboulement a bouché à droite un autre couloir qui venait rejoindre le fond de la grotte.

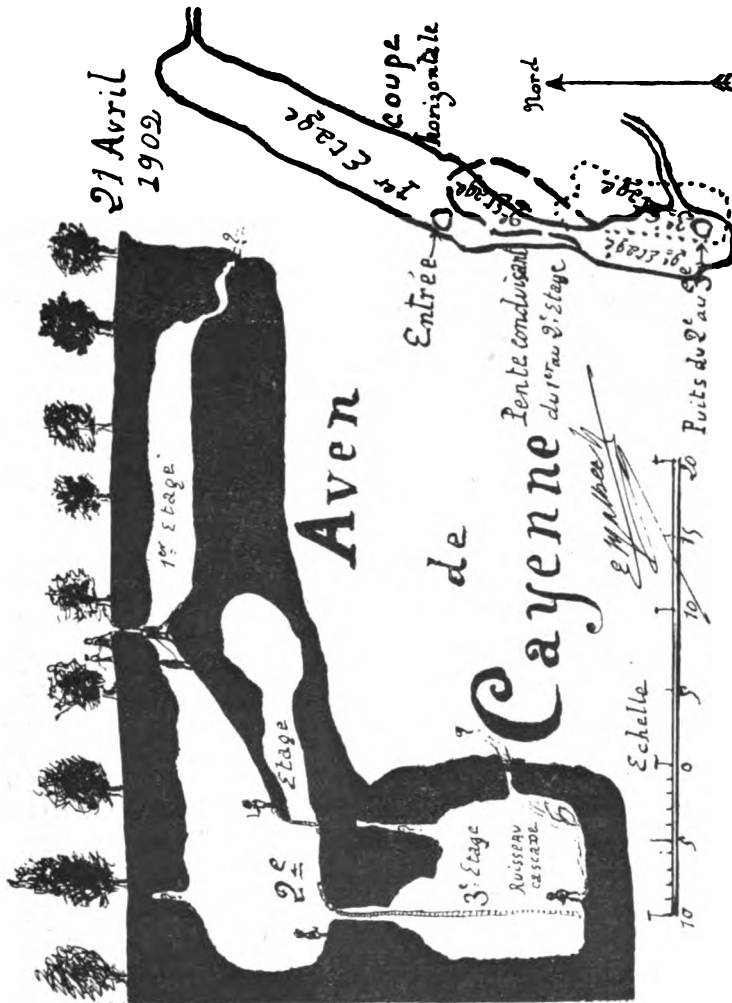
Les eaux d'infiltration se sont accumulées à cet endroit, fait qui a laissé supposer aux premiers visiteurs l'existence d'une source en ce point.

À l'autre extrémité de la galerie, le sol du couloir, par une pente rapide de sept mètres de longueur, communique dans une chambre circulaire par une roche formant éperon et ouverte dans son milieu. Le visiteur se trouve là à deux mètres au-dessus du sol de ce second étage.

Cette deuxième galerie est formée par une chambre presque circulaire de dix mètres de hauteur et par un couloir de deux mètres

d'élévation se prolongeant sous le troisième étage jusqu'à peu près la rencontre d'une verticale passant par l'aven de l'entrée.

Un puits rond de 80 centimètres de diamètre et de deux mètres de long, situé au milieu de la grande chambre circulaire du deuxième



couloir fait communiquer le deuxième étage avec le plafond du troisième qui est situé treize mètres au-dessous du sol de la deuxième galerie. Ce troisième étage est formé par un couloir qui prend la

même direction que les deux autres. Ces trois conduits sont superposés et presque dans le même plan vertical ; c'est pour cela qu'un plan perpendiculaire à l'horizon, tracé suivant la première galerie, couperait les trois étages, sur presque toute la totalité de leur direction. Ce dernier étage de dix mètres de hauteur a à peine deux mètres de large au fond du puits de descente, il va s'élargissant et se termine vingt mètres plus loin.

C'est au fond de cette troisième galerie, sortant d'un couloir situé deux mètres cinquante au-dessus du sol de la caverne, que filtre sous des éboulis, dans un conduit impénétrable, un ruisseau qui tombe en cascade sur une coquille à demi renversée et couverte de dépôts calcites.

L'eau s'est creusée en dessous un petit réservoir formant bénitier. Tout le fond de ce coin de la cavité souterraine est rempli de brillantes et scintillantes concrétions, déposées là, depuis des siècles, par les eaux qui se jouent, sautent, rebondissent, s'éparpillant en gouttelettes diaprées et vont se perdre enfin dans une crevasse du sol qui les engloutit.

Et c'est la fin, point de stalactites ni de stalagmites, seule une boue argileuse et gluante tapisse le fond et les parois des couloirs de la grotte, où des gouttes de suintement tombent constamment des plafonds humides.

L'aven de Cayenne est remarquable par les changements brusques des strates qui ont forcé les eaux, sur un espace fort restreint, à se creuser un lit, dans les profondeurs du sol, dans les paraclases qu'elles ont agrandies. Fissures verticales que le ruisseau a rodées aux époques antérieures.

LE RUISSEAU SOUTERRAIN DE LACÈNNE

*Le bois de Savignac. — La gouffio de l'Aouba. — La gouffio de la Lanterne.
— La gouffio de Nadal.*

A environ deux kilomètres au sud de la grotte des Tournelles, touchant au nord au chemin d'intérêt commun n° 12 de Monbalens à Roussous, existe une grande étendue de taillis que l'on désigne dans le pays sous le nom de bois de Savignac. Comme le bois de Courty, il est percé de gouffios où se perdent, les jours de pluie, les eaux qui tombent dans les environs.

Le sous-sol de cette région est formé par les molasses de l'Armagnac, faciès calcaire, qui se rencontrent sous tout le bois de Savignac jusqu'à la « *gouffio de Nadal* » éloignée de là d'un kilomètre environ. A partir de Nadal, en allant à l'ouest vers le point d'émergence de la source de Lacénne, la roche change de composition. Ce sont alors les calcaires de l'Aquitanién moyen qui livrent passage aux eaux souterraines.

Par les gouffios qui sont creusées dans les bois de Savignac et dans tout le versant environnant, les eaux de pluie pénètrent dans le sol, forment peu à peu, à mesure qu'elles se rapprochent du point d'émergence, un véritable ruisseau que l'on rencontre à Nadal et qui voit le jour à la source siphonnante de Lacénne ; ensuite, sous le nom de ruisseau de Lacénne, il se joue à travers les prés fleuris et parfumés qui entourent ses bords et, se réunissant au ruisseau de Roséri, ils forment à eux deux le ruisseau de la Masse qui va mélanger ses eaux à celles de la Garonne, près du Port-Sainte-Marie.

La gouffio de l'Aouba (gouffre de l'Aubier), située au nord de Savignac, avait, paraît-il, autrefois de 25 à 30 mètres de profondeur ; afin d'éviter les accidents, un agriculteur voisin a jeté dans le gouffre 15 à 20 mètres cubes de moellons. Aussi à l'heure actuelle l'à pic de l'excavation n'a qu'une quinzaine de mètres.

La vue qu'offre l'ouverture, depuis le haut, est de toute beauté, mais regardé du fond de l'excavation, le spectacle est plus joli encore. Un gracieux pont en terre, formé par les racines des arbres voisins, jeté sur un coin, barre le ciel. De tous côtés pendent des racines d'arbres en parties cachées par les scolopendres, les fougères et les capillaires qui tapissent les parois.

Le gouffre de la Lanterne (la gouffio de la Lanterno) a été bouché à la même époque où fut obstrué son voisin le gouffre de l'Aouba. Un chasseur de nuit, paraît-il, avait disparu dans les profondeurs de l'excavation, et depuis nul ne le revit. Les habitants du voisinage prétendent que le malheureux s'est égaré dans les couloirs aux nombreuses ramifications que présente le sous-sol de Savignac. Bien entendu personne n'eût le courage de partir à sa recherche dans les dédales de la gouffio.

La gouffio de Nadal est creusée dans la bande étroite de tufs molasiques qui sépare en certains endroits les formations calcaires des molasses de l'Armagnac (faciès calcaire) d'avec celles de l'Aquitanién moyen. La gouffio est très vaste à sa partie supérieure qui présente

un entonnoir ovale d'au moins 20 mètres de long sur 10 de large. Elle se termine par un puits de huit mètres au fond duquel murmurent les eaux qui jaillissent à la source de Lacègne.

Cette dernière, très abondante les jours de pluie, sourd de terre par un siphon, au-dessous d'un énorme bloc de calcaire. Ce bloc est percé par deux ouvertures formant grotte situées à un et deux mètres au-dessus du niveau d'eau actuel. Ces grottes anciennes sorties du ruisseau ont dû servir de demeure aux époques préhistoriques.

Les eaux qui alimentent la source de Lacègne proviennent des diverses gouffes qui drainent le bois de Savignac et les champs environnants.

Comme nous l'avons dit dans la préface de « Quelques grottes du Lot-et-Garonne », article paru dans la *Revue de l'Agenais*, en 1902, les crues subites apparentes à la gouffe de Nadal et à la résurgence de Lacègne, montrent l'existence d'un ruisseau souterrain soumis aux mêmes lois que les rivières situées à la surface du sol.

LE Puits de Tournier

(Commune de Frespech)

Le 22 mai 1901, nous explorâmes la grotte située dans le puits de Tournier, commune de Frespech.

Le puits a coupé en deux le lit d'un ancien ruisseau souterrain; d'un côté, le couloir a douze mètres de longueur et est bouché à cette distance de l'entrée par un éboulement. Il forme deux chambres allongées. Entre la première et la seconde un enduit stalagmitique a complètement recouvert les éboulis séparant ces deux excavations; à côté, le sol de la deuxième grotte est pavé par de minuscules petits gours.

L'un d'eux, le plus grand, ressemble à une vasque d'albâtre dans l'eau de laquelle vient baigner une superbe stalagmite, modelée par l'eau aussi finement qu'un bloc de marbre par le ciseau du sculpteur. Autour, quelques petites stalactites pendent de la voûte et plusieurs forment des colonnettes éblouissantes.

De l'autre côté du puits, l'ouverture très étroite était impraticable. Pour la rendre pénétrable, il nous fallut trois heures d'un travail très pénible pendant lesquelles Marboutin et moi, à tour de rôle, prenions le pic. Nous réussîmes, au bout de ce laps de temps, à agrandir un couloir où nous rentrâmes difficilement en rampant. Il nous ouvrit

l'accès d'une salle merveilleuse entièrement tendue de blanc, vrai petit boudoir de fée coquette où stalactites et stalagmites éblouissantes de blancheur étincelaient sous les éclairs de nos bougies ; se réfléchant entre elles, elles paraissaient poudrées à frimas, tellement l'enduit qui les recouvre est scintillant.

Les stalactites et les stalagmites sont semées à profusion, formant de tous côtés mille colonnettes qui se rejoignent. Au plafond, elles pendent en draperies resplendissantes, en pandeloques aux reflets diaprés ; on croirait voir des lambris de nacre arrachée à la mer et transportée là par l'habitante de ce réduit pour embellir sa demeure. Le sol, lui aussi, est blanc et recouvert d'une infinité de petits gours transparents où l'eau tranquille réfléchit la lumière de nos bougies.

Cette vue est féérique, nous admirons sincèrement ce réduit splendide digne de la fée lilliputienne qui peut seule l'habiter.

Les eaux qui ont rodé cette excavation voyaient le jour, probablement, non loin de là, sur le versant de la colline.

La ferme de Tournier se trouve à gauche de la route de Saint-Victor à Frespech, à deux cents mètres dans les terres.

LE Puits DE POULVIGNAC

(Commune de Saint-Antoine)

Avant d'arriver au village de Saint-Antoine, sur la route de Villeneuve-sur-Lot, le touriste rencontre, après la côte de Lodi, une très dure montée, et tout au haut, à droite, une route empierrée qui conduit au village de Poulvignac, situé à 224 mètres d'altitude.

Quelques cent mètres plus loin, un peu plus bas que le point le plus élevé, M. Lacroix, propriétaire à ce village, rencontra, en creusant un puits à vingt et un mètres de profondeur, un trou très profond dans lequel ni lui, ni le puisatier chargé d'extraire le calcaire n'osèrent s'aventurer. Une chape en ciment referma le fonds du puits, formant un bassin servant à recueillir les eaux du suintement des parois. Il ne fut laissé à quatre-vingt centimètres au-dessus du fond qu'un petit regard de dix centimètres environ de diamètre.

Instruit de l'existence de cette cavité souterraine inexplorée, Marboutin demanda et obtint l'autorisation de visiter, si faire se pouvait, cette grotte naturelle. Non sans difficultés, un maçon en une demi-journée de travail agrandit l'ouverture laissée au fond du puits, et, aussitôt que l'on put s'introduire dans cette impasse très resserrée,

nous descendîmes, grâce à nos échelles de corde, au fond du trou qui s'ouvrait sous nos pieds.

Le sol de cet aven bouché est situé à onze mètres au-dessous du puits ce qui donne trente-deux mètres de profondeur totale.

A moitié parcours environ, entre le trou d'accès et le fond de l'excavation, une cavité assez grande permet de pénétrer dans deux autres avens situés deux mètres à côté du premier.

Les parois de la roche sont rongées par les eaux et présentent, comme les avens du puits Maillot, des multitudes de petits trous donnant à la pierre l'apparence d'un immense nid de frelons.

Nous ne pouvions éternellement contempler ces admirables découpures, il nous fallut laisser ces fines dentelles. Je mis le pied sur le dernier barreau de l'échelle et, lentement, je m'élevai au-dessus de mes compagnons d'exploration. Arrivé près du trou de sortie, je voyais les bougies de mes camarades éclairer, onze mètres au-dessous de moi, les longues cannelures de la roche et au-dessus de ma tête la flamme de ma lumière était réflétée par les concrétions de la voûte située cinq mètres au dessus de l'endroit par où l'on pénètre dans les avens, ce qui donne seize mètres de hauteur totale à ces excavations.

Je m'engageai enfin dans l'étroit passage agrandi par le maçon. Mais une fois mes épaules prises entre les parois de la roche, je ne pus aller ni en avant ni en arrière. Mon corps appuyé sur les barreaux flottants de l'échelle se balançait dans le vide et malgré mes efforts je ne parvenais pas à sortir de cette pénible position.

Heureusement, je pus, après des essais répétés, appuyer mon pied droit sur une saillie de la roche située derrière mon dos. Aidé ainsi, mes épaules se meurtrissant aux parois, je parvins enfin à dégager un bras, puis l'autre ; j'étais dehors.

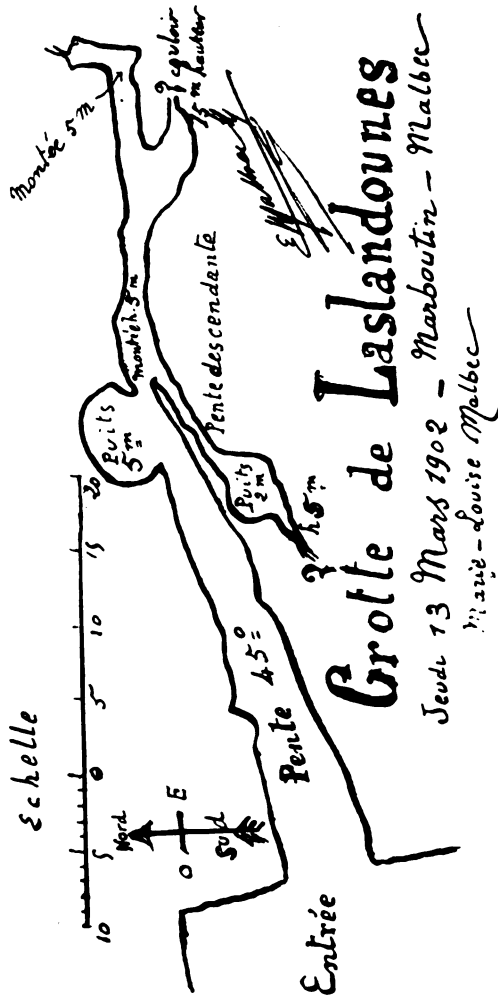
M. Lacroix, plus grand que moi et peu habitué à ce genre d'exercice, trouva la sortie encore plus pénible. Quant à Marboutin, il ne fit qu'un bond de l'intérieur à l'extérieur.

Les trois avens qui se trouvent dans le puits de Poulvignac sont encore des excavations souterraines trouvées par hasard en creusant la roche, dans cette partie du département si curieuse à ce point de vue.

Cette poche souterraine est formée dans les calcaires des molasses de l'Armagnac (faciès calcaire) comme le puits de Saint-Antoine situé tout près de là.

LA GROTTÉ DE LASLANDOUNES

La grotte de Laslandounes est située à deux kilomètres environ, au sud de Sauveterre la Lémance, à gauche du chemin vicinal n° 1, de Sauveterre à Frayssinet en allant vers ce dernier village.



Elle se trouve sur la rive droite du ruisseau de Léglandaune, à un kilomètre du moulin de Redon, un peu avant et à l'ouest de la ferme appelée Lalandaune. Nous l'explorâmes le 13 mars 1902.

L'entrée a l'aspect d'un portail gothique. Une pente très raide de trente mètres de long conduit à un carrefour. Depuis le seuil de la caverne jusqu'à cet endroit, la strate qui forme le plafond est restée horizontale, ce qui, vu la grande déclivité du sol, donne à la voûte une hauteur imposante.

A gauche existe un puits de six mètres de diamètre. On y accède du carrefour par une pente très raide. Ce puits est oblitéré par de l'argile à un mètre cinquante de profondeur. A droite de la galerie principale s'ouvre un autre couloir revenant du côté de l'entrée et presque parallèle à la première galerie. Ce conduit aboutit trois mètres plus loin à un autre puits de quatre mètres de diamètre et de deux mètres de profondeur. En face, de l'autre côté du puits, une montée presque à pic conduit à une galerie bouchée et située cinq mètres au-dessus du fond du puits.

Dans le couloir principal, six mètres après le carrefour, en continuant vers le fond, on rencontre, à droite, un aven très élevé, communiquant à une galerie située vingt mètres au dessus du niveau du sol du carrefour. L'exploration de cet aven fut très difficile et très dangereuse. La terre revêtant les parois de l'à pic s'éboulait sous nos pas, à chaque instant nous risquions de descendre plus rapidement que nous n'étions montés. Heureusement que Marboutin put arriver, en jetant une corde, à l'accrocher à une aspérité de la roche située au-dessus de nous. Il nous fut alors assez facile d'atteindre l'extrémité supérieure de la pente glissante sur laquelle nous nous étions engagés.

Vingt mètres après cet aven, le couloir s'est élevé de cinq mètres et tourne brusquement à angle droit; à un mètre de ce coude, la galerie se rétrécit, devenant impénétrable. En face s'ouvre béante une haute lithoclaste de vingt centimètres de largeur.

Les habitants des villages voisins, lors des grandes sécheresses, processionnaient jadis dans cette caverne, ils imploraient les génies de la pluie demandant avec insistance la rosée bienfaisante. Si la pluie tombait trop longtemps dans les environs, les mêmes génies avaient le pouvoir de ramener le beau temps. Cet usage n'existe plus de nos jours, et seuls quelques rares curieux affrontent les ténèbres et troublent parfois l'imposant silence de ces hautes voûtes.

LES SOURCES DU RUISSEAU DE BOURBON

Près le Castella (canton de Laroque-Timbaut)

Sous la falaise qui surplombe la rive droite du ruisseau de Bourbon, sourdent du calcaire tertiaire de l'Aquitanién moyen trois sources importantes. Elles sont chacune le point de résurgence d'un ruisseau souterrain.

M. G. Tholin (1), ancien archiviste départemental de Lot-et-Garonne, dit de la première : « La fontaine de Bourbon, qui donne « naissance au ruisseau de ce nom, est remarquable par l'abondance « et par la limpidité de ses eaux, et son nom s'est appliqué aussi à « l'église et au château voisin, dits de Bourbon ou de Castella. »

« Le panthéon gaulois avait son Apollon-Esculape appelé : *Borco*, « *Borbo*, *Bormo*, auquel on a consacré des sources réputées par « leurs vertus curatives. Dans plusieurs stations d'eaux thermales (2), « dites Bourbon, on a trouvé des inscriptions qui révèlent ce culte et « cette origine.

« Faut-il supposer, par analogie, que la belle fontaine Bourbon, au « Castella, était consacrée au dieu guérisseur ? Si, comme celle de « Laroque, de Haute-fage, d'Ambrus (3), elle était encore l'objet d'un « culte, il y aurait peu de doute. Mais il n'y a rien de pareil : nulle « tradition. D'ailleurs, l'Agenais est un des pays de France où l'on « trouve le moins de souvenirs, de pratiques attribuables aux religions « anciennes. Dans les riches vallées de la Garonne et du Lot, la « population s'est trop souvent renouvelée ; comme dans les couches « d'alluvions superposées, la surface n'a plus de rapport avec « le fond. »

Non loin du point d'émergence de cette source existe un aven

(1) Abrégé de l'histoire des communes du département de Lot-et-Garonne, arrondissement d'Agen.

(2) La vallée du Burbe qui se jette dans la Pique à Castelvieu au-dessus de Luchon.

(3) Cette source d'Ambrus se trouve à côté de l'église du même nom. Ce n'est pas la même qui sourd au lieu dit du Ruste et dont nous avons décrit le lit souterrain.

La première, après avoir été adorée et consacrée aux dieux païens, est, à l'heure actuelle, le lieu d'un pèlerinage suivi. Voir l'histoire de Notre-Dame d'Ambrus, par l'abbé Jean Dubois. — Agen, Ferran frères, éditeurs.

bouché. Il doit être, comme nous le verrons tout à l'heure pour le ruisseau souterrain de Lassau, en communication avec les couloirs de la grotte dans lesquels coulent les eaux de la fontaine. Il faudrait entreprendre le déblaiement de ce puits profond. Peut-être, alors, serait-il aisé de pénétrer jusqu'au canal souterrain.

La deuxième source, plus faible que la précédente, naît au-dessous du château de Castella. L'eau qui s'en échappe descendant rapidement le coteau escarpé, gagne le talweg de la vallée du ruisseau de Bourbon. Comme pour la première, un aven bouché doit communiquer, si le fond en était désobstrué, avec les couloirs renfermant ce deuxième courant d'eau. Cet aven est situé au nord et à deux cents mètres de Castella, environ à cinquante mètres au dessus de la route et à l'ouest de l'église de Bourbon. Nous l'avons visité avec Marboutin, il y a quatorze mètres de profondeur. Très resserré vers son extrémité supérieure, il est d'un accès difficile. Je dus faire des efforts répétés pour pénétrer, et surtout pour sortir du fond de ce petit abîme. A deux mètres au-dessous du sol, le puits s'agrandit, et a jusqu'au fond un mètre cinquante de diamètre environ.

Enfin, la troisième source jaillit abondamment à flanc de coteau, au-dessous du village de Lassau, au fond d'une falaise à pic, tapissée de fougères, de lierre et d'aubépine, qui forment un dôme toujours verdoyant sous lequel la source coule dans un bassin. De là, par une petite cascade, les eaux sautent en murmurant sur un lit de cailloux, et disparaissent bientôt dans les prés qui garnissent les pentes de la colline. Puis, assagies, domptées, elles mêlent leurs scintillements aux eaux des autres sources réunies, pour former au milieu de la verdure fleurie de la vallée un ruban argenté miroitant sous le rayonnement du soleil.

Par une matinée de l'automne dernier, un paysan, derrière son attelage, traçait lentement un sillon dans un champ voisin de Lassau.

Sa voix forte et rude jetait aux échos la chanson du laboureur :

« Quand lou bouè s'en bay laoura
Planto soun aguillaho. »

Cette mélodie, au rythme lent et doux qui s'adapte si bien au pas lourd et solennel de nos grands bœufs garonnais, chantée par le conducteur de l'attelage, emplissait le vallon et allait se répercutant à travers les côteaux se perdre et mourir lentement dans les vallées avoisinantes. Le soleil naissant dorait les pentes des collines, dont les

bois jaunissant s'agitaient sous la brise. Soudain, la chanson s'arrêta, un des bœufs de l'attelage s'était à demi enfoncé dans la terre. Ce brave cultivateur, à son insu, venait de nous ouvrir un chemin de communication avec les sombres couloirs du ruisseau souterrain de Lassau. Un trou béant, profond et noir en résulta. Ouvert au milieu du champ, nul n'osa en mesurer la profondeur, encore moins y descendre. C'est d'autant plus étonnant que l'accès en est assez facile, pour une personne habituée à faire un peu de gymnastique (1).

Le 22 mai 1902, lors de notre visite, il me fut commode, sans échelle ni corde, en m'aidant des aspérités des parois, d'atteindre le fond des huit mètres de profondeur verticale que mesure l'aven.

N'ayant ni bougies, ni allumettes, je ne pus explorer complètement le fond. Ne trouvant pas d'ouverture, je remontai à la surface du sol, le cœur marri, croyant l'aven bouché.

Nous ne voulûmes cependant pas nous retirer sans être absolument sûrs de ne pouvoir pénétrer plus avant. Après déjeuner, avec Marboutin, nous redescendîmes les parois abruptes de ce puits, terreur des populations voisines.

Nous ne distinguâmes d'abord aucune fissure, aucune issue, nous permettant de croire à une communication quelconque avec d'autres galeries, mais bientôt nos yeux s'accoutumant à l'obscurité, nous vîmes entre le cône d'éboulement et la roche, un trou noir de dix centimètres d'ouverture. Les terres formant ce cône d'éboulement étant très friables, il nous fût facile, avec la main, d'agrandir la petite ouverture qui se montrait devant nous. Lorsque nous la comprimâmes suffisamment large, j'essayai de me couler dans ce conduit étroit. Comme il était très en pente, je restai la tête en bas et les pieds en l'air, position plutôt mauvaise en venant de dîner. Marboutin me conseilla alors de me couler les pieds en avant ; ce que je fis. Je me trouvai, au fond du cône d'éboulement très caractérisé qui bouchait le fond de l'aven, à l'extrémité d'une galerie aux dimensions imposantes.

(1) Quelques jours après notre exploration, cinq à six jeunes gens et une jeune fille descendirent au moyen de cordes dans l'Aven et suivirent les couloirs de la grotte. Le propriétaire, furieux que l'autorisation de pénétrer dans l'excavation ne lui ait pas été demandée, enleva les cordes et laissa les jeunes gens au fond du gouffre. Ceux-ci éprouvèrent quelques difficultés pour sortir de ce mauvais pas.

Et depuis, le propriétaire a mis une affiche ainsi conçue : « Défense de rantrer dans la paisse sen la permission. » (*sic.*)

Des stalactites d'une blancheur immaculée, mais petites de dimensions, pendent de la voûte et, pour la première fois, sous la lumière de la bougie, s'irisent de mille nuances ; elles scintillent et resplendissent de milles lueurs sous les éclairs que donne en brûlant le ruban de magnésium. Sur les stalagmites en formation l'eau tombe goutte à goutte produisant une étrange musique que répercute l'écho de la grotte. Le sol est encombré dans un coin par des éboulis et, ça et là, le pied heurte des ossements de gros animaux rongés par l'humidité et le temps.

Marboutin m'eût vite rejoint. A nos appels descendirent les excursionnistes restés au bord de l'aven. Successivement arrivèrent ma femme, M^{lle} Hélenne Laffite du Treilh, M^{me} et M. Jauzenque, et le sympathique secrétaire-général adjoint de la Société de spéléologie de Paris, Lucien Briet.

L'aven est situé à l'extrémité d'une galerie de quarante-quatre mètres de long, six de large et de deux mètres cinquante à trois mètres de hauteur dans son milieu et s'abaissant à un mètre vers l'aven. Il est facile, dans la galerie, de faire le tour du cône d'éboulement. A droite, vers le premier tiers du couloir, existe une grande chambre à deux mètres en contrebas où on descend par une large fissure recouverte d'enduit stalagmite. Les eaux qui tombent par l'aven dans la galerie disparaissent par là. Elles vont rejoindre, par infiltration, le ruisseau qui coule dans le couloir en dessous.

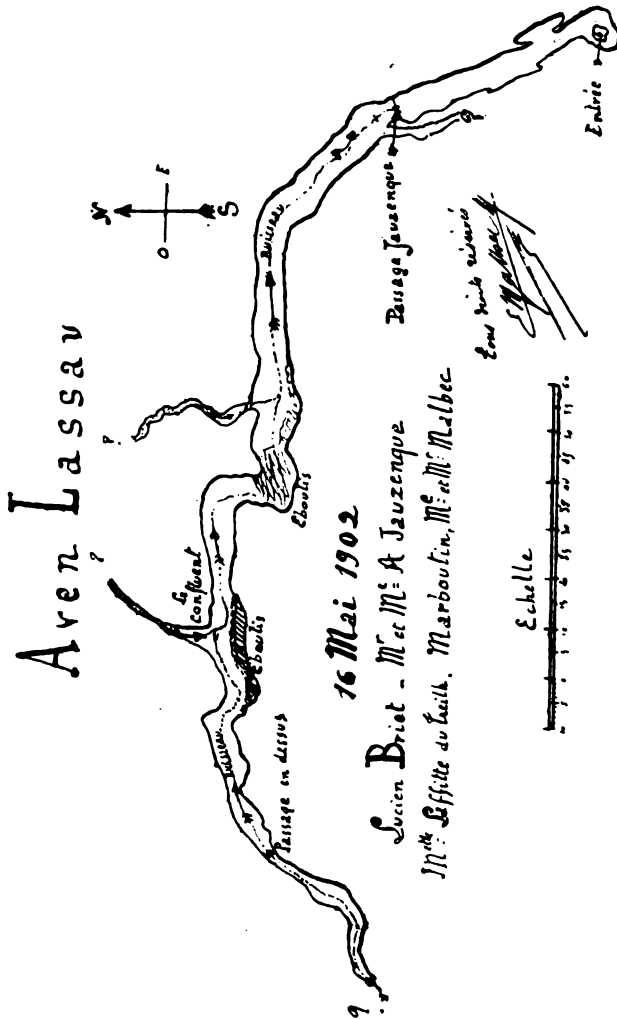
A l'autre bout de la galerie, la roche barre presque entièrement toute communication, ne laissant qu'un étroit passage en forme de cheminé, à pic glissant de huit mètres de profondeur. Nous l'appelons « Passage Jauzenque ». Il donne accès à un grand couloir aux dimensions imposantes. On croirait voir un superbe tunnel taillé à vif dans le roc, aux parois arrondies et noircies par le temps.

A gauche du pied de la cheminée un couloir revenant sous la galerie supérieure est pénétrable sur une longueur de quinze mètres.

Le sol de ce second étage est couvert d'une couche épaisse d'argile gluante où coule dans un lit de plus d'un mètre de profondeur, aux berges verticales, un ruisseau assez important. Quelques mètres avant le passage Jauzenque, les eaux disparaissent sous un tunnel d'argile, et coulent en dessous de la galerie supérieure.

Aux époques antérieures, l'aven de Lassau, tout comme l'Abimadis à Saint-Pierre de Buzet, n'était qu'un affluent, les jours d'orage, du ruisseau principal qui grondait dans les sombres couloirs de la grotte.

Trente mètres après la descente presque à pic, qui nous permet de pénétrer dans la deuxième galerie, la direction devient est-ouest. A droite, à moitié couloir environ, nous apercevons un deuxième tunnel



pénétrable sur une longueur de 25 mètres. L'entrée en est très vaste, mais il est bientôt encombré par des éboulis. Sur le sol de cet embranchement coule un petit ruisseau dont les eaux limpides et claires viennent se mélanger au milieu de la galerie principale avec celles du ruisseau qui doucement murmure et chante dans la grotte.

Quelques mètres au-dessus de ce confluent, le ruisseau principal a l'air de sourdre de terre ; nous croyons notre excursion terminée : devant nous sont des éboulis. Ils doivent avoir bouché toute continuation de la caverne. Mais non, ces éboulis sont facilement accessibles, et nous retrouvons quinze mètres plus loin la rivière dont le clapotis tinte en résonnant, avant de franchir le chaos des roches, au milieu duquel elle s'est créé un passage.

Après deux coudes brusques au nord et à l'ouest, à quarante mètres des éboulis, nous trouvons encore à droite une nouvelle galerie d'où vient un affluent bien plus important que le premier.

Ces deux rivières souterraines qui mélangent leurs eaux à celles du ruisseau principal et augmentent son débit, prouvent bien la vérité de la théorie que E.-A. Martel soutient depuis fort longtemps, et que de notre côté, nous nous efforçons de démontrer : « Les eaux se créent « un passage à travers les joints qui séparent les strates et les failles « qui les divisent, formant ensuite par leur réunion une rivière « principale alimentée, comme les fleuves terrestres, par une infinité « de petits affluents. »

En face de ce deuxième confluent, la grotte est large et de magnifiques stalactites, dont M. Briet a pris une photographie, tranchent par leur éclatante blancheur sur le fond boueux et noir des deux galeries.

A trente quatre mètres de là, la voûte forme siphon, le couloir s'est aussi rétréci. Nous trouvons cependant un passage en dessous qui nous permet de nous glisser trente-trois mètres plus loin. Mais là, la voûte s'abaisse de nouveau, et c'est dans l'eau qu'il faudrait ramper pour, peut-être, voir d'autres galeries plus vastes que celles que nous connaissons.

Comme nous sortions de table, nous n'avons pas osé nous mettre complètement à l'eau pour nous couler plus avant.

La partie de la grotte que nous avons explorée mesure : la galerie principale, deux cent quarante-sept mètres ; les galeries secondaires, quinze, vingt et vingt-cinq mètres. Le total de la longueur des couloirs auxquels donne accès l'aven de Lassau est donc de trois cent sept mètres.

Les trois sources qui alimentent, à son origine, le ruisseau de Bourbon ont leur point d'émergence très près l'une de l'autre. Les deux plus éloignées, celle de Bourbon et celle de Lassau, ne sont pas à un kilomètre de distance.

Le peu d'écartement des points de résurgence des eaux de ces trois

rivières souterraines distinctes, car ici nous ne sommes pas en présence d'un delta, comme à Salles la source, ou à la grotte des fées, à Neuffonds, semble mettre en contradiction la théorie émise par M. de Lapparent, le savant géologue : « Dans les calcaires fissurés, » les cours d'eau sont assez espacés, car chacun d'eux exige la » concentration préalable, par cheminement souterrain, des pluies » tombées sur une grande superficie (1). »

Mais, si l'on examine avec soin la topographie du pays, on s'apercevra bientôt que les eaux de la source de Bourbon doivent provenir de la partie située à l'ouest de Mestre Vidal, entre Coulombié, Latruffe et le moulin à vent, tandis que les ruisseaux souterrains du Castella et de Lassau sont alimentés par les eaux d'infiltration des hauts plateaux de Bourbon, Hiot et Capul Haut pour le premier et de Mondou et Rouquette pour le second.

E. MALBEC.

(1) De Lapparent : *Leçons de Géographie physique*, page 87. — E.-A. Martel : *La Spéléologie*. Carré et Naud, éditeurs.

LETTRES

DE BORY DE SAINT-VINCENT^(*)

XXXI

A M. Léon Dufour

Elbing (1), le 19 août (1807).

Je suis à *Elbing* d'avant hier soir et trouvant dans mon portefeuille une lettre de vous du 4 juillet, j'y répons. Je reprendrai ensuite le fil de mes discours. Ne craignez plus pour moi le sort de la guerre, puisque les portes du temple de Janus sont fermées ; et quant à Bosc qui se plaint de n'avoir de mes nouvelles que par mon oncle, écrivez-lui que je lui ai écrit trois ou quatre fois et qu'il ne m'a pas répondu. Au reste, il est le seul homme au monde que j'aime assez pour ne pas lui en faire un tort ; car je ne connais pas de la part de tout autre un procédé qui me courrouse plus. Mais comme, dans Bosc, ce n'est ni paresse, ni oubli, ni dédain, que c'est suite de ses occupations, que le temps qu'il me refuse il le donne aux sciences, je ne saurais me plaindre de lui. C'est l'homme le plus estimable, le plus franc, le plus romain que je connaisse. Quel malheur que lui et moi ne soyons pas nés aux siècles des Scipions et des Paul-Emille. Je sens que je ne suis pas du tout de cette terre, ni même français. Je suis de l'antique Romma, et je l'attens tôt ou tard, comme les fidèles attendent *Sté Sion* prédite par l'Apocalypse.

A propos de Bosc, je suis enchanté qu'il ait donné une citoyenne de plus à l'Etat ; mais où diable a-t-il été nommé cette fille *Ceciliane*. Il a toujours des noms originaux. Cela me rappelle un de mes amis qui

(*) Voir *Revue de l'Agenais*, t. xxx, p. 177.

(1) Elbing, ville de la province de Prusse, à 80 k. à l'est de Dantzig.

a nommé son premier fils *Pharamon*, le second *Wladislas*, et sa fille *Rosamonde*.

Vous me parlez d'algues et de fleurs, j'en suis bien aise, non que je puisse vous en envoyer vu l'éloignement, quand j'en trouverai, mais parceque cela va faire le texte de deux pages et développer des réflexions que je n'ai jamais écrites.

Le goût des fleurs est l'aurore de celui de la botanique.

Il est naturel à tous les campagnards. Le paysan nomme non seulement les simples qui ont des propriétés, mais encore ceux dont l'éclat le frappe. Il remarque les rapports de la floraison avec le calendrier, la ressemblance des corolles avec telle ou telle chose ; il compose artistement un bouquet. Les jeunes paysannes excellent à porter ce bouquet élégamment. C'est là où s'arrêtent les connaissances botaniques aux champs. Comme de plus ou moins longtemps nous sortons des champs, le goût des fleurs nous reste. Le négociant hollandais enfoncé dans le macis, le girofle, la cascarille, la canelle, etc., chérit encore le parfum de l'œillet. Il a le goût de vendre des perles, des rubis, des diamans, l'éclat d'une tulipe orgueilleuse, la pourpre d'une brillante anémone, la pudeur d'une timide oreille d'ours le charme encore. Il a des planches où brillent tout le luxe de la végétation, si l'on peut parler ainsi, l'écrin de Flore. Mais là s'arrête encore son goût pour la botanique. Vous voyez que c'est le même terme qu'à la campagne. Mais un motif de plus pousse notre marchand à perfectionner son goût. Il vend du sucre, du café et des dates ; il veut connaître les sources de son pactolle. Il construit donc une serre où s'épanouissent bientôt les fleurs intertropicales. Ce goût pour les fleurs et les plantes usuelles tue celui des végétaux moins remarquables de nos champs. Aussi tel qui remplit ses jardins d'aloës, de géraniums, d'iris, d'orangers, de mirtes et de romarins, se moquera cent fois plus de vous en vous voyant ramasser un lichen ou une confève que le reste du vulgaire ; parceque se croyant déjà un grand connaisseur, il ne conçoit pas que vous attachiez du prix à ce qui n'en a pas pour lui. Comme pour être connaisseur de cette sorte, il ne faut avoir que de quoi payer un jardinier, vous trouvez de ces amateurs partout où il y a des gens riches. La Hollande et le nord de l'Allemagne en sont remplis. Mais exceptez en Amsterdam où est le jardin célèbre qu'ont illustré tant de grands botanistes, Vienne, patrie des Jacquins, Landshut où est Schrank, Berlin et son Wildenow, je n'ai pas encore trouvé un jardin de botanique, même comme celui de Bordeaux et de Rennes. Les princes, les rois, les riches seigneurs ont des fleurs, des

orangers et des romarins, plein deux, trois, quatre, cinq, six serres. Vous jugez donc que je n'ai pas eu beaucoup de jardins à voir.

Quand aux végétaux que je vous dis habiter les boudoirs de notre chère déesse, nous leur avons souvent fait la guerre, car presque toujours les serres en hiver ont fait de très belles écuries, et je me souviens à *Pultusk* d'avoir avec mon escadron jeter par la fenêtre, chez l'Evêque, 50 *aronata*, autant de *nérons*, de *citroniers* et de *jasmins*, le tout au mois de janvier, pour mettre nos pauvres montures qui seraient mortes de froid. Vous sentez que je n'avouerai pas cela à d'autres sous peine de passer pour un Attila ; mais si au lieu de ces plantes vulgaires, j'eusse trouvé sous les chassiss des *Cocoloba* et des *Psychotria*, j'eusse sûrement été plus retenu.

Le temps me manque. Adieu. Je finirai ma réponse demain.

Tout à vous,

B. DE S. V.

Suite de la lettre précédente

Elbing, le 20 août (1807).

Je suis charmé du passage de M. de Candolle dans votre ville. Certes, cette grande nouvelle vaut bien que Bose vous la mande de Paris. Elle vaut encore que vous la publiez à l'Europe. J'en instruis Jacquin père et fils, Host, Frenlich, Humboldt, Wildenow et autres connaissances d'Allemagne.

En vérité, mon ami, pouvez-vous vous laisser aller à ce genre d'admiration, vous que j'ai vu apprêtier à leur juste valeur les Wentenat, les Richer, etc. Qu'est-ce que des hommes dont toute la gloire consiste à faire dessiner avec grâce par Poiteau ou par Redouté une plante qu'ils voyent dans le jardin de Cels, qui lui campent un nom souvent inconvenant, qui ne voyent la nature que par hasard, qui ne consultent aucun ouvrage et font toute sorte de double emploi. Il vous sied bien maintenant de tomber sur ceux qui ont le gout des herbiers, de nommer Sépulchre ces vastes et belles catacombes, où le règne végétal mis en dépôt par une main laborieuse devient une source de matériaux pour son histoire. Je sais bien qu'il est ridicule d'entasser sans gout, sans choix et sans érudition. J'aimerais autant une botte de foin qu'un herbier fait dans ce gout-là. Mais le botaniste patient et actif, qui, semblable à l'abeille, va parcourir la campagne, qui collecte en Asie, en Europe, en Afrique, dans les glaces ou sous le tropique, dans les plaines ou sur les monts, au bord de l'Océan ou

parmi les rochers, celui-là doit ensuite chercher dans tous les autres herbiers pour grossir sa collection et pour comparer ce qu'il n'a pu observer vivant, avec ce qu'il reçut des libéralités de la terre. Quand il a formé une vaste collection, il la parcourt dans ses vieux jours, c'est là qu'alors il retrouvera mille sensations délicieuses ! Oui ! un herbier a cette propriété surprenante qu'il déroule les tablettes du passé, qu'il ouvre les cases de la mémoire. Il prouve toute l'immensité de cette faculté morale. Quand je revois des plantes que j'ai cueillies il y a quinze ans, je vois avec qui j'étais ; le site, mes camarades, tout est présent. L'échantillon m'a-t-il été donné, je sais quand, je sais par qui. Souvent c'est un homme que je n'aime pas qui m'a enrichi ; mais le plus souvent encore c'est un ami, c'est Draparnau, c'est Thore, c'est Bosc, c'est vous.

O mon cher Dufour, ménagez-moi donc de ces sensations agréables pour l'avenir. Collectez pour moi à force. Quand à moi, vous sentez qu'avec le genre de vie que je mène, cela n'est pas aisé. Néanmoins, à mon retour, j'ai encore à vous offrir au moins deux cent belles Allemandes ou Polonaises qui ne sont pas sans mérite et que malgré votre dégoût pour les herbiers, vous accepterez, j'en suis sûr, avec reconnaissance.

A propos du mépris des richesses, vous me parlez du bon, de l'excellent Monsieur de Correa. Où est il, que fait-il ? Rappelez-moi, s'il vous plaît, à son souvenir..

Je suis charmé que *Broussonnet* aille mieux. Son rétablissement me charme. Je craignais que nous le perdissions. Si vous lui écrivez, dites lui bien des choses affectueuses de ma part. Engagez le à ne pas donner les plantes des Canaries qu'il m'a réservées.

Quand à l'*Anagallis crocifolia* de la *perfida Chloris* qui vous a fait tant de plaisir, il est bon que vous sachiez que Thore, qui ne m'a pas cité, me le doit. Je le découvris le premier avec le *Conferca carulea* dans le Maransin, chez M^{me} Dupuis. Aussi je le nommai *Anagallis turgosa* ; toutes les plantes de ce genre étant un peu grosses, je jugeai qu'il ne fallait pas la nommer *Crocifolia*. Je le fis retrouver à Thore dans les environs de Dax avec deux ou trois plantes très rares : *Elatine hydropiper*, et l'autre espèce, etc,

Au reste, je ne regarde pas à ces choses-là. C'est trop peu pour celui qui a eu le bonheur d'en voir tant d'autres et qui espère avec l'aide de Dieu et votre société faire le tour du monde et une monographie des fougères.

Bien des choses à Dufau. Si vous écrivez à Thore, embrassez le de

ma part et surtout son cher Franklin, mon ami, et sa jolie Véturie qui doit être charmante.

B. DE S. VINCENT.

XXXII

A M. Léon Dufour

Dantzik, le 28 septembre 1807 (1).

Reigne-t-il quelque épidémie dans le département des Landes, et la maladie a-t-elle atteint le docteur ? Vous qui craignez naguère les dangers des couhart pour un ami, auriez-vous été herboriser dans l'autre monde avec Broussonet que les journaux me disent défunt. C'est une chose singulière que depuis le 31 juillet je n'ai reçu de vous nul signe de vie. Je vous jure que je suis inquiet et que je crains quelque chose de malheureux, dont votre oubli serait ce qu'il pourrait y avoir de plus funeste.

Hâtez-vous donc de m'écrire et de finir mes inquiétudes. Dites-moi un peu ce que la nouvelle de la paix vous a fait éprouver, et si votre goût pour le voyage autour du monde s'est réveillé. Pour moi, je n'en dors plus.

Vous saurez que je viens de quitter Elbing et que je suis venu voir Dantzik. Je me rends à Stargart près Stettin en Poméranie. Ce qui me rapproche de cent lieues de vous.

Ecrivez-moi toujours au 5^e régiment de dragons et croyez-moi pour la vie, votre dévoué

BORY DE S. VINCENT.

Bien des choses à Dufau et à sa femme, s'il en a. Avez-vous été avec le papa de *perfidus Chloris* aux bords de l'Océan.

XXXIII

A Léon Dufour.

Stargart, en Poméranie, le 11 octobre 1807.

(Répondu le 24 novembre 1807)

Je serais tenté de ne plus vous écrire, mon cher Dufour, car probablement vous êtes mort et avez été rejoindre Broussonnet dans l'autre

(1) Répondu le 21 octobre 1807.

monde. Cependant j'ai tant de plaisir à m'entretenir avec vous que je vous adresserai des lettres jusqu'à ce que je sois sûr que la médecine n'a pu vous sauver. Voilà juste trois mois que nous avons quitté les environs de Tilsit, trois mois que nous ne nous battons plus, trois mois que je vous ai donné exactement de mes nouvelles, et trois mois que je n'ai reçu de vous la moindre missive. Ce silence étonnant m'alarmerait au dernier point sur votre sort, sur votre amitié, si je ne savais de source certaine que je suis ensorcellé cette année. Vous n'êtes pas le seul dont le silence me persécute. Je ne sais si quelqu'un dans les postes de l'armée trouve ma correspondance intéressante et s'amuse à l'ouvrir ; ce que je sais c'est que depuis trois mois j'ai perdu l'habitude de lire l'écriture humaine, je suis réduit à lire des livres ; ce qui est sans doute très instructif, quand les livres sont bons, mais qui ne vaut jamais une ligne d'un véritable ami.

Peut-être la description que j'avais entrepris de vous faire de l'Allemagne vous a-t-elle aussi ennuyé. Aussi j'y renonce. Je ne vous parlerai ni de la Saxe où nous allions entrer, ni de l'aride Brandebourg, ni de la triste Pologne, ni de la marécageuse Prusse, ni de la stérile Poméranie où je suis maintenant ; je me suis rapproché de cent bonnes lieues de vous, c'est à dire que j'ai quitté la petite ville d'Elbing dans les environs de laquelle est mon régiment, pour suivre momentanément l'état-major général du grand duc (1), près duquel je suis employé pour la direction d'un grand travail topographique. Vous voyez que depuis la guerre, on m'emploie de toutes les façons. On me confie tour à tour l'épée, la plume, le graphomètre, les pinceaux. Tout cela me donne bien de la peine et pas un profit, parce que sans cesse occupé de mon affaire, je n'ai le temps ni d'aler tenir l'étrier d'un chef, ni d'aler voir si le diner est prêt, ni d'accompagner les puissants à la chasse ou au b... où la plupart se rendent assez souvent.

Quoiqu'il en soit, tout cela m'est indifférent, parce que c'est pour moi que je sers, que mon but est rempli, puisque je vois des événements qu'il m'importe de connaître. J'ai pris fermement le parti de renoncer aux sciences pour les autres et à courir après des grandeurs dont on ne retire aucune satisfaction. A la paix, je ferais encore un grand voyage pour ramasser dans mon cerveau des faits propres à récréer ma vieillesse. De retour, mon herbier, mes collections, ma bibliothèque feront mon bonheur. Si j'écris, ce sera pour moi et je

(1) Murat, grand duc de Berg.

murirai dans la retraite le seul ouvrage auquel je veux désormais travailler, qui sera l'héritage des miens, paraîtra après moi, se vendra s'il en vaut la peine, sera plein de vérités que j'aurai vues et sûrement n'amusera pas tout le monde. En attendant l'édification de ces châteaux en Espagne, dites-moi donc : je suis en vie, j'ai été visiter les sourcilleuses Pyrénées, j'ai parcouru les côtes mobiles du silencieux Marencin, pénétré dans les forêts résinantes qui l'ombragent ; j'ai admiré les rochers dépouillés de *Biaritz* et les flots écumeux qui les minent, le tout avec l'ami Thore qui se souvient de vous, avec son joli Franklin qui croit en esprit. Voilà ce qui me ferait plus de plaisir que toutes les lectures possibles, parce que je me rappellerais mes premières excursions qui furent dirigées dans ces lieux. Vous éprouverez peut être ce que je ressens tous les jours davantage ; c'est qu'à mesure qu'on s'éloigne des premiers souvenirs ils deviennent plus chers ; ils rappellent un âge heureux qui s'écoule, des relations formées quand le sentiment avait toute sa fraîcheur. Je vous jure que nous fussions-nous rencontrés à cinquante ans je vous eusse toujours beaucoup aimé ; mais je suis bien sûr de vous aimer toujours parce que notre liaison a commencé lorsque je regardais encore l'amitié comme une chose réelle. Plaignez-moi du reste, car je commence à craindre qu'excepté entre nous deux elle n'existe plus nulle part.

En quittant Elbing j'ai été donner un coup d'œil à mon régiment et de là j'ai été voir le général Oudinot à Dantzik. J'ai bien vu cette ville de marchands : je me suis cru en Hollande. Même ordre, même propreté, silence dans les rues, avidité de gain qu'on ne conçoit pas quand on n'a pas été dans une ville Ancéatique. Dantzik passe pour avoir 80,000 à 90,000 âmes de population. C'est presque Bordeaux. Cependant la ville n'a pas le tiers de l'étendue de cette dernière, et rien de son brillant. Il n'y a pas une seule place publique ; toutes les rues sont absolument comme celles des environs de la place Maubert, avec des perrons qui avancent devant chaque porte, de sorte à retrécir la voie publique au dernier point, selon la largeur de cette voie. Il y a dans toutes un rang ou deux de marronniers ou de tilleuls chaussés de grès, dont la cime atteint le 2^e étage, et obscurcit tellement le bas des maisons qu'il y a des boutiques où il faut de la lumière jusqu'à dix heures du matin et depuis deux heures de l'après-midi. Vous sentez qu'un marchand peut trouver son intérêt à vendre ainsi à la fausse clarté d'un flambeau, et qu'un étranger est à peu près sûr d'acheter (chat en pauche) ? Quoiqu'il en soit, de vastes canaux, d'immenses magasins, du peuple, du mouvement, tout contribue à

faire de Dantzic un lieu remarquable. C'est surtout du Hecartzberg qu'il faut admirer la cité et ses environs.

Le Hecartsberg est une butte élevée d'environ cent pieds, fortifiée à outrance, et qui, en commandant Dantzik, la défend du côté seul où des inondations ne la rendent pas imprenable. C'est ce pont qui a été si célèbre dans nos bulletins et sur lequel ont été dirigés tant de boulets de canon. De sa cime, on voit une plaine immense au devant de soi et la Baltique termine le tableau.

De Dantzik ici, vous longez la côte à six, huit, quatre ou douze lieues, c'est-à-dire que vous traversez la Poméranie dans toute son étendue. Grands Dieux ! quel pays ! quels hommes furent assez malheureux pour s'y fixer les premiers, tandis que il y a encore dans des climats heureux tant de champs fertiles et déserts. Imaginez de hautes dunes en longues chaînes, creusées en larges vallons par de petites rivières incertaines dans leurs cours. Ces vallons sont des marais presque impénétrables, couverts d'acorus, d'iris, d'andromeda polyfolia, de myrica, d'ericia vulgaris, de graminées, de menianthes, et de ridens. Pour les côteaux, quelquefois des forêts les ombragent ; mais la plupart du temps, la terre n'ayant pas assez de suc nourriciers, les arbres qui y croissent sont des nains. J'ai voyagé un jour dans un bois immense de pins, très serrés, dont le plus haut n'avait pas ma hauteur. Je me rappelais Gargantua passant dans la forêt d'Orléans sur son indomptable cheval et dominant ainsi sur la cime des arbres les plus orgueilleux. Vous voyez que les choses les plus incroyables de nos anciens ne sont pas toujours des contes et se réalisent.

Ce que j'ai vu de plus intéressant en Poméranie, et qui ne l'est pourtant pas beaucoup, est la petite ville de *Stolpe*, assez jolie, située au centre d'un désert nu et stérile, et de six lieues de diamètre. Une industrie particulière fait sa petite richesse. C'est le travail de ce que les Allemands nomment *Bern-stain*, les Français *Ambre-jaune*, les apothicaires *Succin*, les pédants *Karabé*. La mer Baltique, après les orages et les tempêtes, semble vouloir soulager ses riverains du mal qu'elle a pu leur causer. Elle jette à la côte des blocs d'une substance légère, brute, encroutée de sable, de sertulaires ou de varechs. Des hommes qui s'y connaissent parcourent la plage et ramassent cette singulière production. Elle est déposée à Dantzik où le roi de Prusse en est propriétaire. Il en forme trois lots, l'un reste dans la ville, les deux autres sont charoyés à Königsberg et à Stolpe. Tout autre lieu, où on en vendrait ou en recelerait, s'exposerait à de fâcheuses affaires,

Dans ces comptoirs, on dégarnit, on façonne l'ambre, on en fait des choses charmantes, comme meubles, tuyaux de pipes, boucles d'oreilles, bracelets, coliers, etc. Pour avoir une grande valeur, il faut que les perles, ou autres ouvrages qu'on en fait, n'aient ni fentes, ni taches. Une grande transparence comme le verre, ou un ton laiteux, comme la cire vierge, ou un blanc pur avec quelques marbrures rougeâtres, sont très recherchées. Mais ce qui fait monter la valeur d'un bijou à un prix royal, c'est une mouche, une araignée ou tout autre insecte qui s'y trouve enseveli. Vous sentez bien qu'avec mes idées sur les premiers âges du monde, ayant partagé l'avis de Rudbec qui regarde l'ambre jaune comme les larmes des sœurs de Phaëton, j'ai été charmé de voir la mer où fut précipité cet infortuné fils du soleil, les bords où Phaëtuse et Lampetuse furent changées en peupliers, et les témoignages de douleur qu'elles donnèrent à la mémoire de leur frère. Ce que j'ai bien remarqué dans ces larmes cristallines, c'est que jamais on n'y a trouvé le moindre indice de corps marin ; jamais le plus frele coquillage, un morceau de crustacé, un fucus ne fut captif dans un morceau de succin. Secondement, du temps où les filles de Chimène pleuraient de si bon cœur, les insectes des environs étaient attirés de fort loin par la curiosité, et tous ceux qu'on voit dans le karabé sont aujourd'hui exotiques dans ces climats. Peut-être avaient-ils suivi le char du soleil dans des régions qu'il embrasait, étant conduit par une main inexpérimentée. Les pauvres misérables, ils étaient dépayés et je vous avoue que j'ai gémi sincèrement sur leur sort, parcequ'il y avait conformité de situation. Mais je ne m'aperçois pas que voilà six pages, échangées contre un bien long silence.

Adieu, mon ami. Pensez donc à moi, donnez-moi de vos nouvelles et bien longuement.

Tout à vous.

BORY DE S.-V.

Mon adresse est toujours : Capitaine au 5^e régiment de dragons, 3^e division. Grande armée.

Bien des choses à Dufau.

La poudre que vous trouverez ici est de la raclure de succin. Brulez la pour en connaître et en juger l'odeur.

P. S. T. — J'apprens sur le champ qu'on vient de trouver deux morceaux d'ambre d'une grosseur prodigieuse. Dans l'un est renfermée une pomme d'or des *Hesperides* ; dans l'autre, une goutte du sang de Meduse. Voilà tout mon système sur les Canaries flambé.

Rudbec et Bailly, qui placent tout dans le nord, triomphent. Gardez-vous cependant de répandre cette grande nouvelle qui me ferait tort. Je vais tacher de me procurer les pièces et j'écrirai à l'Institut qu'on vient de les trouver sur le pic de Ténériffe. Ce qui changera tout à mon avantage.

XXXIV

A Léon Dufour

Berlin, le 20 décembre 1807.

Il y a longtemps, mon cher Dufour, que je vous eusse écrit, si je ne craignais de vous ruiner (1), et je vous demande bien pardon d'avoir mal déterminé quelques plantes, mais je n'avais pas un seul ouvrage de botanique de sorte que je suis dans l'erreur sans merci. Mais cela n'arrivera plus. Wildenow vient de me faire cadeau de ses species. Il m'a communiqué ses herbiers. J'ai pris ce que j'ai voulu et il n'a pas trouvé mes récoltes de Prusse indignes de lui. Il fallait que j'y vienne pour y découvrir un *Equisetum* qui entrera dans son ouvrage.

Je suis à Berlin depuis trois jours et encore pour 15 ; magnifique, magnifique ville, bien malheureuse. L'histoire naturelle cultivée avec succès par les gens du premier ordre. Le comte Hagen a une belle collection de Coléoptères et de Lépidoptères. Sa femme fort aimable et sa fille charmante les nomment d'après Fabricius, Latreille, Linné, Olivier, sur le bout du doigt. La comtesse, à mon invitation, va faire un mémoire pour en décrire une collection de nouvelles espèces, qui embellissent ce magnifique cabinet. Comte Hofmansegg, plein d'esprit, a été envoyé de la Cour en Portugal, y a cueilli des choses magnifiques et retrouvé dans ce pays toute la Flore Atlantica de Defontaines ; va publier une Flore Lusitanica in-folio, où, sur 1,200 espèces, 300 nouvelles ou mal connues seront figurées ; consacre à cette publication 150,000 livres ; m'a montré les 15 premières planches qui ne le cèdent ni aux Liliacées de Redouté, ni à la Malmaison de Veulent. Ce sera ce qui aura été de mieux en Allemagne ; me donne des lettres pour le Portugal où je vais et me recommande à ses amis ; n'a pas d'herbier. Le docteur Klug, grand amateur de Diptères, n'a que cela, mais en a une collection si énorme, qu'il y a de quoi en

(1) Allusion à la lettre où L. Dufour lui disait que chacune de ses lettres lui coûtait 28 sols, et lui demandait de les abréger. (Voir note de la lettre XXIX).

devenir fol, va publier des monographies. Les collections de ces particuliers généralement mieux tenues que celles de Paris. Le chevalier de Bray, ambassadeur de Bavière, botaniste instruit, m'a donné beaucoup de belles choses. Impatienté de trop de politesse, je n'ai pas le temps de m'occuper assez. Parlé de vous à tous les savants ; mais ce qui vous conviendra le plus, c'est la connaissance de M... (en blanc)(1) qui consacre sa vie aux lichens, a passé quatre ans avec des bucherons dans les forêts pour étudier ces protées ; en a une collection immense, et n'en dort pas : j'ai tout vu, me prépare une suite de toutes ses espèces, en réunit beaucoup d'acharius. Pressé de suite la correspondance avec Dufour. Agréé. Donnerai à M.... une lettre pour vous. Si vous n'avez pas encore fini votre travail, attendez que vous ayez reçu des envois du Prussien. Voyage au jardin de botanique à une lieue de la ville. Bel établissement. Serres nombreuses, moins pompeuses que celles de Schœnbrun ; point de palmier ; mais réellement plus riche. Beaucoup de plantes de Bonpland et Humboldt. Bonne récolte pour l'herbier. Excellente disposition de plantes de pleine terre, qui sont toutes au hasard et sans classification afin de ne pas faire les auteurs des systèmes jaloux de suivre le plan de la nature, qui n'enfile pas les espèces bout à bout sur les plates bandés, de ne pas tout déranger pour une nouvelle espèce qui arrive et de ne pas voir naître des hybrides toutes les saisons. Marais où l'on a réuni toutes les plantes marécageuses ; forêt où sont les lycopodes, les pirales, les mouces et jusqu'aux lichens sciphifères ; prés où sont les orchidées et la Linnea, etc.

Mon séjour à Berlin sera de 15 jours encore. Ensuite je pars pour Paris ; de là pour Bordeaux, de là pour Dax, de là pour Saint-Sever, de là pour Bayonne, de là pour Madrid, de la pour Lisbonne. Je voyagerai en poste, tandis que mon escadron va à petites journées. Le temps que je gagnerai sur lui, je le consacrerai à mes amis. Si vous voulez bien me répondre, faites-le à mon frère à Paris, afin que je trouve la lettre chez lui à mon arrivée ; et si cela n'est pas trop exiger de vous en annonçant mon arrivée sous deux mois à Thore, faites mon logement dans votre capitale, où je vous embrasserai avec un plaisir inouï. Bien des choses à Dufau.

BORY DE S. V.

L'adresse de mon frère est : M. Bory, employé à la Banque de France. Place des Victoires.

(1) M. Florke, botaniste prussien, nommé dans la lettre suivante.

XXXV

A M. L. Dufour, à Saint-Sever

Berlin, 10 janvier [1808 (1)]

MON CHER DUFOUR,

Vous devez avoir reçu la lettre où je vous parle de mon arrivée et de mon séjour à *Berlin*. J'en pars sous deux jours pour Paris, de là pour le Portugal. Je touche au moment de vous voir. En attendant je vous recommande M. Florke, dont je vous ai parlé dans ma dernière, qui a un herbier de lichens seulement, et cet herbier est bien ce que je crois de plus complet. Ce botaniste a consacré sa vie à l'étude de vos favorites. Il va vous écrire et vous voyez le zèle que j'i mets à vous être agréable.

Sa synonymie est parfaite. Vous pouvez l'enrichir des productions des Pyrénées. Adieu, mon ami. Je vous embrasse.

B. DE S. VINCENT.

XXXVI

A Monsieur Léon Dufour, à Saint-Sever

Mayence, le 27 janvier 1808.

MON CHER DUFOUR,

Je ne sais si la présente vous coûtera 40 sols de port, ni si elle vous intéressera beaucoup ; mais n'importe (2). Il faut bien vous dire que je suis à Mayence, et sous dix jours à Paris où j'espère trouver de vos nouvelles. Je soite (*sic*) pouvoir y demeurer quelques jours pour m'acquitter envers Wildenow, le plus aimable, le plus loyal, le plus respectable des savants que j'aye encore vu. Il m'a enrichi de bien des choses et surtout de ses idées. Je présume qu'à l'heure qu'il est vous avez reçu la lettre de M. Florke, qui est votre homme pour les lichens. Tous ces savans, leur conversation, l'amour-propre, flatté de me trouver si connu en Allemagne, mon nom cité dans tous les ouvrages nouveaux, par Swarts, par Schür, par Jacquin, Host, Aichar, Bridel, surtout Wildenow, etc., tout cela m'a donné l'envie de faire

(1) Quoique non datée, cette lettre ne peut que faire suite à celle du 20 septembre 1807. Elle est donc du 10 janvier 1808.

(2) Toujours même allusion au coût du port de ses lettres.

un autre voyage; j'en ai parlé à toute la Germanie; j'y suis engagé, et j'ai même donné ma parole pour vous. Ainsi, à la paix, courez sur l'Océan et la Nouvelle Hollande; faites vos préparatifs, en attendant le plaisir de vous voir qui peut être prochain, si nous alons comme on dit en Portugal. Je vous embrasse de tout mon cœur et présente mes hommages à votre famille.

BORY DE S. VINCENT.

Bien des choses à Dufau.

XXXVII

A M. Léon Dufour, à Saint-Sever

Paris, le 28 février (1808).

(Répondu le 9 mars 1808.)

Je trouve à Paris trois lettres de vous, mon cher Dufour, qui me courent après depuis la Poméranie, et enfin deux autres où il est question de vos voyages en Espagne. Je vais vous répondre à tout, autant que me le permettent le peu d'instans que j'ai à Paris.

1^o Après un voyage d'un mois pendant lequel j'ai vu à mon aise une partie de l'Allemagne que je ne connaissais pas encore, et un côté de la France que je n'avais jamais vu, je suis arrivé à Paris, il y a quinze jours environ. Pour remettre mes lettres, dépêches, etc., à peine avais je le temps de dormir et de manger. J'ai ensuite été à Saint-Germain voir le dépôt du régiment et me voilà de retour. Notre voyage de Portugal paraît beaucoup retardé : attendu que nos conscrits n'arriveront que le 20 mars et qu'il faudra les instruire au moins pendant quatre ou cinq semaines. Ainsi, pour être rapproché de vous, je ne vous embrasse pas encore. Cependant j'espère que cela ne tardera pas. Vous me faites espérer qu'il est possible que vous aliez bientôt vous-même en Espagne, comme médecin d'armée; je le soite, non que cela vous permette des cources fréquentes, parceque d'ordinaire un médecin de 2^e ou 3^e classe est attaché à un hôpital dont il ne bouge pas pendant toute une campagne; mais parceque cela donne quelques appointements, et que, vous ouvrant la route du service, on ne trouvera pas un jour étrange que vous soyez appelé comme médecin d'une expédition au tour du monde (1).

(1) Nous avons dit que Léon Dufour s'engagea, au commencement de 1808, comme médecin ordinaire au quartier général du corps d'observation des côtes de l'Océan, qui entra en Espagne sous les ordres du maréchal Moncey.

Paris est à peu près toujours le même, c'est-à-dire le pays de l'intrigue la plus vile et la plus basse. Chacun y intrigue pour se faire des réputations. J'ai cependant été très bien accueilli par toutes les connaissances de l'Institut et du Jardin des Plantes. La Billardièrre et Bosc sont toujours les mêmes à mon égard. Mais il y a une foule de détails que je n'ai ni le temps ni le dessin de confier au papier. J'ai aussi vu Peron qui est bien le cuistre le plus indigne de l'amitié que j'avais pour lui et du cas que j'en faisais. Si je donne jamais une seconde édition de mon voyage, j'ai le projet de rayer son nom de toutes mes lignes, et cependant de l'accomoder comme il le mérite. J'ai aussi vu Bonplan (1) dont je suis très satisfait ; c'est un bon garçon, studieux, appliqué et qui mérite beaucoup. M. Rodhe est aussi venu me voir, je l'ai embrassé avec plaisir. Il est enchanté de Thore, mais bien chagrin de n'avoir pu vous visiter. J'espère que vous serez content de la correspondance de M. Florke. Il ne multiplie pas les espèces à la manière d'Acharius. Il observe et au lieu de se borner à des échantillons, il connaît très bien les espèces.

Je vous avoue que je ne conçois guère comment le ministre de l'Intérieur a voulu posséder l'histoire des champignons, précisément du département des Landes (2). Certes, les espèces comestibles sont très intéressantes, mais bien connues ; quant aux vénéneuses, qui leur ressemblent, il y a un bon ouvrage allemand à ce sujet. Quoiqu'il en soit, comme il ne manque pas d'espèces nouvelles dans cette famille, observez et décrivez. J'avais autrefois peint beaucoup d'espèces de votre département ; je ne sais ce que cela est devenu ; non plus qu'une foule de papiers, de dessins de moi, mon petit Buffon de Déferville, etc. Si vous avez vu cela par hasard dans mon emballage, dites moi

(1) Bonpland (Aimé), naturaliste, né à La Rochelle en 1775, mort en 1858. D'abord chirurgien dans la marine, il accompagna Humboldt en Amérique en 1799, devint intendant des jardins de la Malmaison, repartit pour l'Amérique en 1816, où il devint professeur d'histoire naturelle à Buenos-Ayres ; et, après un emprisonnement de dix ans au Paraguay, se fixa au Brésil.

(2) Dans sa lettre du 21 octobre 1807, Léon Dufour apprenait, en effet, à Bory que le gouvernement lui avait demandé d'écrire une monographie « des *fungus* du pays et principalement ceux qui étaient comestibles ». Dufour avait accepté. Thore, qui avait entrepris cette étude, s'en montra jaloux : ce qui faillit brouiller les deux savants ; d'autant que ce dernier voulait publier une seconde édition de sa *perftda chloris*, ouvrage des plus médiocres, et y associer Grateloup et Léon Dufour, qui refusèrent énergiquement.

où je le retrouverai. Bosc m'a remis un exemplaire ordinaire de mon ouvrage. Ne m'est-il pas encore dû par lui un velin ?

Je vois la guerre civile allumée entre les Botanistes du département des *Tricée*. J'en suis bien fâché ; mais au fait vous ne pouvez guère vous consacrer à une seconde édition de *Perfida Chloris*. Je le dirais amicalement à Thore ; c'est un travail manqué et qui eut pu être très bien ; car le département est riche. Thore a de l'esprit et du coup d'œil ; mais malheureusement, ni bibliothèque, ni connaissance de Paris. N'alez pas me brouiller avec lui, et lui lire cela ; mais croyez que je suis intimement persuadé que si vous voulez vous livrer à ce travail, vous pourrez nous donner sur le département des Landes un travail parfait.

Pour vos Lichens, je fais des vœux sincères pour que vous vous en occupiez sérieusement. Les miens sont à votre service. Adieu, mon ami Dufour, je vous écrirai plus au long sous peu de jours.

Tout à vous,

BORY DE S.-V.

P.-S. — Présentez mes hommages à votre famille. Mon voyage en Portugal est retardé et je compte passer deux mois ici.

XXXVIII

A M. Léon Dufour, à Saint-Sever.

Paris, le 9 mars 1808.

Mon cher Dufour, depuis votre dernière, M. Leman, votre ami, est venu me porter votre lettre. C'est un bon garçon, fort instruit, que ce Monsieur Leman. Vous m'en aviez souvent parlé ; je suis charmé de sa connaissance. Je vous en remercie.

Je vous ai dit que mon voyage était retardé, mais non rompu ; j'aurai, j'espère, le plaisir de vous voir cette année. Serez-vous bien aise ? Je suis, en attendant, au milieu de mes fougères que j'arange. Je suis bien fâché d'en avoir tant donné à des gens qui ne me rendent rien. N'importe. Dois-je compter sur quelques bonnes plantes de vous ? Vous avez fait des envois magnifiques à Leman et à de Candolle. Vous avez, depuis, dit on, donné tous vos herbiers. Il ne doit plus rester grand chose pour moi, et vous savez cependant que personne n'a plus besoin de secours qu'un militaire dont le temps n'est pas toujours disponible. Aussi, mon cher Dufour, pensez à moi s'il en est temps.

Au reste, j'ai enfin reçu et vu la la belle collection de Draparnau. C'est en effet beau ; mais cette collection m'a convaincu en dernier ressort qu'excepté vous, il n'y a pas un ami vraiment sûr. Croyez-vous que ce Draparnau, qui se disait si fort mon cher ami et dont la mort et le hasard ont mis par une circonstance si singulière les collections, les manuscrits et la correspondance en mon pouvoir, était un homme d'une ingratitude au-delà de toute expression. Sur plus de cinq cent échantillons que je lui ai envoyés, dans lesquels sont plus de 40 espèces nouvelles que je reconnais toutes dans sa collection, il n'y a pas une fois mon nom. Ceux-là sur lesquels il y a de mon écriture le trahissent seulement. Il est vrai qu'alors je n'avais rien ramassé. J'étais pour Draparnau un ramasseur. Les noms de Roth, de Hoffman, etc., sont au contraire partout en grandes lettres. Que dirait Thore s'il savait que malgré *Chloris*, il a été traité comme moi. Ce qu'il y a de bon, c'est que des plantes nouvelles que je lui ai envoyées, avec des noms de moi, de petits dospus, etc., sont-là, avec le même nom de l'écriture de Draparnau et le *Nobis*. Quoiqu'il en soit, je remplirai mes engagements envers sa mémoire. Je ne parle de ceci qu'à vous et en secret. Il ne faut pas flétrir les morts. Je vais me mettre de cœur et d'âme à cette monographie pour l'hiver prochain. Néanmoins, comme il y a plusieurs espèces où Draparnau a été obligé de me citer, qu'on ne saurait dans quel ouvrage, et que je ne me soucie pas qu'on aille à mon ancien petit mémoire, je vais donner une petite histoire des conferves de notre département, dans le même plan, et je le ferai insérer dans quelque journal d'histoire naturelle. En attendant, si vous avez des conferves, je les réclame toutes en vous embrassant.

Tout à vous,

BORY DE S.-V.

Bien des choses à l'ami Dufau. Comment en êtes-vous avec Thore ?

Une note explicative est ici nécessaire.

Bory de Saint Vincent demeura à Paris pendant presque toute l'année 1808. Léon Dufour, au contraire, partit pour l'Espagne au mois de mars de cette année et gagna presque immédiatement Madrid, d'abord comme médecin-adjoint, puis comme médecin principal du corps d'armée du maréchal Suchet. Son séjour dans la Péninsule se prolongea jusqu'au mois d'avril 1814. Durand ce long espace de

temps, les deux amis continuèrent à s'écrire, mais bien moins régulièrement qu'autrefois. Toutes les lettres de Bory ont été perdues par Dufour dans les retraites précipitées de l'armée de Catalogne et d'Aragon. Force nous est donc de nous contenter de celle qu'il écrivit de la Corogne à son ami Bosc, le 13 avril 1809 et que nous reproduisons ci-après. Celles de Léon Dufour, au contraire, ont été soigneusement conservées par Bory de Saint-Vincent. Elles sont au nombre de vingt-six, du 30 avril 1808 au 1^{er} mars 1814, et font partie de la précieuse collection de M. le docteur Bornet, membre de l'Institut, qui a bien voulu nous en donner communication. Pleines de détails très intéressants sur les mouvements du corps d'armée du maréchal Suchet, sur les sièges entrepris, les victoires gagnées, les retraites hâtives des derniers moments, elles renferment également de très justes appréciations sur l'état des esprits dans la Péninsule et fournissent de curieux renseignements sur la Flore du pays. Ces lettres mériteraient d'être reproduites *in-extenso*, si elles ne faisaient la plupart du temps double emploi avec le *chapitre V des Souvenirs d'un savant français*, publiés récemment, et où le docteur Léon Dufour raconte longuement, de la page 97 à la page 236, tous les faits et gestes de sa *Campagne médico-militaire à la guerre d'Espagne*. Mais ce qui nous importe davantage c'est qu'elles nous apprennent, par leurs adresses, où se trouvait Bory de Saint-Vincent, sur le compte duquel nous avons très peu de renseignements à cette époque.

C'est ainsi que nous le voyons qualifié : d'officier dans l'état-major de S. E. le maréchal Ney, en Espagne, dès le 30 juillet 1809; puis, le 21 janvier 1810, officier de l'état-major particulier de S. E. le duc de Dalmatie (maréchal Soult), à Madrid, où il tomba assez longtemps malade; du 5 novembre 1810 au 24 mai 1811, aide de camp du même maréchal, à Séville; enfin successivement chef d'escadron à l'état-major du maréchal duc de Dalmatie, le 4 février 1813, à Tolède; lieutenant-colonel du même maréchal, le 28 octobre, à Saint-Jean-de-Luz; en décembre, à Bayonne; en janvier et février 1814, à Peyrehorade; en mars, à Orthez; enfin à Toulouse, quelques jours avant la mémorable bataille du 10 avril. Rappelons que dans l'intervalle, durant le printemps et l'été de 1813, Bory dut quitter précipitamment l'Espagne avec le maréchal Soult, pour se rendre à marche forcée en Allemagne et prendre part, le 21 mai, à la sanglante bataille de Bautzen. Ses bagages, qui étaient restés en Espagne, furent pris par l'armée de Wellington, le 21 juillet, à la défaite de nos troupes à Vittoria.

Le 5 novembre 1808, J.-V. Félix Lamouroux, passant Paris, avant

de se rendre à Caen où il était nommé professeur d'histoire naturelle à la faculté de cette ville, écrivait à Saint-Amans : « J'ai fait une visite « à MM. de Jussieu, Thonin, Desfontaines, qui m'ont reçu comme une « vieille connaissance. *J'ai rencontré Bory de Saint-Vincent toujours « mon intime ami, malgré tout ce qu'on a fait pour nous brouiller « ensemble.* La première explication a dissipé tous les nuages. Il « jouit d'une grande considération parmi les savants... » (Voir notre étude : *Une famille Agenaise, les Lamouroux, Agen, 1893.*)

XXXIX

Sans adresse

La Corogne, le 13 avril 1809.

MON CHER AMI (1),

Je n'ai pas reçu une lettre de France depuis que je suis en Espagne. Toutes les communications sont interrompues, quoique partiellement tout me paraisse soumis. Je ne dis pas cependant que ce soye une affaire faite.

J'ai recueilli quelques observations qui peuvent intéresser l'Institut. Je vais profiter de quelques jours de repos pour les mettre en ordre ; et dès que cela sera fait je me haterai de les faire parvenir.

Je ne les hasarderai pas par l'occasion qui vous portera celle-ci ; ce serait autant de perdu ; car il est douteux que la goilette que nous expédions par Bayone ne soye pas prise par les Anglais. Quoiqu'il en soit, sachez que la Galice est entièrement soumise ; mais que les Asturiens qui habitent des monts très après nous échappent sans cesse. Les Espagnols sont revenus de leur exaltation. Ils apprécient à leur juste valeur les Bourbons et Fernando VII. Si l'on s'y fut mieux pris, c'eût été à merveille. Aujourd'hui il n'y a plus en vérité que les moines, les pretres et les paysans grossiers contre nous. J'entrevois un avantage dans tant de calamités, c'est la destruction totale de toutes les têtes à tonsure.

Adieu, mon cher Bosc. Quand j'aurai plus de temps et une bonne

(1) Lettre adressée à M. Bosc (Archives départementales de Lot-et-Garonne). Inédite. — C'est la seule lettre que nous ayons de Bory, pendant son long séjour en Espagne, où il avait été envoyé dès la fin de 1808, d'abord comme attaché à l'état-major du maréchal Ney, puis à celui de Soult, dont il devait suivre depuis toujours la fortune.

occasion, je vous parlerai phisique et hist. nat. Aujourd'hui je me borne à vous prier de me rappeler à nos amis et à vos confrères, particulièrement à tout le Jardin des Plantes, à Olivier, à MM. La Billardièrre, Latreille, Carnot, etc., etc.

Mille amitiés à votre femme.

BORY DE S. VINCENT.

XXXIX (*bis*)

Bayone le 30 octobre 1813 (1).

MONSEIGNEUR,

En passant avec Son Exc. le duc de Dalmatie d'Espagne à la Grande armée, j'eus l'honneur de solliciter de V. E. le paiement de chevaux et équipages que j'ai perdus en Estramadure (2).

Vous eutes la bonté de me faire répondre que si les états que je présentais eussent été en règle vous eussiez daigné ordonner le payement que je réclamais. De retour à l'armée d'Espagne, je me suis mis en règle. Je prens la liberté de vous soumettre mes nouvelles pièces.

Je supplie V. E. de vouloir bien prendre en considération les énormes dépenses auxquelles m'ont obligé divers changements d'armée en moins de quatre mois et que j'ai un bien grand besoin d'argent pour remplir les engagements que j'ai été forcé de contracter.

Je la supplie surtout d'agréer l'assurance de mon profond respect, etc.

On lit au dos :

« M. Bory de S. Vincent, chef d'escadron, aide de camp de M. le maréchal duc de Dalmatie, est porteur de pièces en règle pour réclamer le remboursement de l'indemnité accordée pour deux chevaux qui lui ont été tués par l'ennemi en Andalousie pendant la campagne de 1811. Il désirerait en obtenir le paiement à l'armée d'Espagne, où il est toujours employé. Ne serait-il pas possible d'autoriser le Commissaire ordonnateur en chef de cette armée à lui délivrer l'ordonnance nécessaire ? »

PH. LAUZUN.

(1) Collection Bornet.

(2) Nous avons dit que Bory avait été obligé de quitter précipitamment l'Espagne pour se rendre en Allemagne où il prit part à la bataille de Bautzen. Ses équipages, demeurés dans la Péninsule, furent pris à la défaite de Vittoria (21 juillet 1813).

TABLETTES RÉVOLUTIONNAIRES

ARRÊTÉ du Conseil du District d'Agen autorisant l'enlèvement de l'écorce des marronniers d'Inde, plantés sur le terrain du Grand-Séminaire, pour être distribuée aux pharmaciens (9 germinal an II).

LE CONSEIL DU DISTRICT D'AGEN,

Après avoir entendu la conférence qui a eu lieu entre les citoyens Belloc, chirurgien, Saint-Amans, jardinier botaniste, Argenton l'ainé et Fonfrède, médecins, et Boé, droguiste, invités par l'administration à se trouver à sa séance de ce jour (1) pour discuter sur la proposition, faite par le citoyen Belloc, de suppléer dans le traitement des fièvres intermittentes, dont le règne approche, au quinquina, qui commence à devenir d'une rareté et d'une cherté au-dessus des moyens des citoyens peu fortunés, par l'écorce du marronnier d'Inde qui réunit toutes les propriétés du quinquina.

Vu qu'il résulte de la dite conférence que cette substance végétale, indigène, est reconnue par les dits citoyens comme fébrifuge et pouvant remplacer le quinquina; que plusieurs auteurs célèbres, dont on a lu les passages de leurs ouvrages qui concernent l'écorce du marronnier d'Inde, avancent de la manière la moins équivoque qu'elle possède la vertu fébrifuge et même la vertu antiseptique, que les objections qui ont été faites contre ce spécifique se sont bornées à rappeler quelques funestes effets qu'il a produits, lesquels effets les officiers de santé présents ont assuré provenir également du quin-

(1) Présents : Nolin, président, Albaret, Sarrau-Gramache, Lutlier le fils, Tardieu, Champmas, Barsalou le jeune, Hugon et Lafaugère, substitut de l'agent national.

quina lorsqu'on en donne une trop forte dose ou qu'on ne discerne pas le tempérament des personnes auxquelles on applique ce remède.

Considérant que ses sentiments d'humanité et son amour pour la patrie font à l'administration un devoir de favoriser la récolte et de faire constater la vertu d'une substance qui garantira aux citoyens et à bon marché un spécifique contre les maladies qui ravagent périodiquement ces contrées et par son indigénité diminuera la dépendance commerciale des Français et conséquemment accroîtra la prospérité nationale.

Sur l'avis des citoyens présents et le réquisitoire du substitut de l'agent national, huit membres délibérant, arrête que le citoyen Saint-Amans est invité à se charger de diriger l'enlèvement de l'écorce des marronniers d'Inde et autorisé à exploiter ceux du ci-devant Séminaire ; que le produit de la collecte sera distribué à mesure aux citoyens pharmaciens par l'administration qui les invitera à faire sécher.

Le Conseil compte assez sur la prudence des officiers de santé pour croire qu'ils useront de ce remède avec la précaution qu'exige un essai, malgré la présomption de son efficacité. Il attend de leur zèle qu'ils recueilleront les observations que son emploi pourra leur fournir, se les communiqueront réciproquement et en formeront des résultats qu'ils offriront à l'administration, laquelle s'empressera de les publier, si elle les juge utiles au soulagement de l'humanité (1).

(1) Archives du département de Lot-et-Garonne. Registres du district d'Agen, t. II, fol. 117.

NOTES DIVERSES

JEAN DE BRUET

TUÉ A LA BATAILLE DE ROCOUX (11 OCTOBRE 1746)

Jean de Bruet, second fils de Jean-Louis de Bruet, seigneur de Lagarde et de Marie de Laroque, naquit à Tonneins le 12 février 1725. Baptisé le surlendemain, il eut pour parrain Jean de Malartic, major de cavalerie, et pour marraine, demoiselle Toinette de Malartic (1).

A 17 ans, (14 mai 1742) il écrit, de Dulmin, à son père, une lettre qui commence par ces mots :

« J'ai eu l'honneur de vous écrire pour vous annoncer mon nouveau grade, qui est d'une lieutenance, au lieu d'enseigne que j'étais.... Ma lieutenance vaut trente quatre livres cinq sols par mois... Nous perdons beaucoup sur notre argent en Westphalie... Jusqu'à présent il n'y a aucune apparence que notre armée aille joindre l'armée de Bavière. Il paraît que nous sommes destinés à tenir en échec les Hollandois et les Hanovriens jusqu'à ce qu'ils se rangent à la volonté du Roy (2). »

Jean de Bruet n'avait pas encore terminé sa 22^e année quand le maréchal de Saxe força les Autrichiens commandés par le prince Charles de Lorraine à lui livrer bataille à Rocoux, non loin de Liège.

La victoire resta aux Français, mais ils perdirent dans ce triomphe onze cents hommes. Jean de Bruet fut au nombre des tués.

(1) Note communiquée par M. Gaston de Lagrange.

(2) Extraits communiqués par M. Millot.

Le souvenir de cette fin glorieuse avait complètement disparu. Nous en avons trouvé la mention dans une lettre de Dublan (29 juillet 1754), relative aux droits à percevoir sur la succession de Jean-Louis de Bruet, décédé le 28 juin 1754, environ 8 ans après la mort de son fils (1).

J. DUBOIS.

(1) Archives de Lot-et-Garonne; Enregistrement, bureau de Damazan.

ARCHÉOLOGIE AGENAISE

XXVIII. — *Boucliers d'Agen et Fourbisseurs Gascons*

J'extrais le passage suivant d'une étude d'Edouard de Beaumont, intitulée : *De l'art industriel de l'armurier et du fourbisseur en Europe, depuis l'antiquité jusqu'au XVII^e siècle*, étude publiée dans la *Gazette des Beaux-Arts*, en 1867.

« Les Gaules, depuis la domination romaine, avaient eu, rapporte Mézeray, des fabriques de toutes sortes d'armes pour la guerre : « à Strasbourg, de différents genres ; à Mâcon, de flèches et de traits ; à Autun, de cuirasses ; à Soissons, d'écus, de boucliers, de balistes, engins et harnais de gens d'armes ; à Reims, d'épées ; à Trèves, de boucliers et balistes et à Amiens, de boucliers. » Ceux d'Agen furent aussi très recherchés (1). »

Ces indications se rapportent à l'époque carolingienne, et nous n'en avons pu trouver la confirmation, au moins pour ce qui a trait aux boucliers d'Agen, dans aucun des nombreux ouvrages que nous avons pu consulter où il est traité des armes, armures et équipements de guerre.

Edouard de Beaumont était très érudit, très consciencieux et l'on peut avoir toute confiance en lui bien qu'il indique à peine ses références. Pour cette fois, il nous renvoie à Mézeray, et nous n'avons aucune raison de suspecter le témoignage de celui-ci, car on s'expliquerait mal qu'il ait mentionné la faveur dont jouissaient les boucliers fabriqués à Agen, au temps de Charlemagne, s'il n'avait pas trouvé quelque part l'indication positive de ce fait. Quelqu'un de nos lecteurs, familiarisé avec la littérature carolingienne, devrait bien se mettre à la recherche de cette indication dont on ne saurait nier l'importance.

Il ne faudrait pas, d'ailleurs, se laisser aller au doute, si on ne la

(1) *Gazette des Beaux-Arts*, t. xxii (1867).

trouvait pas dans les documents, mémoires, capitulaires, etc., qu'a pu consulter Mézeray. Peut-être l'a-t-il prise dans un roman, une chanson de gestes ; et, pour être moins pure, cette source ne serait pourtant pas négligeable. Voici un nouveau fait pour prouver que, même dans la littérature médiévale la plus romanesque, on peut recueillir des observations que viennent corroborer des faits. Nous ne sortirons d'ailleurs pas, sinon de l'Agenais, du moins de ce pays de Gascogne dont les frontières élastiques se confondent pour les gens du Nord avec celles de l'entier bassin de la Garonne.

Parmi les œuvres d'un éminent érudit, oublié aujourd'hui, Depping, il en est une de tout particulièrement intéressante pour les folkloristes et les fervents des cycles littéraires barbares ; elle est intitulée *Véland le Forgeron, Dissertation sur une tradition du Moyen-Age* (1). Ceux qui l'ont le plus cyniquement pillée se sont bien gardés d'en faire mention et ce nous est une raison de plus pour dire avec quel luxe, presque effrayant, d'érudition l'historien des invasions normandes y a traité de tous les forgerons mystiques, de tous les légendaires forgers d'épées merveilleuses dont il est fait mention dans les épopées septentrionales et dont Wagner lui-même n'a pas dédaigné de s'emparer. Il en est un qui nous intéresse tout particulièrement, Depping nous le présente en analysant, à la suite de Grimm, le poème de Biteroff, dont le héros possédait une arme sans défauts œuvre d'un « habile forgeron, appelé Mime-le Vieux, qui résidait à Azzaria, à vingt milles de Tolède. *Cet ouvrier n'avait de rival que Hertich, dans la Gascoyne*, et puis Wiéland qui avait fabriqué l'excellente épée ainsi que le casque que portait son fils, le héros Witige... Les deux premiers fabriquèrent douze épées, Wiéland en fit une treizième, appelée Mimune. Pour se servir de ces épées, il fallait être prince ou fils de prince. Le poète dit qu'il a lu tout cela dans un livre. Ce livre était peut être bien vieux (2). »

Tout légendaire que soit le récit de Biteroff, on peut en conclure que les fourbisseurs et espasiers gascons jouissaient d'une assez grande réputation, même outre Rhin, pour qu'un poète du XIV^e siècle (?) ait pu les mettre en parallèle avec ceux de Tolède et surtout avec le mythique Wiéland, le prototype septentrional de tous les demiurges en qui la légende incarne l'invention du feu et des métaux. Et il ne

(1) Paris, Firmin Didot, 1831, in-8°.

(2) Loc. cit., pp. 35 et 36.

faut pas longtemps chercher pour trouver des textes authentiques confirmant ce témoignage indirect. Par exemple la mention dans l'inventaire de J. de Saffres (1365) de « *unum cultellum de Vasconia* (1). »

Mais est-ce bien de notre Gascogne qu'il s'agit ? Et ne devons-nous pas aller jusque en Biscaye, dans la Vasconie espagnole, rechercher ces armuriers célèbres jusques dans les lointains pays du Nord. Je songe en émettant ce doute à un passage des *Joyeuses Commères de Windsor*, où Shakespeare loue singulièrement les lames de Bilbao. C'est le gros sir John Falstaff qui parle au sortir de la caisse où l'a enfermé la maligne mistress Page : « J'ai enduré les tourments de trois morts différentes : premièrement, une intolérable frayeur d'être découvert par ce jaloux béliier ; secondement, l'inconvénient de me voir ployé en deux comme une lame de Bilbao, la poignée allant rejoindre la pointe... (2) »

Notons, en outre, la présence de *deux bons jarelots en bois de Biscaye*, dans l'inventaire du duc de Lorraine, dressé en 1614 (3), et celle de « *dics piques de Bisquaie* » dans l'inventaire du château de Fournetz, rédigé treize ans plus tard (4). A peu près à la même date, Davity écrivait dans ses *Etats, Empires et Principautés du Monde* (5) : « La Biscaye envoie ses laines aux pays septentrionaux et les *épées qui se font à Bilbao*, de mesme que Guipuscoa fait argent de celles qui se font à Tholosette (6). » Ceci nous amène aux célèbres fourbisseurs de Bayonne, qui ont attaché le nom de leur ville à l'arme classique autant que glorieuse de l'infanterie française, mais nous voilà revenus, sinon aux boucliers carlovingiens d'Agen, du moins aux épées de Hertich, l'espasier gascon qui le disputait en renommée à l'espagnol Mime-le-Vieux et au norse Wieland. D'où la conclusion que tout n'est pas fantaisie pure dans les chansons de gestes et que la mention dans une d'elles des boucliers agenais serait la bienvenue pour confirmer le propos de Mézeray.

(1) Cité par Victor Gay, *Glossaire archéologique*, au mot *Couteau*.

(2) Acte III, scène V.

(3) Cité par Victor Gay, loc. laud., au mot *Biscaye*.

(4) *Bulletin de la Société Archéologique du Midi*, 1895, p. 141.

(5) 1627, p. 185.

(6) Ceci peut faire douter que la capitale de la Haute-Garonne ait été un centre réel de fourbisseurs célèbres au moyen-âge, d'autant que les *dagues de Toulouse* sont dites aussi *dagues de Saragosse*. (V. Gay, l. c., p. 533.)

XXIX

Les ducs d'Aiguillon protecteurs d'un tumulus

M. Bonnet, propriétaire à Sauvagnas, me signale un fait extrêmement intéressant, sur lequel j'appelle avec insistance l'attention des érudits agenais.

Non loin de Sauvagnas, existe un tumulus de forme elliptique au centre duquel un sondage a fait reconnaître l'existence d'une énorme pierre. Ce pourrait donc être un dolmen sous tumulus. Une borne en pierre taillée, ronde, est plantée sur un côté du tertre, et les vieillards se souviennent en avoir vu trois pareilles, enfermant le tumulus dans le rectangle qu'elles formaient, et ayant été reliées entre elles par des chaînes de fer dont les scellements étaient encore visibles. D'après la tradition, les ducs d'Aiguillon auraient fait placer cette barrière pour assurer la conservation du tumulus qui s'est de temps immémorial appelé la *Tombe du Seigneur*.

Il serait extrêmement précieux de constater authentiquement que de tels soins aient été pris, au XVIII^e siècle, pour protéger une motte funéraire pré-romaine.

XXX

Objets trouvés sur le plateau de l'Ermitage

M. Bartayrès, vice-président du comité de la Bibliothèque populaire d'Agen, a fait don au Musée de quelques objets découverts par lui sur le plateau de l'Ermitage. Ce sont :

1^o Une belle fusaiöle en potin, ornée d'un joli dessin de chaque côté. Peut-on la faire remonter aux Nitiobriges ? Dans l'état de nos connaissances, il serait peu prudent de répondre soit par l'affirmative soit par la négative.

2^o Un petit bracelet en bronze, probablement gaulois.

3^o L'ardillon d'une boucle de ceinturon de l'époque barbare, de très grandes dimensions, non décoré. Il a été recueilli dans le fossé du chemin, au-dessus de l'église, au bas d'un talus où apparaissent des sépultures. Nous avons dit ailleurs que c'est là que se trouve un cimetière mérovingien ou carlovingien, d'où provient une contre-plaque de ceinturon, d'un style très spécial, que possède le Musée d'Agen, et qui a été publiée par M. Barrière-Flavy.

Le soin tout spécial que met M. Bartayrès à recueillir jusqu'aux moindres débris antiques qui sortent des terres du vieil oppidum des Nitiobriges, ne saurait être trop loué.

XXXI

La médaille de Manon de Lartigue, par Claude Warin

Si, suivant l'adage classique, les petits livres ont leur destinée, les médailles ont, elles aussi, la leur, et certaines, de par ce dieu aveugle et inexorable qu'on nomme le Destin, sont vouées à d'éternelles confusions, à d'éternelles erreurs. Tel a été jusqu'ici le sort du très beau médaillon de Claude Warin, représentant Manon de Lartigue, la néfaste maîtresse du second duc d'Epernon.

Ce médaillon est gravé sur la dernière des planches consacrées à l'œuvre de Claude Warin, dans le *Trésor de Numismatique et de Glyptique* (1), et il est bien connu de tous ceux qui considèrent l'art du médailleur comme une des plus hautes gloires de la France. Trop pressé, sans doute, l'auteur du texte prétendu explicatif de ce monumental ouvrage, avait lu de travers le nom de la belle dame, l'estro-piant en *Anne de Maurès* ; et, victime de son erreur, il déclara qu'il lui était impossible d'identifier cette plantureuse créature déjà sur le retour. Plus tard, en revoyant les épreuves de son travail, il s'aperçut que, sans ombre de difficulté, on lisait le nom d'*Anne de Maurès*, sur le médaillon de Warin, et il s'empessa de rédiger un erratum dont voici la teneur : « *Anne de Maurès, dame d'Artigue, comtesse de Montricaux, d'une famille originaire de Bordeaux, était fille de Guillaume de Maurès et de Clémence du Gravier : elle mourut sans avoir été mariée vers la fin du XVII^e siècle.* Des noms avec un certificat de noblesse : voilà tout. L'auteur de la bévue réparée par cette maigre notice ignorait des dates faciles à trouver, et voulait sans doute ignorer aussi la célébrité malsaine, mais réelle, dont jouit un instant la belle agenaise dont Warin a reproduit les traits. C'était assez mal comprendre les devoirs d'exégète d'un recueil de médaillon historique et iconographique, mais on sait assez ce que valait à tous les points de vue cet exégète-là.

L'erratum d'ailleurs est assez humble, assez dissimulé, pour avoir échappé à la plupart de ceux qui ont eu recours au *Trésor de Numis-*

(1) *Médailles françaises*, 2^e partie, planche xxxii. n° 3.

matique. Un érudit de haute valeur, très scrupuleux dans la recherche des documents, Nathalis Roudat, ne s'est pas douté de son existence. Dans son remarquable travail sur *Claude Warin* (1), il a reproduit la lecture fautive ANNE DE MAUVE en ajoutant que, d'après Arnaud, cette médaille représenterait Anne Dony, femme de Louis de Rochechouart, comte de Maures, décédée en 1663.

Ce n'est pas encore la fin des méprises occasionnées par ce médaillon. Philippe Tamizey de Larroque s'est beaucoup occupé, on le sait, de l'altière maîtresse du duc d'Epemon (2), et, en publiant de piquants documents sur elle, il demandait instamment qu'on se mit à la recherche de son portrait. Or, un de ses amis les plus intimes, à la fois archéologue et érudit, étant venu le rejoindre en Provence, au moment où il préparait les matériaux de sa grande publication prérescienne, remarqua le médaillon de Warin dans une vitrine du musée de Carpentras, et crut si bien avoir découvert une œuvre inédite qu'il faillit faire partager son erreur à l'éminent érudit Gontaudais (3), qui a bien ri plus tard de l'aventure avec l'auteur de la présente note, — tant il est vrai, disait-il, que l'étrange créature était née pour décevoir les imprudents que sa beauté avait fascinés !

Mais c'est assez insister sur l'histoire de la découverte d'une œuvre exquise, dont personne n'avait, en France, le droit d'ignorer l'état civil.

XXXII

Le Silo de Pech-del-Vergné

Pech-del-Vergné, non loin du village de Sauvagnas est la propriété d'un honorable cultivateur, M. A. Bonnet, qui s'est révélé à nous comme un de ces archéologues ruraux dont le nombre est grand dans la Picardie, le Vermandois et le Beauvaisis, mais qui sont si rares en Agenais. La propriété de Pech-del-Vergué renferme plusieurs silos dont un a été fouillé par M. Bonnet qui y a trouvé une petite clef à poignée plate, ajourée, de forme gothique, qui n'est par plus jeune que

(1) Paris, 1888, p. 56, n° 41.

(2) *Note sur Mademoiselle de Maurès (Cabinet historique n° de mars 1875.) Inventaire des meubles d'Anne de Maurès (Revue de l'Agenais, 1878, p. 153).*

(3) Tamizey de Larroque. *Madame la comtesse Marie de Raymond, 1886, in-8°, p. 5, note 1.*

le premier quart du xvi^e siècle, et une curieuse petite lampe en terre cuite, rouge, sernissée, de forme circulaire, qui est une bien curieuse dérivation de la classique *lucerna* romaine. Les formes se sont alourdies, il n'y a plus trace du suprême instinct d'élégance qui guidait la main des lucernaires antiques, jusque dans leurs œuvres les plus communes, mais les dispositions essentielles restent les mêmes ; au centre le trou pour remplir d'huile l'appareil dont le bec se modèle en goulot un peu dans le genre de certaines lampes puniques de Carthage. A l'opposé se dressait la queue, dont nous ignorons la forme, car elle est malheureusement cassée, mais qui était sûrement ajourée comme la queue des lampes antiques ; de plus, deux ouvertures circulaires percées en avant et en arrière du trou central au travers de deux petits bourrelets dépendant respectivement du bec et de la queue pouvaient permettre de suspendre la lampe au moyen d'un cordon ou d'une chaînette. Le silo ne contenait au surplus que des décombres divers, briques, pierres, tuiles, poteries, le tout sans caractère particulier.

Notons, en terminant, que Le Grand-d'Aussy(1) étudiant l'ensilage des récoltes, insiste sur le généralité de cet usage en Gascogne, en Quercy et en Guyenne. Il nous serait facile de corroborer son témoignage par ceux d'Oliver de Serres, de Duhamel et d'Alexis Monteil.

J. MOMMÉJA.

(1) *Histoire de la vie privée des Français depuis l'origine de la Nation jusqu'à nos jours*, Paris 1782, t. 1, p. 19.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Manuel d'Histoire du Droit Français

PAR J. BRISSAUD

Professeur de Droit de l'Université de Toulouse (1)

L'ouvrage que nous présentons au public est un livre considérable.

Dans sa préface, l'auteur, un savant, le présente, avec cette modestie qui est l'ordinaire compagne des grandes éruditions, comme un simple manuel destiné aux étudiants des Facultés de droit, candidats à la licence et au doctorat.

S'il faut en croire l'auteur, son œuvre différerait à peine des manuels du baccalauréat. Mais combien ce livre, de haut vol et de large envergure, dépasse singulièrement cette proposition.

Livre de savant, il est destiné aux savants. Il est à lire, étudier, méditer et approfondir et va de pair avec la plus haute science juridique. Il est nourri au point de faire éclater pour ainsi dire l'enveloppe qui le contient, tant il est riche d'idées, de faits et d'annotations.

Comment analyser un livre pareil où tous les mots portent et qui condense la science juridique des siècles passés ?

Pour analyser ce volume si substantiel de deux mille pages, il faudrait un autre volume. Il faudrait « par curieuse leçon et méditation » fréquente rompre l'os et sugérer la substantifique mouelle. »

Il me suffira d'en exposer au lecteur les lignes générales.

Pour étudier les transformations du droit et son évolution dans la

(1) Paris. A. Fontemoing, éditeur (1899-1904).

société humaine et plus particulièrement dans la société française, l'auteur a divisé son livre en trois parties :

1^o Les Sources du droit français. — 2^o L'Histoire du droit public.
— 3^o L'Histoire du droit privé.

Passant rapidement sur les origines celtiques et romaines du droit français, l'auteur en recherche les sources au moment de l'invasion et de l'établissement des Barbares et le suit jusqu'à la période révolutionnaire, époque de transition entre le droit ancien et le droit nouveau.

Dans la seconde partie, se déroule l'*Histoire du droit public*. Ces recherches portent sur les origines de la famille, de la propriété, origines tout à fait embryonnaires et pour ainsi dire chaotiques ; puis, sur l'Etat, collectivité des familles réunies par le lien social pour le bien public et l'accomplissement des destinées de l'humanité.

Tout cela est étudié à l'époque romaine, sous les Barbares, à l'époque féodale où se trouvent exposées les conditions des personnes et des terres et encore les caractères du régime féodal, la vie politique des Communes, l'histoire de leurs libertés et de leur ruine.

Au milieu de ce développement est intercalée une longue étude sur l'Eglise primitive, l'Eglise des papes avec son clergé séculier et ses milices régulières, ses biens, ses bénéfices, ses officialités, son action vis à vis de l'hérésie et des hérétiques, les libertés gallicanes jusqu'à la Constitution civile du clergé.

Nous entrons maintenant dans l'époque monarchique, l'étude du pouvoir royal, des Etats généraux, de l'administration, de l'organisation judiciaire, financière, militaire du pays sous la Royauté.

Dans le chapitre qui traite de la période révolutionnaire sont exposées les théories politiques du Moyen Age avec aperçus sur l'idée de la souveraineté nationale, sur le Contrat social et le *pactum subjectionis*, le système représentatif et le gouvernement parlementaire, institutions purement anglaises, sur les principes de 89 et la déclaration des droits de l'homme.

L'étude de l'*Histoire du Droit privé* occupe un millier de pages où se développe dans l'ordre le plus harmonieux : 1^o la constitution de la famille, le mariage, la puissance maritale, la puissance paternelle, la condition des enfants et des mineurs ; 2^o la constitution de la propriété, les obligations et les contrats, les successions, le régime des biens entre époux, l'état et la capacité des personnes.

Tel est l'ensemble en très grand raccourci de l'ouvrage.

On nous permettra, pour en donner une simple idée, de nous étendre un peu plus sur la première partie : *Les Sources du Droit français*.

Rien de plus intéressant et de plus instructif que les préliminaires de l'ouvrage fournissant des renseignements complets sur les documents manuscrits qui nous restent (*volumina*, codes, diplômes, chartes), les diverses formes de l'écriture depuis la capitale romaine jusqu'aux abréviations médiévales et à la sphragistique.

Ces notions étant données, l'auteur jette un coup d'œil sur les lois romaines au moment de l'établissement des Barbares. Il aborde ensuite les lois des Barbares, *leges barbarorum*, la Wisigothique ou bréviaire d'Alaric, le Papien ou loi des Burgondes, la loi Gombette, encore une loi Burgonde — la loi du roi Gondebaud — l'Edit de Théodoric, commun aux Goths et aux Romains, *Gothis Romanisque apud nos esse jus commune*, lois barbares issues des coutumes conservées par la pratique et la tradition romaine amalgamées ensemble, grâce au contact et au mélange des Barbares vainqueurs avec les Gallo-Romains vaincus. Puis viennent les lois franques, les lois germaniques, anglo-saxonnes, langobardes formant un précieux trésor d'informations.

Avec l'extension de l'Etat Franc sous Charlemagne se produit une extension parallèle de la législation, les *Capitulaires*, comprenant surtout des mesures administratives et de police, rendues nécessaires par un si grand empire composé du monde Franc, du monde Gallo-Romain, du monde Germanique, le droit pénal et le droit privé n'y apparaissant que comme accessoires du droit public. Les *Capitulaires* englobent encore, avec la gestion des affaires de l'Etat (*Cap. Mundana*), la gestion des domaines du Prince (*Cap. de villis*), jusqu'aux canons de l'Eglise et à la discipline ecclésiastique.

Après l'exposé des sources du droit canonique, l'auteur fait ressortir l'influence du droit canon sur la législation séculière, créant le *jus inter christianos*, la religion étant commune à tous les peuples occidentaux et créant l'unité morale. En présence du désordre social et de l'anarchie féodale, les papes furent conduits à imposer la trêve de Dieu, qui permettait à la société de respirer quelques jours. Puis, par une réaction naturelle, l'intervention de plus en plus despotique de la papauté dans les affaires du monde amena l'Etat à lutter — lutte sans cesse renaissante, occupation de tous les esprits et de tous les gouvernements au Moyen-Age — contre l'esprit d'une Eglise forte-

ment hiérarchisée et centralisée en face d'une société morcelée en grands ou petits Etats où le lien commun était très lâche et où l'autorité publique du pouvoir central se perdait dans l'infinie bigarrure et l'infinie tyrannie des princes, principicules, seigneurs de tout rang et de tout état.

Un des bienfaits de l'Eglise à cette époque fut d'avoir substitué en droit pénal, à la vengeance germanique, au droit du talion, l'idée morale de l'expiation ; en procédure criminelle, au système accusatoire, l'enquête publique, le ministère public ; en procédure civile, à la procédure orale, la procédure écrite, la preuve littérale et les témoins.

Nous sommes ici en pleine période féodale, sous le règne du Droit coutumier pour le nord de la France, sensiblement les deux tiers de tout le pays, et sous celui du Droit écrit pour le midi où l'élément Gallo-Romain, submergé dans le nord, l'emportait sur l'élément germanique (1).

Le Droit romain, malgré tout, avait conservé un tel prestige que, même dans les pays coutumiers, où chacun avait sa coutume — *una quæque consuetudo suo loco clauditur* — il jouissait d'une autorité considérable, sinon effective, c'est-à-dire ayant force de loi, du moins doctrinale.

Quoique l'enseignement du Droit romain fut interdit à l'Université de Paris et dans les pays de Droit coutumier, on s'en inspirait si bien que Guy Coquille au xvi^e siècle, que ses contemporains avaient surnommé *le Judicieux*, disait : « Le Droit civil romain n'est « pas notre droit commun et n'a force de loi en France, mais doit être « allégué seulement comme la raison. »

Confondre la raison avec le Droit romain, l'identifier avec lui, quel suprême hommage !

Christophe de Thou l'appelait la raison écrite. « On y recourut, dit « M. le professeur Brissaud, à tout propos et hors de propos. De ses « principes combinés avec le Droit coutumier, on tira un alliage qui « est notre Droit civil. »

Il cite à propos de cette influence le mot de Ihering, le romaniste par excellence de notre époque : « Rome a soumis trois fois le monde, « la première fois par ses armes, la deuxième par sa religion, la troisième par son droit. »

(1) Voir *La Carte de la France coutumière et de la France du Droit écrit*, p. 152.

C'est de l'école des Glossateurs de Bologne la Grasse, au centre de la riche Romagne, que partit avec Irénus, qu'on appelait la *Lucerna juris*, la Renaissance des études juridiques (xii^e et xiii^e siècles).

L'œuvre immense des Glossateurs, produit de la plus sagace des exégèses, avait été de dégager le Droit romain du parasitisme des coutumes, d'où la libération, la mise au jour et la condensation des textes. Les Glossateurs avaient acquis dans l'opinion des juristes un tel empire, que la Glose était consacrée dans les écoles par l'aphorisme suivant : *Quidquid non agnoscit glossa, non agnoscit curia*.

On exagéra la glose et alors un autre parasitisme, celui de la Glose même, envahit et étouffa les textes sous l'exubérance des annotations et des développements.

L'auteur continue son étude sur le Droit romain à l'époque féodale (les Glossateurs des xiv^e et xv^e siècles) et explique, chemin faisant, l'organisation de l'enseignement dans les Universités qui englobait tout le savoir encyclopédique du temps et où s'agitait le peuple turbulent des *Nations* du pays latin.

La Coutume, d'ailleurs, était ébranlée, minée de jour en jour par ses ennemis naturels : « le droit romain, le droit canon, le droit naturel, le droit positif. »

Chaque classe de la société avait ses lois et était jugée selon sa coutume — *inveterata consuetudo* — clergé, noblesse, bourgeois, artisans, paysans, étrange chaos d'us et coutumes germaniques, de *jus romanum*, de droit ecclésiastique, de coutumes locales.

On rédigea enfin officiellement les coutumes au xvi^e siècle, bien que leur rédaction eût été ordonnée par Charles VII dans l'ordonnance de Montils-les-Tours (1453) et on réduisit en outre leur nombre, ce qui était un acheminement vers l'unité de législation.

Le droit coutumier trouvait ses sources dans les chartes municipales, dans les recueils composés par les juriconsultes du temps, recueils qu'on appelait des *Coutumiers* (1), dans la jurisprudence (2), dans les cartulaires, réglant les rapports individuels, cartulaires qu'il faut étudier un à un pour éclairer les coutumes d'un pays.

Mais les recueils de jurisprudence ou coutumiers étaient des œuvres privées, émanées de juriconsultes, manquant d'une sanction officielle,

(1) *Assises de Jérusalem*. — *Assises d'Antioche*. — *Grand Coutumier de Normandie*, d'Artois, etc. — *Etablissements de Saint-Louis*. — *Grand Coutumier de France*.

(2) *Rôles de session*. — *Registre*. *Olim*, etc., du Parlement de Paris, etc.

tandis que la rédaction des coutumes eût pour conséquence d'obliger nécessairement le roi à en prendre la garde et à les faire respecter.

Les coutumes, une fois rédigées, tiraient leur autorité de la double sanction de la loi et des Etats provinciaux qui les avaient consacrées de leurs délibérations et de leur autorité.

Somme toute, les coutumes émanaient du peuple des diverses provinces qui, comme le disait Guy Coquille, fait la loi, loi à laquelle le pouvoir royal conférait un caractère perpétuel et irrévocable.

Grâce à leur publication, des juristes purent en les comparant en dégager les principes généraux et le droit *commun* coutumier de toute la France. D'un autre côté, les ordonnances, les actes de l'autorité royale servent à faire connaître le droit public : droit politique et droit administratif.

Nous sortons de la période féodale pour entrer dans la période du xvi^e siècle à la Révolution.

Au xvi^e siècle apparut la seconde Renaissance juridique avec les novateurs, légistes humanistes, qui, dans une langue purifiée, reprirent l'étude des sources et la recension de plus en plus correcte des lois romaines.

Aux xiv^e, xv^e et xvi^e siècles, les Ordonnances royales pour la réforme de l'Etat touchaient pour ainsi dire à tout, comme par exemple l'Ordonnance de Villers-Cotterets (1539) sous François I^{er} : restriction de la compétence des Cours d'Eglise, organisation des registres de l'état-civil, réforme de la procédure criminelle. Puis apparurent le code dit d'Henri III, le code Henri IV, le code Louis XIII, recueils dus aux légistes Cormier et Corbin.

A Colbert on doit les grandes Ordonnances de Louis XIV sur la procédure civile, la procédure criminelle, les eaux et forêts, le commerce, la marine, l'esclavage (code noir), ordonnances encore vivantes que nos codes ont à peine modifiées.

Sous Louis XV, le gouvernement publia encore des Ordonnances sur les donations, les testaments, les substitutions fidéi-commissaires, l'édit de 1747 si sévère sur l'acquisition des biens-fonds par les communautés religieuses.

Sous Louis XVI, les édits de Turgot sur le commerce des grains, la suppression des maîtrises et des jurandes, l'abolition de la corvée royale, l'émancipation des serfs domaniaux, la restitution de l'état-civil aux protestants et l'autorisation qui leur fut donnée de se marier devant l'officier de justice du lieu, préparèrent une œuvre que la Révolution acheva.

L'époque révolutionnaire est une époque de transition entre l'ancien droit et le droit nouveau. Il fallait remplacer le droit coutumier et le droit écrit des anciennes provinces de France par un code commun à la France entière, code enfin établi par la loi du 30 ventôse an XII (21 mars 1804).

Nous venons de donner un très court résumé de la première partie, n'ayant d'autre objectif que de fournir au lecteur une preuve de l'importance de l'ouvrage.

Nous n'analyserons ni la deuxième partie (*Histoire du droit public*), ni la troisième (*Histoire du droit privé*). Nous y renvoyons le lecteur.

En se reportant à l'Index alphabétique des matières traitées dans l'ouvrage, cette importance éclatera à tous les yeux. Cet index est une mine où le chercheur peut puiser à pleines mains. Il contient environ quatre mille articles condensés dans les deux milles pages de l'ouvrage.

Par l'étendue du savoir, son esprit critique, la science de l'exposition, l'immensité du labeur, l'*Histoire du Droit Français* rappelle l'érudition du xvi^e siècle. Il y a là un véritable puits de science et le monument élevé par le professeur Brissaud donne de l'auteur une haute idée dans toute l'acception du mot.

Il serait absolument erroné de croire que cette vaste érudition n'a d'utilité que pour les seuls légistes. Nous estimons que cet ouvrage est indispensable à quiconque s'occupe de l'histoire de notre pays de France. On assistera à travers les siècles à l'évolution de la société française depuis son état embryologique jusqu'à nos jours.

Il nous plaît d'ajouter que l'auteur, ancien professeur à l'Université de Berne, actuellement professeur de droit à l'Université de Toulouse, est un enfant de notre cher pays d'Agenais et qu'il vient de recevoir une haute récompense de l'Académie des Sciences morales politiques.

D^r L. COUYBA.

* * *

Une famille bordelaise, des Mesures de Rauzan (xvii^e et xviii^e siècles), par Maurice CAMPAGNE. — Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest (J. Castanet) ; 1 vol. in-12 de vii-109 pages.

Toujours infatigable, M. Maurice Campagne vient de produire une œuvre nouvelle. Ce travail modeste est consacré à une famille bordé-

laise qui s'enrichit dans le commerce au xvii^e siècle et figura non sans distinction dans la noblesse de Bordeaux au xviii^e siècle. En 1794, trois Rauzan furent envoyés par Lacombe à l'échafaud, et l'un d'eux y monta dans des conditions particulièrement atroces.

La généalogie des Mezuers de Rauzan est traitée de main de maître. C'est une bonne contribution à l'étude des familles bordelaises. On y trouve, ça et là, quelques notes utiles pour l'Agenais. C'est un baron de Cocumont, Blaise de Gascq, qui achète, au commencement du xviii^e siècle, la terre de Gassies ; c'est le comte Joseph de Fumel qui vend, le 8 juin 1771, la baronnie de Pauliac en Agenais à Daniel de Laporte, descendant d'une famille périgourdine. C'est enfin un baron de Frespech, Gaston-Jean-Baptiste-Joseph de Reignac, qui devient acquéreur, au prix de 42.000 livres, d'un office de conseiller possédé par Philippe Simon de Rauzan et antérieurement héréditaire dans la famille de Montesquieu.

A la fin du xvii^e siècle, deux filles de la famille de Rauzan, Louise et Anne, prirent le voile dans le couvent de Notre-Dame, à Villeneuve-d'Agenais. Nous apprenons à ce sujet les noms des religieuses de cette maison. C'étaient : Jeanne de Montferrand de Landiras, supérieure ; Scholastique de Guillemottes, mère discrète ; Suzanne de Paloque et Marie Daubert, mères conseillères ; Marguerite de Beaulac ; Marguerite de Biston et Madeleine de Cazideroque, de son vrai nom Madeleine de Dordaygue.

Le chapitre le plus intéressant de ce petit volume est sans contredit celui qui a pour titre : « *Les Rauzan pendant la Terreur.* » Cette partie est presque entièrement empruntée à l'ouvrage manuscrit d'Aurélien Vivie, les *Annales de la Terreur à Bordeaux*.

L'ouvrage se termine par un *Essai généalogique sur la famille de Ségla suivi de quelques notes sur les Castelpers et les Boisset*.

*
* *

Histoire généalogique de la Maison de Ferrières-Sauvebœuf, par Paul HUET et le vicomte Paul de CHABOT. — Abbeville, Imprimerie Lafosse et C^{ie}, 1903 ; 1 vol. in-4^e de iv-422 pages.

A première vue, l'*Histoire de la Maison de Ferrières* semble n'intéresser que le Périgord, mais d'un examen plus approfondi il résulte que l'Agenais et le Condomois tiennent une place considérable dans ce livre.

M. Huet a consacré à Charles-Antoine de Ferrières, très connu sous le nom de Sauvebœuf, une biographie de 60 pages, travail excellent, indispensable à tous ceux qui voudront étudier à fond l'histoire de la Fronde dans nos contrées. L'importance de cette notice n'a pas échappé à M. Couyba, qui l'a mise naguère à contribution. Ces emprunts ne suffisent pas néanmoins à donner de l'œuvre de M. Huet une idée suffisante ; aussi, nous le répétons, tous ceux qui auront le désir de connaître à fond l'histoire de la Fronde en Agenais, devront recourir à la biographie de Charles-Antoine de Ferrières. Cette partie de l'*Histoire généalogique de la Maison de Ferrières-Sauvebœuf* abonde particulièrement en notes et en références et plusieurs des pièces justificatives placées à la fin du volume s'y rapportent.

Le seul reproche qu'on pourrait faire à M. Huet serait d'avoir commis quelques erreurs en matière géographique. C'est ainsi qu'il a confondu Estaffort ou Astaffort avec Escassefort, tandis qu'il a hésité à identifier Aymé avec Agmé et Villefranche-d'Agen avec Villefranche-du-Queyran ; mais que celui qui est sans péché sur cet article lui jette la première pierre !

L'œuvre dans son ensemble est fort bonne, elle fait honneur à MM. de Chabot et Huet. Ceux qui étudient l'histoire des familles périgourdines et agenaises consulteront ce travail avec fruit.

Ce volume n'a été tiré qu'à cent exemplaires.

J. D.





MANDE D'AGEN (XVI^e SIÈCLE)
(Place du Marché et Cornières.)

LES AGENTS SECONDAIRES DE LA POLICE DE LA VILLE D'AGEN

DU XIV^e SIÈCLE A NOS JOURS

A travers la foule bigarrée et pour maintenir le bon ordre, les maitres, dans leur éclatante livrée mi-partie de pourpre et de violet, circulent la hallebarde au poing.

COMMENT AGEN MANGEAIT AU TEMPS DES DERNIERS
VALOIS, par Francisque Habasque (1).

CHAPITRE I^{er}

ORIGINE. ORGANISATION. COMPOSITION.

Après l'invasion des barbares qui bouleversa de fond en comble l'organisation administrative de l'empire romain, tous les pouvoirs, toutes les attributions, furent de nouveau confondus ; et, dans les petits centres, les nouveaux édiles maintinrent jalousement le droit et le soin d'administrer leur cité dans toutes les parties ; aussi bien ils se chargèrent de la police comme du reste.

A l'origine d'Agen, les premiers magistrats qui prirent le titre de consul, s'entourèrent d'un petit groupe d'agents secondaires capables d'exécuter les ordres relatifs à la discipline intérieure de la cité, au maintien de l'ordre dans les rues, aux établissements publics, etc.

(1) *Recue de l'Agenais*, t. XII, 1885. — Cf. : Tirage à part, imp. Lamy, 1887.

Il faut également se rappeler que jusque vers la fin du xvi^e siècle les consuls furent choisis parmi les notables et la noblesse. Or, il n'était pas si petit seigneur qui n'eût son escorte d'honneur ; et à une époque où les fêtes religieuses et les cérémonies officielles revêtaient un caractère de grande solennité, les élus de la cité devaient paraître en public dans un cadre digne de leur nom, de leur rang et de leurs fonctions.

Revêtus d'une éclatante livrée mi-partie écarlate et violet, tantôt à l'honneur, plus souvent à la peine, ces agents secondaires, quelle qu'ait été leur appellation : sergents, mandes, soldats du guet ou appariteurs, furent les serviteurs utiles, modestes et dévoués de la maison commune. Pendant des siècles ils ont été un des rouages de l'administration municipale, et à ce titre, bien qu'obscurs, ils appartiennent à l'histoire de la ville d'Agen.

Le récit des faits et gestes de ces braves gens n'a pas une importance telle qu'il soit nécessaire, ni même bien utile de remonter à l'origine de leur institution. Ainsi qu'il vient d'être dit, elle s'explique d'elle-même, et nous commencerons cette étude, à partir du moment où nous avons pu trouver des renseignements précis dans les jurades, c'est-à-dire vers le milieu du xiv^e siècle.

A cette époque, vers 1345-1354, les consuls avaient à leur service huit sergents. (Arch. mun. BB. 16) (1).

Le nombre de ces employés a dû évidemment varier avec les ressources du budget local et le chiffre lui-même des consuls en charge. Ceux-ci qui étaient douze au milieu du xiv^e siècle, n'étaient plus que huit dans la première moitié du xv^e.

(1) L'indication sommaire de la source des renseignements ne fera pas chaque fois l'objet d'un renvoi, mais sera donnée à la suite. Tous les renseignements ont été puisés aux Archives municipales d'Agen.

Les charges consulaires, réduites à quatre en 1555 par Henri II, furent dix ans après portées au nombre de six. Cette variation dans l'effectif des consuls a sa répercussion sur celui de leurs serviteurs.

En 1513, on en trouve encore huit sous la dénomination de *mandes* ; mot vraisemblablement d'origine romane (1) qui servit à désigner ces employés jusqu'en 1649 (CC, 301).

Parmi ces huit mandes, deux remplissaient les fonctions de trompette ; une appellation particulière s'applique à un troisième, dit *mande de la manœuvre* (CC. 301). Celui-ci, ou premier mande, est en quelque sorte le chef des autres ; il les commande, distribue les rôles, après avoir reçu les ordres du consul-mage. Nulle part cette fonction particulière n'est exactement définie, jusqu'au jour où le mande premier prend avec la formation du « Guet » le titre beaucoup plus sonore de « *Capitaine* » et où un emploi nouveau est créé à la maison de ville dont le titulaire s'appelle « *le manouvrier* » (2).

Le premier règlement des mandes que nous avons pu trouver est celui du 17 may 1566 (BB. 30).

Il est intitulé : *Règlement des mandes et trompettes* et comporte les prescriptions suivantes :

« Pour le regard des mandes ordinaires et trompettes
« de la dite ville, est enjoint à chacun d'eux se trouver à

(1) Mandator, celui qui a reçu une mission, un mandat ; *man*, en roman, signifie serviteur. Ce terme est encore employé dans les confréries religieuses et désigne celui des membres qui est chargé des communications, renseignements, etc. A Saint-Sernin de Toulouse, on peut voir sur un des piliers un écriteau où le public est invité à s'adresser « au *mande* de la confrérie »

(2) C'est l'entrepreneur des travaux de la ville. En 1792, le Conseil municipal supprime cet emploi devenu vacant par suite du décès du titulaire, Mathieu Blanché. Il décide qu'à l'avenir les travaux qui intéressent la municipalité seront confiés à une personne compétente chaque fois que le besoin s'en fera sentir (20 octobre).

« toutes heures par devant celui de MM. les consuls qu'il
« aura charge servir, et le soir soy trouver à la grande
« place pourtant leurs épées et hallebardes, et le gain
« qu'ils feront dans la ville sera party entr'eux, duquel
« gain rendront un bon compte l'ung à l'autre, et si
« aucun d'entre eux va dehors la ville sera tenu bailler
« et mettre sur les deniers communs la tierce partie de ce
« qu'il aura gagné et les deux tiers luy demeureront.

« Leur est défendu soy injurier et quereller à peine de
« prison, privation de leurs gaiges et d'être destitués de
« leurs estats. A quoy les dits mandes se sont soumis.

« Et pour le regard des trompettes, ils seront teneus
« aller sonner la retraite tous les soirs et faire toutes
« autres criées qui seront nécessaires (1).

(1) A la même époque, les villes et bourgs de l'Agenais possèdent, à l'instar d'Agen, un service de ville. A Casteljaloux, par exemple, parmi les employés, on distinguait le *sergent de ville*, qui participait du garde-champêtre, du valet de ville et de l'agent de police. Voici les instructions qu'il recevait, le 18 février 1566, de la jurade :

« Le sergent sera tenu de faire serment de fidélité aux officiers de justice, consuls, jurats de la présente ville, lesquels consuls et jurats il reconnattra pour ses sires.

« Outre le congé et volonté des dits consuls, le dit sergent ne pourra pas s'absenter.

« Et pour les affaires de la ville, il se tiendra toujours prêt pour aller et venir et marcher partout où il sera mandé, sauf maladie ou autre légitime excuse.

« Sera tenu aussi tenir l'œil tant aux portes, rues, ruines des murailles des maisons, vignobles, et même contre les larroneux qui vont dérober les dites vignes et prairies, bois et jardins circonvoisins de la présente ville, et du tout en avertira incontinent et sans y commettre aucune faute ni connivence.

« Avertira aussi la jurade quand il sera mandé.

« Tiendra la trompette en bon état et icelle apprendra bien sonner.

« Et où le serviteur ne fera pas son devoir sur tous ces dits points et autres, qui concerneront et toucheront le service et intérêts de la ville, le dit sergent pourra être oté et à son lieu sera mis un autre.

« Jouira le dit serviteur des profits, revenus, émoluments, libertés et franchises accoutumés. »

Suit le nom de six mandes et deux trompettes qui ont prêté le serment ; et aussi « Jehan Pujol, mande de la « manœuvre, a presté serment et auquel il a été enjoint « faire son devoir et curer les places et rues de la ville. »

Le nombre de six mandes reste invariable pendant près d'un siècle. Ce n'est qu'en 1649 qu'il est porté à douze, « gardes ou soldats de ville », suivant le consentement de la Jurade et l'approbation de Monseigneur « qui trouve « ce choix fort utile pour le service public au lieu des six mandes. » (BB. 59. p. 32.)

Le « guet » fut constitué et les nouveaux soldats du corps de ville vinrent prêter les uns après les autres le serment sur les Saints Evangiles « d'être obéissants tant « à nous présentement qu'à MM. les consuls nos succes- « seurs et de principalement garder et entretenir les « statuts. »

Ces nouveaux serviteurs étaient : Gérault Lacoste, Pierre Buzet, Jacques Delpech, Jean Gardès, Jean Villart, Pierre Malbecq, Odet Fontanilles, Jean Mercadet, Estienne Maurou, Pierre Fourès, Bertrand Douazan, Raymond Groux. Ils habitaient Agen, où ils exerçaient des professions manuelles.

C'est le dimanche 3 juin, ouverture de la foire du Gravier, qu'eût lieu la cérémonie du serment ; après quoi les nouveaux élus allèrent revêtir leurs casaques neuves et s'apprêtèrent dans leurs magnifique tenue rouge et or, épée au côté et hallebarde au poing, à escorter les consuls se rendant au service religieux.

Mais écoutons le curieux récit de cette manifestation :

« Nos soldats, étant ainsi vêtus, reçurent chacun 5 sols ;
« et ce fait, nous en serions tous allé en l'église Saint-
« Etienne, ayant pris nos robes et livrées consulaires, et
« serions allés en corps assistés de nos mandes, et aurions

« aussi faict porter la bannière neuve (1) qu'avons fait
« faire et marcher devant nous les douze soldats et ensuite
« les mandes (2), lesquels soldats auraient leur halle-
« barde en main à la façon de ceux de la ville de Bour-
« deaux.

« Estant ainsi suivis de nos officiers (3) et étant arrivés
« au devant de ladite église et grand portail, lesdits
« douze soldats et celui qui portait la bannière seraient
« demeurés en haye, six d'un côté et six de l'autre au
« devant de ladite porte de Saint-Etienne et nous serions
« entrés dans le chœur ayant au devant nos mandes, et
« assis en nos places ordinaires et la messe grande ayant
« été achevée et la procession générale (où assistaient
« tous les curés, chanoines et mendiants de la ville) (4),
« ayant commencé à marcher nous nous serions rendus
« au poisle pour accompagner le Saint Sacrement, et la
« procession générale ayant fait son chemin ordinaire,
« elle serait arrivée à l'église Saint-Caprais où nos soldats
« se seraient aussi mis en haye devant la porte, ayant
« toujours depuis la sortie de Saint-Etienne marché au
« devant de la procession générale, suivant la bannière
« de la ville; et la procession générale ayant fini et actions
« de grâces rendues, nous en serions retournés tous six

(1) La bannière de la ville est portée dans toutes les cérémonies officielles par un porte-bannière attitré qui marche au devant des consuls ou en tête de la procession, quand elle se rend d'une église à l'autre. Elle devait être fort brodée, car elle revenait à 300 livres. Elle était faite en étoffe d'or et d'argent, « d'un côté le crucifix au milieu, du côté droit la figure de saint Etienne, à gauche saint Caprasy. De l'autre côté un crucifix au milieu, saint Hilaire à côté droit et à gauche saint Foy. Au pied de la croix, des deux côtés les armes de la ville et la millésime. La croix sera de la longueur de 5 pans et sera faite de fillet d'or fin, le linge de soie blanche rehaussée d'argent, etc... »

(2) On verra plus loin qu'après cette cérémonie ils furent mis à la retraite.

(3) Officiers gagés de la ville. Ce sont : les juges et assesseurs des consuls, le promoteur de la ville, le trésorier, l'avocat, le syndic, le secrétaire, etc.

(4) Ordres mendiants : cordeliers, capucins, petits carmes, etc.

« ensemble dans la maison de ville, ayant fait marcher
« devant nous tous lesdits soldats avec leurs hallebardes
« et ensuite les mandes, et après avoir quitté nos robes (1)
« nous en serions allés chacun chez soy suivis de deux
« soldats chascun que nous aurions nourri ledit jour.

Et « aussitôt après avoir diné, nous nous serions rendus
« à la maison de ville et sur les deux à trois heures en
« serions encore partys pour aller en l'église Saint-Caprais
« ouyr vespres et sermon, ayant de même fait marcher
« lesdits douze soldats avec leurs épées et hallebardes
« devant nous et ensuite les mandes; et après la proces-
« sion du Saint Sacrement nous en serions tous retournés
« en même ordre dans la maison de ville; lesdits soldats
« ayant demeurés aux portes pour empescher le bruit des
« allant et venant.

« Nous aurions ensuite continué d'aller au sermon et
« salut en ladite église Saint-Caprais, mais seulement
« suivis de nos soldats dont six d'entre eux sont à présent
« de quartier, sans avoir leur épée et casaque. » (BB. 59,
p. 32.)

On voit que la journée était bien remplie.

La grande foire d'Agen, qui durait huit jours depuis 1647, se passait déjà sur le Gravier sur lequel en 1643 on avait planté des ormeaux. Les marchands installaient leurs tentes et rampeaux depuis les Capucins (2) jusqu'à la maison du portier du Pont-Long (3), autour de la maison de ce dernier et des deux pavillons, puis en descendant au Gravier jusqu'au fond, enfin à droite et à gauche du Pont-Long et contre les fossés.

(1) De damas, mi-partie blanc, mi-partie noir.

(2) L'emplacement de leur ancienne chapelle est encore marqué par la voûte qui traverse la rue Louis Vivent.

(3) Le *Pont-Long* faisait communiquer la porte de Garonne ou Saint-Michel avec le Gravier. La planche n° IV le représente en partie.

Les consuls ne négligeaient pas de s'y montrer avec toute la pompe et l'éclat désirables. « Nous avons aussy » esté deux fois chaque jour pendant la Foire promener « au Gravier ayant après nous nos six soldats avec leurs « hallebardes et deux fois suivis de tous les douze soldats « ensemble pour empêcher les désordres et tenir le monde « en debvoir. » (BB. 75.)

Après l'installation des douze soldats de ville, on ne pouvait renvoyer sans compensation les vieux serviteurs que l'on remerciait.

Le 5 juin, soit deux jours après, on leur signifiait leur congé, mais pour les récompenser des longs et fidèles services qu'ils avaient rendus, on leur donna à chacun les clefs d'une porte de la ville.

Le premier mande, Jonquières, gardait son logement dans la tour de la Poudre (1) et en outre recevait la garde de la porte des Ecuries (2) appelée de Saint Louis (3). Quant aux autres, deux, Verdos Argelos et Jean Rendam, furent nommés portiers de la Porte du Pin, un troisième, le nommé André, reçut dix livres des deux précédents et fut logé dans la tour d'Armagnac (4), le quatrième, Pierre Latouche, garda son logement dans la tour de Bacqué (5)

(1) La tour de la Poudre existe encore. Elle faisait le coin du Gravier et de la rue Palissy.

(2) Les Ecuries du Roy, qui existent encore en partie, avaient été construites entre la tour de la Poudre et la porte Saint-Louis par le duc d'Epemon. Elles servaient à loger quelques étalons royaux et les chevaux et équipages des Intendants, lieutenants généraux et autres personnages de distinction.

(3) La porte Saint-Louis était située à l'entrée de la rue Louis Vivent actuelle.

(4) La tour d'Armagnac se trouvait à quelques mètres au-delà de l'abside de l'ancienne église Sainte-Foy.

(5) La tour de Bacqué ou Vacqué s'élevait à l'extrémité du jardin de l'hôtel de Raymond, au bout de la rue Saint-François, actuellement rue Ledru-Rollin.

et le cinquième François Marty, resta dans celle de Truelle où il habitait déjà (1).

Les règlements anciens n'étaient pas assez complets pour une troupe de cette importance où il fallait entretenir l'ordre et la discipline. D'autre part, il régnait à Agen une certaine licence dans les mœurs, provoquée et entretenue par les fêtes et les réjouissances données par le duc d'Epemon, en l'honneur de la belle Ninon de Lartigue, sa maîtresse. Agen s'agrandissait ; des monuments, des jardins en rendaient l'aspect de plus en plus agréable ; avec ce développement les services de la maison de ville devenaient de jour en jour plus importants, d'où l'augmentation considérable du personnel secondaire.

A ce dernier il fallait un règlement en rapport avec les exigences croissantes du service.

Un des six consuls fut donc chargé de rédiger des statuts et de les soumettre à l'approbation de la Jurade qui se réunit à cet effet le 16 mars 1649 (EE. 27). Ceux qui furent adoptés d'une façon définitive étaient les suivants :

Statuts pour les douze soldats établis en l'année 1649 par l'adveu de la Jurade tenue le 16^e de may. Estant consuls MM. de Langelier, Cousisat, Girle, Caussade, Lorès, d'Escayrac.

1^o Les dits douze soldats seront choisis et receus par
« MM. les Consuls, et à leur réception et annuellement au
« commencement de l'année prêteront le serment entre
« mains des dits consuls, de garder et observer les pré-
« sents statuts, de bien et fidèlement servir la ville et

(1) La tour de Truelle faisait suite à la tour d'Armagnac et se trouvait à l'extrémité nord de la rue actuelle d'Alsace-Lorraine. — Voir pour plus amples détails le travail de M. Ph. Lauzun : *Les Enceintes successives de la ville d'Agen* (*Revue de l'Agenais*, t. XXI, 1894. Tirage à part).

« d'obéir aux commandements qui leur seront faits par les
« dits sieurs consuls ; et leur sera baillé une casaque de
« drap rouge avec les armes de la ville et une hallebarde à
« chascun, laquelle ils tiendront au corps de garde.

« En cas de désobéyssance ou `que les dits soldats
« seroient surpris en quelque mauvaise action ou soup-
« çonnés de quelque crime, seront à l'instant cassés.

« Les dits douze soldats seront divisés en deux troupes
« et les six de la première troupe serviront un mois, et
« le dit mois fini, l'autre troupe entrera en service pen-
« dant un autre mois et de cette façon ils continueront
« l'année.

« Au premier jour de chaque année, et après qu'on
« aura procédé à la nomination des sieurs consuls, deux
« des dits soldats et un de chacune des dites troupes se
« rendront dans la maison de ceux qui auront été nommé
« à la dite charge pour les conduire dans la maison de
« ville et s'attacheront plus particulièrement pour les
« suivre pendant l'année.

« Seront tenus et obligés les dits soldats pendant le
« mois du service d'aller ouvrir les portes de la ditte
« maison de ville chaque jour et à bon matin et sur la
« nuit icelles fermées rapporter les clefs dans la maison
« du sieur consul qui sera en majorie, et pour cet effet
« les dits soldats s'en chargeront et chacun à son tour
« et rang pendant un mois.

« Comme aussy seront tenus de se rendre dans le corps
« de garde tous les jours pour y demeurer avec assiduité
« en attendant les commandements des dits sieurs consuls,
« sans qu'ils puissent quitter tous à la fois le dit corps de
« garde, et pour le moins il y en aura deux jusques à la
« fermure.

« Pendant le temps du service les dits soldats porteront
« la casaque qui leur sera baillée à leur réception avec

« l'épée au côté et le chaperon au dessous la dite casaque,
« lequel chaperon chascun des dits soldats ira prendre le
« matin dans la maison du dit sieur consul qu'ils auront
« choisi au premier de l'an, et sur la nuict, l'ira rapporter
« dans la dite maison.

« Les six soldats qui ne seront pas dans le service ne por-
« teront pas la dite casaque, et pourront s'appliquer à leur
« fonction et métier s'ils en ont, si ce n'est qu'ils soient
« appelés par les sieurs consuls auquel cas ils seront
« tenus de faire tout ce qui leur sera commandé. Aux
« fêtes annuelles et principales, processions, feux de joye,
« entrées, réceptions de princes, gouverneurs et lieute-
« nants du Roy et autres actes publiques et lorsque les dits
« sieurs consuls marcheront en corps, les dites deux
« troupes se rendront dans leur corps de garde avec leurs
« casaques et épées pour les suivre avec leurs halle-
« bardes.

« Seront pareillement obligés pendant le temps du dit
« service de suivre les sieurs consuls et leur donner le
« chaperon, soit aux convois mortuaires, processions
« particulières, sermons, messe haute, vespres et sembla-
« bles rencontres ; comme aussy aux jurades, seront tenus
« d'aller dans toutes les maisons de messieurs les jurats
« pour les advertir et généralement faire tout ce que les
« six valets de ville avaient la coutume de faire cy-
« devant.

« En cas que les sieurs consuls soient obligés d'aller à
« la campagne pour les affaires de la ville, soit comme
« députés ou autrement, pourront prendre tel ou tel des
« dits soldats que bon leur semblera tant de ceux qui
« seront en service que des autres.

« Il leur sera annuellement païé à chascun pour tout
« gage la somme de cinquante livres, et par quartier, sans
« que les sieurs consuls soient obligés de les nourrir ni

« loger, et les casaques leur demeureront quand les
« consuls en fairont de nouvelles.

« Les soldats en service donneront les assignations
« pour comparaitre devant les dits sieurs consuls, et pren-
« dront par assignation dans l'enclos de la ville un sol,
« et pour les assignations qu'ils donneront à la campagne,
« leur sera taxé suivant la distance des lieux. Comme
« aussy fairont toutes exécutions et captures pour les-
« quelles ils recevront 5 sols dans la ville.

« Prendrontaussy 5 sols pour le droit de prison et geôle
« et davantage s'il est jugé à propos par les consuls.

« A tous les dits soldats il est expressement deffendu de
« prendre ni exiger au delà des susdits droits à peine
« d'être cassés ignominieusement et punis à la volonté
« des sieurs consuls, à moins qu'il ne leur soit gratuite-
« ment donné. »

Rédiger des statuts pour les valets de ville après avoir augmenté leur nombre du double, c'était fort bien, mais il fallait aussi les faire observer.

La nécessité s'en fit sentir de suite. On ne pouvait songer à donner le commandement de cette petite troupe à l'un des gardes, c'eût été la meilleure façon d'y introduire l'anarchie la plus complète.

Un citoyen respectable, connu et estimé dans la ville, énergique au besoin et autant que possible ayant déjà l'expérience du commandement, était le chef tout désigné pour imposer son autorité et faire exécuter le règlement et les ordres des consuls.

Il était certes facile de le trouver, car il ne manquait pas d'anciens militaires en quête d'une si belle charge.

Les nouveaux gardes reçurent donc un chef qui prit le titre de capitaine. Les mandes et valets de ville avaient

vécu et faisaient place au « *guet* ». Au mande manœuvre ou premier mande succédait le « *Capitaine du guet*. »

Maurel qui reçut le premier ce titre pompeux (CC. 249) « pour en faire les fonctions et jouir des émoluments, hon-
« neurs, prérogatives et exemptions y attachés, ainsi que
« des gages », prêta le serment « d'être soumis et de bien
« faire exécuter les ordres de ses magistrats et de tenir
« dans l'ordre et la discipline militaires les soldats du
« guet sujets à son autorité, le tout pour le bien de
« l'Hotel et de la Communauté. »

Après quoi, les soldats étant entrés dans la salle, il leur fut ordonné « de reconnaître le dit sieur Maurel pour leur
« capitaine et de lui obéir en tout ce qui regarde les
« fonctions de sa place. » (CC. 452.)

Nous verrons dans un chapitre spécial en quoi consistaient les émoluments, honneurs et prérogatives de ce personnage.

En 1700, Delmur exerçait ces fonctions ; puis le sieur Fisse en 1730 et après le décès du capitaine Lacoste, en 1739, la charge fut dévolue au citoyen Mirassandeau (2 mai) qui, mis à la retraite à cause de son âge avancé et de ses infirmités, céda la place à un ancien soldat retraité, Peyre, qui avait servi au régiment d'Eu et avait été licencié « suivant sa cartouche et son congé absolu du 25 janvier 1763. »

Présenté aux consuls, ceux-ci l'acceptèrent à cause « des louables rapports qui leur avaient été faits sur les bonnes vie et mœurs, expérience dans la discipline militaire, probité et profession en la religion catholique, apostolique et romaine » du postulant (CC. 452). Le 24 février 1763 il fut installé en sa charge qu'il exerça pendant 31 ans, jusqu'à sa mort survenue le 16 messidor an III (1794).

C'est pour la première fois, pendant la durée de son

commandement, qu'il est fait mention de la présence d'un sergent dans les rangs du guet.

Un certain Lajeunesse figure en plusieurs endroits au livre des dépenses et gratifications (CC. 452) pour l'année 1764.

Cependant qu'en 1769, « vu les ordres du Roy du 18 avril dernier, le chevalier Fargès, Intendant de Bordeaux, autorisait la nomination d'un sergent du guet et la dépense annuelle de 250 livres pour son gage », 13 may 1769 (EE. 63).

En effet, à partir de ce moment, on voit figurer, tant sur les livres de dépenses que dans les diverses adjudications pour l'habillement, deux sergents, dont l'un est qualifié « d'ancien sergent. »

En 1770, on remarque une variation dans la composition du guet, qui comprend deux sergents et onze soldats, dont un qui est spécialement chargé de la garde des isles, sous le titre de : garde-isle (1).

A cette époque, la municipalité possédait comme fonds patrimonial un terrain considérable sur les bords de la Garonne. Ce terrain se divisait en prairies et en plantations de saules connues dans le pays sous le nom d'isles. Ces îles étaient affermées et leur surveillance assurée par un garde particulier habillé et soldé comme les soldats du guet.

Pour en revenir au sergent, en 1787, il n'est plus question de Lajeunesse probablement mis à la retraite ou décédé. Son camarade, le sergent Guichard, reste le bras

(1) Le garde-isle a la même tenue que les soldats du guet : chapeau orné d'un galon avec la ganse et boutons d'or ; habit, veste et culotte écarlate ; l'habit est à collet de drap bleu et à revers de même couleur bordés d'un petit galon, une bandoulière de drap bleu galonnée et sur laquelle est brodé l'écusson aux armes de la ville supporte un sabre modèle des troupes ; guêtres de toile rousse.

droit du capitaine Peyre auquel nous verrons qu'il succède le 16 messidor an III.

Avant cette date, des modifications profondes avaient changé la physionomie séculaire du guet.

Au siècle d'ordre, de calme et d'unité qui avait réussi à faire oublier les horreurs des guerres de religion, les excès des bandes, la misère des villes et des campagnes, succède la tourmente révolutionnaire. Les grands mots de liberté et égalité enivrent toutes les têtes.

Le brave capitaine Peyre n'obtient plus l'obéissance de ses subordonnés. Il se plaint que ses hommes font très mal leur service, qu'il n'ose les punir sans soulever une révolte de leur part, qu'il se voit à la veille de se battre avec eux pour faire exécuter les ordres qu'on lui donne.

Le Maire (les consuls ont été abolis, septembre 1790) fait venir les mutins devant le Conseil, leur adresse une sévère réprimande et prie le capitaine de dénoncer ceux que leur indocilité constante doit faire congédier (1).

Aussi considérant cet état d'esprit et devant la nécessité de restreindre les dépenses de la commune, la proposition de réduire le guet à six soldats et un chef est présentée par un membre du Conseil, le 2 juillet 1792.

Cette proposition réservée est reprise quelques mois plus tard et la réduction est opérée par délibération du Conseil, novembre 1792 ; le guet ne compte plus que huit soldats qui prennent le nom d'*appariteurs* de la commune.

La fin de 1792 et la première moitié de 1793 se passent dans ces conditions. C'est alors qu'un décret de juillet 1793 établit qu'il y aura dans chaque commune une *garde soldée*.

(1) A partir de 1790, tous les renseignements concernant cette étude sont puisés dans les Registres des délibérations de la commune n° I, II, III, dans ceux du Bureau municipal, etc., etc.

Le Conseil, réuni le 27 août : « Considérant que le mode
« d'organisation et la force proportionnelle de cette garde
« n'ont pas été déterminés.

« Considérant que le ci-devant guet de cette commune,
« composé d'un capitaine, d'un sergent et de dix soldats,
« ne pouvant plus subsister sous l'ancienne organisation,
« a été conservé sous la dénomination d'appariteurs de la
« commune, mais qu'il est plus convenable de leur donner
« une forme provisoire analogue au décret ci-dessus men-
« tionné ;

« Considérant que l'uniforme du ci-devant guet et l'ha-
« billement ayant dû être renouvelé ; que les citoyens
« qui doivent en être revêtus sont dans un dénuement
« absolu, tandis qu'une somme est imposée sur les frais
« locaux pour cet habillement ;

« Considérant que l'habit national est le seul qui puisse
» convenir aujourd'hui aux citoyens, et que ceux à qui la
« commune le destine ont mérité de le porter par les ser-
« vices qu'ils lui ont rendu et plusieurs par leur service
« envers la patrie ;

« Qu'il ne doit y avoir dans leur uniforme d'autre diffé-
« rence avec ceux des autres citoyens, que pour l'ordre
« du service, et pour ce que peut exiger la nature d'un
« service journalier et pénible ;

« Considérant que plusieurs places sont vacantes parmi
« les citoyens qui composent le ci-devant guet et que plu-
« sieurs de ceux qui y sont demeurés étant par leur âge
« hors d'état de remplir assidûment leurs fonctions, il est
« urgent de nommer aux places vacantes :

« Considérant que la solde des soldats du ci-devant guet
« ayant été augmentée (1), il est juste d'augmenter aussi

(1) Voir page 301, note 1.

« proportionnellement au prix des denrées le traitement
« des citoyens Peyre et Guichard dont le zèle est depuis
« plusieurs années connu de la commune (1). »

« Après avoir entendu les comités d'ordre public et de
« comptabilité, chacun en ce qui les concerne, ouï le Pro-
« cureur de la commune, délibère ce qui suit :

« 1° Le ci-devant guet à pied de la commune est
« conservé sous le nom de : *garde soldée provisoire*.

« 2° Cette garde sera composée d'un commandant en
« chef, d'un commandant en second et de 10 fusiliers.

« 3° L'uniforme sera : habit bleu national, parements,
« collet rouge, revers blanc ; l'habit, les parements et le
« collet liserés de blanc, les revers liserés de rouge. Veste
« et culotte chamois. Boutons jaunes au timbre de la
« République. Les épaulettes seront aux trois couleurs (2).

« 4° Les trois places qui sont vacantes seront remplies
« par le choix de la municipalité.

« 5° La garde soldée sera affectée au service de la
« commune.

« 6° L'habillement sera fourni par voie de régie écono-
« mique.

« 7° Chacun des soldats ayant obtenu une solde de
« 30 sols par jour, le citoyen Peyre, commandant en
« chef, aura deux soldes ou 3 livres par jour. Le citoyen
« Guichard, commandant en second, une solde et demi
« ou 2 livres 5 sols par jour (45 sols), le tout à dater du
« 1^{er} septembre prochain.

(1) Par délibération du Conseil du 3 août 1793, il avait été accordé à chacun une augmentation de paye de 30 sous par jour. Le capitaine et le sergent avaient également adressé une demande d'augmentation (5 août), demande renvoyée au Comité de comptabilité pour faire le rapport. (Registre III des délibérations de la commune.)

(2) Voir planche n° IV.

« 8° Le citoyen Peyre est spécialement chargé de
« maintenir parmi ses subordonnés les règles de la disci-
« pline militaire. »

Restait à pourvoir à l'habillement des citoyens Peyre et Guichard. A la séance du 3 frimaire an II (1793), le Conseil avait nommé le citoyen Charpentier, officier municipal, commissaire pour aviser au moyen de les habiller le plus tôt possible.

La question ne fut résolue que le 7 vendémiaire an III. Le citoyen Menne, membre du Comité de comptabilité, fut autorisé à habiller de l'uniforme de garde nationale le citoyen Peyre, commandant en chef des appariteurs (1).

A partir de ce moment, les évènements se précipitent. Il faut faire face à la coalition des étrangers qui veulent châtier les républicains d'avoir renversé la monarchie ; il faut des hommes ; il faut de l'argent ; les coffres de l'Etat s'épuisent ; ceux des particuliers se vident ; c'est l'emprunt forcé, ce sont les assignats.

Il semble qu'après ces terribles moments, la population de la ville ayant diminué sensiblement (de 19.000 elle descend à 10.589, an V), le besoin d'un nombre aussi élevé d'appariteurs ne se fasse plus sentir. Ils ne sont d'ailleurs plus payés, faute de fonds, et réclament des secours. La misère est générale et les charges de la commune sont très lourdes. Une réduction est donc décidée.

Déjà, la place de commandant en second, laissée par Guichard, nommé à la place du commandant Peyre, décédé le 16 messidor an III (1794), n'a pas été comblée. Quelques appariteurs se sont enrolés, laissant leurs femmes et leurs enfants à la charge de la commune.

(1) Voir la description de cet uniforme au chapitre : *Habillement*.

Il ne reste bientôt plus que Guichard, commandant des appariteurs et quatre de ces derniers, les citoyens : Caumont aîné, Singlande, Caumont jeune et Monville, aux gages fixes de 400 francs par an ; Guichard en touche 500. (Registre des contributions, 1792 à an XI.)

Au chapitre IV, nous verrons ce que devinrent les appariteurs, à partir du xix^e siècle.

CHAPITRE II

GAGES. GRATIFICATIONS. EMPLOIS DIVERS

Après avoir retracé dans les pages précédentes l'histoire sommaire du guet de la ville, nous allons donner quelques détails sur les conditions matérielles de l'existence de ces employés municipaux, en même temps, sur leurs différentes occupations ; nous passerons rapidement sur la question des gages, qui ne peut offrir qu'un minime intérêt.

Aux xiv^e et xv^e siècles, les gages des sergents et mandes étaient très modiques. Proportionnés aux recettes de la communauté, au périmètre alors peu étendu de la ville, et à la cherté des vivres, ils varièrent pendant longtemps entre quatre et six livres (CC. 301). Ils s'augmentaient naturellement de petits bénéfices en rémunération de services essentiellement particuliers, et de gratifications fixes ; gains, qu'en vertu du règlement de 1556 les mandes devaient se partager entre eux. Nous ne savons s'il y avait un contrôleur des recettes ; mais à une époque et dans un pays où la bonne foi en matière de transactions était

déjà suspecte, il devait certainement se produire quelques tricheries, car

On perd plus qu'on ne gagne

A risquer sans motif la pure vérité (1).

On peut donc supposer, sans crainte de se tromper, que les braves mandes ne devaient pas toujours, « se rendre « l'ung à l'autre » un compte fidèle du gain qu'ils avaient fait dans la ville, ni chaque fois « bailler et mettre sur les « deniers communs la tierce partie de ce qu'ils gagnaient » en faisant des courses au dehors.

A la même époque, 1566, une augmentation de 30 sols porte leurs gages à 7 livres 10 sols par an, payables par « cartier » (BB. 30). Le mande premier touchait un peu plus, soit 13 livres 7 sols (CC. 301).

En 1601, on trouve dans le registre des recettes et dépenses de la ville (BB. 17) que les consuls entretenaient six mandes aux gages « de 40 escus, à raison de 6 escus 2/3 « chascun. » .

Une énumération un peu plus complète nous apprend qu'ils recevaient, en outre, « pour leurs droits ordinaires « des jurades, processions et quand les sieurs consuls « portent les robes consulaires », chacun 6 escus.

« Pour tirer hors la ville les femmes mal famées, « 8 sols. » Ce devait être un des côtés humoristiques du métier que ces petites expéditions à travers la ville; notamment, celle qui consistait à escorter « des femmes de « mauvaise vie, condamnées à trainer un chariot d'im- « mondices à travers les rues, le maistre des basses « œuvres les conduisant, et les mandes au devant avec « leurs hallebardes » (BB. 55) ; et aussi la faction sur la place publique, devant la cage de fer, où, conduites par

(1) Légende gasconne : *Le cœur du mouton*, par J.-B. Goux. (*Revue de l'Age-nais*, 1880.)

les soldats du guet, ces mêmes femmes étaient enfermées pour y être quelques heures exposées et de là être immergées dans la Garonne, « dont les eaux sont purifiantes » dit la chronique (1).

En 1649, les mandes mis à la retraite furent remplacés par une troupe de soldats que l'on désigna sous le nom de « Guet ».

Dans le règlement établi à cette occasion, la question des gages fut l'objet d'un chapitre spécial.

Ils furent fixés à 50 livres par an et par soldat ; payables par quartier et d'avance ; en outre, des gratifications leur étaient dues pour « les assignations, droits d'entrée, rampaux et autres casuels, sans toutefois que les consuls présents et futurs fussent teneus de les nourrir en leurs maisons et d'aucune manière, si ce n'est les jours de bonne feste et quand ils nous serviront à nostre volonté. » (BB. 59.)

Pendant près d'un siècle, les gages ne changent pas ; mais, vers 1730, la cherté des vivres est telle qu'avec une paye aussi modeste les soldats du guet ne peuvent s'entretenir ; ils adressent donc une supplique au président Boucher, alors Intendant de Guienne, et lui exposent qu'avec 50 livres « ils n'ont point de quoy vivre deux mois de l'année ». Appuyée par les consuls qui offrent une augmentation de 200 livres par an pour les huit soldats alors en fonctions, cette supplique est agréée par l'Intendant et les gages portés à 75 livres par an. La même année, quelques nouvelles gratifications venaient grossir cette somme : telle, celle de 7 livres à partager entre eux pour deux processions faites dans l'église des Dames Carmélites pour la

(1) Cet usage fut supprimé en 1725, puis rétabli en 1745 sur la demande même des consuls (BB. 75). -- Voir : *Un châiment singulier*, par J. Andrieu (*Recue de l'Agenais*, xi, 1884).

canonisation du bienheureux saint Jean de la Croix. Puis, c'est 11 livres 15 sols pour participation aux processions de saint Fabien, saint Sébastien, des premiers jeudis et premiers dimanches de Carême, y compris quatre jurades ; 9 livres 15 sols pour participation à celles des fêtes de Pâques aux Jacobins, à la chapelle Renaud(1), et aux Augustins ; 17 livres pour les processions de saint Marc, saint Phébade(2), et de l'Ascension. Enfin 5 livres 10 sols pour celles des Rogations.

On voit par cette énumération qui n'est certes pas complète que, bon an mal an, les vallets de ville, avec les droits divers que le règlement leur accordait, pouvaient joindre les deux bouts.

Il faut ajouter que, employés à la garde des « isles et terres adjacentes » ils touchaient de ce fait 60 livres, et qu'une indemnité de 40 livres était allouée à ceux que la municipalité ne pouvait loger dans les bâtiments publics (BB. 75).

Un de leurs gros revenus était certainement celui « du droit de payance qu'ils avaient pour les tentes et rampeaux à l'époque des foires du Gravier. »

Ainsi, en 1739, « il a esté réglé entre le capitaine et les « soldats du guet et le portier du Pont-Long (3) que par « rapport au plassage des marchands, il appartiendra au « capitaine du guet ceux qui seront depuis les Capucins « jusqu'à la maison du portier exclusivement ; au portier, « sa maison et tout ce qui est employé par les deux pavil- « lons exclusivement ; le capitaine reprend depuis le

(1) La chapelle Renaud s'élevait un peu au-dessus de l'entrée du Pont-de-Pierre actuel. — Voir : *Une chapelle disparue*, par M. Ph. Lauzun (*Recue de l'Agenais*, t. iv, 1877).

(2) Pour le vœu fait à ce saint, lors de la peste de 1651.

(3) Le Pont-Long était séparé de la porte de Garonne ou Saint-Michel par un pont-levis ; il passait au-dessus des fossés, puis aboutissait au Gravier par une rampe coudée.



TROMPETTE DE VILLE (1741) ET SOLDAT DU GUET (1788)
(Place du Palais)



« pavillon en descendant au Gravier jusques au fond et
« les marchands qui sont dans l'extérieur à main gauche
« avec le rampeau du même costé ; les soldats du guet
« toutes les tentes avec les deux rampeaux et les mar-
« chands qui sont au fonds du pont extérieurement et à
« main droite. » (BB. 75.)

Avec les années, les besoins augmentent, la ville s'agrandit, les vivres renchérissent, cependant qu'un état de paix a succédé aux troubles du siècle passé.

En 1763, vingt-quatre ans plus tard, nous retrouvons les soldats du guet avec 108 livres fixes de gages au lieu de 75 et en plus une somme de 10 livres à chacun, allouée par Monseigneur l'Intendant, pour indemnité de logement (CC. 452). De nombreux couvents bâtis par des ordres religieux se sont élevés dans la ville. Les soldats du guet ne sauraient s'en plaindre, car ils en tirent de nouvelles gratifications pour participation aux fêtes et cérémonies religieuses.

C'est 10 sols pour le vœu de saint Vincent ; pour le Jeudi-Saint ; 12 sols pour la procession de la Fête-Dieu, celle des Pénitents blancs. Lorsque un grand personnage, un Intendant devait faire son entrée dans la ville, les consuls se portaient au-devant, encadrés de leur garde d'honneur « les fifres et les tambours ouvraient la marche, suivis du capitaine et de la compagnie du guet ; deux soldats destinés à écarter la foule se tenant en arrière » (BB. 85). C'était encore l'occasion de percevoir 10 sols de gratification (CC. 452). Quant à la solde proprement dite, en 1766, les soldats du guet réclament une nouvelle augmentation que Monseigneur de Boutin, Intendant de Guyenne, sur l'avis favorable des consuls, trouve justifiée. Ils reçoivent 30 livres en plus, soit 140 livres par an.

Mais « l'appétit vient en mangeant » dit le proverbe et la question d'entretien aidant, ils obtiennent encore, le

8 may 1770, après autorisation de Monseigneur l'Intendant Esmangart, une augmentation de 40 livres, jusqu'au 1^{er} janvier 1773 « sauf à y être statué de nouveau à cette époque » ; ils arrivaient de ce fait au traitement de 180 livres par an.

Transformés en appariteurs de la commune, par décret de juillet 1793, ces employés voient du même coup leur situation complètement améliorée.

Le nouveau règlement fixait leur paye à 30 sols par jour. C'était une augmentation très sensible et capable de susciter l'envie des autres citoyens de la ville, à une époque où la cherté de l'existence et la pénurie des productions du sol sont si grandes, qu'il fallait rationner le pain et en surveiller la fabrication pour empêcher le pillage et les émeutes.

C'est sans doute pour cette dernière raison que, le 3 fructidor an II, ils présentent une pétition tendant à ce qu'il leur soit accordé une augmentation de « dix sous » par jour. Cette demande était, paraît-il, fondée, puisque le Conseil général de la commune y fait droit, tout en leur imposant une nouvelle charge dans leur service, qui était de passer la nuit, chacun à leur tour, avec l'officier de permanence ; moyennant quoi, ils étaient dispensés de faire leur service dans la garde nationale (1).

On sait que c'est également à la même époque, mars 1794, que, sur la réquisition du comité du Salut public et du citoyen Monestier de la Lozère, les murs et fortifications de la ville furent démolis. L'administration locale, prise d'un beau zèle, s'aperçut alors que les courants d'air (?) provoqués par la disparition des remparts ne suffisaient pas à nettoyer la ville, et de nombreuses ordonnances de

(1) La garde nationale venait d'être organisée et fournissait chaque nuit une ou plusieurs patrouilles sous les ordres d'un officier.

police invitèrent les citoyens à coopérer, pour leur compte personnel, au nettoyage et à l'assainissement des rues.

Les appariteurs reçurent la consigne de faire observer ces ordonnances et en particulier « de faire la chasse aux animaux domestiques qui encombrement les rues de la cité au mépris des délibérations du Conseil municipal, portant deffense à qui que ce soit de laisser vaquer dans les rues les cochons, volaille, ni autres animaux, cet abus ayant failli amener des malheurs pour des enfants qui ont été assaillis par les dits cochons, et qu'il en résulte en outre une grande infection ».

La tâche fut lourde pour les appariteurs. La force d'inertie était déjà pratiquée à l'époque et ils rencontrèrent une résistance qui motiva une nouvelle délibération du Conseil, par suite de laquelle ils durent, à tour de rôle, matin et soir, faire des tournées dans la ville et sur les promenades, et « amener au parc de justice » les animaux qu'ils trouveraient.

Par la même occasion, ils devaient empêcher les citoyens et citoyennes « de jouer aux quilles dans les rues de la ville, ce qui entravait la circulation, et appréhender sans hésitation les délinquants, afin que la municipalité puisse faire un exemple. » (18 pluviûse an III.)

Nous aurons tout dit sur la question pécuniaire de ces agents quand nous aurons ajouté que l'indemnité de logement qui était de 10 livres en 1766, fut portée à 20 en 1790, puis à 40 livres par homme et par an en 1793 (10 juillet), « attendu qu'ils étaient obligés de sortir de la maison dite des Pauvres (1) que le département prenait pour servir de correction et y renfermer les insensés ».

Un mot encore sur le capitaine et le sergent et nous aurons terminé ce chapitre.

(1) De Paulin.

Certains honneurs, privilèges, prérogatives et exemptions sont attachés à la charge de capitaine du guet.

Quant à son traitement, fixé d'abord à 60 livres, puis à 90 livres par an, il fut porté à 120 livres en 1730. Il était de 400 en 1765, payable par semestre. En 1793, le règlement accorda au capitaine 3 livres par jour.

Tout comme ses subordonnés, il reçoit des gratifications plus ou moins élevées suivant les ordres donnés ou la nature des travaux qu'il a été chargé de faire exécuter. Le soin de « mettre en état l'hôtel de ville pour la sûreté des prisonniers » lui incombe et lui rapporte 12 livres. Il reçoit encore 5 livres pour le blanchissage de certain linge de la maison du roy, 12 livres pour onze processions fondamentales et une extraordinaire, 2 livres à chaque réception d'un personnage à l'entrée de la ville, etc., etc. Il avait, en outre, le privilège d'être logé, comme aussi la jouissance d'un jardin.

En 1739, son logement était situé dans la maison du roy ; plus tard, en 1789, il eut une chambre à l'hôtel de ville, mais elle ne lui était attribuée que s'il était célibataire ; autrement, il était tenu de se loger en ville à charge par la communauté de lui octroyer une indemnité particulière.

Exempt du logement des gens de guerre, impôt qui était un fléau redouté à l'égal de la peste, dispensé du service dans la garde nationale lorsqu'elle fut créée, rétribué convenablement, revêtu d'un costume éblouissant, le capitaine du guet fut un personnage unique dans la cité, jusqu'au jour où la grande « niveleuse », au mépris de son éclat et de son prestige, en fit un simple caporal, chef des appariteurs (1).

(1) Après la mise à la retraite de Guichard, successeur du capitaine Peyre, un des appariteurs lui succède avec le titre de caporal. (Chapitre IV.)

Plus modeste fut le sergent du guet nommé pour aider le capitaine et le suppléer au besoin.

Aux gages annuels de 250 livres, il a sa part des gratifications accordées au guet pour les fêtes, feux de joye, entrées, processions, etc., etc.

En 1784, il cumulait les fonctions de sergent du guet avec celle de casernier des bâtiments affectés au logement des troupes (BB. 85).

Lors de la formation de la garde soldée provisoire, il prend le titre de commandant en second et reçoit comme traitement une solde et demie ou 2 livres par jour.

Le sergent Guichard en prenant la direction des appareilleurs laissa la place vacante. Elle ne fut jamais comblée.

CHAPITRE III

HABILLEMENT. ARMEMENT. ÉQUIPEMENT.

Avant le xvi^e siècle les documents sont insuffisants pour reconstituer en entier l'habillement des mandes.

En 1513, on trouve une mention d'achat de « trente canes et demye de cler de Masères et vert de la Roque à raison de 20 sols la canne ; 4 pans de fleurest d'or pour doubler les chaperons à raison de 7 sols 3 deniers et des soliers à 7 sols 1/2 l'un » pour habiller les six mandes au service de la ville (CC. 287). C'est assez vague (1).

(1) Dans les autres villes de l'Agenais, le costume des sergents ou mandes était à peu près semblable. A Casteljaloux, en 1498, « la robe du sergent de la ville était *pers* et vert ».

Une autre facture de 31 cannes de drap rouge de Normandie pour les casaques « mauthiaux, jouppe, perpoint, « chausses hault et bas, bonnets bleu avec leur cordon », nous a permis de reconstituer à peu près fidèlement le costume porté par les mandes en 1562 (CC. 301). (Pl. I.)

Le drap pour la confection de l'habit était couleur rouge cramoisi à l'exception du manteau et du bonnet de couleur « bleu céleste ». (CC. 347.)

Un marché était passé avec un tailleur de la localité, un sieur Guillaume Laffitte pour les habits en 1600, tandis qu'un nommé Jehan confectionnait les souliers.

Généralement les costumes étaient renouvelés à l'occasion de certaines grandes fêtes de l'année, notamment Pâque, Notre-Dame d'Août, la Fête-Dieu, etc.

Avec la nouvelle organisation du guet (1649) l'habillement subit des transformations, et on décide qu'il sera renouvelé tous les trois ans.

Le chapeau mousquetaire a remplacé le bonnet. La casaque, la veste et la culotte serrée au genoux, les bas et les souliers à boucle, sont portés à la place du manteau, du pourpoint et de la juppe. En outre, « des écussons et fleurs de lys en or et en argent fin faits à Tholoze » sont brodés sur les casaques (CC. 402).

Au commencement du XVIII^e siècle la dépense pour le renouvellement des habits des huit soldats du guet s'élevait à 853 livres. Elle comportait la fourniture de drap de Lodève rouge de garance pour les habits, de mazauret et sergette fine rouge pour la doublure, de chapeaux fournis par Vergnes, bordés de galons mousquetaire d'or avec une ganse d'or faux, tenue au bas par un bouton d'or fin et terminée par une cocarde tantôt bleue (1700), tantôt blanche et bleue (1739), ou seulement blanche (1768); de bas rouge en laine; de bandoulières et d'écussons aux armes de la ville, brodés or et argent, dont le coût seul était de

200 livres ; de jarretières de soye ; de souliers avec boucles en cuivre ; enfin de ceinturons et fourreaux d'épées (BB. 75).

Quand le capitaine fut créé, il reçut un costume analogue, mais beaucoup plus riche. Il revient à lui seul à 206 livres. Son habit est fait de drap écarlate bordé sur le devant, autour du col, des poches et des parements d'une ganse d'or ; les boutons plats et à teste sont en or fin. Son chapeau est un demi castor bordé de galons mousquetaire or. Sa culotte de même drap que l'habit est serrée au genou par une jarretière de soye avec boucle, ses bas sont écarlate, souliers à boucle de cuivre (BB. 75). (Costume de 1730, petite tenue.)

Cependant le capitaine Mirassandeau venant d'être nommé (2 mai 1739), l'habillement du guet est renouvelé en entier avec le sien. On en profite pour substituer les galons et ganses d'argent à ceux d'or. Presque à la même époque, la compagnie du guet s'augmentait d'un trompette, créé par délibération de Jurade du 24 février 1741. Son habillement était le même que celui des autres soldats, sauf quelques attributs particuliers à ses fonctions (BB. 75). Pour tous, c'était encore l'habit veste et culotte en drap de *Sedan*, écarlate teinture des Gobelins, l'habit doublé de *blicourt* écarlate et la veste de sergette fine blanche, la culotte à quatre poches est doublée de peau.

Sur les manches de l'habit du capitaine il y a un bordé d'argent de deux travers de doigt ; les galons, ganses, boutons sont d'argent. Avec les bas rouges ils ont reçu en outre une paire de guêtres de coutil blanc de pays, avec jarretières à boucles de fer, tant à la culotte qu'aux guêtres (EE. 63).

Le trompette qui a été établi « pour la publication à son de trompe des déclarations de police ordinaires du Roy et tous autres actes », est aux gages de 100 livres par an,

plus le logement. Il accompagne le soldat du guet chargé de la lecture des arrêtés. Outre l'habillement décrit ci-dessus, il reçoit : « de la tresse en argent, crépiné d'argent, cordon de soye ; une banderolle brodée et un cordon de laine pour la trompette. » (BB. 75.)

Vingt ans plus tard, l'or remplace à nouveau l'argent sur les uniformes. Le capitaine a un habit de drap écarlate de Sedan à boutonniers d'or, la veste ainsi que les poches sont bordées d'un galon à la mousquetaire, uni, large d'un pouce, or de Paris. Il reçoit deux paires de bas à la cadette, dont l'une de soye blanche de la fabrique de Corbières de Montauban, pour les grandes cérémonies ; l'autre de laine écarlate à l'anglais ; même chapeau qu'en 1730. Ses subordonnés ont la même tenue que précédemment avec quelques modifications. Le drap est de cadis de Montauban, rouge de dragon, le chapeau de feutre est bordé de laine, « à l'instar des troupes », avec les ganses et boutons noirs (1768), enfin tous les boutons sont de cuivre rond à queue et soudés.

La planche n° III représente le capitaine en tenue de cérémonie, vers 1768 ; il a reçu en plus deux épaulettes en or de Paris, l'une unie, d'un pouce de largeur, l'autre « aylande », de la pesanteur d'une once ; les jarretières sont à galons d'or.

Dans toutes les adjudications, il est également fourni une bourse et du ruban bleu pour les cheveux du capitaine, du fleurest noir et large pour ceux des soldats.

Pour les fêtes et les cérémonies officielles, le chef et les soldats étaient rasés et poudrés. C'était un perruquier de la ville qui, en 1739, avait passé contrat pour les « razer et poudrer gratuitement, les quatres fêtes annuelles, le jour de l'élection consulaire, celui de l'arrivée de Mgr l'Intendant, la Fête-Dieu et le jour que les seigneurs évêques, commandants de province et sénéchaux feront



CAPITAINE DU GUET (1768)

(Tenue de Cérémonie)

(Beffroi de l'ancien Hôtel-de-Ville)



leur entrée, les jours de feux de joye, publication de paix, etc. », moyennant quoi le sieur perruquier était dispensé du logement des gens de guerre (BB. 75).

En 1764, une indemnité de 130 livres fut payée au capitaine et soldats sous forme de gratification pour la pistole à eux accordée par Monseigneur l'Intendant pour leur tenir lieu de « Rature » « se tenir frisés et poudrés. » (CC. 452.)

Outre ce complément de toilette, l'habillement pour les fêtes et cérémonies comportait encore des flots de ruban. Il en était fourni pour une somme considérable, au grand bénéfice du sieur Moustapha, négociant d'Agen, tant pour les « honorifiques » du corps de ville que pour le guet.

Pour en donner une idée, à l'occasion de la Fête-Dieu, cette fourniture comprenait : 6 nœuds de ruban pour les flambeaux de MM. les consuls à 9 livres l'un, un pour le procureur du Roi, un pour le secrétaire, un pour le trésorier, toujours à 9 livres, une bourse de 4 livres pour les cheveux du capitaine, un flot de ruban de 2 livres 10 sols pour son habit et deux aunes 1/2 de ruban pour sa cocarde d'épée et sa canne. Enfin 12 cocardes de ruban en laine blanche pour les soldats. Le tout revenait chaque fois à la somme de 106 livres.

L'uniforme du « sergent » ne se distingue de celui des soldats que par les parements de son habit qui comportent deux tours de galon d'or ; même chapeau que le capitaine.

En 1768, on remarque les modifications suivantes à la tenue. Au chapeau des cocardes blanches, pour la tenue de service, des guêtres de toile blanche à boutons de cuir et d'autres de toile rousse à genouillère avec jarretière séparée de cuir de veau, à l'instar des troupes.

En 1771, les chapeaux des soldats sont bordés d'un galon en fil couleur d'or monté, cocarde de ruban de laine blanche, ganse et gros bouton noir. Quant au sergent, sa

tenue est complétée par deux épaulettes de soie écarlate et il reçoit, comme le capitaine, une paire de bas de soie blanche, de la fabrique de Montauban. La seule modification que l'on remarque ensuite à l'uniforme porte sur la bordure des chapeaux qui, en 1787, n'est plus faite d'un galon de fil jaune, mais noir-allouté (EE. 63).

Enfin, nous arrivons à la transformation du guet en garde soldée. L'habit national est reconnu comme étant le seul digne de la Commune. La description en a été donnée au chapitre I^{er}.

Après discussion, la coiffure adoptée fut le bonnet de police (9 messidor an II), et comme il restait à statuer sur l'habillement des commandants en chef et en second, le Conseil général nomma le citoyen Charpentier, officier municipal, commissaire pour aviser au moyen de leur procurer une tenue le plus tôt possible. Ce ne fut cependant que le 7 vendémiaire an III (1794), que le Conseil autorisa le citoyen Menne, officier municipal, membre du Comité de comptabilité à habiller de l'uniforme de garde nationale le citoyen Peyre, commandant en chef des appariteurs.

Cet uniforme qui devait comporter un habit complet et une seconde culotte fut confectionnée par la veuve Dutrouilh et revint à la somme de 230 livres.

Réglée par la loi du 20 juillet 1791, cette tenue était ainsi composée : habit bleu de roi, doublure blanche ; passe-poil écarlate, parement et collet écarlate et passe-poil blanc, revers blancs à passe-poil écarlate, manche ouverte à 3 petits boutons, poches en dehors à 3 pointes et 3 boutons avec passe-poil rouge. Le bouton tel qu'il était prescrit par le décret du 23 décembre 1790, le fleuron du retroussis écarlate. Veste et culotte blanche.

La hallebarde fut l'arme des mandes et des soldats du





APPARITEUR-SOLDAT DE LA GARDE PROVISOIRE D'AGEN (1793)

(Pont de Garonne dit Pont-Long et Église des Jacobins.)

guet. Elle était portée dans le service et pour les fêtes et cérémonies. Une épée ou sabre, suspendu à un ceinturon ou baudrier, complétait l'armement.

Il ne varie guère pendant des siècles à part d'insignifiants détails. Cependant, le 1^{er} avril 1747, dix fusils sortis de l'arsenal furent distribués : « neuf aux soldats du guet et un au capitaine », à chacun des fusils était ajustée une baïonnette (EE. 23).

A la même époque l'équipement est renouvelé et comprend neuf sabres et neuf baïonnettes avec leurs fourreaux à bouts doubles et un crochet, ceinturon de buffle.

Les hallebardes ont-elles été supprimées avec la distribution des fusils ? Nous ne le pensons pas. Le guet prenait part aux feux de joye et participait à la mousqueterie dont le crépitement alternait avec le bruit plus retentissant du canon.

Il est certain qu'en 1793, les hallebardes, ces « vestiges d'un passé odieux » disparurent et furent remplacées dans le service par des fusils du modèle adopté pour la garde nationale, qui venait d'être organisée et fonctionnait depuis peu.

CHAPITRE IV

Nous avons laissé à leur poste le citoyen Guichard et ses quatre subordonnés (1794), que l'on appelle maintenant les appariteurs de la commune.

Il nous faut revenir un peu en arrière et nous reporter à 1791, année où un décret du 22 juillet, organisant la police municipale, énumère les dispositions générales d'ordre public, les délits et les peines. Ce décret est bientôt complété par celui du 21 septembre relatif à l'établissement de

commissaires de police, dans les différentes villes où ils seraient jugés nécessaires.

L'article premier dit : « Qu'il sera établi des commissaires partout où il sera nécessaire après l'avis de l'administration du département. »

Article II. — Les commissaires veilleront au maintien et à l'exécution des lois de police municipale et correctionnelle ; les municipalités détermineront, selon les localités et avec l'autorisation de l'administration du département, le détail des fonctions qui pourront leur être attribuées dans l'ordre des pouvoirs propres ou délégués aux corps municipaux.

Article III. — Dans les lieux où la loi n'aura pas déterminé le mode de la fixation de leur traitement, il sera fixé par le Directeur du département, sur la demande de la municipalité, l'avis du district et payé par la commune.

Un décret du 1^{er} juin 1792 déterminait l'élection, la durée des fonctions, le costume, la révocation et le serment des commissaires.

Enfin, la loi du 19 vendémiaire an IV (1795), article 10, établissait qu'il y aurait des commissaires de police dans les communes de 5,000 à 10,000 habitants, au dessus il devait y en avoir un par section, l'élection était supprimée et ils étaient nommés par l'autorité municipale.

En conformité de la Constitution de l'an III, Agen, divisé en deux sections pour la police, eut donc ses commissaires ; la municipalité nomma à ces fonctions les citoyens Dutrouilh et Lavergne, au traitement annuel par la commune de 200 livres chacun.

Comme signe distinctif de leur emploi, le décret du 7 juillet 1791, § 48, spécifiait que « les commissaires de police, dans les lieux où il y en a, porteront, dans l'exercice de leurs fonctions, un chaperon aux trois couleurs de

la nation, placé sur l'épaule gauche », et que « les appariteurs chargés d'une exécution de police, présenteraient, comme les autres huissiers, une baguette blanche aux citoyens qu'ils sommeront d'obéir à la loi. »

Sous le Consulat, le premier consul se réserve la nomination des commissaires de police. De plus, la loi du 28 pluviôse an VIII (1799) modifie celle de l'an III et décide qu'il y aura un commissaire dans les villes de 5 à 10.000 habitants et un deuxième par 10.000 habitants d'excédent.

La ville n'a plus alors que l'entretien d'un commissaire.

Cet état de choses subsiste durant une longue période et ce n'est que sous l'Empire, en 1852, qu'une modification sérieuse est introduite dans l'état des commissaires. Nous en parlerons en temps voulu.

Au commissaire de police nouvellement nommé, il fallait des auxiliaires. La ville n'avait alors à son service que les quatre appariteurs sous les ordres de Guichard. C'était trop peu pour assurer à la fois le service de la maison commune et celui de la police de la cité. Aussi le Conseil, après délibération, porta leur nombre à sept et les mit sous les ordres du commissaire de police, en réservant toutefois ceux qui seraient spécialement affectés au service de la mairie.

Quelques années après, il fallut songer au remplacement du commandant Guichard, que son grand âge pouvait d'un moment à l'autre empêcher de remplir ses fonctions.

L'appariteur Caumont jeune fut désigné pour le remplacer. On le nomma à cet effet « caporal » et les appariteurs « furent tenus de lui obéir en tout ce qu'il leur commanderait pour le bien du service de la mairie. » (25 ventôse an XII, 1803.)

Au décès de Caumont l'aîné, survenu le 11 février 1806,

Jean-Pierre Singlande était nommé appariteur et remplissait en même temps les fonctions de concierge de la salle des spectacles, charge nouvelle (7 janvier 1808), cependant que la même année le caporal Caumont était nommé commandant des appariteurs en remplacement de Guichard, décédé (23 août 1808).

Au commencement de 1809, la situation était la suivante :

Les agents de la mairie et de la police se divisent en « agents entretenus et non entretenus ».

Les premiers sont : le commissaire de police au traitement de 1,000 francs, un secrétaire-commis qui fait en même temps partie du bureau municipal, exclusivement chargé d'enregistrer le visa des passeports, de la transcription des rapports et procès-verbaux concernant la surveillance des jeux de hasard, des auberges et boulangeries, de l'usage des nouvelles mesures et de toutes les écritures concernant les divers objets de salubrité, sûreté, etc., il reçoit 900 francs.

Cinq agents, sous le nom d'appariteurs, dont un chef à 500 francs et les autres à 400 francs. Ils sont uniquement aux ordres de M. le Commissaire de police pour la surveillance des foires et marchés, auberges, jeux de hasard, compagnons ouvriers, et la police de toutes les réunions et amusements publics.

Les seconds (non entretenus), sont des agents occasionnels qui coûtent à la ville, environ, 700 francs par an.

Cette division des appariteurs-agents en deux catégories ayant amené des observations du Ministre de l'Intérieur, à la suite desquelles la ville avait expliqué que l'on avait qualifié dans les comptes, agents de police, des hommes de guet employés momentanément pendant les foires ou autres réunions, une division nouvelle est adoptée : Deux agents appelés « appariteurs », comptent pour la dépense

au chapitre administration. Deux appelés « agents de police », sont inscrits au chapitre : Police. Ces quatre auxiliaires continuent d'ailleurs à faire concurremment le service de concierge-portier de l'Hôtel de la Mairie, d'appariteurs et de messagers.

Cependant, en 1816, le Ministre demande une réduction tant sur le nombre des agents que sur leur traitement. Le Conseil lui répondit en faisant valoir les occupations diverses dont ils étaient chargés et la nécessité de conserver ce nombre strictement utile à l'action de la police, car ils suppléent la gendarmerie occupée d'autre part par les autorités supérieures et les tribunaux. Quant au traitement, il était si modique qu'il ne paraissait pas susceptible de réduction ; il prend d'ailleurs la défense de ces braves gens dans une autre circonstance,

Il avait, en effet, accordé en 1817 une gratification à titre de pension de retraite au sieur Bouzou, appariteur. Un décret du 4 juillet 1806 avait bien fixé qu'une retraite serait accordée de droit aux employés du Ministère de l'Intérieur, mais les appariteurs des communes n'étaient pas compris dans cette catégorie ; ils étaient simplement des hommes à gages, aucune retenue ne leur était faite sur leur paye pour la retraite. C'était une lacune. La ville crut de son devoir, à cause de son grand âge et de ses infirmités, de ne pas laisser sans secours un homme qui l'avait servie fidèlement pendant toute sa vie, et, à titre de reconnaissance, une somme de 122 francs lui fut accordée.

Deux ans après, Jean Caumont, chef des appariteurs, décédait (5 mai 1819), il avait 34 ans de service effectif et laissait une veuve et six enfants. La ville, aux termes de l'article 12 du décret du 4 juillet 1806, qui lui était applicable, servit à sa veuve une pension de 150 francs, somme égale à la moitié de la pension à laquelle aurait eu droit son mari pour 34 ans de service. Elle était augmentée

d'une somme de 45 francs pour chacun des enfants qui n'avait pas 15 ans.

Un nom encore connu de beaucoup d'habitants d'Agen et que le célèbre Jasmin a immortalisé dans *las Papillotos* (UN CHARIVARI), c'est celui du commissaire de Gascq, très détesté de quelques-uns, très estimé par tous les honnêtes gens et devenu, en tous cas, très populaire. Ce fonctionnaire, né le 2 juin 1753, était entré au service de la police le 24 août 1803.

Par ordonnance royale du 6 février 1831, M. de Gascq fut remplacé dans ses fonctions et admis à faire valoir ses droits à la retraite. Il avait alors soixante-dix-huit ans. Il lui fut alloué une pension fixe de 475 francs ; mais le Conseil municipal, voulant témoigner à cet honorable citoyen sa reconnaissance pour le zèle qu'il avait toujours montré dans l'accomplissement de ses fonctions, la porta à 600 francs.

Son successeur eut la bonne fortune de recevoir un traitement plus élevé, soit 1,600 francs, dont 400 à titre de frais de bureau, le tout à la charge de la ville.

La solde des appariteurs était également augmentée et portée : celle du chef à 800 francs, celle des autres à 600 francs, afin de leur tenir lieu de toutes les rétributions qu'ils recevaient comme crieurs et afficheurs publics, occupations auxquelles ils sont dorénavant soustraits, afin de donner tout leur temps au service de l'administration et de la police (1840).

En outre, comme l'organisation des veilleurs de nuit qui se composaient d'un brigadier, deux sous-brigadiers et dix veilleurs laissait beaucoup à désirer, parceque ces hommes n'appartenaient pas d'une manière constante et exclusive à l'administration, le nombre des appariteurs fut augmenté et les surveillants de nuit supprimés (1843.)

Une réorganisation complète des agents a donc lieu et

en 1850 la police est exercée par : un commissaire au traitement de 2,000 francs ; un chef des sergents de ville du grade de major à 1,000 francs ; un sous-chef, agent de sépulture, du grade de fourrier à 900 francs ; un brigadier du grade de deuxième fourrier à 700 francs et neuf sergents de ville recevant chacun 600 francs.

Une partie de ce personnel était logée à l'Hotel de ville (6 agents), les autres logeaient au dehors, moyennant une indemnité de 100 francs.

Quelques années plus tard, la ville acheta la maison Belmont rue du Paradis, dans laquelle habitèrent quatre appariteurs avec leur famille (17 janvier 1857).

Comme par le passé, l'habillement était renouvelé tous les trois ans par voie d'adjudication. Le marché comprenait la confection et la fourniture de tous les objets qui composent l'habillement des sergents de ville, tels que capote, habit et pantalons tant d'hiver que d'été, et des bonnets de police forme képi.

La capote était du modèle de sous-officier, avec pattes sur les côtés pour passer un ceinturon de cuir avec boucle devant, galons de grade et passe-poil en argent.

L'habit du modèle de sous-officier a un collet rouge ; retroussis bleus même drap que le reste de l'habit, tour de poches en long sur les basques avec trois boutons ; le tout passepoilé de rouge, à l'exception du collet boutonnant droit devant, grenades rouges pour les neuf sergents de ville et en argent pour le chef et les deux sous-chefs. Le bas des manches conforme au modèle, poches en long sous les basques, ceinture en cuir avec boucle devant, galon de grade et passant en argent.

Le pantalon en drap bleu sans passepoil, en été de coutil gris ou blanc. Bonnet de police, forme képi. Cette dernière coiffure fut remplacée en 1854 par un chapeau.

La loi des 28 mars et 12 avril 1852 avait créé des com-

missaires de police cantonaux. Par suite, celui d'Agen avait été élevé à la 2^e classe et comme conséquence la ville se voyait contrainte à payer 3,200 francs à ce fonctionnaire, soit 800 francs de plus.

Elle protesta et demanda au ministre l'abaissement de classe du commissaire

Cette nouvelle organisation avait amené, comme on le pense, nombre de conflits, et les « cantonaux » disparurent avec l'Empire.

Il n'y a rien à signaler d'intéressant dans l'organisation des auxiliaires de la police pendant un quart de siècle, si ce n'est qu'en 1871, ils furent assermentés, afin d'arriver plus facilement à la répression des contraventions.

Puis, comme le commissaire fait ressortir l'insuffisance du personnel sous ses ordres pour la surveillance des divers quartiers de la ville, et notamment des abords de la gare du chemin de fer, un membre du Conseil, se faisant l'écho de l'opinion publique, exprime le désir qu'il soit fait une nouvelle organisation et des réformes dans le personnel de la police municipale (6 janvier 1873).

En 1870, l'emploi de major avait été supprimé et une inspection de police créée à Agen. L'emploi nouveau avait été confié à Armand Reilhé, avec un traitement de 1.100 francs.

La nouvelle organisation comprenait : Un inspecteur de police chef de corps sous les ordres du commissaire, aux appointements de 1,100 fr. ; un brigadier chargé de la surveillance, 900 fr. ; huit sergents de ville répartis en trois classe pour la solde, 1^{re} classe 850 fr. ; 2^e classe 800 fr. ; 3^e classe 750 fr. ; un agent des mœurs attaché au bureau du commissaire comme secrétaire, 1,000 fr. ; un agent des sépultures, 800 fr. ; deux gardes champêtres à 800 fr. l'un.

Ces trois derniers agents restant auxiliaires de la police en dehors des heures de leurs services spéciaux.

Un garçon de bureau à 800 fr. ; un huissier du cabinet du Maire à 500 fr.

Ces deux agents relevant exclusivement de l'autorité municipale.

Au total seize agents (20 janvier 1873).

L'avantage de la nouvelle organisation était de laisser à la police ses agents, et par conséquent de permettre une distribution et une surveillance des services plus en rapport avec les besoins.

Pour ne pas allonger cette historique, nous passerons toute la période de 1873 à nos jours, d'ailleurs peu fertile en changements intéressant le corps de police de la ville.

Actuellement la police municipale est régie par la loi du 5 avril 1884.

Les commissaires de police sont nommés par décret du Président de la République sur présentation du Ministre de l'Intérieur.

Leurs auxiliaires, sergents de ville ou agents de police que dans certaines villes on désigne encore sous le nom d'appariteurs, sont nommés par les maires, mais sous réserve de l'agrément du Préfet. En principe, c'est au Maire qu'il appartient d'en déterminer le nombre, à moins que la ville ait plus de 40,000 habitants.

Des règlements municipaux déterminent la situation des agents au point de vue traitement, avancement, retraite, etc.

Quant à leurs devoirs, ils ont été si bien définis par le Maire dans la séance du 20 janvier 1873, que nous ne pouvons mieux terminer cette étude qu'en citant textuellement ses paroles :

« L'Administration républicaine ne demande pas à ses agents des complaisances, mais elle exige d'eux la vigilance et l'exactitude. Les gardiens de la cité, salariés

« par la commune, doivent à tous les habitants les mêmes
« égards, la même protection ; étrangers aux intrigues,
« ils ne doivent avoir d'autres préoccupations que celle
« de mériter par leur conduite l'estime et la confiance des
« honnêtes gens. »

N'est-il pas maintenant superflu d'écrire ce que tout le monde pense et dit, et ce qu'une chanson, au siècle dernier, écho fidèle du sentiment populaire, exprimait si bien :

Les agents sont de braves gens...

L^t HOUZELOT.



DU MOUVEMENT ARCHÉOLOGIQUE

DANS LE LOT-ET-GARONNE

Les études archéologiques deviennent de plus en plus à la mode. Il n'est pas un coin de France où elles ne soient en honneur ; et chaque jour voit éclore un nouveau travail, consacré à la science dont les lois ont été si magistralement tracées par Arcisse de Caumont, Quicherat et Viollet-le-Duc.

Le département de Lot-et-Garonne n'est pas resté en arrière de ce mouvement. Et si, actuellement, ses publications sont justement appréciées du monde savant et utilement consultées par lui, il le doit aux patients efforts des travailleurs modestes qui, depuis un siècle, se sont appliqués à mettre en lumière ses richesses, que rien n'a rebuté dans la voie, souvent ingrate et pleine de périls, où ils s'engageaient, et qui péniblement ont posé les premiers jalons.

Il n'est que temps de leur rendre enfin l'hommage qui leur revient. Aussi nous a-t-il paru intéressant de rappeler leurs noms aux générations nouvelles, et, jetant un regard en arrière, de faire aujourd'hui connaître, dans un rapide aperçu et comme à vol d'oiseau, les phases principales de la science archéologique dans notre pays, quels en ont été les promoteurs, les principaux adeptes, sous quel souffle fécond elle s'est épanouie, quels fruits enfin elle a portés jusqu'à nos jours.

Le sol que nous foulons, il ne faut pas l'oublier, est essentiellement gallo-romain. Jusqu'à l'Océan le long des rives de la Garonne, comme sur les bords du Lot, de la Baïse et du Gers, Rome a marqué sa forte empreinte ; et nul n'ignore qu'Aginnum, la capitale des Nitobroges, devint, aussitôt après la conquête, la seconde ville de cette partie de l'Aquitaine, la plus importante après Bordeaux. Aussi

n'est-il pas étonnant que les études gallo-romaines aient, de préférence aux autres, provoqué de tout temps la curiosité des savants Agenais.

Depuis le xvi^e siècle jusqu'à la Révolution, nos plus anciens annalistes, Darnalt, le prieur Labénazie, le chanoine Argenton et le curé Labrunie, n'ont pas dédaigné, dans leurs recherches des origines de notre histoire, d'appuyer leurs dires sur des documents tirés uniquement de l'archéologie.

La première dissertation d'Argenton sur les Nitobroges, reprise plus tard par Labrunie et par Saint-Amans, n'est-elle pas tout entière du domaine de cette science, lorsqu'elle fait connaître les limites de leur territoire, l'emplacement de l'Aginnum gaulois et de l'Aginnum romain, le tracé de ses enceintes successives, l'inventaire de ses antiquités ? Et n'est-ce pas entrer de plain-pied dans l'étude de l'archéologie que de rechercher aussi la situation topographique des principales autres villes de la province, comme Excisum, Cassinogium, Pompejacum, Vellanium, etc. ; questions encore controversées et sur lesquelles la science n'a pas dit son dernier mot.

En même temps que ces doctes écrivains faisaient ainsi sortir du chaos des légendes et des traditions les fondements de notre histoire locale, basés sur des sources irréfutables, un comédien, de passage dans notre ville de 1767 à 1773, conçut l'heureuse idée de croquer sur un album, au fur et à mesure qu'il les rencontrait et pour sa seule satisfaction, tous les vestiges encore existants dans Agen ou ses environs de l'époque gallo-romaine ou médiévale. L'acteur Beaumesnil emporta son recueil avec lui. Et ce ne fut que longtemps après sa mort, arrivée à Limoges en 1787, que ses héritiers, par l'intermédiaire du préfet de la Haute-Vienne, le proposèrent à la Société Académique d'Agen, qui s'empressa de l'acheter. Cela se passait en 1808. Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans, l'âme de la Société à ce moment et l'un de ses fondateurs, fut chargé par ses collègues d'analyser ce travail. Il en présenta le rapport à la séance du 5 janvier 1809, faisant très judicieusement ressortir l'importance de ce cahier unique, écrit il est vrai sans méthode aucune, mais contenant une cinquantaine de dessins à la plume, fort bien faits, quelques-uns d'une fidélité rigoureuse et tous reproduits avec un sens archéologique fort rare pour l'époque (1). Ce précieux manuscrit, dont Saint-Amans

(1) *Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*, t. II, p. 243.

prend la peine de décrire l'un après l'autre tous les dessins, appartient encore aujourd'hui à la Société Académique d'Agen (1).

Quoique fondée en 1776 par des hommes éminents, dont certains, comme Lacépède, le comte de Cessac, Lamouroux, Paganel, Saint-Amans, devaient plus tard devenir illustres à plus d'un titre, la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, uniquement occupée à ce moment de science, de philosophie, de littérature, de beaux-arts, ne semble pas s'être doutée, jusqu'à la Révolution, que l'archéologie pût jamais exister (2).

Quand l'orage fut passé, Saint-Amans chercha bien à attirer l'attention de ses collègues sur un trésor de pièces du x^ve siècle, trouvées près de chez lui, dans la commune de Castelculier (3), et le comte de Villeneuve-Bargemont, alors préfet de Lot-et-Garonne et président de la Société, entreprit de leur faire connaître le résultat de certaines fouilles effectuées à Fréjus (4), et de rechercher aussi « quel « pouvait être le lieu qu'occupait dans l'Aquitaine le peuple désigné « par César sous le nom de Sotiates (5). » L'élan n'est point encore donné. Il faut attendre de longues années, avant que ces questions aient le don d'intéresser, je ne dirai pas le public, mais seulement les membres de la petite Académie.

Une faible lumière, bien timide encore, commence à poindre à l'horizon, vers les premières années de la Restauration. Tandis que, par son ouvrage sur les *Monuments religieux des Volces-Tectosages, des Garumni et des Convenæ*, le chevalier Dumège, d'assez triste mémoire, aborde pour la première fois ces questions (1814), provoquant la curiosité et souvent aussi une sévère critique, un autre archéologue, moins audacieux, mais plus sûr, le baron Chaudruc de Crazannes, inspecteur des monuments anciens de la Charente-Inférieure et conservateur du musée de La Rochelle, se met en rapports

(1) Une importante étude sur l'acteur Beaumesnil, basée sur des documents nouveaux trouvés récemment à Limoges par M. René Bonnat, archiviste départemental, sera publiée sous peu, dans cette Revue, en collaboration de MM. R. Bonnat et J. Momméja.

(2) Voir *Histoire de la Société Académique d'Agen*, par Ph. Lauzun (Paris, Picard, 1900, in-8° de 355 pp. avec portraits).

(3) *Recueil de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen*, t. 1, p. 212, et t. II, p. 220.

(4) *Idem*, t. 1, p. 93.

(5) *Idem*, t. II, p. 275.

avec les savants de l'Agenais et communique à la Société des Antiquaires de France, en décembre 1819, un *Mémoire sur quelques antiquités de la ville d'Agen*. Il y passe en revue la plupart des objets dessinés par Beaumesnil, toutes les inscriptions sauvées lors de la Révolution par Saint-Amans, les sarcophages nouvellement trouvés dans le cimetière de Saint-Caprais, quelques pièces de monnaie Arnaldèse, enfin les deux piles gallo-romaines d'Aiguillon et de Saint-Pierre-de-Buzet, qu'il considère, non comme des temples ni des tombeaux, mais comme des bornes milliaires, servant à fixer de ce côté ouest les limites des Nitobriges, *Fines* (1).

Tout est donc encore au gallo-romain. Le reste ne compte pas. L'art roman, art barbare ! l'art du moyen-âge, les cathédrales gothiques, les tours d'enceintes des villes, les maisons des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, les verrières, les meubles sculptés, les peintures murales, vestiges surannés d'une époque de superstition et d'esclavage, indignes de figurer plus longtemps dans un pays libre qui ne veut plus que du nouveau ! Vainement, Arcisse de Caumont, commence-t-il, du fond de la Normandie, sa campagne généreuse en faveur de la conservation de tous les vieux monuments : non seulement sa voix ne parvient pas jusqu'à nous, mais les municipalités qui se succèdent en ces années néfastes prennent comme à plaisir de détruire l'un après l'autre tous les anciens souvenirs de notre passé, souvent glorieux.

Alors disparaissent les ruines de la belle cathédrale de Saint-Etienne (1836), œuvre de plusieurs époques, bâtie au milieu du ^{xiii}^e siècle, remaniée au ^{xv}^e, mais surtout profondément modifiée et embellie au ^{xvi}^e par les soins des trois prélats italiens, les La Rovère, qui occupèrent d'une façon si remarquable à ce moment le siège épiscopal d'Agen ; et, presque en même temps, la tour si pittoresque de la Grande-Horloge, ancienne porte de la première enceinte, le beffroi de l'Hôtel de Ville, les portes Neuve, Saint-Antoine, Saint-Georges, une grande partie des anciens murs de ville, et aussi de nombreuses maisons fort pittoresques, les unes à pans de bois, les autres plus élégantes et du ^{xvi}^e siècle, comme celle qui passait pour avoir abrité en 1585 la reine Marguerite.

En dehors d'Agen, que de démolitions, de vandalismes, de restaurations mal comprises ! C'est le vieux château de Nérac, une des

(1) *Mémoire sur quelques antiquités de la ville d'Agen*, par M. le baron Chaudruc de Crazannes (Paris, imp. Smith, 1820).

gloires du pays, qui disparaît pierre par pierre. C'est Bonaguil, encore intact, à qui l'on enlève ses charpentes, ses planchers, ses portes, et quelques uns de ses murs. Ce sont les enceintes des bastides du ^{xiii}^e siècle qui s'écroulent presque toutes sous la pioche des démolisseurs. Ce sont les coupoles, les voûtes en berceau, les chevets plats, les peintures murales, souvent si originales, des églises romanes rurales, qui disparaissent pour faire place à des voûtes peinturlurées d'azur foncé et d'étoiles d'or.

Un fait étrange se passa vers cette époque, bien connu de nos pères, mais que les jeunes générations semblent totalement ignorer. Comme il exerça une certaine influence sur les études archéologiques, il est bon de le rappeler ici. Nous voulons parler des fouilles de Nérac et des mystifications du sieur Chrétin.

Au commencement de 1832, on découvrit dans la vieille capitale de l'Albret, sur la rive droite de la Baïse, à l'entrée de cette jolie garenne dont les premiers arbres furent plantés en 1580 par la reine Marguerite elle-même, les substructions d'une riche villa gallo-romaine et en même temps des mosaïques, dont quelques-unes encore sur place, des niches, des réservoirs, des hypocaustes, des plaques de marbre, des débris romains de toutes sortes, le tout parfaitement authentique. Un crédit fut voté par le gouvernement pour la continuation de ces fouilles, dirigées alors par M. Lespiault qui s'adjoignit, l'année suivante, le sieur Théodore Chrétin, artiste peintre, établi à Nérac depuis 1825. Ce dernier prit bientôt en mains la direction des nouveaux travaux. On apprit alors qu'il avait vendu à la ville de Toulouse et à la Société archéologique du Midi de la France des médaillons, des bas-reliefs, des inscriptions, qu'il prétendait avoir découverts dans les fouilles exécutées par lui. Dans le nombre se trouvaient surtout un superbe bas-relief à quatre personnages, dont une femme, un labarum avec inscription taurobolique au revers, de nombreuses inscriptions toutes énigmatiques, un grand médaillon contenant les bustes des deux empereurs Tétricus, enfin un quadrigé triomphal représentant ces deux personnages, assis sur un char et faisant, sous un arc de triomphe, leur entrée dans Bordeaux.

Le monde savant s'émut de ces découvertes. Mérimée, Vitet à Paris, Jouanet à Bordeaux le marquis de Castellane, mais surtout Dumège à Toulouse proclamèrent la beauté et l'authenticité de ce trésor romain. Ce dernier, pour son zèle en toute cette affaire, obtint même de l'Institut une médaille d'or.

Etudiés cependant de plus près par MM. Hase et le baron Sylvestre

de Sacy, les inscriptions, le médaillon et le bas-relief aux quatre personnages furent reconnus entièrement faux, et, dans une lettre écrite par ce dernier à Chaudruc de Crazannes, « indignes d'aucune confiance. » La déception fut vive dans le camp des archéologues. Beaucoup maintinrent leur premier dire. Des commissions furent nommées par toutes les sociétés savantes de la région. Bref, durant toute l'année 1835, on ne s'occupa plus que de cette question.

La municipalité de Nérac cependant jalouse d'avoir été frustrée de ces découvertes et convaincue, malgré la lettre du baron de Sacy, que la plupart des objets étaient réellement authentiques, intenta des poursuites judiciaires contre Chrétin pour soustraction frauduleuse de pièces de valeur lui appartenant. Samazeuilh défendit ses intérêts. Six audiences furent consacrées à l'examen de cette affaire. Finalement Chrétin sortit victorieux de la lutte et fut acquitté, ce rusé mystificateur, en présence du danger qu'il courait, n'ayant pas hésité à avouer que tout était faux et avait été fabriqué par lui. Non seulement devant le tribunal il composa et grava sur une pierre une inscription de sa fantaisie, mais il consentit à donner l'explication de celle sur laquelle avaient pâli bon nombre de savants, *M. T. C. N. D. P.* et qui signifiait simplement : *Maximilien-Théodore Chrétin, natif de Paris.*

Malgré cela, ce qui prouve combien sont tenaces les convictions archéologiques, surtout quand l'amour-propre des archéologues est en jeu, Samazeuilh ne voulut point en démordre. Vingt ans après, il proclamait encore, dans la *Revue d'Aquitaine*, l'authenticité de la plupart de ces objets qu'il avait vus, disait-il, sortir de terre. Avec son autorité incontestable, M. Lebègue est venu peu après trancher définitivement la question. Dans un remarquable article, paru en 1869 dans la *Revue de l'Agenais*, il a démontré preuves en mains la fausseté du tout, sauf du quadriges triomphal qu'il dit provenir directement des fouilles de Martres-Tolosane, commencées déjà, en 1830, par Dumège lui-même. Quant à ce dernier, il le rend responsable de tous ces méfaits, n'hésitant pas à l'accuser de complicité avec Chrétin, lequel ne fut que l'exécuteur obéissant de ses supercheries. Et il résume ainsi ce procès mémorable : « Chrétin, pour n'être pas condamné « comme voleur, se fit acquitter comme faussaire ; et Dumège, pour « n'être pas un mystificateur pris en flagrant délit, fit croire qu'il « était dupe. Tous deux ont tout d'abord fait passer pour vraies les « inscriptions qui sont fausses, et plus tard pour fausses les sculptures « qui sont vraies. »

Somme toute, si cette curieuse affaire jeta au début un certain discrédit sur les trouvailles archéologiques et leur attira force quolibets désobligeants, elle stimula d'un autre côté le zèle des chercheurs et leur apprit surtout combien, en ces matières délicates, un contrôle rigoureux s'imposait.

L'Archéologie devint en effet de plus en plus à la mode. Les découvertes de Nérac mirent tout le département en émoi. Des fouilles furent faites à Fargues où l'on trouva un cimetière mérovingien, d'autres à Pompogne, où se révéla une superbe mosaïque, à Tonneins, enfin à Casteljaloux; ce qui fournit à Samazeuilh l'occasion d'écrire de nouveaux mémoires.

Chaudruc de Crazannes, à son tour, envoya à la Société d'Agen une *Dissertation sur un autel cotif et une inscription trouvés au Mas-d'Agenais*, puis de *Nouvelles Considérations sur les Sotiates*, et aussi une *Notice sur une inscription et un buste trouvés à Saint-Côme, près d'Aiguillon* (1). Enfin Casimir de Saint-Amans, reprenant les dissertations de son père, mort en 1831, les réunit en un volume, après en avoir lu les principaux chapitres à l'Académie d'Agen, sous le titre de : *Essai sur les antiquités du département de Lot-et-Garonne*, avec de nombreuses planches hors texte (2).

En même temps était fondé à Agen, par les soins de Bartayrès, secrétaire perpétuel de la Société Académique et sous la haute protection de Sylvain-Dumon, d'abord député, puis ministre des travaux publics, le premier musée de cette ville. Mais, qui disait alors musée ne signifiait que muséum d'histoire naturelle, les premières vitrines n'ayant jamais renfermé que des ossements paléontologiques, des fossiles, des échantillons géologiques, des collections d'insectes et d'oiseaux, à peine quelques tableaux et quelques monnaies complètement négligées du reste par le public.

Peu à peu cependant les efforts de M. de Caumont furent couronnés dans Agen de quelques succès. Evêque d'Agen de 1841 à 1867, Monseigneur Levezou de Vezins, prélat éclairé, imbu des nouvelles idées, institua, aussitôt après son arrivée dans notre ville, un comité diocésain, composé de prêtres et de laïques, à seule fin de contrôler tous les projets d'édification ou de restauration des monuments religieux. Il prescrivait que le Séminaire serait doté d'une chaire d'archéologie.

(1) *Rerum de la Société Académique d'Agen*, t. IX (1^{re} série) et t. I (2^e série).

(2) *Agen*, 1859, in-8° de 340 pp. avec plus de 50 dessins.

Si presque immédiatement, dans tout le département et jusqu'aux confins des paroisses les plus reculées, cette innovation porta, au point de vue pratique, les fruits les plus heureux, à Agen la première œuvre archéologique ne tarda pas à éclore, digne d'être mentionnée ici. Professeur d'archéologie au Petit-Séminaire, M. l'abbé Barrère, fit paraître en 1856 son *Histoire religieuse et monumentale du diocèse d'Agen depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, en 2 vol. in-4° de plus de 400 pages chacun, accompagnés de nombreuses lithographies à deux teintes. Certes, l'œuvre n'est point parfaite et les critiques nombreuses qu'elle souleva dès son apparition ne sont pas toutes marquées au coin de l'injustice et de la jalousie. En maints endroits la méthode est défectueuse, le parti pris évident. Certains côtés, comme la description technique des églises, sont complètement négligés ; d'autres, comme la partie iconographique, le symbolisme, développés outre mesure et sans études préparatoires suffisantes. Les dessins manquent parfois de proportions. Néanmoins, nous ne devons pas oublier que ce travail fut le premier, traitant de l'archéologie religieuse, qui ait paru dans le département et que l'abbé Barrère avait tout à faire, tout à créer. Pour la première fois, il a pris l'un après l'autre tous les registres poudreux de nos archives départementales et municipales, dont pas un n'était inventorié. Il les a parcourus, annotés, et c'est avec ce qu'ils lui ont révélé qu'il a pu écrire l'histoire du diocèse. Pas une église n'avait été signalée. Non seulement il a cherché à les faire connaître en révélant leurs particularités les plus intéressantes, mais il s'est transporté sur les lieux et les a presque toutes dessinées.

Il faut donc être reconnaissant envers l'abbé Barrère de ce que, le premier dans le département, il a cherché à inculquer par son exemple et ses études le goût de l'archéologie. Malgré ses défauts, son travail restera et sera toujours consulté avec fruit. C'est l'œuvre d'un précurseur.

Les monuments civils ne pouvaient être oubliés. Préfet de Lot-et-Garonne de 1858 à 1864, ancien élève de l'Ecole des Chartes et lauréat de l'Académie des Inscriptions, M. Alphonse Paillard le comprit, et, par arrêté du 18 juillet 1859, il institua à côté du Comité diocésain une Commission d'archéologues, d'administrateurs et d'hommes d'art, qui exerça à son tour la plus profitable influence sur toutes les questions pendantes, justiciables de l'archéologie.

Bon nombre de travaux excellents étaient déjà effectués, de découvertes faites, de pages archéologiques publiées, lorsque la *Société*

française d'archéologie jugea à propos de venir en 1874, après le Congrès de Toulouse, tenir quelques séances à Agen. M. de Cougny, alors directeur, ne négligea rien pour assurer le succès d'une telle entreprise. Il fut vaillamment secondé par tous les érudits de la région. De nombreux mémoires furent lus aux séances fréquentées par un public d'élite. D'intéressantes discussions s'engagèrent. Enfin, une visite aux ruines gallo-romaines de la villa Bapteste, récemment découverte, et qu'on n'a pas craint de regarder comme étant la villa d'Ebromagus de Saint-Paulin de Noles, clôtura dignement cette session. L'impression qui s'en dégagait fut que, dans le département de Lot-et-Garonne, le terrain était prêt pour les études archéologiques et que, des nombreuses graines qui y avaient été semées, allait naître une abondante moisson de travaux, devant se répartir dans toutes les branches de cette science.

Et de fait n'ont-ils pas surgi presque tous à la fois ?

L'archéologie préhistorique, naguère inconnue, prend à ce moment son essor, grâce aux travaux de percement opérés par les compagnies de chemins de fer dans les terrains secondaires de la partie nord-est du département, et, comme conséquence, aux découvertes faites par M. Ludomir Combes, pharmacien à Fumel. *De l'archéologie préhistorique dans le haut Agenais à l'âge de pierre*, tel est le mémoire que lut au Congrès de 1874 cet infatigable chercheur, où il résumait, avec des théories fort contestées, les travaux accomplis par lui depuis les vingt dernières années, mais où, il faut bien le dire, la géologie et la paléontologie trouvaient plus de place que l'archéologie proprement dite. Une discussion passionnée s'engagea sur ces matières, qui provoqua de la part de M. l'abbé Landesque la lecture d'une *Etude sur l'âge de pierre dans la région du nord et du nord-est du Lot-et-Garonne*, et, du docteur de Gaulejac, une *Note sur quelques silex trouvés à Mérigon, canton de Villereal*. Réunis en un dernier volume, sous ce titre un peu suranné : *Les Mondes disparus, ou 40 ans d'études et de recherches sur la géologie, la paléontologie et l'ancienneté de l'homme dans le département de Lot-et-Garonne et les départements limitrophes*, les travaux de M. Combes semblent avoir épuisé le sujet, nul depuis cette époque n'ayant jugé à propos de reprendre ces intéressantes questions. La collection Combes, si précieuse à plus d'un titre, occupe aujourd'hui toute une salle du musée municipal.

En fait d'archéologie religieuse, l'abbé Barrère, avons-nous écrit, avait été un précurseur. L'œuvre définitive n'allait pas tarder à apparaître.

En 1868, un jeune archiviste était envoyé à Agen, qui devait en ces matières faire plus à lui seul que tous ses devanciers réunis. L'absence prolongée et toujours si regrettée de notre ami M. Georges Tholin nous permet du moins de pouvoir dire ici en toute liberté le bien que nous pensons de ses volumineux travaux, et quelle reconnaissance lui doit le département pour les services qu'il lui a rendus. Elève de l'Ecole des Chartes, disciple préféré de Quicherat, archéologue, historien, Georges Tholin apporta dès ses débuts dans toutes ses études les méthodes rigoureuses de l'école ; et c'est de main de maître qu'il traita les différents sujets qui s'offraient à lui, presque tous inédits. M. Georges Tholin a touché à presque toutes les branches de l'archéologie. Enumérer ses travaux, c'est faire depuis trente ans l'inventaire à peu près complet des études archéologiques dans le département.

Sa première œuvre fut son œuvre maîtresse, celle à laquelle son nom restera toujours attaché. Utilisant sa passion pour la chasse à parcourir en tous sens le pays, il entreprit, aussitôt après la guerre, de classer et de décrire toutes nos églises urbaines ou rurales. Il lut à l'une des séances du Congrès de 1874 un court résumé, *Des caractères des grandes églises romanes du Lot-et-Garonne et types principaux des petites*, qui est comme la synthèse de son travail définitif ; et il publia peu après ce dernier, sous le titre d'*Etudes sur l'architecture religieuse de l'Agenais du X^e au XVI^e siècle*, gros volume de 360 pages avec de nombreuses planches et plans, qui lui valut de tous côtés les éloges les plus flatteurs. Cette œuvre, où sont analysés et décrits minutieusement tous nos édifices religieux, romans ou gothiques, rattachés soit à une école provinciale spéciale, soit à quelque type de premier ordre, et où rien de ce qui peut offrir quelque intérêt n'est oublié, doit être considérée comme absolument définitive. On pourra si l'on veut, et comme l'ont fait depuis l'abbé Serret notamment pour la belle église de Moirax, ou encore l'abbé Dubourg pour celle de Layrac, écrire sur les plus importantes églises une monographie plus complète, surtout au point de vue historique ou même iconographique et sculptural, il n'en est pas moins vrai qu'en matière archéologique pure rien de mieux ne saurait être fait. Je souhaite que chaque département possède pour ses églises une œuvre de cette importance et soit aussi privilégié que nous.

Et ce n'est pas seulement l'architecture religieuse qui ait tenté notre savant collègue. Il s'est essayé également dans l'architecture civile, où il s'est occupé des *Anciens Hôtels de Ville d'Agen*, du *Pont sur Garonne*, des *Bastides du XIII^e siècle*, enfin de la *Maison du*

Sénéchal, seul spécimen qu'Agen ait conservé des constructions privées du xiv^e siècle.

En fait d'archéologie militaire, s'il a bien voulu nous laisser décrire les châteaux de *Bonaguil*, de *Xaintrailles*, de *Nérac*, de *Cauzac*, de *Gavaudun*, et aussi ces châteaux si curieux que nous avons dénommés *Châteaux Gascons*, parce qu'ils ne se trouvent guère que sur les limites de l'ancien Armagnac et du Condomois, en revanche c'est avec joie que nous avons accepté de collaborer avec lui pour les monographies des *châteaux de Perricard* et d'*Estillac*, alors que seul il écrivait celle du château de *Sauceterre-la-Lémance*, du château Renaissance de *Lasserre* et, tout à fait à ses débuts, en collaboration du regretté Pierre Benouville, la monographie si complète et si bien illustrée du château de *Madaillan* (1).

Et le gallo-romain, même sur lui, étranger au pays, exerçait son éternelle fascination. Ne lui a-t-il pas consacré, depuis trente ans, des études comme celles-ci, dont les titres seuls disent assez quelle importance et quel intérêt elles peuvent avoir : *Notice sur les sépultures anciennes découvertes dans le département de Lot-et-Garonne* (1873) ; — *Notes sur les stations, les oppidums, les campi et les refuges du même département* (1877) ; — *La villa gallo-romaine de Bapteste* (1874) ; — *Le cimetière du Mas-d'Agenais* (1874) ; — *Trois diplômes d'honneur du IV^e siècle*, conservés au musée d'Agen, en collaboration de M. Magen (1881) ; — *Une inscription trouvée à Hautefige* ; — *Le temple gallo-romain d'Eysses* (1896), etc. ; enfin ses si instructives *Causeries sur les Origines de l'Agenais*, parues seulement dans la Revue, sans tirage à part, et où notre collègue passe en revue les découvertes de l'époque préhistorique, celle de l'époque gauloise, enfin toute la période romaine, avec ses monuments religieux, ses sépultures, ses voies de communication, ses principales villes et villas, en un mot, tout ce qui donne lieu de nos jours à des controverses souvent passionnées et où il a cherché à apporter quelque éclaircissement. Il n'est pas jusqu'aux piles gallo-romaines dont M. Tholin ne se soit occupé ; et s'il nous a laissé le soin de dresser l'*Inventaire général* de tous ces monuments énigmatiques qui existent encore dans notre région méridionale, il s'est plu particulièrement à décrire les deux seules qui subsistent dans le départe-

(1) Tous ces articles et les suivants ont paru dans les différents volumes de la *Revue de l'Agenais*.

ment, leur attribuant plutôt la destination de bornes milliaires que celles de temples ou de tombeaux. Travail considérable, sobrement exécuté selon son habitude, et auprès duquel paraissent assez ternes ceux qui ont pu être écrits sur ces mêmes questions.

Dans le nombre, il importe cependant de signaler les quelques assez rares études archéologiques de M. A. Magen sur : *Deux fours à poteries de l'époque gallo-romaine* (1873), la *Borne milliaire de Roudoulous* (1874) et sur le lieu du *martyre de saint Vincent* et celui où *naquit Louis le Débonnaire*.

Plus récemment : les deux mémoires de MM. Camoreyt et l'abbé Breuils sur l'*Oppidum des Sotiates*, le premier plaidant pour Lectoure, le second pour Sos ; le travail, avec des aperçus nouveaux, de M. A. Nicolaï sur le *Mas-d'Agenais* et le *Cimetière gallo romain de Saint-Martin de Lesques* (1896), quelques unes des *Inscriptions romaines de l'Agenais*, relevées si magistralement et reprises par M. Camille Jullian, professeur à l'Université de Bordeaux, après le travail, tout de compilation de M. J.-F. Bladé sur l'*Epigraphie antique de la Gascogne*, que l'auteur qualifie du reste ainsi lui-même dans sa préface : « Ici, tout le bon appartient à autrui ; je n'en puis « dire autant du mauvais ; » en dernier lieu les études de M. J. Momméja sur les *trésors* que renferme le Musée d'Agen, notamment l'*Apollon* trouvé à deux mètres au-dessous du sol presque au centre de la ville, la *jolie statuette en albâtre*, polychrome, découverte il y a quelques années à Tayrac, enfin sur la *Vénus du Mas d'Agenais*.

Nous nous garderions, dans cette étude sur l'histoire de l'archéologie, de passer sous silence les diverses transformations du Musée, ainsi que les efforts qui ont été faits pour assurer son développement et sa prospérité.

Jusqu'en 1863, le Musée a appartenu à la Société Académique d'Agen. Formé en grande partie de collections d'histoire naturelle, il ne pouvait progresser, faute de ressources et d'appui de la part des autorités. La Société le comprit et l'abandonna à cette époque à la ville. Celle-ci en prit possession, mais ne fit aucun effort pour en assurer la conservation. Après les malheurs de l'année terrible, il ne restait plus rien de ce qui fut autrefois le musée.

Cette situation ne pouvait durer. Un groupe d'archéologues, d'artistes, d'amateurs, se constitua en 1874, bien résolu à fonder un musée qui fût enfin digne de la ville d'Agen. Puissamment secondés par les municipalités d'alors, leurs efforts furent couronnés d'un plein succès. Au commencement de 1878, la Société, qui avait mis à sa

tête M. Ad. Magen et pris comme secrétaires MM. Tholin et G. Marraud, comptait quatre-vingt-quatre fondateurs et deux cent cinquante-six membres. Les dons affluèrent. En moins de cinq ans, le musée d'Agen, très convenablement aménagé dans l'élégant hôtel de Vours et les anciens hôtels privés de Vergès et d'Estrades, prenait place parmi les plus importants de la région du Sud-Ouest. Depuis, il est passé entre les mains de la municipalité qui ne néglige rien pour accroître ses richesses, faisant une part des plus larges à l'archéologie. Les débris gallo-romains, les inscriptions, les sarcophages, les chapiteaux et autres curiosités de l'époque carolingienne et médiévale, les souvenirs de la Renaissance y abondent (1). N'est-elle pas digne de figurer dans les salles du Louvre cette ravissante Vénus du Mas, acquise par le département, la perle du musée, qui, si elle ne prouve pas absolument l'existence d'une école de sculpture particulière à l'Agenais, affirme du moins quels trésors encore inconnus recèle notre vieux sol Gascon et combien nos pères professaient le culte de l'art et celui de la beauté ?

On n'ignore pas que récemment encore, nos collections municipales se sont accrues des richesses artistiques, meubles, faïences, pour la plupart d'origine espagnole, toiles de Goya, etc., léguées à la ville d'Agen par le comte de Chaudordy, ancien ambassadeur de France en Espagne, et de quelques autres objets d'art de grande valeur, comme les meubles anciens donnés par M. de Brondeau de Sénelles, et les quatre grandes tapisseries de Beauvais, les *Quatre Saisons*, envoyées par M. Chaumié, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

En 1874, après le Congrès de Toulouse, la Société Française d'Archéologie n'avait fait que passer à Agen. Jugeant ce séjour insuffisant, elle nous a fait l'honneur d'y revenir en 1901 et d'y tenir cette fois son Congrès annuel. Le compte-rendu de ses séances, magistralement présidées par M. Eugène Lefèvre-Pontalis, professeur à l'Ecole des Chartes, comme aussi celui des nombreuses excursions qui furent organisées à Bonaguil, Monsempron, Perricard, Moirax, Estillac, Aubiac, Madaillan, Moissac, Lectoure et Auch, a

(1) M. J. Momméja, l'érudit conservateur, prépare en ce moment un Catalogue raisonné et aussi détaillé que possible de tous les objets du Musée d'Agen.

déjà été publié dans la Revue (1). Nous n'y reviendrons pas. Qu'il nous suffise de dire que jamais Congrès ne fut mieux rempli.

M. Momméja, par sa savante étude sur l'*Oppidum des Nitiobriges*, M. l'abbé Dubos, par son *Essai sur l'identification des lieux du martyre de saint Vincent*, M. C. Jullian, par sa communication sur l'*Origine des Déesses Tutelles* dans le sud-ouest de la Gaule, M. l'abbé Marboutin, par son étude sur les *Souterrains de l'Agenais*, M. Courau, par sa monographie de l'*Eglise de Clermont-Dessous*, M. O. Fallières, par ses *Documents sur le Pont d'Agen*, nous-même, par nos chapitres sur les *Anciens châteaux de l'Agenais* et les *Piles gallo-romaines* de la région, avons répondu aux principales questions du programme. Et de ces assises scientifiques sont résultés, par leurs enseignements féconds, une impulsion plus vive, un goût plus prononcé pour les études d'archéologie locale.

Depuis, n'a-t-elle pas été continuée la série des monographies de quelques-uns de nos plus intéressants châteaux, tels que ceux de *Lusignan*, de *Fontirou*, de *Fauguerolles*, des *tours de Barbaste*, ou des autres résidences seigneuriales les plus pittoresques, comme le joli manoir de *Lagrange-Monrepos*, en Albret, ou encore l'imposant château de *Calonges*, près du Mas d'Agenais ?

M. Momméja n'a-t-il pas donné une description détaillée du beau *rétable de l'église de Fongrave*, et dans ses notes sommaires n'a-t-il pas signalé les trouvailles les plus récentes, effectuées dans le département ? Enfin, M. Malbec n'a-t-il pas révélé aux yeux émerveillés du public les curiosités naturelles des principales grottes du Lot-et-Garonne, et par ses intéressantes études n'a-t-il pas fait faire un grand pas à cette science toute nouvelle de la spéléologie et de l'hydrologie souterraine ?

L'archéologie agenaïse est donc loin d'avoir dit son dernier mot.

Le champ le plus vaste demeure ouvert aux investigations futures.

En matière d'archéologie religieuse, l'œuvre, il est vrai, peut être considérée comme achevée, M. G. Tholin ayant, semble-t-il, épuisé le sujet.

Mais en fait de préhistorique, de gallo-romain, d'archéologie médiévale, quelle ample moisson reste encore à glaner ! que de surprises, des fouilles intelligemment pratiquées, ne réservent-elles pas ? Sous la ville seule d'Agen git indubitablement toute une cité

(1) *Revue de l'Agenais*, t. xxviii, p. 285. Article de M. R. Bonnat.

romaine, une nouvelle Pompéï, renversée par les Barbares, et qu'ont recouverte peu à peu, souvent à cinq et six mètres de hauteur, les alluvions apportés par les crues successives de la Garonne. Chaque nouvelle découverte l'atteste, provoquant chaque fois une curiosité de bon augure. Et dans nos campagnes, que de substructions romaines, d'objets de l'époque celtique, de bronzes et de marbre, de fragments de mosaïque, de vestiges de toutes sortes des premiers siècles, qui n'attendent que le moment d'être ramassés, décrits et classés.

Dans le domaine de l'archéologie militaire, en plus des études importantes déjà publiées, ne reste-t-il pas à mentionner et à décrire plus complètement, avec plans et planches à l'appui, les stations, castrum, oppidum, refuges de toutes sortes des premiers occupants ; et aussi les mottes ou buttes féodales, les rares châteaux des x^e, xi^e et xii^e siècles ; ceux, beaucoup plus nombreux, des xiii^e et xiv^e, soit qu'il en demeure quelques vieux pans de mur, soit qu'il n'en reste plus que le souvenir ? Une étude des moulins fortifiés, indiquée seulement par M. Tholin, et celle des manoirs de la Renaissance dont les élégantes tourelles décorent si pittoresquement les pentes de nos coteaux, ne s'impose-t-elle pas, prenant comme modèle le beau travail de Léo Drouyn sur la *Guienne Militaire* ? Notre région à cet égard n'est-elle pas aussi riche que le pays girondin ?

Enfin, en matière d'archéologie civile et privée, tout n'est-il point encore à faire ? Les bastides du xiii^e siècle, les hôtels de ville, les hôtels particuliers, les si curieuses maisons à pans de bois du xvi^e siècle, qui tous les jours disparaissent, attendent leurs historiens.

La numismatique, la sigillographie, doivent-elles être oubliées ? Et les anciens usages, les superstitions locales, tout ce qui constitue le folk-lore agenais, les coutumes des villes-neuves, les costumes d'autrefois, les beaux-arts anciens, les arts industriels, tels que la céramique, la faïencerie régionale, la verrerie, l'orfèvrerie du moyen-âge, dont les crosses émaillées, trouvées sous les ruines de Saint-Etienne d'Agen et la chässe de saint Louis à Lamontjoie nous offrent de si curieux spécimens, les meubles, les tapisseries, les ornements et décorations d'églises, les carrelages vernissés, les missels, les antiphonaires, les émaux, les vieilles estampes, toutes choses auxquelles le monde savant attache chaque jour plus de prix, ne méritent-elles pas qu'on s'en occupe et de devenir le sujet de nouvelles et attrayantes études.

Poser ces questions, c'est déjà les voir résoudre. Pourquoi l'Agenais ne serait-il donc pas aussi favorisé que les autres provinces ? De

tous côtés, en effet, les Sociétés savantes les abordent. Et ce ne sont pas seulement les brillants élèves, formés aux enseignements précieux de l'Ecole des Chartes ou des Ecoles de Rome, d'Athènes et de l'Institut du Caire, qui prennent la direction de ce mouvement ; les plus humbles travailleurs les suivent et les imitent, s'efforçant, comme eux, de maintenir la science française à la hauteur de celle des autres nations. Entre leurs mains, nous en sommes sûr, les travaux archéologiques ne périliteront pas ; ils ne pourront que se développer à l'aise et prospérer. Ce sera l'œuvre de demain.

PH. LAUZUN.



UNE ÉMEUTE EN ALBRET

SOUS ALAIN-LE-GRAND

Il existe aux Archives des Basses-Pyrénées un mémoire adressé à Alain-le-Grand et relatant les détails d'une émeute qui eut lieu dans les dernières années du règne de Louis XI, aux environs de Casteljaloux, contre les agents fiscaux du sire d'Albret et du roi de France.

En publiant ce document inédit, nous le faisons précéder de quelques notes, très courtes, sur Alain dont M. Achille Luchaire a donné une excellente biographie (1) et d'indications plus étendues sur l'époque où la révolte a eu lieu, sur la région où elle a pris naissance, enfin sur le caractère des hommes qui y ont été mêlés.

I

On comprend que la vie d'Alain-le-Grand ait tenté la curiosité d'un érudit qui s'était donné comme tâche d'étudier l'administration royale et la féodalité dans le Midi de la France, à la fin du ^{xv}^e siècle.

Ce grand seigneur terrien avait su, en effet, non-seulement conserver mais encore accroître sa puissance au milieu des

(1) *Alain-le-Grand, sire d'Albret (1440-1522)*, par A. Luchaire, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'histoire, docteur ès-lettres. Paris, Hachette, 1879.

ruines d'un passé qui allait disparaître. Ses ancêtres, il est vrai, partis d'une petite seigneurie perdue dans les landes, avaient su acquérir, par leur habileté, autant que par de petites guerres incessantes avec leurs voisins, les comtes de Foix et d'Armagnac, d'immenses domaines et purent ainsi exercer, pendant la guerre de Cent Ans, une influence prépondérante dans le Sud-Ouest.

Alain trouva le moyen d'augmenter encore celle-ci en mariant son fils aîné, Jean d'Albret, avec Catherine de Foix, reine de Navarre, propre nièce de Louis XI par sa mère Madeleine de France, princesse de Vianne. Catherine était héritière d'un royaume indépendant et du comté de Foix. L'ambition d'Alain ne connut, dès lors, plus de bornes et il conçut la pensée hardie d'ériger ses terres, allant des rives de la Garonne à celles de l'Ebre, en un état intermédiaire entre la France et l'Espagne sous le nom de Royaume de Gascogne.

Ce fut cette idée autant que sa puissance territoriale et son influence qui lui fit donner le surnom sous lequel il est connu. Sa politique est tortueuse, il n'a pas de sentiments élevés, il édifie sa fortune par tous les moyens. Pour plaire à Louis XI, il accepte l'union de sa sœur avec Boffile de Juge, une des créatures les plus discréditées du Roi, puis, profitant de la mésintelligence qui existe dans ce ménage, il soutient son beau-frère contre son propre sang, afin d'hériter de ses biens mal acquis. Pour faire de son second fils, Amanieu, un cardinal et gagner les bonnes grâces d'Alexandre VI, il n'hésite pas un instant à faire le malheur de sa fille, Charlotte d'Albret, en la mariant à César Borgia, duc de Valentinois. On le voit profiter de sa situation de curateur du dernier comte d'Armagnac qu'il enferma à Casteljaloux pour s'emparer de ses domaines.

Il n'y a, en réalité, rien de grand dans tout cela et ce fils d'un gascon et d'une bretonne (1), né loin de son pays, dans le

(1) Son père, Jean d'Albret, vicomte de Tartas, avait épousé Catherine de Rohan.

diocèse de Saint-Brieuc, sembla toujours plus soucieux de montrer les défauts des deux races dont il procédait que d'en faire remarquer les incontestables qualités. Au physique, on le représente comme lourd, grossier, farouche et dur, ayant la figure couperosée et boitant comme son bisaïeul le connétable. De plus il était de petite taille comme tous les membres de la maison d'Albret. Ces désavantages personnels semblent avoir eu une action sur son moral de telle sorte qu'on se représente difficilement cet homme comme un des aïeux d'Henri IV (1).

« Les Toulousains ne nous aiment pas », dit quelque part un de ses hommes d'affaires. Cela tenait à ce qu'Alain entravait le commerce de la Garonne entre les deux capitales du Sud-Ouest par la perception, sur le fleuve, de droits de péage rigoureusement exigés, depuis Tonneins jusqu'à Langon et portant sur toute espèce de denrées : blé, huile, vin, sel, merlus, harengs, drap, cuir, pourceau mort ou vif, brebis, saumon, lamproie, juif ou juive, juive enceinte, épices, plomb, étain, fer, cuivre, bœufs, vaches, chèvres, juments, ânes, ânesses, etc.

II

De grandes difficultés se produisirent à propos de ces péages. A son enquête, cependant très complète sur les diverses phases du gouvernement d'Alain, M. Luchaire ne crut pas devoir joindre le récit de notre émeute qui éclata, il est vrai, assez loin du grand fleuve, dans les paroisses d'Antagnac, Ruffiac, Saint-Martin-de-Curton, Bouglon et Moncassin. — De plus, elle eut lieu, non à propos de péage, mais de sommes à percevoir pour le compte du Roi et au sujet de l'« entretè-

(1) Il était en réalité son quart'aïeul, car du mariage de Jean d'Albret, son fils aîné, et de Catherine de Foix, reine de Navarre, cité plus haut, naquit Henri II d'Albret, qui épousa Marguerite de Valois. Or, la fille de ces derniers, Jeanne d'Albret, eut Henri IV de son union avec Antoine de Bourbon.

nement des gens de guerre. » — Cet épisode de l'histoire du sire d'Albret n'en est pas moins intéressant. On peut se demander, en effet, si ce mouvement de toute une population, excédée par ses exactions, est dû uniquement à son impopularité ou s'il n'a pas été encouragé, en sous mains, par lui, afin de se venger de dispositions prises par Louis XI à son égard. Au moment où il se produit, Alain n'est pas dans le pays, où réside seulement sa mère et rien ne nous apprend qu'il se soit employé à le réprimer.

C'est que le Roi avait confirmé, le 18 décembre 1476, l'ordonnance signée, six ans auparavant, par son frère Charles, alors duc de Guienne, qui, à la supplication des marchands de Bordeaux, avait révisé minutieusement le tarif des sommes dues pour les péages du sire d'Albret. Alain, **faisant contre** fortune bon cœur se résigna, en « **vray obéissant à la justice du Roy** » tout en déclarant que ses revenus, de ce fait, diminuaient de moitié, mais il n'était pas homme à oublier le **préjudice** que lui causait le souverain et à ne pas se réjouir **intérieurement** des embarras qu'il pouvait éprouver. L'émeute se rattacherait, dans ce cas, à la question des péages. Une telle supposition, que le caractère du personnage rend vraisemblable, nous aidera bientôt à fixer approximativement l'époque où eut lieu l'émeute dont les détails sont consignés dans notre document.

Disons, tout d'abord, que ce dernier n'est pas daté. Il porte au dos, en guise de titre, ces simples mots : *Mémoire à Monseigneur*, ce qui prouve seulement qu'il est le rapport officiel et contemporain, adressé au sire d'Albret, des faits qui y sont relatés. L'écriture, incontestablement de la fin du xv^e siècle, vient confirmer notre opinion (1). Nous pouvons, du reste, préciser l'époque du soulèvement.

Alain perdit son père Jean d'Albret, vicomte de Tartas, en 1467, mais son aïeul, Charles II, qui eut une si grande

(1) Le document est sur papier. On a constaté le caractère de son écriture au moment où il a été inventorié et inséré dans la série E des archives des Basses-Pyrénées sous le n° 84 bis.

part dans l'expulsion des Anglais de la Guienne, ne mourut qu'en 1471. Il était seigneur de l'Albret et ce n'est pas évidemment avant cette date qu'Alain en prit possession. La mère de ce dernier, Catherine de Rohan, que notre texte appelle « Madame de Tartas » se trouvait habiter le château de Casteljaloux, au moment du soulèvement des cinq paroisses nommées plus haut. Cette demeure semble lui avoir été constituée en douaire. Elle mourut le 1^{er} mai 1479 (1).

Il est donc *certain* que la révolte eut lieu entre 1471 et 1479. Nous croyons même, par les raisons données plus haut, qu'on peut resserrer ces dates et placer, entre l'ordonnance de Louis XI, signée dans les derniers jours de 1476 et le décès de la mère d'Alain, advenu dans la première moitié de 1479, un fait qui a dû se produire dans les années 1477 ou 1478.

Cherchons maintenant à qui en voulaient les habitants des paroisses d'Antagnac, Ruffiac, Saint-Martin-de-Curton, Bouglon et Moncassin. On lit en marge du manuscrit conservé à Pau, et d'une écriture moderne, que l'émeute était dirigée contre les receveurs du sire d'Albret.

En réalité, et d'après le rapport fait à Alain, il est spécifié, avec une intention marquée, qu'il s'agit plutôt des commissaires et des officiers du Roi envoyés pour imposer les paroisses au sujet du paiement des gens de guerre et pour percevoir la taxe établie.

Après avoir constaté que les révoltés se rassemblent dans les bois, élisent des « capitaines de peuple », jurent de vivre et de mourir ensemble, après avoir donné les noms des princi-

(1) Nous devons à l'extrême obligeance de M. Joseph de Loye, ancien membre de l'Ecole française de Rome, archiviste des Basses-Pyrénées, l'indication précise de la mort de Catherine de Rohan. Elle est écrite, en toutes lettres, dans le registre E. 82 de son dépôt, f° 1. « C'est le myme et desclarcion des terres, rentes et héritages que tenoit feue de bon mémoire, haulte et puisante dame, dame Katherine de Rohan, en son temps vicontesse de Tartas et dame etc. . au temps et paravant son deczois advenu le premier jour de may l'an mill cccc sexante dix neuf et cheuz en rachat par icely deczois en la main dudict nostre Souverain seigneur en sa balye et juridiction, etc..... »

paux meneurs, parlé des mauvais traitements infligés aux collecteurs, des informations qu'ils présentèrent au Conseil du Roi à Bordeaux, des arrestations qu'ils opérèrent, de la manifestation faite à Casteljalous, le rédacteur du mémoire dit que les officiers du Roi étaient avec ceux de son seigneur et Madame de Tartas « dedans le chasteau pour consulter sur « ceste matière ».

III

La région où l'émeute prit naissance est située à l'ouest du département actuel de Lot-et-Garonne et dans les cantons voisins de Bouglon et de Casteljalous. A l'exception de la plaine de l'Avance qui n'a qu'un kilomètre de large, on peut dire que cette région est occupée, en grande partie, par des bois. Leur étendue était bien plus considérable au ^{xv}^e siècle, car les défrichements qui en ont été faits sont relativement modernes. Ces bois sont encore très importants : pour la commune de Saint-Martin, leur superficie est égale aux trois quarts de son territoire, pour Antagnac, à la moitié, pour Ruffiac, aux deux cinquièmes. Les terres qui entourent Moncassin sont actuellement dénudées et, dans ce pays si verdoyant, rappellent, par leur aridité, les causses du Quercy. Mais il ne présentait, sans doute pas, cet aspect, il y a trois siècles, alors qu'une forêt de chênes dont il reste un peu partout, sur le bord des chemins, sur la lisière des propriétés, de beaux arbres isolés, plusieurs fois centenaires, semble en avoir entouré le chef-lieu (1). Aussi, d'une façon générale, il devait être facile autrefois de se transporter, à travers bois, d'un endroit à un autre. Encore aujourd'hui, on pourrait aller d'une extrémité de Ruffiac à l'extrémité opposée de Saint-Martin et pendant un parcours de quinze kilomètres, sans sortir des

(1) La raison du défrichement, poursuivi sur ce point, est que le sol dur, exigeant beaucoup de fatigue, n'en est pas moins d'une certaine fertilité, propice à la culture de la vigne, qui donne un petit vin mousseux et capiteux.

bois. Il en serait presque de même de Ruffiac à Moncassin. Nous avons visité, de ce côté, un certain nombre de vallons sauvages, isolés, inaccessibles, au milieu des fourrés, à qui ne connaîtrait parfaitement la topographie du pays. Eloignés de toute route et de toute maison, ils seraient encore on ne peut plus favorables à des conspirateurs qu'il deviendrait facile d'assembler au nombre même d'un millier et d'amener, si le secret de leur réunion était bien gardé, aux portes de Casteljalous, à l'insu de toutes les autorités. Cette contrée est, dans son étendue, dominée généralement par les villages et des signaux peuvent s'échanger de l'un à l'autre, par exemple entre Ruffiac et Moncassin. La présence sur un point des agents fiscaux et des sergents devait être promptement signalée et permettre aux révoltés de combiner leurs mouvements afin d'éviter toute surprise. Les noms d'un certain nombre de ces derniers sont donnés dans notre texte. Nous ne savons si on retrouverait aujourd'hui ces noms dans la campagne, mais le caractère physique ou moral de la population n'a pas dû changer considérablement depuis trois siècles. Dans les pays de forêts, comme dans les pays de montagnes, la race se conserve plus pure et sans mélange d'éléments étrangers. A Ruffiac, le type gascon s'observe encore, mais à Antagnac et à Saint-Martin de Curton les landais, appelés plus communément lanusquets, dominant. Grands et maigres, ils rappellent, par leurs traits, ce que le type espagnol présente de plus caractéristique et que nous a conservé le portrait légendaire de Don Quichotte. Non révolutionnaires mais indépendants, ayant fourni à Henri IV ses meilleurs soldats, ils montrent encore l'audace qui a rendu si populaire parmi nous ce corps d'élite, allant de l'avant sans rien craindre et que l'on nomme les mousquetaires. Le récit de notre émeute peint bien leur énergie. Ils ont frappé dur et ferme sur les agents envoyés contre eux et cela jusqu'à l'effusion du sang, puis, sans hésiter, ils se sont portés sur Casteljalous afin de ramener en leurs maisons ceux des leurs qui avaient pu être saisis et enfermés dans les prisons de cette ville.

Comment sont-ils entrés dans cette dernière au nombre de

soixante à quatre-vingt « armés et embastonnés ? » Probablement par la porte Saint-Raphaël qu'ils choisirent, dit le mémoire, pour leur sortie. Là, ils ne semblent pas avoir rencontré de résistance sérieuse.

Après avoir déclaré devant la porte « regnyant et blasphémant le nom de Dieu » qu'ils auraient les prisonniers ou rompraient les portes ou prendraient le commissaire et ses gens, ils demeurèrent là tout le jour et, vers le soir, on les laissa entrer ayant demandé de le faire « sous ombre d'aller boyre. » En réalité, ils se dirigèrent vers le château comme nous l'avons dit plus haut. La porte Saint-Raphaël commandait un pont qui existe encore sur l'Avance et où viennent aboutir les routes de Moncassin, Villefranche, Nérac, Farges et du Sendat. Il existe quelques ruines de cette porte, un pan de mur et un commencement de voûte. Il y a aussi quelques restes du château qui en est peu éloigné et dont les remparts dominant également l'Avance lequel lui sert de fossé, se confondaient avec ceux de la cité auxquels ils faisaient suite. Ils défendaient particulièrement le quartier où est aujourd'hui l'église paroissiale.

Ce qui nous fait supposer que les émeutiers entrèrent dans la ville comme ils en sont sortis, par la porte Saint-Raphaël, c'est la position des côteaux voisins. Ils s'avancent en s'abaissant insensiblement de ce côté de sorte que, protégée par les bois qui la couvraient, une troupe pouvait se présenter à l'improviste sous les murs, avant qu'on ait pu en augmenter la garde.

Aujourd'hui deux boulevards se rencontrent à cette porte. Un d'eux, séparé de la ville par l'Avance, est parallèle à la route actuelle de Marmande. L'autre, entre l'Avance et la ville, va du quartier de la Cardine à celui de la Carraque. C'est ce dernier dont il est question dans le texte et où les révoltés manquèrent de mettre à mal un officier fiscal, « le receveur du collecteur » pour le Roi, s'il n'avait été secouru à temps par un sergent.

Toutefois ils n'osèrent, avant de partir, enfoncer les portes des prisons où étaient enfermés les meneurs dont on n'avait pu

s'emparer et cela « pour doute de justice », ce qui prouve que sous Louis XI, l'autorité royale s'imposait à tous.

Le centre du mouvement semble avoir été Saint-Martin-de-Curton. Un jour où le commissaire et le sergent venaient opérer une arrestation, les cloches de la vieille église romane sonnent le « toque saint » tandis que tous les habitants prennent les armes et battent les officiers de justice.

Les informations, faites à la diligence de ces derniers, furent présentées au Parlement de Bordeaux, créées par lettres patentes de Louis XI, datées de Chinon, le 10 juin 1462, mais les Archives des Basses-Pyrénées ne nous disent pas la suite donnée à cette affaire par cette cour de justice (1).

On est étonné, en lisant le mémoire adressé au sire d'Albret, de ne pas voir figurer dans cette révolte qui s'est étendue sur les deux rives de l'Avance, de Moncassin à Ruffiac, des paroisses comme Poussignac, Veyrie et d'autres situées dans la même région. Il est fort probable qu'un certain nombre de leurs habitants s'associèrent au mouvement mais le document n'en parle pas (2).

C^{te} DE DIENNE.

MÉMOIRE A MONSEIGNEUR

Pour advenir Monseigneur du cas advenu en ses seigneuries par les habitants des paroisses d'Anteignac (3), Ruffiac (4), Saint-Martin

(1) Peut-être la trouverait-on dans les registres du Parlement de Bordeaux, dont le premier, remontant à 1463, est conservé aux archives départementales de la Gironde. (Obligante communication de M. l'abbé Dubois.)

(2) Cette observation nous a été faite par M. l'abbé Doumax, curé de Ruffiac, avec lequel nous avons parcouru le pays qu'il connaît fort bien. Nous lui adressons ici nos vifs remerciements pour le grand nombre de renseignements topographiques, archéologiques et ethnographiques qu'il a bien voulu nous fournir. M. Doumax connaît non seulement le pays, mais il l'aime, comme ont pu s'en apercevoir les nombreux auditeurs de la charmante et très littéraire conférence faite par lui, l'an dernier, à Agen, sur *les Charmes d'un presbytère de campagne*.

(3) Antagnac, 377 hab., canton de Bouglon. arr. de Marmande (Lot-et-Garonne).

(4) Ruffiac, 522 hab., canton de Bouglon, arr. de Marmande (Lot-et-Garonne).

de Curtons (1), Bouglon (2), Mont-Cassin (3) et autres leurs adherents et complisses par le monopolle et conspiracion par eulx propausé contre le Roy et mondit seigneur, les officiers, au mépris et irrévérance d'eulx et de leur autorité et préhéminance, en connectant force publique, voye de fait, port d'armes, collusion, assemblée et congrégation illicite à son de campane et toque saint (4), prohibé et deffendu en faisant cheffz et capitaines de peuple et autres rebellion et désobéissance contre ledit seigneur et pour fouyr aux paiements et subsides par lui imposez en son royaulme pour l'entretienement de ses gens de guerre comme apparait ci-apprès ainssi qui censsuit :

Et premièrement

Est vray que le Roy nostre Sire a acoustumé, chacun an, mettre sus et imposer par ses officiers certaine somme de deniers pour le paiement de ses gens de guerre ès pays de Gascongne entre lesquieulx sont situées et comprises les terres et seigneuries de mondit seigneur.

Laquelle chose a esté faite, l'année présente (5) comme les précédentes, et par les officiers du Roy nostre Sire par lui à ce expressement envoyés. Lesquieulx commissaires ont mis, assis et imposé, sur les terres de mondit seigneur, contribuables au payement des lances en Agénois et Basadois outre et pardessus le payement accoustumé la somme de V^e VIIⁱ tournois, laquelle a esté assise et départie sur les habitants desd. terres, comme les sommes autrefois acoustumées, le plus justement que possible a esté et assignacion faite aux termes accoustumés.

Et comme il soit aussi que, aux payements ordonnez, les receveurs et collecteurs à ce commis ont esté sommer et requérir les habitants des paroisses susdites faire payement de toute cocte et portion a eulx imposee, lesquieulx ont esté de ce faire refuser et n'ont en riens voulu auctemperer ni obeyr.

(1) Saint-Martin de Curton, 840 hab., canton de Casteljaloux, arr. de Marmande (Lot-et-Garonne).

(2) Bouglon, 702 hab., chef-lieu de canton, arrond. de Marmande.

(3) Montcassin, arr. de Marmande.

(4) Voir sur ce mot et son orthographe ancienne le *Dictionnaire étymologique de la langue française*, de Brachet.

Le tocsin s'écrivait encore au xvii^e siècle *toquesin* composé de *toque*, action de frapper et *sin*, provenant du latin, *signum* qui dans les textes mérovingiens signifie cloche. (Grégoire de Tours (3-15).

(5) Voir ce que nous avons dit plus haut au sujet de la fixation très approximative de cette année.

Mais ce sont eslevez et emeuz et fait conspiracion ensemble, c'est assavoir Bidau de la Borde, Raymond de la Glère, Jehan de la Tapye, Bidon de la Badye, Bernard de Lestande, Menton de la Verdun et autres.

Lesquieulx ont seduit les habitants des paroisses susdites et vouleu convertir la pluspart des autres seigneuries de mondit seigneur pour contredire et obvier au vouloir et plaisir du Roy et empescher le payement de ses gens d'armes.

Et mesmement ont escript lettres per chacunes desd. seigneuries de leur auctorité, les ont fait assembler en ung bois sans, sur ce, avoir congié du Roy, de mondit seigneur ne d'aultre, et illec ont fait faire serment ausd. habitans de ne payer rien desd. deniers à eulx imposez.

Et par led. serment fait entre eulx, ont juré eulx secourir et ayder les ungs aux autres et ne payer rien, et. se aucuns officiers les y venaient contraindre, eulx deffendre envers tous et contre tous à mort et à vie et feroient leur assemblée par toque saint d'une eglise en autre et la morroyent et vivoient ensemble.

Or est aussi que, le premier terme de payement escheu, ils furent sommés et requis de payer par les officiers du Roy et de mondit seigneur dont tous les habitants desd. seigneuries de Monseigneur payèrent, réserve des paroisses susdites, lesquieulx contredirent et se mirent en déffence disant qu'ils n'en payeroyent, sinon comme anciennement avoient acoustumé et pour ce que les collecteurs les voulurent contraindre, ilz les batirent et osterent les gaiges.

Item que, au second paiement, firent le semblable et d'eulx mesmes se assemblèrent en lieu champestre et, de rechief, confermèrent leurd. serment de eulx deffendre envers tous et contre tous, sans riens payer.

Item que quand le collecteur les envoya exécuter, ils se mirent en déffence et batirent les sergents et leur oterent les gaiges et non contents de ce firent serment que, se ilz y tournoient plus, ils les endomaigeroient en leurs personnes.

Laquelle chose veue, le receveur les requist faire payement et les exorta par doulceur, mais ils firent response qu'il n'estoit qu'un pillhart et n'en feroient rien.

Et lors ledit receveur voyant ceste force et inobédience, fit, de ce, faire informations, lesquelles y porta au Conseil du Roy à Bourdeaux auquel elles furent décrétées et par vertu d'icelles obtint lettres de la chancellerie, narratives des choses susdites par lesquelles estoit mandé au sénéchal du Basadois ou son lieutenant que se il lui

apparoissoit des choses susdites, qu'il procédait a rigueur de justice contre eulx par prinse de corps et de biens.

Par vertu desquelles, le commissaire sur ce ordonné s'est transporté sur les lieux, lequel deuement informé de toutes les choses susdites et, de plus, a voulu procéder à la prinse des délinquants pour en faire pugnicion ainssi que mandé lui estoit et print un des délinquants et, le lendemain, se transporta en la maison des autres pour les prendre au corps, comme dit est, mais incontinent qu'il fut en lad. paroisse de Saint-Martin, lesd. habitans de ce assavantés firent le toque saint et se assemblèrent en grant nombre a port d'armes, voye de fait et batièrent led. commissaire et à sergent firent plusieurs playes et leur osterent les gaiges et, en effait, les en convinrent fouyr comme forcez.

Et le landemain, se assemblèrent les habitans des paroisses susdites à toque saint fait à chacune d'icelles et se trouverent ensemble armez et embaïstonnez jusques à soixante ou IIII^{xx} hommes, lesquieulx vindrent en cest habillement devant la porte de Casteljeloux (1), regnyant et blasphémant le nom de Dieu, qu'ils auroient les prisonniers ou romproient les portes ou, en deffaut de ce prendroyent led. commissaire et ses gens et demeurèrent, en cest état, devant lad. porte tout le jour jusques au soir et s'en allèrent.

Mais, avant leur partement, ils entrèrent dans lad. ville de Casteljeloux soubz ombre d'aller boyre, voyant et scavans (*sic*) que les officiers du Roy et de mond. seigneur estoient ensemble dedans le chasteau avec Madame de Tartas pour consulter sur ceste mesme matière et regardèrent entre eux s'il leur estoit possible rompre les portes des prisons pour avoir les prisonniers du Roy, mis en icelles comme dessus est dit.

Et pource qu'ils ne sceurent, ne peurent et aussi n'osèrent rompre la porte desd. prisons et qu'il les en convenoit aller pour doubte de justice, ils en vindrent à la porte St-Raphaël pour eulx en aller hors lad. ville. Et (2)

Et ainssi qu'ils furent au boulevard de lad. ville, pour eux en saillir, ils trouvèrent, en iceluy boulevard, Pierre [en blanc] receveur du collecteur pour le Roy nostre sire à recevoir les deniers par eulx

(1) Casteljalous 2,048 habitants, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne).

(2) Il n'y a pas là interruption. Après avoir écrit *Et*, le scribe a pensé qu'il fallait mettre cette phrase à la ligne.

deuz, lequel estoit en ceste matière. Et lors iceulx habitants le prindrent au corps, les ungs par les bras et les aultres le touchoyent devant eulx avec les harnoyes et s'efforcèrent le mener hors la ville et, de fait, l'eussent fait, se n'eust été un sergent que vint secourir led. receveur et, le prenant par le bras, il leur dist : Que fêtes, vous aultres ? Allez vous contre le Roy et nostre seigneur ? Et, en ce disant, un nomé [en blanc] de la Tapye, archer, luy jecta deux ou troys estocs de javeline au corps pour tuer led. receveur. Et, sur ce débat, led. receveur eschappa de leurs mains et se retira dedans la ville pour estre en seureté. Et lors iceulx habitans des paroisses s'en allèrent hors lad. ville avec les arbalètes bandées et railhons dessus (1) et aussi avec leurs javelines, espées et aultres choses. Et depuis ont toujours persisté en leur malice et persistent encore de mal en piz.

Pourquoy a esté ordonné relever en parlement avec les informations faites ne faites pour autre mandement à main armée pour joindre les délinquants et iceulx pugnir.

Signé : G. DE BANNEL.

(1) Raillon trait d'arbalète (V. à ce mot, Lacurne de Sainte-Palaye. *Dictionnaire historique de l'ancien langage français*).

LE CENTENAIRE DE LA LÉGION D'HONNEUR

Le 14 juillet 1904, la Légion d'honneur comptait un siècle d'existence. Enfantée le 27 floréal an X (19 mai 1802), cette fille de Bonaparte fit officiellement son entrée dans le monde, deux ans après, au jour anniversaire de la prise de la Bastille, et dans la chapelle des Invalides, où vint la baptiser solennellement un agenais illustre, le premier grand chancelier Lacépède. Elle est donc aujourd'hui vieille de cent ans, et c'est peut être par excès de galanterie qu'à peine a-t-on parlé de son âge et célébré son centenaire. Quelques chuchotements dans la presse, quelques faire-parts discrets, un article d'Aulard dans la *Revue de Paris*, et c'est à peu près tout.

La Légion d'honneur, qui a exercé sur la nation l'influence considérable que l'on sait, méritait davantage. Aussi bien, il ne sera peut-être pas inutile d'exposer, en quelques pages, pourquoi et comment elle est née et d'indiquer les craintes qu'elle suscita chez ceux des conventionnels — ils étaient rares — qui avaient conservé un peu de leur foi révolutionnaire, ou chez ceux — plus nombreux — qui voulaient, par une protestation timide, faire échec à la puissance déjà formidable de Bonaparte, premier consul et bientôt empereur.

C'est, du reste, une de ces institutions dont on parle constamment, encore que les origines historiques en soient peu connues. Ceux-là même qui, par mérite ou par faveur, ont obtenu le ruban rouge ignorent, en général, les incidents relatifs à sa création. Exposer ces incidents, ce sera peut-être détruire dans l'esprit des lecteurs de cette *Revue* quelques idées préconçues sur cette décoration destinée, dans la pensée de Bonaparte, à récompenser aussi bien le mérite civique que les actions d'éclat sur les champs de bataille.

I

La Révolution avait fait table rase des décorations et distinctions honorifiques de la Royauté. Les ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit, créés l'un en août 1469, l'autre en décembre 1578, avaient disparu, les premiers le 30 juillet 1791, puis, la croix de Saint-Louis, fille du Grand Roi. Le 28 brumaire an II, il ne restait plus rien des institutions des anciens tyrans (1). Mais nécessité ne connaît point de loi, même révolutionnaire. La Convention eut vite fait de s'apercevoir que distinctions et récompenses ont toujours été un stimulant indispensable à l'homme. On avait détruit, il fallut reconstruire. Les cordons et les croix gardaient comme un parfum de royalisme déplaisant ; on parla de créer des pompes, des branches de chêne ou de laurier, des médailles, des couronnes et des épées républicaines. Telles étaient les intentions des commissaires délégués par le Comité d'Instruction publique de la Législative, Jean de Bry, Vaublanc et Condorcet, qu'un ouvrage récent vient très audacieusement de qualifier de « guide et théoricien de la Révolution française. » Ces propositions, soutenues par Vaublanc, le 28 janvier 1792, n'aboutirent pas plus que la motion du député Treilh-Pardaillan, présentée quelques mois après et tendant à la création de « deux branches de laurier formant par leur enlacement une couronne civique, qui ombragerait la figure et les emblèmes de la Liberté. »

La Convention se contenta de faire les honneurs d'une séance à ceux qu'elle voulait récompenser et de leur décerner « la couronne civique », comme elle le fit au lieutenant Bertèche, qui, à Jemmappes reçut quarante et un coups de sabre et un coup de feu. Bertèche jugea que la couronne était bien, mais, contrairement à l'opinion du poète Joseph Chénier, que l'argent valait mieux. Il demanda et obtint 10,000 livres du ministère de la guerre. Un volontaire, François Lavigne, qui avait perdu sur un champ de bataille les deux bras et l'œil droit, eut aussi sa couronne civique. « C'est une statue vivante,

(1) Sous l'ancien régime, il existait quatre ordres ou croix : 1° L'ordre de *Saint-Michel*, réservé aux gentilhommes ; 2° celui du *Saint-Esprit*, réservé aux nobles et aux seuls catholiques ; 3° la croix de *Saint-Louis*, plus démocratique, puisque les roturiers y pouvaient prétendre, à condition d'être catholiques ; 4° l'ordre du *Mérite militaire*, créé en 1759 et réservé aux officiers des régiments suisses et étrangers, appartenant à la religion protestante.

s'écria Sillery, que nous devons entretenir avec soin. » Et comme il est d'usage de ne point donner d'argent aux statues, Lavigne ne toucha aucune indemnité spéciale.

En somme, sous la Convention, comme le fait remarquer M. Aulard, il y eut bien, et c'était nécessaire, des récompenses honorifiques : pour les morts, honneurs funèbres, honneurs du Panthéon ; pour les vivants : la déclaration qu'on avait bien mérité de la patrie ; les honneurs de la séance, la couronne civique et l'accolade du président ; mais ces distinctions n'avaient aucun rapport avec « les formes des ordres de chevalerie. »

Sous le Directoire, au Conseil des Cinq Cents, Daubermesnil, pour « vivifier l'esprit public », proposa d'instituer dans chaque commune une « colonne de la loi et un livre de gloire » où seraient inscrits les noms des meilleurs citoyens. Bailleul, en l'an V, voulut la contrepartie. Il était partisan du « livre sacré », mais en face, pour punir les méchants, il demanda « le livre d'opprobres. » Ces avantages spirituels ne furent point du goût des assemblées. Jourdan eut plus de succès en faisant voter, le 1^{er} ventôse an VI, le principe d'une rente viagère de 1.500 livres au maximum pour chaque soldat, à partir de la paix générale, qui, d'ailleurs, ne venait jamais.

Je passe, pour ne pas allonger ce récit, sur les lois votés en l'an VIII, qui s'inspirèrent plus ou moins des motions précédentes. Il importe simplement de retenir que la Révolution évita de créer « par des *insignes permanents* une apparence de caste dans la nation égalisée. »

II

Bonaparte n'eut pas les mêmes scrupules. Dans les premiers mois de 1812, le consul Cambacérès reçut de la Malmaison la minute d'un projet de loi, qui tendait à la création d'un véritable ordre de chevalerie, *La Légion d'honneur*, destinée à « confondre dans la même gloire comme la nation les confondait dans la même reconnaissance » les services civils et les services militaires. Le premier Consul en était le chef. Elle était administrée par un grand Conseil et formée de quinze cohortes, dont chacune avait son chef-lieu particulier, son hospice pour les légionnaires *infirmes* et des biens nationaux portant 200,000 francs de rente. Agen faisait partie de la cohorte de La Réole, et la préfecture de Lot-et-Garonne, ancien évêché construit par les

soins de M. D'Usson de Bonnac, était un des biens nationaux qui lui étaient affectés.

Chaque cohorte comprenait 7 grands-officiers au traitement de 5.000 francs, 20 commandants à 2.000 francs, 30 officiers à 1.000 francs et 350 légionnaires à 250 francs. Le premier consul présidait le Grand-Conseil, qui nommait les membres de la Légion d'honneur parmi les « citoyens, qui par leur savoir, leurs talents, leurs vertus, ont contribué à établir ou à défendre les principes de la République, ou fait aimer et respecter la justice ou l'administration publique », ou parmi les militaires qui avaient « rendu des services marqués à l'Etat dans la guerre de la liberté ».

Le serment que devait prêter les nouveaux légionnaires mérite d'être signalé. Il fallait « jurer sur son honneur de se dévouer au service de la République, à la conservation de son territoire dans son intégrité, à la défense de son gouvernement, de ses lois et des propriétés qu'elles ont consacrées ; de combattre, par tous les moyens que la justice, la raison et les lois autorisent, toute entreprise tendant à rétablir le régime féodal, à reproduire les titres et qualités qui en étaient l'attribut ; enfin de concourir de tout son pouvoir au maintien de la liberté et de l'égalité ».

III

Tel était le projet qui fut discuté au Conseil d'Etat le 14 floréal an X et les jours suivants.

Le général Mathieu Dumas demanda que l'ordre nouveau fût exclusivement réservé aux militaires. Bonaparte, qu'un ouvrage, déjà ancien, a paradoxalement appelé le premier des antimilitaristes, fit, au dire d'un des adversaires du projet, Thibaudeau, une violente sortie contre l'exclusivisme de Dumas.

Deux ans avant de se faire sacrer empereur, au moment où il lançait la France dans les folles aventures qui aboutirent à Waterloo, il déclara solennellement « que jamais le pouvoir militaire ne prendrait en France à moins que la nation ne fût abrutie par cinquante ans d'ignorance... Ce n'est pas comme général que je gouverne, mais parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement... Je savais bien ce que je faisais, lorsque, général d'armée, je prenais la qualité de membre de l'Institut, j'étais sûr d'être compris, même par le dernier tambour... »

C'était faire beaucoup d'honneur au tambour et au membre de l'Institut ; mais, malheureusement pour eux, il n'est pas sûr que Bonaparte ait vraiment prononcé ces paroles. Le premier consul, toujours au dire de Thibaudeau, reprit avec force, répondant cent ans à l'avance à M. Urbain Gohier : « L'armée, c'est la nation... Si on distinguait les hommes en militaires et en civils, on établirait deux ordres, tandis qu'il n'y a qu'une nation. Si l'on ne décernait des honneurs qu'aux militaires, cette préférence serait encore pire, car dès lors la nation ne serait plus rien. »

Plus justement encore un orateur dira au Tribunat, le 30 floréal an X : « La Légion d'honneur doit réunir dans la même récompense ceux qui sur le champ de bataille ou dans les fonctions civiles se sont distingués pour la défense de la même cause. Elle rapproche des hommes dont l'âme s'est trouvée en harmonie pour la gloire et la liberté. Elle convoque toutes les professions autour de l'autel de la patrie. Là, elle leur montre l'objet commun de leurs efforts ; là, tous apprennent qu'on n'appartient réellement, ni aux fonctions législatives, ni à l'armée, ni à l'administration, ni à la diplomatie, ni à l'ordre judiciaire, ni aux sociétés savantes, qu'on appartient à la République seule et que les citoyens ne doivent voir dans les différentes carrières entre lesquelles ils se distribuent que divers chemins pour arriver au bonheur de lui être utile. »

Le projet de Bonaparte ne souleva pas seulement des oppositions de forme. Le principe même de la croix fut violemment attaqué. Le conventionnel Berlier déclare très éloquemment au Conseil d'Etat que l'ordre proposé conduisait à l'aristocratie et que croix et rubans étaient les hochets de la monarchie ; Bonaparte répondit en esquisant la psychologie du Français de tous les temps : « Je défie qu'on me montre une république ancienne ou moderne dans laquelle il n'y a pas eu de distinctions. On appelle cela des hochets : eh bien ! c'est avec des hochets qu'on mène les hommes. Je ne dirais pas cela à une tribune, mais dans un conseil de sages et d'hommes d'Etat, on doit tout dire. Je ne crois pas que le peuple français aime la liberté et l'égalité ; les Français ne sont point changés par dix ans de révolution ; ils sont ce qu'étaient les Gaulois : fiers et légers ; ils n'ont qu'un sentiment : *l'honneur*. Il faut donc donner un aliment à ce sentiment-là, il leur faut des distinctions. Voyez comme le peuple se prosterne devant les décorations des étrangers ; ils en ont été surpris ; aussi ne manquent-ils pas de les porter. »

Au Tribunat, Lucien Bonaparte présenta le projet. Savoy-Rollin

le combattit avec éloquence. Il ne voulait point « de patriciat dont la continuelle tendance serait de rendre une noblesse héréditaire et militaire ».

Le 29 floréal, le projet fut communiqué au Corps Législatif, où six orateurs prirent successivement la parole pour louer le premier consul, « cette épée de France qui proposait aux pontifes de la loi, en créant la Légion, d'élever un temple à l'honneur et à la vertu ».

La toute-puissance de Bonaparte, les applaudissements qui accueillirent les discours de Mathieu Dumas, de Rœderer, de Lucien Bonaparte, etc., prononcés, soit au Conseil d'Etat, soit au Tribunat, soit au Corps Législatif, faisaient prévoir qu'une forte majorité se prononcerait partout pour la décoration nouvelle. Il n'en fut pas ainsi. Le projet obtint, au Conseil d'Etat, 14 voix contre 10.

Au Tribunat, l'opposition fut plus vive. 38 suffrages se prononcèrent contre le projet qui recueillit 50 voix, mais fut l'objet de deux amendements. L'article 1^{er} porta désormais — ce qui, d'ailleurs, se trouvait dans d'autres articles — que la Légion d'honneur était destinée aux civils comme aux militaires.

On ajouta, en outre, les fonctions législatives à celles qui étaient énumérées dans l'article 7, comme pouvant donner droit à la nouvelle distinction.

Au Corps Législatif, la majorité fut également faible : 166 voix contre 110.

IV

La Légion d'honneur était créée. Restait à organiser le Grand-Conseil, qui devait être composé des trois consuls et de quatre membres élus l'un par le Sénat, l'autre par le Corps Législatif, le troisième par le Tribunat, le dernier par le Conseil d'Etat. Ainsi formé, il nommait les membres de l'ordre.

Bonaparte, auteur de la loi, pensa qu'il la pouvait violer. Sans se gêner, il fit entrer au Conseil, de sa propre autorité, ses deux frères, Joseph et Lucien, le général Kellermann et le naturaliste agenais Lacépède. Avec les trois consuls, le Conseil était au complet.

Dans sa première séance, il fit choix, comme grand-chancelier, du général Mathieu Dumas. Le premier consul ne voulut point un militaire ; à la place de Dumas, il nomma Lacépède, qui conserva ses fonctions durant tout l'Empire. D'autre part, à partir de 1804, l'Empereur choisit lui-même, par décret et sans consulter le

Grand-Conseil, à tous les grades de la Légion d'honneur. De plus, alors que primitivement il n'avait été question d'aucun insigne, en 1805 il créait l'étoile à cinq rayons doubles, émaillée de bleu, avec les devises : « *Napoléon, empereur des Français* », et « *Honneur et Patrie* ».

Enfin, par décret du 1^{er} mars 1808, il déclara que « les membres de la Légion d'honneur et ceux qui, à l'avenir, obtiendraient cette distinction, porteraient le titre de chevalier ». Ce titre était transmissible à la descendance directe et légitime, naturelle ou adoptive. Ainsi se trouvèrent violées, une fois de plus, les règles qui avaient présidé à la création de la Légion d'honneur.

V

La première distribution des croix eut lieu, comme nous l'avons dit, le 14 juillet 1804, dans la chapelle des Invalides, où l'Agénais Lacépède célébra pompeusement la victoire remportée en 1789 sur la tyrannie, et présenta la nouvelle décoration comme le couronnement de l'œuvre de libération entreprise par le peuple dès 1789.

La fête ne suscita aucun enthousiasme. Le maréchal Augereau refusa la croix, de même Lemercier, Truguet, Rochambeau et Lafayette.

Selon l'expression de l'historien habituel du monde révolutionnaire, « il y eut au début des ricanements et des haussements d'épaule ». M^{me} de Chastenay rapporte dans ses *Mémoires* que Garat, chez Fouché le policier, croisait le revers de son habit pour qu'on n'aperçût pas sur la poitrine d'un philosophe le signe trop peu équivoque de la vanité d'un courtisan.

Ces scrupules durèrent peu, et la seconde distribution des croix au camp de Boulogne fut accueillie par des acclamations. Aux yeux du monde, la Légion d'honneur avait cessé d'être ridicule. Aujourd'hui, incalculable est le nombre des adorateurs qui la pressent et qu'elle ne peut satisfaire tous. Chapon, a-t-on coutume de dire, sans jeu de mot, qui refuse ses faveurs.

RENÉ BONNAT.



LA BASTILLE DU MUSÉE D'AGEN

On conserve au Musée d'Agen, sous une enveloppe de verre, le modèle en relief de la Bastille envoyé, en 1790, au département de Lot-et-Garonne par le patriote Palloy (1). A cette pièce l'expéditeur avait eu

(1) Palloy (1754-1835) s'était donné lui-même ce titre de patriote que l'histoire, — qui a de ces ironies, — s'est appliquée à lui conserver, comme s'il s'agissait d'un héros d'Homère. Un désir immodéré de bruit et de parade paraît avoir éré le fond de son caractère. Originaire de Versailles, il exerçait, dans cette ville, avant la Révolution, le métier d'entrepreneur de bâtisses. Au lendemain de la prise de la Bastille, il prétendit avoir joué, avec ses ouvriers, un rôle décisif, dans la victoire des Parisiens. Ce mérite lui fut plus tard contesté et l'on refusa même de l'inscrire sur la liste officielle des vainqueurs. On lui laissa cependant l'entreprise de la démolition de la forteresse, dont il s'était fait charger dès les premiers moments et pour laquelle, d'ailleurs, il était, par sa profession, naturellement désigné. C'est au cours de cette opération qu'il se mit en tête de faire exécuter à de nombreux exemplaires le modèle en relief de la célèbre prison d'Etat, d'en débiter les pierres et d'en distribuer les débris entre les quarante-trois départements nouvellement créés par l'Assemblée Constituante. Cette distribution, comme on le voit par la seconde lettre de Palloy, durait encore en 1793. Il paraît en avoir tiré plus de gloire que de profit. Son interminable débit des matériaux de la Bastille finit même par le faire accuser de concussion. Mis en prison sous la terreur, il n'y demeura pas longtemps, son innocence ayant été vite reconnue. On le perd à peu près de vue à la suite de cette persécution. On sait seulement qu'il vint habiter Sceaux et que, tombé dans la misère, il poursuivit de ses suppliques et de ses hommages poétiques tous les gouvernements, depuis Barras jusqu'à Louis-Philippe. En 1830, étant encore de ce monde, Palloy, comme il fallait s'y attendre, reparut avec Lafayette. A cette époque, sur la proposition du héros des deux mondes, l'Etat se crut obligé de venir en aide aux vainqueurs de la Bastille survivants. Une ordonnance royale leur attribua une pension de 500 francs. Bien qu'il ne fût pas

soin de joindre une pierre empruntée aux matériaux de la célèbre forteresse et nombre d'autres objets dont on lira plus loin l'énumération. La plupart de ces objets sont perdus, mais la pierre a subsisté et figure parmi les curiosités du Musée. Palloy ne se borna pas à cette unique expédition. En 1793, les sentiments monarchiques par lui professés lors de son premier envoi, et dont cet envoi fournissait des preuves manifestes, n'étaient depuis longtemps plus de saison. Il s'imagina en conséquence de remplacer le précédent échantillon des ruines de la Bastille par une seconde pierre, revêtue, selon son expression, d'accessoires plus en harmonie avec la nouvelle constitution. Dans cette seconde pierre, au lieu d'une effigie royale, était incrustée cette fois, sur une plaque de métal, la nouvelle déclaration des Droits de l'homme préambule de la Constitution de l'an III. La plaque de métal a disparu, mais la pierre existe encore aux archives de la Préfecture de Lot et Garonne où elle est fidèlement gardée.

Nous avons eu la bonne fortune de rencontrer dans ce riche dépôt la correspondance échangée entre Palloy et les autorités locales à l'occasion de son double envoi. Elle se compose de trois lettres, transcrites à l'époque de leur réception ou de leur rédaction sur les registres du Département. Les moyens d'information à notre disposition ne nous permettent pas d'affirmer que la première, la plus intéressante, soit inédite. Cependant, nous la croyons peu connue et comme la lecture en est indispensable pour l'intelligence des deux autres nous n'hésitons pas à les publier toutes les trois.

Nous avons, en outre, trouvé dans les mêmes registres une lettre relative aux prétentions d'un des vainqueurs de la Bastille, retournant en province après la victoire. Bien qu'elle ne se rattache pas directement à notre sujet, elle nous paraît devoir intéresser le lecteur et mériter aussi d'être imprimée.

O. FALLIÈRES.

porté sur la liste officielle de 1790, Palloy figure cependant au *Moniteur* parmi les nouveaux pensionnaires. Mais le malheur voulut qu'au mois de mars 1833. une loi — dont la discussion est à lire, — réduisit de moitié la somme accordée par l'ordonnance. Même ainsi diminuée, Palloy ne profita pas longtemps de sa pension. Il mourut à Sceaux en 1835. — Cf. : Victor Fournel, *Les vainqueurs de la Bastille*, Paris, 1888, Lévy, in-12, et Bournon : *La Bastille*, Paris, Impimerie Nationale, 1893, in-folio.

*Lettre de M. Palloy, entrepreneur de la démolition de la Bastille
au Directoire du Département.*

Paris, le 4 novembre 1790.

MESSIEURS,

Aussitôt que la Nation sentit que la tyrannie exercée sous le nom du meilleur des rois la forçait à prendre les armes pour assurer les intérêts du trône et les siens propres, que la cupidité des traitres cherchoit à ébranler, ce fut pour moi le signal d'offrir mes services à la patrie. D'après la conduite régulière et courageuse de MM. les électeurs qui tenaient la séance à l'hôtel de ville, éveillé par la crainte des menées sourdes des personnes qui par leurs places étoient à portée de nous perdre, j'ai personnellement à la tête d'un grand nombre d'ouvriers marché sur les traces de ces électeurs. Je me suis porté à la Bastille ce jour même où l'on se proposait de l'emporter et qui, en effet, fut forcée de se rendre au patriotisme des braves citoyens et des gardes françaises le 14 juillet 1789.

Il falloit en perpétuer l'horreur de son souvenir.

D'une bastille j'en ai fait quatre-vingt trois dont j'ai fait hommage à chacun des départements, afin que ses ruines s'étendent, pour ainsi dire, sur toute la France et rappellent à jamais au citoyen vertueux l'atrocité de nos despotes.

Des pierres mêmes des cachots affreux, j'ai reconstruit l'image de ce tombeau des vivans et les dalles sur lesquelles ont péri tant de victimes, je les consacre à porter l'empreinte du roi, l'auguste soutien de notre constitution.

Il en sera porté au delà des mers, jusque dans nos colonies.

L'on se propose d'élever avec ces mêmes pierres une pyramide en la mémoire de nos frères d'armes morts au département de la Meurthe.

Daignez, Messieurs, agréer outre le modèle de [la] Bastille (1) le nouvel hommage des objets ci-dessous détaillés :

1° Un plateau fait des mêmes débris sur lesquels le modèle sera posé (2).

2° Une dalle provenant des mêmes cachots, portant l'empreinte du Roi (3).

(1) Ce modèle en relief de la Bastille déposé au musée d'Agen est rigoureusement conforme aux vues qu'ont données de la forteresse, Millin, dans ses *Antiquités Nationales*, Viollet-Leduc, en son *Dictionnaire d'Architecture* et plus récemment M. Bournon, d'après un dessin d'Androuet Ducerceau, dans la *Grande Encyclopédie* (art. Bastille). C'est un édifice de forme quadrangulaire, flanqué de huit tours reliées entre elles par des murs d'égale hauteur. Tours et murailles sont percées de rares ouvertures et couronnées de créneaux. On distingue à l'intérieur deux cours, de grandeur différente, séparées par les bâtiments affectés à l'état-major et d'une date plus récente que le reste du château. Palloy s'est attaché à reproduire avec une minutieuse exactitude tous les détails du monument, grilles et ponts-levis, guérites et corps de garde, canons et piles de boulets groupés sur les plates-formes des tours. Sans parler des inscriptions héroïques dont il a couvert les murs de la vieille prison, Palloy, pour en augmenter l'horreur, a cru devoir, dans les exemplaires transmis par lui aux départements, ajouter divers accessoires tirés des légendes populaires ou de sa propre imagination, tels que l'échelle de cordes symbolisant celle de Latude et cet ouvrage de fer, garni de crocs, scellé dans une muraille de la grande cour, que le public aime à prendre pour un instrument de supplice et qui est tout simplement une invention du patriote, auteur du modèle. Puérils ou mensongers, loin d'éveiller, comme le voulait Palloy, une impression de terreur, ces accessoires n'ont plus maintenant d'autre effet que de provoquer le sourire du visiteur informé, qui sait à quoi s'en tenir. Ajoutons que dans le modèle conservé au Musée les canons manquent aux embrasures. Ils ont été sans doute dérobés par des enfants pour leur servir de jouets, à moins qu'ils ne soient tombés dans les nombreux déplacements qu'a subis notre Bastille. Il est en effet établi que, devenue l'objet d'un culte officiel, elle était durant la Révolution, portée comme une chaise dans les cortèges patriotiques. Cette coutume persistait même après le 18 brumaire, ainsi que nous le révèle un arrêté du préfet de Lot-et-Garonne, rendu le 21 messidor an VIII, — à l'occasion de la fête du 14 juillet — dont l'article 6 est ainsi conçu : « Les vétérans nationaux seront désignés par le capitaine pour porter le modèle en relief de la Bastille, conquise par les braves de Paris. » Un autre article dispose que des places d'honneur seront réservées aux porteurs dans le temple de la Concorde (ci-devant église de Saint Caprais.)

(2) Palloy assurait que le support de ses modèles était fait du bois des portes et ponts-levis de la citadelle détruite. Voir à ce sujet dans le bel ouvrage de M. Bournon : *La Bastille*, la note accompagnant l'envoi de Palloy au département du Mont-Blanc.

(3) C'est la pierre conservée au Musée, mais dépouillée de l'effigie du Roi.

3^o Un plan de cette forteresse et de ses accessoires (1).

4^o Une description exacte de la Bastille avec des certificats annexés.

5^o Un [tableau] représentant le tombeau sous lequel reposent les victimes trouvées mortes dans les cachots et les procès-verbaux qui y sont relatifs (2).

6^o Le tableau d'un projet de pyramide pour être placé à Nancy (3).

7^o Les hommages rendus à l'Assemblée nationale; son bouquet donné le 14 juillet (4).

8^o Le bouquet du roi pour le jour de sa fête.

9^o Un tableau représentant le roi couronné, MM. Bailly et de Lafayette, nommés par acclamation du peuple et moi-même plaçant le portrait de M. Le Bailly (*sic*) et encourageant le peuple à considérer les colonnes de la liberté et les ruines de la Bastille que l'on aperçoit dans le lointain.

10^o Trois volumes des procès-verbaux de nos électeurs faits pendant ces jours désastreux présentés par eux à l'assemblée nationale et au roi (5).

(1) Une copie réduite de ce plan figure dans l'ouvrage déjà cité de M. Bournon, p. 214.

(2) En dépit de l'assertion de Palloy et de l'imagerie du temps, il est maintenant avéré qu'il ne fut pas trouvé de victime morte dans les cachots de la Bastille. Les seuls ossements, recueillis dans ses décombres, provenaient du jardin du bastion regardant le faubourg Saint-Antoine, où l'on avait coutume d'enterrer les prisonniers appartenant à la religion réformée, parce que la sépulture leur était refusée dans les cimetières catholiques.

(3) Sans doute un monument destiné à perpétuer le souvenir de la répression par le maréchal de Bouillé, des troubles suscités à Nancy par le soulèvement des régiments en garnison dans cette ville. Ce fut le dernier acte de vigueur de la monarchie, approuvé d'ailleurs par l'Assemblée Constituante. Il est probable que le projet dont il est question dans la lettre de Palloy ne fut jamais exécuté. Il est même certain qu'une pareille proposition, un ou deux ans plus tard, aurait été funeste à son auteur.

(4) Il faut entendre par *bouquet* un de ces compliments en vers dont Palloy fut prodigue pour tous les gouvernements. Un échantillon de ces compositions poétiques cité par M. Bournon, dans la notice qu'il a consacrée, à la fin de son ouvrage, au démolisseur de la Bastille, démontre jusqu'à l'évidence que les vers de Palloy ne valaient pas mieux que sa prose.

« Soyez plutôt maçon, si c'est votre métier. »

(5) Après avoir procédé à la nomination de leurs députés aux Etats-Généraux, les électeurs de Paris, au lieu de se disperser, s'étaient déclarés en permanence et, dans le désarroi de toute autorité, s'étaient emparés, sans mandat, du gouvernement et de la police de la cité. Ils y montrèrent malheureusement autant

11° L'histoire de la Bastille par le digne M. Dussolt (*sic*) (1).

12° La vie de l'infortuné M. de Latude (2).

13° Un boulet et une cuirasse trouvés dans les murs de la Bastille, bouchant les ouvertures des croisées (3).

Lesquels objets formeront trois caisses peintes en bleu qui vous seront déposées au premier jour. Les dites caisses seront plombées pour éviter toutes visites et ouvertures quelconques et conduites par

d'incapacité que de faiblesse. Etablis à l'Hôtel-de-Ville, ils y siégeaient le jour de la prise de la Bastille, qu'avec un peu plus de résolution et de franchise, ils auraient pu se faire remettre sans effusion de sang. Mais, trop préoccupés de conserver leur popularité, ils se firent lâchement les serviteurs de l'émeute et laissèrent se commettre, en grande partie sous leurs yeux, les pires atrocités. Il va sans dire que les procès-verbaux présentés par eux à l'assemblée et au roi et transmis par Palloy au Département, sont tout à leur honneur, louange et justification.

(1) Le digne M. Dusaulx (1728-1799), traducteur estimé de Juvénal et membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, était précisément du nombre des électeurs dont il vient d'être question dans la note précédente. Député suppléant à l'Assemblée Législative, il fut ensuite membre de la Convention. Il y siégea parmi les Girondins mais refusa de voter avec eux la mort du Roi. Décrété d'accusation avec ses amis, il s'en tira, qui le croirait ? par la mansuétude de Marat, lequel déclara tenir Dusaulx pour un « radoteur, incapable d'être chef de parti. » Cette irrévérence lui sauva la vie. Dusaulx fit encore partie du Conseil des Anciens dont il fut plusieurs fois président et mourut à Paris en 1799. Son travail appelé à tort par Palloy : *Histoire de la Bastille* est intitulé en réalité : *L'Œuvre des sept jours*. C'est moins un récit exact et détaillé des événements, qu'une apologie déclamatoire du rôle joué par les électeurs pour le compte desquels il tenait la plume. La plus récente et la meilleure édition de son œuvre, réunie aux mémoires de Linguet sur la Bastille, a paru par les soins de M. H. Mouin, en 1889, à Paris, chez Jouaust, en un vol. in-12.

(2) Nous ne savons pas exactement quel est ce livre, dont le titre ne figure pas dans la bibliographie de Latude. Il s'agit, selon toute probabilité, de l'ouvrage intitulé : *Le Despotisme dévoilé ou Mémoires de Henri Masers de Latude, détenu pendant trente-cinq ans dans les diverses prisons d'Etat*, que l'auteur venait de faire paraître en collaboration avec l'avocat Thierrri. Au dire de M. Funck-Brentano (art. Latude, de la *Grande Encyclopédie*), ce livre est un tissu de mensonges. Voir au surplus sur les infortunes réelles de Latude, en même temps que sur l'indignité du personnage, le long chapitre que lui a consacré M. Funck-Brentano dans son ouvrage intitulé : *Archives et légendes de la Bastille*, Paris. Hachette, 1898, in-12.

(3) Selon M. Momméja, conservateur du Musée d'Agen, dont les renseignements nous ont été d'un grand secours pour annoter la lettre de Palloy, cette cuirasse pourrait bien exister encore parmi les vieilles armes que possède le Musée.

les voitures de MM. Hennery et Lefèvre, qui vous les rendront franc de port (1). Je vous prie de mettre au dos de la lettre de voiture qui vous sera présentée le reçu en forme.

J'aurois été doublement flatté de vous aller voir et de vous faire moi-même cette offrande ; mais ce bien sensible plaisir pour moi n'est que différé.

Recevez, je vous prie, mes vœux que la personne qui me représentera se chargera de vous faire agréer et qui arrivera près de vous le onze décembre pour faire l'ouverture des caisses.

J'ose croire, Messieurs, que ce nouvel hommage ne sera pas moins accueilli que celui du modèle de la Bastille. L'un nous représentant l'anéantissement d'un monument que le despotisme avoit consacré à la tyrannie, l'autre peut servir avec les leçons que les jeunes citoyens puiseront dans vos vertus, dans votre patriotisme, à leur rappeler le souvenir des bastilles que nous avons renversées et à les maintenir dans le respect dû à notre constitution.

En saisissant cette occasion, Messieurs, de vous exprimer mon attachement inviolable, je vous supplie de vouloir bien être l'organe de mes sentiments envers MM. nos frères composant les districts et cantons de votre département de qui j'ai reçu les marques les plus sincères de leur haute estime et de leur amitié fraternelle lors de la Fédération, les assurer que mon extrême sensibilité et ma reconnaissance égaleront les sentiments respectueux qu'ils m'ont tous inspiré et leur faire mes excuses si je ne leur fais pas l'envoi de quelques vestiges. Je m'en acquitte en vous les adressant comme étant le corps principal des dépôts (2) du Département. Cependant j'annonce à mes frères d'armes qui composent chaque district que je leur fais l'envoi d'une pierre des cachots dans laquelle sera encadrée le plan de la Bastille et qu'ils recevront incessamment pour être déposée dans la salle du conseil, afin que les municipalités des cantons aient la jouissance de voir l'image de notre liberté. Je les prévien, Messieurs, de se rendre à votre assemblée pour assister à la réception, s'il leur est

(1) Sans doute que les ressources de Palloy ne lui permirent pas de faire au Département cette libéralité. On lit en effet dans le premier registre de comptabilité de cette administration pour l'année 1790 (fol. 1) « Acquitté le mandat du Directoire en faveur du sieur Maurice, maître de bateau, d'Agen, pour frais de voiture de trois caisses, d'envoi de M. Palloy, 105 livres.

(2) Il faudrait peut-être lire : Députés. La transcription des lettres de Paloy a d'ailleurs été faite, sans la moindre attention, par les copistes du Département.

possible, et prendre communication des objets dont j'ai l'honneur de vous faire hommage. Cette marque d'intimité (?) de votre part les flattera infiniment; ils la regarderont comme une marque d'estime de leur patriotisme.

Vos lumières, votre justice, vos travaux patriotiques, vous ont mérité, Messieurs, les places que l'on ne pouvoit plus justement vous offrir et font mieux vos éloges que tout ce que je pourrois dire. Je me borne à vous suppléer de trouver ici l'assurance de l'admiration et du respect, avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : PALLOY,

Entrepreneur de la démolition de la Bastille,
Grenadier volontaire de la première division de la Garde Nationale de Paris (1).

*Lettre à M. Palloy, entrepreneur de la démolition de la Bastille,
par le Directoire du Département (2).*

Agen, le 28 décembre 1790.

MONSIEUR,

Le Directoire du département de Lot-et-Garonne a reçu avec une vive satisfaction et une sincère reconnaissance l'envoy que vous avez bien voulu lui faire de plusieurs caisses contenant divers monuments qui serviront à perpétuer le souvenir de la démolition de la Bastille.

Ce n'était pas assez pour vous d'avoir contribué à détruire cet antre de la tyrannie; vous avez voulu en disperser les débris sur toute la surface de l'Empire français, afin que le monument de leur esclavage, sans cesse présent aux yeux des citoyens, leur rappelât sans cesse la conquête de leur liberté.

Les différents tableaux et les ouvrages que vous avez joints à cet envoy, le rendent encore plus précieux. Les procès-verbaux de MM. les électeurs consacreront à jamais le souvenir de tous les instants de cette époque à jamais mémorable.

Les monuments historiques, les instruments de supplices des

(1) Arch. du départ. de Lot-et-Garonne. Registres du Départ. Lettres à l'Administration, I, p. 88.

(2) Assistaient à la séance où fut délibérée cette lettre, Depère, vice-président, — occupant le fauteuil en l'absence de Bory, — Fonterouget, Coutausse, Auricoste, Lafont, membres du Directoire et Lacuée, procureur général syndic.

malheureuses victimes qui ont fini leurs jours dans un affreux cachot seront le discours le plus éloquent que la liberté puisse prononcer contre le despotisme. Tous les bons citoyens liront avec intérêt l'histoire de la Bastille écrite par l'homme vertueux qui a fait passer dans notre langue les tableaux énergiques de la corruption de Rome et de la férocité de ses tyrans (1).

Il eut été infiniment agréable pour le Directoire, Monsieur, d'ouvrir en votre présence les caisses que vous avez bien voulu lui adresser. Mais le onze décembre est déjà passé et votre délégué ne s'est pas encore présenté. Privés de ce plaisir, nous ne conserverons pas avec moins de soin les sentimens d'estime et de reconnaissance que vous nous avez inspirés. Nous redirons souvent votre nom à nos concitoyens, lorsque nous les inviterons à venir auprès de ces ruines se nourrir de haine pour le despotisme et d'un saint enthousiasme pour la liberté.

Nous sommes avec respect, etc. (2).

*Envoi par le citoyen Palloy d'une nouvelle pierre
de la Bastille*

Paris, le 25 juillet 1793.

Vous avez daigné agréer de moi un modèle en relief de la défunte Bastille, ainsi que les accessoires qui l'accompagnoient. Vous avez reçu en frère l'apôtre de la Liberté qui vous l'a offert. Mes vues étaient de fixer l'époque où les Français avoient brisé leurs chaînes et d'entretenir par là l'amour de la liberté naissante et la haine des tyrans. Quatre années se sont écoulés [depuis] dans les fléaux les plus cruels. Poussé par l'intrigue et la méchanceté d'une poignée d'hommes qui n'étaient pas faits pour jouir du bonheur que leur avoit tracé leurs concitoyens il fallut qu'Hercule armât le peuple de sa massue pour engloutir les traitres et renverser le trône comme il avoit fait de la Bastille. L'un et l'autre sont anéantis et la France est républicaine. La souveraineté du peuple a sanctionné la Déclaration des Droits de l'homme et le texte constitutionnel qui en est émané.

Je vous en donne avis, citoyens, en vous faisant hommage de la

(1) Allusion aux travaux de Dusaulx sur Juvénal et les satiriques latins.

(2) Arch. du département. Lettres de l'Administration, 1, p. 111.

Déclaration des Droits de l'Homme sur une pierre de la Bastille, que je vous prie d'accepter. Cette pierre remplacera celle qui portait l'effigie de Louis. Elle rappellera à toutes les nations les époques glorieuses des 14 juillet, 6 octobre 1789, 20 juin, 10 août 1792, 21 janvier et 31 mai 1793 où les Français libres ont soutenu avec bravoure et dévouement ce qu'ils ont juré de maintenir. Elle annoncera à tous les tyrans couronnés, dictateurs, triumvirs et potentats mitrés que les républicains François ne connoissent d'autre seigneur que Dieu et nul maître que la loi.

Citoyens, veuillez bien charger les députés du chef-lieu de votre département de vos pouvoirs, ainsi que de la copie de votre arrêté au reçu de la présente, pour faire la levée du tableau que je vous offre conjointement avec les quatre-vingt-six départements de la République. C'est de la part de votre frère d'armes, ennemi des rois et ami du peuple et qui ne vit que pour mourir républicain.

Le 23 (?) Décembre 1790, j'ai reçu du Directoire une lettre qui m'annonce l'arrivée des objets que je vous adressois ; mais je n'ai reçu ni extrait du procès-verbal de l'inauguration ni copie des discours qui ont été prononcés, ni le détaillé de la cérémonie qui a eu lieu. Ces objets me sont nécessaires pour faire une correspondance des quatre vingt-sept (*sic*) départements. Je vous réitere cette demande que je vous ai déjà faite le 12 mars 1792. Je vous prie, citoyens, d'adresser sous enveloppe vos réponses et de me les faire parvenir directement à la salle des inspecteurs (1) de la Convention nationale, sous le nom du citoyen Lacoste, député du Cantal (2).

Lettre des régisseurs généraux des étapes aux administrateurs du Département sur les attributions d'étapes accordées, en divers endroits, à un vainqueur de la Bastille.

S. L. (Paris). 24 juillet 1792, l'an 4^e de la Liberté.

Il est de notre devoir de vous prévenir qu'un nommé Louis Sormian (1), l'un des vainqueurs de la Bastille, a obtenu, dans plusieurs

(1) Ces inspecteurs étaient investis des fonctions que remplissent aujourd'hui les questeurs.

(2) Registres du départ. Lettres écrites par les particuliers, II, pp. 90-91.

(3) Ce nom n'existe pas dans la liste officielle des vainqueurs de la Bastille. Malgré qu'il affectât les exigences, au moins d'un lieutenant-général, celui qui le portait, était, selon toute apparence, un vainqueur apocryphe.

départements qu'il a parcourus, des attributions d'étape dont aucun grade dans l'armée n'offre d'exemple et des voitures et des chevaux. Vous penserez sûrement avec nous, Messieurs, que quels que soient ses services, que beaucoup d'autres qui ont la même dénomination ont partagés avec lui, ce n'est point par une telle perception qu'il doit en être récompensé. La dépense qu'il a occasionnée dans plusieurs lieux de logement à l'insu des administrateurs supérieurs est énorme, puisqu'il est tel logement où l'on a eu la faiblesse de lui délivrer jusqu'à seize rations de vivres de cavalerie et seize rations de fourrage, sous prétexte que son brevet lui accorde cette attribution.

Personne, ainsi que vous le savez, Messieurs, n'a le droit de gratifier ainsi un citoyen quelconque ; ce seroit le comble de l'abus !

Il paraît, au surplus, que le sieur Louis Sormian, le vainqueur de la Bastille, a obtenu une pension. Il a donc reçu la seule et unique récompense qu'il avoit le droit d'attendre de la Nation et rien au-delà ne peut lui revenir. Sa prétention à la perception d'étape qui ne peut être accordée qu'aux troupes de ligne et aux bataillons de gardes nationales pendant leurs marches, ne peut être assurément que l'effet d'une surprise en ce qui le concerne et peut être que l'examen prouvera que c'est une fraude de sa part.

Nous vous prions, Messieurs, de vouloir bien faire donner des ordres provisoires pour faire cesser dans toute l'étendue de votre département toute perception d'étape en faveur de ce particulier, en rappelant à cette occasion les principes rigoureux sur le service d'étape, afin de prévenir par la suite des perceptions aussi abusives et aussi onéreuses aux finances de l'Etat.

(1) Registres du Départ. Lettres de l'Assemblée Nationale, etc., t. p. 37.

VISIONS JAPONAISES

SOUVENIRS DE NAGASAKI

12 octobre 1901.

Au point du jour nous longeons la côte, délicieusement verte, semée de petits temples et de coquettes maisons de bois. Ce sont toujours les mêmes montagnes qu'on dirait artificielles, les mêmes sampans de pêche à proue de gondole, les mêmes voiles blanches aux plis soyeux, dont j'avais gardé le souvenir. La brise est froide, la mer se hérisse de minuscules lames d'un gris de plomb ; des vols de gerfauts tournoient dans le ciel blafard.

Nous nous engageons dans la passe étroite, arrondissant le Pappenberg, dont les grands arbres inclinent jusqu'à la mer leurs branches lourdes de l'été passé, de l'automne déjà vieillissant. Des mâts, des fumées, des coques noires et blanches nous révèlent Nagasaki à l'extrémité du long couloir de verdure. Nous laissons tomber l'ancre à l'entrée de la rade, dans l'eau redevenue verte et calme, en attendant que les autorités nipponnes se décident à se réveiller.

Les voici... une heure après. Un envahissement de bonshommes jaunes, casquetés, galonnés, boutonnés, astiqués, à la fois obséquieux et insolents. Douaniers, médecins, officiers, pilotes : il y en a pour tous les goûts. Ils apportent tous des registres imprimés en anglais, sur lesquels il faut répéter indéfiniment les mêmes renseignements sur le bateau, les passagers, l'âge du capitaine et autres sujets d'indiscrétion. L'exquise politesse de jadis s'est changée, depuis qu'ils sont civilisés, en un acharnement de moustiques. Ils ne perdent pas une occasion d'imposer une formalité, une tyrannie nouvelle aux Européens. C'est le premier moyen qu'ils ont trouvé pour affirmer leur

prise de rang parmi les grandes nations. Aujourd'hui il nous interdisent l'entrée de la rade, parce que notre bateau est trop long.

..... Je suis de quart et reste à bord. Journée monotone et calme. Les nuages se dissipent, le ciel bleu rafraîchit les tons de verdure de la montagne, met une gaieté sur les voiles blanches découpées. Peu à peu, une sensation apaisante me vient de cette eau limpide, de ce paysage frais, des coins d'ombre entrevus sous les grands arbres, des sommets drapés de vert qui ondulent avec des reflets d'étoffes jusqu'aux nuages floconneux. Je subis le charme de ce pays retrouvé ; je songe aux petites « tchayas » sur la colline, où les mousmés dansent avec des sourires de chattes, au son des plaintifs chamécens. Le désir me revient de goûter encore cette vie légère et sonore comme le chant des cigales, un peu triste pourtant, par ce que l'on y sent d'éphémère et d'incomplet. Les cigales ne vivent qu'un été, et elles ne savent pas pourquoi elles chantent..... comme les poètes d'ailleurs.....

A l'heure du dîner, une flotille de sampans s'accroche à notre unique coupée. Des centaines de nippons grimpent dans une bousculade inouïe, chacun portant une dizaine de boîtes, nouées dans une loque de couleur éteinte. Ils en sortent des objets extraordinaires, qu'ils étalent devant eux, accroupis sur leurs talons. Des bagues, des bijoux, des cloisonnés, des laques, des photographies, de la porcelaine et de la soie : une camelote effrénée qui écarquille d'admiration les yeux de tous nos Quimper-Corentinois. Le pont n'est qu'un bazar immense, on ne peut plus circuler. A midi, l'officier de quart les fait balayer. Ils n'en finissent pas de fermer leurs boîtes, sifflent avec des sourires pour obtenir une minute de faveur, recommencent à s'écraser dans l'échelle et dans les sampans les plus rapprochés. Une lance d'incendie, dirigée contre quelques sampaniers qui ne veulent pas déguerpir, obtient le plus grand succès. Leur précipitation devient telle que l'un d'eux tombe à l'eau avec toutes ses boîtes. Ses camarades s'empressent de lui enlever son fardeau avant qu'il soit trop détérioré. Ce n'est qu'ensuite qu'ils s'occupent de le tirer lui-même du liquide élément.

14 octobre.

De quart à quatre heures du matin, j'ai regardé le ciel pâlir et les étoiles s'éteindre sur les sommets noirs. L'air était frais. De petits nuages roses ont apporté la lumière ; la brise matinale a fouetté la

rade qui s'est mise à briller comme une lame d'argent dans un écrin de velours vert. Puis, le soleil a émergé des crêtes, caressant de longs rayons les ondulations moirées du Saruta-yama, dorant le Pappenberg et les bois de l'Inassa. Sur Koyaki, sur Okishima radieuses, ont blanchi les voiles plissées des pêcheurs.

Des sampans nous ont accosté, apportant du charbon et des coolies. Beaucoup de femmes parmi eux, toutes petites, aux gestes menus. Mais vraiment, cette transformation en négresses ne leur sied pas...

... Le soleil déclinait déjà, quand j'ai gravi d'un pied léger les pentes du Marou-yama. Je ne me laisse pas tenter, et pour cause, par les mille bibelots offerts au passage. Je retrouve mes souvenirs de jadis, la petite rue où habitait « Myosotis », où j'ai été souvent l'arracher à sa vieille mère aux dents noires, pour qu'elle vint charmer nos soupers de ses mélancoliques chansons. La maison est changée, inconnus les visages. J'ai envie de demander des nouvelles de ma petite amie d'antan. A quoi bon ! Je passe.

Pourtant, je voudrais retrouver Komomo-San, la petite fée de dix ans, aux gestes élégants, à la grâce tanagréenne. C'est une jeune fille maintenant, et sans doute elle est idéalement jolie. Hélas ! Une maison nouvelle s'élève à la place du petit boudoir natté où nous l'avons vue jadis promener un pinceau léger sur sa figure mutine. Une vieille est assise : une inconnue qui ricane. Qui donc a enlevé « Petite Pêche ? » Cette vieille, c'est ma jeunesse, le symbole des illusions d'antan qui ne se réveillent plus, de la facilité d'aimer et de s'enthousiasmer qui se glace.

J'ai gravi lentement le sentier dallé où j'ai tant de fois accompagné Rouriso et Komomo, rieuses et légères, dans leurs robes de soie bleue brodées de grandes fleurs pâles. Voici l'entrée d'Hootéi, où je les ai si souvent le soir regardées danser dans la lueur des cierges, tandis que les notes plaintives du chamécen s'épandaient par les balcons ouverts sur Nagasaki endormie. Je ne piquerai pas des fleurs tremblantes dans leurs beaux cheveux, je n'irai même pas demander ce qu'elles sont devenues... à quoi bon !

La colline est pleine de tombes. Des milliers de stèles qui se hérissent, des milliers de statuettes plus ou moins grossières qui veillent sur le repos des oubliés. Quelques-unes n'ont plus ni tête, ni bras ; d'autres gardent une profonde expression de prière. Vers qui, cette prière ? Ces morts ont-ils conçu, ont-ils désiré autre chose que ce calme sommeil sous les grands arbres ? Leur race s'agit à leurs

pieds. Vaine agitation, vain bruit ! Ils ont aimé peut-être, ils ont souri aux guéchas voluptueuses qui maintenant sont mortes. Et la colline retentit encore du son des rires et des guitares, du gazouillement vain des mousmés. Et cela continuera ainsi toujours. Pleurs ou rires, chansons ou baisers, qu'importe ! si tout doit finir avec cette vie éphémère, si l'on ne doit pas retrouver dans un autre monde, pour les aimer à jamais, ceux que la terre nous a ravis, ou ceux que l'on ne peut pas aimer ici-bas !...

Une mousmé descend de la pente avec un cliquetis de socques, elle s'arrête pour sourire à un petit mousko hérissé qui se suspend au sein déjà flétri de sa minuscule mère ; des enfants jouent et se poursuivent, taches vertes, roses et bleues à travers les tombes grises.

Je suis descendu par des ruelles étroites dans un quartier inconnu. J'ai marché longtemps, insensible aux sollicitations des cicerones et des marchands, regardant à peine les petites maisons nattées, où, derrière de petits étalages de comestibles, de soieries, de jouets, de porcelaines ou de pipes, sourit avec mille révérences un magot siffleur. Des menuisiers aux jambes nues rabotent au milieu des copeaux ; des boulangers vêtus d'un simple « foundochi » pilent la pâte au fond d'un mortier, en rythmant leurs efforts de cris alternés. La sueur ruisselle sur leurs corps jaunes et trapus. Des étudiants en casquette passent, vêtus du long manteau à manches flottantes, la pipe à la ceinture, la robe relevée sur leurs caleçons étroits. Voici le délicieux ravin dont j'aimais tant jadis les vieux ponts aux guirlandes de lierre. Il n'y a plus d'enfants aux robes claires sous les arches grises. Un vieux pêcheur aux membres ravinés marche dans la vase avec précaution. Le jour s'éteint sur les toits sombres des temples. J'ai perdu mon chemin ; je marche encore à l'aventure, parce qu'aussi bien je n'ai pas autre chose à faire. Je me sens incapable d'un désir ou d'une pensée. Cette vie minuscule ne me passionne pas ; elle ne m'amuse même plus. Tout cela me semble étriqué, petit, vieillot. Il est impossible d'avoir une grande pensée, une ardeur jeune dans un pareil cadre. Tous les sentiments se rapetissent à l'exiguité des hommes et des choses. Le découragement descend avec le soir sur cette ville sans lumière. Une lassitude infinie s'empare de l'âme.

Et voici que soudain une jeune femme sort d'une boutique. Elle tient dans ses bras un enfant, à qui elle débite, dans sa langue gazouillante, ces insignifiantes choses avec lesquelles toutes les mères font sourire leurs bébés. Le père les suit. Il sourit, lui aussi, à la mère et à l'enfant, et tous les trois forment un groupe charmant

de jeunesse et de fraîcheur... La famille, peut être le vrai bonheur ici-bas.

Pendant le diner, Z... m'a dit des choses pleines de délicatesse et d'enthousiasme sur les guéchas ; mais je ne sens plus comme lui.

En arrivant au quai, nous apercevons des matelots ivres qui se battent avec la police. L'un d'eux, qui vient de tomber sous l'attaque brusque d'une bande de traîneurs de pousse-pousse, est l'objet d'un passage à tabac de premier ordre. Nous intervenons, indignés. On le relève tout sanglant, pendant qu'il gémit : « Ils sont trop, je suis orphelin. » On le met dans une djinrikcha, et nous l'accompagnons jusqu'au poste, où nous obtenons qu'il soit déposé avec une délicatesse relative sur le lit de bois de la salle de police.

Puis, je reviens prendre un sampan, et, pendant trois quarts d'heure, sous les étoiles, long ruban lumineux que découpe le contour noir des montagnes, je songe, bercé par la godille, à d'autres qui sont loin, et sont peut être heureux ce soir.

16 octobre.

J'ai gravi avec Y... les hauteurs qui dominent Nagasaki. Nous avons suivi une vallée profonde et des chemins sauvages. Un vieux japonais, coiffé comme les samourais d'avant la révolution, nous salue amicalement, et des enfants nous poursuivent dans les escaliers de pierre rongés par les torrents. Ils veulent nous servir de guide pour gagner quelques cents, mais nous tenons à notre solitude. Cependant nous ne pouvons résister à une petite fille très gracieuse, qui porte dans ses bras un jeune frère presque aussi considérable qu'elle.

Des crêtes, une vue merveilleuse s'étend sur les montagnes de Buzen et d'Aitsou, sur la presqu'île d'Onsen dont le sommet se perd dans les nuages, au-delà de la nappe bleue d'Aba. A nos pieds, les montagnes sont taillées en escaliers de verdure par les rizières, et cela donne au paysage l'aspect d'un plan géographique artificiel. L'horizon est d'une limpidité parfaite. Sur les crêtes gazonnées que nous parcourons, des pins jaillis ça et là, sans raison apparente, tordent des branches épileptiques. Nous plongeons dans des ravins charmants, sous des bosquets de bambous délicieux. Parfois un rire argentin et d'aimables « ohaihos » nous arrivent des petites Japonaises qui travaillent dans les champs, la tête voilée d'un foulard bleu.

Un verre de « ramounè » (lisez : limonade) au col d'Himi, puis la descente dans une route ravissante, où les feuillages roux se marient aux teintes cuivrées des mousses et des fougères. Le charme de cette mélancolie automnale inspire à mon compagnon de me raconter comment s'est fait son mariage, tandis que je songe avec des sentiments indéfinissables comment ne s'est jamais fait le mien.

Les rues sont pleines d'Américains ivres qui reviennent de Manille.

17 octobre.

Z... m'entraîne à Foukouda. Z... est un passionné du Japon. Les bois exquis que nous traversons, le panorama unique de cette entrée que nous découvrons des hauteurs où l'air est pur, où le bruit de la mer nous arrive à travers l'éternelle berceuse des pins frôlés par la brise, le sourire avenant des petites Japonaises qui nous croisent, tout semble justifier son enthousiasme. Et cependant, comme ce cadre est vide ! Comme il manque quelque chose de plus profond que la mer, de plus infini que le ciel, de plus éternel que cette éternelle et douce plainte du vent, au silence de ces grands ravins parfumés, à la fraîcheur de ces pentes où les aiguilles des pins argentent la verdure sombre !...

Foukouda serait une plage ravissante, si le sable ne s'y mélangeait d'une vase qui attriste les teintes du paysage, aussitôt que la mer descend. Un petit village de pêcheurs où l'on construit des barques, des enfants nus et dorés qui jouent sur la grève. Demi-nues aussi, les femmes qui travaillent sur le seuil de leur porte à faire cuire du riz ou écailler des poissons. Par un mouvement louable, et qui prouve que la coquetterie s'allie chez ce peuple à un juste sentiment de l'esthétique, une vieille ridée voile à notre passage ce qui fut jadis ses charmes ; et nous nous éloignons après avoir admiré une plage d'énormes galets entassés sous des pins séculaires.

Dans le sentier qui nous ramène à Nagasaki nous découvrons une quinzaine de mousmés assises parmi les roches. Elles reviennent des ateliers de la Mitsou-Bishi. Saluts, sourires, gazouillements, puis adieux très gracieux. J'ai toutes les peines du monde à arracher Z... à la séduction d'une petite marchande, à la menace d'une explosion de mine, puis à la contemplation parmi les cases du village Russe d'une petite Japonaise à tresse blonde, dont l'origine me paraît excessivement orthodoxe.

20 octobre.

Le « Rowing Club anglais » de Nagasaki a organisé avant-hier des régates internationales. Deux courses étaient réservées aux bâtiments de guerre. Sûrs de gagner l'une, pour laquelle notre croiseur avait seul envoyé des embarcations, nous nous sommes montrés très coulants dans les pourparlers engagés avec les Américains de la *New-Orléans*, pour rétablir l'équilibre entre des embarcations de tonnages et d'équipages inégaux. Il nous a semblé courtois de leur laisser les plus grandes chances de succès. Leur canot, fait pour la course, est plus petit et plus léger que les nôtres. Ils nous proposent des paris ; nous refusons pour nos hommes et pour nous.

Rendez-vous dans la tribune du Rowing-Club. — Bière, whisky et flirts. Qui donc prétend que les Anglaises ne sont pas jolies ? — On me présente à un officier de la *Rossia*, géant blond et joyeux, en mission à Nagasaki. Voici la course de canots. Un peu d'agitation règne dans la tribune. On ne voit pas très bien. Un de nos canots cependant semble distancé. Je suis convaincu que nous serons battus et je ne regarde pas. Tout à coup, des coups de sifflet déchirent l'air. C'est la *New-Orléans* qui excite ses champions. L'équipage massé à l'avant pousse des clameurs. « C'est tout à fait inconvenant ! » dit derrière moi le Russe furieux. Deux canots, français et américain, sont à la même hauteur. Les avirons se touchent presque. Tout le monde se lève, les avirons s'engagent ; le canot français a une demi-longueur d'avance. Les Américains rentrent un balai qu'ils commençaient à hisser. Dessialkine me serre la main avec frénésie en hurlant : « Bravo ! » Coup de pistolet d'arrivée : c'est nous qui avons gagné. Tous les officiers américains s'en vont. Nous qui étions venus avec l'intention bien arrêtée de les applaudir gagnants, nous ne pouvons nous empêcher de qualifier sévèrement cette conduite de rustres, si différente de la correction toujours parfaite des Anglais en matière de sport.

Maintenant les deux canots se disent des sottises, les pelles d'avirons se lèvent. Notre canot à vapeur les sépare. Un de leurs officiers vient réclamer auprès du jury et se fait éconduire de première main. Le soir, le commandant américain consigne à bord ses canotiers très excités ; mais le lendemain, une bande d'Américains vient chercher querelle à nos hommes dans un music-hall. Ils avaient parié, ils ont perdu trois cents dollars d'or. Ils voudraient se venger sur le patron

de notre canot. Le consul et un lieutenant de vaisseau arrivent dans la bagarre et parviennent à arrêter nos marins au moment où, groupés, ils allaient écraser une dizaine d'Américains qui leur avaient jeté des pavés. Le lendemain, réclamation très vive au commandant Sperry, avec avis que si ses matelots recommencent, nous ne répondons plus des nôtres. Ils sont beaucoup plus nombreux : ce serait une omelette d'Yankees. Notre équipage est très excité. Sperry consigne le sien. Nos hommes règnent sur Nagasaki.

25 octobre.

J'ai revu Dessialkine, nous avons causé musique et théologie, et il m'a prêté des livres sur l'Eglise Grecque. Nous avons reçu à bord la visite d'une exquise et fragile guécha : « Chiyomachi », puis de deux petites personnes aux noms de fleurs, avec qui deux de nos camarades ont conclu un mariage transitoire devant la police nipponne et Amaterasu. Ils habitent une maisonnette de nattes et de bambous dans une vallée fraîche ; mais leurs petites épouses ont moins de charme dans leur négligé d'intérieur, que sous le fard savant et les robes exquises, qu'elles ont déployées pour venir avec quelques amies assister à une représentation dominicale du théâtre du bord. Ce parterre de poupées était des plus amusants ; et elles nous ont fait de si belles révérences !

J'ai cru retrouver dans une délicieuse petite marchande de cigares du Marou-Yama ma petite amie Rouriso. Ce n'était pas elle. Sans doute elle est morte, comme Komomo, qu'une fluxion de poitrine a emporté dans quelque paradis de fleurs et de papillons, moins légers que son âme.

Ce matin je suis allé rejoindre Dessialkine à l'hôpital russe. Autour de multiples tasses de thé, nous avons reconnu que le schisme de l'Eglise Russe et de celle d'Occident repose sur une simple question d'amour propre ; il m'a montré un Evangile orné de vieilles miniatures byzantines ; puis il m'a conduit dans la salle où se trouvait un de mes matelots dyssentérique : le petit fusilier Kervor. « Il faut s'attendre à tout », m'a dit le médecin russe. Et quand je vois ce pauvre garçon, maigri, pâli, me prendre la main en pleurant, j'ai peine à dissimuler mon émotion. Je lui dis quelques mots d'encouragement ; et il pleure. Vingt ans ! et peut être mourir au fond de cet hôpital perdu, où personne ne parle français ! C'est un

bon petit breton, presque un enfant, un des chefs de pièce de ma passerelle. Dessialkine, qui a vu mon émotion, me tend la main en sortant, et me dit : « Je vous promets que si son état s'aggrave, on appellera immédiatement un prêtre français. » Et j'ai été vraiment touché de cette promesse d'une foi simple et grande et d'un bon cœur.

Ce soir je pars avec Z... pour Obama.

28 octobre.

Quarante-huit heures de villégiature au pied de l'Onsen, dans un coquet petit port, avec ascension pour visiter un ami qui s'imprègne d'eau sulfureuse dans la solitude des forêts.

La propriétaire d'Ikkakoku-Hôtel est une japonaise charmante, veuve d'un capitaine tué pendant la guerre de Chine. La grâce d'Okimi-San est le principal attrait de son établissement où le service est déplorable. Sa petite nièce, à qui nous avons demandé de nous conduire chez des guéchas, nous mène dans une maison de thé. Le balcon domine la mer, où le clair de lune dort mollement ; et dans la demi-obscurité où murmurent les guitares, la jeune Ochida-San, souple et caressante comme une chatte, renverse sa tête brune pour offrir le sourire énigmatique et voluptueux de ses dents blanches et de ses yeux noirs.

Le lendemain nous essayons vainement d'organiser une petite séance musicale, pour une jeune anglaise qui n'a jamais vu de guéchas. Elles sont de dixième ordre, et la danseuse est grotesque. Notre invitée se croit obligée de pousser des cris d'admiration ; et, comme je tombe de sommeil, cela achève de m'exaspérer.

A neuf heures du matin je prends le bateau de Mogui. Mer bleue, ciel bleu. Quelques légers nuages volent très haut au-dessus de la Terre des Fleurs, comme toutes mes pensées au-dessus des voluptés enfantines de ce pays.

30 octobre.

A travers les longues rues étroites, je me fais conduire au temple d'Osouwa. Voici les torii et l'escalier immense. Pas de petites japonaises aux ombrelles roses aujourd'hui ; c'est l'automne. Des échafaudages déparent les derniers gradins. Il semble que depuis cinq ans tout cela ait vieilli.

Dans la cour, de jeunes nippons festoient avec des guéchas fardées, aux robes de rêve, aux gestes de fée. L'amour sourit à l'ombre des temples, il n'a pourtant pas beaucoup ici les allures d'une piété.

Je suis monté dans le bois vénérable. Debout sur un rocher, par une échappée de branchages formant un cadre exquis, j'apercevais toute la rade bordée de maisons, semée de bateaux, jusqu'à Takashima, jusqu'à la mer libre : un paysage unique et charmant.

Les petites mousmés de la Donko-tchaya ne m'ont pas arrêté par leurs minauderies et leurs révérences. Elles parlent toutes un peu français ou anglais. C'est une tare impardonnable.

Il règne dans les rues une odeur très particulière de friture et de poisson. C'est l'odeur du Japon, qu'on n'oublie pas plus que celle de la Chine, quand on l'a respirée une fois. Chaque pays, chaque peuple a une senteur originale. Elle n'est pas toujours exquise. Les Somalis, végétariens, trouvent que nous sentons le cadavre et se bouchent le nez pour nous aborder.

Z... m'a proposé d'aller dîner ce soir à la japonaise, dans un restaurant élégant, situé quelque part, là bas, dans le quartier des vieux temples. Le ciel s'est couvert soudain ; il pleut, il fait froid, j'ai l'âme gelée. Des djins, capote baissée, nous emportent, enfouis dans leur tablier de cuir.

C'est déjà loin du décor exquis de mes petites débauches d'antan, sur les terrasses d'Hootēi, quand je regardais Nagasaki s'endormir au chant monotone des cigales, et que se profilait dans l'ombre la fine silhouette de Rouriso. Evanouie, la vision frêle, disparus, les balcons bleus de la jeunesse !...

Z... a fait arrêter nos Kouroumas : nous sommes tout près de Fougitei. Nous nous engageons dans une rue en pente, très sombre, car les boutiques sont déjà fermées. Les Japonais dînent à l'heure où le soleil se couche, puis ils suivent l'exemple de cet astre. Nous arrivons au bout de la rue ; je regarde Z..., Z... me regarde : nous ne savons plus où nous sommes. Pas un chat en vue, pas un « djin ». Il y a bien une guérite de policeman, mais le somnolent factionnaire témoigne d'une incompréhension absolue. Enfin voici un fanal. Dieu soit loué ! une djinrikcha... Quelques instants plus tard, d'accortes nésans, avec mille révérences, éclats de rire et cris d'oiseaux, nous retirent nos souliers boueux et nous introduisent dans une vaste salle, où, sur les nattes irréprochables, une famille japonaise achève de dîner. Ces braves gens nous ont salué fort aimablement, mais comment faire comprendre notre passion irréductible de la solitude sans froisser des

des hôtes si polis ? M^{lle} Harouko-San, la jeune fille de la maison, est venue s'asseoir sur les cousins disposés autour de nous. Elle nous a souri le plus agréablement du monde, avec une grimace de chat qui réduit à une fente imperceptible ses yeux en amande, et développe outre mesure ses belles joues ; elle s'est prosternée une demi douzaine de fois pour nous remercier de compliments plus que banals, puis elle a accepté une cigarette. Elle en a délicatement aminci l'extrémité pour l'introduire dans un porte-cigarettes de papier qu'elle a fabriqué avec la plus grande dextérité ; puis, nous nous regardons comme de petits Satzoumas, en grignotant les kashis et le thé qu'on nous a apportés en guise d'apéritifs.

Mais voici le dîner et les guéchas : M^{lles} Chrysanthème et Jaune-d'Œuf. Elles saluent Z... en vieille connaissance et se livrent à mon égard à des prosternations innombrables. Elle est exquise, cette Kikou-San, avec ses yeux infiniment longs, au regard de très douce caresse ; avec ses traits d'une finesse de bibelot fragile, d'une pâleur d'ivoire ancien, savamment rehaussée de fards discrets. Sa chevelure est un chef-d'œuvre : et sa main, de la plus aristocratique petitesse, effleure les cordes plaintives du chamécen avec une prestesse et une virtuosité que Jaune d'Œuf essaie vainement d'égaler.

La famille japonaise a disparu, non sans que le mâle de la bande soit venu exécuter un pas bouffon au milieu de la salle, affublé d'un masque de danseuse : gaieté due à un léger excès de sake, et d'une manifestation peu conforme à la politesse ordinaire des Japonais.

Les guéchas sont devenues plus familières, après que nous avons échangé le « sake (1) » et partagé quelques « kashis (2) ». Elles dansent et chantent, pendant que nous nous évertuons à l'aide de bâtonnets au milieu de soucoupes multiples, contenant de mystérieux bouillons et du poisson cru. Elles exécutent des pas d'une grâce exquise et viennent, après la prosternation finale, se blottir câline-ment dans nos bras. Je respire le parfum léger qui monte de la nuque ambrée de Kikou. Je sais qu'une âme de femme coquette et cruelle se cache sous ces coques merveilleuses, sous cette robe de soie aux pâleurs de clair de lune, sous cette ceinture semée de chrysanthèmes vieil or, dans ce frêle corps de fée. Peu à peu, une langueur voluptueuse m'envahit ; il faut, pour rompre le charme, que je me sou-

(1) Sake : eau-de-vie de riz.

(2) Kashi : gâteau.

viennent de l'heure tardive, de l'appareillage à quatre heures du matin. Kikou s'abandonnait doucement. Elle me regarde d'un air étonné quand j'annonce mon départ, puis s'écarte froissée. Et je ne saurais dire le mélange de regrets, d'indifférence et de satisfaction que j'éprouve à m'égarer dans les rues noires, parmi les flaques de boue, jusqu'à ce qu'un sampan me reconduise à bord, sous l'inaltérable sérénité des étoiles.

JEAN DE LA JALINE.



KOMOMO

Une fée, un rêve, un rayon
Vêtu d'ailes de papillon,
 Dans l'aube fraîche
Un myosotis, en un mot
Mademoiselle Komomo :
 « Petite Pèche. »

Avec des sourires mutins,
A tous petits pas enfantins
 Elle s'avance ;
Bien qu'elle n'ait que dix printemps
Elle sait faire en plusieurs temps
 La révérence.

Elle porte un savant chignon
Qui tremble sur son cou mignon ,
 Sa nuque fine ;
L'échafaudage compliqué
Fort modestement est piqué
 D'une aubépine.

Sa robe, où des oiseaux, des fleurs
Rêvent en d'exquises pâleurs
 Est bleue et grise ;
La gorge ne fait pas un pli
Sur le nœud bouffant de l'obi
 Satin cerise.

Le joli mensonge du fard
Lui fait faire avec beaucoup d'art
 Un peu la moue ;
Son sourire est de pur carmin,
Et rose est sa petite main
 Comme sa joue.

Son visage n'est qu'un pastel
Si léger qu'il semble irréel,
 Et l'on frissonne
Qu'au moindre souffle évanoui
Il ne nous laisse dans la nuit
 Plus rien, personne.

Libellule, être aérien
Qui d'un souffle brodé d'un rien
 S'est fait une aile,
Sous la caresse de ses pas
Une fleur ne courberait pas
 Sa tige frêle.

Elle est déjà femme pourtant,
Coquette, et même — on le prétend —
 Un peu cruelle,
Ses petites griffes d'email
Aussi promptes que l'éventail
 Ou la prunelle.

Elle s'est mise à deux genoux
Avec des mouvements très doux,
 Pleins de cadence ;
Sur les chamécens en mineur,
Un accord pâle tremble et meurt :
 Komomo danse.

C'est une légende d'amour
Dont sa pose au changeant contour
 Dit les folies :
Un jeune amour des temps très vieux,
Où s'endormaient aux bras des dieux
 Ses sœurs jolies.

Aveux, tendresses, pamoisons,
Rien n'y manque... les trahisons
 Ni les mensonges ;
Mais c'est éperdument ailleurs,
Dans un pays de femmes-fleurs
 Et d'amours-songes.

Vainement sur les cœurs broyés
D'un peu de sang vous cherchiez
 L'éclaboussure ;
Dans les baisers les plus ardents
On s'effleure du bout des dents,
 Mais sans morsure.

Cela finit en menuet
Où s'arrondit d'un bras fluët
 La courbe exquise,
Evoquant d'un geste mutin
La révérence de satin
 D'une marquise.

Les flambeaux de cire odorants
Traversent de rayons mourants
 L'ombre dorée ;
Dans leur furtif vacillement
Komomo s'est soudainement
 Evaporée.

Sans l'essaim rose des mousmés
Chantant les yeux demi fermés
 Qui se dévoile,
On croirait, étrange douceur,
Avoir vu l'âme d'une fleur
 Ou d'une étoile.

Et je reste en rêve l'amant
Du sphynx minuscule et charmant
 Qui sut se taire,
Du fin visage un peu penché,
Joli comme un joli péché
 Plein de mystère.

J. DE LA J.



FRANCISCO GOYA AU MUSÉE D'AGEN

Parmi les richesses que le comte de Chaudordy a léguées au Musée d'Agen, il n'en est pas de plus rares et de plus précieuses que la série de peintures de Goya et de son école, la plus nombreuse et la plus importante qui soit en France. De l'avis des plus autorisés le portrait de Ferdinand Guillamardet, au Musée du Louvre, est une œuvre très secondaire et qui donne à peine l'idée d'une des manières du maître. Les Bordelais eux-mêmes, quoique très fiers du *Hilan Delgado* de leur Musée, y reconnaissent une « œuvre de vieillesse où l'on sent encore la griffe du maître. » Seule, la toile du Musée de Castres représentait dignement, jusqu'ici, de ce côté des Pyrénées, le merveilleux génie de l'auteur des *Caprices*. Désormais, manières différentes, œuvres de maturité et de déclin, toutes les principales facettes d'un talent original entre tous, pourront être étudiées au Musée d'Agen, d'après des originaux relativement nombreux et dont plusieurs sont depuis longtemps célèbres. A elle seule, cette collection fournirait la matière d'un petit volume ; nous lui consacrerons simplement ici quelques notes historiques, de quoi effleurer le volumineux dossier que nous leur avons constitué.

* * *

La bibliographie de don Francisco José Goya y Lucientes serait intéressante à dresser ; on y verrait avec quelle lenteur la renommée d'un maître s'établit devant la postérité ; on y verrait aussi combien fut ignorante et hésitante la critique artistique de la première moitié du XIX^e siècle.

Cette bibliographie débiterait, dans un lointain qu'il faudrait

préciser, par quelques phrases de Victor Hugo, par un article de la *Revue encyclopédique* (1832) et par une notice intéressante, publiée dans le *Magasin pittoresque* (1834) (1). A part, on mentionnerait le premier travail, déjà plein de faits, de don Valentin Carderera dans la revue espagnole *El Artista*, de 1835, ainsi qu'un superbe chapitre du *Voyage en Espagne* (1842), de Théophile Gautier (2). L'auteur de la *Comédie de la Mort* avait été vivement impressionné par le sombre talent de l'auteur des *Désastres de la Guerre*, auquel il consacra une nouvelle notice, accompagnée d'un premier essai de catalogue par Eugène Piot dans le *Cabinet de l'amateur* de 1842 (3). Avec quelques pages de Viardot, dans *Les Musées d'Espagne* (4), ce sont là les incunables du sujet.

Dix-neuf années s'écoulaient sans qu'on paraisse s'être occupé du vieux maître, sauf Paul Mantz, qui donnait, en 1852, aux *Archives de l'Art Français* (5) l'acte de décès de Francisco Goya (Bordeaux, 16 avril 1828) (6), avec un commentaire prouvant combien peu on connaissait alors l'œuvre et la vie du peintre, dont les rois avaient été fous « *los reyes son locos con Goya* », comme il le disait lui-même (7).

Alors apparaissent coup sur coup les études documentaires et nourries de faits sur lesquelles pourra s'asseoir la biographie définitive de l'étrange génie qui, ayant vécu en pleine apothéose devenait, cinquante ans après sa mort, aussi mystérieusement troublant qu'un de ces héros à mi chemin entre l'histoire et la légende, dont on connaît les

(1) Avec deux figures des *Proverbes*, *Hasta su abuelo* et *Se repulen* reproduites — coïncidence curieuse — par Granville. Le *Magasin pittoresque* est revenu sur Goya plusieurs fois, notamment t. xxiv, p. 166, t. xlviii, pp. 41, 177, etc.

(2) *Voyage en Espagne. Tras los montes*, Paris, Charpentier, 1877, pp. 115, 124, et l'*Artiste* de juin 1845.

(3) « Remarquable et retentissant article », a dit M. Lefort. Le catalogue de l'œuvre gravée de Goya, par Piot, décrit 163 pièces. La même année parut, dans le *Bulletin de l'Alliance des Arts*, une étude que nous citons pour mémoire.

(4) *Musées d'Espagne* (1843), p. 64, voir du même : *Notices sur les principaux peintres de l'Espagne* (1839), p. 306.

(5) Tome 1^{er}, p. 318.

(6) Goya est né le 30 mars 1746, à Fuendetodos, village d'Aragon voisin de Saragosse.

(7) Fragment d'une lettre de Goya à son ami Zapater. Voir *Goya. Noticias biográficas*, par Don F. Zapater (Zaragoza, 1868), précieux recueil d'extraits de la correspondance échangée entre l'artiste et Martin Zapater, de 1775 à 1805.

exploits et dont on ignore la vie. D'abord, en 1858, un bon travail signé Léon Mathéron et dédié à Eugène Delacroix (1), puis, après quelques pages intéressantes de M. Clément de Ris dans son *Musée Royal de Madrid* (2), le *Francisco Goya, sa vie, ses dessins et ses eaux-fortes* que le Nestor des critiques espagnols, don Valentin Carderera donna à la *Gazette des Beaux-Arts* (3), avec des notes de Burty. Cette étude véritablement fondamentale, date de 1860 : elle décide les Espagnols à s'occuper de leur artiste le plus foncièrement national (4), et elle attire en Espagne les meilleurs biographes du maître. Don Francisco Zapater met au jour ses *Noticias biográficas* où se trouve pour une grande part la correspondance du peintre, dont Mélido étudie les eaux-fortes (5), et Bruzada y Villamil les tapisseries (6). Charles Yriarte et Paul Lefort s'installent pendant ce temps à Madrid, et sont accueillis comme des fils par le vénérable Carderera qui leur ouvre largement le trésor inestimable des documents qu'infatigablement il avait amassés sur l'artiste favori dont il avait été l'ami ; de cette collaboration sont sorties les œuvres capitales de Charles Yriarte et Paul Lefort sur lesquelles nous aurons à revenir bientôt.

Le second, publiant en 1863 son *Catalogue raisonné de l'œuvre gravée et lithographiée de Goya*, s'exprimait en ces termes sur l'ami du maître :

Aucun critique d'art n'a été à même de mieux connaître et d'étudier le grand artiste espagnol que Don Valentin Carderera. Possesseur à très peu

(1) *D. Francisco Goya*. Paris, Schulz et Thuillier, 1858, in-12. M. Mathéron a publié depuis d'excellentes pages sur Goya dans *Artistes contemporains des pays de Guyenne, Béarn, etc.* Bordeaux, Gounouilh, 1889, in-8°.

(2) Paru en 1853. En 1854-56, le *Manuel de l'Amateur d'Estampes* avait décrit quatre-vingt-seize eaux-fortes de Goya.

(3) Tome VII, 1860, pp. 215-227, etc.

(4) On se rappelle les paroles de Théophile Gautier : « Dans la tombe de Goya est enterré l'ancien art espagnol, le monde à jamais disparu des toreros, des majos, des manolas, des moines, des contrebandiers, des voleurs, des alguazils et des sorcières, toute la couleur locale de la Péninsule. Il est venu juste à temps pour recueillir et fixer tout cela. Il a cru ne faire que des caprices, il a fait le portrait et l'histoire de la vieille Espagne, tout en croyant servir les idées et les croyances nouvelles... » *Voyage en Espagne*, p. 124.

(5) Série d'articles sur les *Proverbes* et les *Malheurs de la Guerre*, parus en 1864 dans *El Arte en Espana*.

(6) *Los Tapices de Goya* (1870). En 1865, M. Brunet avait publié chez Aubry : *Etude sur Francisco Goya. Notice biographique et artistique, accompagnée de photographies, etc.*

de pièces près, de toutes les séries, morceaux détachés, essais — et presque toujours en épreuves d'une insigne rareté — échappés à la pointe ou au crayon de Goya, lui seul en pouvait décrire l'œuvre en pleine connaissance de cause...

Et plus loin :

Nous ne voulons point terminer ces lignes sans témoigner à Don V. Carderera combien nous le remercions chaleureusement pour cette large hospitalité d'amateur qu'il a bien voulu pratiquer avec nous, en mettant à notre disposition non pas seulement ses riches portefeuilles, mais encore son expérience si précieuse en une telle matière, ses renseignements si sûrs et jusqu'à ses travaux antérieurs. C'est en réalité à lui seul que nous sommes redevable d'avoir pu entreprendre cet essai, et nous avons hâte de lui dire ici-même qu'il lui appartient beaucoup plus qu'à nous, qui n'avons eu qu'à mettre à profit ses inépuisables connaissances (1).

Voici maintenant ce que Charles Yriarte dit, à son tour, du vieil érudit, sur lequel il est tout particulièrement important d'insister ici.

Quant à ce passionné collectionneur, ce charmant vieillard plein de feu, plein d'enthousiasme, ce profond érudit si accueillant qui s'appelait Don Valentin Carderera, on peut dire que, sans lui, Goya restait inconnu sous bien des aspects. Don Valentin a possédé la plus admirable collection de dessins du maître, tout l'œuvre gravé en magnifiques épreuves du temps ; tous les dessins à la sanguine qui avaient servi d'études préalables pour les planches de la *Tauromachie*, un grand nombre de ceux qui étaient composés avant l'exécution de la série des *Désastres de la Guerre*, des *Caprices*, des *Fantaisies* ; des paysages, des manuscrits, des lettres autographes de Goya, sans lesquelles nous n'aurions pu faire la lumière sur l'œuvre et la vie du grand artiste. Ajoutez à cela qu'il avait connu Goya lui-même dans sa jeunesse, que sa mémoire était le répertoire le plus utile à consulter, qu'il avait gardé l'écho des chroniques de son temps, circonstances qui firent que tous ceux qui, à Madrid ou en France, voulurent écrire sur le sujet, se virent dans la nécessité d'aller frapper à la porte du cabinet de don Valentin, capharnaüm aussi bizarre qu'il était hospitalier, au seuil duquel vous recevait l'excellent vieillard, dans un intérieur digne du pinceau de Balzac, musée délabré mais du plus haut intérêt, retraite modeste pleine de gravures, de miniatures, de portrait du temps, manuscrits, dessins autographes : richesses historiques qui sont devenues depuis le domaine de la nation espagnole.

(1) *Gazette des Beaux-Arts*, t. xxii, 1867, pp. 192, 193, — 1876, pp. 336-344. — Voir dans la même revue deux courtes études de Léon Lagrange (1865) et de Paul Mantz (1874).

Si on me demande comment Don Valentin se trouvait le dépositaire de tant d'œuvres du maître, je crois me rappeler, après bien des années (1), que ce collectionneur passionné avait été lié avec l'original du *Jeune homme en gris* de la collection Salamanca (qui n'était autre que Xavier de Goya, marquis de l'Espinar, héritier de l'atelier de son père (2). La fortune de ce fils était embarrassée, il dut peu à peu se défaire de tous les tableaux, cartons, esquisses, planches à l'eau-forte, manuscrits et dessins qu'il avait en sa possession ; c'est ainsi que don Valentin put les acquérir, et que l'excellent don Federico de Madrazo, l'ex-directeur du Musée de Madrid, devint le propriétaire de belles toiles qui, pour la plupart, sont passées depuis dans les mains du comte de Chaudordy, actuellement ambassadeur de France à Madrid (3).

Le lecteur comprend maintenant pourquoi, à propos des tableaux du Musée d'Agen, nous avons si longuement traité de la bibliographie de Goya, puisqu'il en ressort sans ombre de doute possible que les ceux du comte de Chaudordy ont appartenu à l'ami, au fanatique de Goya, à celui qui a passé sa vie à préparer les matériaux de l'histoire de ce maître, à écrire cette histoire et à aider de ses documents et de ses conseils les biographes définitifs de Goya, Charles Yriarte et Paul Lefort.

Il ne nous est malheureusement pas possible en ce moment de vérifier si réellement Madrazo tenait ses tableaux de Carderera, mais il est facile de déterminer quels étaient ces tableaux longtemps avant qu'ils vinssent aux mains de M. de Chaudordy, et nous n'y manquerons pas, car on doit être aussi pointilleux, aussi méticuleux pour établir l'origine d'un tableau que celle d'un fossile, d'un bronze antique, ou d'un manuscrit inédit ; car en dépit des experts plus ou moins patentés, ni la touche, ni le style, ni la manière, ni même la signature d'une toile, ne vaudront jamais le moindre certificat d'origine dont l'authenticité ne puisse pas être contestée.

Comme il a été dit plus haut, Charles Yriarte était allé s'installer à Madrid, auprès de don Valentin Carderera pour étudier l'œuvre et la vie du dernier grand maître de l'école espagnole ; il en rapporta un

(1) Yriarte écrivait ceci en 1877 ; ses relations avec Carderera étaient antérieures à 1867.

(2) Yriarte se trompe, *Le Jeune homme en habit gris* de la collection Salamanca, n'est pas le fils, mais le petit-fils de Goya, don Mariano, l'époux de la belle dona Gurmésinda Golcochea.

(3) Ch. Yriarte : *Goya aquafortiste* (*L'Art*, t. ix, 1877, pp. 4 et 5).

beau travail d'ensemble qui fit date, dès son apparition, et est resté un des classiques toujours consultés de l'histoire de l'art, en voici le titre : *Goya, par Charles Yriarte. Sa biographie, les fresques, les toiles, les tapisseries, les eaux-fortes et le catalogue de l'œuvre*. Paris, Plon, 1867, in 4° illustré.

Dans ce très beau livre, les tableaux appartenant à Fédérigo de Madrazo sont mentionnés bien des fois. Voici l'extrait du *Catalogue des peintures de Goya* qui leur est consacré (1).

Collection de Don Fédérigo de Madrazo

MESSE DE RELEVAILLES.

Magnifique esquisse. — Une jeune femme, tenant dans ses bras un nouveau-né, s'agenouille devant l'autel ; le prêtre, vu de dos, dit la messe ; la foule est agenouillée.

Toile de premier ordre, importante dans l'œuvre de Goya.

PORTRAIT DE GOYA.

L'artiste doit avoir trente et quelques années ; il est représenté un crayon à la main, vu d'épaules, mais la tête tournée vers le spectateur.

Ce portrait figure dans le SAN FRANCISCO EL GRANDE.

PORTRAIT D'ASENSI JULIA.

Ce portrait est passé dans une autre collection.

LE BALLON.

Grande esquisse. — Un ballon traverse l'air, des cavaliers et des personnes à pied s'efforcent de suivre la direction de l'aérostat.

Cette peinture est conçue dans une gamme bleudtre.

CAPRICE.

Esquisse assez fantastique et inexplicable. Un âne, un taureau et un éléphant traversent l'atmosphère sillonnée par des ballons.

PORTRAIT DE FERDINAND VII A CHEVAL.

Esquisse du portrait de l'Académie de Fernando.

Ces tableaux proviennent de la collection du fils de Goya, don Xavier.

La *Messe de relevailles*, le *portrait de Goya*, le *Ballon*, le *Caprice*, le *portrait de Ferdinand VII à cheval* furent achetés par le comte de Chaudordy à la vente de don Fédérigo de Madrazo. Les admirateurs de Goya les ont toujours vus depuis chez l'ancien ambassadeur de

(1) Ch. Yriarte : *Goya, etc.*, p. 137.

France en Espagne, dans ses salons de la rue du Faubourg Saint-Honoré ; maintenant ils sont la gloire du Musée d'Agen. Nous ignorons dans quelles mains est passé le portrait d'Asensi Julia, un élève assez effacé de l'auteur du *Dos de Mayo*.

Reprenons maintenant la description de ces peintures.

PORTRAIT DE GOYA.

C'est l'un des plus connus dans l'œuvre du maître, la pièce capitale de ce groupe. « Les [portraits les] plus célèbres sont ceux de la duchesse d'Albe qui figurait au Musée Standisch, celui du palais de Léria, l'architecte Villa-Nueva, le poète Moratin, M. Munariz, le propre portrait de Goya chez M. de Madrazo, etc. » dit Yriarte, qui le décrit en ces termes (1) :

PORTRAIT DE GOYA. *Cabinet de Don Federigo (2) de Madrazo, à Madrid.*

Nous avons donné, en tête de ce volume, un portrait de Goya, peint par Lopez, alors que l'artiste allait quitter Madrid pour se fixer en France, à l'âge de quatre-vingt ans ; une miniature en tête de la biographie, nous le montre à trente-cinq ans. Ce dernier portrait de Goya est encore plus intéressant, puisqu'il l'exécuta lui-même pour le faire figurer dans la toile religieuse de *Saint François sur la Montagne*, qu'on voit encore aujourd'hui dans l'église de San Francisco el Grande de Madrid (3).

Goya peignit le Saint François en 1781, il avait alors trente-cinq ans. Le portrait qui appartient au directeur du Musée de Madrid, Don Federigo de Madrazo, est enlevé avec un grand brio, une assurance magistrale ; il peut se tenir à côté des beaux portraits de Vélasquez.

L'original porte la marque que Goya a indiquée lui-même sur les œuvres qu'il voulait laisser à son fils après sa mort. Il est de la dimension nature (4).

Yriarte avait rédigé assez sommairement les notes qui lui servirent pour son catalogue. S'il avait bien regardé l'œuvre dont il parlait, il n'eut pas manqué d'y voir, à gauche, au coin, sous le chevalet du peintre la date de 1783. Goya n'avait donc pas, quand il fit son por-

(1) Yriarte, *loc. cit.*, p. 70.

(2) Yriarte a écrit par inadvertance *don Francisco* au lieu de *don Federigo*.

(3) Cette peinture représente saint François acclamé par une foule de gentilshommes et de moines. Goya s'y est représenté, à droite, dans le coin du tableau. Le fond est formé par une ville, dans l'éloignement, étagée sur ses monuments sur une colline.

(4) Yriarte, *loc. cit.*, p. 78.

trait, trente deux ans, mais trente sept, même, si la date de 1781 était la bonne, il eut eu 35 ans, puisque son acte de naissance est du 30 mars 1746. Il y a donc là une erreur matérielle qui nous induirait à développer quelques observations assez curieuses, si la place ne nous était pas strictement mesurée.

FERDINAND VII A CHEVAL.

En mai 1814, Ferdinand VII, muni de passeports que Napoléon lui avait donnés lui-même, rentra en Espagne où il fut accueilli avec un véritable enthousiasme. Les partisans du roi Joseph restèrent hésitants, et Goya, l'un des plus ardents, fut un de ceux qu'on tenta tout d'abord de rallier à la cause nationale. C'est à lui qu'on s'adressa pour peindre le portrait officiel du nouveau monarque, portrait dont on se proposait de distribuer des copies aux principales municipalités de la Péninsule, dans un but de propagande que les événements justifiaient assez. Goya accepta, sans grand enthousiasme peut être, et des témoins, dignes de foi, ont affirmé à Charles Yriarte que le roi avait dit à son « premier peintre de la Chambre », revenu de si loin : « Tu as mérité en notre absence l'exil, et plus que l'exil, la corde ; mais tu es un grand artiste et nous oublions tout (1). » Et non seulement Ferdinand VII, cette boutade passée, ne voulut plus voir un adversaire politique dans Goya, mais même il le combla de prévenances et de faveurs. Son portrait fut la dernière page du peintre, page puissante encore et qui fut immédiatement célèbre. Même dans l'esquisse, Goya se retrouve avec son originalité si profonde et si vraie.

LE BALLON.

Le regretté Gaston Tissandier n'a pas connu cette belle toile, et c'est fort malheureux, car elle l'aurait vivement intéressé pour son *Histoire des ballons*, dans laquelle il a étudié avec une si intelligente passion toutes les répercussions de l'invention des frères Mongolfier dans le domaine des arts. Après avoir décrit les mille bijoux décorés de ballons, les groupes de Clodion destinés à consacrer le souvenir de l'ascension des Tuileries, il en est réduit à enregistrer un très petit nombre de peintures sérieuses. « Watteau représentait l'ascension de Blanchard à Lille ; Francesco Verini, le peintre italien, composait

(1) Yriarte, *loc. cit.*, p. 46.

le délicieux triomphe de l'aéronaute Lunardi. Naijon offrait à Charles une délicieuse composition à l'encre de Chine, où l'on voit l'aéronaute au dessus des nuages, couronné par Apollon.» Naijon, Verini, Watteau qu'il ne faut pas confondre avec le Watteau de l'*Embarquement pour Cithère* (1), ce sont là de bien petits noms. En réalité, parmi les grands artistes, Goya est le seul qu'ait impressionné la conquête de l'air, il était certainement aussi le seul de son temps dont la géniale intelligence fut capable d'apprécier les nouveaux prodiges de la science ; comme le remarque Yriarte : « N'a-t-il pas fait des hommes volants, une de ses plus belles planches des *Procerbes* et dans plus de vingt de ses toiles n'a-t-il pas poursuivi l'idée de la direction des mongolfières, auxquelles son pinceau subtil adapte des machines qu'il fait servir à la réalisation de sa fantaisie mystérieuse et inquiète ? (2) » C'était une bonne occasion d'établir un rapprochement entre le maître espagnol et Léonard de Vinci qui étudia avec tant de patience et de sagacité le problème de l'aviation.

Quoique nous soyons mal renseignés sur l'histoire des aérostats en Espagne, nous pouvons toutefois affirmer que Goya avait pu assister à plusieurs ascensions de ballons sans quitter la cour ; la première fut tentée le 5 juin 1784, avec assez peu de succès d'ailleurs, par un jeune peintre français, nommé Bouche, qui usa d'un globe à air chaud ; les autres exécutées de 1792 à 1794 par le chevalier Vincent Lunardi à l'aide d'un ballon gonflé avec un appareil à gaz hydrogène dont la nacelle était machinée de manière à se transformer en palais chinois ou en bois enchanté. Ces ascensions eurent un grand retentissement en Espagne, surtout celle du 8 janvier 1793 dont la fin fut assez singulière. Lunardi ayant atterri à Horeajo, en pleine campagne, après avoir terrifié les paysans, fut pris ensuite pour un saint descendu du ciel et porté en triomphe jusqu'à l'église paroissiale (3).

CAPRICE.

Cette étrange composition a été sûrement inspirée par le même courant d'idées que la précédente. Dès l'année 1783 on avait fabriqué

(1) Il s'agit de François Watteau et non d'Antoine. (*Histoire des Ballons*, p. 83.)

(2) Yriarte, *loc. cit.*, p. 23.

(3) Voir sur les ascensions en Espagne, Gaston Tissandier, *Histoire des Ballons et des Aéronautes célèbres* (Paris, Launette, 1887, in-8°, pp. 111, 112, 131, etc.)

de petits ballons en baudruche pour les expériences d'amateurs ; on ne tarda pas à leur donner la forme de différents animaux ou de personnages fantastiques, et de les introduire dans les fêtes publiques où ils obtinrent le plus grand succès. « Le *Cheval Pégase*, ballon de baudruche, fut très fréquemment enlevé dans le jardin du Palais Royal, et l'histoire de ses descentes et de l'étonnement qu'il produisait en passant dans les campagnes, était raconté dans les gazettes. Le *Cheval Pégase* était monté par un *Cuerrier* et précédé d'une *Nymphe* en baudruche. Ces figures avaient été construites par un nommé Eurléu : elles furent inaugurées au jardin Ruggieri, le 22 septembre 1786. Le *Cheval Pégase* descendit ce jour-là près de Choisy-le-Roi, au grand émoi des habitants. On avait précédemment, en 1785, enlevé aux Tuileries, le *Grand cendangeur atmosphérique*. On fit partir à plusieurs reprises, à Lille, la *Nymphe aérienne*, et des expériences de ce genre furent partout renouvelées (1). »

Le furent-elles en Espagne ? nous l'ignorons, mais l'énorme retentissement qu'elles eurent dans toute l'Europe suffit pour expliquer que le maître paradoxal et inquiet des *Caprices* s'en soit emparé et ait tenté de traiter plastiquement un sujet où les résultats les plus positifs de la science se mêlaient ainsi à l'étrange et au fantastique ; de là, cette précieuse petite toile, où l'on voit une population grouillante s'amasser et se bousculer, pour voir passer dans les nuages de terrifiantes apparitions d'éléphants (2), de taureaux (3), d'âne chevauché par un corbeau picador — l'Espagne des *coridas* ne perd jamais ses droits — et de têtes diaboliques qui s'enfuient sur les ailes du vent.

MESSE DE RELEVAILLES.

Jusqu'ici cette merveilleuse composition n'a pas d'autre histoire que les mentions qui en ont été déjà faites et l'universelle admiration qu'elle a soulevée. Elle a été brossée — pratique fréquente de Goya — sur une toile déjà peinte et dont quelques figures apparaissent confusément dans les clairs, au-dessus de la figure de l'officiant.

Le Musée d'Agen possède encore trois tableaux que l'inventaire,

(1) G. Tissandier, *ibid.*, pp. 85, 86.

(2) Le même éléphant reparait dans la planche des *Caprices* intitulée *Otras leyes por el pueblo*.

(3) Des taureaux identiques dans l'eau-forte intitulée *Lluria de toros* dont le cuivre original appartient à M. Lefort.

après décès du comte de Chaudordy, attribue à Goya. Nous le répétons, une attribution, si probable qu'elle puisse être, ne saurait, en l'absence de documents probants, arrêter un instant l'attention de quiconque est habitué à ne pas se payer de mots. Ces trois tableaux sont de la manière ou de l'école de Goya, c'est tout ce qu'on en peut dire jusqu'à nouvel ordre, sauf pour un seul qui mérite d'être étudié de près.

C'est *Goya y la Duquesa de Alba* qu'authentique l'inscription suivante tracée au dos de la toile :

*La duquesa de Alca (sic) y el pretendiente
per Goya.*

Vendido per su nieto. D. Mariano, en 1843.

L'écriture paraît être de la main de Carderera qui était, il ne faut pas l'oublier, le camarade d'enfance du *nieto*, c'est à dire du petit-fils du grand maître, ce dont Mariano que Goya affectionnait tout particulièrement.

Dona Maria-Teresa, de Silva, duchesse d'Albe, tient une grande place dans la vie et dans l'œuvre du maître, dont les excentricités, les boutades et les amours furent non moins célèbres que les tableaux. Le marquis de la Romana possède une exquise petite toile, bien connue dans l'histoire de l'art sous le titre de : *Goya et la duchesse d'Albe*, qui est un des nombreux témoignages matériels de la scandaleuse liaison de l'artiste avec l'excentrique patricienne. Or la peinture du Musée d'Agen est une répétition avec variantes nombreuses et importantes de cette toile célèbre ; d'où, la conclusion forcée que nous sommes en présence d'une des nombreuses répliques que Goya peignait pour lui-même et qu'il légua à son fils, avec les autres tableaux que devait acheter plus tard don Valentin Carderera.

De 1787 à 1798, Goya exécuta une importante suite de peintures décoratives pour l'Alameda de la comtesse de Benavente, — la rivale de la duchesse d'Albe, — et il s'y montra sous un jour tout nouveau. Laissons parler Charles Yriarte :

Il est important de constater ici la curieuse influence que la vie de cour exerça sur le talent de Goya, et c'est justement chez les Benavente, c'est à dire à l'Alameda, qu'on est le plus à même de juger combien les milieux peuvent influencer un artiste. Pendant une série de dix années, cet homme farouche qui peignait à tour de bras et faisait tout consister dans l'effet et

dans l'harmonie, devint précieux et galantin ; c'est un peintre aimable qui séduit par ses raffinement et sa grâce ; il semble qu'il cherche Watteau. Lancret, Pater, tout en conservant une gamme de tons absolument personnelle, une coloration blonde et douce qui fait de quelques-unes de ses toiles de pâles bouquets dans lesquels un bouton de rose ou une grenade éclate et chante. Ce ne sont que danses sur l'herbe, escarpolettes, jeux de colin-maillard, repos de laboureurs, déjeuners sur les pelouses, galantes promenades, épisodes de villégiature élégante (1).

Rapprochons ces observations de celles de M. Paul Lefort.

Tableaux nombreux pendant cette période, courses de taureaux, processions, mascarades, rencontres galantes... la fantaisie abonde et l'esprit foisonne dans ces spirituelles scènes où l'artiste prodigue un naturel exquis. A cette heure son coloris est délicat, pimpant... Goya aime alors par dessus tout les colorations grises et claires ; plus tard, sous l'empire d'une autre manière, sa palette se rembrunie, et il broiera trop de noir (2).

Après avoir lu ces lignes et étudié les photographies des peintures décoratives de l'Alameda des ducs d'Osuna, que l'on veuille bien regarder le tableau de la collection Chaudordy représentant la *Famille Royale d'Espagne assistant à l'entrée des taureaux au toril*, et l'on comprendra que l'auteur de ces lignes hésite à le retirer de l'œuvre de Goya, comme aussi à l'y ajouter.

Pour le dernier tableau représentant le supplice du *Garrot*, la même réserve n'est pas de mise. Sûrement il n'est pas de Goya, qui n'a jamais peint ce sujet, mais en a fait une eau-forte célèbre qui, disent ses biographes, fut directement exécutée sur cuivre, d'après nature, par le maître, appuyé sur le balcon d'une fenêtre donnant sur la place des exécution(3). Les épreuves originales de cette planche sont rarissimes, ce qui explique pourquoi il en existe tant de reproductions peintes, dans l'atelier de Goya, par ses meilleurs élèves. Nous devons savoir gré au comte de Chaudordy de n'avoir pas dédaigné cette œuvre qui, pour être de second ordre, est très caractéristique de l'école du maître.

Ces notes toutes documentaires seraient lamentablement incomplètes si elles ne mentionnaient pas les plus récentes publications

(1) Ch. Yriarte : *Goya*, etc., p. 33.

(2) *Gazette des Beaux-Arts*, 2^{me} période, t. XII, p. 513.

(3) Cette planche appartient à la série des *Obras sueltas*, c'est à dire à celles qui n'entrent ni dans la série des *Caprices*, ni dans celle des *Malheurs de la guerre*.

consacrées à Goya et à son œuvre, car ces publications sont absolument capitales.

Paul Lefort : *Francisco Goya* ; Paris, librairie de l'Art, 1877, in-4°.

Conde de La Vigna : *Goya* ; Madrid, 1887, in-8°.

Paul Lafond : *Goya, étude biographique et critique suivie des catalogues complets, publiés pour la première fois, de l'œuvre peint et dessiné, de l'œuvre gravé, de l'œuvre dessiné*, illustré ; Paris, 1902, in-4°.

V. Loga : *Francisco de Goya* ; Berlin, 1903, in-8°.

Ceux qui n'ont pas ces ouvrages à leur portée, feront bien de lire les pages savoureuses et pleines de faits que M. Lefort a consacrées à son maître préféré dans l'histoire de *La Peinture espagnole*, publiée par May et Motteroz dans la *Bibliothèque de l'enseignement des Beaux-Arts*.

On voudra bien considérer ces notes rapides comme une simple introduction à l'étude des œuvres de Goya léguées au Musée d'Agen par le comte de Chaudordy.

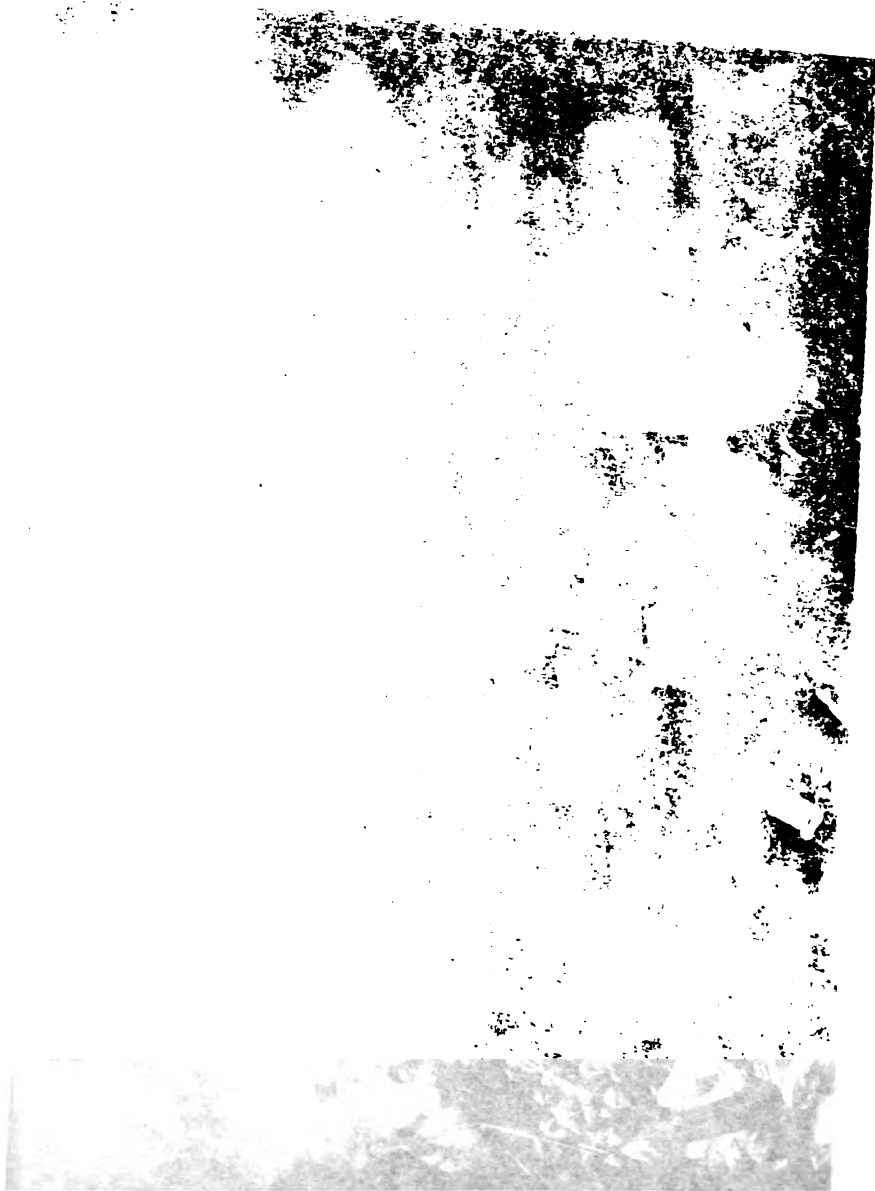
JULES MOMMÉJA.





LE 9^{me} DE LIGNE A LA BATAILLE DE LA MOSKOWA

(TABLEAU DE LE BLANC)



THE GREAT WALL OF CHINA

HISTORIQUE SUCCINCT DU 9^{me} RÉGIMENT D'INFANTERIE

MES CHERS COLLÈGUES,

En vous offrant ce travail sur le 9^{me} régiment d'infanterie, je n'ai pas la prétention de me poser en historien, ni même en historiographe. J'ai simplement voulu rendre hommage à l'un des plus vieux régiments de l'Armée française, que son long séjour dans notre cité a véritablement rendu agenais.

Il y eut autrefois un « Régiment d'Agénois », devenu, depuis la Révolution, le 16^{me} de ligne. Aujourd'hui le Régiment d'Agen, c'est le 9^{me}, le glorieux « Régiment de Normandie ».

M. le capitaine Bohain et M. le commandant Puig en ont écrit l'historique et je leur ai fait de larges emprunts. Je puis même avouer qu'ils m'ont servi de guides, car, en abrégéant et en condensant leur récit, j'ai suivi presque pas à pas leur méthode. Quelques épisodes sont empruntés au « Carnet de la Sabretache », ainsi qu'au « Journal du Maréchal de Castellane » et viennent compléter mon œuvre. Vous voyez, mes chers Collègues, que j'aurais mauvaise grâce à me poser comme auteur d'un travail inédit et vraiment original. Ce n'est pas là mon rôle ni mon ambition. J'ai simplement désiré qu'il restât trace dans les travaux de notre Société de ce brave et glorieux régiment, auquel

la France doit hommage, et qui a rendu à notre petite patrie agenaise des services signalés pendant les jours d'épreuve de l'inondation de 1875.

Tous les ans, le 14 juillet, nous sommes fiers de saluer ce drapeau dont l'étamine porte les noms d'Austerlitz, de Wagram, de la Moskova, de Sébastopol. C'est un devoir de piété patriotique que de célébrer dans notre bulletin la gloire de « notre régiment ». En le faisant nous pourrions nous appliquer la belle devise de la Société de la « Sabretache » empruntée au drapeau de « Picardie ».

Præteriti fides exemplumque futuri.

Un dernier mot pour expliquer comment j'ai eu l'audace de vous présenter directement mon œuvre et de me faire, en quelque sorte, mon propre préfacier. Les belles préfaces, signées de noms connus, vont aux œuvres des auteurs de grand mérite. Mon obscurité m'interdisait d'y penser. Que faire ? Ce que j'ai fait ; écrire ma préface moi-même. Je l'ai rédigée aussi courte que possible, pensant que c'est le seul moyen de me la faire pardonner.

EM. TRILLE,

Juge d'Instruction au Tribunal d'Agen,
Membre résidant de la Société des Lettres,
Sciences et Arts d'Agen,
Membre de la Société « La Sabretache ».

(1) Le régiment de « Picardie », ancêtre du Régiment de « Normandie », est devenu en 1791, le 2nd de ligne. Cette devise figurait également sur le drapeau du Régiment « Colonel Général » formé en 1780, par le dédoublement de « Picardie », et devenu le 1^{er} de ligne.

HISTORIQUE SUCCINCT DU 9^{me} RÉGIMENT D'INFANTERIE

I^{re} PARTIE

LE RÉGIMENT DE NORMANDIE

[1615-1791]

I. Origines

Le 9^e Régiment d'Infanterie de ligne descend de vieilles bandes ou enseignes levées en Normandie en 1562 et qui eurent pour chefs les capitaines Parlabous et d'Hémery. Ce sont elles qui défendirent Rouen contre Henri IV (1591-1592).

En 1615, Concini les enrôle dans le régiment qu'il est autorisé à lever et qui prend le nom de Régiment du « Maréchal d'Ancre ». Le nouveau corps prenait rang immédiatement après les quatre vieux régiments permanents qui existaient alors.

En 1617, après l'assassinat de Concini, c'est le frère du duc de Luynes, Honoré d'Albert qui devient Mestre de Camp du Régiment qui quitte alors le nom du « Maréchal d'Ancre » pour prendre celui de « Normandie » qu'il conservera jusqu'à la Révolution.

II. Le Régiment de Normandie sous Louis XIII

(1617-1642)

La première campagne de « Normandie » a lieu contre les partisans de Marie de Médicis, et le Régiment contribue à la victoire de l'Armée Royale aux Ponts-de-Cè, en 1619.

En 1621, il fait partie de l'armée royale, conduite par Louis XIII en personne, contre les huguenots. Au cours de cette campagne le Régiment se distingue aux sièges de Saint-Jean-d'Angely, de Clairac, de Montauban et de Monheurt.

L'année suivante nous le retrouvons marchant sur Tonneins qui se soumet avant son arrivée, puis il prend part à différents sièges et enfin à celui de Montpellier qui se termine par la prise d'assaut de la ville, le 19 octobre.

Jusqu'à présent nous n'avons vu le Régiment figurer que dans nos guerres civiles ou religieuses, qui l'ont amené à venir guerroyer en plein Agenais. Mais en 1624, il va enfin se trouver en face de l'étranger et prend une part glorieuse à la campagne de Valteline.

Malheureusement la guerre religieuse se rallume en 1625 et le Régiment de « Normandie » reparait dans nos contrées où il prend plusieurs places, parmi lesquelles je citerai particulièrement celle de Vianes (1) défendue par M. de Rohan (juillet 1625), et celles de Pamiers et de Mazamet où le prince de Condé commandait les assiégeants.

En 1627, Achille de Longueval, comte de Manicamp, obtient le commandement de « Normandie » qu'il gardera jusqu'en 1643.

En 1630, le Régiment fait la campagne du Piémont sous les ordres du Roi et se fait remarquer aux combats de Veillane et du pont de Carignan. En 1632, il figure au combat de Privas contre les troupes de Monsieur. Il prend part au siège de Nancy en 1633 et en 1634, après la prise de « la Motte » va tenir garnison à Colmar.

L'année suivante la guerre éclate entre la France, l'Autriche et l'Espagne. « Normandie » assiégé dans Colmar « éprouve tout ce que la disette a de plus cruel sans que la fermeté du soldat en pût être ébranlée. » (*Historique* de MM. Bohain et Puig.) Loin de songer à se rendre, M. de Manicamp oblige les

(1) Vianes situé sur une montagne escarpée, n'a de commun que la consonance du nom avec Vianne de Lot-et-Garonne.

Impériaux à lever le blocus d'Ensisheim, enlève les places de Turckheim et de Ruffach, et, délivré par le cardinal de La Valette, contribue à rejeter au-delà du Rhin l'ennemi qui avait pénétré jusqu'en Bourgogne.

Les années 1637 et 1638 voient le Régiment se couvrir de gloire dans la campagne de Franche-Comté, sous les ordres du duc de Longueville. En 1639, il fait la campagne du Roussillon, en 1640, celle d'Italie et concourt aux sièges de Nice, de la Paille et de Tortone.

III. Le Régiment de Normandie sous Louis XIV

(1643-1715)

Pendant les années 1643 et 1645, le Régiment de Normandie continue à servir en Italie. Ces campagnes sont des campagnes de sièges ; mais en 1645 le théâtre de la guerre change. Normandie passe en Catalogne à l'armée du comte du Plessis-Praslin qui investit la place de Rosas.

De nouveau en Italie en 1646 et en 1647, il guerroye en Piémont, en Toscane et à Naples. En 1648, il se fait remarquer à la prise de Salerne et à celle de l'île de Procida.

Les années 1651 et 1652 le voient défendre Barcelone en Catalogne, puis en 1653 il réprime les troubles de Guyenne ; après quoi, revenant en Espagne, il assiège Villafranca, qui capitule le 5 juillet, et oblige les Espagnols à lever le siège de Rosas. Il prend part à d'autres opérations en Espagne et revient faire campagne en Italie jusqu'à la paix des Pyrénées (1660), après laquelle il tient garnison à Perpignan.

Jusqu'à présent le Régiment n'a servi qu'en Suisse, en Espagne, en Lorraine, en Alsace et en Italie au dehors, et qu'en Guyenne et en Languedoc au dedans. Nous allons le retrouver dans d'autres contrées, toujours digne de la renommée que sa vaillance lui a acquise.

Sa première expédition, en 1664, l'amène à Djidjelli où, sous le commandement du duc de Beaufort, il tient tête à une armée de 9,000 mécréants.

La guerre de Dévolution amène le régiment en Flandre. Bergues, Furnes, Coutray sont pris, la Flandre est occupée. Au moment de la paix le Régiment a pour colonel le comte de Mailly.

La fameuse guerre de Hollande commence en 1672. Sous les ordres de Monsieur, le Régiment prend part au siège de Zuphten, mentionné par Boileau dans sa célèbre épître, et à nombre de sièges et de combats.

Il défend Grave, en 1674, et ne rend la place que sur l'ordre exprès du Roi.

La campagne de 1675 voit le Régiment enfoncé à Cosnabrück, et le retrouve, se vengeant de ses défaites en incendiant le pays de Vaës.

L'année 1676 offre également le contraste d'une victoire, la prise de Bouchain, et d'un revers, la capitulation de Philipsbourg. En 1677, campagne sur la Moselle et le Rhin, qui se termine par la prise de Fribourg.

Nous retrouvons ensuite le « Régiment de Normandie » en Alsace où il vole de succès en succès, à Kelh, à Strasbourg notamment; seule la paix de Nimègue vint arrêter ses victoires.

Il les renouvelle en 1684 au siège de Luxembourg qui capitule le 4 juin.

Pendant les quatre années suivantes le Régiment est employé à des travaux d'utilité publique, mais, dès 1688, la guerre de la Ligue d'Augsbourg le ramène en Allemagne ou Philipsbourg, Manlheim et Frankenthal se rendent aux Français. De là il revient en Belgique où il prend part à la bataille de Fleurus, gagnée par Luxembourg avec 35,000 hommes, sur le prince de Waldeck qui en avait 50,000. « Normandie » figure donc parmi les « Tapissiers de Notre-Dame. » (1^{er} juillet 1690). Il retourne en Allemagne en 1691, avec le maréchal de Lorges et contribue à la prise du château d'Heichstein.

Pendant que le Régiment combattait ainsi en Belgique et en Allemagne, un de ses bataillons, détaché sur les Pyrénées, soutenait la gloire de son drapeau à Bellegarde et à Campredon (1689).

C'est sous les ordres du Maréchal de Lorges que le Régiment de Normandie fait campagne en Allemagne de 1693 à 1696. L'année suivante il passe sous le commandement de M. le Maréchal de Choiseuil, et continue à guerroyer en Allemagne jusqu'à la paix de Ryswick (1697). Aucune bataille importante n'est livrée pendant cette période, néanmoins le Régiment figure avec honneur à divers combats où la fortune ne soutient pas toujours son courage. A la paix il va tenir garnison à Strasbourg.

En 1701 commence la terrible guerre de la Succession d'Espagne. Normandie est envoyé d'abord en Italie, où il se distingue à la bataille de Chiari, livrée le 1^{er} septembre, par M. le Maréchal de Villeroi, aux Impériaux. Dans cette affaire, demeurée indécise, le Régiment perd 276 tués et 280 blessés.

Au mois de mars 1702, sous les ordres du duc de Vendôme, l'armée française se porte au secours de Mantoue et arrive à dégager la place, malgré les efforts du Prince Eugène. Toute cette campagne se compose de marches et de contre-marches, dans lesquelles Normandie fait montre d'endurance et de fermeté. Elle se termine en 1703 par la prise de Verceil.

Au mois d'octobre 1704, M. de Vendôme entreprend le siège de Vérone, qui dure du 14 octobre au 9 avril 1705 et se termine par la capitulation de la place. Ensuite viennent le siège et la prise de Chivasso (29 juillet 1705).

Malheureusement, après les succès viennent les revers. M. de Vendôme a quitté l'armée d'Italie où il est remplacé par M. le duc d'Orléans et le maréchal de La Feuillade. Tout le monde sait quelle fut la triste issue du siège de Turin. L'armée française attaquée dans ses lignes, le 7 septembre, voit ses chefs blessés ou tués. Elle est obligée de lever le siège en abandonnant son artillerie. La plupart des régiments perdent leurs équipages, mais Normandie fut de ceux qui se retirèrent en bon ordre, bien que réduit à 495 hommes valides.

Retiré de l'Armée d'Italie, «Normandie» va à celle d'Espagne. Chemin faisant, on l'emploie à Cahors contre les protestants

récalcitrants, puis, fin mai 1707, il rejoint l'armée du duc d'Orléans.

Saragosse se rend à l'apparition de l'armée française, et, après quelques semaines d'un repos imposé par des chaleurs torrides, on investit Lérída le 11 septembre. La place est prise d'assaut le lendemain, et deux mois après la citadelle capitule.

Le siège de Tortose commence le 22 mai 1708 et dure jusqu'au 15 juillet. Ce sont ensuite une série de combats et de petits sièges, en Catalogne et en Aragon ; toujours le Régiment se fait remarquer par son courage et son élan.

La campagne de 1710 voit « Normandie » en Dauphiné sous les ordres du Maréchal de Berwick, mais les armées en présence se contentent de s'observer sans rien entreprendre. Il leur suffisait de s'immobiliser réciproquement. A l'hiver, « Normandie » est renvoyé en Roussillon et, dès le mois de décembre, il fait partie du corps de siège employé contre Girone, dont les remparts sont enlevés d'assaut le 23 janvier 1711, et les forts évacués le 31.

Un repos bien gagné permet au Régiment de se refaire dans ses quartiers d'hiver ; aussi est-ce complètement habillé et armé à neuf, qu'il rentre en campagne le 28 mai. De cette date à la fin novembre il prend part à plusieurs actions, mêlées de succès et de revers. En 1712 également la guerre se poursuit en combats et en sièges de petites places. Girone assiégé par l'ennemi est ravitaillé au commencement de 1713, et c'est au même moment, alors que l'armée française d'Espagne est dans un état déplorable, qu'éclate la révolte de la Catalogne contre Philippe V.

• Le siège de Barcelone, foyer de l'insurrection, s'impose.

« Normandie » ne peut y envoyer qu'une seule compagnie, mais ses pertes durant ce siège de neuf mois prouvent qu'elle ne s'est pas ménagée. Le 12 septembre 1714, la ville capitule après 61 jours de tranchée ouverte.

Les restes du régiment rentrent en France en novembre 1714, et en 1715 vont se reformer à La Rochelle où ils prennent garnison.

La paix d'Utrecht a mis fin aux interminables guerres de Louis XIV. Nous avons vu que depuis sa formation le « Régiment de Normandie », à part quelques rares et courtes années, n'a eu ni trêve, ni repos. Employé partout, en Guyenne et en Languedoc à l'intérieur, en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Afrique même à l'extérieur, partout il fait montre de vaillance, et bien que n'ayant figuré, la plupart du temps, qu'à des actions et parfois à des campagnes secondaires, toujours on le voit digne d'être aux côtés des corps qui s'illustrèrent dans les grandes batailles du siècle de Louis XIV.

IV. Le Régiment de Normandie sous Louis XV et Louis XVI

(1715 au 1^{er} janvier 1791)

Le Régiment de Normandie est envoyé de La Rochelle à Strasbourg (1717) où il est totalement reconstitué.

La guerre contre l'Espagne éclate en 1719. Le Régiment y est envoyé et se retrouve encore sous les ordres du maréchal de Berwick qui l'emploie au siège de Saint-Sébastien, rendu le 17 août, puis à celui de Rosas qu'on est obligé de lever, faute de matériel et par suite du mauvais temps, à la fin de novembre.

En 1721, « Normandie » est employé en Provence au cordon sanitaire chargé d'isoler Marseille ravagée par la peste. Relevé de ce service pénible et non exempt de danger, il va tenir tour à tour garnison à Strasbourg, Metz, Thionville, Perpignan et Besançon.

La guerre de succession de Pologne (1733) voit le Régiment aux sièges de Kehl, pris le 31 octobre, et de Philipsbourg qui capitule le 18 juin 1734. Pendant le reste de la guerre, il est employé à garder différentes places du Rhin. A la paix, il revient à Strasbourg.

En 1742, « Normandie » tenait garnison à La Rochelle lorsqu'il reçoit l'ordre d'entrer en campagne et de se rendre à l'armée de Bavière. La correction de sa tenue et son exacte discipline font sensation en Allemagne. Au mois de mai, le

Régiment commence à manœuvrer sur le Danube et débute par un échec, honorable cependant, à Hickelsberg, où l'ennemi l'emporte par le nombre.

Ce début malheureux dans la guerre de la succession d'Autriche, n'empêche pas que M. de Breteuil, ministre de la guerre, n'adresse au colonel du régiment, M. de Talleyrand, une lettre élogieuse à propos de son attitude pendant le combat et la retraite qui suivit.

« Normandie » passe ensuite sous les ordres de M. le maréchal de Maillebois, puis sous ceux du maréchal de Broglie. La campagne se poursuit en petits combats et en manœuvres dans la vallée du haut Danube.

Après être revenu sur le Rhin, le Régiment fait partie de l'armée du maréchal de Saxe (1744) et va prendre part à la glorieuse campagne de Belgique.

Le 26 avril 1745, commence le siège de Tournay. Le 9 mai, l'explosion accidentelle de deux barils de poudre, occasionnée par la maladresse d'un soldat, coûte la vie au colonel de Talleyrand et à huit hommes du Régiment, enlevés et mis en pièces. C'est M. de Périgord, fils de M. de Talleyrand, qui devient colonel de « Normandie ».

L'armée anglo-hanovrienne vient au secours de Tournay. Le maréchal de Saxe lui fait face et livre le 11 mai 1745 la bataille de Fontenoy.

Les détails de cette bataille sont connus, ce qui l'est moins, c'est la part glorieuse qu'y prit le « Régiment de Normandie ».

Le Régiment chargea trois fois les Anglais, sans réussir à les enfoncer, mais lors de la grande attaque finale qui décida du sort de la bataille, « Normandie » s'empara de plusieurs pièces de canon qui lui faisaient face et commença la déroute de l'ennemi. Le Roi, témoin de sa valeur, vint en personne assurer le Régiment de sa satisfaction et nomma M. de Salency, lieutenant-colonel, au grade de brigadier. Nombre d'officiers et de soldats avaient été tués ou blessés.

Après cette victoire, le Régiment reprend le siège de Tournay, qui capitule le 23 mai. La citadelle se rend à son tour le 23 juin.

Le 27 janvier 1746, on met le siège devant Bruxelles qui succombe le 20 février, puis le « Régiment de Normandie » est employé à diverses opérations.

M. de Lowendal avait eu « Normandie » sous ses ordres directs à Fontenoy, il avait pu apprécier sa valeur, aussi, quand il fut chargé du siège de Berg-op-Zoom, n'hésita-t-il pas à l'envoyer aux postes d'honneur, c'est-à-dire aux plus dangereux.

Berg-op-Zoom passait au XVIII^e siècle pour une des plus fortes places de l'Europe et était considérée comme imprenable. L'armée de M. de Lowendal prouva que le mot imprenable, comme le mot impossible, n'était pas français, car le siège, commencé le 12 juillet 1746, se terminait par la prise d'assaut et le sac de la place le 16 septembre.

A cet assaut, « Normandie » faisait brigade avec le « Régiment de Champagne » qui devint plus tard le 7^{me} d'Infanterie de ligne. Aujourd'hui les deux régiments font partie de la 65^{me} brigade dont le quartier général est à Agen.

En avril et mai 1748, siège et prise de Maëstricht. La paix d'Aix-la-Chapelle fait rentrer le Régiment en France.

La guerre de sept ans éclata en 1756. « Normandie » est d'abord employé à la garde des côtes de Flandre, puis en septembre 1760, il est envoyé sur le Rhin.

Au combat de Clostercamp, un des bataillons du Régiment emporté par son ardeur, s'avance, isolé, sur le champ de bataille. Débordé, entouré, sabré par la cavalerie anglaise il perd plus de 600 hommes et un drapeau. M. de Pérusse, colonel, était grièvement blessé de six coups de sabre, neuf officiers étaient tués et cinquante capitaines ou lieutenants blessés (16 octobre 1760).

La campagne de 1761 consiste en manœuvres et en combats de peu d'importance. Le Régiment se distingue à celui de Cassel.

Après l'hiver 1761-62 il est renvoyé en France et réparti entre différentes garnisons de Normandie.

De 1763 à 1770 il va successivement à Lille, Valenciennes, camp de Compiègne, Aire, Calais et Givet.

Le 6 janvier 1771, il détache son 4^{me} bataillon pour l'Ile-de-France. Ce bataillon revient en 1774 ayant mérité les éloges du Gouverneur de la colonie, pour sa tenue et sa discipline.

A peine monté sur le trône, Louis XVI se voit engagé, un peu malgré lui, dans la guerre d'Amérique. Le « Régiment de Normandie » va encore verser son sang sans compter.

Ses soldats figurent parmi les équipages de la flotte du comte d'Orvilliers ; il y a des détachements sur la *Bretagne*, le *Magnifique*, l'*Amphyon*, qui prennent part à la bataille d'Ouessant le 27 juillet 1778.

C'est le dernier combat du Régiment de « Normandie » ; là, comme jadis, il a fait tout son devoir et le changement d'élément ne lui a rien retiré de sa valeur et de son élan.

De 1779 à 1789, le Régiment est employé d'abord à garder Lorient et Cherbourg, puis, après divers séjours en Bretagne et en Flandre, il va à Strasbourg, à Saint-Claude, à Toulon, etc.

La Révolution le trouve à Morlaix.

En 1790, le Régiment envoie des garnisaires sur les vaisseaux de la flotte de Brest pour contenir les matelots dont l'effervescence inspirait des craintes. Leur présence suffit pour maintenir l'ordre et ramener le calme.

Ici finit l'histoire du vieux Régiment de « Normandie ». Le 1^{er} Janvier 1791, il perd son nom et va l'échanger contre le numéro 9.

Nous verrons par la suite que, quelle que soit sa dénomination, le Régiment saura soutenir son passé de vaillance et d'honneur.

II^e PARTIE

LA 9^e DEMI-BRIGADE DE BATAILLE ET LE 9^e DE LIGNE

[1^{er} Janvier 1791-1904]

V. Guerres de la Révolution et du Consulat jusqu'à la paix d'Amiens (1791 à 1803)

Comment le Régiment de « Normandie », un des six « Grands Vieux » (1), a-t-il pris le n° 9, alors qu'il n'y avait dans l'armée royale que quatre régiments : « Picardie », « Piémont », « Navarre » et « Champagne », plus anciens que lui ?

C'est qu'au cours du XVIII^e siècle certains régiments avaient été dédoublés. Ainsi, Picardie avait formé, en 1780, le Régiment « Colonel Général » qui prit le n° 1, alors que le corps originaire devait se contenter du n° 2. Il est vrai que, malgré sa préséance, « Colonel-Général » ne pouvait prétendre au titre envié de « Grands Vieux ». De même « Piémont » donne naissance au Régiment de Provence (4^{me} de ligne) en 1776 ; « Champagne » à celui d'Austrasie (8^{me} de ligne).

En 1776, « Normandie » avait été dédoublé et avait formé le Régiment de « Neustrie » qui a pris le n° 10, quoique moins ancien que le Régiment de « La Marine », formé en 1640, et qui devient le 11^{me} de ligne. Au moins, plus heureux que « Picardie », notre régiment a-t-il gardé la préséance du numéro sur son rejeton.

La première campagne du 9^{me} Régiment d'Infanterie l'envoie

(1) Les six grands vieux étaient :

1^o Picardie, devenu 2^{me} de ligne ; 2^o Piémont, devenu 3^e de ligne ; 3^o Navarre, devenu 5^e de ligne ; 4^o Champagne, devenu 7^{me} de ligne ; 5^o Normandie, devenu 9^{me} de ligne ; 6^o Ramburs-Béarn, devenu 15^{me} de ligne.

au-delà de l'Atlantique. En effet, le 2^{me} bataillon, sous les ordres de l'adjudant-major Vienne, s'embarque à Lorient et arrive à Port-au-Prince (Haïti) le 2 mars 1791.

Malgré la belle conduite de ce détachement, conduite certifiée par M. de Blanchelande, les circonstances politiques, beaucoup plus appréciées, bien à tort il est vrai, que les nécessités militaires, firent que le bataillon fut renvoyé en France en juillet 1792.

Dès le printemps de la même année, le 1^{er} bataillon du 9^{me}, plus une compagnie de grenadiers, envoyée à l'armée du Rhin, sous les ordres de Custine, prenait part aux prises de Spire, de Worms, de Mayence et de Francfort.

La compagnie de grenadiers se trouve parmi les glorieux défenseurs de Mayence qui ne se rendirent que réduits par la famine et obtinrent les honneurs de la guerre (24 juillet 1793). Cette compagnie, avec les « Mayençais » fut envoyée aussitôt en Vendée.

Un autre détachement du régiment, embarqué à bord de la *Sémillante*, se distingua dans le combat livré à une frégate anglaise le 27 mai 1793.

Le 9 juin de la même année, le 9^{me} se trouve réuni en entier à Belle-Isle. Il prend part à différentes opérations en Vendée; puis, après avoir été en quelque sorte disloqué, lors de l'amalgame des régiments de ligne avec les bataillons de volontaires, le 9^{me}, reconstitué sous le commandement du chef de brigade Botta, fait partie de l'armée de Hoche à la bataille de Quiberon.

C'est le 22 août 1793 que les régiments furent constitués en demi brigades. La 9^{me} a des contingents à l'armée du Nord, puis le 9 nivôse an III (29 déc. 1794), elle entre dans la composition de l'armée de Sambre et Meuse, division Lefebvre.

Cette nouvelle formation entraîne la dispersion complète de ce qui restait du vieux Régiment de Normandie. La 9^{me} est en effet composée d'un bataillon de la 5^{me}, ci-devant Navarre; d'un bataillon du Nord, formé en 1791, et d'un bataillon du Finistère, formé à la même époque. Le commandant Cardon, du bataillon du Nord, devient chef de la demi-brigade.

Néanmoins les traditions glorieuses de l'ancien corps se perpétueront dans le nouveau.

L'hiver de 1794-95, voit l'armée de Sambre-et-Meuse et la 9^{me} demi-brigade faire un service très pénible en face de l'ennemi. Si les combats ne l'éprouvent pas, elle n'en a pas moins à endurer la misère, la fatigue et le froid qui sont stoïquement supportés.

Les forces humaines ont pourtant une limite. Les troupes finissent par souffrir du dénûment complet dans lequel on les laisse. Des actes d'indiscipline et de brigandage se produisent et les efforts de la Convention n'arrivent pas à la hauteur des besoins. Le discrédit des assignats fait que la troupe refuse le prêt. Les officiers n'ont pas de quoi s'habiller et il faut que le représentant Gillet les autorise à se pourvoir, à crédit sur leur solde, dans les magasins de l'Etat.

Jourdan reçoit du Comité du Salut public l'ordre de franchir le Rhin. L'opération a lieu dans la nuit du 19 au 20 fructidor (sept. 1795), mais, après une série de marches et de manœuvres entrecoupées de quelques combats, l'armée de Sambre-et-Meuse, compromise par une fausse manœuvre de l'armée de Rhin-et-Moselle (Pichegru), doit reprendre ses anciennes positions sur la rive gauche du Rhin.

Le 7 janvier 1796 (18 nivôse an V), le Directoire remanie les régiments et ordonne que les 110 demi-brigades seront classées par armées et tireront leurs numéros au sort. C'est le numéro 105 qui échoit à l'ancienne 9^{me}.

Cette 105^{me} fait les campagnes de la République et du Consulat en Allemagne, en Suisse, en Italie, devient le 105^{me} de ligne en l'an XIV, fait les campagnes d'Autriche (1805), de Prusse et de Pologne, le siège de Dantzic (1806-1807), d'Espagne (1811-1812), de France (1814), de Belgique (1815).

C'est à la 2^{me} demi-brigade (ex- « Picardie ») qu'était échu le numéro 9. Elle aussi avait été complètement remaniée en 1794. Formée à cette époque d'un bataillon de « Colonel-Général », d'un bataillon de la Somme et du 5^{me} bataillon de Paris, elle avait compté à l'armée du Nord. — En 1796, elle se reforme avec deux bataillons de la 161^{me} qui avait été composée

d'un bataillon de la 89^{me} (ex- « Royal-Suédois »), du bataillon de Douai et du 37^{me} bataillon de Paris (Molière).

Ces dislocations et ces changements ne paraissent pas avoir influé de façon fâcheuse sur l'esprit des corps qui y ont été soumis. En prenant le numéro 9, les demi-brigades prennent aussi les traditions de l'ancien « Normandie » et de l'ancien 9^{me} Régiment.

A la nouvelle formation, la 9^{me} a pour chefs MM. Marpaude et S. Lefebvre. Elle paraît sur le champ de bataille d'Altenkircken (4 juin 1796) et après la retraite défend le camp retranché de Dusseldorf.

Moreau ayant passé le Rhin, nous voyons la 9^{me} victorieuse à Sulzbach et à Schwartzfeld (3 août 1796). Après la victoire de l'archiduc Charles à Neresheim, Moreau commença sa mémorable retraite. La contenance des troupes républicaines arrêta tous les efforts des Impériaux ; malheureusement, à l'affaire de Bingen (8 oct.), la 9^{me}, malgré les efforts de son chef Lefebvre, abandonna son poste presque sans combattre et fut renvoyée sur les derrières de l'armée.

Elle rachète pourtant cette défaillance à Kayzerslautern où elle met en fuite l'ennemi par sa seule présence.

Le 30 janvier 1797, la 9^{me} part pour l'armée d'Italie où elle est appelée à servir sous Kellermann. Sa discipline laisse à désirer et elle suscite des plaintes très vives lors de son passage dans le département du Doubs. Sa mauvaise renommée est telle qu'on ne veut pas l'envoyer aux divisions actives qui viennent de faire la célèbre campagne d'Italie avec Bonaparte.

Néanmoins, le contact de troupes disciplinées produit un bon effet et la 9^{me}, après avoir tenu garnison à Mantoue et pris part au châtiment infligé à Vérone révoltée, mérite les éloges du général Leclerc pour son excellent esprit et sa bonne tenue.

En 1798, la demi-brigade est à Marseille. Elle va faire partie de l'armée d'Orient.

Le 16 floréal (5 mai 1798), la 9^{me} demi-brigade s'embarque à Marseille. Après avoir rallié la flotte devant Toulon, on fait voile pour Malte. La 9^{me} emporte les fortifications de l'île de

Goze, pendant que ses compagnons d'armes s'emparaient de Malte. Le 14 messidor (1^{er} juillet), l'armée d'Orient débarque en vue d'Alexandrie. La demi-brigade ne prend pas part à la prise de cette ville, car elle est chargée de la garde du point de débarquement, mais, sauf trois compagnies laissées à Alexandrie, elle marche sur le Caire avec le reste de l'armée.

A Chebreiss (15 juillet), aux Pyramides (20 juillet), la 9^{me} rivalise de courage avec les autres corps de l'armée de Bonaparte et reçoit sans broncher les charges furieuses des mame-lucks. Le 26 juillet elle entre au Caire.

En vendémiaire an VII (sept. 1798), des détachements de la demi-brigade parcourent l'Égypte battant l'ennemi dans chaque rencontre.

En brumaire elle défend Belbeys avec succès, et continue ensuite à fournir des combattants aux divers détachements qui circulent dans la plaine du Nil, pour soumettre les Arabes révoltés.

En janvier 1799, la 9^{me} se met en route pour l'expédition de Syrie et traverse le désert en février.

Cette traversée du désert fut extrêmement pénible. Les troupes souffrirent horriblement de la chaleur et de la soif, et le Carnet de la Sabretache rapporte une anecdote qui démontre à la fois la naïveté des braves de la 9^{me} et leur courage.

A l'un des puits, les soldats imaginèrent que s'ils emportaient de l'eau avec eux ils trouveraient sans doute moins longues les étapes qui les séparaient du puits suivant. Certes il y avait bien des tonneaux, outres ou récipients quelconques qui suivaient les colonnes, chacun avait bien son bidon, mais qu'était-ce que cette quantité d'eau parcimonieusement mesurée, pour calmer la soif ardente causée par la marche sous un soleil de feu.

Comment arriver à augmenter la ration d'eau?

Les soldats de la 9^{me} eurent l'idée de recueillir les entrailles des bestiaux sacrifiés pour la nourriture de l'armée, de les remplir d'eau et, après les avoir soigneusement ficelées à chaque extrémité, de les enrouler autour de leurs corps, les portant qui en sautoir, qui en bandouillère, qui en guise de ceinture.

Au lever du soleil on se mit en marche gaiement, malgré ce surcroît de charge. La fraîcheur matinale et la certitude d'avoir de l'eau presque à discrétion pendant la marche rendaient nos troupiers alertes et joyeux. Ils se félicitaient de leur ingénieuse idée et ils s'imaginaient avoir fait un coup de maître.

Hélas ! il fallut bientôt déchanter. Au bout de quelques heures le soleil torride produisit son effet. D'abord une abominable puanteur commença à se manifester dans les rangs, mais cependant les soldats, jaloux de conserver le précieux liquide qu'ils portaient depuis le matin, ne veulent pas se rendre compte de l'évidence. Pourtant vers midi l'infection devient telle qu'il n'y a plus d'illusions à se faire, il faut jeter les boyaux empestés. Le sacrifice paraît dur à certains, qui, obligés néanmoins de s'y résigner, veulent boire le contenu de ces charognes avant de les abandonner. Les malheureux ! l'eau elle-même est corrompue et augmente leur soif au lieu de la calmer.

Honteux et confus de leur étourderie et du supplément de fatigues qu'ils s'étaient si gratuitement imposé, les braves de la 9^e jurèrent, un peu tard, qu'on ne les y prendrait plus. Ils continuèrent la campagne sans essayer de renouveler l'expérience.

El Arich pris le 2 ventôse an VII (20 février 1799), la campagne de Syrie commence.

La 9^e est au siège de Saint-Jean d'Acre où elle se conduit vaillamment aux différents assauts infructueux livrés à la place et perd nombre d'officiers et de soldats. Après la levée du siège, la 9^e demi-brigade va à Jaffa et revient enfin au Caire au mois de messidor (juillet 1799). Disséminée dans la province et chargée d'une mission de police des plus actives, elle ne figurera pas à la bataille d'Aboukir.

Pendant que la 9^e de bataille est ainsi occupée en Egypte son dépôt de France, transformé en bataillon dit de garnison, est envoyé à l'armée d'Italie où il prend part à l'affaire de Sainte-Marie (2 avril 1798).

En Egypte, Bonaparte a quitté son armée qu'il laisse aux ordres de Kléber.

La 9^e figure à Héliopolis, réprime la révolte du Caire où elle soutient des combats acharnés qui lui font subir des pertes importantes (20 avril 1800), puis elle va tenir garnison à Salahieh et Belbeys, et revient au Caire pour assister aux obsèques de Kléber, assassiné le 14 juin, le jour même où Marengo voyait la victoire de Bonaparte et la mort de Desaix.

Le chef de brigade Marpaude, malade et rentré en France en octobre 1799, fut remplacé par le chef de brigade Pépin. C'est celui-ci qui fut chargé d'offrir au général Reynier, commandant la division, l'offrande d'une journée de solde souscrite par la 9^{me} pour l'érection des monuments de Kléber et de Desaix,

C'est aussi en 1800 que le sergent Stamphly est cité à l'ordre du jour pour son dévouement à son ami le sergent Lhuillier devenu aveugle. Stamphly ne sachant comment secourir son ami, lui cède à jamais sa paie de sergent. Cette action méritoire valut au généreux sous-officier un sabre d'honneur avec la mention :

*La République reconnaissante
Au vertueux Stamphly,*

et motiva un ordre à l'armée dans le style pompeux d'alors qui nous paraît aujourd'hui si extraordinaire. L'*historique* du 9^{me} rapporte *in extenso* ce curieux document, mais il ne dit pas si Stamphly vit son arme d'honneur changée en croix en 1804. L'annexe ci-après donne le texte de l'ordre du jour.

Le 21 mars 1801, Menou perdait la bataille de Canope contre les anglais. Le 15 mai le général Belliard, débordé par le nombre, devait battre en retraite devant le Grand-Vizir après le sanglant combat d'El-Menayeh où la 9^{me} se conduisit héroïquement.

Le général Hutchinson et le Grand-Vizir firent leur jonction le 19 juin. La peste décimait l'armée française, les flottes anglaises, maîtresses de la mer et des côtes d'Egypte, interdisaient toute retraite. Il fallut capituler et la Convention du 26 juin mit fin à cette campagne d'Orient si glorieuse malgré son échec définitif.

Le bataillon complémentaire de la 9^{me}, rentré en France en

1798, et employé, comme nous l'avons vu en Italie, y est de nouveau envoyé en 1800, sous les ordres du chef de bataillon Royez. Il fait partie de la division Chabran, est chargé du blocus et de l'attaque du fort de Bard qui capitule le 31 mai.

Le 6 mai à l'affaire de la tête de Pont de Plaisance, deux braves de ce bataillon, le capitaine Cazeaux et un sergent, mettent en fuite et prennent 80 autrichiens.

L'*historique* de MM. Bohain et Puig, omet un renseignement que j'ai trouvé dans le carnet de la Sabretache. En 1801 une forte portion de la 9^{me}, revenant d'Egypte, fut placée à Cette. Les hommes, habillés en Egypte avec les draps qu'on avait sous la main, portaient un uniforme rouge. Est-ce par antipathie pour cette couleur, ou par manque d'enthousiasme pour le Gouvernement du 1^{er} Consul, toujours est-il que les Cettois virent d'un mauvais œil ces soldats costumés à l'anglaise et les affublèrent du sobriquet d'Ecrevisses de Bonaparte. Nous savons pourtant que la 9^{me} n'avait pas reculé.

L'arrêté du 1^{er} vendémiaire an XII (22 septembre 1803) supprima la dénomination de demi-brigade et le corps reprit à cette date le titre de 9^{me} Régiment d'Infanterie de ligne.

VI. Guerres de l'Empire

(1803-1815)

Le 22 frimaire an XII (12 décembre 1803) le régiment organise son bataillon d'élite à 3 compagnies de grenadiers et 3 de chasseurs. Fort de 609 officiers et soldats le bataillon d'élite du 9^{me} (commandant Royez) fait partie de l'armée de Boulogne et entre dans la division des grenadiers réunis.

L'Empire est proclamé. Bonaparte devient Napoléon. La guerre, un instant suspendue, est reprise par l'Angleterre. Une partie décisive va se jouer, l'armée de Boulogne est prête à passer la Manche lorsque l'Autriche, soutenue par la Russie, intervient.

C'est alors que commence l'Epopée gigantesque qui va conduire les armées françaises de victoires en victoires, de capi-

tales en capitales, jusqu'au moment où la fortune capricieuse se lassera de conduire les aigles impériales.

Au début de cette période extraordinaire le 9^{me} est scindé. Son bataillon d'élite est à la division des grenadiers réunis, le reste du régiment est à Strasbourg. Le bataillon fera la campagne de 1805 à la grande Armée, le régiment la fera avec Masséna, à l'armée d'Italie.

Ce serait entreprendre une œuvre bien inutile que de reproduire les campagnes de l'Empire, il suffit d'indiquer le rôle joué par le 9^{me} (colonel Pépin).

Les documents manquent, paraît-il, pour déterminer la part du 9^{me} dans la campagne remarquable de Masséna sur l'Adige en 1805. Ce que l'on sait, c'est qu'il s'y conduisit vaillamment.

Le bataillon d'élite du 9^{me} fait partie de la division des grenadiers réunis commandée par Oudinot, et incorporée au V^e corps (maréchal Lannes).

Dans les manœuvres qui amènent la capitulation du feld-maréchal Mack à Ulm, la division prit part à plusieurs combats et dut fournir des étapes successives de 54 à 58 kilomètres par jour. Les grenadiers réunis avaient le droit de s'appliquer la parole célèbre : « C'est avec nos jambes que l'Empereur a vaincu l'ennemi. » D'ailleurs Napoléon rendit justice à cette division d'élite en faisant compter pour une campagne le mois de vendémiaire an XIV (sept.-oct. 1805).

Après plusieurs combats couronnés de succès, la division se trouve à Austerlitz (2 déc. 1805). Bien que tenue d'abord en réserve, elle est engagée vers la fin de la bataille et force une colonne russe à se rendre près de Schlapanitz.

Après la campagne le bataillon d'élite est envoyé en Italie où il rejoint le régiment à Vérone (1^{er} février 1806). Six semaines après (27 mars) le colonel Pépin, appelé à un autre commandement, est remplacé par le colonel Gallet.

Jusqu'en 1809 le régiment tient garnison dans différentes villes d'Italie et compte dans l'armée du Prince Eugène, vice-roi.

La guerre de 1809 commence, pour l'armée d'Italie le 10 avril, et le 9^{me} est le premier régiment de cette armée à subir le choc des Autrichiens de l'Archiduc Jean.

Les combats de Venzone et de Sacile (16 avril) où le régiment se couvre de gloire, sont suivis des combats de Montebello, de la Piave, du passage de l'Isonzo, de la prise de Prewald et de celle de Laybach (22 juin).

Nouveau combat à Caltzdorf le 25 juin, et le 9^{me} rejoint la Grande Armée dans l'île de Lobau (5 juillet 1809).

Les 6 et 7 juillet se livra la sanglante bataille de Wagram à la suite de laquelle Napoléon visite les corps venus de l'armée d'Italie et leur adresse ces paroles : « Vous êtes des braves, vous vous êtes couverts de gloire. » Le 9^{me} ne s'était pas épargné, en vérité, il avait perdu son colonel M. Gallet, tué, 22 officiers tués et un nombre considérable de sous-officiers et soldats tués ou blessés. Le major Gouy du 92^e fut nommé colonel du régiment, mais il n'en prit pas le commandement, car ayant été grièvement blessé dans la même journée, il mourut le 20 juillet à Vienne, et fut remplacé par le colonel de Vautré.

Après l'amnistie de Znaïm, le 9^{me} coopère à la répression de la révolte du Tyrol, non sans subir quelques pertes.

Le régiment va ensuite à Brescia où, le 5 mai 1811, il forme deux bataillons d'élite à 600 hommes chacun, mais cette formation est presque aussitôt abandonnée, et on rétablit 4 bataillon à 15 officiers et 576 hommes chacun.

En 1812, le 9^{me} est désigné pour cette désastreuse campagne de Russie où il va cependant recueillir une ample moisson de gloire.

Le 9^{me} fait partie de la division Broussier dans l'armée du Prince Eugène (4^{me} corps) qui est concentrée à Plock. Le 13 juin on franchit le Niemen.

L'avant-garde du 4^{me} corps bat les Russes à Ostrowno (25 juin) et livre le 27 juillet le combat de Witepsk.

C'est à cette chaude et sanglante affaire que 200 voltigeurs du 9^{me} compromis par un mouvement de retraite de notre cavalerie et postés entre deux ravins qui interdisaient l'approche de tout secours, résistèrent victorieusement aux charges furieuses des lanciers de la garde russe.

Les deux armées en présence les jugeaient perdus, mais seuls, ils ne désespérèrent pas d'eux-mêmes. Utilisant avec

intelligence le terrain sur lequel ils étaient forcés de combattre, les voltigeurs réussirent à échapper aux lances de l'ennemi et à le mettre en fuite à coups de fusil.

Napoléon qui avait assisté au combat envoya demander à quel corps appartenaient ces braves. Les voltigeurs avaient répondu, d'après l'*Historique* de MM. Bohain et Puig : « Du 9^{me} et les trois quarts enfants de Paris. » D'après le journal du maréchal de Castellane ils auraient été plus goguenards, et sachant que l'Empereur se méfiait un peu des soldats originaires de sa capitale, ils auraient fait la réponse suivante : « Quoique parisiens nous nous battons bien. » — Quelle qu'ait été la phrase elle satisfait sans doute le Maître, car il répondit à celui qui la rapporta : « Dites leur que ce sont des braves et qu'ils méritent tous la croix. »

Le 7 septembre 1812 a lieu la bataille de la Moskowa.

Les détails de cette mêlée gigantesque sont connus. Je ne veux m'occuper ici que du rôle du 9^{me} de ligne dont l'action décisive contribua au sort de la journée.

Le centre et la droite de l'armée française arrêtés par les redoutes russes piétinaient sur place depuis le matin, perdant du monde autant qu'ils en tuaient aux Russes, lorsque le 4^{me} corps, qui formait l'aile gauche, après avoir enlevé le village de Borodino, se lance à l'attaque de la grande redoute russe.

Un feu de mitraille épouvantable jette la mort dans les rangs de la division ; elle reste cependant inébranlable et, profitant de l'accalmie causée par l'héroïque chevauchée des cuirassiers de Caulaincourt, se lance de nouveau sur l'obstacle.

En même temps les cuirassiers pénètrent dans la gorge de l'ouvrage, en même temps le 9^{me} escalade les parapets. La grande redoute est prise et la défaite des Russes, malgré leurs retours offensifs, en est la conséquence (1).

(1) La gravure qui figure en tête de cet article représente le 9^{me} à l'assaut de la grande redoute, d'après un tableau de Leblant qui se trouve dans la salle d'honneur de la caserne Lacuée.

Cette gravure a été reproduite d'après une photographie faite par M. le capitaine Bareille du 9^e.

Le 9^{me} et les cuirassiers prirent 21 canons dans la redoute.

Ce mémorable succès ne fut acheté qu'au prix de bien du sang. Les cuirassiers avaient perdu leur chef le brave Caulaincourt. Le 9^{me} perd 70 tués, nombre de blessés grièvement, dont beaucoup succomberont après la bataille. Son colonel, M. de Vautré, une vingtaine d'officiers sont mis hors de combat. Le major Chazalon prend le commandement du régiment qui entre à Moscou le 15 septembre.

Le 24 octobre, le 4^{me} corps remporte encore un succès à Malo-Jaroslav, le 9^{me} y subit des pertes sensibles.

Après l'incendie de Moscou, l'Empereur ordonne la retraite, cette retraite terrible au cours de laquelle les glaces de l'hiver plus encore que le feu de l'ennemi réduisent le 4^{me} corps de 20.000 hommes qu'il comptait à Moscou, à 2.280 hommes présents, dont 333 seulement en état de combattre.

Le 13 décembre on repasse le Niemen et les débris du régiment, réduit à deux compagnies de 100 hommes, se réunissent à Marien-Werder.

Pendant la durée de la campagne de Russie le bataillon de dépôt du 9^{me}, resté à Brescia, avait instruit des recrues et fourni des hommes à divers corps, et, après la retraite, servit de noyau pour la reconstitution du régiment, qui compta à l'armée d'Italie. Le 15 juillet 1813, le 9^{me} franchit l'Adige, sous les ordres du colonel Broussier, à l'effectif de 2.380 hommes.

En effet, si, au printemps de 1813, la fortune avait paru revenir favorable en Allemagne, où Napoléon bousculait les Prussiens et les Russes, l'intervention armée de l'Autriche, après l'armistice de Dresde, compromettrait non seulement l'armée de l'Empereur, mais menaçait également le royaume d'Italie.

Le prince Eugène n'attendit pas l'invasion autrichienne. Il se porta sur la Drave. Le combat de Feistritz (6 sept. 1813), prouva que le 9^{me} était toujours digne de ses aînés. Les conscrits se conduisirent au feu comme de vieux soldats et le régiment perdit 60 morts et 300 blessés.

Cette victoire du prince Eugène avait rejeté les Autrichiens au-delà de la Drave, mais la défection de la Bavière, décou-

vrant le flanc gauche de l'armée d'Italie, il fallut se retirer sur l'Isonzo, puis sur l'Adige. A Bassano (10 nov.), les Autrichiens du général Fermer furent enfoncés et la ligne de l'Adige put être conservée jusqu'au mois de janvier.

A cette époque le roi de Naples, Murat, dans un moment d'égarement, racheté plus tard par sa mort héroïque, se joignit aux ennemis de Napoléon. Son entrée en campagne obligea le prince Eugène à se replier derrière le Mincio.

Le 8 janvier, l'armée française repasse la rivière et attaque l'ennemi. Malgré leur supériorité numérique, les Autrichiens sont obligés d'abandonner le champ de bataille, mais cette victoire n'empêche pas notre armée de se voir dans la nécessité de battre encore en retraite. Tout en disputant avec acharnement à l'ennemi, chaque ville, chaque rivière, en lui livrant des combats souvent heureux, il faut reculer toujours. Le 2 mars, combat et victoire à Parme, où le 9^{me} fait merveille. Cette fois les Autrichiens reculent et sont obligés de se concentrer autour de Vérone.

Le 6 avril, on apprend l'abdication de l'Empereur et en vertu d'une convention passée avec le maréchal de Bellegarde, commandant en chef de l'armée autrichienne, nos soldats repassent les Alpes et rentrent en France sans avoir été vaincus.

Pendant cette campagne de 1813-1814, des détachements du régiment avaient pris part à la défense de Glogau, à celle de Magdebourg et à celle de Venise.

Par ordonnance du 12 mai 1814, le 9^{me} de ligne ajouta à son numéro la dénomination de Régiment de Bourbon.

Les événements de 1814 ayant suscité des troubles en Corse, le 9^{me} fut envoyé dans cette île et entra à Ajaccio le 18 juin. Son rôle de police, au milieu d'une population turbulente et aguerrie, ne fut pas sans dangers ; quelques officiers et soldats furent assassinés ou tués dans des embuscades.

Le colonel Broussier, mis en non-activité, ce fut le colonel de Vautré, qui revenait des prisons de Russie, qui reprit le commandement du régiment en janvier 1815.

Lorsque Napoléon se fut échappé de l'île d'Elbe, le dépôt

du 9^{me}, resté en France, fit partie de l'armée royale du duc d'Angoulême qui se flattait d'arrêter « l'Usurpateur », mais avant d'arriver à Gap les troupes arborèrent d'elles-mêmes la cocarde tricolore et l'on dut les renvoyer dans leurs garnisons.

Le 19 avril, le colonel de Vautré faisait reprendre au régiment la cocarde nationale et lui rendit son aigle.

Le 12 mai le régiment rentrait en France, débarquait à Toulon, et faisait partie du corps d'observation du Var.

La bataille de Waterloo entraînant la chute définitive de Napoléon et le retour de Louis XVIII, le 9^{me} reprit la cocarde blanche le 24 juillet et fut envoyé sur la Loire pour y être licencié.

VII. Le 9^{me} de 1815 à 1870

Le licenciement du 9^{me} en vertu de l'ordonnance du 23 mars 1815, crée un hiatus dans l'existence du régiment.

En effet, de 1815 à 1820, l'armée française se compose de légions départementales qui n'ont pas d'histoire à proprement parler.

En 1820, on se décide à reformer les régiments, et le 9^{me} est reconstitué le 26 décembre à Phalsbourg avec les légions du Cher et de l'Indre dissoutes le même jour.

Le colonel Higonet prend le commandement.

La campagne d'Espagne, en 1823, est entreprise par Louis XVIII sous la pression de la Sainte-Alliance. Le régiment y est appelé.

Le colonel Higonet, nommé maréchal de camp, est remplacé par le colonel Brémont.

Le 9^{me} de ligne faisait partie de la 1^{re} division du 3^{me} corps, et fut employé au siège de Pampelune (27 avril-16 septembre). Les défenseurs de la place et les corps francs du dehors livrèrent au régiment de nombreux combats, le 9^{me} sut faire toujours bonne contenance et soutint vaillamment l'honneur de son drapeau.

Après la reddition de Pampelune et le rétablissement d'« el

rey absoluto », le 9^{me} fit partie du corps d'occupation jusqu'en 1828.

Notons qu'au siège de Pampelune, le 9^{me} comptait dans ses rangs un futur maréchal de France, le commandant Baraguey-d'Hilliers ; un autre maréchal de France commandera plus tard le régiment.

En 1828, au mois de mai, le dépôt du régiment eut à réprimer une émeute à Auch, où il se trouvait en garnison. Ce mouvement populaire avait été excité à la suite de l'arrestation de quelques femmes qui avaient volé du bois dans une propriété voisine de la ville. Le midi bouge facilement, nous le savons, mais il se calme sans trop de difficultés, et, dans cette bagarre, grâce, il est vrai, aux sages dispositions et au sangfroid du lieutenant-colonel Parant, il n'y eut ni tués, ni blessés de part ni d'autre. L'orage se calma presque aussi vite qu'il avait éclaté.

Le 9^{me} était à Bayonne lorsqu'on apprit le renversement de Charles X. Le 5 août 1830, le régiment reprit la cocarde et le drapeau tricolores, puis à la fin du même mois vint tenir garnison à Bordeaux.

En 1832, le 9^{me} eut à maintenir l'ordre à Périgueux et à Angoulême. Là encore, le sang-froid des officiers et des soldats évita l'effusion du sang.

De 1832 à 1847 le 9^{me} de ligne est envoyé dans diverses garnisons. En 1841, il a pour colonel M. Pâté qui est presque aussitôt remplacé par M. de Lusset.

En 1847, il est désigné pour servir en Algérie. Il tenait alors garnison à Marseille. Le 20 septembre, le colonel de Lusset passe par permutation au 41^e, dont le colonel, Edme Patrice de Mac-Mahon, prend le commandement du 9^{me}.

En 1848, le régiment prend glorieusement part aux expéditions sur les Keff, les Beni-Acher, les Beni-Hamoun ; en 1849 il opère dans le Sud-Oranais et dans l'ouest de la province ; en 1850 il porte ses armes chez les Ouled-Narh, et, en 1851, fait partie des expéditions de Petite-Kabylie et du Dahra.

En 1848, le colonel de Mac-Mahon, promu général de brigade, avait été remplacé par le colonel Regaud.

Lorsqu'en 1852 le régiment fut rappelé en France, le général Pélissier lui adressa un ordre du jour d'adieu où se trouve cette phrase : « Partez donc satisfaits d'avoir rempli votre tâche en braves soldats, en hommes de cœur. Je me plains à vous en rendre témoignage et à signaler votre régiment à l'ordre de la division. Je ne doute pas que, fidèle à son passé, le 9^{me} régiment de ligne, n'acquière partout de l'honneur et n'ajoute en toute circonstance un nouvel éclat à son drapeau ».

Un pareil éloge, dans la bouche d'un chef tel que Pélissier, n'était pas banal. Le régiment et le général allaient bientôt se retrouver d'ailleurs sous les murs de Sébastopol.

Débarqué à Toulon, le 9^{me} fut envoyé à Versailles, puis au camp de Satory, à Vincennes et enfin à Paris. Depuis 1851 il était commandé par le colonel de Tournemine.

Le 13 mars 1855 le régiment (bataillons actifs) s'embarqua en chemin de fer pour Toulon d'où il fut transporté à Constantinople pour faire partie de ce qu'on appelait alors l'armée d'Orient.

Le 21 mai il rejoignait l'armée de siège et campait sur le champ de bataille d'Inkermann.

Le 9^{me} fut employé aux attaques de droite dès le 27 juillet.

Le 11 août, le colonel Bessières remplaçait le colonel de Tournemine promu général.

Si le régiment souffrit beaucoup à la tranchée, il n'eut pas la consolation de prendre part à l'assaut final du 8 septembre. Ce jour-là il était de garde au Carénage et sur les hauteurs d'Inkermann.

Rapatrié après la paix, le 9^{me} vint tenir garnison à Mézières et à Amiens, jusqu'en 1859, où il fut envoyé de nouveau en Algérie.

Au mois de mai, le régiment fut concentré à Alger. Il devait être envoyé au siège imminent de Venise. En effet, le 5 juillet il rejoignait l'escadre de blocus de l'amiral Jurien de la Gravière, mais la paix de Villafranca venait arrêter les préparatifs et, dès le 28, le 9^{me} était de nouveau débarqué à Alger.

Vers le mois d'octobre, le régiment fut éprouvé par une

épidémie de choléra ; officiers et soldats se dévouèrent au salut de leurs camarades frappés par le fléau. Le colonel Bessières fut atteint lui-même et obligé par le général Yussuff de quitter son commandement.

Le 9^{me} fit alors partie d'une colonne destinée à châtier des tribus révoltées, puis en avril 1860 il prit part à une expédition dans la Petite Kabylie.

Le colonel Bessières, obligé par sa mauvaise santé à demander sa retraite, fut remplacé le 12 août 1862 par le colonel Roux, qui ramena le régiment en France en 1863.

De 1863 à 1870, le 9^{me} tient garnison à Lyon, au camp de Châlons, à Paris, Fontainebleau, Blois, revient au camp de Châlons, puis à Paris, et ensuite à Blois où il est employé au service de la Haute-Cour de Justice.

Le 22 juillet 1870, il est appelé au 6^{me} corps de l'Armée du Rhin. La guerre contre la Prusse est déclarée depuis le 16, c'est l'Année Terrible qui va commencer !

VIII. La Guerre (1870-1871)

La guerre de 1870, qui a mutilé notre pays, a eu cependant des pages glorieuses. Le 9^{me} de ligne en a écrit une avec son sang et ce serait faire preuve d'ingratitude que de l'oublier. Oui, au milieu de nos désastres, le 9^{me} est resté digne de ses aïeux. Les vaillants soldats du Régiment de Normandie, les braves de la 9^{me} demi-brigade, les héros de la Moskowa n'hésiteraient pas un instant à se reconnaître dans les pioupioux de Rezonville et de Saint-Privat. Même bravoure, même constance sous le feu, même amour du drapeau et de la patrie. Les assaillants de Berg-op-Zoom, les vainqueurs de Fontenoy, ceux d'Héliopolis, d'Austerlitz, de Waggram, de Borodino, de Sébastopol auraient été fiers de leurs puînés, livrés à l'ennemi par Bazaine, sans avoir été vaincus.

Ce n'est pas sans intention que j'ai donné un peu plus de développement à ce chapitre. J'ai tenu à montrer que notre

régiment, malgré l'écrasement de la France, avait su rester digne d'elle et mériter l'admiration des gens de cœur. Si Bazaine avait eu l'âme d'un véritable chef, s'il avait soutenu le 6^{me} corps à Saint-Privat, peut-être nos destinées eussent-elles été changées et il aurait pu alors adresser au 9^{me} les paroles que lui adressait le général Pélissier en 1852 : « Vous avez rempli votre tâche en braves soldats, en gens de cœur ! »

Hélas ! le 9^{me} n'a pas reçu d'éloges, il a combattu bravement, il s'est sacrifié et, pour toute récompense, il s'est vu livrer à l'ennemi !

Le 6^{me} corps était commandé par le maréchal Canrobert. Le 9^{me} comptait à la 1^{re} brigade (général Noël, puis général Archinard), 2^{me} division (général Bisson, le doyen des divisionnaires de l'armée).

Réuni, tant bien que mal, à Châlons, le 6^{me} corps devait être dirigé sur Nancy, mais, à la suite d'un de ces contre-ordres désordonnés qui caractérisèrent le début de la campagne, il fut obligé d'arrêter son mouvement à peine commencé.

Enfin, le 12 août, le 9^{me} est embarqué pour Metz.

Le trajet de Châlons à Metz ne fut pas sans alertes. A Frouard, on signale l'apparition de uhlans à proximité de la voie. A Pont-à-Mousson, nouvelle rencontre de cavaliers allemands. Il faut descendre du train et prendre la formation de combat. Après une heure de fusillade, l'ennemi disparaît (13 août) et le train peut reprendre sa marche et amener le régiment à Metz où l'on arrive le 14, pendant que la bataille de Borny se livre sur la rive droite de la Moselle.

Dans la soirée du 14, le colonel Roux, dut entrer à l'hôpital de Metz et laissa le commandement au lieutenant-colonel Pavet de Courteille.

Dans la journée du 15 le régiment fut mis en mouvement et alla camper au delà de Rezonville.

Le 16 août vers 9 heures 1/2 du matin les premiers coups de canon se firent entendre en avant et sur la droite du régiment. Les faisceaux furent immédiatement rompus et on attendit.

A 11 heures arrivait l'ordre de marcher en avant.

Sous un feu violent d'artillerie qui le prenait de front et de

flanc le 9^{me} manœuvra avec un calme admirable et se mit en bataille le long de la grande route.

De midi à 1 heure le 9^{me} fut seul à supporter le choc des masses prussiennes qui cherchaient à déboucher du côté de Flavigny. Il réussit à les arrêter par son feu et fit taire en partie la puissante artillerie qui les soutenait.

Cette belle conduite fut signalée par le maréchal Canrobert au commandant en chef. Le 9^{me} perdit à ce moment de la bataille 26 officiers dont 7 tués sur le coup.

Mais pendant que le régiment maintenait ainsi l'ennemi de front, des tirailleurs prussiens gagnèrent son flanc droit et il fallut aller prendre une position un peu en arrière contre le village de Rezonville.

A ce moment le 9^{me} n'avait plus d'officiers supérieurs. Le lieutenant-colonel de Courteille, blessé à la tête et à la cheville, ne voulut pas se laisser emporter à l'ambulance pour ne pas distraire ses hommes du combat. Douze jours après il mourait des suites de ses blessures. Les chefs de bataillon étaient à leur tour grièvement atteints, 23 officiers subalternes tombaient successivement et ce fut le capitaine Plumejaud qui dut prendre le commandement.

Jusqu'à la nuit le régiment continua à combattre sur la même position, en butte aux obus et à la mousquetterie et répondant de son côté à l'ennemi avec vigueur.

Au crépuscule une charge de cavalerie fut dirigée contre le 9^{me} qui l'arrêta à coups de fusil et se retira sur son emplacement du matin.

C'est à ce moment que le général (1), isolé, au milieu de l'obscurité et exposé à être enlevé par les cavaliers allemands fut sauvé par l'énergique intervention du capitaine Colomb d'Ecotay et de quelques soldats du 2^{me} bataillon qui réussirent à maintenir l'ennemi en respect.

(1) L'*Historique* de MM. Bohain et Puig ne dit pas s'il s'agit du général Bisson, commandant la division ou du général Archinard, commandant la brigade.

En dehors des nombreux officiers tombés sous le feu des prussiens, le 9^{me} perdait 244 hommes tués ou blessés.

Le 17, le 6^{me} corps fut massé à Vernéville dans la matinée et le soir le 9^{me} bivouaquait, en ligne de bataille, entre Roncourt et Saint-Privat, face au village de Montois. Il formait ainsi l'extrême droite de la ligne française, poste d'honneur dont la journée du lendemain allait faire un poste d'héroïsme.

C'est vers midi que, le 18 août, le 9^{me} entendit les premiers coups de canon sur la gauche. Il se forma aussitôt, mais c'est seulement vers 3 heures 1/2 du soir, que la gauche de l'armée allemande, progressant vers Sainte-Marie aux Chênes et au delà, se trouva à la hauteur du régiment et commença à le couvrir d'une pluie d'obus.

Le 9^{me} supporta cet ouragan de fer sans bouger. Vers 5 heures cependant, le mouvement tournant des allemands s'accroît; les Saxons débouchent de Montois, en même temps que la garde royale prussienne monte à l'assaut de Saint-Privat.

Le général Bisson voit le danger et fait occuper Roncourt par une compagnie du 1^{er} bataillon (capitaine Dupleit); le 3^{me} bataillon occupe le front nord de Saint-Privat et le 2^{me} reste sur le plateau entre les deux villages tandis que le reste du 1^{er} bataillon s'échelonne en tirailleurs en avant de Montois.

A partir de ce moment chaque bataillon opère isolément, livré à lui-même, et sait qu'il n'a aucun secours à attendre.

Le premier bataillon — capitaine Targe, adjudant major — résiste autour de Roncourt jusqu'à 6 heures 1/4 et ne rétrograde qu'au moment où il va être enveloppé et écrasé par toute une division saxonne. Il perd 4 officiers sur 8 présents.

Le deuxième bataillon — capitaine Plumejaud — se cramponne à la position, bien découverte cependant, qui lui avait été assignée. Il résiste de front et de flanc, faisant un feu terrible, jusqu'à l'épuisement de ses munitions. Il ne se retire que privé de moyens de résistance et sous la menace d'être tourné sur sa droite et ses derrières. Sur 13 officiers, 5 sont blessés.

Quant au troisième bataillon — capitaine Aragon — il était digne d'être au nombre de ces vaillants qui firent si chèrement

acheter la prise de Saint-Privat à l'armée prussienne. Il ne battit en retraite que lorsqu'il ne lui resta plus une cartouche et au moment même où les prussiens, pénétrant dans le village par le côté sud, allaient lui fermer toutes les issues.

Il est certain qu'exposé comme il l'était le 9^{me} aurait été entièrement détruit, si les six pièces de 12, gardées par le maréchal Canrobert comme dernière réserve, n'avaient par leur brusque intervention arrêté court le mouvement des Allemands.

Dans la nuit le régiment rentrait sous les forts de Metz par la route de Woippy et dut bivouaquer à la belle étoile, les sacs ayant été laissés sur le champ de bataille sous prétexte qu'ils gênaient pour tirer.

Cette tendance à abandonner facilement le bagage individuel mérite d'être signalée. Elle ne se manifeste en général que dans les troupes qui manquent de confiance. Celles qui sont sûres d'aller de l'avant se gardent bien de laisser leurs sacs. A Rezonville les soldats du 9^{me} les avaient gardés. Ils croyaient encore au succès. A Saint-Privat ils les ont déposés, parce qu'ils sentaient instinctivement que leur action serait presque passive. Eux seuls ont souffert quelques jours de cet oubli d'un principe élémentaire, mais, quelle qu'ait été la raison de cet oubli, ils n'en ont pas moins rempli tout leur devoir de bons français et de braves soldats. Dignes de leur valeureux chef le maréchal Canrobert, ils ont conquis le droit le plus absolu à notre estime et à notre reconnaissance. La fortune aveugle les a trahis, mais ce ne sont pas eux qui lui ont manqué. Le grand Etat-major allemand l'a reconnu lui-même, après sa victoire. Si Bazaine avait fait soutenir le 6^{me} corps et lui avait permis l'offensive, lorsque la garde prussienne était décimée sous Saint Privat, la victoire pouvait changer de camp, et peut-être aujourd'hui le 9^{me} aurait-il inscrit ce nom sur son drapeau !

Après Saint-Privat l'agonie commence. Le 9^{me} ballotté au gré de Bazaine de la rive droite sur la rive gauche de la Moselle, continue à servir avec vaillance et discipline. M. Horcat, lieutenant-colonel au 94^{me}, prend le commandement du

régiment le 31 août pour avoir la douleur de le livrer, encore frémissant, à l'ennemi.

Le 28 octobre les braves soldats du 9^{me} étaient remis aux Prussiens. Leurs vaillants officiers tinrent à honneur de ne se séparer d'eux qu'à la ligne de démarcation tracée par le grand Etat-Major prussien et le général Bisson leur adressa un émouvant adieu.

Ainsi sombra dans la nuit et l'amertume de la défaite un régiment digne d'un meilleur sort !

Tout le 9^{me} n'avait pas succombé sous Metz. Le dépôt du régiment, resté à Blois, se rendit à Paris dès le 15 août, pour former le 9^{me} de marche, et fournit ensuite des détachements pour diverses formations.

Un décret du 2 septembre crée deux compagnies provisoires qui viendront à Agen former un nouveau dépôt du 9^{me}. Ce corps arrive à Agen le 23 septembre et immédiatement se met à l'œuvre pour constituer, à l'aide des recrues appelées par anticipation, de nouvelles compagnies qui sont successivement affectées à divers régiments de marche, 38^{me}, 42^{me}, 56^{me}, 61^{me}, 64^{me}, 71^{me}, 90^{me}, etc.

Disons qu'après la guerre, le capitaine Plumejaud, qui avait commandé le régiment à Rezonville et à Saint-Privat, fut confirmé dans le grade d'officier de la Légion d'honneur.

La paix de Francfort permit de rapatrier et de reformer le régiment comme nous allons le voir.

Qu'il me soit permis, avant d'aborder la dernière partie de ce modeste travail, de rendre encore hommage à la vaillance et à la bravoure du 9^{me}. Je suis de ceux qui ont vu de près les horreurs de l'Année Terrible, de ceux qui ont été les témoins désolés et impuissants de nos défaites. J'estime qu'il faut honorer les braves qui nous ont sauvés de la honte, et c'est pour cela que je veux glorifier le 9^{me} qui n'a aucune responsabilité à encourir dans nos malheurs. Et je suis convaincu que, si les régiments de Saint-Privat avaient pu être conservés à la France, le magnifique élan soulevé par Gambetta aurait eu d'autres conséquences.

Le sort en a décidé autrement, hélas ! Ce n'est pas une

raison pour désespérer de l'avenir. Les traditions du 9^{me} ne sont pas mortes, le 9^{me} d'aujourd'hui est là pour les ressusciter. Ayons confiance !

IX. Le 9^{me} Agenais

(1871-1904)

Comme on vient de le voir, depuis le 23 septembre 1870, le dépôt du 9^{me} était installé à Agen. C'est dans notre ville que le régiment se reconstitua, après la guerre, à quatre bataillons de six compagnies conformément à une circulaire ministérielle du 24 juillet 1871.

Le 1^{er} août, l'opération était terminée et le 9^{me} eut pour colonel M. Lombardeau, assisté du lieutenant-colonel Horcat qui avait recueilli à Metz la succession du lieutenant-colonel de Courteille.

En 1872, le régiment partit pour Lyon, et le 18 octobre de la même année, le colonel Lombardeau, étant parti en congé, fut remplacé par M. Horcat.

La loi du 24 juillet 1873, réorganisant l'armée française à 18 corps d'armée, le 9^{me} fut désigné pour faire partie de la 65^{me} brigade, 33^{me} division, 17^{me} corps, et immédiatement le 3^{me} bataillon revint à Agen rejoindre le dépôt.

Deux ans après, le 9^{me} (1^{er} et 2^{me} bataillons), quittait Lyon pour venir prendre possession des casernes édifiées par la ville d'Agen. Il eut la malechance d'arriver dans sa garnison définitive au moment même où la cité était cruellement éprouvée par un fléau, mais en même temps il eut l'occasion, qu'il mit glorieusement à profit, de secourir son infortune.

Voici ce que contient, à ce sujet, l'*Historique* de MM. Bohain et Puig :

« A la fin du mois de juin 1875, une crue très considérable
« de la Garonne vint jeter la désolation dans la plaine. Le
« 23, les bas quartiers de la ville étaient inondés et le 24 les
« troupes durent en toute hâte évacuer les casernes, non

« toutefois sans avoir mis en lieu de sûreté 4.000 fusils et près
« de 20.000 kilogrammes de cartouches. Elles allèrent camper
« sur la route de Villeneuve.

« Entraînés par l'exemple de leurs chefs, les soldats du
« 9^{me} de ligne rivalisèrent de courage et de dévouement pour
« porter secours à la population, et c'est au milieu des plus
« grands périls que, pendant deux jours, on les vit, ayant de
« l'eau jusqu'à la ceinture ou montés sur de frêles embarca-
« tions, lutter contre le fléau et chercher à lui arracher des
« victimes ».

Un ordre du régiment signala comme s'étant particulière-
ment distingués : « le commandant Jacquey, le lieutenant
« Boulloud et le sous-lieutenant Beaumelle, le sergent-major
« Drevaux, le sergent Galley, le fourrier Leroy, le caporal
« Klein, les soldats Gaillard, Letallier, Corteggiani, Brouté,
« Barrès, Blanchard, Lafonteau et Calvet ».

Le Maréchal Président, à son passage à Agen, décora le
sergent Galley de la médaille militaire.

Au moment où le 9^{me} était totalement réuni à Agen, il avait
pour colonel M. Faussemagne.

Le 15 mars 1878, le colonel Faussemagne passant au 143^{me},
est remplacé par le colonel Fornier de Violet.

Le 14 juillet 1880, le 9^{me} était représenté à la distribution
des nouveaux drapeaux, à Longchamps, par le colonel Fornier
de Violet, le capitaine adjudant-major Morel, le sous-lieute-
nant porte-drapeau Ortoli-Giacomoni, un sergent, un caporal
et trois soldats de 1^{re} classe.

Le 25 juillet, dans une revue passée sur le Gravier, en
présence de toutes les autorités, le drapeau fut remis au
régiment.

Voici l'ordre du jour adressé au régiment par le colonel à
cette occasion :

« Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats du 9^e de ligne.

« Je remets aujourd'hui à votre garde et à votre honneur le
« drapeau que j'ai reçu des mains de M. le Président de la
« République. Il porte dans ses plis glorieux les noms d'Aus-

« terlitz, Waggram, la Moskowa, Sébastopol, que vos anciens
« y ont inscrits avec leur bravoure et leur sang.

« C'est le passé et l'honneur du régiment.

« Que ce drapeau soit aujourd'hui, dans l'armée nouvelle, le
« symbole de l'esprit de discipline, de dévouement et d'abné-
« gation qui assure la victoire.

« Que, dans l'avenir, ce noble insigne vous entraîne sur les
« traces de vos pères. La France a les yeux sur vous et confie
« à votre patriotisme la haute et belle mission d'effacer de
« douloureux souvenirs et d'inscrire de nouvelles victoires à
« côté des noms illustres et glorieux que l'histoire nous a
« légués. »

Notons, en passant, que l'ancien drapeau du régiment portait les noms d'Héliopolis et de Pampelune qui ne figurent pas sur le drapeau actuel, mais il ne portait pas celui d'Austerlitz, probablement parce que le 9^{me} n'avait été représenté à cette bataille que par ses grenadiers.

Le 23 mai 1881, le colonel Crouzet remplaçait le colonel Fornier de Violet mis en non activité pour infirmité.

Le 20 avril 1882, le 3^{me} bataillon fut envoyé en Algérie puis en Tunisie où il fit partie de la colonne dirigée par le général Forgemol sur Gafsa. Le 20 décembre 1882 il rentrait à Agen.

En 1887, le 9^{me} prit part à l'essai de mobilisation du 17^e corps. En 1888, le colonel Crouzet, admis à la retraite, fut remplacé par le colonel Perrossier.

En 1895, le 9^{me} fournit une compagnie sur le pied de guerre au 200^e de ligne destiné à l'expédition de Madagascar.

Depuis cette date le 9^{me} n'a d'autre occupation que de former les jeunes soldats que les classes successives lui amènent. Besogne ingrate, il est vrai, modeste, inaperçue, mais c'est l'ensemencement. La moisson jaillira un jour et le 9^{me} prouvera que les valeureux soldats qui ont combattu pour l'honneur et la gloire de la France sous les drapeaux de « Normandie », de la « 9^{me} demi-brigade » et du « 9^{me} de ligne » n'ont pas dégénéré.

Il le prouvera d'autant mieux, — cette réflexion ne choquera personne, sans doute, parmi nous, — que, depuis vingt-neuf

ans, il se recrute presque exclusivement sur notre terre de Gascogne (1) et que nous savons, l'histoire elle-même le proclame, quels soldats on fait avec les compatriotes des Xaintrailles, des Montluc, des Valence, des Lacuée, des Lannes, des Bessières et des Murat !

Colonels du régiment depuis le 22 décembre 1888.

1888 PEROSSIER; 1892 LOUBET; 1897 FAURE; 1903 NINOU.

ANNEXE

Voici le texte de l'ordre du jour du V brumaire (26 octobre 1800), relatif au sergent Stamphly :

« Soldats ! que les ministres anglais, qui ont l'audace, ou, « pour mieux dire, la folie d'insulter l'armée d'Orient, dans « leurs diatribes parlementaires, viennent en Egypte. Ils y « recevront des leçons de vertu et de moralité !

« Stamphly, sergent vagemestre de la division Reynier, a « pour camarade et ami intime Lhuillier, sergent de grenadiers au 1^{er} bataillon de la 9^{me} demi-brigade. Il apprend que « son ami vient de perdre la vue à la suite d'une longue « ophtalmie : sur le champ il écrit au citoyen Bourcier, quartier-maître trésorier de la 9^{me}, qu'il donne pour toujours sa « paie de sergent à son ami Lhuillier, et ce, à dater du 1^{er} vendémiaire an IX, afin qu'il puisse se procurer les soulagements dont il pourrait avoir besoin.

« Stamphly ! la République reconnaissante vous donne, par « mon organe, le titre de vertueux citoyen ! Lhuillier ! vous « êtes l'ami de Stamphly, vous ne pouvez être qu'un brave et

(1) Ce sont les départements du Lot, du Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne, et du Gers qui fournissent le plus de recrues au 9^{me} de ligne.

« vaillant soldat. A dater du 1^{er} vendémiaire dernier, vous
« aurez un supplément de paie de 12 francs par mois, à titre
« de pension viagère. Le directeur général et comptable est
« chargé de l'exécution du présent ordre. Ce supplément de
« 12 francs par mois sera payé sur un certificat de vie, délivré
« tous les trois mois par le Commissaire d'administration de
« la 9^{me} demi-brigade, et visé par un conseil des guerres ainsi
« que par les officiers généraux de la division.

« Le général en chef ordonne au général chef d'état-major
« général de faire faire pour Stamphly, un sabre, garni en
« vermeil, sur lequel sera gravé :

« *La République reconnaissante*

« *Au vertueux Stamphly.*

« Un exemplaire de l'ordre du jour sera adressé directement
« aux sergents Stamphly et Lhuillier ».

(*Historique* de MM. Bohain et Puig, p. 237 238).



L'ODYSSÉE D'UN CURÉ AGENAIS

PENDANT LA RÉVOLUTION

En octobre 1903, M. Philippe Lauzun, secrétaire perpétuel de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, m'engageait dans une lettre amicale à publier *in extenso* dans la *Revue de l'Agenais*, la relation de l'odyssée de France en Espagne, pendant la révolution, de Jacques Boissé, curé de Ferrussac, paroisse autrefois agenaise.

Je défère aujourd'hui à ses désirs ; mais je dois dire que M. l'abbé Durengues, dans son vaste et consciencieux travail, *l'Eglise d'Agen pendant la Révolution* (1), en a publié de longs fragments et a fait pour les parties résumées une analyse non seulement exacte quant aux faits mais exacte encore quant à l'allure, à l'expression et à la physionomie du récit.

Je crois malgré tout qu'il est bon de publier le texte intégral parce qu'il y a la même différence entre un texte et une analyse qu'entre une chose ouïe et un ouï-dire.

Le curé Jacques Boissé naquit à Sainte-Livrade le 7 mars 1757. Il reçut les ordres en 1781 et vers 1783 fut chargé de la cure de Ferrussac, dans la juridiction de Roquecor. Il en resta le recteur jusqu'à sa mort, sauf pendant l'interruption forcée de ses onze ans d'exil.

Six ans après cette prise de possession éclatait la grande révolution sociale et politique de 1789.

(1) Agen, 1903.

Le bas clergé surtout accueillit la révolution à ses débuts avec enthousiasme. Il applaudit avec transport à l'abolition des droits féodaux (nuit du 4 août); une semaine après, le clergé abandonnait une de ses prérogatives les plus chères, la dime (11 août).

La sécularisation des biens ecclésiastiques commença à troubler ses bonnes dispositions (2 novembre). Moins d'un an après (12 juillet 1790), le vote par l'Assemblée Constituante de la constitution civile du clergé gâta tout. Le 24 août, le roi signa le décret y relatif « la mort dans l'âme ».

Le 27 novembre un décret rendit le serment constitutionnel obligatoire.

Sauf quatre évêques, tout le haut clergé, suivi par plus de quarante mille prêtres, refusa le serment. Parmi les prêtres « jureurs », les uns prêtèrent serment sans arrière-pensée, les autres avec des restrictions publiquement formulées qui en affaiblissaient ou en conjuraient la portée.

Parmi ces derniers se trouvait le curé Boissé.

En janvier 1791, la Constituante ne voulut plus reconnaître d'autres prêtres que les assermentés ou constitutionnels et repoussait les autres.

Le Bref papal *Charitas* consumma la rupture (avril). Le schisme divisait l'Eglise de France. D'un côté, des prêtres schismatiques ou jureurs; de l'autre, les réfractaires.

Il fallait choisir. Le curé Boissé n'hésita pas : il alla du côté de sa conscience, du côté du pape qui interdisait le serment, et de la discipline ecclésiastique. Il se rétracta et devint un insermenté par rétractation.

Les difficultés étaient terribles pour les prêtres réfractaires. La nation, entraînée par l'ouragan révolutionnaire, ne voulut voir en eux que les ennemis du pays, de la Constitution et des lois et les complices des émigrés au dehors, les complices des traîtres au dedans.

Cependant, en janvier 1791, l'Assemblée s'était déclarée « éloignée du dessein de dominer les opinions, plus éloignée encore du projet de tyranniser les consciences ».

Ceci était dit à l'adresse des insermentés, auxquels elle

allouait néanmoins un secours de 500 livres et l'autorisation de dire la messe dans les églises (8 février-7 mai 1791).

A la fin de 91, l'Assemblée exigea le serment sans conditions de tous les ecclésiastiques sous peine d'être traités en suspects. En mai 1792, elle décréta contre les récalcitrants la déportation.

On avait fait du chemin depuis le 12 juillet 1790.

Le curé Boissé subit le contre-coup de ces agitations, de ces troubles et de ces suspensions ; il ne tarda pas à être mis à l'index.

Comme il le raconte dans un autre mémoire que j'ai entre les mains, le Comité révolutionnaire de Roquecor le fit arrêter dans son église, au milieu de ses fidèles, et traduire devant le tribunal révolutionnaire comme réfractaire. On l'accusait d'avoir conseillé à ses paroissiens de ne jamais communiquer avec les intrus et les jureurs.

Après l'exil, il conta volontiers que, lorsque les gendarmes vinrent l'arrêter, il leur démontra en termes pathétiques et son bon droit et son innocence, les fit souper et les renvoya désarmés. Mais ils ne tardèrent pas à reparaitre et l'emmenèrent.

On le promena dans le bourg de Roquecor, livré aux huées et aux outrages de la populace. Condamné à la mort civile, déchu de son titre de citoyen actif, il lui fut défendu de s'immiscer dans aucune fonction ecclésiastique.

Le comité révolutionnaire de Roquecor, irrité par l'attitude du curé Boissé et de ses paroissiens, provoqua une émeute. On se jeta sur la paroisse de Ferrussac ; on enfonça des portes, on mit plusieurs habitations au pillage, on profana l'église que défendait le curé. Les gens de Roquecor « se saisirent « d'un grand nombre de ses paroissiennes et les amenèrent « pour leur faire prêter serment d'aller à la messe de « l'intrus (1). »

Le 26 août 1792, un nouveau décret ordonna à tous les

(1) *Mémoire* cité plus haut.

insermentés de sortir de leur département dans la huitaine et du royaume dans la quinzaine, sous peine de déportation à la Guyane (1).

Il fallait se soumettre ou partir.

Préférant l'exil à une capitulation de conscience, le curé Boissé partit de Ferrussac le 13 septembre 1792 et arriva à Saragosse, terme de son voyage, le 4 octobre, à quatre heures du soir.

Une fois en Espagne, il fallait vivre.

Avec la force naturelle de son caractère, il ne pouvait s'astreindre à y vivre de parasitisme ou de mendicité. Il s'ingénia. Il commença par fabriquer de l'Eau Vulnérable dont la composition occupe deux feuillets de ses notes. A ce pauvre métier, il ajouta celui de peintre en bâtiments.

On a le compte de ses recettes depuis le 4 août 1796 pour peintures de balcons, portes, chaises, cadres, drapeaux, étendards, armoiries, etc.

Il fabriqua aussi diverses compositions et divers vernis pour marbrer le bois, pour dorer, pour peindre à la colle. Il tirait aussi quelques ressources de messes dites *Al Pilar*, à la Vierge du Carmen, *Al Santo Christo* de Saint-Paul.

C'est ainsi qu'il vécut pendant les onze années de son exil en Espagne et, disait-il plus tard, si l'amour de la patrie et l'amour de la famille n'avaient eu pour lui d'invincibles attrait, il y serait resté.

Enfin le Concordat fut voté par le Corps législatif et le Tribunat, le 8 avril 1802, et inauguré solennellement à Notre-Dame par le premier consul, le 18 avril.

Les portes de la France se rouvraient aux exilés.

Le curé Boissé, après un temps donné au repos et à l'organisation, reparut dans sa paroisse en l'an 1803.

Dans ses notes, il dresse « un état de ce qu'on lui a donné « en 1803 » à Ferrussac.

(1) Pour l'exposé historique, j'ai suivi le récit si clair et si net de M. E. Chénon in *Histoire Générale du IV^e siècle à nos jours*, sous la direction d'E. Lavisse et d'A. Rambaud (t. VIII, p. 504 et suivantes). — Paris, 1896.

En 1804, il fit des réparations à son église que le Conseil municipal de Roquecor refusa de lui rembourser.

Avec les misères de l'exil n'étaient pas finies les misères de sa vie.

En ce temps de passions violentes, il trouva chez les libéraux une irréconciliable opposition qui se traduisait par des tracasseries de diverses natures : on lui surchargeait ses cotes ; on lui envoyait les espagnols réfugiés ou prisonniers, à nourrir ; sous prétexte que sa servante, *La Mario*, avait un fils déserteur, on lui imposait des garnisaires ; et cela dura jusqu'à la terrible accusation qu'on porta contre lui qui amena son emprisonnement, suivi d'une complète reconnaissance de son innocence.

Je n'entre pas dans les détails d'une affaire qui, n'ayant aucun caractère public, serait ici un hors-d'œuvre.

Le curé Boissé était un homme éminemment bienfaisant. Pendant les années de famine de 1789-90-91, il soutenait sa famille par des sacrifices pécuniaires répétés. En partant pour l'Espagne, il donnait de l'argent à sa sœur Libérate. La veille même de son départ, le 6 septembre, il avait touché d'une succession venue des *Iles* le complément d'une somme de 450 livres dont il avait reçu le premier versement le 9 août 1792. Il dut, car il ne le dit pas, lui en confier le dépôt.

Après son retour, il consacra son temps et ses modestes ressources à élever trois de ses neveux dont l'un, Bernard Boissé, mon beau-père, voulut partager sa prison au moment critique de sa vie dont je viens de parler.

Parmi les souvenirs qu'il nous a laissés figurent deux tableaux où il est peint en buste, l'un dans son costume de prêtre ; l'autre, sous le costume qu'il portait en Espagne.

Ces portraits représentent un homme dans toute la force de l'âge, le front haut, les cheveux noirs ramenés et noués en arrière, le teint fleuri, la lèvre bienveillante, l'œil animé par une loyale franchise. Cette tête, répète-t-on dans la famille, aurait été l'œuvre d'un des peintres du roi d'Espagne,

Charles IV. Il est vêtu d'une sorte de jaquette à raies alternativement roses et blanches, disposées en travers sur le buste, en long sur les bras. Les manches se terminent par une dentelle brodée. La veste croisée sur la poitrine laisse voir un gilet de soie jaune. La main est armée de la canne qui soutint ses pas d'exilé. Elle nous est restée. Faite de prunellier sauvage à tige hérissée d'épines, elle se termine par une poignée où se trouvent sculptés, à l'extrémité, une orfraie aux larges yeux ronds, au-dessous un oiseau indéterminable et de fantaisie, à bec fortement saillant, enfin à la base un serpent tricéphale, à tête triangulaire comme la tête de la vipère.

Le curé Jacques Boissé mourut pendant le terrible hiver de 1830 à l'âge de 73 ans. Il ne voulut pas de cercueil, il exigea que sa dépouille fut confiée nue à la terre nue.

L'homme est sorti de la terre — *Homo ex humo* — et à la fin de sa courte et branlante existence, il y retourne. Le curé Boissé ne s'y coucha pas sans espérance :

Spes illius immortalitate plena est.

Mon Itinéraire partant de France et les Aventures et Évènements d'iceluy ⁽¹⁾

Quelle peine ne ressentis-je pas, partant au point du jour de Ferussac le 13 septembre 1792, sans avoir eu temps de faire sortir mes meubles que je laissai fort tranquillement entre les mains de mes chers voisins. Comme je perdis de vue ma chère paroisse, je tournai vers elle mes yeux baignés de larmes et lui fis à la muette mes tendres adieux, forcé de la quitter à mon grand regret pour obéir

(1) On trouvera dans la narration si sincère et si simple de ce voyage, une série de tournures et d'expressions *romanisantes*, tirées de cette langue d'Oc que nous parlons, si improprement appelée *patois*, et dont nos pères faisaient un si constant usage.

aux loix dures de ma patrie, mais en même temps à celles de ma religion et de ma conscience; c'est alors que commença ma passion, ignorant quel devait être le lieu de mon calvaire. Nous arrivâmes donc, M. le Curé de S^{te}-Cécile (1) et moi, à pied, à Villeneuve au district (2) ou nous ne trouvâmes que cruautés, injustice et mauvais traitement : qui m'y signifia mon jugement, ne voulut pas recevoir l'appel que je voulais en faire et il était dix heures du soir, lorsque nos papiers furent en règle. Nous dinâmes chez M. Montalembert (3) et soupâmes et couchâmes chez M. Carabèles (4). Partis de bon matin nous arrivâmes vers sept heures à Sainte-Livrade, où nous ne restâmes qu'environ deux heures : moment désolent plus douloureux que la mort même, lorsqu'il me fallut me séparer d'un père et d'une mère qui m'étaient si tendres et dont j'étais l'unique soutien et la seule consolation, d'une sœur qui avait en moi tout son espoir et sa ressource ; d'une autre troupe de sœurs, frère, neveux et nièces éplorés ; je crus ne pouvoir survivre à ma grande douleur lorsque je les vis tous me serrant entre leurs bras, me baignant de leurs pleurs, poussant des cris et me faisant les adieux les plus attendrissants, il fallut toute ma force et celle de mon compagnon d'infortune pour nous arracher à leurs tendres adieux. Nous partîmes donc pour Agen à travers les montagnes et y arrivâmes accablés de chaud et de fatigue vers les cinq heures du soir ; arrêtés à la porte de cette ville nous y fûmes outragés en propos et autres à la vue de nos passeports ; nous nous rendîmes à l'Hôtel de Ville où nos mâles avaient été mises en dépôt. Il fallut les faire visiter, sortir tous nos effets, légaliser nos papiers, et essuyer pendant plus de trois heures les menaces et les outrages les plus grands de la part d'une foule innombrable d'enragés témoins de ces opérations, sans que les officiers municipaux, ni nous, osâssions proférer une seule parole par la crainte d'être égorgés dans la salle. Nos mâles furent enfin cachettées et scellées avec une déclaration des officiers municipaux comme nous n'avions rien de contraire aux loix et nous croyions être tranquilles le lendemain et partir le

(1) Jean-Baptiste Loucou.

(2) La loi du 22 décembre 1789 avait organisé les départements et les districts.

(3) Les Montalembert de Roger, près Villeneuve ; une branche de cette famille des Montalembert qui a donné le grand orateur que l'on sait.

(4) Les Durand de Carabelles (commune de Villeneuve, section de Bias).

dimanche pour Auch dans la diligence dont nous avions arrêté deux places, lorsqu'une foule de brigans se disant le pouvoir exécutif nous courent dessus comme des furieux, nous demandent nos effets et notre argent, nous conduisent avec des armes meurtrières à la maison où nous logions et, après avoir fouillé nos porte-manteaux, nous fouillent séparément depuis le sommet de la tête jusqu'à la plante des pieds, nous menaçant de nous égorger ; et voyant tous les ecclésiastiques arrêtés et dévalisés, je courus au district et au département qui, se disant des êtres passifs sans pouvoir ni force, voulurent pour toute consolation nous donner un passeport pour l'Angleterre. Mon cher compagnon de voyage ne pouvant donc partir consentit à se faire renfermer ; et moi qui n'avais que ce jour de dimanche pour sortir du département, abandonnai mon argent, mâle, meubles, effets et porte-manteau à la merci de ces brigans et entre les mains de la Providence, et déguisé en matelot, sauvant deux louis en or cachés dans ma bouche, une chemise, une paire de bas, deux mouchoirs, une paire de souliers, une bouteille clissée et un morceau de pain dans un mauvais havressac, ma canne, mon parapluie et ma chienne, je me sauvai de la rage de ces furieux, traversa la Garonne, accompagné de MM. Loucou, mes bons amis, et pris la traverse à dix heures du matin pour entreprendre à pied une route que je ne croyais jamais avoir la force de faire. Ils eurent la complaisance de m'accompagner environ deux lieux et me regardant comme un agonisant abandonné ou comme un patient qu'on conduit au supplice, je priai M. le Curé de Sainte-Cécile de m'entendre en confession le long de la route, je fis donc une confession extraordinaire ; puis embrassant tendrement mes deux tendres amis, je leur fis un adieu muet, mes larmes abondantes leur parlèrent assés, et ne pouvant leur dire une seule parole, je me mis en chemin, recommandant mon âme à Dieu, n'ayant d'autre confiance qu'en lui et d'autre société que ma chienne.

Je fis ce jour-là sept mortelles lieux, et ayant été reconnu ou suspecté pour un ecclésiastique aux portes de Condom, dont j'avais évité l'entrée, je fus joint à une lieu au-delà par un jeune homme qui n'avait quitté ses études que par rapport aux circonstances et qui, précepteur à Condom, devait se retirer le soir à Gondrin, à deux lieux et demi de cette ville.

Il piqua son cheval pour me joindre et m'ayant salué amicalement une bonne lieu après Condom, il me pressa de lui donner mon havressac ; lorsque je lui eus dit que j'allais à Gondrin, et ayant jetté un coup d'œil dans le porte-manteau de chasseur : « Ne seriez-vous pas,

me dit-il, un ecclésiastique obéissant au fatal décret de la déportation ? » — « Oui, lui répondis je, mon ami. » Aussitôt il descend de cheval et ne me laisse un moment tranquille qu'après avoir obtenu que j'y montasse moi-même et, m'enveloppant de son manteau, parce que je suais beaucoup, quoique habillé à la légère, il me conduisit chès lui où nous arrivâmes vers neuf heures du soir (1).

Les parents, attendris en me voyant, me firent toutes les honnêtetés possibles, me firent bien souper et me mirent dans un lit bien bon et bien chaud. Le lendemain matin, ils me retapèrent mon chapeau, ôtèrent du leur gance et bouton pour le mettre au mien, m'attachèrent les cheveux, remplirent ma gourde, mirent du bon pain dans mon havressac, pansèrent ma chienne, et les deux frères, prenant un fusil chacun, eurent la complaisance de m'accompagner plus d'une grosse lieue dans le commencement des Landes. Je fis donc ce jour sept grosses lieues et demi, partant d'Agen.

Je ne passai jamais dans aucune ville, ni village pendant le jour à l'exception du soir pour coucher, mangeant sous un arbre ou dans quelque cabane isolée et lorsque je voyais quelque gros lieu, je gagnai au loin les champs avec ma levrette, tenant mon bâton et mon parapluie sur le col et mes deux louis dans la bouche (2).

La seconde journée fut bien plus forte. Je fis plus de neuf lieues dans les Landes, ne voyant que fougères, tuie (3) et bruyère, sans aucune maison, guidé par certains arbres de marque, et je me trompai plusieurs fois — j'eus pendant deux fois grande frayeur dans ces lieux déserts. — La première, rencontrant deux cordiers d'assez mauvaise mine, deux jeunes gaillards, l'un couché au milieu du chemin et l'autre à vingt pas, je me mis à chanter sans goût et les saluant d'un air fier et assuré, aucun d'eux ne me répondit et je marchai plus qu'à l'ordinaire. Ils prirent sans doute mon parapluie dans son fourreau pour un fusil.

(1) « M. Lisse de la place de Gondrin où j'ai été reçu avec tant de bonté. » (Notes).

(2) Le curé Boissé a maintes fois raconté qu'il avait remplacé tous les boutons de sa veste par des louis d'or. Malheureusement la malle qui contenait cette fortune resta à Agen. Il ne put sauver du naufrage que ces deux louis dont il parle.

(3) Entre Lannepax et Marciac. Il suivit les plateaux d'où coulent la Gélise, la Douze et le Midour. Ce qu'il appelle la *tuie* n'est autre chose que l'ajonc (*Ulex Europæus*).

La seconde fois et dans ces landes me prit une vive douleur à la jambe gauche. Il ne me fut plus possible de marcher, je crus donc alors être obligé de mourir sur la fougère, sans autre secours que celui de ma chienne, ne voyant aucune espèce de barraque.

Levant donc au ciel mes yeux baignés de larmes, je frottai longtemps mes jambes avec mes deux mains et livrant mon esprit à mille idées sombres sur ma triste situation, je marchai après quelques instants de repos.

J'arrivai donc le soir à une ville nommée Martiat (1), et, n'en pouvant plus, je me jettai sur un lit pour me délasser un peu.

Je soupai bien peu avec un domestique et un autre spèce de minard à bien mauvaise mine. On vint à parler de prêtres. Douze venaient de partir de cette jolie ville bien pensante et il n'y en restait d'aucune spèce.

Voyant ces braves gens dans la consternation, je me fis connaître. Ils furent au désespoir de m'avoir associé à ces brigands ; et, lorsque le lendemain je voulus payer pour partir, ils ne voulurent absolument rien prendre. Je voulus leur laisser un assignat de cinq livres. Ce fut bien inutilement. Ils me remplirent une bouteille, me donnèrent une livre de pain et l'aubergiste voulut m'accompagner bien avant dans la grand'route hors la ville.

La troisième journée, qui était le mardi, je fis neuf mortelles lieues par un chaud excessif. Je passai par trois belles villes, Rabastin, Tarbes et couchai à Lourdes. Je trouvai un petit rafraîchissement ; une voiture qui passait me souffrit quelque temps sur le devant, moyennant 15 s. que je donnai au postillon.

Un soldat, que je rencontrai à Tarbes, voulut me faire passer dans la ville ; mais je le désarmai, lui disant que fatigué d'ailleurs, le pavé me faisait beaucoup de mal.

Vers dix heures du matin, j'entrai dans une cabane d'une vieille femme pour la prier de me prêter un verre et me donner un peu d'eau, voulant manger une croûte à l'abri du vent. Nous parlâmes affaires du temps. Elle me dit que son curé, jusqu'alors honnête homme, était devenu aristocrate, qu'il défendait les messes des nouveaux, etc. ; qu'on l'avait chassé et que le seigneur, qui restait dans ce village, était fameux aristocrate, n'allant à aucun office, ni ses domestiques, ni ses dames, ni lui.

(1) Marciac (Gers).

Je sortis bientôt et fus droit à ce château dans mon triste équipage. Ce jeune seigneur se présente avec deux ou trois domestiques et, ne me laissant pas entrer, il me montre la route que je lui demandais. J'étais bien aise d'avoir une petite entrevue : « je voudrais bien, lui « dis-je, vous dire un mot en particulier. — Non, M^r, parlez ici, « me répondit tout craintif ; mes domestiques ne sont pas suspects. » Mais, ne voulant dire qui j'étais en leur présence, je lui montre mon passeport de prêtre. Alors cet honnête homme d'un air attendri, me prenant par la main, m'introduit dans un beau salon, fit porter de suite vin blanc et vin rouge, confitures, poires, etc. Nous dejeunâmes bien ensemble et pendant ce temps me fit préparer un beau poulet bien lardé, bien plié avec du sel et me fit toute espèce d'offres dont je le remerciai et partis avec ma bezace et ma bouteille garnies.

J'arrivai donc le soir à Lourdes à l'entrée de la nuit et, me présentant à la première et bonne auberge, je demandai à loger. Il me fut répondu que non, cette auberge n'étant pas faite pour les gens à havressac. Je saluai Madame et fus chercher ailleurs.

Je me présente à une autre. On ne me répondit rien aux mêmes interrogations : « Pouvez-vous me loger, Madame, répétais-je ? — « Oui, me répond-on froidement. » Je me place alors devant le feu. Une espèce de commis et de bourgeois arrivent pour souper. Je croyais pouvoir être admis à cette table. Je monte en haut. Lorsque tout fut prêt et au moment de me placer, une servante d'un air fier : « Ce « n'est pas ici votre place, me dit-elle ? En bas, en bas ! » Je descendis sans rien dire et fus placé avec un cocher et un autre domestique avec qui je croyais ne pouvoir encore être admis. Je soupai donc assez mal ; et, si ce fut en domestique, je payai le lendemain en maître : il m'en coûta 2 ll. 10 s.

Lourdes est entre quatre hautes montagnes et depuis ce moment, je ne vis autre chose. J'entrai donc dans ces lieux de horreur et, passant dans une petite ville, nommée Peyrefitte, quelle fut ma surprise d'entendre un fille habillée à la française, devant qui j'avais passé, me crier : « Monsieur ».

Je m'arrête et, s'approchant, elle me demanda à voix basse : « Ne « seriez-vous pas, Monsieur, de Sainte-Livrade ? »

Je lui répondis que j'en étois asseurement et se disant fille de chambre de M^{lle} de Montalembert de Villeneuve, ayant resté à Sainte-Livrade chez M. de Rissant, et accompagnant cette demoiselle de Cautrès chès elle, je montai vite à cette auberge et trouvai dans sa chambre cette vertueuse demoiselle qui pleura plus d'un cart d'heure

sur le sort des prêtres et de la religion. Je restai avec elle près d'une heure. Elle me prêta ancre et papier. J'écrivis à mes parents, et, voulant lui faire mes adieux, elle me força de prendre un louis.

J'arrivai donc à Cautrès d'assez bonne heure, tout trempé de sueur.

Je changeai de chemise, me mis sur un lit ; et, me levant une heure après, je cherchai à décharger mes pauvres assignats à moitié perte et trouvai pour le lendemain 15 ou 16 compagnons de voyage.

Pour copie conforme :

D^r L. COUYBA.

(A *suivre*.)



CROQUIS D'ANNAM ET DU TONKIN

LES MONTAGNES DE MARBRE

18 Février.

Il y a près de Tourane des grottes où les Bouddhistes ont dressé des autels. Pierre Loti les a décrites avec infiniment plus de poésie que d'exactitude dans le morceau de « Propos d'Exil » intitulé : « Pagodes souterraines ». Elles sont creusées dans trois collines de marbre, que l'on aperçoit du mouillage comme une dentelle bleue sur l'horizon...

.... Nous avons hélé un sampan qui passait dans la rivière, et, quelques minutes plus tard, toutes voiles dehors et vigoureusement poussés par les avirons de deux Annamites, nous courions en pleine lagune. Hélas ! notre nocher n'avait rien du poétique « Lee-Loo, vert et orange » qui cherchait à griser Loti de sam-chou, et les tortillements rythmés de nos sampanières n'auraient pas donné de distractions à Saint Antoine.

Une heure et demie plus tard nous débarquions au pied de la première colline, au bord d'un étang où barbotait un troupeau de buffles. Des enfants jouaient avec eux ; ils se laissaient caresser avec des mouvements lents et un

regard terne. Si nous eussions été seuls, ils nous auraient sans doute chargés et piétinés féroceement.

Quelques centaines de mètres dans une allée bordée de taillis conduisent parmi les dunes, d'où jaillissent trois roches noires et dentelées, pareilles aux ilots de la Baie d'Along. Sur l'une d'elles, parmi les cactus, les cycas et les aloès, on devine un toit cornu de pagode. Un bonze nous attend au sommet de l'escalier taillé dans le roc. Il nous mène vers l'entrée d'un souterrain. Quelques marches à descendre entre deux statues de dieux, et nous sommes dans une nef très haute où s'élève un petit autel. Les parois verticales ébauchent des piliers. Une clarté douce et religieuse tombe d'une brèche au sommet de la voûte. On aperçoit un coin de ciel pur, frangé d'or par les cactus ensoleillés. Dans la pénombre bleue, derrière l'autel, une stalagmite figure vaguement une autruche. Aucun singe n'est venu se suspendre aux lianes de la voûte, pour troubler par une grimace le recueillement du sanctuaire.

On nous montre deux autres grottes, une miniature de cirque, des couloirs capricieusement taillés dans le roc, enfin le monastère dans une anfractuosité de la montagne. La haute falaise déchiquetée l'abrite ; ses terrasses dominent la mer, et un large escalier conduit sur la plage. Les hommes qui vivent là sont invisibles aux autres hommes et à l'abri de leurs clameurs. Ils ne voient, ils n'entendent que la mer, et la mer seule les connaît. Comme leur pensée doit s'élargir dans la contemplation éternelle de cet horizon illimité ! C'est la Thébaïde de l'Océan, plus profonde, plus émouvante que celle du désert.

Je me suis éloigné presque à regret. Nous avons repris l'allée, dans le soir d'or où se profile le feuillage fin des bambous. Le ciel est d'or, la rivière d'or, les arbres noirs : une merveille de laque ancienne et précieuse.....

VISION IMPÉRIALE

22 Février.

A quatre heures et demie nous sommes sur le pont, dans l'appareil des grandes cérémonies officielles, l'équipage rangé sur les passerelles, les officiers en brochette chamarrée. Sur le fond miroitant de la mer et du ciel, la silhouette de l'amiral passe et repasse. Il est solennel comme le protocole et l'énorme chapeau à plumes qui l'ombrage donne à la circonstance un caractère particulier de gravité. Vingt-un coups de canon éclatent dans le silence. La vedette apparaît, remorquant un canot que surmonte le pavillon jaune d'Annam; un léger clapotis, un remous d'hélice : Sa Majesté Thann-tai est accostée.

Dans le bruissement des sifflets, on gravit lentement la coupée. La première personne qui surgit est l'impératrice. Le chef blanc de l'amiral s'incline devant le foulard de soie jaune, qui encadre une mince figure très douce et un peu intimidée — elle est minuscule et enfantine, cette souveraine d'Asie — puis l'empereur paraît. Il est vêtu, comme l'impératrice, d'une robe de soie sombre brodée d'or. Le principal motif de décoration est le caractère de la longévité, que j'ai déjà remarqué sur les soies du tombeau de Minh-mang, et qui semble réservé au souverain. Le flottement de la robe en fait chatoyer la doublure, d'un vert éclatant. Elle retombe sur le léger pantalon annamite, large et presque transparent. Les pieds nus de Sa Majesté jouent dans des babouches brodées.

Invasion de toute la suite en vêtements multicolores, mêlés aux smokings noirs des fonctionnaires qui viennent

faire leur cour au Résident principal et leurs adieux à l'amiral.

Cinq ou six reines de deuxième ordre ont gravi l'échelle derrière la première, flanquées de farouches eunuques. Puis ce sont des nourrices, portant deux princes embryonnaires, et les frères de l'empereur.

L'amiral a offert son bras à la minuscule impératrice. Comme il lui a cédé ses appartements, elle s'enquiert avec une délicatesse gentiment féminine du logement qu'il s'est réservé à bord. Et c'est vraiment un curieux spectacle que cette petite reine en vert, vers qui le chapeau à plumes majestueuses se penche avec une sollicitude paternelle.

Tout le monde s'engouffre dans l'échelle de l'arrière. Les Porteurs de sabre de Sa Majesté, les Préparateurs de thé, les Gardiens de la pipe, le Porteur de crachoir, suivent avec solennité. Un petit prince bouscule le crachoir qui fait une tache rouge de bétel sur le pont. Je fais à trop haute voix une réflexion désobligeante, que j'étouffe devant l'œil scandalisé d'une des « Colonnes de l'Empire ». Les Annamites de la cour se dispersent peu à peu dans le bateau pour reconnaître leurs logements, les fonctionnaires et les ministres rentrent dans les chaloupes qui s'éloignent.

Devant la casemate n° 7, le quartier-maître canonnier Le Bris regarde d'un œil inquiet et peu engageant cinq ou six mandarins très brodés, « une bande de nya-coués qui est fichue de lui abîmer son fourbissage et de cracher partout ». Il se calme peu à peu, et nous constatons dès le lendemain que tous ces braves Annamites sont au mieux avec nos hommes. Les canonniers tapent sur le ventre des chambellans en leur racontant des histoires, et les gabiers leur font de grosses facéties. On les rencontre dans les coins, dégustant leurs bols de riz en joyeuse compagnie ; ils ne sont ni farouches, ni solennels.

Le premier effarement passé, les petites femmes du roi

se sont réfugiées timidement sur l'arrière de la dunette, où les princes viennent les retrouver. Les coups de fusil des « couleurs » jettent un peu d'émoi dans le groupe ; et quand, après le dîner, on tire avec quelques pièces légères sur un canot qui figure un torpilleur, les femmes poussent des cris et les princes s'accroupissent avec une naïveté de frayeur tout à fait touchante. On lance des fusées, on fait éclater des bombes de signaux, on fait valser les projecteurs, on allume tous les quinquets de la timonerie, on demande par signaux lumineux de la part de l'empereur au premier ministre ce qu'il fait. Une réponse hésitante semble indiquer que le grave personnage pense à toute autre chose en ce moment qu'à la solution de grands problèmes sociaux ; toute la lyre... puis l'impératrice va se coucher.

Vous pensez qu'il en est de même de l'empereur ; c'est mal connaître la fantaisie asiatique. Vers dix heures et demie, on nous prévient que l'amiral nous demande au carré. L'empereur est là, flanqué de ses frères. Je remarque, avec un doux étonnement, qu'il porte autour du cou, pour se défendre de la fraîcheur nocturne, une des serviettes-éponge de l'amiral. Il a pris ça pour un luxueux foulard. Thann-taï a aperçu un piano, il demande de la musique. On lui joue une berceuse, vainement. Il réclame la Marseillaise. L'exécutant se perd dans des réminiscences de cantiques, une salade de Boïeldieu, de Méhul et autres vieilles perruques dont il ne peut se délivrer. Un aspirant sauve la situation, en exécutant l'hymne demandé avec une maestria d'orphéon provençal. Puis Thann-taï lui-même joue avec un doigt un morceau de sa composition ; après quoi il se retire en ordonnant d'un geste péremptoire au premier officier venu de lui montrer le chemin.

Le lendemain Sa Majesté se montre à peine, et ses gracieuses épouses pas du tout. Le mal de mer les punit

sans doute de s'être éloignés de leur empire, chose contraire aux vieux usages de l'Annam, et susceptible, dans l'esprit du peuple, d'attirer les plus grands malheurs. Cette réclusion leur semble d'ailleurs peu favorable. Quand, le troisième jour, en baie d'Along, par une matinée brumeuse nous assistons dans le même appareil grandiose au débarquement de l'empereur, le défilé de la cour prête à de piquantes observations. Le visage de Thann-tai est labouré de coups de griffes, ceux des impératrices sont marbrés d'ecchymoses. On a entendu cette nuit des rumeurs singulières dans l'appartement réservé. Sous la protection immédiate de la France, sûres de ne pas être jetées par la fenêtre ou coupées en deux au premier signe, ces petits tanagras de safran ont profité de l'occasion pour manifester une indépendance toute républicaine. Et il n'est pas douteux que dans cette nuit mémorable aient sauté aux yeux de l'empereur tous les inconvénients de la polygamie, même pour un despote d'Extrême-Orient.

On l'a salué de vingt et un coups de canon, et il s'est évanoui dans le brouillard.

QUANG-TCHÉOU-WAN

23 mars.

Le Dimanche des Rameaux ! — Nous avons mouillé ce matin en pleine brume, devant l'entrée présumée de Quang-tchéou-wan. Quand elle s'est dissipée, nous nous sommes rapprochés d'une terre basse et jaunâtre : des dunes piquées de loin en loin de petits bouquets d'arbres. Des brisants la défendent. Personne ne reconnaît.

Après de longs tâtonnements d'exploration, inspirés par les conjectures les plus diverses sur les courants inépuisés de la région, le soleil vient nous renseigner. Nous sommes à quinze milles dans le nord. Le soir nous mouillons sous Nau-Chau. « Une journée de Bougainville », dit le commandant.

Une humidité immense nous pénètre, la calotte de brouillards retombe peu à peu. Nous avons essayé vainement de la percer de nos projecteurs, pour attaquer le poste de télégraphie optique du mont Jacquelin.

Ce matin la brume est opaque ; on n'y voit pas à trois cents mètres ; la cloche tinte lugubrement. A dix heures, une éclaircie : nous appareillons. Et jusqu'à quatre heures du soir, c'est une navigation lente sous les bancs de brume, à coups de sonde ; parfois obligés de mouiller pour en laisser passer un, nous écarquillant les yeux que brûle l'intense lumière diffuse, pour découvrir des amers, des rives basses comme le littoral des Charentes.

Voici des sampans, des chenaux qui s'ouvrent, de nouvelles terres basses rongées d'une végétation lépreuse, un large estuaire jaunâtre. Sur deux pointes qui se regardent deux villages sont bâtis ; un peu plus loin, le drapeau tricolore flotte sur une autre agglomération : Port-Beaumont-la-Marine. Les deux pointes : Quang-tchéou-ville et Fort-Bayard. Quang-tchéou est la ville civile, ainsi baptisée par un ancien administrateur, qui préférerait et espère peut-être lui faire donner un jour son nom. Dieu sait si cette immortalité aura été bien gagnée ! Fort-Bayard est la ville militaire ; on y construit de superbes casernes. Pas une colline à l'horizon ; un immense pays plat où l'estuaire s'enfonce à perte de vue. La brise ride le courant jaune. Tout est noyé dans une atmosphère humide et grise. C'est d'une tristesse et d'une monotonie sans bornes.

Nous sommes venus étudier les plans d'une défense mobile. « A quoi bon, une défense mobile ! disait quelqu'un ce matin ; il y a une défense fixe toute trouvée ; voilà deux jours que le brouillard nous empêche d'entrer ». Et, à peine arrivés, nous sentons la rivalité de l'armée, de la marine et des pouvoirs civils, d'autant plus pénible à constater que nous sommes plus loin de la France, dans le poste le plus avancé où soit planté notre drapeau.

Sans doute Quang-Tchéou est une menace pour Hong-Kong et une remarquable base pour le développement futur de notre influence dans le Quan-toung ; mais la rade est affreuse et peu commode ; il faudra pour l'aménager des sommes énormes, la mousson de Nord-Est en dissimule l'entrée derrière un rideau de brumes pendant la moitié de l'année. S'il est aisé d'en rendre les passes impraticables, la défense terrestre en cas de débarquement demanderait sans doute d'immenses travaux et plus de troupes que nous ne pouvons en distraire sur ce point. C'est Makung qu'il fallait garder quand nous tenions les Pescadores ; Makung d'où les Japonais menacent aujourd'hui la Cochinchine.

J'ignore d'ailleurs quel motif a fait négliger au pied des hautes montagnes d'Annam cette magnifique rade de Port-Dayot, bordée de collines vertes qui se mirent dans une eau calme et profonde. Elle est belle comme un paysage de la baie d'Along qu'adoucirait un peu de la grâce de la Mer Intérieure, et si facile à installer et à défendre ! Il est vrai que ce serait dommage d'en profaner la beauté et le silence par la fumée et le bruit d'un arsenal...

« J'oublie à chaque instant que je suis officier. »

25 Mars.

Pluie monotone. L'eau est jaune, la terre grise, le ciel gris. Dans l'après-midi le temps se lève; un sampan nous dépose à Fort-Bayard.

Sur une vaste esplanade des centaines de coolies travaillent. Les surveillants se promènent, la cadouille à la main. On se croirait au temps des Pharaons. Et, comme sous la baguette d'une fée, une ville militaire s'élève. Là les casernes de l'infanterie, ici le quartier de l'artillerie, là les logements des officiers; derrière l'hôpital. Tout se fait à la fois; le toit est terminé que le premier étage n'est pas fini. Mais on sent qu'une autorité ferme et méthodique préside à cette éclosion.

On construit une petite église à côté de l'habitation rudimentaire qui servait jadis au missionnaire isolé, et qui ressemble à la moitié d'une coquille d'œuf. Les vitraux absents ont été remplacés par un ingénieux treillage de briques, qui, peintes sur les côtés de couleurs voyantes, donnent pour les hautes fenêtres une illusion de verrières.

Sur une ondulation de terrain, derrière la ville, des croix se détachent sur le ciel. Une lande désolée nous y conduit. Ils sont là une trentaine, en plein champ, sous de modestes pierres surmontées de croix où s'efflochent des lambeaux tricolores, où s'accrochent des couronnes desséchées. Presque tous jeunes, soldats et marins tués à l'ennemi ou moissonnés par la maladie. Les noms que je lis sont ceux dont j'appelle chaque jour les Bretons de notre équipage. Pauvres enfants venus mourir si loin, et dont il ne reste peut-être plus même un souvenir au pays qu'ils ont quitté.

Et sous l'émotion noble que j'ai éprouvée devant la tombe

de mes deux camarades : Gourlaouen et Koun, frappés ici par des balles chinoises, j'ai senti passer comme une lâcheté devant ce froid de la mort, devant ce dernier abandon au seuil d'un abîme que nul n'a sondé... Mourir!... qu'est-ce?... l'au-delà?... Ah! il faut croire, croire immensément et aveuglément!... Que reste-t-il de ceux dont le nom s'efface sur cette colline? Le vent d'hiver a-t-il balayé leurs âmes?... Ils étaient jeunes. Et la vie n'a eu pour eux aucun sourire, et ils sont morts sans qu'une main amie ait fermé leurs paupières. Oh! cette chute dans la grande nuit, dans la solitude, sans une main qui presse la vôtre! Je comprends les anciens rajahs de l'Inde, qui faisaient immoler sur leur bûcher leurs femmes et leurs esclaves : ils avaient peur de partir seuls.

.....Un dîner fraternel nous a réunis aux officiers d'artillerie et d'infanterie coloniale de la garnison. Tous très aimables et enchantés de la diversion que nous apportons à la platitude de leur vie. C'est le commandant C..., fils de l'ancien chef de l'armée de la Loire, qui préside la table. Après le dîner, un capitaine que la vie coloniale ne semble pas avoir déprimé, déploie un entrain enragé dans des chansons qu'une jeune fille ne pourrait pas chanter sans rougir un peu.

26 mars.

Au moment de l'appareillage, le gabier Lépargneur est débarqué sur le coffre pour y fixer une amarre. L'amarre se tend, le coffre s'immerge : le gabier ne bouge pas. L'eau lui vient aux genoux, à la ceinture : il ne bouge pas. Quand il est enfoncé jusqu'au cou, le coffre coulant toujours, il tire sa coupe sans lâcher sa hache et regagne la baleinière. Dix minutes après je le

vois à la barre. « Tu t'es changé ? » — « Oui cap'taine. » — « On t'a donné un verre de vin ? » — « Non cap'taine. » — « Je vais te faire remplacer et tu viendras me trouver au carré. » — « Oui cap'taine ».

Un instant après : « Me voici cap'taine. » — « Va à l'office prendre un verre de vin. Au fait, si tu préfères un petit verre de chartreuse, tu n'as qu'à le dire. » — « Cap'taine, j'aime mieux le vin, parce qu'il y aura davan- tage...??? » — Tout le matelot est dans cette réponse.

J. DE LA J.

(*A sucre.*)



QUELQUES BORNES ORNÉES DU LOT-ET-GARONNE

« Les bornes, nous dit un jurisconsulte de l'ancien régime, sont des marques qui séparent les héritages des particuliers, ou les dixmages des décimateurs ou les paroisses, ou les justices des seigneurs et leurs territoires (1). »

L'usage des bornes est aussi ancien que l'idée de propriété. Les romains donnaient à leurs bornes ou termes une forme sculpturale et en faisaient même de véritables divinités. On retrouve encore cette pratique en Corée (2).

Le moyen âge garda quelques-unes des traditions romaines. « Les limites de la banlieue des villes étaient marquées de grandes bornes qu'une Commission municipale visitait de temps à autre. Il en était de même des domaines ruraux, qui portaient des enseignes de propriété publique. Les bornes pouvaient, de même, porter des signes

(1) *Nouvelle introduction à la pratique*, par Claude Joseph de Ferrières, Paris, Michel Brunet, 1739, t. 1, p. 166.

(2) En Corée « on remarque à l'entrée des villages, des poteaux portant à leur base des caractères chinois et terminés à leur sommet par des figures humaines grossièrement taillées, grimaçantes comme des polichinelles, et peintes en rouge avec des dents et des yeux bleus, grossièrement taillés. On les appelle « Chan Song », du nom d'un ancien criminel dont l'effigie fut, paraît-il, reproduite sur les bornes de tout le pays, pour perpétuer le souvenir de son châtimement.

« Ces poteaux devaient, en effet, à l'origine indiquer les distances, mais, grâce aux tendances fétichistes des Coréens, ils ont été réunis en groupe comme des divinités tutélaires chargées de protéger le village contre les mauvais esprits. » *Le Tour du Monde. A travers la Corée*, par M. J. de Pange, 1904, n° 10, p. 73.

peints ou sculptés (1). » Voir les figures 179, 180, 181, 182, 183, du second volume du *Manuel d'archéologie*, de M. Enlart.

Le déplacement ou la suppression des bornes a toujours été considéré comme un délit. La coutume de Bretagne dit même, que celui qui mettrait « fausses bornes au lieu des ostées, serait pendable, car il serait pire que larron » (2).

Dans notre pays, cette question de limites et de bornage, suscita au moyen-âge, des luttes interminables entre la ville d'Agen et les barons ses voisins, qui empiétaient journallement son territoire. Tout le monde connaît le bel ouvrage de M. Tholin “ *Ville libre et Barons* ”, dont le sous titre *Essai sur les limites de la juridiction d'Agen*, nous dit le réel objet de cette étude.

C'était bien, en effet, de véritables bornes ornées qui furent placées solennellement, le 6 novembre 1351, par le bailli du roi, son lieutenant et le consul Guillaume Cases, sur les confins de la juridiction de Bajamont. « Ils firent planter sur les limites des panonceaux aux armes du roi de France et détruire les fourches patibulaires dressées par les gens de Bajamont. »

Mais les seigneurs de ce lieu étaient de turbulents et terribles voisins. « Le lendemain on apprenait à Agen, qu'Arnaud de Durfort, assisté de B. de Durfort et de Seguin de Troussset, du parti anglais, avaient renversé les panonceaux du roi et dressé d'autres fourches. » Cette querelle dura de longues années (3).

De l'autre côté de la Garonne, un démêlé de ce genre s'éleva entre les habitants de la seigneurie de Roquefort et les consuls de Laplume, au commencement du *xvii^e* siècle.

Le 18 Juin 1600, la Jurade de cette ville étant assemblée, les consuls disent « que dernièrement ilz avoient faict voiage à Roquefort assistes de partie des Juratz de lad. ville, ou estant auroient plancté bornes sur les limites des juridictions de la présente ville et dud. Roquefort et despuys auroient esté advertis que les habitants dud. Roquefort auroiet plante une autre borne plus avancée que icelle qui y avoiet esté mize sans y appeller lad. presente ville et a icelle borne faict engraver les armoyries du sieur dud. Roquefort demandant les

(1) *Manuel d'archéologie Française*, par C. Enlart, t. II, p. 343.

(2) *Dictionnaire ou traité de la police général des cilles, bourgs, paroisses*, par M. Edme de la Poix de Fréminville, Paris, 1775, p. 82.

(3) *Ville libre et Barons. Essai sur les limites de la juridiction d'Agen*, par G. Tholin. Agen, Michel-Médan. Paris, A. Picard, 1886, p. 42.

advis que ilz y debvoient procéder ; ce dessus ouy par ladite Jurade a esté arresté de se transporter sur le lieu pour savoir a quelles fins leurs habitants ont planté lad. borne sans y appeller les consuls de la presente ville et de leur dire et déclaration en fere retenir acte de notaire pour apres y procedder que sera délibéré (1). »

L'affaire, portée devant la cour du sénéchal d'Armagnac, se termina par un accord à l'amiable.

Cette borne existe-t-elle encore ? Il serait peut-être intéressant de la rechercher. En tout cas nous pouvons nous en faire une idée en voyant la figure 180 du *Manuel d'Archéologie* de M. Enlart, qui représente une borne seigneuriale de Paisy-Cosdon (1563) portant, gravées dans la pierre, les armoiries du seigneur.

Les monastères, eux aussi, avaient soin de bien déterminer leurs possessions. « Ce domaine jouissait de privilèges ; le droit d'asile était souvent du nombre et les limites du territoire privilégié étaient indiquées par des bornes très reconnaissables ayant un caractère religieux » (2).

Deux établissements religieux du département, au moins, possédaient des bornes ornées, Le Nomdieu et Pérignac.

Les bornes du Nomdieu ont déjà été signalées une première fois, en 1861, mais d'une manière un peu vague, par M. de Bourrousse de Laffore. Le programme du Congrès scientifique, tenu à Bordeaux en 1861, comprenait, pour la section d'archéologie la question suivante : « Existe-t-il, particulièrement dans le sud ouest, des pierres sculptées armoiriées ou simplement ornées de symboles, ayant servi à marquer les limites des fiefs, paroisses ou divisions judiciaires ? Ces pierres ont-elles encore une destination analogue ».

Après la lecture d'un mémoire de l'abbé Caudéran sur les « *Bornes anciennes armoiriées servant de limites administratives dans la banlieue de Bordeaux* » (3), M. de Bourrousse de Laffore dit, « qu'il y avait dans le Lot-et-Garonne, canton de Francescas, une Commanderie de Saint-Jean-de-Jérusalem appelée Nom-Dieu. Les bornes de

(1) Mairie de Laplume. S. E. 424 BB. 4, folio 222 recto et verso. Je dois la communication de ce document à M. l'abbé Dubois, président de la Société des Lettres, sciences et Arts d'Agen, dont la collection de documents agenais, est presque aussi inépuisable que sa bienveillante obligeance.

(2) *Manuel archéol.*, t. II, p. 15.

(3) *Congrès scientifique de France*, 23^e session tenue à Bordeaux en septembre 1861, t. IV, pp. 751 à 770.

ses propriétés étaient indiquées par des pierres carrées de 35 centimètres de côté, plantées sur les limites actuelles des communes de Francescas et de Nomdieu. M. de Bourrousse croit qu'elles portaient la croix des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem » (1).

Une seconde fois, en 1874, M. de Laffore les signala au Congrès archéologique tenu à Agen. « Toute la Commanderie, écrit-il, était limitée ou séparée des communes environnantes par des bornes en pierre, de près d'un mètre d'élévation au-dessus du sol, sur chacune desquelles une croix de Malte était sculptée. J'ai vu plusieurs de ces bornes en place (2). »

Elles ont été déplacées et transportées dans le village de Nomdieu. J'en ai compté une dizaine dispersées devant l'église et la mairie. Quelques-unes sont bien conservées, mais la plupart sont mutilées.

Elles mesurent 1 mètre de hauteur, 0^m 40 de largeur et 0^m 30 d'épaisseur. Sur une de leurs faces elles portent la croix de Malte, inscrite dans un rond, creusé dans la pierre, fig. I.

Trois bornes seulement de l'abbaye de Pérignac sont encore debout. Elles marquent trois points extrêmes de son territoire.

Elles sont formées d'un bloc de pierre mesurant 0^m 37 de hauteur au-dessus du sol, 0^m 30 de largeur, 0^m 15 d'épaisseur. Le côté tourné vers la vallée, c'est-à-dire vers les terres de l'abbaye porte la lettre P, l'autre face porte la lettre M. La tranche supérieure est ornée d'une croix en relief.

Les lettres sont en majuscules romaines profondément gravées. La lettre P veut bien certainement signifier Pérignac et la lettre M, Montpezat dont les terres entouraient les biens de l'abbaye.

Il serait difficile de leur assigner une date.

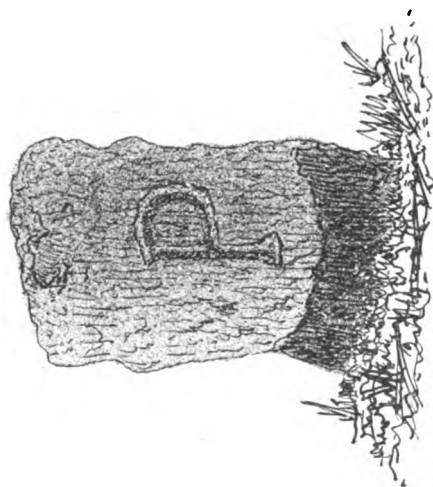
Nous savons qu'au milieu du x^v^e siècle, Charles de Montpezat s'empara des biens de Pérignac, chassa l'abbé Jean Violet, qui se retira dans une abbaye de Comminges où il mourut (3). Quelques temps après Pérignac fut ruinée par les guerres et resta cinquante ans sans se relever (4). Cela nous conduit au commencement du xvi^e siècle. C'est peut être à ce moment que l'on planta ces bornes

(1) *Congrès archéologique de France*, t. II, p. 391.

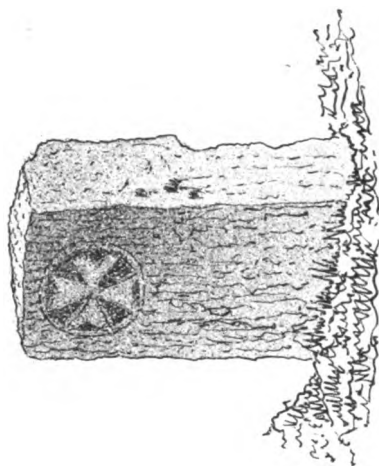
(2) *Ibidem*, 41^e session tenue à Agen et Toulouse, en 1874, Paris, 1875, p. 78.

(3) Archives de la Mairie d'Agen, FF. 141. *Ville libre et Barons*, p. 195.

(4) P. Denifle : *La désolation des églises, monastères et hôpitaux en France, pendant la guerre de cent ans*, 1897, t. I, p. 372.



BORNE DE PÉRIGNAC



BORNE DU NOMDIEU

pour bien délimiter les possessions respectives de l'abbaye et des seigneurs de Montpezat.

M. de Caumont, au Congrès scientifique de Bordeaux (1861), recommanda de dessiner les bornes ornées qui peuvent encore se rencontrer dans les campagnes. Ce sont de petits monuments, d'une importance très restreinte, j'en conviens, mais en archéologie rien n'est à dédaigner. Il serait donc désirable que ceux qui s'intéressent au passé, voulussent bien signaler ou reproduire toutes les bornes ornées qui existent encore dans le Lot-et-Garonne.

J. R. MARBOUTIN.



LETTRES

DE BORY DE SAINT-VINCENT^(*)

XL

A M. Léon Dufour

docteur médecin au quartier général de S. E. le maréchal
duc d'Albufera, à Gironne.

(Aide de camp major de S. E. le duc de Dalmatie) (1)

(Par Estafette).

Toulouse, le 23 mars 1814 (2).

Nou jouons de malheur, mon cher ami, et si vous aviez eu un peu plus de patience, nous serions ensemble à l'heure qu'il est. Je suis arrivé à Toulouse le lendemain de votre départ, et je recevais votre lettre en y entrant (3). Je me proposais de courir chez M. de la Peyrouse (4), pour voir si vous y étiez encore, et je me pris la jambe dans une voiture, de sorte que me voila forcé à garder la chambre pendant

(*) Voir *Revue de l'Agenais*, t. xxxi, p. 246.

(1) Soult, duc de Dalmatie.

(2) A partir de cette époque, les lettres de Bory sont datées seulement à la dernière page. Pour plus de clarté dans notre division, nous transportons, cette date en tête de chaque lettre, comme précédemment.

(3) Léon Dufour rentrait en France par Toulouse, lorsqu'il apprit dans cette ville le combat d'Orthez : « Je dus, écrit-il dans ses *Souvenirs*, p. 218, retourner au quartier général, à Perpignan ».

(4) La Pérouse (Philippe Picot, baron de), né à Toulouse en 1744, mort en 1818, d'abord magistrat, puis naturaliste ; devint, après la Révolution, professeur d'histoire naturelle à l'Ecole Centrale de Toulouse, puis maire de cette ville de 1800 à 1806. Correspondant de l'Institut il a écrit de nombreux ouvrages de botanique, notamment une *Histoire des Plantes des Pyrénées*.

quelques jours. Il faut que vous n'ayez pas reçu ma lettre datée de *Rabastens* et expédiée dans l'estafette, et un billet mis à la poste à *Vic-de-Bigorre*. J'y prenais part à la perte que vous avez faite et dont madame votre mère m'avait instruite elle-même à mon passage à Saint-Sever.

Dans l'autre lettre, je vous racontais comment en évacuant votre pays, j'avais laissé votre famille en bonne santé, comment je l'avais rassurée et quel plan de conduite je lui avais tracé. Votre frère est resté et a fort bien fait. Il m'a engagé à vous l'écrire. J'ai vu à *Tarbes* depuis, dans la maison où j'étais logé, une Madame de Saint-Sever qui en venait et qui m'a dit que personne n'avait éprouvé la moindre vexation. Aussi vous pouvez être bien tranquille.

Quand à votre lettre que vous m'envoyez pour votre frère, je ne vois pas comment je puis la faire parvenir. Si elle eut été ouverte, je l'eusse adressée par le premier parlementaire, mais cachetée personne ne voudra s'en charger. Aussi si vous voulez écrire, adressez moi vos missives sans cachet et je vous répons de les faire tenir. J'atens au reste vos ordres relativement à celle que j'ai.

Je suis charmé de M. de la Peyrouse; il vient me tenir compagnie et déjeuner demain matin avec moi. Nous parlons beaucoup de vous, vous avez fait sa conquête. Je vous remercie de votre beau *Dicranum* (?), qui ressemble beaucoup à l'un de ceux de Bourbon et que je crois nouveau. Je voudrais bien voir ses urnes. Pour votre *Conferoa simplissima*, je l'avais déjà reconnue à la description. C'est la *C. Antonina* de mon voyage, absolument la même que celle que j'avais découverte sur les ressifs de Bourbon et que Graléloup et Thore ont retrouvé à Biarritz. Je l'ai nommée Antonina, parce qu'elle ressemble aux auteurs de certains Cerambix. Avez-vous observé que sa base est souvent inarticulée, ou du moins que les articles y sont plus éloignés ?

Nous avons eu une bataille à *Tarbes*, dont notre retraite a été le résultat. L'ennemi présente toujours trois ou quatre hommes contre un. Il n'y a pas moyen de lui résister dans l'état actuel des choses. Notre retraite a été très hardie et a réussi. Nous voila à *Toulouse* à nous refaire un peu. *La désertion nous perd ; il ne nous reste pas un soldat des départements envahis, et je ne vois plus de moyens d'y rentrer dans l'état actuel des choses.*

À la honte de notre nation, les ennemis se conduisent mieux que nous dans notre pays, tandis que nos soldats pillent et commettent les plus grands désordres, que notre administration vole sans honte, que nous écrasons les habitans de contributions. On exagère beaucoup le mal

que font les Espagnols et je trouve que c'est une sotise. Il en résulte que l'habitant qui les regarde comme des bêtes féroces est tout étonné, quand ils arrivent, de leur douceur et s'acoutume de suite à l'idée du joug que veulent nous imposer les Anglais. *Quoiqu'il en soit, je suis décidé à m'en aler en partisan, et à faire quelques efforts pour ma patrie avant que de me soumettre.* Si vous voulez venir me joindre, vous serez le médecin et le trésorier de la partida. Dès que ma jambe sera rétablie, je compte demander à Son E. cent chevaux qui seront mon noyau. Je croiserai entre Bayonne et Bordeaux, entre Bordeaux et Toulouse. Je m'enfoncerai dans les Landes où je mènerai la vie de Bédouin (1). Il y a bien loin de là à nos goûts favoris, mais il faut tout ajourner...

Ne croyez pas que je rie ; si vous voulez être des miens, écrivez le moi, et tachez de faire mettre votre lettre dans l'estafette.

Adieu, mon ami, je vous embrasse de tout mon cœur.

BORY DE S. VINCENT.

(1) Nous avons dit dans notre Introduction comment Bory de Saint-Vincent chercha, dès le lendemain de la bataille de Toulouse, à mettre ce projet en exécution, en s'abouchant à Agen avec Florian, le célèbre chef de partisans, et comment l'arrivée du duc d'Angoulême dans cette ville et la première abdication de l'Empereur l'empêchèrent de le réaliser.

De son côté, et à ce sujet, voici ce que lui répond Léon Dufour, dans sa lettre, datée de Perpignan, du 1^{er} avril 1814 :

« Quant à votre projet de vous faire Bédouin, je ne l'approuve pas du tout.
« Vous pourriez compter sur vous, sur un petit nombre d'amis ; mais le reste
« vous abandonnerait insensiblement et vous compromettrait. Notre caractère,
« notre climat, la structure physique de notre France et même les circonstances
« ces doivent vous faire ouvrir les yeux sur votre conduite. Supposez-vous à
« la tête de 2 ou 300 hommes. Il vous sera d'autant plus difficile de vous les
« attacher par l'intérêt que vous aurez à faire à un ennemi plus riche et plus
« généreux que vous. Que pouvez-vous espérer dans un pays aussi plat et
« aussi pauvre que nos Landes ? On vous y traquerait comme un lièvre et vous
« seriez forcé comme lui. La guerre de partisans ne peut se faire avantageuse-
« ment que dans les pays montagneux. Elle eut pu s'établir dans le principe chez
« les Basques, en Béarn, dans nos Pyrénées ; mais nous avons tout fait pour
« nous enlever cette ressource. Que feriez-vous entre Bordeaux et Toulouse,
« dans un pays où vous trouveriez plus de difficultés à éprouver de la part des
« habitants que de la part de l'ennemi ? Croyez-moi, mon cher Bory, nous ne
« sommes ni Espagnols, ni en Espagne. Dans ce dernier pays, on ne connaît
« pas le mauvais temps. Le sol y est toujours sec. On a peu besoin de vêtements.

XLII

A Monsieur Dufour aîné, à Saint-Sever (Landes)

Agen, le 22 avril 1814.

MON CHER MONSIEUR,

Les évènements de la guerre m'ayant un moment séparé de S. E. le duc de Dalmatie et conduit à Agen d'où je ne tarderai pas à repartir, je n'ai pu depuis longtemps recevoir des nouvelles de votre frère, ni lui donner des miennes. Actuellement que les communications sont libres, j'espère qu'il vous sera facile d'écrire à Léon. Je vous prie donc de l'assurer de mon souvenir et de lui dire que j'ai échappé à tous les derniers dangers; que je forme l'espoir de profiter de la paix pour me réunir à lui. J'ai les plus beaux projets pour l'avenir. Je ne veux plus faire d'infidélités à Flore.

J'espère qu'il ne vous est rien arrivé de malheureux, non plus qu'à votre intéressante famille. Je vous prie en conséquence de me rappeler au souvenir de votre mère et Mesdames vos sœurs. Si vous écrivez à Dufau ne m'oubliez pas près de lui, et agréez l'assurance de l'attachement sincère avec lequel je suis et serai toujours votre très dévoué

BORY DE S. VINCENT (1).

« Les Espagnols, justement soulevés contre nous, sont sobres, endurans, opinia-
« tres et tous étaient animés du même sentiment contre nous. Prendrez-vous,
« pour former votre noyau, des vieux soldats de votre armée ? Il sont habitués
« au pillage, exigeans, indisciplinés, fatigués, sans patriotisme, presque sans
« esprit de vengeance. Enterez-vous sur ce noyau des recrues que vous atti-
« rerez par l'appât de l'intérêt ? Aux premières fatigues sans succès, à la pre-
« mière affaire malheureuse, il vous abandonneront, vous trahiront, vous ven-
« dront. Réfléchissez-y. Croyez que malgré toute l'activité dont je vous connais
« capable, vous ne parviendrez jamais à organiser une partida dans ce mo-
« ment. Si les affaires prennent un caractère chronique, alors le joug ennemi
« ne manquera pas de faire des mécontents; alors on choisira un théâtre plus
« convenable; alors on organisera un système plus général d'insurrection
« contre les envahisseurs; alors on les inquiètera. Je vous conseille donc, mon
« cher ami, de continuer à servir comme vous le faites, évitant surtout de vous
« contondre les jambes. Restez avec votre maréchal. Restez-y. Suivez sa des-
« tinée; ou mieux encore venez avec nous. Quant à moi, je suis décidé à
« attendre à l'armée le dénouement. » (Coll. Bornet.)

(1) Un mois après, le 29 mai, c'est-à-dire au début de la première Restauration, Léon Dufour, qui était encore médecin dans l'armée d'Aragon et de Catalogne non licenciée, écrivait à Bory de Saint-Vincent, de Carcassonne, cette

XLI (*bis*)

BILLETS DIVERS DE BORY DE SAINT-VINCENT (1)

Au Brigadier Richet

Agen, le 10 mai 1814.

Je vous prévienne que j'ai reçu l'ordre de renvoyer au quartier général la légion que je commandais et tous les militaires qui en font

intéressante lettre, dont nous croyons devoir reproduire le très curieux passage suivant :

« Je vois avec une grande satisfaction que vous vous êtes tiré d'affaires
« beaucoup mieux que je ne l'espérais. Les Français, mon cher Bory, sont faits
« pour les choses extraordinaires. La Révolution qui vient de s'opérer en est
« une grande preuve. Il me semble encore que c'est un songe ! Y a-t-il en effet
« d'exemple de l'écroulement aussi subit d'un vaste empire sans la moindre
« secousse ? Cela me prouve, comme l'histoire l'a plusieurs fois constaté,
« qu'une nation conquérante ne peut avoir de bonheur fixe et que l'époque de
« sa plus grande gloire touche immédiatement celle de sa décadence. Il y a
« plus d'un an que j'é signalais à mes amis les symptômes de cette dernière.
« Vous vous convaincrez, mon cher, qu'il existe dans l'organisation générale
« du monde social certains principes dont une nation ne s'écarte pas impuné-
« ment. Bonaparte a cru pouvoir tenter et faire plus que les autres hommes ;
« il s'est blousé et nous a précipités dans l'abîme. Comme vous me le disiez
« fort bien, il avait élevé la statue du songe de Nabuchodonosor. Mais savez-
« vous d'où dérivent toutes les fautes, tous les crimes qu'a commis cet homme
« extraordinaire ? C'est qu'il lui manque un organe, et cet organe c'est le cœur.
« Celui-ci semble avoir été remplacé chez lui par un développement plus éon-
« sidérable du cerveau. Aussi je ne le crois pas susceptible d'affection, d'amitié
« ni de tendresse. Remarquez qu'il lui est échappé de peindre par des traits
« bien caractéristiques ce défaut de sensibilité. Lors des désastres de Moscou,
« il dit qu'il n'y avait que les âmes *fortement trempées* qui avaient pu résister.
« Il a exprimé ainsi que la sienne était non pas de fer, mais d'acier. Son indif-
« férence après l'affaire de Leipzig, celle qu'il a témoignée lors de sa déché-
« ance, déposent en faveur de l'absence du cœur. Il doit avoir les lobes posté-
« rieurs du cerveau très développés et les circonvolutions fort multipliées... Mais
« je m'aperçois trop tard que je sors aujourd'hui de ma sphère de naturaliste
« et je vais y rentrer. » (Coll. Bornet.)

Licencié le 1^{er} juin, Léon Dufour rentra peu de jour après à Saint-Sever, où il se fixa définitivement, pour y exercer la médecine et se livrer à ses études de botanique et d'entomologie. (Voir ses *Souvenirs*, chap. vi. Ma pratique médicale à Saint-Sever).

(1) Collection Bornet.

partie. En conséquence vous partirez demain avec les deux gendarmes sous vos ordres. Vous êtes compris sur la feuille de route du corps pour les vivres, fourrages et logements. Vous obéirez à M. le capitaine Daugel jusqu'à votre remise au quartier général.

Ordre au chasseur..... 10 avril

Il est ordonné au nommé..... chasseur au..... régiment et qui avait été détaché près de moi par ordre de S. M. le général Restaud (?) de rejoindre son corps. Il suivra la région des Landes et Gironde jusqu'à l'instant où il arrivera au quartier général. Il est compris sur la feuille de route pour les fourrages, vivres et logement.

Ordre du jour du 10 mai 1814

Le noyau de la légion des Landes et Gironde est prévenu que M. le major qui la commandait se rend à Paris. M. Daugel le remplace provisoirement. La légion partira demain matin 11 du courant après avoir pris les vivres. Elle se rend au quartier général où elle recevra de nouveaux ordres.

Les braves qui composent actuellement le corps sont prévenus que ceux d'entre eux qui désireraient quitter le service seront mis en règle par l'état-major qui seul peut expédier les congés et les feuilles de route. Les étrangers qui voudraient aussi retourner chez eux, y seront dirigés. Tout soldat qui n'aurait pas la patience d'attendre quelques jours et qui demeurerait en arrière ou partirait sans papier s'exposerait à être arrêté par la gendarmerie, à être traité comme déserteur et à perdre le fruit de ses services.

Le major commandant témoigne à toute la légion ses regrets et la satisfaction de sa conduite. Il exhorte tous ses membres à continuer à se comporter en route comme ils l'ont fait dans Agen, dont ils emportent les regrets et l'estime.

A M. Martabon (?)

Agen, 13 mai.

J'ai l'honneur, mon cher M. de Martabon, de vous adresser copie des arrêtés de S. E. le duc de Dalmatie, en vertu desquels a été formée la légion des Landes et Gironde que j'ai eue quelques temps sous mon commandement dans vos murs.

Je vous prévien en outre que j'ai parlé aux adjoints du maire qui payerait la chandelle en question.

Vous ne doutez pas du plaisir que j'aurai à garder votre souvenir et que je ferai naître l'occasion de vous rappeler à M. le duc de Guiche à mon passage à Bordeaux. Agréez l'assurance...

XLII

A M. Léon Dufour, docteur médecin à Saint-Sever

Paris, 7 septembre 1814.

Il y a bien longtemps, mon cher Dufour, que je dois vous écrire, et je vous entens de loin vous plaindre de mon silence. Vous supposez que Paris me fait oublier ceux que j'aime et vous avez d'autant plus tort que je mène ici la vie la plus retirée. J'ai habité la campagne tout l'été, et je ne reviens dans la capitale que lorsque je ne puis faire autrement.

Le premier mois de mon séjour a été donné tout entier à mes affaires, le second à solliciter, et le troisième à l'ouvrage. J'ai fait une infidélité complète à l'histoire naturelle, et ne pourrai me raccomoder avec cette aimable science avant longtemps. Vous saurez que je me suis embarqué dans un ouvrage intitulé : *Précis historique de la Guerre d'Espagne*, qui comptera deux volumes de cinq cent pages chacun, avec cartes. Ces cartes sont à la gravure, et il y en a au moins pour jusqu'au mois de février, parceque les jours courts ne permettent pas de travailler autant qu'en été. Je me suis procuré d'excellents matériaux. Cependant, comme on n'en saurait jamais trop réunir pour compléter un livre soigné, je viens réclamer de vous quelques détails. Il faut absolument que vous me bacliez un beau mémoire historique de ce que vous avez vu et de ce qui s'est passé aux armées dont vous faisiez partie. Votre jugement sur ce que vous aurez vu me sera surtout d'un grand secours. Ainsi, mon cher Léon, mettez la main à la plume. Célérité surtout. Il ne nous faudra pas deux mois pour imprimer le texte. Vous voyez que j'en ai encore trois au moins pour y retoucher. Ainsi vos notes arriveront à temps. Il faut enfin relever dans un ouvrage sérieux l'honneur national que tant de misérables cherchent à avilir. Il faut faire connaître les véritables causes de nos malheurs, en disant toute la vérité, donner à chacun ce qui lui appartient de

gloire ou de honte et ranger à leur place tant de réputations usurpées (1).

Je ne sais, mon cher Dufour, comment on pense dans vos cantons. Mais une fable que je composai il y a quinze jours chez un de mes amis, à la suite de longues discussions, et qui a eu quelques succès, ici, vous fera connaître l'esprit de Paris,

LES ANIMAUX ET LA VOUTE

Parmi de vieux débris d'antiques monuments
Que dominait une voute orgueilleuse .
Vivaient maints animaux de genres différents ;
Dans la profondeur ténébreuse
De leurs sinistres logements,
Ces animaux étaient à l'abri des orages
Qui dans les champs voisins exerçaient leurs ravages.
Mais ils payaient bien cher l'abri qu'on leur donnait.
Tous les jours, la voute exigeait
Nouveaux tribut ou quelque ouvrage,
Et chaque fois qu'on accordait,
La voute exigeait davantage.
Tantôt c'était pour l'embellir,
Tantôt pour l'augmenter ou la mieux établir.
Que sais-je enfin ? Quand lassés du servage
Quelques mutins en secret rassemblés
Voulurent renverser, n'écoutant que leur rage,
De leur dome oppresseur les supports ébanlés.
Que ce dome insolent nous rende la lumière,
Disaient-ils : La veut-il absorber tout entière ?
Nous ferait-il payer l'air que nous respirons ?
Serons-nous toujours tributaires,
Ecrasés du fardeau des publiques misères,
Sans qu'on veuille briser le joug que nous portons ?
Invoquons, s'il le faut, la tempête et l'orage,
Aux aquilons ligüés unissons notre effort,
Appelons les secours de ces enfants du nord,
Tous les moyens sont bons pour sortir d'esclavage.
Sous tant d'efforts unis, la voute s'écroula,
En écrasant par-ci, par-là
Quelques artisans de sa perte.

(1) Cet ouvrage ne parut pas sous le titre indiqué, mais bien sous celui de *Guide du voyageur en Espagne*, publié en 1823 et plus tard en 1826 sous celui de *Résumé géographique de la Péninsule Ibérique, etc.*

De ses débris au loin la terre fut couverte.
Parmis les animaux, dans le premier moment
On ne vit que réjouissances,
Mais on ne m'a pas dit si cet événement
Combla plus tard les espérances
Des auteurs du renversement.

Il y a beaucoup de gens qui voient en noir, et je serais un peu de ceux-là, si je n'étais blasé sur tous les événements malheureux qui peuvent survenir. Quand on a vu les Anglais sur les rives de la Garonne, les Russes et autres alliés dans Paris, on est préparé aux choses les plus étranges. Quand à moi, je relis le Goth Jornandès (1), et je trouve que les Russes ressemblent un peu aux compatriotes de cet historien. Avant quatre ans, la France sera rayée du tableau des nations. Elle joue déjà le rôle que remplissaient, il y a vingt ans, le Portugal et la Savoie. Qu'importe si c'est pour le bonheur de la race humaine. Peut-être serons-nous plus heureux, quand nous serons soumis à une grande puissance trop forte pour que l'on ose lui faire la guerre. Jamais le monde ne fut plus heureux que sous les premiers temps de l'Empire romain. Il est possible que quand l'Europe sera soumise à l'empereur Alexandre ou à l'Angleterre le rêve de l'abbé de Saint-Pierre se réalise. En attendant, Dieu nous préserve d'un dix aout, d'un deux septembre, d'un vingt-un janvier, d'un trente-un mars et de semblables secousses. Au reste, l'univers peut changer, Bory sera toujours le meilleur ami que vous ayez sur la terre.

Je vous embrasse cordialement, en vous priant de présenter mes amitiés à toute votre famille. Ne manquez pas de mettre la main à la plume et de m'écrire sur le champ.

XLIII

A M. Léon Dufour, à S. Sever.

Paris, 22 octobre 1814.

Mon cher Léon, je n'ai qu'un instant pour vous dire que j'ai reçu toutes vos lettres, que j'ai vu votre frère, etc., mais que nous n'avons

(1) Jornandès, historien du vi^e siècle, Goth d'origine, se fit moine et écrivit une histoire des Goths et aussi un abrégé d'histoire universelle, intitulé : *De regnorum ac temporum successionem*.

fait encore aucune démarche. M. le maréchal Suchet étant absent, nous n'avons encore rien fait pour vous. Dès qu'il sera ici, je me charge de faire apostiller votre demande, de la remettre, de courir, en un mot de faire pour vous ce que je ne ferai pas pour moi, c'est-à-dire me faire solliciteur. Je n'ai trouvé ni M. Rauzan (?), ni M. Rondureau (?). Mais je m'informerai aux bureaux de la guerre, et vous pouvez compter sur mon zèle à vous être agréable.

Vous saurez que je suis définitivement employé à Paris au dépôt de la guerre (1). J'ai pris un logement pour trois ans ; je m'établis ; ce qui me ruine. Je vais me rendre aux chères sciences sans partage. Cet hiver sera consacré à mettre mon herbier en ordre et à penser à vous. Mettez-moi de côté tout ce que vous pourrez ; j'en ferai autant. Adieu, je cours chez mon sèlerat de graveur. Je suis dans les terreurs où j'étais plongé du temps de Buisson, Blondeau, Adam, Dorgès, etc. et ne vous ai pas là pour me secourir.

Mille choses à votre famille. Aimez moi comme je vous le fais.

BORY DE S.-V.

XLIV

A Monsieur Léon Dufour à S. Sever.

Paris, le 16 novembre 1814.

MON CHER AMI,

Je reçus hier seulement votre dernière lettre à laquelle je m'empresse de répondre, puisque j'en ai le temps. D'abord je vous dirai en suivant l'ordre de vos questions que je loge rue Neuve-St-Augustin, n° 19, assez près de toutes les personnes que je fréquente à Paris, mais un peu loin de nos goûts, c'est-à-dire de Messieurs les savants, etc. Le voisinage de la bibliothèque me dédommage.

Je suis employé au dépôt de la guerre, dans mon grade en qualité d'officier d'état-major. Cela me donnera de six à sept cent francs par mois, y compris le supplément de solde de Paris. Il paraît que l'on nous emploiera à écrire l'histoire de la guerre, chose fort difficile dans le

(1) Nous avons dit que Bory, suivant la fortune du maréchal Soult, fut attaché par lui au dépôt de la guerre dès qu'il eut accepté de Louis XVIII le portefeuille de ce département.

système actuel. Je vois le maréchal tous les jours et nous sommes fort bien ensemble.

Votre duc d'Albufera (1) est enfin ici ; votre frère... que je ne vois pas, malgré ma bonne volonté, doit le voir aujourd'hui. Une fois qu'il aura apostillé votre demande, je me charge de la remettre moi-même, et comme j'ai mes entrées dans les bureaux, je presserai la chose de toutes mes forces.

Je me meuble et m'établis du mieux que je peux, quand cela sera fini et que le gros de l'hiver sera passé, c'est-à-dire dans le courant du mois de mars, ma femme viendra me trouver, et ma guerre d'Espagne sera finie.

Vous avez appris la mort d'Olivier. On a présenté dans la dernière séance les candidats pour le remplacer. Ce sont MM. 1° Latreille ; 2° Duméril ; 3° Je ne sais qui ; 4° Un M. des Fossés ; 5° De (illisible) fils. On nommera lundi et il n'y a pas de doute que ce ne soit Latreille. Je me suis arrangé avec ces Messieurs de la section pour que vous soyez inscrit sur la liste des candidats à la place de correspondant qui restera vacante par l'élection de Latreille.

Il y a aussi deux places vagues de correspondant à la botanique, mais comme il y avait sept ou huit candidats savoir Smith, Swartz, Boivin, Luck, Lichtenstein, J. S.-Hilaire, Lamouroux et S.-Amans, on a trouvé le nombre bien considérable. Vous devriez donc écrire à Latreille et à Bosc qui vous chérissent pour manifester votre désir. Je ne vous répons que quinze à seize voix (2).

Il y a eu hier une séance publique de la 2^e classe pour la réception de M. Campenon qui a été magnifique (3), Renaud S.-Jean-d'Angely devait la présider ; et comme il est aborré dans Paris, on croyait ou qu'il ne l'oserait pas, ou qu'il y aurait du trouble ; mais il s'en est tiré à sa gloire ; il a parlé comme un Dieu. Il était question de l'éloge de l'abbé Delille. La position était d'autant plus critique qu'il fallait louer le Roi ; ce qui ressemblait assez bien au diable louant Dieu. Les plus jolies femmes de Paris étaient là. Mais il n'y avait aucun prince.

(1) Maréchal Suchet, duc d'Albufera.

(2) L. Dufour ne fut élu correspondant de l'Institut, (section d'anatomie) que le 26 avril 1830. (Voir *Souvenirs*, p. 278). Lamouroux l'avait été le 1^{er} décembre 1817.

(3) Campenon (Vincent) poète, né à La Guadeloupe en 1772, mort en 1843, remplaça Delille à l'Institut en 1814, et fut inspecteur de l'Université. On lui doit des traductions d'Horace, des poèmes didactiques, des bucoliques, etc.

Ils avaient craint d'y trouver des *Régicides*. C'est le mot adopté actuellement pour désigner ceux qui ont voté la mort du Roi... qu'on poursuit autant qu'il est possible de le faire quand on a promis de tout oublier.

Je n'ai pas encore le temps de me livrer à l'histoire naturelle, comme je le voudrais ; mais je ne tarderai pas à m'y remettre sans réserve. Il faut pour cela que je n'aye plus d'imprimeur sur le dos. Heureusement que cette fois-ci, j'ai un graveur qui ne me fait pas donner au diable.

Je ne sais ce que devient le tendre père de *Perfda Chloris*. Je vais lui écrire par le présent courrier. Vous devriez vous entendre avec lui pour faire une *Flore Aturienne*. On la diviserait en deux parties : la Flore d'en deça et celle d'au delà. Car la nature du sol est bien différente. Dans les rives septentrionales, c'est la Lande par excellence ; dans la méridionale, ce sont les racines des Pyrénées, et je trouve un grand rapport entre ce pays et tout le versant d'Espagne que je nomme Cantabrique. Cela vous amuserait et vous mettrait dans le cas de corriger l'ouvrage de début de notre ami, dans lequel on trouve comme *qui dirait* beaucoup de négligence.

Adieu, mon cher ami. Rappelez moi au souvenir de votre famille et faites des vœux pour l'ordre et pour la paix. Nous en avons besoin et je vois bien du noir à l'horizon.

Tout à vous de cœur,

BORY DE S. V.

XLV

A Monsieur Léon Dufour
docteur médecin à Saint-Sever

Paris, le 1^{er} janvier 1814 (1).

MON CHER DUFOUR,

Je reçois votre lettre et celle de Dufau, avec les papiers de M. Jouvelle. Je les remettrai demain au secrétariat. C'est tout ce que je puis

(1) Il y a ici une erreur. Bien que datée du 1^{er} janvier 1814, il faut lire 1^{er} janvier 1815, Bory étant alors au ministère de la guerre avec le maréchal Soult, tandis que le 1^{er} janvier 1814, il était avec lui et son armée sur les frontières des Pyrénées.

pour le moment, étant employé au ministère dans une partie si délicate de tout ce qui tient aux pensions, avancements, etc., que mes soins n'y pourraient pas grand chose. Quoiqu'il en soit, comptez sur mon zèle.

Je ne négligerai pas votre croix (1). Je n'ai pu demander au chef de bureau où c'en était. Car malheureusement votre demande fut remise deux ou trois jours avant le changement de ministère, ce qui a un peu retardé. Mais laissons passer la semaine, je veillerai et courrai pour vous, soyez en sûr.

A propos de semaine, c'est celle du jour de l'an, je vous la soite bonne et accompagnée de beaucoup d'autres, etc. Vous sentez bien que je n'ai pas une minute, pour vous en dire plus long. Ce sera pour un autre jour.

Mes hommages, mes compliments et mes vœux à vos dames. Je ne sais ce qui me dit que j'irai les voir cette année et que la goutte me rappellera aux boues de Dax.

Tout à vous,

BORY DE S. VINCENT,
rue Neuve Saint-Augustin, n° 19.

XLVI

A M. Léon Dufour, à Saint-Serer

Paris, 5 mars 1815.

Il y a un siècle que je dois tous les jours prendre la plume pour écrire au meilleur de mes amis, et que je tremble cependant en voyant arriver ses lettres, parceque je suis sûr d'avance qu'il va me gronder de ce qu'il a raison de croire être de la négligence. Je suis dans ce cas là avec toutes les personnes qui m'écrivent. Il y a juste deux mois que je n'ai répondu à personne et probablement je serai coupable encore quinze jours, excepté avec vous. Mais selon la coutume des gens qu'on gronde et qui ont l'apparence des torts, je vais commencer par crier plus fort et me plaindre de ce que vous avez pu me soupçonner de vous oublier.

(1) Léon Dufour était en instance depuis quelques mois auprès du ministère pour obtenir la croix de la Légion d'honneur, en reconnaissance des services médicaux rendus par lui à l'armée d'Espagne. Il ne put l'avoir qu'en juillet 1831, et ce grâce à son compatriote et ami le général Lamarque.

Il vous sied bien, ingrat que vous êtes, de ne pas croire à la solidité de mes affections, vous qui, je vous le jure, occupez ma pensée au moins trois ou quatre fois tous les jours. Mais je suis à Paris tourmenté des plus désagréables détails du monde, ne faisant rien de ce qui me plaît, travaillant à me rendre à mes goûts, et n'entreprenant rien à force d'avoir tant de choses à faire.

Figurez-vous d'abord que tous les jours, je suis rue de l'Université, au dépôt de la guerre à fureter dans des papiers ministériels qui m'ennuient. J'y fais ou j'y corrige les cartes de ma guerre, qui ne paraîtra définitivement que plus tard ; puis quelques lignes que j'écris pour moi sur des matières que je veux traiter par la suite. Je vais ensuite courir pour mes affaires. Deux fois par semaine il faut se mettre en uniforme et dans tout cela, pas dix minutes pour la Botanique. Mais j'espère vers la fin de ce mois-ci pouvoir consacrer à Flore au moins trois jours sur quatre. Alors votre correspondance deviendra une fureur. Je travaille d'autant mieux que je suis mieux organisé pour travailler, de sorte qu'il a fallu me faire d'abord un petit établissement commode qui est entièrement terminé. Je vais étaler et arranger mon herbier en place ; ce qui me donnera du gout à la besogne. Voici d'ailleurs le printemps, époque à laquelle j'éprouve chaque année une nouvelle ardeur. Vos plantes seront donc merveilleusement accueillies ; mais il faudrait me les emballer de sorte à ce qu'elles n'éprouvassent pas d'accident, et me les envoyer ou par quelque député de votre département quand on rouvrira le Corps législatif ou par la diligence, si le roulage quoique plus long n'est meilleur marché et aussi sûr. Quand on n'envoie que de petits paquets, la diligence convient assez ; mais pour peu que la charge soit plus forte, il vaut mieux la composer de tout ce qu'on veut envoyer, et la faire partir d'un coup par la voie la plus économique. Quoiqu'il en soit, tout ce qui viendra de vous sera bien reçu et je vous en aurai de grandes obligations. A propos de plantes vous n'avez pas trouvé l'*Acrostichum marantæ* dans vos choses de Valence ? Je tiendrais beaucoup à l'avoir de vous ; car de diverses espèces que j'ai reçu sous ce nom, il n'y en a pas une qui se ressemble.

Quand à votre croix, ne me taxez pas de négligence. Voici ou cela en est. Je portai moi-même et remis au général Despeau, comme je le dis à votre frère, la demande du maréchal Suchet. Trois jours après, grand changement et grand bouleversement. Mais je me suis convaincu que votre demande est arrivée au bureau de la Légion. Je parle au chef de bureau. Vous êtes porté sur un travail. Ce travail ne

pas. Je reparle. Pendant ce temps, l'on faisait un tel abus de croix dans les autres ministères que le ministre provoque l'arrêté sévère et économique que vous avez vu dans les journaux. Cependant ne perdez pas patience. J'ai eu une énorme dispute à votre sujet avec M. Baufort d'Auroult que je tracasserai toutes les fois que j'en aurai l'occasion. S'il ne m'expédie pas d'ici à 15 jours, il faudra que vous écriviez une lettre de remerciement au maréchal Suchet, en lui disant que cependant sa lettre n'a eu encore aucun effet. Vous me l'enverrez. J'irai la remettre moi-même. Je me fais fort de me faire donner encore une demande de lui, et je la porterai au duc de Dalmatie. Je vous promets de me donner tout le mouvement possible.

J'ai aussi furieusement négligé Thore qui m'écrit toujours pour deux ou trois choses impossibles. Je vais lui répondre au plus tôt. Je le voudrais heureux ; mais conseillez-lui d'ajourner son histoire des champignons, qui traités par lui pourraient bien changer de nature et devenir soporifiques de vénéneux qu'ils sont.

Je présume que le *Nain Jaune* (1), n'ayant pénétré que la semaine dernière à la Nouvelle-Hollande, on ne le connaît pas encore à Saint-Sever. Mais cela pourra venir. Savez vous ce que c'est que le *Nain Jaune*? Quoi! vous ne lisez pas le *Nain Jaune*? Vous n'envoyez rien au *Nain Jaune*?... Qu'êtes-vous donc? D'où venez-vous? Voilà, mon ami, la conversation de tout Paris. Le *Nain Jaune* fait fureur. Il n'y a pas de ministre qu'il ne fasse trembler, d'actrice qu'il ne désespère, d'auteur qu'il ne fasse entrer en fureur, de poète qu'il n'égratigne. C'est bien le plus comique journal qui aye jamais paru. Il est essentiel de le repandre, car il est constitutionnel et pétillant d'esprit. Je vous conseille de vous abonner à dater du 15 décembre 1814 et d'y faire abonner vos amis. Vous saurez par là les nouvelles les plus secrètes de la capitale, les dessous des cartes de toutes les intrigues politiques ou littéraires, etc. Il paraît tous les cinq jours avec 22 pages et une caricature par mois. Je vous jure que j'attends toujours avec une grande impatience le jour où il doit paraître. Le chancelier de France qui est son ennemi capital, ainsi que le ministre de l'intérieur, ont fait le diable pour le faire supprimer. Mais le Roi a dit : *Ce petit journal m'apprend une foule de choses que me cachent mes ministres. Je le protège.* Aussi la cour est-elle obligée de caresser ce petit aspie.

(1) Voir ce que nous en avons dit dans notre étude biographique.

Il disait hier entre autres nouvelles que S. M. Sarde fait les plus grands efforts pour rendre heureux le peuple auquel elle avait été si longtemps enlevée, et que pour cela elle lui rendait jusques aux moindres de ses anciennes institutions, que les anciens administrateurs étaient rappelés et que pour prouver son respect pour tout ce qui est d'autrefois, elle avait poussé la bonté jusqu'à faire venir à Turin son antique professeur de botanique retiré à Cagliari depuis vingt ans.

Celui-ci, en se promenant dans les serres, a d'abord vu avec satisfaction quelques plantes de son temps, dans lesquelles il reconnaissait de vieilles amies ; mais il en aperçoit bientôt de nouvelles. Il demande ce que c'est. Elle vient de la Nouvelle Hollande, répond un garçon. Le professeur fronce le sourcil ; et cet autre. C'est la *Josephina Imperialis*, etc., etc. A ces mots mon homme entre en fureur, arrache les *Metrosideros*, les *Embotium*, les *Epacris*, les *Cyaltrades*, etc., etc., foule aux pieds tout ce qui a été découvert depuis son émigration et déclare qu'il ne laissera pas entrer au Jardin de Botanique le moindre végétal qui ne sera pas dans la 2^e édition du *species plantarum* de Linné !

Croiriez vous que nous avons à Paris quelques professeurs dans le genre de celui de Cagliari, et que tout est sans dessus à l'Institut dont on va chasser la plupart des membres qui ont joué un rôle dans la Révolution.

Adieu, mon ami. A vous de cœur.

B. DE S. VINCENT.

Mes amitiés à votre frère, mes hommages à vos sœurs, mes respects à votre mère.

XLVII

Pas d'adresse.

26 Juin 1815 (1)

J'ai reçu votre lettre du 17, mon cher Dufour. Le plaisir qu'elle m'a causé m'a fait oublier vos torts. Depuis si longtemps, je n'avais

(1) Nous appelons tout particulièrement sur cette curieuse lettre l'attention de nos lecteurs. Elle est malheureusement tronquée et s'arrête à la fin de la quatrième page. D'où a-t-elle été écrite ? Pas de Paris ; mais « d'un département » où était Bory, ainsi qu'il le dit sans le désigner.

eu de vos nouvelles que j'étais vraiment en peine de vous. Et lorsque l'on se trouve tout à coup rassuré sur le compte de quelqu'un qui vous est cher, on est bien disposé à lui pardonner.

Voulez-vous que je vous fasse connaître ma façon de penser tout entière ? Et bien je vais vous obéir. *Je vais vous faire une profession foi*, heureux si je pouvais ramener en la plus juste des causes un ami que j'aime et que j'estime et qui paraît s'en être un peu éloigné ! Voici les principes qui servent de base à mon opinion. Ils sont, je pense, inébranlables, puisqu'ils reposent à leur tour sur des faits authentiques.

En 1789, la monarchie, minée par des abus nombreux, croulait de toutes parts, suite inévitable de la corruption du cœur et de l'esprit humain. Il fallait à cet é lifice des réparations salutaires. Les ouvriers, appelés à ce grand œuvre par les vœux de la nation étaient en général de bonne foi et animés par l'amour du bien. Une minorité audacieuse et criminelle les subjugue, les disperse, renverse le trône et fait périr sur l'échafaud le meilleur des Rois. La nation entière est en deuil. Règne de l'anarchie. Mille et mille factions se succèdent les unes aux autres et se dévorent réciproquement. Mais, dans toutes ces circonstances, la majorité de la nation est subjuguée et soupire après les vrais principes. Bonaparte s'empare des rênes du Gouvernement à l'aide d'une autre faction et parvient enfin à la couronne impériale. Son ambition, ses fautes, ses revers vous sont connus.

Louis XVIII, dont les droits sont imprescriptibles, puisque le pacte conclu entre nos ancêtres et ses ayeux ne peut être rompu par nous et encore moins par la minorité qui seule a produit toutes nos révolutions, Louis XVIII, dis-je, vient occuper le trône de son infortuné frère.

Avant qu'il y prenne place, les mêmes furieux de 1793 forment déjà le projet de le renverser. Car, ne vous y trompez pas, la capitulation de Fontainebleau ne fut signée que dans l'espoir et l'assurance d'un prochain bouleversement.

Nous commençons à respirer, lorsque cet homme que vous appelez extraordinaire, mais à qui déjà tout était préparé d'avance, sur la route duquel des troupes jusques au Roi étaient placées, débarqua à Cannes et arriva en 20 jours à Paris, porté non pas sur les bras du peuple, mais sur les baïonnettes d'une armée *infidèle*, et au milieu de la terreur d'une nation qui le redoute et tremble pour les jours de son Roi.

Que pouvait faire ce prince malheureux, environné de rebelles,

trahi de toutes parts, même par ceux qui une heure avant étaient à ses pieds et lui baisaient les mains (Ney) ? Fallait-il qu'il sacrifiât la garde nationale, seule restée fidèle et la fit égorger par une armée en fureur ? Y a-t-il de la faiblesse à abandonner le trône, lorsqu'il ne pouvait que le teindre sans fruit du sang de ses vrais sujets ? N'y a-t-il pas plutôt une grandeur d'âme admirable et une bonté propre à gagner tous les cœurs que d'en faire le sacrifice ? Est-on faible pour ne pas verser inutilement le sang français ? Et cela ne doit-il pas au contraire augmenter notre confiance dans un Roi qui en est si avare ?

Vous me dites aussi que les qualitez de ce prince ne sont pas suffisantes pour un roi des Français. La lecture des journaux vous a égaré, mon bon ami. Peut-on nous supposer assez pervers pour que la vertu ne puisse nous gouverner ? Et le crime seul peut-il en avoir le droit ? Ne voyez-vous pas qu'en ne pouvant attaquer ses vertus précieuses et son mérite éminent, on veut s'en prendre ou affecter de croire aux qualités que l'on suppose qu'il n'a pas ? Il n'est pas fait pour ce siècle, dit-on ? Il n'est pas selon nos mœurs ? Et cependant *cette Charte constitutionnelle, dont notre Constitution actuelle n'est qu'une imitation dérisoire, est un chef-d'œuvre politique après lequel nous avons soupiré pendant 25 ans sans pouvoir l'atteindre malgré tous les débats de nos orageuses assemblées et toute la ridicule sagesse de nos gouvernements.* Il n'est pas selon nos mœurs, celui qui cicatrise toutes nos plaies, qui ramène une paix durable, qui consolide la liberté, qui consacre les droits de l'homme et qui sacrifie toutes ses prérogatives légitimées par huit siècles de jouissance et le long assentiment de toutes nos générations passées ! Ne voyez-vous pas que toutes les craintes qu'on a voulu inspirer sur les suites de cette Charte constitutionnelle n'ont été dictées que par la ruse des conjurés ? Les élémens du parti doivent vous faire connaître leur bonne foi. Quels sont ceux qui s'y sont attachés ? Examinez leur conduite passée. Quelques-uns sans doute sont égarés ; mais la plupart sont encore teints de sang et enrichis de rapines !

Je gémis comme vous de la lutte qui est déjà commencée. Je vois avec horreur couler le sang français. Mais enfin peut-il livrer encore la nation entière qui gémit et soupire après le retour de l'ordre aux fureurs et à l'ambition d'une faction rebelle ? Faut-il voir encore tous les partis révolutionnaires se réveiller et inonder la France de sang ? Car cela aurait lieu inévitablement si les choses restaient telles qu'elles sont ? N'est-il pas du devoir d'un Roi de songer au bonheur futur de

ses peuples ? Et si la nation, comprimée par la terreur qu'inspire une minorité désastreuse ne peut rien par elle-même, n'est-il pas de son devoir d'emprunter des secours étrangers ? Il lui en coûte sans doute, j'en suis sûr ; mais lorsque l'ordre politique de la France a des branches pourries, ne faut-il pas les émonder pour le salut du reste ?

Mais quand bien même Louis refuserait ces secours et retournerait dans son exil, croyez-vous que les puissances consentiraient à laisser sur le trône celui qui voulait et voudrait encore les renverser ? Croyez-vous qu'elles se fieraient à ses promesses fallacieuses ? Non sans doute. Les Coalisés l'attaquent moins peut-être pour Louis que pour leurs propres intérêts. C'est ici la guerre des rois légitimes contre les usurpateurs. C'est le conflit des bons principes de la paix et du bonheur des peuples contre le désordre, le vice et l'anarchie, et toutes ces *idées prétendues libérales*, produits dangereux de cette fausse philosophie qui a fait couler tant de sang !

Ne croyez pas que si Louis revient, comme je le crois, il s'entoure de cette noblesse ignorante et orgueilleuse dont vous me parlez. D'abord, elle a vieilli dans l'infortune, *et le peu qui reste n'est propre à rien*. Les rejetons de cette noblesse, instruits par les malheurs de leur pays, ne peuvent plus prétendre à des prérogatives qu'on ne pourrait plus leur accorder sans voir renaître des guerres interminables ; et le Roi est trop sage pour s'y exposer. En second lieu, croyez que la France fourmille d'hommes instruits, véritablement éclairés, purs et vrais patriotes, qui seront appelés et se rangeront auprès du trône pour en être l'éclat et l'appui.

Je ne vous donne pas de détails sur ce qui s'est passé ici depuis le débarquement de Bonaparte. Vous savez l'issue de la guerre du Midi, interrompue par la trahison et dans laquelle le duc d'Angoulême a montré un courage héroïque quoiqu'on dise, allant au feu l'épée à la main à travers les balles et la mitraille. Dans ce département et dans tous les voisins on est royalistes ardens ; mais on est comprimé par la minorité. Un débarquement peut allumer un incendie. On dit qu'il est prochain à Marseille où l'on voit en ce moment (lettre reçue hier) une escadre et 60 batimens de transport, croisant devant le port. On assure que le débarquement doit avoir lieu aujourd'hui 26. Toulon est approvisionné. Les autorités doivent s'y retirer. Je vous informerai de ce qu'il y aura de nouveau... (1)

(1) On ne doit pas oublier que cette lettre a été écrite huit jours après

Waterloo, alors que Napoléon venait d'abdiquer pour la seconde fois (22 juin) et que Louis XVIII n'était pas encore remonté sur le trône.

Nous croyons devoir donner ici l'extrait suivant, fort curieux, des *Mémoires du capitaine Coignet* publiés par Lorédan Larchey (Hachette 1888) et où il est question de Bory de Saint-Vincent, au lendemain de Waterloo :

Coignet fait le récit du combat soutenu par la garde nationale parisienne contre les alliés, quelques jours après Waterloo. Il se rend sur la ligne et se prépare à aller provoquer un capitaine prussien « qui fait là-bas ses embarras ».

Page 263. — « Je vois derrière moi quatre beaux messieurs qui m'abordent ; l'un d'eux vient près de moi et me dit : « Vous venez donc sur la ligne en amateur ? — Comme vous, je pense. — C'est vrai, dit-il, vous êtes bien monté. — Et vous de même, Monsieur. » Les trois autres appuyèrent à droite : « Que fixez-vous là, me dit-il encore, sur la ligne des Prussiens ? — C'est l'officier là-bas qui fait caracoler son cheval ; je voudrais aller lui faire une visite un peu serrée ; il me déplaît. — Vous ne pouvez l'approcher sans danger. — Je connais mon métier, je vais le faire sortir de sa ligne et le faire fâcher, si c'est possible. S'il se fâche, il est à moi. Je vous prie, Monsieur, de ne pas me suivre ; vous dérangeriez ma manœuvre. Retirez-vous plutôt en arrière. — Eh bien, voyons cela ! »

Suit le récit du combat qui se termine par un magistral coup de sabre qui abat l'officier prussien.

Page 264. — Coignet continue : « Je saisis son cheval et reviens fier vers mes petits soldats qui m'entourèrent. Le bel homme qui suivait tous mes mouvements vint au galop au devant de moi : « Je suis enchanté, dit-il, c'est affaire à vous ! vous savez vous y prendre ; ce n'est pas votre coup d'essai. Je vous prie de me donner votre nom ? — Pourquoi faire, s'il vous plaît ? — J'ai des amis à Paris, je voudrais leur faire part de cette action que j'ai vue. A quel corps appartenez-vous ? — A l'Etat-major général de l'Empereur. — Comment vous nommez-vous ? — Coignet. — Et vos prénoms ? — Jean Roch. — Et votre grade ? — Capitaine. » Il prit son calepin et écrivit. Il me dit son nom Boray ou Bory. Il prit à droite du côté des buttes Chaumont, où se trouvait la vieille garde... »

Le 31 janvier 1847, Coignet reçoit une lettre lui apprenant qu'il a été promu officier de la Légion d'honneur le 5 juillet 1815, puis le 28 novembre 1831. Il ajoute, dans ses cahiers :

Page 285. — « Me voilà donc nommé pour la troisième fois. Mais qui a pu me faire nommer par le Gouvernement provisoire ? Me creusant la tête dans mes vieux souvenirs, je me suis rappelé la plaine des Vertus, le 30 juin 1815, et le bel officier supérieur qui a pris mes noms et prénoms. C'est peut-être lui ; il m'a dit son nom quand il m'a vu couper le nez à cet officier prussien. Ah ! je le tiens. Il se nomme Bory de Saint-Vincent. Quel bonheur pour moi de pouvoir citer un pareil homme ! »

PH. LAUZUN.

(A suivre.)

LE MUSÉE D'AGEN

D'après M. Louis GONSE

La Vénus du Mas. — Le Bas-relief de Mino de Fiesole. Les Tableaux de Goya.

Dans le très beau livre que M. Louis Gonse vient de consacrer aux Musées français (1), un chapitre spécial et d'une importance réelle a été réservé au Musée d'Agen. *L'Annuaire des Musées des départements* (2), publié par les soins du Ministère de l'Instruction publique, établit l'existence de quatre cent cinquante musées départementaux. Or, dans ce nombre si considérable d'établissements, soixante, à peine, ont paru dignes d'une étude spéciale à M. Gonse qui, dans ce choix déjà si restreint, s'est vu contraint de grouper en un seul chapitre. *Musées divers*, une grosse vingtaine de musées qui eussent été complètement laissés de côté si le hasard ne les avait pas dotés de certaines pièces d'une valeur réelle.

Cette simple constatation acquerra un prix tout particulier si l'on veut bien remarquer que, tandis que les Musées décrits par M. Gonse datent presque tous d'un siècle au moins, et appartiennent presque tous aux plus grandes villes de France, aux sièges des Académies provinciales, Aix, Amiens, Avignon, Bordeaux, Bourges, Dijon, Nancy, Reims, Chartres, Le Mans, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Orléans, Tours, Rennes, Rouen, Toulouse, Troyes, celui d'Agen se trouve dans un modeste chef-lieu de département, et date de vingt-cinq ans à peine.

(1) *Les Chefs-d'Œuvre des Musées de France, sculpture, dessins, objets d'art*. Paris, Librairie de l'Art Ancien et Moderne, 1904, gr. in-4° de 366 pages avec 405 gravures, dont 30 hors texte.

(2) Paris, Ernest Leroux, 1900, in-8°.

Avant cette date, il existait déjà, il est vrai, mais à l'état d'informe embryon dont on avait honte, lorsqu'on était obligé d'en faire les honneurs à des étrangers. Au reste, en voici le portrait fidèle tracé d'après nature par un de ceux qui ont le plus puissamment travaillé à régénérer la vieille création caduque de la Société académique d'Agen.

« Parmi les membres de la Société française d'archéologie qui ont assisté au Congrès tenu à Agen, en 1874, il en est peut-être auxquels leur visite au Musée a laissé le souvenir d'une déception.

« Il n'existait alors qu'un petit fonds, sans ordre, divisé entre deux rez-de-chaussée de la maison qui appartient à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts. Une de ces pièces protégeait mal contre la poussière et les convoitises des collectionneurs, des échantillons de minéralogie et des fossiles jadis classés. L'autre contenait trois inscriptions et quelques chapiteaux de l'époque romane, deux sarcophages et deux portions de bas reliefs de l'époque Mérovingienne, des fragments de sculpture de la Renaissance, tirés des ruines de la cathédrale de Saint-Etienne; ce peu de choses et quelques menus objets renfermés dans un placard représentaient toute la collection archéologique.

« Dans un autre quartier, le vestibule de l'Hôtel de ville était orné d'une douzaine de tableaux et meublé de quatre vitrines remplies d'oiseaux empaillés. Cet ensemble disparate pouvait témoigner de la bonne volonté de quelques donateurs presque oubliés, mais ne méritait guère le nom trop ambitieux de musée... (1) »

En 1901, la Société Française d'Archéologie se réunissait pour la seconde fois en congrès à Agen; elle constatait avec une vive satisfaction que l'informe collection de jadis était devenue un musée véritable pouvant être considéré comme un des plus intéressants de tout le Sud-Ouest, et décernait une médaille de vermeil au conservateur pour le classement méthodique des collections qu'il venait à peine d'ébaucher (2).

Nous avons longuement raconté ailleurs (3) comment cette trans-

(1) G. Tholin : *Le Musée d'Agen* (*Bulletin monumental*, 1885). Tirage à part, pp. 3 et 4.

(2) *Congrès archéologique de France*, LXVIII^e session. Caen, 1902, pp. 17, 92, 125, etc.

(3) J. Momméja : *La Fondation du Musée d'Agen. Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements en 1899*. Paris, Plon, 1899, in-8°, pp. 514 à 547.

formation s'était opérée. Œuvre privée au début, dont l'honneur appartient exclusivement à trois hommes de science et de cœur, MM. Adolphe Magen, Georges Tholin et Georges Marraud et à la vaillante association de souscripteurs qu'ils avaient passionnés pour la cause du Musée, celui-ci ne tarda pas à recevoir toutes les sanctions et toutes les faveurs officielles qu'on pouvait désirer. Les diverses municipalités qui se sont succédé à Agen ont rivalisé de bonne volonté pour assurer son existence et pour favoriser son développement. Le Conseil général de Lot-et-Garonne, non content de contribuer pour une grande part aux frais généraux d'installation et de conservation, vota, dès le début, le dépôt de tous les objets d'art et d'archéologie appartenant au département dans l'établissement à l'existence duquel il s'attachait avec une si intelligente générosité, et le dotait enfin de son chef-d'œuvre, — le chef d'œuvre peut-être de la sculpture antique dans le territoire des Gaules — la Vénus du Mas sur laquelle nous reviendrons bientôt avec M. Gonse. Enfin, tous les ministres de l'Instruction publique, sans exception, n'ont pas cessé de prodiguer leurs plus insignes faveurs au Musée d'Agenais qui, alors qu'il pourra former sérieusement sa galerie d'iconographie locale, n'y comptera guère que d'éminents hommes d'Etat qui auront tous été ses bienfaiteurs : André Faillères, Darlan, Faye, Georges Leygues, Joseph Chaumié...

Et, en dehors de ces puissants secours officiels et administratifs, les sympathies privées s'affirmaient par des centaines de dons, la plupart modestes, quelques-uns princiers; il y aurait ingratitude manifeste à ne pas rappeler tout au moins les dons et les legs de MM. de Saint-Amans, Aunac, Larrivière, Adolphe Magen, Georges Marraud, Sabatier, Georges Tholin, A. de Rothschild, Paul Leroi et plus récemment ceux de MM. Amédée Moullié, Rabu, Madrid, docteur Broc, Brondeau de Sénelle...; les énumérer tous, serait reproduire en entier le catalogue des collections qu'ils ont si libéralement enrichies.

Entre temps mourait le comte de Chaudordy qui légua à la ville d'Agen l'ensemble de ses collections et une grande partie de sa fortune. M. Gonse, dans le travail que nous analyserons bientôt, fait une brève allusion aux difficultés qui surgirent alors et qui forcèrent la Ville à transiger avec les héritiers naturels de l'ancien ambassadeur.

On trouvera ici, avec plaisir, nous l'espérons, un excellent résumé — dont le caractère officiel ne saurait souffrir de doute — donné par

l'Echo de Lot et Garonne du 30 novembre 1902, de cette transaction si importante pour le Musée d'Agen :

« Voilà donc définitivement terminée et réglée l'affaire relative aux legs faits à la ville d'Agen par M. le comte de Chaudordy, ancien ambassadeur. On connaît les grandes lignes de la transaction intervenue : la ville doit recevoir de la famille du testateur 140.000 francs, se décomposant comme suit :

« 1° La maison de la rue de la Loi, estimée 10.000 francs ; 2° pour 60.000 francs d'objets d'art, pris au choix de la ville parmi les collections du défunt, d'après leur valeur d'inventaire ; 3° enfin, une somme de 70.000 francs en espèces.

« Il est stipulé que sur cette dernière somme de 70.000 francs, on prélèvera 10.000 francs pour l'entretien des femmes en couche à l'Hospice d'Agen ; 10.000 francs pour aménager une ou des salles spéciales au Musée d'Agen, destinées à recevoir les objets d'art recueillis par la Ville dans la succession Chaudordy ; et que les 50.000 francs restant seront placés en rentes sur l'Etat pour leur revenu annuel, soit environ 1.500 francs, rester affecté à l'entretien des salles Chaudordy, au Musée d'Agen.

« En sorte que la totalité des legs que la ville touchera dans la succession Chaudordy ont une affectation spéciale, à l'exception de la maison de la rue de la Loi dont la Ville aura la libre disposition.

« Dans sa séance de mardi dernier, le Conseil municipal d'Agen a ratifié le choix des 60.000 francs d'objets d'art fait par M. Roger Marx, inspecteur général des Musées de France, concurremment avec M. Momméja, le distingué conservateur de notre Musée.

« Nous sommes heureux de publier le lumineux et édifiant rapport adressé par M. Roger Marx à M. Chaumié, ministre de l'Instruction publique, qui, sur la demande de M. Jouitou, maire, avait bien voulu le charger de la mission dont il a été plus haut question. Voici ce rapport :

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu m'inviter à assister M. Momméja dans le choix à faire parmi les collections Chaudordy, dont la ville d'Agen est, pour le quart environ, héritière. Mon premier soin sera de me féliciter d'une mission qui a permis à votre Inspecteur général d'apprécier à toute sa valeur le fonctionnaire avec lequel il a été appelé à collaborer. On souhaiterait, dans l'intérêt de nos Musées départementaux, qu'ils fussent souvent administrés

par des Conservateurs tels que M. Momméja, à ce point compétents, actifs, et pourvus d'une connaissance générale de l'histoire de l'art. C'est un érudit, chez qui l'amour de la science n'a nullement aboli le sentiment instinctif de l'art, la sûreté spontanée du goût. Il convenait de rendre tout d'abord hommage à de pareils mérites, si rares et si aptes à faciliter la tâche que vous avez bien voulu me confier.

La collection Chaudordy comprend des œuvres d'art de nature très diverses et très intéressantes, disséminées au hasard dans la maison d'Agen dans le château de Dallot et au garde-meubles de Paris.

Lorsque la mémoire cherche à coordonner les éléments épars pour arriver à une vue d'ensemble, la collection paraît devoir le meilleur de sa juste renommée aux tapisseries, au mobilier, aux pièces de tissu et de céramique, aux tableaux enfin.

Parmi des ouvrages si nombreux, si divers, qui commandent l'estime à tant de titres, quels étaient ceux dont la ville d'Agen devait convoiter le plus la propriété et qu'il fallait revendiquer pour sa part d'héritage ?

En la circonstance, la destination, j'entends par là l'affectation à un établissement public, devait guider et déterminer le choix. Il n'en est pas de même d'un musée ouvert à tous comme du cabinet d'un amateur ; l'objet de pure curiosité s'y trouve moins à sa place que l'œuvre qui renferme en soi les éléments d'une étude profitable. N'est-ce pas dire qu'il convenait de discerner, parmi les richesses de la collection Chaudordy, celles qui possédaient, à côté de leur valeur d'art propre, une valeur d'enseignement ? Cette double qualité était dévolue de toute évidence, à tel tableau, à telle tapisserie : à plus forte raison pouvait-on l'attribuer à plusieurs œuvres, faites de la même matière, issue de la même technique, dont le prix s'exaltait par la vertu du groupement, qui se recommandaient à la fois par elles-mêmes et par le fait de favoriser la reconstitution d'un ensemble.

Je ne sais point de fortune plus enviable, pour un établissement provincial, que la création de départements spéciaux qui initient le public, les artistes, les artisans aux phases d'une industrie d'art et qui leur évite ainsi la visite difficile de musées parfois lointains. Or, le legs Chaudordy dotera la ville d'Agen de suites d'étoffes, de faïences, de porcelaines telles qu'il ne s'en rencontre de comparables qu'à Paris, à Sèvres, à Limoges et à Lyon.

En dehors des séries ainsi formées — et auxquelles on peut, dans une certaine mesure, assimiler la suite des peintures, où rien de ce qui touchait à Goya n'a été distrait, afin de constituer, ici encore, un groupement d'une signification exceptionnelle — les autres choix ont fortifié le caractère de ce legs qui doit, selon la volonté du testateur, seconder la remise en honneur des arts du foyer et de la vie. Un seul ouvrage, la *Madeleine*, de Clodion, relève de la statuaire proprement dite. Les autres, décoratifs par destination, ont été triés parmi les morceaux essentiels de la collection. On peut considérer comme la plus admirable des tentures réunies par M. de Chau-

dordy la tapisserie de la série des mois qui a été retenue. Si la prudence a conseillé de renoncer aux sièges recouverts de tapisserie au petit point (en raison des craintes que suscitaient les difficultés de conservation et de garde), des bronzes d'ameublement, des meubles signés de Jacob, viennent attester avec autorité la maîtrise des fondeurs, des ciseleurs et des ébénistes français.

Ainsi, sans cesser un instant de viser à la diffusion de la beauté, on est arrivé du même coup à offrir, dans la limite du possible, une synthèse de la collection Chaudordy et à suggérer au visiteur, par la variété même des ouvrages choisis, l'idée de la culture et du goût si étendus qui distinguaient le bienfaiteur du Musée d'Agen.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

ROGER MARX.

On se mit immédiatement à l'œuvre pour installer les richesses dont le Musée venait d'hériter et qui ne tardèrent pas à s'accroître des dons de plus en plus importants du Ministère. M. Chaumié, entrant, en effet, dans la pensée générale exposée dans le rapport de M. Marx, tint à honneur de compléter les séries anciennes d'art décoratif par des spécimens modernes du choix le plus exquis, et c'est ainsi que les quatre tapisseries de Beauvais, d'après les cartons de Zuber, sont venues faire pendant aux vieilles tentures de Bruxelles, découvertes jadis par M. de Chaudordy au château de Cauzac, et qu'un choix absolument exquis de soixante dix pièces de Sèvres, révélant les techniques les plus perfectionnées et les décors les plus modernes, sont venues compléter la collection des porcelaines anciennes, une des plus riches et des plus variées qui existent dans les Musées français.

Si l'on se rapporte aux débuts du Musée, tels qu'ils ont été esquissés plus haut, on se rendra compte de son accroissement inespéré, en constatant que trois pièces suffisaient alors pour renfermer ses richesses douteuses, et que, à l'heure actuelle, douze salles, dont trois immenses, sont à ce point comblées que bien des objets restent forcément en magasin en attendant l'achèvement de deux salles nouvelles. Que serait-ce si l'on pouvait comparer la valeur artistique des collections anciennes et des collections présentes !

Dans ces collections, M. Gonse a choisi les objets hors de pair, la Vénus du Mas d'Agenais, le bas-relief du château de Bazens, la *Madeleine repentante* de Clodion, se bornant à désigner d'un éloge concis les autres trésors du Musée d'Agen qui ne rentraient pas assez

directement dans le cadre de ses recherches strictement limitées à la sculpture et aux objets d'art.

Ce nous est un plaisir particulièrement précieux de reproduire ici la charmante page qu'il a consacrée au marbre si radieux quoique si mutilé du Brégnet, dont une excellente reproduction hors texte se trouve en regard :

Ceci dit, allons droit au chef-d'œuvre du Musée, à cette merveilleuse Vénus aux chairs ambrées, à la « Vénus du Mas-d'Agenais ». Elle se dresse au milieu de la grande salle, sous les ondes caressantes d'une lumière perpendiculaire, qui fait valoir les plus fines intentions du modelé. Nous sommes en présence d'un des parfaits chefs-d'œuvre de l'art antique, d'un des joyaux de la statuaire gréco romaine, au moment le plus proche de son origine hellénique. On vante sa sœur, la Vénus de Médicis : celle d'Agen la vaut bien. La séduction de ce corps si ferme, si fin et si élégamment infléchi est irrésistible.

Aucun marbre aussi délicat n'a été, je crois, exhumé du sol antique de notre pays ; les chefs-d'œuvre du Musée d'Arles sont d'un ordre différent et d'une essence à la fois plus monumentale et plus décorative. La Vénus du Mas est, avant tout, une œuvre de charme et d'intimité, telle qu'on la pouvait souhaiter dans la demeure d'un riche particulier ; c'est ce que nous pourrions appeler un *biblot* précieux ; on les aimait ainsi à la Renaissance et au xviii^e siècle. Par l'exquise morbidesse de son exécution, cette figure de Vénus, d'une taille qui ne dépasse guère les deux tiers nature, a l'attrait d'un bijou de prix. En tant que sculpture de l'époque romaine, je ne lui connais pas de rivale en France. Quel dommage que la tête ait disparu ! Intacte, cette statue serait unique. Il est d'ailleurs facile de juger, d'après notre héliogravure, de la maîtrise du ciseau qui a modelé ces cuisses, ce torse, cette gorge et cette souple draperie qui tombe de la taille et s'affaisse sous son propre poids. Tout révèle un sens profond de la vie, une prestigieuse entente de l'harmonie des lignes. Je ne crois pas à une œuvre grecque proprement dite, malgré une très proche parenté de style avec les Vénus praxitéléennes ; mais j'incline à penser que nous sommes en présence d'une création exceptionnelle d'un des maîtres grecs appelés en Provence par les Romains. On peut discuter sur la nature du marbre. Les uns lui reconnaissent une origine pyrénéenne, les autres une origine étrangère ; il n'est probablement pas italien, et sa couleur dorée est caractéristique. Sur la beauté intrinsèque de l'œuvre, sur la perfection plastique, tout le monde sera facilement d'accord. Jules Quicherat, au moment de la découverte, lui avait consacré deux articles enthousiastes, l'un dans la *Revue des Sociétés Savantes*, l'autre dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*. La trouvaille faite au hameau du Brégnet, près du Mas-d'Agenais, en 1877, avait été retentissante et l'acquisition, au prix de

4.000 francs, par le Conseil général du Lot-et-Garonne, un vrai coup de fortune. M. Collignon estima que cette statue représentait une *Vénus au Miroir*, dans une pose analogue à celle du Musée de Naples ; son opinion a prévalu.

Nous avons trop longuement parlé ailleurs de la Vénus Agenaise et des problèmes archéologiques qu'elle pose, sphinx charmant, aux historiens de l'art antique, pour ajouter la moindre considération à l'excellent morceau de critique qu'on vient de lire ; nous bornant à transcrire les phrases exquises de M. Anatole France sur cette petite Vénus « si gracile et si fine » qui tant de fois a rappelé son souvenir « dans le tiède et doux Agenais », « dans cette aimable ville d'Agen... couchée au pied de sa colline, sans magnificence, mais non sans grâce, avec sa tour romane, ses rues à arcades, son fleuve aux grandes eaux argentées et ses filles du peuple, qui, coiffées d'un bandeau clair, portent tranquillement leur beauté comme un héritage antique... »

M. Gonse n'est pas un archéologue : cela se voit bien à l'excellence de ses jugements artistiques et à la sûreté de son goût, aussi passe-t-il très vite sur quelques-uns des trésors du Musée, le casque gaulois de l'Ermitage « d'un type remarquable et d'une superbe conservation, le bracelet d'or de Damasan », etc. ; c'était son droit, mais n'a-t-il pas eu tort de ne prêter qu'un regard distrait à la Vénus de Tayrac, ce bijoux princier en onyx verdâtre, dont le Louvre lui-même ne possède pas l'équivalent, et à ce merveilleux cheval en bronze greco-romain d'Aubiach, considéré depuis longtemps comme un des exemples classiques des survivances de l'école de Phidias dans l'art efféminé de l'école hellénistique... Mais M. Gonse visitait le Musée d'Agen alors qu'il était en complet état de bouleversement, et on ne saurait lui en vouloir de n'avoir pas assez remarqué des pièces aussi rares qu'exquises et qui l'eussent vivement frappé en toute autre occasion.

J. MOMMÉJA.

(A suivre.)

NOTES DIVERSES

Tapisseries du château de Montaigu en 1720

Montaigu, englobé aujourd'hui dans le département de Tarn-et-Garonne, faisait partie de l'Agenais. Cette localité possédait un château-fort dont Arnaud de Fumel était seigneur en 1720. A cette date, les tapisseries de son château ayant besoin de réparations, de Fumel, dans deux lettres successives, donna des ordres à son lieutenant de juge, Marie, d'abord pour montrer les tapisseries au sieur Brisse et faire marché avec lui ; ensuite pour surveiller cet ouvrier au cours de son travail (1).

Lieutenant, tu donneras vingt sous à Mercière et le renverras. Je t'envoie le sieur Brisse, le plus imbécille de tous les hommes, mais il raccomode bien les tapisseries ; tu les y feras voir toutes, afin de faire un marché avec lui. Il faudra pour cela qu'il revienne. S'il passe des saumons, je te prie de m'en envoyer un, la seconde semaine de carême. Je suis tout à toi.

FUMEL-MONTAIGU.

Je salue mademoiselle de Marie et ta famille. Tu feras chasser Isac, pendant le carême, pour tuer des grives de cocheu, des aloètes et des perdrix grises, et point de rouges.

* * *

Lieutenant, je te renvoie le sieur Brisse, à qui je donne une pistole par mois et lui fournis les lènes. [Tu] auras besoin de le nourrir à [son] ordinaire [et] tu iras de temps en temps voir s'il travaille. Je serai bien obligé à Mademoiselle de Marie, que je salue, si elle veut se donner le même soin. Je suis tout à toi.

FUMEL-MONTAIGU.

J. DUBOIS.

(1) Ces deux lettres se trouvent en original dans l'étude de M^r Tournayre, notaire à Montaigu.



CHÂTEAU DE SAUVIGNAC

1881

debris remon-

... par M. Tholin (*Revue de l'Age-*
l'histoire des communes du Lot-et-Garonne
... M. Tholin, pp. ix et 67.



LE CHATEAU DE SAVIGNAC

(Commune du Castella. Canton de Laroque-Timbaut)



Les ruines de Savignac se dressent, pittoresques et imposantes, dans la commune du Castella, sur un promontoire dont les pentes rapides vont se baigner dans les eaux du Bourbon. Ce ruisseau, qui doit son origine à la belle fontaine du même nom, au-dessous du Castella, coule au fond d'une vallée qui va en s'élargissant peu à peu, jusqu'au moment où elle débouche dans la grande et fertile plaine de la Garonne, à quelque distance du château de Madaillan.

Le nom de Savignac est gallo-romain. Tout le monde sait qu'à cette époque les domaines prenaient souvent le nom du propriétaire, suivi du suffixe *iacum*, qui signifie propriété de... C'est ainsi que nous avons Aubiac d'Albiacum, Thézac de Titiacum, Loupinat de Lupiniacum, etc.

« Sans doute, nous dit M. Tholin, un de ces innombrables Sabinus, qui pullulaient en Gaule, avait là sa propriété, assez importante pour avoir transmis son nom à une église et à une forêt, dont quelques portions subsistent encore... Il est vraisemblable, que de la grande villa gallo-romaine, peuplée comme un hameau, soient fréquemment issus la paroisse ou le fief (1). »

Nous ne connaissons malheureusement aucun débris remontant à cette date, dans les environs.

(1) *Causeries sur les origines de l'Agenais*, par M. Tholin (*Recue de l'Agenais*, t. XXII, 1895). — *Abrégé de l'histoire des communes du Lot-et-Garonne (arrondissement d'Agen)*, par M. Tholin, pp. ix et 67.

Quoiqu'il en soit, il est bien sûr qu'au moyen-âge, dès le XIII^e siècle, Savignac fut le centre d'une seigneurie importante et que son château fut un des plus grands de l'Agenais.

Aujourd'hui cette splendeur a bien disparu. Privé de ses tours, de ses courtines, Savignac n'est plus qu'une ruine envahie par la verdure et condamnée à disparaître bientôt.

I

En 1259, Aymeric et Raymond de Savignac rendent hommage, au comte de Toulouse, pour leur château « *Castrum et honorem de Savinhaco* (1). »

Ce château, qui existait en 1253, nous le verrons plus loin, avait attiré l'attention de M. Tholin. Plusieurs fois, il eut l'occasion d'en parler. Dès 1886, dans son remarquable travail sur les limites de la Juridiction d'Agen, il le décrivait en ces termes,

« Savignac (12 kil. au nord d'Agen, commune du Castella). Il subsiste de belles ruines de ce château, moitié moins considérable que le précédent (Bajamont). Son assiette sur un haut plateau n'est pas des plus fortes. Son plan est quadrangulaire. Une seule tour carrée fait saillie sur la ligne des courtines, non sur un des côtés les plus accessibles mais au-dessus des pentes les plus raides, au sud-est ; c'est comme un donjon. Les archères de forme longue, n'ont subi aucun remaniement. Ce fort, qui a tous les caractères des constructions du XIII^e siècle, paraît avoir été démantelé à une époque fort ancienne ; aujourd'hui de vieux chênes végètent dans sa cour intérieure. » (2)

Dans la *Revue de l'Agenais*, en différentes années, 1895 et 1897, il revient sur ces ruines.

(1) *Recueil de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*, 2^e série, t. XIII, pp. 48 et 49.

(2) *Ville libre et Barons. Essai sur les limites de la juridiction d'Agen*, par G. Tholin. Paris, Picard. — Agen, Michel et Médan, 1886, p. 162.

« J'ai eu souvent, dit-il en 1897, à citer ce château qui était un des plus beaux que l'on eût construit en Agenais durant la première moitié du ^{xiii}^e siècle. Sa grosse tour carrée est presque intacte ; le plan de son enceinte peut être relevé. Cet édifice mériterait une description spéciale et les honneurs d'une planche dans la *Revue* (1). »

La présente notice est pour répondre à ce désir. Il est bien regrettable que cette description n'ait pas été faite par M. Tholin, nous y eussions gagné une étude traitée avec cette science et cette précision que nous admirons dans tous ses travaux.

Plusieurs auteurs, entre autres M. Brutails et M. Giry, font remarquer que le mot *castrum* signifie village fortifié. M. Enlart, d'autre part, nous dit qu'au Moyen-âge on appelait « château ou forteresse toute localité possédant une enceinte fortifiée, qu'elle fut une ville, un village, ou une simple maison forte, comme on appelait ville toute localité non fortifiée. » (2)

C'était le cas de Savignac. Il se composait d'un mur d'enceinte, protégeant un certain nombre d'habitations, groupées autour d'une église ; le tout défendu par un château.

Un document de 1531 nous donne de précieux renseignements tant sur l'ordonnance ancienne de Savignac que sur les remaniements qu'il eut à subir à la fin du ^{xv}^e siècle. C'est une déposition faite lors d'un procès entre Alain de Montpezat et Alain de Foix.

« Dict le lieu de Savignac comme estant de la Juridiction, lequel appartient par moitié au seigneur demandeur et au seigneur de Lamorelle, lequel de Lamorelle de son cousté a fait ung beau chasteau joignant le lieu et place, ou le demandeur (Alain de Montpezat) et ses prédécesseurs souloient avoir le leur, qui est tout en ruyne et ny a aparence de chasteau, excepté quelques murailles basses et une semblance de tour sur un chemyn tyrant à la ruyne. Dict entre les ditz deux chasteaux a une place, laquelle a esté partie entre les ditz

(1) *Revue de l'Agenais*, t. xxiv, 1897, p. 149.

(2) Enlart : *Manuel d'Archéologie française*, t. II, p. 491.

seigneurs. Et ledit seigneur de Lamaurelle a basti, en sa moitié, son dict chasteau et bien réparé le lieu, et le lieu dudict seigneur de Thouars est demeuré en ruyne, et au-dedans sa moitié na que quelques murailles et petitz ayriaulx ou na maison, jardin, ni labourage et ne ce pourrait labourer, car cestoit pierres de rocher ou peult avoir environ de troys carthonatz de terre comprenant le chasteau, et le tout estant dans les forteresses dudict chasteau, anciennement fermé de murailles, comme peult apparoir a veue dœulh, excepté au-devant le chasteau dudict Lamaurelle ou nappert point qu'il y ayt eu murailles, ains seulement aux deux costés. Mais ne set pourquoy, ni pour combien feu Guy de Montpezat a baillhé les dictes choses au dit Alain de Montpezat. »

Un autre nous apprend « que la place qui est à lentour et près du chasteau du demandeur à Savignac, est dans la forteresse dudict chasteau, et, il qui dépose, la veu autrefois, en son jeune aage, tout fermé de murailles, et, encores en y a partie de fermée, et auroict dans ledict lieu led. chasteau, une chappelle, quelques maisons de pages, (1) mais tout est tombé en ruyne et les tenanciers sen sont allés bastir aux champs et ont délaissés lesdictz lieux comme vaquant. » (2)

Il est donc bien établi, que vers le milieu du xv^e siècle, — les déposants avaient plus de 60 ans — Savignac était un véritable village fortifié, groupé autour d'une église et défendu par une enceinte et un château.

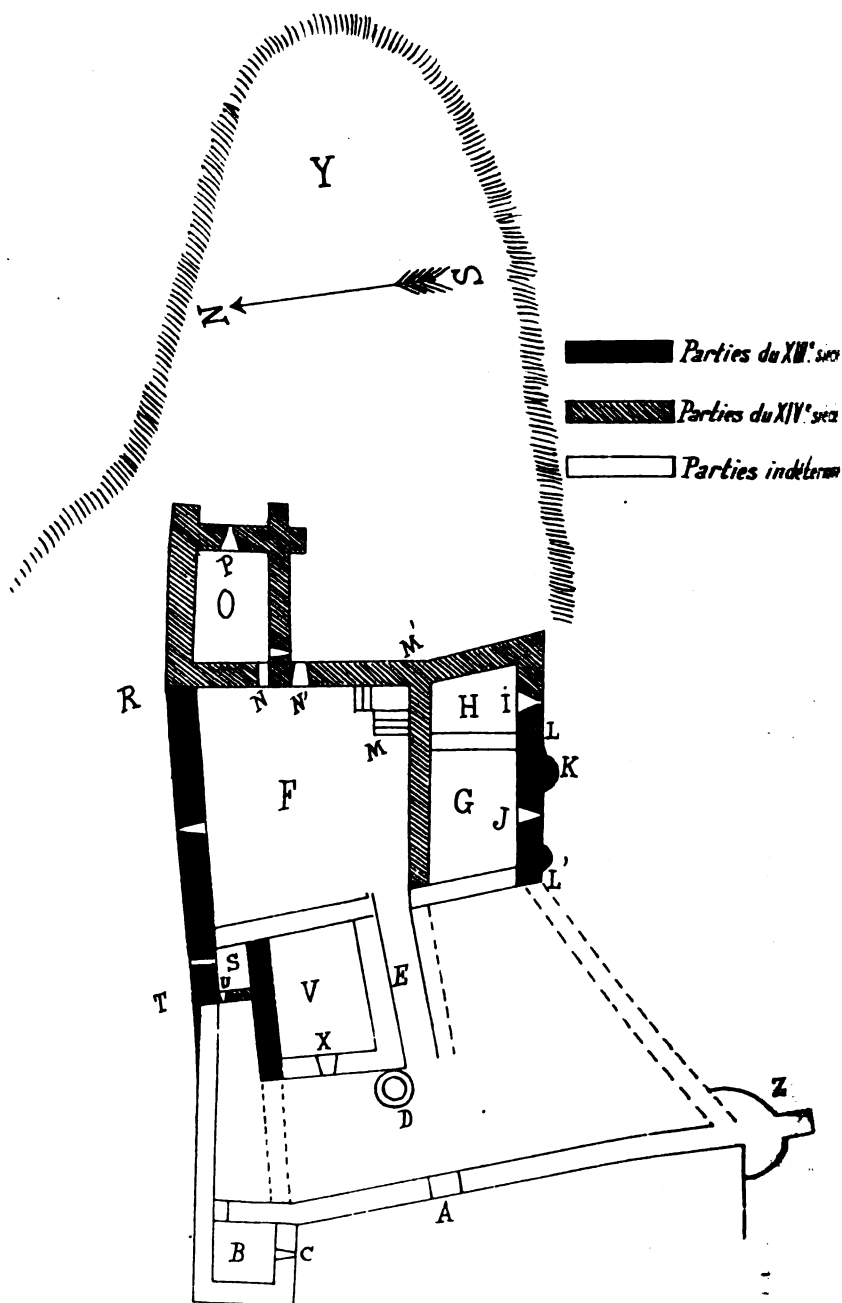
A la fin du xv^e siècle, à la suite des guerres anglaises, une partie de Savignac tombe en ruine. Son enceinte est largement ouverte, un de ses châteaux ne garde que quelques murs et une apparence de tour ; l'autre est grandement endommagé et son propriétaire doit y faire de sérieuses réparations. (3)

(1) Paysans de Pagi.

(2) Arch. du château de Xaintrailles, gros reg. in-fol. sur parchemin. — Je dois communication de ces documents à M. l'abbé Dubois, dont l'obligeance est inépuisable et qui a bien voulu m'aider à déchiffrer les passages difficiles. Qu'il me permette de lui exprimer ici toute ma reconnaissance.

(3) Il est probable que, primitivement, il ne devait y avoir qu'un château. Plus tard, peut-être lorsque les coseigneurs furent de deux familles différentes, on dut bâtir le second.





0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 15 20

Plan du Château de Savignac

Son église est délaissée, et les habitants de ce village fuient ces lieux désolés et ravagés, pour aller s'établir dans les champs.

Quoiqu'il soit impossible de reconstituer en détail la physionomie de ce vieux castrum, on peut se faire une idée générale de son enceinte. Elle affectait la forme d'un triangle isocèle, la pointe dominant les rampes escarpées au-dessus du Bourbon. Les côtés épousaient la forme du promontoire, et la base largement soudée au plateau était défendue par un fossé, dont on voit encore les traces.

Il est très probable, que les murs encore existant, sont les restes du château du seigneur de Lamaurelle, puisqu'à cette époque celui de Montpezat n'était déjà plus qu'une ruine et qu'il ne fut pas relevé, comme nous le prouve une vente de 1568. Quel qu'il soit, il est placé vers le sommet du triangle, du côté de la vallée, sans cependant en occuper l'extrême pointe. Dans l'ensemble, il affecte une forme quadrangulaire, mais bien irrégulière. Le côté sud, suit les sinuosités du plateau. (1)

L'entrée principale devait être en A, c'est du moins ce que nous indique une rainure, ménagée dans l'épaisseur du mur, pour faire glisser la poutre destinée à consolider la porte intérieurement. Cette entrée s'ouvrait à l'ouest, et probablement, sur la place séparant les deux châteaux. Elle était défendue par une petite tour carrée B, faisant saillie à l'angle nord-ouest munie d'une meurtrière C, actuellement dégradée.

A quelques pas après l'entrée, du côté gauche, s'ouvrait un puits D, que l'on vient de retrouver, il y a quelques jours. La question de l'eau était capitale pour la défense.

Des fouilles récentes, viennent de mettre à jour deux portions de murs parallèles, qui semblent avoir formé un couloir E, large de 2 m. 35, dans le prolongement de la porte. Il amenait dans une cour intérieure F, autour de laquelle se rangeaient les appartements. On a retrouvé les canivaux qui

(1) Je tiens à faire remarquer, que le plan donné ici, est plutôt un croquis qu'un relevé d'une rigoureuse exactitude.

ramassaient les eaux de cette cour et les rejetaient au dehors, par les points M' L'.

Sur la droite, se trouvaient les appartements les plus agréables, s'ouvrant à l'extérieur au midi. Le rez-de-chaussée était divisé en deux salles G et H, éclairée chacune par une petite fenêtre. Celle de la salle H est de dimensions restreintes, de forme carrée, très ébrasée à l'intérieur aux angles extérieurs taillés en biseau. La fenêtre J, dégradée, s'ouvrait entre deux contreforts cylindriques. Celui de gauche K, très bien conservé jusqu'à une hauteur de huit mètres, soutenait une tourelle, peut-être, une cage d'escalier. On voit, en effet, la première assise de l'encorbellement qui la supportait.

Les contreforts ronds sont rares à toutes les époques. Nous pouvons en citer un exemple en Agenais, au château de Péchagut, qui paraît dater du XIII^e siècle.

L'étage supérieur de la salle G était soutenu par des corbeaux. Celui de la salle H au contraire portait directement sur le mur qui, à ce moment, devenait moins large. Au point L, à l'extérieur, on peut remarquer, facilement, une soudure indiquant que ces deux appartements sont de deux époques différentes. Cette salle H, au premier étage, était éclairée par une fenêtre à meneau horizontal.

De là, on jouissait d'une vue superbe sur la vallée. A ses pieds, près du Bourbon, au milieu des prés, on aperçoit les restes de la vieille église de Lasbals, avec son chœur de la dernière époque gothique. Au-dessus, et sur le bord du plateau, se dresse le clocher de Boussorp, et barrant la vallée, comme un sombre écran, une vaste garenne couvre les pentes dominées par les tourelles du château d'Arasse.

Dans l'angle nord-est, faisant saillie sur la ligne des courtines, se trouve une tour carrée de grandes dimensions. On y entre de la cour par la porte N. Un examen attentif fait vite découvrir les remaniements importants qu'elle a subis. Aussi, malgré ce qu'on a avancé, je ne crois pas qu'elle ait appartenu au château primitif.

Dans l'état actuel, elle possède trois étages. Primitivement ils n'en faisaient que deux, Dans le bas, il existait une belle

salle carrée, à laquelle on accédait par une porte à cintre brisé, maintenant obstruée par des démolitions, et paraissant venir des sous-sols. Deux petites fenêtres carrées, à hauteur d'imposte, semblables à la fenêtre I, éclairaient cette salle. La voûte en berceau plein cintre est superbement appareillée. A sa naissance règne une corniche très saillante, composée d'un bandeau et d'un quart de rond, réunis par un biseau.

A une époque postérieure, peut être au moment des réparations effectuées au ^{xv}^e siècle, cette salle fut coupée en deux par une voûte en anse de panier. Les anciennes fenêtres, barrées par cette voûte, furent fermées grossièrement. La fenêtre P fut ouverte en brèche dans le mur Est. Le mur de l'ouest, dans lequel s'ouvre la porte N, fut probablement élevé à cette époque, il n'est pas lié, en effet, avec la voûte primitive.

Pour accéder au troisième étage, il fallait revenir dans la cour, et prendre l'escalier dont on voit les traces au point M. On arrivait à une galerie dont les trous de boulins existent jusqu'à la porte de cet étage.

Ici les murs sont plus étroits que dans le bas, une cheminée fort large occupe presque tout le côté sud. En face s'ouvrait une fenêtre très étroite, et à côté une curieuse meurtrière. Elle se compose d'une archère cruciforme, à laquelle on a ajouté un trou rond pour les armes à feu. Le haut de l'archère date de la construction de la tour. Au ^{xv}^e siècle, pour suivre le progrès et adapter la défense aux nouvelles armes, on démolit le bas de cette meurtrière, et on y enchassa une large pierre dans laquelle furent creusés la moitié de l'archère et le trou rond. C'est une adaptation curieuse et maladroitement exécutée. On connaît d'autres exemples de meurtrières à double emploi, notamment dans la tour carrée et la partie la plus récente du donjon de Bonaguil.

Trois gros contreforts carrés, contrebutaient cette tour aux angles.

Le côté nord de la cour est cloturé par un mur qui me paraît avoir fait partie du château primitif. A l'intérieur, à la hauteur du premier étage, se voient des trous de boulins d'une ancienne galerie. Elle réunissait, sans doute, pour la facilité de la défense

les deux parties du château. Elle ne paraît pas avoir été reliée avec celle venant de l'escalier M.

Dans l'angle nord-ouest de la cour, de plain pied avec elle, se trouve un petit réduit voûté en berceau plein cintre. Elle ne recevait le jour que par la porte. C'était, probablement, un magasin à provisions.

Au-dessus, une petite salle de mêmes dimensions possédait une fenêtre et une meurtrière exclusivement destinée aux armes à feu. Le mur, dans lequel elle est percée, est d'ailleurs assez récent. Il est simplement appliqué contre le mur de la salle V.

Les murs de cette salle disparaissent sous les décombres. Seul, celui du nord, se dresse à une hauteur plus élevée que tout le reste du château. On accédait au rez-de-chaussée par la porte X, dont on ne voit plus que le haut. L'étage supérieur possédait une belle cheminée décorée de très jolies moulures.

La petite porte ou poterne N faisait communiquer la cour avec l'éperon Y. Ce promontoire, dont les pentes rapides dominent le vallon, a cinquante mètres environ, d'avancement depuis cette porte. Il est trop important pour qu'on n'ait pas songé à l'utiliser pour la défense. Aussi, sommes-nous persuadé qu'un mur d'enceinte, dont on voit d'ailleurs quelques restes au-dessous de la tour O, en faisait un ouvrage avancé, sorte de barbacane renforçant tout ce côté.

Le reste du château nous échappe, il faut cependant remarquer la base d'une tour ronde Z, soutenue par un contrefort carré très saillant.

En résumé, ce qui reste de Savignac, appartient à mon avis à trois époques. La courtine nord du point S au point R est bâtie en cubes uniformes, reliés par un mortier très dur, aux joints très nets. Et cela jusqu'à une hauteur de cinq mètres; au-dessus, l'appareil change.

Le mur sud, du point L au point L', me paraît être de la même époque. Les contreforts ronds semblent nous en donner une seconde preuve. Je crois que nous sommes là en présence de restes du ^{xiii}e siècle.

Un décrochement d'appareil est très visible au point R. De

là jusqu'à L, l'appareil se compose de cubes plus grands et inégaux en longueur et en hauteur. Les remplissages faits de petites pierres et de briques sont nombreux, ce qui n'existe pas dans les anciens murs. Au point L on voit l'arête du mur primitif, contre laquelle est venu s'appliquer le nouveau. Je crois que cette adjonction fut faite au xiv^e siècle.

La voûte en berceau n'est pas une preuve du contraire. M. Enlart nous apprend, que dans l'architecture militaire on a fait de ces voûtes jusqu'au xvi^e siècle. L'archère cruciforme, quel'on rencontre déjà au xiii^e siècle dans nos pays (1), eut son complet épanouissement au xiv^e siècle. Les contreforts énormes, qui soutiennent la tour O, semblent trop saillants pour être d'une époque plus reculée.

Au xv^e siècle, nous devons attribuer la voûte en anse de panier et les autres remaniements de la grosse tour carrée.

Telles sont les ruines de Savignac. Malgré leur délabrement, et leur envahissement progressif par la verdure, elles ont encore de l'intérêt pour l'archéologue, qui déplore de les voir disparaître peu à peu sous la pioche démolisseuse.

II

LES SAVIGNAC. — Les Savignac sont les premiers Seigneurs connus du château.

Le 10 décembre 1253, nous voyons Assaldus de Savignac renoncer, en faveur de l'évêque d'Agen Guillaume, patriarche de Jérusalem, aux dîmes des paroisses de Saint-Pierre-de-Crunhac (sic) (probablement Laugnac) de Saint-Martin-de-Noailliac et de Sembas (*Sancti Barsii*) et à toutes les autres dîmes qu'il pouvait avoir dans le diocèse.

Notum sit, quod Assaldus de Savinhac miles, de sua plena et libera voluntate, cessit et resignavit, pro se et heredibus suis, R. P. D. Guilhelmo, épiscopo agennensi, et successoribus suis, decimam paro-

(1) V. *Châteaux Gascons*, par M. Ph. Lauzun.

chiæ Sancti Petri de Crunhac(*sic*) et decimam parochiæ Sancti Martini de Noailhac et decimam parochiæ Sancti Barsii, et omnes alias decimas, quas, habebat vel tenebat, in diocesi aginnensi, et etiam eas, tactis sacro sanctis evangeliis corporaliter, abjuravit, promittens pro se et heredibus suis, per stipulationem firmam, eidem episcopo recipienti, pro se et successoribus suis, nomine ecclesiæ aginnensis, resignationem, cessionem, quod contra prædictam abjurationem non veniet ullomodo, nec impediet, vel faciet per se, vel per alium quominus dictus episcopus et successores sui, percipiant dictas decimas plene, libere et quiete. Actum fuit hoc 10^a die ab introitu mensis Decembris. Testes sunt Raymundus Daunac, B. de Solin, P. de Solin filius ejus, B. de Fumello, F. de Savinhac, clericus, frater Sentullus monachus Parrinhiaci, ordinis cisterciensis et Aymericus de Cazalibus communis notarius agennensis qui, hanc cartam scripsit, utriusque consensu anno Domini 1253^o regnante Domino Alphonso Tolosano comite et prædicto Domino Guilhelmo episcopo. (1).

Cet acte fut approuvé et confirmé par une bulle de Clément V, datée du 2 juin 1309.

Assaldus dut mourir peu après. Il ne figure pas, en effet, parmi les seigneurs agenais qui rendirent hommage au Comte de Toulouse en 1259.

Seuls, Aymeric et Raymond de Savignac, font hommage pour le château de Savignac et tout son territoire, sauf les fiefs « *del Cordel, del Colomber, del Arnaudo et de Borbol* » Ils doivent pour cela, eux et les autres coseigneurs, fournir un chevalier d'ost (2).

Déjà, à cette époque, la famille de Savignac avait une belle situation en Agenais. Ses domaines étaient dispersés à Casse-neuil, Aiguillon, Penne, Cancon, Buzet, Castelculier. Son château de Savignac, qui paraît avoir été très important, les belles alliances qu'elle contracta avec les Durfort, les Ferréol, les de Goth, etc., en firent une des plus belles races féodales de l'Agenais.

(1) Arch. de l'Evêché, E. 3.

(2) *Recueil de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*, 2^e série, t. XIII, pp. 48 et 49. — M. Tholin, dans ses *Notes sur la féodalité en Agenais au milieu du XIII^e siècle*, nous dit en quoi consistait cette redevance (v. *Recue de l'Agenais*, 1896, t. XXIII, p. 539).

En 1260, les chevaliers Bertrand et Falquet de Savignac donnent au commandeur de Puyfortaiguille tout ce qu'ils possèdent dans ce lieu (1).

Un Bernard de Savignac fut commandeur de la maison de Caignac de 1280 à 1281 (2).

Vital et Arnaud de Savignac, deux frères, sont témoins en 1287, de la charte des coutumes donnée par Gaston de Béarn à l'hôpital de Nomdieu (3).

Ces divers seigneurs se rattachent-ils à la famille qui nous occupe ? Nous ne saurions l'affirmer. A la même époque, en effet, d'autres Savignac, rameau détaché de la grande famille de ce nom, avaient des « droits seigneuriaux à Lacour, ainsi que cela résulte d'un bail à fief consenti par Imbert de Savignac à P. de Béarn, d'une vigne située dans la paroisse dudit lieu ; d'un autre bail à fief fait en 1303 pour Raymond de Savignac, chanoine du Chapitre Saint-Etienne d'Agen, comme tuteur de Guillaume de Savignac son neveu, fils de Gausbert, chevalier, d'un domaine situé dans la même paroisse et d'un acte déguerpissement consenti en 1306 par Raymonde de Soupeyra, femme de Guillaume de S., en faveur d'Humbert de Savignac, fils de Pierre donzel de Lacour (4). »

Les Savignac, profitant des troubles et abusant aussi de leur puissance toujours en progrès, s'étaient emparés des dîmes de plusieurs paroisses. A la fin du XIII^e siècle à l'exemple de nombreux barons agénais, il les remirent à l'évêque. Un mémoire du XVIII^e siècle, écrit à propos d'un procès entre Clémence de Villemon et l'évêque, nous dit que les seigneurs « à l'occasion du mal des Ardents, pressés par remords de leur conscience » avaient restitué les dîmes usurpées. Le texte de ces restitutions nous fournit quelques renseignements sur cette famille.

(1) *Histoire du grand prieuré de Toulouse*, par Du Bourg. Toulouse, Sistac, 1883, p. 390

(2) *Id.*, p. 144.

(3) *Id.*, p. XLIII.

(4) *Documents historiques sur le Tarn-et-Garonne*, par F. Moulenq. Montauban, t. III, p. 301.

Aymeric de Savignac, dont nous avons vu l'hommage en 1259, paraît avoir eu trois fils, Pierre, Aymeric et Bertrand.

En décembre 1292, Bertrand et Pierre donnent à l'évêque d'Agen, Bertrand II de Goth, la quatrième partie des dimes inféodées de Saint-Eparche *prope Castrum de Savinhaco* (Sembas) et la partie de celles qu'ils percevaient dans la paroisse de Casseneuil.

« Nos Bertrandus, Dei gracia episcopus agennensis, notum facimus universis, quod, cum Bertrandus et Petrus de Savinhaco, fratres, domicelli, pro se et heredibus suis, nobis et successoribus nostris, cessaverint, quittaverint absolutissime resignaverint et adjuraverint, quartam partem decimæ parochiæ Sancti Eparchii, prope Castrum de Savinhaco, et illam partem decimæ quam percipiebant in parrochia de Cassanolio, et omnes alias diœcesis agennensis, nos volentes eidem Bertrando facere gratiam specialem, dictam quartam partem decimæ parochiæ Sancti Eparchii, et omnes alias decimas diœcesis agennensis, quas tempore abjuratiōis hujusmodi, tam ipse quam dictus Petrus frater ejus, tenebant et percipiebant in diœcesi agennensi, retenta nobis et successoribus nostris, illa parte decimæ quam percipiebant in parrochia ecclesiæ de Cassanolio, eidem Bertrando et ejus heredi legitimo et heredi ipsius heredis legitimo et heredi tertii heredis legitimo, ita quod, gratia hujusmodi quartam generationem non excedat ad vitam eorum tantum dimittimus, concedimus et donamus, ita tamen quod per eorum cessionem vel decessum dictæ decimæ ad nos et successores nostros libere revertantur, in cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus ducimus apponendum. Datum aginni, die sabbati post festum natalem Domini, anno ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo secundo (1) ».

Cette renonciation, approuvée et confirmée par une bulle de Clément V, du 13 juin 1309, ne resta pas, on vient de le voir, sans récompense. L'Evêque d'Agen, en effet, concède par grâce spéciale à Bertrand de Savignac et à ses héritiers jusqu'à la quatrième génération, la quatrième partie des dimes susdites, sauf celles de Casseneuil.

Une faveur semblable fut accordée, deux ans plus tard, à

(1) Arch. de l'Evêché, E. 3.

Pierre de Savignac. Comme tuteur de Aymeric son pupile, fils d'autre Aymeric, il avait renoncé aux dimes de Noailhac et de Saint-Eparche de Savignac.

« Bertrandus, Dei gratia Episcopus agennensis, notum facimus universis quod, cum Petrus de Savinhaco, Domicellus, filius quondam Domini Aymerici de Savinhaco militis defuncti, pro se et heredibus ac successoribus suis et nomine tutoris Aimerici et Bertrandi de Savinhaco, fratrum et heredum Aymerici de Savinhaco domicelli defuncti et idem Aymericus prædictus cum autoritate et assensu prædicti Petri tutoris sui, pro se et heredibus et successoribus suis, cessaverint, quittaverint, abjuraverint et renunciaverint nobis et successoribus nostris, totam illam deciman bladi et vini quam percipiunt seu percipi faciunt de terris et vineis suis, ubicumque consistent in diœcesi aginnensis necnon et omnes illas partes decimam bladi et vini quas dicti fratres et heredes Aymerici defuncti, percipiunt et percipi faciunt in parochiis ecclesiarum de Noalhaco et Sancti Eparchii de Savinhaco et omnes alias decimas diœcesis aginnensis. Nos volentes eis facere gratiam specialem, duas partes dictarum decimarum, tertia nobis et nostris successoribus retenta et etiam reservata, eisdem Petro et Aymerico et heredibus eorum legitimis et heredibus dictorum heredum, ita quod hujusmodi gratia tertiam generationem aliquatenus non excedat ad vitam eorum tantum, concedimus et donamus; ita tamen quod, dicto Petro et Aymerico et hæredibus eorum prædictis cedentibus vel decedentibus dictæ partes decimarum ad nos et successores nostros libere revertantur, sine diminutione quacumque si vero alia abjuratio de dictis partibus decimarum inveniatur quæ istam præcesserit per ipsos vel parentes eorum nostris prædecessoribus facta volumus quod gratia hujusmodi nullius momenti existat et pro nulla penitus habeatur. In cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum, datum apud Sanctum Justum, die veneris post octavum Epiphaniæ Domini anno ejusdem 1294 (1). »

Cet acte fut confirmé par une bulle du 2 juin 1309,

En 1296, c'est au tour d'Assaldus de recevoir une pareille récompense pour la rénonciation des dimes de Noailhac et de Saint-Eparque de Savignac. Assaldus était fils de Bertrand et de Marchèse de Casalibus. Il avait deux frères Bertrand et Pierre.

(1) Archives de l'Evêché, E. 3.

« Nos Bertrandus, Dei gratia episcopus Aginnensis, notum facimus universis quod cum Marchesia de Casalibus uxor quondam Domini Bertrandi de Savinhaco, militis defuncti, tutrixque legitima Assaldi filii et heredis dicti militis defuncti ac administratrix legitima Bertrandi et Petri de Savinhaco filiorum ejusdem dicti militis et fratrum præfati heredis, nomine tutorio et administratorio et fratrum suorum prædictorum et Guillelmus Bertrandus de Falgaroliis domicellus executor testamenti dicti militis defuncti ac administrator etiam legitimus bonorum Bertrandi et Petri de Savinhaco prædictorum nomine ac vice eorundem cessaverint, quittaverint, renuntiaverint et abjuraverint nobis et successoribus nostris, totam illam decimam bladi et vini quam percipere debent percipiunt vel percipi faciunt heres et fratres sui prædicti de terris et vineis suis ubicumque consistunt in diocesi Agennensi necnon et omnes illas partes decimarum quas idem heres aut fratres prædicti percipiunt et percipi faciunt aut percipere debent in parrochiis ecclesiarum de Noalhaco et Sancti Eparchii de Savinhaco et omnes alias decimas diocesis Aginnensis, nos volentes dicto Assaldo facere gratiam specialem, duas partes dictarum decimarum, tertia nobis et nostris successoribus retenta, et etiam reservata, prædicto Assaldo et ejus heredi legitimo et heredi ipsius heredis ita quod gratia hujusmodi tertiam generationem aliquatenus non excedat ad vitam eorum tantum, concedimus et donamus ita tamen quod ipsis cedentibus vel decedentibus dictæ partes decimarum ad nos et successores nostros libere revertantur. Si vero alia abjuratio de dictis partibus decimarum inveniretur quæ istam præcesserit per parentes vel prædecessores eorum nostris prædecessoribus facta volumus quod gratia hujusmodi nullius momenti existat et pro nulla penitus habeatur. In cujus rei testimonium sigillum nostrum præsentibus duximus apponendum. Datum apud Sanctum Justum die veneris post festum Sancti Marchi evangelistæ anno Domini 1296 (1). »

A ce moment, la famille de Savignac atteint l'apogée de sa puissance. Par les alliances, elle s'est élevée au rang de la grande noblesse du pays. Le mariage de Bertrand, fils d'autre Bertrand et de Marchèse de Casalibus, avec Congie de Goth sœur

(1) Archives de l'Evêché, E. 3.

de Bertrand de Goth, le futur Clément V, va la faire **marcher** de pair avec les premiers barons de l'Agenais. Bertrand devient ainsi, en effet, le beau-frère des **Durfort**, des Piis, des Ferreol, etc.

En janvier 1313, le roi d'Angleterre lui écrit une lettre, en même **temps** qu'à plusieurs autres parents de Clément V, pour **les** prier d'ajouter foi à ses envoyés et d'appuyer leur mission auprès du Pape (1).

Clément V, d'ailleurs, n'oubliait pas son beau-frère. Des liens trop puissants le rattachaient à l'Agenais, pour que son élévation au Souverain Pontificat le lui ait fait perdre de vue.

Si par sa naissance, il n'appartient pas à notre pays, il lui appartient par sa première éducation (2). C'est en effet au prieuré de Deffez, près de Saint-Ferréol, qu'il étudia sous la conduite de Pierre de Cauzac, de l'ordre des Frères prêcheurs. C'est, probablement, son oncle Arnaud de Goth, évêque d'Agen, qui lui avait procuré ce maître. Il avait dix-sept ans quand cet oncle mourut.

A vingt et un ans il était chanoine de Saint-Caprais, 1285 (3).

Nos coteaux lui étaient familiers, pendant son séjour en Agenais, il les avait souvent parcourus, pour visiter ses nombreux parents. Savignac l'avait certainement plusieurs fois reçu. Il en garda le souvenir. Et quand il fit son testament, il pensa à l'Agenais et spécialement à la paroisse de Savignac.

Clément V a fait trois testaments. Le texte du premier est inconnu. Le second date du 29 juin 1312. Le troisième est un codicille de 1314.

Les œuvres charitables sont largement dotées. Il laisse entre autres legs, 200 florins d'or pour marier 10 jeunes filles nobles, 100 florins d'or pour 200 jeunes filles nobles, et 25 pour 1,201 jeunes filles non nobles.

(1) Rymer : *Fœdera*, t. II, I^{er} pars., p. 16.

(2) L'origine agenaise de Clément V a été soutenue par plusieurs écrivains locaux, mais M. Berchon, qui s'est spécialement occupé de ce Pape, a découvert dans Rymer sa naissance à Villandraut.

(3) *Pouillé historique du diocèse d'Agen*, par l'abbé Durengues, p. 24.

« Ce qui assure une dot proportionnée à 1411 jeunes filles et une somme totale de 30 à 25 florins d'or évalués pour le temps à 300,000 francs (1) ».

Il veut que « 150 de ces jeunes filles soient du diocèse d'Agen, dont 30 de la paroisse d'Artigues, 8 de celle de Samhaco (Savignac), 12 de Sainte-Gemme et de Saint-Pierre Martilhaco ordinairement réunies, si on en trouve 12 indigentes (2). »

Ses parents ne sont pas oubliés. Il donne au seigneur Bertrand de Savinhac 1,000 florins.

« A dame Congie, sa sœur, 400 florins.

« Aux deux filles de ladite dame Congie, à chacune 300 florins,

« De même Notre Seigneur a voulu et prescrit de donner à Bertrand de Saviniac, son neveu, premier né de Bertrand de Saviniac, chevalier, dans le mode et forme indiqués plus haut, 6,000 florins (3) ».

Dans le codicille qu'il fit le 9 avril 1314, il veut « que Bertrand de Saviniac, fils de dame Congie de Got, ait 10,000 florins et il révoque la donation qu'il avait faite à son père dans son testament, de façon, qu'en totalité il soit content desdits 10,000 florins. Il veut cependant que le Seigneur Bertrand de Saviniac ait 2,000 livres tournois faibles (4). »

Les clauses du testament de Clément V furent rigoureusement exécutées, ainsi que l'a prouvé l'enquête faite sous Jean XXII (5).

Bertrand de Savignac et Congie de Got eurent donc trois enfants, un fils et deux filles,

Le fils Bertrand, légataire en partie du Pape son oncle,

(1) *Histoire du Pape Clément V (1305-1314)*, par M. E. Berchon dans les *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1894, 1^{er} trimestre, p. 61.

(2) *Id.*, p. 145.

(3) *Idem*, loc. cit., pp. 148, 150, 154.

(4) *Id.*, p. 157

(5) La copie du testament de Clément V est conservée aux Archives de Pau, Elle a été publiée dans les *Archives Historiques de la Gironde*. M. Berchon en a donné la traduction dans son *Histoire du Pape Clément V*.

était seigneur de Savignac et de Mérens. Il fut reçu bourgeois d'Agen le 1^{er} avril 1336.

Il s'engagea à payer, comme les autres bourgeois, le souquet du blé et du vin. et en outre 20 sols arnaudins chaque année, le 3^e jour après Pâques pour sa contribution aux tailles et aux quêtes :

« Item Raymundum de Gresolas, notarius Agenni, recipit instrumentum in quo nobilis Bertrandus de Savinhaco, dominus de Merenches, fuit receptus burgensis Agenni per dominos consules et se obligavit solvere soquetum bladi et vini ut unius burgensis, nec non solvere anno quolibet, mediante juramento, viginti solidos arn. tercia die festi Pasche Domini pro talliis et questis ; die prima mensis aprilis, anno Domini M^o CCC^o XXXVI^o (1). »

Cette famille de Savignac paraît avoir été fidèle au parti anglais. Assaldus, frère de Bertrand, mari de Congie de Got, reçoit, dans la première moitié du xiv^e siècle, plusieurs lettres du roi anglais, pour le remercier de sa fidélité ou le prier de la lui continuer, notamment le 30 septembre 1324, 8 février 1327, 27 avril 1330 (2).

A la même époque nous trouvons un Bertrand de Savignac, commandeur des maisons de l'Hopital dans le Bordelais. De 1300 à 1306 il est commandeur de Sauvagnas (3).

Vers la fin du xiv^e siècle, la famille de Savignac disparaît, ou du moins, les documents nous manquent pour la suivre.

LES PADERN. — Dans la seconde moitié du xiii^e siècle, en même temps que les Savignac, nous voyons les Padern prendre le titre de seigneurs de ce château.

Cette famille paraît être originaire de la cavalerie de Padern, dans le canton de Lavardac (4). Elle avait des possessions à

(1) Mairie d'Agen, II, 37. *Jurades de la ville d'Agen*, publiées par A. Magen. Auch, 1884, p. 254.

(2) Rymer, II, II, pp. 111, 174, et II, III, p. 34.

(3) Du Bourg, loc. cit., p. 455.

(4) *Histoire de Notre-Dame d'Ambrus*, par l'abbé Dubois, p. 26.

Montgaillard, à Ambrus. Au ^{xiv}^e siècle, Sainte-Bazeille lui fut donné par Catherine de Grailly (1312) (1).

En 1267, Raymond Bertrand et P. de Padern, seigneurs du château de Savignac, se plaignent, à Alphonse de Poitiers, des ravages causés par les habitants de la bastide de Villeneuve près Pujols, dans leur bois de Savignac. Par une lettre du 15 mars, de cette même année, le comte de Toulouse charge son sénéchal d'Agenais de mettre ordre à cette affaire.

« 14 mai 1267. — Senescallo Agenensi et Caturcensi pro R. et P., Dominis Castri de Saviniaco.

« Alfonsus, etc., senescallo Agenensi et Caturcensi, etc. Mandamus vobis quatinus Raymundum Bertrandum et P. de Paderno, dominos castri de Saviniaco, super his que proponenda duxerint coram vobis contra homines bastide Villenove prope Poiolium, super eo quod predicti homines nemora dictorum dominorum, que tenent a nobis in feodum, contra voluntatem ipsorum dominorum et in prejudicium eorundem, scindunt indebite et devastant, diligenter audiat, et vocatis predictis hominibus et qui fuerint evocandi, de personis et rebus ad nostram jurisdictionem spectantibus faciatis eisdem bonum jus et maturum. Datum apud Fontem Bleaudi, die sabbati post dominicam qua cantatur Jubilate, anno Domini M^o CC^o LX^o septimo (2). »

Ce bois existe encore, en partie. Il s'étend au nord de Savignac vers Villeneuve. Il est parsemé de nombreux gouffres, dont plusieurs ont été explorés par M. Malbec et décrit par lui (3). *L'Echo du Lot-et-Garonne* a raconté les légendes qui circulent sur ces gouffres appelés *gouffios tindentos*, *gouffio de l'Aouba*, *gouffio de la lanterno* (4).

Remarquons que les essences forestières qui composent ce bois, ont complètement changé depuis le ^{xvi}^e siècle. A cette

(1) *Histoire de Sainte-Bazeille*, par l'abbé Alis. Agen, Michel et Médan, 1892, p. 60.

(2) *Correspondance d'Alphonse de Poitiers*, publiée par Ch. Bémont, t. I, p. 261.

(3) *Spelunca, Mémoires de la Société de Spéléologie*, n^o 30, août 1902. — *Les Cavernes du Lot-et-Garonne*, par E. Malbec, pp. 64, 65.

(4) *L'Echo du Lot-et-Garonne*, année 1902.

époque, il était planté de charmes et de frênes. Dans la déposition de 1531, que nous avons déjà citée, Jehan Béchet nous apprend que « la fourest estoit de 18 carterades de terre, comprenant des charpres et faux (1), dict que les charpres ne portent jamais, ni les faux gueres souvent en ce país car se eschaude communément. » Jean Gaubert dit « savoir la fourest de Savignac pour y estre allé plusieurs fois, qui est assise en terre bouvérique et mauvaise, pleine de clotz et pierres et rochers (2). »

Les chênes règnent maintenant en maîtres dans les bois de Savignac.

LES LA CASSAIGNE. — Au nombre des seigneurs principaux de l'Agenais, qui prêtèrent serment au roi d'Angleterre, dans l'église Saint-André de Bordeaux, le 19 juillet 1363, nous trouvons Arnaud de La Cassaigne, chevalier, seigneur de Savignac (3).

Cet Arnaud, devenu je ne sais comment, seigneur de Savignac, vivait en bonne intelligence avec les Agenais, qui le nommèrent au nombre de leurs procureurs (4).

Sa famille paraît originaire de la ville d'Agen. L'abbé Barrère nous dit, qu'en 1230, « Arnaud, évêque d'Agen vendit à MM. de La Cassaigne la portion qu'il avait sur le château de Montels, se réservant de le racheter, si besoin était, et de s'en servir en cas de guerre contre l'ennemi sous le bon plaisir du prince de la terre, selon les expressions de l'acte qui en fut passé (5). »

L'évêque sans doute le racheta. Dans un inventaire du château de Lafox, nous trouvons en effet la mention suivante :

(1) V. *Dictionnaire* de Ducange.

(2) Archives du château de Xaintrailles.

(3) *Recue de l'Agenais*, t. VIII, p. 411.

(4) *Collection de documents français*, etc, publiés par J. Delpit. Procès-verbal de Filongleye, art. 146 et 273, pp. 94 et 98.

(5) *Histoire religieuse et monumentale du diocèse d'Agen*, par l'abbé Barrère, t. I, p. 378. Le château de Montels se trouve dans la commune de Saint-Jean-de-Thurac.

« Bail à fief par Arnaud évêque d'Agen à Bernard et Aymard de La Cassaigne de la tierce partie du château de Montelz, de l'an 1233 (1).

En 1267, le 7 septembre, Arnaud Legnos de La Cassaigne, bourgeois d'Agen, donne à l'abbaye de Grandselve ses droits de péage sur le blé, vin et tous les objets à l'usage des moines (2).

Arnaud de La Cassaigne, seigneur de Savignac, nous l'avons dit, s'était rangé sous la bannière Anglaise. Ses parents suivirent son exemple. Un de ses proches, Monin de La Cassaigne, ayant trahi le parti français, eut ses maisons d'Agen confisquées et démolies, en 1341, et l'emplacement servit à agrandir la place publique devant la Cathédrale. Toute la famille fut comprise dans la punition (3).

Le roi d'Angleterre, pour l'indemniser, concède à un de ses membres Raymond de La Cassaigne, mais seulement sa vie durant, les droits et revenus de La Sauvetat de Savères, d'Aiguillon et de Lamontjoie (4).

LES MONFABÉS. — Nous avons déjà eu l'occasion de parler de cette famille, que nous croyons originaire des environs de Villeneuve. Elle eut une certaine importance au moyen-âge. Elle possédait les châteaux de Monfabés et de Lestelle (5). Ce dernier fut pris et détruit par les troupes de Simon de Montfort (6). Géraud de Monfabés, qui en était le propriétaire, avait sans doute versé dans l'hérésie. Nous le voyons, en effet, défendre Penne sous les ordres d'Hugues d'Alfar, lorsque l'armée des Croisés vint assiéger cette place (7).

(1) Archives de Lafox. Inventaire de 1695.

(2) *Histoire du Languedoc*, édit. Privat, 1879, t. VIII, col. 1871.

(3) *Recue de l'Agenais*, t. IX, p. 87.

(4) Collection Bréquigny, t. XXVI, p. 165. — *Histoire d'Aiguillon*, par l'abbé Alis, p. 509. — *Notice historique sur La Sauvetat-de-Savères*, par l'abbé Marboutin, p. 18.

(5) *Recueil de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*, 2^e série, t. XIII, pp. 31 et 35.

(6) *Histoire de l'Agenais*, par Andrieu, t. I, p. 50.

(7) *Histoire religieuse et monumentale du diocèse d'Agen*, par l'abbé Barrère, t. I, p. 319.

Au xiv^e siècle, nous retrouvons les Monfabés à Laroque-Timbaut, à Fauguerolles, où habitait Bertrand de Monfabés(1).

Au xv^e siècle, un Jean de Monfabés se maria avec Nanguine de Cours, dont il eut deux enfants, une fille Marguerite qui épousa Jean de Luppé, et un fils Jean mort avant le père. Celui-ci fut le dernier de sa race.

C'est peut-être, à sa mort, que la seigneurie de Savignac, dont il était coseigneur pour une tierce partie, passa à la famille de Cours (2).

LES DE COURS. — Cette très ancienne famille était originaire du château de Cours (commune de Cours, canton de Prayssas). Elle se divisa en plusieurs branches qui s'établirent dans les châteaux voisins, de Lamaurelle, Fontirou, Paulhac, etc. (3).

Savignac, Fontirou, Teyssonnac appartinrent à la branche de Lamaurelle, qui elle-même se subdivisa. Noulens qui a dressé la généalogie de la famille, où d'ailleurs se sont glissées quelques erreurs, n'a connu ce rameau que d'une manière imparfaite.

Son auteur est Jean de Cours, seigneur de Teyssonnac, de La Maurelle, coseigneur de Savignac, marié avec Jeanne de Molères, vers 1434. Son frère Jean était seigneur de Cours et de Laroque-Timbaut (4).

Son fils, Raymond Bernard, se maria avec Audiette de Monratier (5). Il avait des droits sur la justice du Castella. Le 8 octobre 1470, il passa une transaction à ce sujet avec Charles de Montpezat et Jean Daulphi (6).

De son mariage, il eut Antoine de Cours, coseigneur et curé

(1) Mairie de Laroque-Timbaut. Registre des actes anciens notariés.

(2) *Château de Fauguerolles*, par l'abbé Marboutin, pp. 17, 18.

(3) V. *Château de Fontirou*, p. 6, où j'ai redressé l'erreur de M. Noulens sur l'origine de cette famille.

(4) *Maisons historiques de la Gascogne*. — *Notice de Cours*, par Noulens p. 50.

(5) La famille de Monratier habitait le joli petit château de Favols, sur la rive gauche du Lot, près du village de Bias, commune de Villeneuve-sur-Lot. Elle tomba en quenouille à la fin du xvi^e siècle.

(6) Archives de la Préfecture. Cartulaire du Castella, E. 59, fol. 93.

de Lamaurelle, qui fit son testament en 1514, Bernard, seigneur de Fontirou, Antoine, seigneur de Teyssonnac, Jean et peut-être Antoinette de Cours qui est dite dans le testament du curé de Lamaurelle, veuve du seigneur de Molimornat et autre Antoinette, épouse de Pierre de Goutz et dame de Mazères.

Le testament d'Antoine de Cours, curé de Lamaurelle, est très curieux. Le testateur veut être enseveli devant le maître autel de la chapelle de Sainte-Catherine. Il veut cent prêtres à sa sépulture, à l'office du lendemain et à la neuvaine ; deux cents à la quarantaine et au bout de l'an. Il fixe leur honoraire à 10 ardis tournois et le diner. Le jour de son enterrement trente enfants pauvres devront être habillés de noir et porter dans leur main un flambeau de cire allumé. Il fonde une chapellenie dans la chapelle Sainte-Catherine. Il veut que l'autel soit dédié à Sainte Antoine, et que son héritier fasse vouër cette chapelle comme celle de Saint Cloud de Lamaurelle. Il donne trois cent livres tournois dont les revenus seront affectés à deux chapelains. Ceux-ci seront tenus à dire deux messes des morts, le lundi et le mardi ; une du Saint Nom de Jesus le vendredi et l'autre de Notre-Dame le samedi. La présentation appartiendra à son héritier, la collation à l'évêque d'Agen. Il lègue 10 livres pour des réparations aux églises de Lamaurelle, de Saint-Pierre-de-Bourbon et de Cazeneuve. Il confirme un obit de 10 écus qu'il a fondé dans l'église de Saint-Martin de Corailhas (Lamaurelle). Il lègue cinq sous tournois aux bassins du purgatoire de N.-D. des églises susdites ; deux chapes avec tous les ornements pour sa chapelle. Après plusieurs legs à ses parents, il institue son frère Bernard de Cours, seigneur de Fontirou, son légataire universel (1).

Selon son intention la chapelle fut bâtie (2). M. Durengues

(1) Archives de l'Evêché, H. 266.

(2) Cette chapelle se trouvait à moitié chemin entre le château et l'église paroissiale. Le propriétaire du champ où elle s'élevait, a retrouvé les fondements et une partie du pavage à une profondeur de 50 à 60 centimètres. On y a trouvé une clef de voûte et des claveaux de nervures de la dernière époque

nous dit : « S'il faut en croire la tradition, cette chapelle fut, en grande partie, détruite par Calvin lui-même, du consentement de la dame du lieu qui s'était faite huguenote. Quoiqu'il en soit, au commencement du xvii^e siècle, il ne restait que le sanctuaire formant un petit édifice voûté de six pas en carré, mais tout ouvert et dans un si mauvais état qu'on dut y cesser tout service dès 1630. Les maisons des chapelains furent rasées pendant les guerres de religion. »

Le même auteur nous apprend qu'à la Révolution les titulaires de cette chapelle, qui prenaient le titre de chanoine de Lamaurelle et dont aucun ne résidait, étaient Joseph Carrière, curé de Roquefort, Nicolas Joubert, curé de Saint-Amans de Scandaillac et Bernard Durand, prébendier de Saint-Caprais(1).

C'est probablement le père de cet Antoine, Raymond Bernard, qui fit réparer le château de Savignac, à la fin du xv^e siècle.

Son petit-fils, Bertrand, fils de Jean, seigneur de Teyssonnac, fut le dernier de cette branche. Il eut deux filles Marguerite et Jeanne.

C'était le temps où le protestantisme faisait des adeptes en Agenais. En l'année 1558 en effet « se commencèrent à dresser beaucoup d'erreurs » en la sénéchaussée d'Agen. Il y avait déjà d'ailleurs plus de vingt ans que les doctrines nouvelles avaient fait leur apparition dans le pays. Maintenant, une certaine agitation parcourait la contrée. Les apôtres de l'hérésie devenaient nombreux et audacieux. L'un d'eux, Jacques Fontaine venu de Genève, était peut être plus entreprenant que les autres. On l'arrêta à Agen, en 1560 (2).

Au commencement de juin de cette année, les soutiens de la

gothique. Le château de Lamaurelle a été démoli de fond en comble, sur son emplacement, s'élève une maison à grandes fenêtres, qui porte le titre de château et date tout au plus de la fin du xvii^e siècle. Le château de Lamaurelle a été le centre d'une seigneurie importante, dont les seigneurs ont appartenu aux familles de Cours, d'Albert de Laval, de Burin, du Bernet et de Gardès.

(1) *Pouillé historique du diocèse d'Agen*, par l'abbé Durengues, p. 693.

(2) *La ville d'Agen pendant les guerres de religion*, par M. Tholin (*Recue de l'Agenais*, t. xiv, p. 435 et suiv.).

foi catholique à Agen veillaient activement, on craignait des troubles.

De fait, le récit vrai ou faux des tortures endurées par le ministre Fontaine, exalta les calvinistes, au commencement de juin 1560. « Le sire de Lamaurelle, assisté de son gendre, le sire de Meun, tenta de délivrer le ministre. Il rassembla des troupes de bonne volonté (un témoin parle de quatre mille hommes) et se mit en campagne. Le roi de Navarre fut informé à temps de la levée, qui aurait pu être le signal de la guerre civile, et obligea le sire de Lamaurelle à renvoyer ses gens. Le bruit de cette prise d'armes arriva à la Cour. On raconta même que l'expédition de Lamaurelle avait réussi et que le ministre prisonnier avait été délivré après de sanglants combats (1). »

Il est évident que le chiffre donné plus haut est exagéré. Un simple gentilhomme n'avait ni les ressources suffisantes, ni assez d'autorité pour rassembler et faire marcher une troupe si importante.

Ce sire de Lamaurelle devait être Bernard de Cours.

Sa fille aînée Marguerite se maria d'abord avec Mariol d'Albert de Laval, fils de François et de Françoise de Monteilh dame de Couyssel. Devenue veuve, elle épousa, en secondes noces, son beau-frère Jean d'Albert de Laval.

Marguerite de Cours est dite dame de Savignac. C'est en cette qualité que, le 19 juillet 1565, elle échange certaines rentes avec Messire Antoine de Montpezat, seigneur de Thouars, coseigneur de Savignac, contre un padouen dit le Loc. Le sieur de Montpezat ayant vendu ce padouen à Etienne de Bonnaire, il s'en suivit un procès avec Marguerite de Cours. C'est pour cela que le 21 avril 1569, les trois parties s'accordèrent. Le seigneur du Castella gardait ce qu'il avait acquis sauf une pièce de terre située au-dessous du château qui revenait au sieur de Thouars (2).

Les de Cours, coseigneurs des Savignac, avaient une partie

(1) *Antoine de Bourbon et Jeanne d'Albret*, par de Ruble, t. II, p. 272.

(2) Archives de la Préfecture, E. 59, fol. 91 et 92.

de la justice du Castella. Aussi usant de son droit, Marguerite, présente le 13 mai 1567 « pour sa part et portion scavoir Jehan Vidou pour son bayle, lequel en absence du juge et lieutenant a presté serment pardevant ladicte dame (1). »

Le 19 octobre 1569, dans le château de Savignac, nobles Marguerite et Jehanne de Courtz dames de Lamaurelle, Savignac et Gourne, cèdent à Messire Etienne de Bonnaire, seigneur du Castella, « tout le droict de justice haulte, moyenne, basse, impere, mere et mixte, profits, revenus, émoluments de la justice de Castella » et tout ce qui leur appartient dans cette juridiction. En échange, le seigneur de Bonnaire leur cède tout ce qu'il peut avoir dans la juridiction de Savignac.

Noble Bertrand de Cours, père de Marguerite et de Jeanne, ratifie ce contrat, le 4 novembre suivant (2).

Marguerite de Cours apporta, à son second mari Jean d'Albert de Laval, les seigneuries de Lamaurelle et de Savignac.

LES D'ALBERT DE LAVAL. — Cette famille semble originaire de Villeneuve où elle était fixée depuis des siècles. Courcelles et Bourrousse de Laffore en ont dressé la généalogie (3).

Jean d'Albert de Laval, marié à Marguerite de Cours, et devenu ainsi seigneur de Savignac, était fils de François d'Albert de Laval et de Françoise de Monteilh dame de Couyssel. Il avait treize frères ou sœurs, parmi lesquels Mariol, premier mari de Marguerite de Cours, C'est de lui sans doute que parle Monluc dans ses *Commentaires*.

« J'ai donné au seigneur de Madaillan et à son frère qui est mon lieutenant, ung cheval d'Espagne, qu'il ne laisseroit pour quatre cens escus, ny son frère son coursier pour cinq cens (4). »

« Monsieur de Madaillan... estoit allé à l'enterrement de sa femme. Son frère qui portait mon enseigne s'en estoit allé à,

(1) Archives de la Préfecture, E. 59, folio 91 et 92.

(2) *Idem*, E. 59.

(3) Courcelles : *Dictionnaire universel de la noblesse*, t. III. — Bourrousse de Laffore : *Nobiliaire de Guienne et Gascogne*, t. IV.

(4) *Commentaires de Monluc*, édit. de Ruble, t. III, p. 431.

sa maison malade (1). » Ce Madaillan est Charles d'Albert de Laval seigneur de Madaillan, capitaine de cinquante hommes d'armes. Son frère est certainement Jean d'Albert de Laval seigneur de Savignac.

C'est peut-être, pour subvenir aux frais de la guerre, qu'il fit des dettes. Le fait est que, vers 1596, sa terre de Savignac est saisie. Il avait dû emprunter de l'argent à Honorat de Montpezat, qui, pour plus de sûreté, avait pris certains droits sur Savignac. Ce qui est sûr, c'est que le 7 mai 1597, Honorat de Montpezat, seigneur de Laugnac, constitue M^e Alain de Bregand, juge général de ses terres, son procureur général. Il lui donne pouvoir de prendre en paiement d'une somme de mille six cents écus sol, l'affermage de Savignac pendant trois années. Si, cependant, le sieur de Laval venait à se libérer dans la seconde année, on devrait lui laisser l'affermage en son nom personnel (2).

Jean d'Albert de Laval eut de son mariage, une fille Marie qui se maria avec noble Jean de Burin qui devint ainsi seigneur de Lamaurelle. Savignac était sorti de la maison de Laval avant ce mariage, et était passé je ne sais comment, probablement par vente, aux Du Bernet.

LES DE MONTPEZAT. — Cette famille presque aussi ancienne que la féodalité, a joué un très grand rôle en Agenais, son domaine, assez étendu au xiii^e siècle, s'agrandit bientôt par des usurpations nombreuses, sur le territoire d'Agen et sur celui des seigneurs voisins.

A la fin du xv^e siècle, Charles de Montpezat continua le système de déprédations de ses ancêtres et surtout de son père Raymond-Bernard. Un mémoire, nous montre ce seigneur violent et rapace, occupant induement plusieurs lieux royaux, empêchant ses voisins de jouir en paix de leurs biens. L'abbé

(1) *Commentaires de Monluc*, édit. de Ruble, p. 295. — *Histoire de la maison de Madaillan*, par M. Campagne, p. 14, Bergerac.

(2) Archives du château de Lafox. Original en papier, 7 mai 1597.

de Pérignac, celui de Clairac, les seigneurs de Pujols, de Cours, etc., eurent à se plaindre de ses agissements (1).

En 1475, il s'empara de Laugnac, et ainsi peu à peu, il se trouva à la tête d'une immense fortune (2).

Savignac, sans doute, fut du nombre des seigneuries usurpées. De fait, il est le premier de sa race à prendre le titre de seigneur de Savignac. C'est ainsi qu'il rend hommage pour cette terre, au roi Louis XI à Tours, le 11 mars 1483 (3).

L'année suivante, il est élu député de la noblesse aux Etats généraux de 1484. Le 8 août de cette même année, étant à Lavardac, il fit son testament, par lequel il institue son fils Guy, héritier universel de tous ses biens. Sa mort dut survenir au commencement d'octobre (4).

De son mariage avec Jeanne de Roquefeuil, il laissait quatre fils et deux filles, Guy, Pierre, Antoine, Alain, Catherine et Françoise. C'est donc à tort que M. de Bellecombe lui donne comme successeur Raymond III de Montpezat, qui n'est pas cité au testament de 1484 (5).

Guy de Montpezat, si nous en croyons M. de Bellecombe, fut le plus violent, le plus audacieux, le plus cruel des barons de Montpezat. Il eut d'ailleurs plusieurs procès, occasionnés par les nombreuses usurpations de son père. Il passa plusieurs transactions pour désintéresser ses frères.

Le 11 juillet 1514, il donne à son frère Pierre le lieu et place de Frégimont et la somme de cent quarante livres sur le péage de Thouars; à son frère Antoine il cède la place de Laugnac, avec pareille somme sur le péage de Thouars.

(1) *Ville libre et Barons*, par M. Tholin, p. 195.

(2) *Histoire de Montpezat*, par de Bellecombe. Auch, Cocharaux, 1898, p. 97.

(3) *Id.*, p. 250.

(4) *Id.*, p. 99. Note de M. Tholin.

(5) Une copie vidimée de ce testament, faite en 1525, est conservée au château de Lafox. Les diverses généalogies de Montpezat qui ont été publiées contiennent de nombreuses erreurs sur la descendance des fils de Charles de Montpezat. J'ai essayé, grâce aux riches documents du château de Lafox, qui m'ont été communiqués par M. de Brondeau, d'y porter un peu de lumière.

Chacun d'eux cependant devra lui payer une rente de deux cent soixante livres (1).

Pierre de Montpezat se maria avec Françoise de Mareuil, dont il eut deux fils Alain et Jean, morts tous les deux sans postérité et laissant leurs biens à Antoine leur oncle.

Ce dernier, seigneur de Laugnac, se maria, en 1528, avec Françoise de Verdun, fille du seigneur de Cancon (2). Ils eurent deux enfants Gabrielle de Montpezat et Jean l'ainé, mort à Naples en 1558, laissant son héritage à son cousin germain François de Montpezat.

Alain, frère de Guy, était bien jeune à la mort de Charles de Montpezat son père.

Après ses études faites à Poitiers, son goût pour les armes le jette à la suite de nos armées, dans les plaines de l'Italie.

Il se trouve à la prise de Gênes par Louis XII, le 29 avril 1507. En 1509, sous les ordres du grand maître de Chaumont, il assiste à la bataille d'Agnadel (3). Il avait alors 25 ans. Il passe dans la compagnie du capitaine Bayard, le chevalier sans peur et sans reproches, avec lequel il combat à Ravenne (1512), à Marignan (1515).

Quelque temps après, il est en Navarre sous le commandement de Dunois et se trouve à Fontarabie, lorsque cette place fut prise par les Espagnols, en 1523. Il ne connaît pas de repos et part immédiatement pour la Picardie, qu'envahissaient 35,000 hommes commandés par le duc de Suffolk et contribue pour sa part, sous les ordres de La Trémouille, à les rejeter au delà de la frontière.

Aussitôt après, il rejoint l'armée de François I^{er} en Italie. Il combat à Pavie, dans la compagnie du roi de Navarre et est fait prisonnier en même temps que le roi (1525). Au

(1) Archives de Lafox. Inventaire de 1590.

(2) *Histoire de Cancon*, par M. Massip, p. 136. M. Massip croit que Jeanne de Roquefeuil fut la mère d'Honorat de Montpezat, capitaine des quarante-cinq ; elle n'était que son arrière-grand-mère.

(3) On sait d'ailleurs que le gain de cette bataille est dû à l'infanterie française presque entièrement composée d'arbalétriers et d'arquebusiers gascons et basques. (*Revue de l'Agenais*, t. XXI, p. 381.)

retour de la captivité, il se remet sous les ordres du roi de Navarre.

Les dépositions faites en 1531, lors de son procès avec Alain de Foix, nous ont donné tous ces renseignements sur la vie militaire d'Alain de Montpezat. Une entre autres, celle de messire Antoine de Grossolles, chevalier, seigneur de Buzet, est à citer.

« A dict avoir veu la première fois le seigneur de Thouars, demandeur, à Poitiers aux études, qui pouvoit estre environ de l'aage de quinze ans. Et après la première fois delà les mons à la journée des Venissiens soubz la charge de Monsieur le Grand maistre Chaumont, et lors pouvoit avoir vingt cinq ans ou environ soubz la charge duquel ledit demandeur demeura, tant que ledit de Chaumont vesquit, et après soubz la charge de feu cappitaine Bayard, ainsi que luy qui deppose ouyst dire communément delà les mons en soy informant ou estoit ledit demandeur et ce du temps du feu roy.

« Dict qu'il a ouyt dire communément aux gentilshommes et autres fréquentant la guerre et aussi cest un commun dire que ledit demandeur a fréquenté les guerres dela les mons aussi des et despuis le regne du Roy moderne et il qui deppose le vist a la bataille de Pavye ou le Roy fust prins et parla a luy le matin de la journée ou icelluy demandeur fust faict prisonnier, mais non ailleurs, et lors estoit soubz la charge du Roy de Navarre et lest encore, et dernièrement estoit à la dicte compaignie dudict Roy de Navarre à Paris quant la Royne fist son entrée ou il qui deppose le vist plusieurs fois.

« Dict, que ledit demandeur, a esté la plus part du temps absent, jusques puis le temps du Roy, comme luy qui deppose, dautant que les gens darmes nont pas eu grand repoux, quil ne ayt esté dela les mons ou en Navarre et jusques a ladicte prinse, sans venir au pays, sinon, quelques fois, pour quérir de largent et soy remonster, comme gens darmes ont accoustumé faire, dans lequel temps seroit, que ledit demandeur pensoit plus aux armes que à son prouffict (1). »

(1) Archives du château de Xaintrailles. Communication de M. l'abbé Dubois.

Le 11 mai 1511, Guy de Montpezat avait cédé à son frère Alain, « les lieux et places de Thouars et Savinhac et sur le péage de Thouars la somme de cent quarante livres et moyennant ce ledict Alain quicte ledict Guy son frère des biens de Montpezat sauf future succession de droict que lui pourroit advenir faulte d'autres héritiers (1). »

En cette même année, Guy lui donne 400 livres tournois de rente et pour ce faire, il lui laisse sur les tenanciers du village de Calcadou 22 cartons de froment, 13 cartons d'avoine, 29 sols tournois, 5 manœuvres, 1 livre de cire, 2 volailles (2).

Sur ces entrefaites, Alain part pour la guerre. Il est tantôt en Italie, tantôt en Navarre, tantôt en Picardie, et selon l'expression d'un de ses compagnons d'armes, comme « les gens darmes nont pas eu grand repoux » il « pensoit plus aux armes qua son prouffict. »

Aussi bien, Guy étant mort, les revenus des biens cédés à Alain furent perçus et gardés par Jeanne de Mareuil, sa fille Françoise et son gendre Alain de Foix. Il enfut ainsi jusque vers 1530.

A ce moment Alain de Montpezat rentre chez lui. Il se marie, le 19 août 1525, avec Marie de Monlezun, dont il a plusieurs enfants (3). Il commence alors à s'occuper de ses affaires et réclame les rentes qui lui revenaient avec les arrérages.

Sur le refus d'Alain de Foix et de sa femme, il les poursuit devant la justice. Il s'ensuit l'enquête étendue, dont nous avons parlé. En 1534, le Parlement de Bordeaux condamne Alain de Foix et sa femme à l'indemniser des pertes subies. Ils firent des propositions, dont toutes ne furent pas acceptées. D'où, nouvelle enquête pour connaître la valeur des diverses seigneuries en question.

C'est par elle, que nous savons l'état de délabrement dans lequel se trouvait Savignac et le peu de revenus qu'on en retirait.

(1) Archives de Lafox. Inventaire de 1590.

(2) Archives du château de Xaintrailles.

(3) Archives de Lafox. Inventaire de 1692.

« Quant au greffe, dict que parce que audiet Savignac y a trois conseigneurs, dont deux, savoir est les seigneurs de Lamorelle et de Thouars, ont la haulte justice et, le troisième qui est le seigneur du Castela, y a quelque basse justice, jusques a cinquante cinq sols de adveuds, par quoy ledit greffe ne s'affirme point, au moien de la division de ladicte justice faicte entre lesdicts seigneurs et fault que le bayle baille a disner au greffier, quand il veult faire ternir la cour, et l'année passée, y eut un larron prins en ladicte jurisdiction, qui fust baillé au prévost des mareschaux, pour faulte de juge, dautant quil ne se trouve homme qui veult exercer ladicte judicature, et, ceste année la exercé ung nommé Roger, praticien d'Agen, qui a sa mestairie en ladicte jurisdiction, en laquelle cest retiré à cause de la peste qui est Agen (1531). Et l'année passée ledict seigneur demandeur fist son juge ung nommé Graffol de Villeneuve aux gages de neuf francs bourdeloys, qui exerça ladicte jurisdiction ung an seulement et cousta plus audiet demandeur de la faire exercer que ne luy vaud (1). »

Au château de Savignac, était attaché un droit de porte et de guet. Il consistait, nous dit l'enquête, en un service personnel. « En le faisant une fois le moys on est quicte sans rien payer. Toutesfois ceulx qui ne le veulent faire sont tenus de payer cinq deniers par moys, silz sont en pays limitroffe et en pays non limitroffe troys deniers pour chescun deffault.

« Secundo lesdicts tenanciers ne seroient tenus faire ledict guect si ledict demandeur navoyt ung chasteau. Or est il que lesdicts défendeurs ont le chasteau de Madaillan ou ledict guect est deu, pourquoy ne sont tenuz de le prendre pour rente ou revenu.

Tertio par l'ordonnance, ceulx qui ne payent cinq sols ne doivent faire ne payer aucun guect. Or la plus part desdicts tenanciers contenuz audiet denombrement ne payent cinq soulz de taille (2). »

(1) Archives du château de Xaintrailles.

(2) *Idem.*

L'état de Savignac à ce moment était donc peu brillant.

Pendant ce temps, Marie de Montlezun était morte, laissant quatre enfants. Alain de Montpezat par contrat du 4 novembre 1536, se maria en seconde noces avec Françoise de Gua, dame du Fréchou (1).

En 1539, il rend hommage pour les seigneuries de Thouars, Fréchou, Savignac et Saint-Julien (2).

Sa seconde femme fait son testament le 17 novembre 1541, par lequel elle institue sa fille Christoforine de Montaut son héritière (3).

En 1544, Alain de Montpezat obtient du Parlement de Bordeaux un arrêt, condamnant Alain de Foix et sa femme à lui payer la somme de 90 livres 2 sols de rente ou revenu, restant de la somme de 400 livres de rente ou revenu avec les arrérages depuis l'arrêt du 11 juillet 1534 (4).

Alain, se maria une troisième fois, avec Jeanne de Montlezun. De sa première femme il avait eu Antoine, François, Alain et Marguerite.

L'ainé Antoine avait été choisi comme héritier lors du second mariage, avec Françoise du Gua. Il prenait le titre de seigneur de Savignac. Mais peu scrupuleux, violent et emporté, il s'aliéna l'affection de son père. Il ressort en effet, d'une information faite après la mort d'Alain, qu'Antoine « estoit de la prétendue religion », qu'il avait contrefait le prêtre, qu'il avait promis aux protestants « ayde en ses maisons » et qu'il aurait conduit ou du moins excité ceux qui « rompirent l'esglise de Laugnac (5).

Aussi, Alain de Montpezat, parvenu à une grande vieillesse et peu satisfait des agissements de son aîné, révoqua par son testament la nomination qu'il en avait faite comme héri-

(1) Archives de Lafox. Inventaire de 1695.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Idem.* Inventaire de 1590.

(5) *Idem.*

tier au contrat de mariage de Françoise de Gua et institua son second fils François son légataire universel (1).

Alain mourut en 1561.

Ses dernières années furent attristées par les démêlés violents, survenus entre ses fils et ses neveux Gabrielle de Montpezat et son mari Jean Georges de Rochechouard, seigneur de Plieux.

Antoine de Montpezat, frère d'Alain, avait eu deux enfants de son mariage avec Françoise de Verdun, Gabrielle et Jean. Ce dernier, par son testament de 1558, institua son cousin François héritier de tous ses biens.

Après sa mort, arrivée cette année même à Naples, François de Montpezat entra en possession de ses biens. L'importante seigneurie de Laugnac était du nombre. Gabrielle de Montpezat protesta et prétendit avoir des droits sur l'héritage de son frère et en particulier sur la terre de Laugnac. Elle poursuivit l'affaire devant les tribunaux, qui la déboutèrent de sa demande.

Son mari, Jean Georges de Rochechouard furieux, court à Laugnac avec des hommes d'armes, chasse les gens que François y avait mis et s'installe au château. Chassé à son tour, il revient avec 120 hommes, nous dit un document dont malheureusement nous n'avons trouvé qu'un lambeau. Il fait beaucoup de dégâts dans les métairies, blesse plusieurs habitants, profère des menaces et promet de revenir avec du canon pour abattre le château (2).

Antoine s'était mêlé à la querelle et rendait menaces pour menaces, coups pour coups. Il s'ensuivit une véritable guerre privée. C'est en vain que Barthélemy de Malvin de Montazet, gouverneur d'Aiguillon reçoit commission, le 24 avril 1559, d'Antoine de Bourbon pour rétablir la paix (3). La querelle

(1) Archives du château de Lafox, inv. 4590.

(2) *Idem.*

(3) *Histoire d'Aiguillon*, par l'abbé Alis, p. 219.

s'envenima et bientôt Jean Georges de Rochechouart tombait assassiné par Antoine de Montpezat et ses gens (1).

Gabrielle de Montpezat sa veuve porta plainte au Parlement de Bordeaux, qui fit procéder à une information. François de Montpezat compromis dans l'affaire fut arrêté. Mais le 30 juillet 1563, il était mis hors de cause (2).

Antoine, le seul coupable, finit par obtenir des lettres de grâce, en mai 1568 (3).

François de Montpezat fut donc l'héritier d'Alain son père. Antoine, malgré le testament qui le deshéritait, prétendit avoir des droits sur la succession paternelle. Le 30 mars 1562, les deux frères « pour corroborer leur amitié » s'en remettent au jugement d'arbitres qu'ils nomment eux-mêmes. Ce sont M^e Pierre de Redon, lieutenant principal au siège présidial d'Agen, Pierre de Rousseau, Roubert Raymond, conseillers et magistrats aud. siège, et Jean de Treilhe, juge ordinaire en Condomois. Si les parties ne sont pas d'accord, on prendra un cinquième arbitre, M. Charles de Malvin, conseiller du roi au Parlement de Bordeaux. La sentence devra s'exécuter sous peine de mille écus d'or sol d'amende, applicable la moitié au roi, la moitié à l'autre partie (4).

L'année suivante, c'est une transaction entre François et Alain son second frère qui intervient, 9 novembre 1563 (5).

Les arbitres rendent leur sentence le 8 mai 1564. François est maintenu dans la possession des seigneuries de Laugnac, Frégimont, Thouars et Fréchou. La seigneurie de Savignac, la paroisse de Saint-Julien près Madaillan appartiendront à

(1) Dans les Sceaux gascons, voir le sceau de Jean-Georges de Rochechouart, seigneur de Plieux. Il était guidon de la compagnie de 40 lances, fourrier des ordonnances du Roi sous la charge de M. de Rohan. M. Laplagne-Barris a commis une erreur en lui donnant comme femme Louise, fille d'Alain de Montpezat, c'est Gabrielle, fille d'Antoine et de Françoise de Verdun.

(2) Archives de Lafox. Inventaire de 1590.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

(5) Archives du château de Xaintrailles. Communication de M. l'abbé Dubois.

Antoine, à « la charge toutefois que s'il vendoit les ditz biens ou partie d'iceulx, ledict messire François de Montpezat son frère, les pourroit recouvrer pour mesme prix et à ces fins demeureront affectés et ypothéqués lesd. biens aud. Messire François de Montpezat, son frère. » Le 3 mai suivant les deux frères acceptent la sentence (1).

La clause de rachat ne tarda pas à s'exécuter. Le 1^{er} juillet 1564, Haut et puissant seigneur Antoine de Montpezat, seigneur de Savignac, Lascombes, Saint-Julien donne à Messire Etienne de Bonnaire, seigneur du Castella, la moitié de la justice haute, moyenne, et la tierce partie de la basse qu'il a sur la seigneurie du Castella, « avec le droit de créer officiers comme juge, lieutenant, procureur, greffier et bayle et tous autres droictz, honneurs, privilèges, franchises et libertez, profictz, revenus et émoluments. » En échange Etienne de Bonnaire lui donne « une maison estable et jardin le tout joignant, assis ez barris de Penne confrontant à deux rues publiques et à deux carreyrots privez ; plus une pièce de vigne en la paroisse de Magnac confrontant à deux chemyns publicqs foussés anciens dud. Penne (2). »

L'année suivante, 5 août 1565, Antoine vend au même « tous et chacun les droitz et portion que luy reste, compète et appartient de la seigneurie et justice haulte, moienne, basse que ledict Montpezat a luy peulx rester compéter et appartenir en ladicte paroisse de Saint-Pierre de Bourbon, pour le prix et somme de cens livres tournoises, laquelle somme a recue réellement dudict acheteur, en quatre angelotz dix escus d'Espaigne, six pistoles et le restant en testons realles et autre bonne monnoie (3). »

Le 15 décembre, de la même année, il vend toujours au même « la propriété et fonds du lieu et place, closture, murailles et fossés dudict lieu de Savignac, avec toute la justice haulte, moienne et basse, moiennant 400 livres (4). »

(1) Archives de Lafox. Pièce originale, sur papier, de 1564.

(2) Archives de la Préfecture. Cartulaire du Castella, E. 59.

(3) *Idem*.

(4) *Idem*. Fol. 89 et 90.

Eut-il un remords de se dépouiller ainsi de l'héritage paternel? Le fait est, qu'au moment de passer contrat, il refusa. Etienne de Bonnaire porta l'affaire devant le Sénéchal d'Agenais qui le fit exécuter (1).

Antoine paraît avoir eu un caractère non seulement violent et emporté, mais encore jaloux et brouillon. Malgré la sentence arbitrale de 1564, il fit à son second frère Alain, donation de la seigneurie du Fréchou qui ne lui avait pas été octroyée. François pour désintéresser Alain fit un sacrifice d'argent (2).

Selon la clause, exprimée dans la sentence du 8 mai 1564, François racheta le château de Savignac. Mais il ne tarda pas à le revendre à Etienne de Bonnaire et d'une manière définitive, le 19 novembre 1568, pour le prix de 500 livres tournois (3).

François de Montpezat qui joua un rôle important lors des guerres de religion, a été peu connu de ceux qui ont parlé de sa famille. M. Tamizey de Larroque le faisait fils d'un Arnaud qui aurait testé en 1542 (4). Andrieu, suivant en cela Bourrousse de Laffore, lui donnait pour père Jean I^{er} de Montpezat, seigneur de Savignac et pour mère Marguerite de Roquefeuil (5). En réalité il est fils d'Alain de Montpezat et de Marie de Montlezun.

Ce fut un brave soldat. Monluc, qui se connaissait en bravoure, l'estimait beaucoup et il lui confia la défense de Puy-mirol en 1669 (6). Il défendit victorieusement cette place, ce qui lui valut une lettre de félicitation du duc d'Anjou (7). Déjà en 1560, il s'était déclaré l'ennemi des protestants, ainsi

(1) Archives de la Préfecture, Cartulaire du Castella, folio 89 et 90.

(2) Transaction du 16 avril 1566. (Préfecture, S. E. Fonds de Xaintrailles, 2888.)

(3) Archives de la Préfecture, E. 59.

(4) *Documents inédits pour servir à l'histoire de l'Agenais*, publiés et annotés par P. Tamizey de Larroque, n° 48.

(5) *Histoire de l'Agenais*, t. I, p. 210. — *Nobiliaire de Guienne et Gascogne*, t. IV.

(6) *Commentaires de Monluc*, édition de Ruble, t. III, p. 368.

(7) *La ville d'Agen pendant les guerres de religion*, par G. Tholin. (*Recue de l'Agenais*, t. XV, 1888, p. 411.)

que nous le dit Th. de Bèze, qui nous le montre « faisant du gouverneur (1). »

De fait en 1569 et le 16 novembre, il avait été nommé gouverneur d'Agen et de l'Agenais, par le comte de Damville. Il fut très actif pendant les guerres de religion, ce qui lui attira des lettres élogieuses de Charles IX, Henri III, Catherine de Médicis (2).

LES DE BONNAIRE. — Par l'achat de 1568, Etienne de Bonnaire devenait seigneur de Savignac. Il était fils de Pierre de Bonnaire, seigneur du Castella, et de dame Isabeau de Montreuil.

Etienne de Bonnaire, seigneur du Castella, Pépinés et Savignac, paraît avoir été très actif. C'est certainement lui que Monluc appelle le capitaine Castella.

Lorsqu'il alla combattre Mongommery, il nous dit : « Quand je partay d'Agen, je n'avais que ung gentilhomme vieux avec moy, nommé Monsieur de Lozac, et mes serviteurs; mais lendemain matin il s'en rendit près de moy plus de trente; et allay coucher à Eauze, et lendemain je n'allay que jusques à Nogaro, pour attendre les compaignes de gens d'armes et cinq enseignes de gens de pied que j'avais près de moy, que le capitaine Castella commandait pour ce que j'avois commandé et envoyé mon nepveu de Leberon dans Libourne (3). »

Lors de l'invasion des princes en Agenais, la compagnie de Castella s'enferma dans Agen, avec celles des capitaines Raphael, Mompeyrou, Darmavaille et de Castera, sous les ordres de Monluc. Leur présence fut une ruine pour Agen, mais elle sauva la ville (4).

(1) *Histoire ecclésiastique des églises réformées*, édition de Toulouse, 1882, t. 1, pp. 203 et 499.

(2) Ces lettres ont été publiées par M. Ph. Tamizey de Larroque dans les *Archives historiques de la Gironde*, t. VII et VIII.

(3) *Commentaires*, t. 1, p. 269.

(4) *L'Invasion des princes en Agenais*, par P. Courteault. (*Recue de l'Agenais*, t. XXV, 1896, p. 468.)

PRISE DE SAVIGNAC. — L'Agenais traversa alors de longues années de misère. Les guerres successives ruinèrent les campagnes et démolirent plusieurs châteaux.

En 1583, après quelques mois d'un calme relatif les hostilités et prises d'armes recommencèrent. La ville d'Agen fut l'objet d'une tentative d'escalade dans la nuit du 10 août. Quelques jours auparavant, les consuls avaient fait entrer dans la ville, la compagnie du capitaine Basmaison. Cette précaution n'était pas inutile.

Peu après, une troupe de protestants s'empara du château de Savignac. Il s'agit, très probablement, du château appartenant au seigneur de Lamaurelle. Nous savons, en effet, que son propriétaire l'avait mis en état vers la fin du ^{xv}^e siècle, pendant que celui de Montpezat tombait de plus en plus en ruines. Les rebelles s'y établirent et s'y fortifièrent.

Mais le maréchal de Matignon veillait. Il chargea le capitaine Basmaison de faire une expédition contre Savignac et d'en chasser les ennemis. En même temps, il écrivait aux consuls d'Agen la lettre suivante :

MESSIEURS,

J'avois cy devant escript à Monsieur de Bajaumont de laisser sortir la compagnie du cappitaine Basmaison pour l'employer à réprimer la témérité de ceulx qui ce sont emparés du chasteau de Savinhac, que sera dans peu de jours Dieu aydant, et incontinant après je vous la renvoyeray, vous priant cependant qu'elle sera dehors vous employer à faire faire aussi bonne et sougnieuse garde à vostre dite ville qu'avés faict jusques icy, recommandant sur ce bien fort de bon cœur à vostre bonne grace et prie Dieu vous donner, Messieurs, en sainte, bonne et longue vye.

De Bourdeaux, ce dixiesme jour d'octobre 1583.

Vostre entièrement bon et affectionné ami,

MATIGNION (1).

(1) Archives de la mairie d'Agen, BB. 33, fol. 213. — *Archives historiques de la Gironde*, t. XXIX, p. 214.

Pour que la ville ne fût pas démunie de troupes, le sénéchal Messire François de Durfort de Bajamont y fit entrer la compagnie du capitaine Bernard (1).

L'expédition eut un plein succès, mais elle porta le dernier coup à Savignac, qui ne s'en est plus relevé (2),

LES DU BERNET. — Le premier de cette famille, qui prit le titre de seigneur de Savignac, fut Jean du Bernet II^e du nom, seigneur de Savignac, Lamaurelle et Fauguerolles en Agenais. Il était fils de Jean I^{er}, secrétaire du roi et contrôleur en Chancellerie de Bordeaux et de demoiselle Nicolle de Bouneau. Il hérita des charges paternelles (3).

De son mariage avec Beatrix de Chimbaud, il eut trois enfants, Françoise et Beatrix qui se firent religieuses et Joseph du Bernet.

Savignac était encore habitable au moins en partie. Le 4 juillet 1604, en effet, étant dans le château de Savignac « il cède et transporte pour le prix de sept cents livres à noble Jean de Burin, seigneur de Lamaurelle et à Marie de Laval, damoiselle, mariés, certaines rentes et certains droits seigneuriaux précédemment acquis du prieur de Sainte-Livrade. Le paiement n'est pas effectué au terme convenu. En conséquence, le 22 septembre 1606, étant dans le château de Savignac, les mêmes annulent la vente du 4 juillet (4). »

Jean du Bernet fait son testament le 26 juillet 1619, dans lequel il engage sa femme à vendre la seigneurie de Savignac, pour acheter un office à leur fils. Il mourut en 1620.

Son fils Joseph du Bernet avait reçu Savignac en dot, lors de son mariage avec Catherine de Benoist, le 15 mai 1605. Il

(1) *La ville d'Agen pendant les guerres de religion*, par G. Tholin. (*Recue de l'Agenais*, t. xvii, p. 407.)

(2) On voit, encore, à côté des ruines de Savignac, plusieurs boulets de pierre, de belle dimension, qui doivent avoir servi à cette entreprise.

(3) *Château de Fauguerolles*, par l'abbé Marboutin, pp. 19 et 20.

(4) *Nobiliaire de Guienne et Gascogne*, par Bourrousse de Laffore, t. iv, pp. 415-416.

se maria en secondes noces, le 5 février 1633, avec dame Marguerite de Sevin, veuve de messire Jacob de Secondat (1).

Successivement premier président au Parlement d'Aix et à celui de Bordeaux, il eut à souffrir de nombreux déboires dans ces deux villes. Il mourut à Limoges le 17 novembre 1652 (2).

Le 22 août 1623, il avait vendu la seigneurie de Savignac et la sixième partie de Fauguerolles à noble Jean-François d'Esparbès, seigneur de Carbonneau (3).

LES D'ESPARBÈS DE CARBONNEAU. — Originaire de l'Armagnac, cette famille se divisa en plusieurs branches, dont l'une se fixa dans les environs de Caudecoste (4).

Le nouveau seigneur de Savignac était fils de Jean Paul d'Esparbès, seigneur de la maison noble du Fugua et de Françoise de Carbonneau. Il se maria avec Charlotte du Gout, fille de noble Pierre du Gout, seigneur de Lamothe-Bardigues et de demoiselle Madeleine Voisins.

Le 1^{er} avril 1625, il vendait à M. de Nort, procureur général en la cour de Guienne « la maison, château, terre et seigneurie de Savignac en Agenais avec tous ses droits, biens, domaines qu'il a ci-devant acquis du sieur du Bernet, président au Parlement de Bordeaux par contrat du 22 août 1623. Plus ledit seigneur de Carbonneau vend la sixième partie de la seigneurie de Fauguerolles... le tout pour le prix de 35,000 livres (5).

LES DE NORT. — La famille de Nort est d'origine agennaise. Sortie de la bourgeoisie, elle arriva à la noblesse par la magistrature. Dès 1481, nous voyons Florent de Nort, docteur en médecine, consul de la ville d'Agen. Il se maria avec

(1) *Nobiliaire de Guyenne et Gascogne*, t. III, p. 249.

(2) *Le Parlement de Bordeaux. — Notes biographiques sur les principaux officiers*, par A. Communay. Bordeaux, 1886, pp. 86 à 96.

(3) Archives du château de Lafox.

(4) *Histoire du prieuré de Layrac*, par l'abbé Dubourg.

(5) Archives du château de Lafox. — V. *Château de Fauguerolles*, pp. 20, 21.

Antoinette de Laroque, veuve de noble Jean de Prayssas, seigneur de Quissac (1).

Un de ses petits-fils, Martial de Nort, fut huit ou neuf fois consul d'Agen. Monluc l'appelle le bonhomme Nort. Ce fut un des plus fermes défenseurs de la religion catholique à Agen, ce qui lui a valu de Théodore de Bèze le titre de « grand pilier d'église ». Cela n'empêcha pas qu'un de ses fils, Odet, versât dans l'hérésie. La *Chronique de Gauffreteau*, prétend qu'il était Carme, lorsqu'il embrassa le calvinisme. Reçu ministre à Genève, en 1561, il fut envoyé à Castelmoron, puis à Villeneuve et enfin à La Rochelle (2).

L'acquéreur de Savignac était un des fils de Martial et de Odiette de Tapie, Jules de Nort. Celui-ci jouissait de l'estime de ses concitoyens. En 1621, le maréchal de Bassompierre, venant de Montauban, passa à Agen pour se rendre à Monheurt. La ville, ayant déjà beaucoup souffert par les passages incessants de troupes, faisait des difficultés pour donner à Bassompierre ce qu'il demandait. Impatienté, le maréchal donna ordre de faire installer les régiments dans la ville, en leur commandant de faire bonne chère.

« Ces Messieurs, dit-il dans ses Mémoires, ne furent pas moins étonnés de mon procédé que j'étois indigné du leur, et voiant que Desfourneaux allait donner les despartements, ils le prièrent de les suspendre, mais lui dit, qu'au contraire, il les hasteroit et qu'ils méritoient pire traitement que celui que je leur faisois. Ils vinrent battre à ma chambre, et moi je fis la sourde oreille, jusques à ce qu'ils me firent dire par Lamothe de Nort, qui entra par ma garde-robe, qu'ils me donneroient, non seulement ce que j'avois désiré, mais encore ce que je voudrois ordonner, et que seulement je les veuille entendre. Ce qu'enfin je fis, avec une forte réprimande et eus d'eux tout ce que je voulus. Aussi fis-je changer mes logements (3). »

(1) Archives de l'abbaye d'Eysses.

(2) V. *La France protestante*.

(3) *Mémoires de Bassompierre*. Amsterdam, 1692, t. I, p. 112.

Jules de Nort se maria, en premières noces, avec Jeanne Le Berthon et en secondes noces avec Jeanne de Béchon.

De son second mariage, il eut Jules-César de Nort, qui fournit une belle carrière militaire, se distingua en Catalogne et pendant les guerres de la Fronde (1).

Ce dernier eut une fille, Françoise de Nort, qui se maria avec Jean de Raffin et lui apporta la seigneurie de Savignac.

LES DE RAFFIN. — Jean de Raffin était fils de Philippe de Raffin, seigneur d'Hauterive, et d'Antoinette de Ranse. Il naquit en novembre 1610 (2).

Sa famille était originaire du Rouergue, où elle avait donné un évêque à Rodez en 1381.

De son mariage avec Françoise de Nort, Jean de Raffin eut cinq enfants dont l'ainé, Jules-César, naquit en 1637. Jean fut capitaine au Régiment d'Anjou et à celui de Guienne. Sa femme mourut le 2 mai 1652 (3).

Leur fils, Jules-César de Raffin, se maria avec Marguerite de Cieutat, dont il eut un fils, Jean.

Celui-ci épousa Clémence de Villemont, fille de Jean de Villemont, seigneur de Laroque-Timbaut, et de Marguerite de Bérault. Jules-César de Raffin eut six enfants. Jules-César, l'ainé, hérita des biens paternels après la mort de son père, survenue le 22 décembre 1690. Il se maria avec Susanne de Fumel.

Jules César paraît avoir été sous la tutelle de sa mère tant qu'elle a vécu. D'un caractère hautain, autoritaire et cupide, Clémence de Villemont se suscita nombre de procès tant à Savignac qu'à Laroque-Timbaut.

Dans la juridiction de Savignac, en effet, elle voulut empêcher les fermiers de la dime de prélever ce qui leur était dû sur

(1) *Château de Fauquierolles*, pp. 21, 22.

(2) *Les Raffin d'Hauterive*, par le D^r Couyba, p. 11.

(3) *Saisie du château de Perricard*, incident judiciaire du xvii^e siècle, par Beaune. (*Revue de l'Agenais*, t. xv, 1888, p. 115.)

sa propriété de Lassalle (1). En 1707, le sieur Baissières, ayant perçu 33 gerbes de la dime du blé, Clémence de Villemont fait enlever la paille de ces gerbes lorsqu'elles furent dépiquées. Puis, elle fait assigner Bernard Durand, curé de Monbran et le sieur Baissières, et demande à être réintégrée dans la possession et jouissance du droit de dime. L'évêque d'Agen prend fait et cause pour ses fermiers. Il produit alors les renonciations du ^{xiii}^e siècle, dont nous avons déjà parlé et finalement eut gain de cause (2).

A Laroque, ce fut autre chose. A la mort de son frère Charles de Villemont, conseiller aux aides, en 1715, elle était devenue dame de Laroque. En 1718, elle commença par réclamer la police du bourg, les droits de mesures publiques et le revenu des biens communaux. La communauté, jalouse de ses biens, nomma un syndic, Etienne Goubie et le procès commença (3).

Les tenanciers de Laroque-Timbaut profitèrent de cette circonstance. Depuis longtemps, il se plaignaient que les charges et redevances seigneuriales avaient été induement aggravées. Au mois de juillet 1718, ils demandent à dame Clémence de Villemont de vouloir bien « régler le pied de la rente que « les tenanciers font à la dite seigneurie de Laroque sur les titres primordiaux (4). »

Sur le refus de Clémence de Villemont, les tenanciers portèrent leur plainte devant les tribunaux. Ce fut un procès interminable. Les pièces s'entassèrent, les procédures se succédèrent sans résultat. La Révolution seule y mit un terme (5).

Jules César de Raffin eut sept enfants. Ce fut Arnaud-Augustin, qui eut la succession paternelle.

(1) Lassalle, sur la commune de Sembas, est un vieux petit château qui n'a jamais été très important. Ses murs bâtis en bel appareil moyen, ses ouvertures en cintre brisé, semblent indiquer un édifice du ^{xiii}^e ou ^{xiv}^e siècle. Il est situé entre Savignac et Sembas.

(2) Evêché, E. 3.

(3) Mairie de Laroque. Registre des actes anciens notariés.

(4) *Idem*.

(5) *Les cloches du canton de Laroque-Timbaut*, par l'abbé Marboutin, p. 1.

Le 8 septembre 1739, il épousait Anne de Lard de Rigoulières qui mourut le 2 juin 1742. Il se remaria en 1749 avec dame Marie-Joseph-Charlotte de Cadrieu. De son premier mariage il eut deux enfants et du second cinq (1).

Pendant la Révolution, quelques Raffin émigrèrent. Savignac, cependant, ne fut pas vendu comme bien national. Il passa entre les mains d'Alphonse de Raffin, fils du second mariage d'Arnaud-Augustin. Il eut le titre de marquis et fut le dernier représentant de la famille de Raffin d'Hauterive. Il fut maire de la commune de Sembas et mourut dans sa propriété de Rosery.

Au commencement de la Révolution, le *Journal patriotique de l'Agenais*, dans son numéro du 16 décembre 1789, citait de lui le trait suivant :

PATRIOTISME

Nous nous empressons de communiquer à nos lecteurs un trait de patriotisme bien intéressant dans le jeune citoyen qui s'en est montré capable.

Alphonse de Raffin, âgé d'environ dix ans, assistait, le 8 de ce mois, à l'acte de déclaration que les habitants de Pujols, en Agenois, réunis à ceux des Paroisses voisines, faisoient de leur revenu, pour en offrir le quart à la Patrie ; frappé de l'empressement qu'un peuple nombreux mettoit à cette action généreuse, le jeune Alphonse s'est écrié qu'il vouloit aussi faire sa déclaration et son offre. Monsieur, a-t-il dit à la personne chargée d'enregistrer les noms des patriotes contribuant, je suis sûr d'avoir de bonnes étrennes ce premier de l'an, recevez la déclaration que j'en fais, et la promesse que je vous donne de venir, à cette époque, en déposer fidèlement la moitié dans vos mains. — Alphonse, n'en doutons point, aura beaucoup d'émules dans la carrière patriotique qu'il lui a été si glorieux d'ouvrir ; les jeunes citoyens de l'Agenais s'empresseront de marcher sur ses traces ; et la Patrie, qui s'enorgueillira de recevoir leur offrande, les placera avec joie parmi ses défenseurs et ses soutiens, tandis que la faiblesse de leur âge ne leur laissoit qu'entrevoir dans l'avenir un avantage si précieux.

(1) *Les Raffins d'Hauterive*, par le Dr Couyba.

Aujourd'hui, le château de Savignac appartient à M. Rieucros, du village de Mondou.

Ce ne sont plus, hélas ! que des ruines, ruines pittoresques et ignorées, couvertes de verdure et dorées de tons chauds par le soleil, mais nous les voyons avec un grand regret disparaître peu à peu chaque jour.

J.-R. MARBOUTIN.



LE CHATEAU DE XAINTRAILLES

PENDANT LA RÉVOLUTION

Pendant la période révolutionnaire un grand nombre de châteaux ont été démolis de fond en comble ; quelques-uns plus favorisés n'ont subi que des dégradations peu importantes ; parmi ces derniers le château de Xaintrailles.

Pour se rendre compte des dégâts qu'il éprouva, il faut rechercher l'état dans lequel il se trouvait en 1789.

Depuis longtemps, sans que l'on puisse préciser une date, les fortifications avaient disparu ; cependant on peut croire que ce fut vers la fin du xvi^e siècle puisque les coutumes octroyées par le seigneur en 1511 mentionnent le prélèvement d'un souquet (1) destiné à l'entretien des murailles de la ville, et un acte d'hommage au roi par Anne de La Mothe du 10 octobre 1539 mentionne le château et place de Xaintrailles avec ses fossés et pont-levis.

Le souvenir de l'emplacement même des fortifications est complètement perdu et c'est par hasard que récemment, dans le jardin potager, nous en avons découvert une partie consistant en fondations de tours et bastions dont l'épaisseur varie de 1^m60 à 2^m25 ; la construction et les parements extérieurs très soignés sont identiques au donjon qui est du xiii^e siècle.

Il ne restait donc vers le milieu du xviii^e siècle que les corps de logis servant à l'habitation du seigneur et la baille ou communs à peu près dépourvus de moyens de défense.

Les corps de logis, représentés par Viollet-Leduc comme type de manoir dans son *Dictionnaire d'architecture*, avaient

(1) Le souquet est une sorte de droit d'octroi sur les vins.

subi à plusieurs reprises de véritables mutilations à l'intérieur ; quant à l'extérieur on s'était heureusement contenté d'y accoler un peu partout des appentis, comme autant de verrues, et de cet amas informe de bâtisses émergeaient le donjon, deux tours carrées au couchant et quatre tourelles crénelées aux angles.

On sait avec quel mépris, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, on traitait l'architecture du moyen-âge et de la renaissance ; toutes ces merveilles dont nous admirons les derniers vestiges étaient qualifiées de barbares et l'on s'empressait de les faire disparaître.

Le château de Xaintrailles n'avait pas échappé aux fureurs de la mode et pour lui comme pour tant d'autres on peut dire qu'il souffrit moins pendant la Révolution que pendant les règnes de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI.

Ce fut au cours du ^{xviii}^e siècle que l'on remplaça les portes en ogives par de hautes et larges ouvertures, à deux vantaux, les fenêtres à meneaux sculptés par les immenses trous béants qui constituent les fenêtres Louis XIV, que l'on ne peut ni ouvrir ni fermer à cause de leur trop longue portée, les grandes cheminées dans lesquelles douze personnes se chauffaient aisément par de petits trous fumants ; enfin on détruisit les plafonds à caissons et les poutres et solives apparentes furent soigneusement dissimulées sous un épais enduit de plâtre.

Dix ans seulement avant la Révolution on abattit quelques pignons qui déplaisaient au risque de faire écrouler la superbe charpente en tiers point du ^{xv}^e siècle, et comme on trouvait les murs trop massifs on décida de les diminuer « pour les ramener, dit le devis de l'architecte, à une épaisseur convenable » ce qui détermina la chute d'une des tourelles d'angle, au grand étonnement de l'architecte qui n'avait pas prévu ce résultat.

En résumé, en 1789 le château se composait de deux principaux corps de logis au midi et au nord reliés entre eux, d'un côté par une muraille au centre de laquelle s'élevait le donjon et de l'autre côté par un bâtiment qui servait de vestibule d'entrée.

Aux deux angles regardant le levant deux tourelles rondes crénelées, à l'un des angles regardant le couchant une tourelle carrée, quant à l'autre angle nous avons vu que sa tourelle ronde crénelée s'était écroulée en 1780.

Au couchant deux grosses tours carrées flanquant chacun des corps de logis.

Et au levant le donjon qui avait perdu ses créneaux et sa toiture en pyramide à la suite d'un incendie quelques années auparavant.

Enfin un peu partout des bâtisses de toutes formes et hauteurs édifiées sans style suivant les besoins.

Jusqu'en 1793 nul ne se préoccupa des châteaux, mais après la mort de Louis XVI les esprits s'échauffant, on ne voyait partout que des repaires offrant un abri sûr aux ennemis du peuple et menaçant la liberté.

En vertu des décrets de la Convention nationale des 18 et 21 mars 1793, on fit d'abord le dénombrement et la désignation des vieux châteaux d'émigrés et autres et leur démolition fut ordonnée par décret du 6 août suivant.

En conséquence de ces décrets, le Conseil départemental du Lot-et-Garonne, réuni le 3^e jour de la 3^e décade du premier mois de l'an second de la République française, une et indivisible (15 octobre 1793), prit l'arrêté suivant :

« Vu les décrets des 18 et 21 mars qui ordonnent le dénombrement et la désignation des vieux châteaux d'émigrés et autres compris parmi les biens nationaux ;

« Considérant qu'il importe à la sûreté générale que tous les forts, forteresses, châteaux, redoutes et tout ce qui tient à l'antique féodalité disparaissent du sol de la République, considérant que sous le régime de l'Egalité, il importe aussi qu'aucune maison ne rappelle et ne conserve les traces et les formes hideuses des anciens châteaux ;

« Le Conseil général du département, ouï et ce requérant le procureur général syndic, délibérant au nombre de vingt-cinq membres, arrête :

ARTICLE 1^{er}

« Les châteaux forts, flanqués de bastions, entourés de
« redoutes et de fossés, ceints de murs et créneaux, pouvant
« servir de repaire aux malveillants, seront démolis de fond
« en comble à la réserve du corps de logis; les ponts-levis
« seront abattus et les fossés comblés.

ARTICLE 2

« Les tours, tourelles et pavillons des châteaux non fortifiés
« seront démolis par leurs propriétaires, jusques au niveau
« des combles du corps de logis, les démolitions commence-
« ront dans les trois jours qui suivront la publication du
« présent arrêté.

ARTICLE 3

« Les matériaux provenant des démolitions des châteaux des
« émigrés, ou des citoyens qui ne se seraient pas conformés
« au présent arrêté, seront distribués aux citoyens peu fortu-
« nés domiciliés dans les communes où les châteaux seront
« situés.

ARTICLE 4

« Les Conseils généraux des communes rendront compte
« dans le délai de huit jours à leurs districts respectifs et
« ceux-ci dans les huit jours suivants transmettront au Conseil
« du département les mesures qui auront été prises pour
« l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5

« Le présent arrêté sera soumis à l'autorisation des repré-
« sentants du peuple.

« Fait en Conseil du département du Lot-et-Garonne le
« jour, mois et an susdits. Signé : Brescon, vice-président ;
« Bidou, Biers, Chapelle, Coutenseau, Delage, Delbourg,
« Duvigneau, Dupin, Falques, Jauzenque, Lassout, Lapeys-
« sonnie, Lacoste, Laliman, Varennes, Roudoux, Murat,
« Marie, Mourgues, Carrère, Monforton, Saint-Amans, Orliac

« Cinquiesme, Pradelle, Souilhagon, Touzac et Simbauzel,
« procureur général syndic.

« Vu et approuvé par nous, représentant du peuple, signé :
« Paganel.

« Le procureur général syndic est requis et la direction a
« ordonné que le présent arrêté sera imprimé au nombre de
« mil cinquante exemplaires, en placard, pour être envoyés
« aux districts, par eux aux municipalités pour être lu, publié
« et affiché aux lieux accoutumés. Signé : Le Secrétaire généra-
« ral du Département, Tampoure Coudiché ».

Cet arrêté, notifié à tous les possesseurs d'anciens châteaux, arriva à Xaintrailles le 29 octobre suivant à la consternation générale.

Dans l'espoir d'échapper aux rigueurs de cet arrêté, on détruisit toutes les armoiries existant à l'extérieur et à l'intérieur du château, et tous les autres objets pouvant choquer la vue en rappelant le régime déchu.

Mais la situation empirait rapidement, quelques énergumènes effrayaient la masse de la population et exigeaient la destruction complète du château. Le 5 novembre le régisseur écrivait : « Les choses sont en un tel point que je n'ose plus prendre la défense des propriétés sans m'exposer aux plus grands dangers ».

Il fallait se résoudre à démolir; on commença par découvrir l'une des tours carrées flanquant le vestibule d'entrée, tout en protestant que le château ne se trouvait pas dans les conditions de l'arrêté, les fortifications n'existant plus et les propriétaires n'étant pas émigrés.

La majorité des habitants voyait avec peine cette démolition et regrettait surtout le donjon qui contenait l'horloge utile à toute la population; enfin, par un accord tacite, on saisisait tous les prétextes pour faire traîner en longueur l'œuvre de destruction.

Sur ces entrefaites, la Convention nationale, saisie d'un grand nombre de réclamations, reconnut que l'on avait outrepassé ses volontés et que l'ardeur de certains patriotes trou-

blant les esprits, on détruisait un grand nombre de demeures qui n'étaient pas visées par le décret du 6 août.

En conséquence le 13 pluviôse an II (1^{er} février 1794), elle rendait un nouveau décret donnant quelques garanties aux citoyens, en prescrivant que les démolitions seraient ordonnées par les directoires des districts d'après l'avis d'un ingénieur militaire ou des ponts-et-chaussées sur les moyens d'exécution et les contestations qui naîtraient au sujet de la destruction des châteaux.

On se reprit à espérer, car on n'était plus à la merci de la dénonciation du premier venu. Les ingénieurs qui visitèrent Xaintrailles furent d'avis que le château n'étant pas propriété d'émigrés et ne possédant plus de fortifications efficaces pouvant servir de repaire aux ennemis de la liberté, il n'y avait lieu d'en démolir aucune partie.

On se crut sauvé ; ce n'était qu'une accalmie pendant l'orage ; quatre mois après la municipalité était accusée d'avoir pactisé avec les ennemis du peuple et de vouloir se révolter contre les décrets et arrêtés en n'exigeant pas la démolition du château.

Parmi les terroristes les plus ardents figurait Brutus Dudevant (1) qui s'acharnait spécialement, on ne sait pour quel motif, sur le château de Xaintrailles dont il ne cessait d'exiger la destruction.

Sur ses poursuites et son rapport, l'administration du district de Nérac, dans sa séance du 19 messidor an II, prit l'arrêté suivant :

« L'administration du district de Nérac procédant d'après
« le rapport du citoyen Brutus Dudevant, l'un de ses mem-
« bres et commissaire délégué par le département de Lot-et-
« Garonne, avec l'approbation des représentants du peuple, à
« l'effet de surveiller la démolition des châteaux-forts, des
« tours et tourelles existant dans l'arrondissement de ce
« district.

« Considérant qu'il existe encore dans la municipalité de

(1) Oncle du baron Dudevant, époux de Georges Sand.

« Xaintrailles et dans le cidevant château appartenant au
« nommé Lau, une tour carrée garnie de créneaux, plusieurs
« tourelles et une guérite propres à jeter des pierres, signes
« hideux de la féodalité.

« Considérant qu'au mépris des lois du 6 août 1793 (vieux
« style), du 28 vendémiaire et des arrêtés des représentants
« du peuple Paganel et Monestier de la Lozère, la municipa-
« lité de Xaintrailles a laissé subsister sur son territoire un
« monument qui insulte à l'égalité et qui rappelle les droits
« odieux de l'ancien régime, que déjà depuis longtemps tous
« ces emblèmes auraient dû disparaître, que c'est peut-être à
« des considérations particulières que la négligence de ladite
« municipalité doit être attribuée ; qu'il est temps que le peu-
« ple brise ses chaînes et se pénètre de la hauteur des desti-
« nées auxquelles il est appelé.

« Considérant que des matières de fer, de cuivre, de plomb
« et d'étain qui existent dans le ci-devant château, auraient
« déjà dû être envoyées dans les magasins du district pour
« être employées dans les manufactures d'armes et canons.

« Le directoire délibérant au nombre de quatre membres ;
« oui sur ce, l'agent national, arrête ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}

« La municipalité de Xaintrailles fera procéder sans délai
« et sous la responsabilité individuelle de chacun de ses mem-
« bres, à la démolition de la tour carrée garnie de créneaux,
« ainsi qu'aux tourelles, guérites et meurtrières existant au
« ci-devant château de Xaintrailles, le tout sera démoli de
« fond en comble.

« Les frais de démolition seront payés par le propriétaire
« du ci-devant château ou par ses agents et préposés, les
« matériaux en provenant seront vendus au profit des citoyens
« les plus indigents de la commune.

ARTICLE 2

« La municipalité de Xaintrailles rendra compte toutes les
« décades au directoire du district, des progrès de cette démo-

« lition, elle sera dénoncée au représentant du peuple, si par
« négligence elle faisait suspendre les travaux ; et s'il existe
« quelque signe de féodalité qui ne soit pas totalement dis-
« paru des murs environnant le ci-devant château, la munici-
« palité les fera remplacer par des emblèmes de la liberté, le
« tout aux frais du propriétaire.

ARTICLE 3

« La municipalité de Xaintrailles fera transporter dans les
« vingt-quatre heures au district de Nérac, tous les fers de
« luxe, portes, grilles, ainsi que tous les cuivres existant dans
« la cuisine, le plomb, les fontaines d'étain et généralement
« toutes les matières propres à alimenter nos forges.

« La municipalité fera constater le poids de toutes ces ma-
« tières pour en rembourser le montant s'il y a lieu ; le tout
« sera envoyé au grand parc d'artillerie à Toulouse en en don-
« nant avis au représentant Romme à Villeneuve du Lot.

« Tous les citoyens et citoyennes sont invités de contribuer
« à la prompte démolition de tous les signes de féodalité du
« ci-devant château de Xaintrailles et de s'y livrer même le
« jour de décadi.

« Le présent arrêté sera lu pendant trois décades consécu-
« tives au pied de l'arbre de la liberté ».

Avec une constance et une énergie que rien ne rebutait, M. Beretté Laugareil qui s'occupait des intérêts des mineurs Lau Lusignan, fit des démarches auprès du citoyen Brutus Dudevant pour le faire revenir sur les conclusions de son rapport ; peine perdue, le tuteur des mineurs reçut la curieuse réponse suivante qui contient bien toute la phraséologie ronflante de l'époque.

Nérac, le 4^e thermidor, 2^e année républicaine.

« CITOYEN,

« Tu as parfaitement bien jugé de mes sentiments lorsque

« tu as cru qu'ils étaient appuyés sur la justice. Tu t'adresses à
« moi par ta lettre du 27 messidor avec la confiance d'un
« homme libre, je te répondrai avec le même caractère.

« Tu sers de père à des orphelins, ce titre est bien précieux
« pour moi et je sais qu'il doit trouver protection lorsqu'on
« veut blesser ses intérêts ; mais il paraît que tu n'as point de
« connaissance exacte sur le plan du ci-devant château situé à
« Xaintrailles, car te disant l'ami de la liberté et de l'égalité,
« tu serais étonné que les odieux monuments de la féodalité
« soient encore, au mépris des lois, existant dans ce ci-devant
« château. L'administration du district, qui connaît la cons-
« truction de ce bâtiment et les despotiques prétentions que le
« ci-devant possesseur y attribuait, n'a pu s'empêcher de ré-
« veiller les autorités constituées de cette commune, qui, par
« je ne sais quelles considérations, avaient négligé le vœu de
« la loi et des arrêtés des représentants du peuple.

« Tu t'es trompé lorsque tu as cru que la tour carrée était
« dans le cas prévu par l'article 7 de la loi du 13 pluviôse, sa
« construction au contraire est telle que les arrêtés des repré-
« sentants du peuple Paganel et Monestier de la Lozère, dé-
« putés dans ce département, en ordonnent expressément la
« démolition.

« Tu peux compter que je désirais dans toutes les circons-
« tances te donner des preuves du désir que j'aurais de t'obliger,
« toutes les fois que la rigueur des principes et la pleine exé-
« cution des lois n'y mettront point d'obstacle.

« L'administration a reçu la pétition que tu avais présentée
« au Département, elle nous a été renvoyée pour statuer sur
« tes réclamations.

« Mais la loi est une et égale pour tous ; je ne crois pas que
« tu puisse obtenir ce que tu as cru juste de lui demander,
« mais qu'il lui est impossible de t'accorder.

« Je désirerais que tous les orphelins ressemblassent à ceux
« à qui tu sers de père et nous aurions beaucoup moins de
« malheureux à consoler.

« Je suis convaincu que les principes d'égalité te gouver-

« nent et que tu ne néglige rien pour les faire adopter à ton
« pupille.

« Salut et fraternité,

« BRUTUS DUDEVANT ».

Le sort en était jeté, il n'y avait plus qu'à s'incliner, toutefois avec une persévérance digne de tous éloges M. Beretté n'abandonna pas la lutte et traina les choses en longueur avec l'approbation tacite de la population.

Pour ne pas s'exposer aux fureurs de Brutus Dudevant on recommença à démolir ; mais sous prétexte de la moisson, puis des vendanges les travaux avancèrent avec telle lenteur qu'à l'entrée de l'hiver on n'avait démoli que les toitures des deux tours carrées et des tourelles d'angles et quelques mètres de maçonnerie, abaissant ainsi leur niveau à la hauteur des combles du corps de logis.

On sentait qu'un revirement était imminent, les citoyens paisibles reprenaient courage et les terroristes suffisamment préoccupés du soin de leur propre conservation ne songeaient plus guère à faire exécuter leurs arrêtés ; l'hiver se passa ainsi.

Enfin, au printemps le bon sens ayant repris ses droits, les terroristes furent chassés et le 23 germinal an III (16 avril 1795), M. Beretté Laugareil avait la satisfaction d'écrire ce qui suit au tuteur des mineurs Lusignan.

« Brutus Dudevant qui a si fort persécuté la tour de Xain-
« trilles, vient d'être destitué par le représentant du peuple
« Treilhard, ainsi que quelques autres de sa clique ; j'étais
« membre du conseil de la commune de Nérac, je lui avais
« demandé ma démission fondée sur mes longs services, il l'a
« acceptée, mais il m'a placé administrateur du conseil du
« district de Nérac ; il a remis d'autres braves gens en place et
« il a honteusement chassé les aboyeurs, les méchants et les
« terroristes, c'est ainsi que ce représentant du peuple a rendu
« hommage à la vertu opprimée. »

Le château sortait de cette rude épreuve sans grands dommages, mais les temps étaient trop durs pour songer à lui

rendre son aspect primitif ; on se contenta de recouvrir, provisoirement, les tours et tourelles d'une toiture plate. Ce provisoire dure encore pour les deux tours carrées.

Malheureusement, quelques années après, un dommage considérable était causé au corps de logis du nord ; Madame la marquise de Lusignan, en faisant des aménagements inconsidérés, ébranla le mur pignon du levant qui s'écroula entraînant dans sa chute la tourelle ronde crénelée de l'angle du levant et une partie de la toiture en tiers point du **xv^e** siècle ; par ce fait, le corps de logis du nord a perdu ses deux tourelles d'angle, l'une en 1780, l'autre en 1824 ; Madame la Marquise se contenta de relever la partie écroulée en construction très ordinaire, sans style, et de recouvrir en toiture plate ; cette partie est encore dans le même état.

C. CHAUX.



L'ODYSSÉE D'UN CURÉ AGENAIS

PENDANT LA RÉVOLUTION

[Suite et fin]

Nous partîmes donc le jeudi matin à cinq heures. J'économisai conducteur et porteur. Il en coûta plus d'un louis à chaque prêtre pour traverser à pied ces affreuses montagnes. Nous partîmes plus de trente à la fois ; car il fallait plus de personnes que nous étions pour porter pain, vin, viande et paquets, ne devant pendant huit lieux de traversée trouver maison, ni baraque.

Je portai donc pour moi un poulet, mon pain et ma gourde pleine dans mon havressac.

Au sortir de Cautrès, une garde nous arrêta, ne laissant passer que ceux qui avaient des certificats de prêtre. Nous fîmes donc plus de quatre lieux toujours en grimpant de montagne en montagne, dont le seul aspect nous faisait trembler, passant souvent dans des sentiers qui n'avaient pas un pan de large, entre des montagnes vingt fois plus hautes que les plus grands arbres de chès nous, les cimes se touchant déjà, et n'offrant d'un côté que d'affreux et bien dangereux précipices, n'entendant rien que le mugissement des eaux qui, descendant avec grand bruit du sommet de ces hautes montagnes, allaient se briser contre les rochers avec un bruit épouvantable.

L'ardeur que nous avions de sortir de notre malheureuse patrie en proie à tout ce que l'anarchie et la sceleratesse a de plus affreux et le grand désir de franchir ces horribles montagnes, pour mettre nos jours en sûreté dans un royaume étranger, ranimoient notre courage et nos forces.

Un vieillard octogénaire, porté sur une chaise, couverte en toile cirée, par quatre hommes à qui il donnait cent livres pour cette journée, s'estimait heureux au milieu de tant et de si grands dangers.

Au milieu de tant de horreurs, conduits par des hommes comme

sauvages et bien dangereux eux-mêmes, nous nous conduisîmes assés bien jusqu'à deux heures de l'après-midi ; mais, tantôt nageant de sueur au bas de ces montagnes, tantôt gelés sur les hauteurs, ne pouvant rien manger de fatigue, ni boire d'un vin infect porté dans des peaux de bouc, trois ou quatre des plus vieux tombèrent à terre, et, couché sur les pierres ou la neige, ne pouvant plus faire un seul pas, froids comme le marbre, ils n'attendoient que le moment de rendre l'âme.

Nous nous arrêtâmes bien embarrassés asseurement. Pour sauver les moribonds, nous leur fîmes prendre une goutte de ce mauvais vin pour les échauffer un peu, après les avoir bien couverts de manteaux. Puis, après avoir fait porter l'octogénaire à la cime de cette haute montagne qu'il falloit grimper avec les mains pour y monter, nous en fîmes revenir chercher un autre. Ces hommes en portèrent un sur les épaules à tour de rôle. J'en trainai un qui se tenoit à ma canne. Un autre ecclésiastique aussi robuste que moi en traina un autre soutenu sous le bras, et avec la faveur de la divine Providence nous les conservâmes tous. Je glissai une fois sur la neige et descendis en arrière en ne me faisant qu'une légère égratignure aux mains.

Nous trouvâmes de la glace sur le sommet de cette scabreuse montagne et des bancs de neige de plus de douze pieds d'épaisseur. Mais toute la montagne n'en était pas couverte.

Nous nous arrêtâmes plusieurs fois pour manger ou faire manger les porteurs, et nous fumes les plus surpris du monde une fois, voyant sortir un homme de la fente d'un gros rocher avec une figure d'une couleur affreuse. Ses habits faisoient peur. Il crioit de toutes ses forces, venant à nous du haut d'une montagne. Les porteurs nous rassurèrent en riant, disant que c'était un homme qui nous portoit du beurre ; en effet, il en portait du superbe et d'excellent. Nous lui en primes et il ne voulut en payement que des pièces d'un sol.

Nous ne pûmes pas nous arrêter longtemps sur cette haute montagne où nous avions avec tant de peine conduit tous nos vieillards ; le froid y étoit excessif, malgré qu'il fit un beau soleil toute cette journée et nous avions encore près de quatre lieux de descente, ou de peu de plaine, avant d'arriver au premier village d'Espagne nommé Penticousa. Et cette descente en plusieurs endroits étoit encore plus dangereuse, offrant par temps des précipices affreux où on se fut précipité si on eut fait quelque chute dans ces chemins si étroits et si pierreux.

Nous arrivâmes enfin à neuf heures passées du soir à ce malheureux Penticousa, au milieu des ténèbres et des mauvais chemins,

n'ayant trouvé qu'une baraque où les **Espagnols allaient prendre des bains (1) et incapable de loger trente-cinq personnes**. Arrivés donc à cette heure dans ce village de sauvages toujours dans les montagnes, nous fumes conduits par nos guides à une auberge qui ne peut pas nous loger, n'ayant ni pain, ni vin. Nous fumes à une seconde qui dit pouvoir nous retirer et non pas nous coucher à tous.

Nous entrâmes donc dans une vieille mazure plus noire qu'une cheminée. Nous n'avions d'autre lumière qu'une spèce de bois goudronné. Il dit que nous aurions du pain et de ce vin exécrable des outres qu'on alloit chercher à plus de trente lieux dans des peaux de bouc sur des mulets. Mais j'étais si fatigué que je ne peux manger, ni boire.

J'avais encore la moitié de mon poulet ; et, voulant en avaler une bouchée, je fus contraint de la rejeter, ayant une forte douleur d'estomac. Je fis signe à cette femme que j'étais bien malade, de vouloir m'enseigner quelque spèce de paille ou de bois pour m'y coucher. Elle me conduisit sur une spèce de lit de planches où je nie couchai sans avoir la force de prier Dieu ni de me déshabiller asseurement. Je restai là jusqu'au jour et reposai un peu.

Le lendemain je demandai un peu de bouillon, me sentant encore malade. Mais comment faire pour se faire entendre. Il n'y avoit d'ailleurs huile, graisse, beurre, ni lard. On me donna par grâce deux œufs dont un demi pourri, et l'autre, quoique très vieux, mais manducable. Je l'avalai avec autant de pain, et lorsqu'il me fallut partir il me fallut donner quarante-huit sols pour ma couchée ou pour cet œuf. J'aurai même donné davantage pour me tirer des mains de cet homme furieux.

Il fallut prendre un passeport espagnol et faire viser le notre par un notaire et le consul. Touts les autres prirent un mulet chaqu'un pour se porter avec leur bagage. Il leur en en coûta 12 ll. à chaqu'un. Mais je ne voulus pas en prendre. Ces fripons de conducteurs m'avoient volé 12 ll. roulés dans une paire de bas de mon havressac, avec un beau mouchoir. Je finis par leur déchanger mes assignats à moitié perte, ne pouvant en rien tirer en Espagne.

• Je partis donc à pied le vendredi matin pour me rendre avec les autres à Jacca, ville épiscopale du royaume d'Aragon. J'avais près de deux lieux à faire et il fallut y arriver. Je donnai 15 sols à un conduc-

(1) Eaux minérales faiblement minéralisées.

teur de mulets pour porter mon havressac et pris la plus grande peine ce jour-là, étant obligé de suivre ces mulets qui allaient toujours le grand trot, ne connaissant pas la route et voulant arriver avec eux avant la nuit.

Je n'en pouvois plus de fatigue deux heures avant d'arriver et passa par bonheur un vieux homme avec un bon bourrique qui me porta à Jacca pour 1 l. 4 s.

Arrivant à la nuit dans cette ville, je trouvai qu'on logeait mes camarades de voyage qui avoient déjà annoncé qu'il en arrivoit un un autre dévalisé et déguisé, en matelot chasseur, venant du diocèse d'Agen.

Un curé du Quercy vint d'abord me réclamer et me prenant sous le bras, il me conduisit à sa chambre où il me donna la moitié de son lit et nous fîmes chambrée ensemble.

Le lendemain de mon arrivée on me fit porter un louis d'or ; le seigneur de Pau m'envoya chercher, me fit prendre deux belles chemises et un mouchoir ; un autre me donna trente piécettes ; une autre dame, dix huit livres, j'étois chaque jour dans les meilleures maisons et je ne manquai plus de rien assurément. Chaque (jour) on me faisoit de nouvelles offres et M. l'abbé Thierry, vicaire général de Bordeaux, que je voyois chaque jour me faisoit mille amitiés, me reconnoissant à mon honnette procédé envers le pauvre M. l'abbé Langoiran, son intime ami, avec qui j'étois en relation et il me donna l'attestation la plus amicale et la plus ample.

Arrivé à Jacca le 21 septembre 1792, j'y étois fort bien ; mais ne pouvant y boire ni vin, n'y ayant ni beurre, ni graisse, ni lard, ni autre chose qu'une huile infecte, j'en partis pour Ouesque (1), autre ville espagnole, le 2 octobre. Mais, nous trouvant treize ecclésiastiques ensemble, ma route fut bien chargée.

Nous fumes droit à Saragosse, grande ville archiépiscopale du Royaume d'Aragon, distante de vingt trois mortelles lieux de Jacca.

Nous eumes trois jours de marche : à la première journée, nous fîmes neuf lieux, traversant toujours les montagnes, et arrivâmes à la nuit dans une gorge affreuse, où étoit une seule maison où il fallut absolument coucher.

Nous avions pris chacun un mulet avec un mauvais bat. C'est ainsi qu'on voyage dans ces affreuses montagnes et, pour ne pas

(1) Huesca.

rester seul, j'en pris un pour moi et fis prix avec le maître en partant à quinze livres argent de France. Mais le malheureux domestique, quoique averti par son maître, me dit, une fois que nous fumes partis : « Il faut payer comme les autres, argent d'Espagne, autrement descendre. » Il saisit mon mulet aux reines et me força de descendre.

Je marchai donc toute la journée et peinaï grandement pour suivre les mulets et ne pas me trouver seul. Mais, pour le lendemain, mon homme fut radoussi. Je repris mon bât et il m'en coûta bien moins. Arrivés donc le soir dans cette mauvaise auberge, nous aurions été bien plus mal, si, avertis à temps, nous n'eussions pris quelque provision.

Mais quelle fut notre surprise et notre juste crainte, voyant arriver par petites bandes une foule de montagnards tous éguenillés, payant de très mauvaise mine, nous faisant mille questions, nous plaisantant et nous chantant parfois : « Ça ira ! Ça ira ! A la lanterne ! »

Cette auberge fut bientôt farcie d'une pareille engeance et nous crumes tous trouver là notre calvaire. Nous portions la moitié d'un mouton. Nous voulumes en faire cuire une partie. Mais il ne fut pas possible. Cette chambre était farcie et le reste (du mouton) cru nous fut volé et nous fumes contraints de sortir l'autre à demi cuit d'un côté seulement, l'autre n'étant pas chaud.

Nous étions tous pêle et mêle et craignant qu'on n'éteignit une seule lampe qu'il y avoit, nous nous retirames tous dans une spèce de grenier où nous portames tous nos porte manteaux. Imaginez quel fut notre souper !

Nous avions deux paillasses pour treize ecclésiastiques et, mettant à côté les couvertures et les manteaux de certains, nous nous y couchames tous habillés, laissant la lampe allumée, ayant bien barricadé la porte et attendant à chaque instant qu'on vint l'enfoncer pour nous prendre argent et vie.

Cette nuit nous parut bien longue, le Seigneur nous ayant conservés, nous nous levames de très bonne heure et ce grand et beau lit sans draps nous coûta vingt sols à chaqu'un.

La seconde journée ne fut pas si rude. Nous eumes vers dix heures fini de traverser ces horribles montagnes.

Quel fut notre étonnement voyant une jolie plaine au sortir de ces déserts arides. Nous vimes un paradis terrestre rempli de diverses sortes d'arbres fruitiers : poiriers, pommiers, figuiers, serisiers, abricotiers, amandiers, oliviers ornoient de belles et bonnes vignes

pendant deux heures de chemin et entouroient un joli bourg nommé Sonera. Ensuite parut une très-vaste plaine qui alloit jusques aux portes de Saragosse.

Mais ce ne fut que de pauvres landes. Si dans quelques recoins paroissoient quelques arbres, c'était quelques pains et chaines verts ou lièges, puis genêts, fougères, ronces et brandes dans des sables arides.

Nous arrivâmes à la nuit dans un village nommé Gorrea. Nous n'avions pas vu d'autre maison depuis Souerra (1). Nous y fumes moins mal qu'à la première. Si nous n'y trouvâmes pain ni vin, nous y trouvâmes au moins des lits pour tous, deux dans chaque. Il nous fallut aller quetter en payant pain et vin dans ce village, et nous en trouvâmes assés grâce à un capitaine Espagnol qui y restoit avec quelques soldats. Il nous procura aussi un lapin pour vingt sols et ce fut notre souper de treize avec beaucoup de sausse.

Le lendemain matin, je me levai de bonne heure et je payai bien cher ma couchée. J'eus le mal au cœur de me voir enlever ma pauvre compagne fidelle, celle qui sans doute m'avait sauvé la vie, ma consolation et mon amusement, ma levrette.

Je la détachai du pied de la table. Je monte sur mon mulet baté et l'ayant à mes côtés, elle m'est enlevée comme une pierre précieuse, pendant que quelqu'un du complot me faisait parler. Je me donnai tous les mouvements possibles pour la trouver mais ce fut inutilement.

Je partis bien mécontent et, après trois quartz de heure de marche, j'y revins encore et ne fus pas plus heureux. Arrivé au premier village, j'en portai ma plainte à l'alcade. Puis, ayant rencontré près de Yerba, un capitaine conduisant cent mignons à Jacca, je lui fis part de mes peines. L'un et l'autre me promit de ne pas oublier cette affaire. L'alcade écrivit et le capitaine réussit, car ayant fait bien du tapage dans ce village et le menaçant de le mettre en dérouté, ma pauvre chienne fut retrouvée et me fut ramenée huit jours après.

Nous traversâmes donc toujours ces landes et, ce qu'il y avoit de bien remarquable, c'est que, pendant huit lieux au moins, nous ne vîmes que de ces herbes fines et odoriférentes : toute cette vaste plaine étoit couverte de lavande, thim, romarin, serpollet, citronnelle, sauge, menthe, thamarins et plusieurs autres que nous ne connaissions pas.

(1) Zuera sur le Rio Gallego.

Nous trouvâmes à trois lieux de Saragosse un joli village nommé Villeneuve.

Il y avoit autour plusieurs beaux oliviers et quelques vignes. Nous trouvâmes ensuite par distance une infinité de parcs pour les abeilles, batis en terre et une chambrette pour leur berger. Il y avoit plus de quatre cens ruches dans chaqu'un et à une petite lieu de Saragosse se présentèrent les plus beaux oliviers, tous bien fermés par des hautes murailles en terre ; de beaux jardins et plusieurs belles prairies toutes en sainfoin.

Quel spectacle attendrissant d'entendre crier partout le peuple consterné : « Demonio de Assembleia ! »

Nous arrivâmes vers quatre heures (1). Une garde nombreuse nous arrêta au sortir d'un pont superbe et le plus beau de trois qui traversent une vaste rivière nommée le fleuve *Ebro*. Nos porte-manteaux ne furent pas fouillés et un des gardes nous accompagna partout avec son fusil et bayonnette, soit à l'auberge, soit chès le lieutenant-général.

Nous restâmes deux jours à l'auberge et fus ensuite à une chambrée d'Agénais où étoient les sieurs Billon, Roux (de Saint-Pierre), Escodéca, vicaire de Montastruc, et Trolat, vicaire de Gontaud. Il nous en coûtait treize piécettes et un consul espagnol avec qui je fis connoissance par le plus grand hazard aussi bien qu'avec madame son épouse, sa belle-sœur et sa mère, m'ayant demandé ce qu'il m'en coûtoit, voulut bien m'en trouver une qui me coûta que huit livres.

Il vint me trouver lui-même, le dimanche, trois jours après, pour me demander trois messes à l'intention de ses trois dames, et me mit dans la main quatre-vingts piécettes. C'étoit payer bien gracement assurément. Son domestique vint me chercher à midi pour dîner et je fus traité comme un roy. Dès ce moment cette maison me fut entièrement dévouée.

J'entrai donc le lendemain dans ma nouvelle chambre de huit piécettes ; mais y ayant diné et soupé, je n'y couchai pas, un bourgeois de la ville ayant demandé à loger gratis un ecclésiastique dévalisé. Il s'adressa par hazard à M. Chomon, curé de Frespèch, qui m'y

(1) Voici, d'après ses notes, la route qu'avait suivi le curé Boissé : Ferrussac, Sainte-Livrade, Agen, Lamontjoie, Condom, Gondrin, Lannepax, Castillon, Loupiac, Lapeyrusse, Marciac, Rabastens, Tarbes, Lourdes, Pierrefitte, Cauterets, Penticousa, Jacca, Saragosse. Dans une autre note, on trouve le nom de M. Dulmau, bourgeois de Cauterets, frère du curé de Bretagne.

accompagna et j'y couchai le soir même ; et ce brave jeune homme, marié depuis deux ans, s'attacha à moi mais d'une manière incroyable. Il prévenoit tous mes petits besoins et ne pouvoit assés faire pour m'obliger. Je mangeois de son seul ordinaire, le samedi ; et, quoique pauvre lui même, il auroit voulu me nourrir toujours.

On me proposa plusieurs places dans différentes communautés de dix à vingt lieux ; mais je remerciai ces personnes, ne voulant quitter ni la ville, ni plusieurs grandes protections que j'y avois. Un curé de Bordeaux me donna une soutane, chemise, caleçon, bas et souliers, en attendant que j'en fis faire. Je fis ensuite plusieurs connoissances avec des chanoines et vicaires généraux de Bordeaux et plusieurs autres étudiants et prêtres espagnols (1).

Je vis le douze octobre la plus belle procession possible en l'honneur de Notre Dame du Pilier. Elle fut annoncée la veille au son de toutes les cloches de la ville qui fut illuminée ; et le soir et le lendemain douze feux de joye brulèrent longtemps devant cette superbe et opulente église. Plus de deux cens lampes d'argent y brulèrent toute la nuit et une très-belle musique en faisoit continuellement retentir la voûte. Toute la ville ne fit qu'aller et venir toute cette nuit rendue si claire. Les messes commencèrent à deux heures du matin jusqu'à midi et il s'y en dit au moins deux mille ; une populace immense s'y étoit rendue de quarante et cinquante lieux.

De très-grands géants et géantes, plusieurs autres figures furent portées devant l'Eglise. Une excellente musique ne discontinua de cette journée et la procession commença à trois heures. Toutes les communautés et paroisses de la ville y assistèrent en corps avec leurs bannières, croix et corps saints, en argent seulement. Touts les chanoines habillés violet, la poitrine couverte de velours cramoisi et tous les autres bénéficiers chaqu'un selon son rang, en aube et en chappe.

Cette procession commençoit par une troupe d'hommes aliénés et à demi fols, habillés tous d'une grande raube avec des chapeaux blancs, ayant une croix, battant du tambour, jouant des cliquettes et dansant. Puis une troupe de femmes de cette même trempe habillées

(1) Dans le cahier de notes, j'ai trouvé éparpillés les noms suivans : Pierre Lapeyrère, vicaire de Gondrin. « M. le vicaire de Gondrin va à Tudela. » Le chanoine Salles-Barret, le curé de Montpezat, l'abbé Martin, l'abbé Ramon, l'abbé Barthes, le curé Boé, l'abbé Surdois, l'abbé Bernadou, l'abbé Gineste, l'abbé Bareton.

en Hiéronimites (1), leur raube blanche, leur capuchon bleu, une sinture, conduites par des prêtres qui les faisoient taire au premier signal.

Ensuite un grand nombre de petits enfants orphelins, habillés en capucins exactement, puis une bande de petits orphelins en hiéronimites ayant chaqu'un leur croix.

Suivaient toutes les croix réunies au nombre de vingt-cinq et chaque communauté selon son rang. On y admiroit quarante chasses de Corps Saints tous en argent massif, portés par des hommes robustes, choisis et payés exprès, tous vestus de blanc, étant quatre, six et huit à chaque chasse selon le poids. J'eus la patience d'y compter en file huit cent soixante treize prêtres. On ne permit qu'à 8 ou 10 vicaires généraux français d'y assister en soutane, chaqu'un représentant son diocèse, parce que la procession n'auroit jamais fini, si on y eut admis tous les prêtres français en si grand nombre alors dans cette ville.

La chasse de Notre Dame du Pilar étoit la dernière portée par des ecclésiastiques dont vingt portoient un day au dessus d'elle avec des bâtons d'argent et d'autres tenant des cordons avec des glands en or.

Venaient de suite tous les juges et magistrats précédés de leurs huissiers, vetus d'une raube d'un beau damas cramoisi, garni d'un velours de même couleur, un chapeau rond garni en taffetas et portant sur le col chaqu'un une grosse massue en or et en argent. Tous les magistrats, vêtus de noir et suivis de leurs domestiques portant l'épée au côté.

Une superbe musique vocale et instrumentale donnoit des airs toujours nouveaux et cette marche grave dura longtemps.

Lorsque la musique se reposoit, les simbales et trompettes de la ville reprenoient; même musique dans l'Eglise toute la journée jusqu'à dix heures de la nuit, mêmes feux de joye et même illumination. Plus de cinq cents cierges illuminoient l'Eglise et toute la S^{te} chapelle paroissoit en feu, tant il y en avoit.

La procession du Grand Rosaire sortit à huit heures du soir. C'étoit un nombre infini d'hommes et garçons, la plupart comme il faut, tous reçus de la Confrérie, ayant chaqu'un une épée et portant un flambeau de cire du poids de quatre livres. On y voyoit seize flam-

(1) Les Hiéronymites de Lupiana, ordre fondé en Espagne (1373).

beaux cimétrisés en verre et plomb éclairer quatre corps de musique dont le plus grand nombre étoient des prêtres. Il y avoit plusieurs croix et bannières. Il n'y avoit pas de femmes et à la procession qui se fit des confréresses du Rosaire, il n'y avoit hommes ni garçons. Ces processions furent longues.

Les jours de la fête des morts, nous dimes trois messes chaqu'un et le lendemain la grande célébration de la mémoire des martyrs de Saragosse.

Cette grande fête commença la veille par un grand *Salve* de musique qui dura jusqu'à dix heures du soir. Toute la place fut illuminée. Il y eut le matin des messes continuellement jusqu'à dix heures, même musique jusqu'à midi, et les deux chapitres avec leurs musiques furent chanter la grand'messe aux Hiéronimites, superbe église où tous les martyrs furent enterrés.

Pour copie conforme :

D^r L. COUYBA.



CROQUIS D'ANNAM ET DU TONKIN

EN BAIE D'ALONG

29 mai.

...Dans le canal de Formose. Des orages s'entassent vers l'est, contre les montagnes de l'Ile. Une éclaircie pourtant se produit, la mer redevient la Grande Bleue. Et nous nous sentons revivre, les vieux enthousiasmes renaissent. On a beau dire, la mer est une terrible et prenante maîtresse. Elle a toutes les perfidies d'une femme, et une variété de beauté que la femme n'a pas. Et puis ce que nous aimons en elle, c'est nous-mêmes ; notre amour pour elle n'est que de l'égoïsme..., et c'est peut être ce qui le fait éternel...

Nous commençons à connaître singulièrement cette côte de Chine. Elle m'inspire à peu près le même intérêt que les paysages cent fois revus qui défilent sous les yeux d'un mécanicien de chemin de fer.

2 juin.

Nous avons passé hier le détroit d'Haïnan, sous un ciel blanc, sur une mer d'acier fondu. Aujourd'hui, c'est la baie d'Along, l'éternel décor de rochers sombres, dans le silence d'une lumière aveuglante et d'une écrasante chaleur. Combien de temps resterons-nous dans cette fournaise ?

8 juin.

Huit jours sont passés. On a essayé quelques exercices intéressants ; des attaques de torpilleurs où tous les aspirants se sont couverts de gloire. Mais l'équipage est fatigué. Symptôme grave : les hommes ne mangent plus. On a tenté d'aérer le bateau en l'embossant, sans résultat appréciable. L'exemple voisin du *Redoutable*, dont l'équipage usé par deux ans de campagne envoie chaque jour dix ou douze hommes à l'hôpital de Quang-yen, influe d'une façon désastreuse sur le moral des nôtres. Ce matin, un accès de fièvre pernicieuse a emporté un torpilleur en moins de deux heures. Dans la lumière crue, sous la tente qu'un perpétuel arrosage préserve à peine de brûler, l'équipage réuni a assisté au débarquement de la bière. Puis la vedette, traînant après elle des embarcations pleines d'hommes et d'officiers, s'est éloignée sur la nappe éblouissante, vers Hong-haï, là-bas, tout au fond de la rade... Et rien n'a changé sur l'immense bateau. C'est à peine si l'on a senti que la mort volait dans le voisinage. A Saïgon, le choléra décime le *Pascal*.

Tous les jours l'équipage se baigne et les officiers l'imitent ; mais cette existence cloîtrée, mal coupée par les nuits brûlantes, où l'on se retourne sur un lit odieux en implorant une bouffée d'air, épuise les constitutions les plus robustes. Quand le soir vient, on s'étend sur le banc de la dunette, et l'on regarde les extraordinaires couchers de soleil rouges derrière les rochers fantastiques de la baie, puis les étoiles voilées de brume qui se mirent dans l'ombre des hautes falaises.

Au pied de ces falaises s'allument parfois des points d'or. Ce sont les sampans qui s'y abritent pour la nuit ; toute une population bruyante et pillarde, quoique douce

et serviable, qui se précipite sur le d'*Entrecasteaux* aux heures des repas, pour vendre sur le pont des bananes, de la limonade et des conserves. Il y a de petites femmes un peu enfantines, sveltes et gracieuses, avec des yeux ardents. Peu à peu nous les connaissons; on leur dit un mot quand elles passent, leurs corbeilles sur la tête, et elles répondent en souriant. Un de mes camarades demande tranquillement à l'une d'elles si elle veut être sa maîtresse; elle lui répond avec non moins de sérénité : « Vous ne restez pas assez longtemps. »

Nos matelots vivent en très bons termes avec tout ce peuple flottant. Il y a un nombre extraordinaire de marmots. Quelques uns sont uniquement vêtus de leur innocence et de la croix de leur mère. Ils sont catholiques à n'en pas douter. On ne les habille que le dimanche. Ils ont les cheveux rasés, à l'exception de deux petites touffes à droite et à gauche, sur les tempes. Ça leur donne un air très extraordinaire. A peine tiennent-ils debout, et déjà ils grimpent dans les échelles, ou rampent sur les toits nattés des sampans, dans des situations acrobatiques qui feraient jeter les hauts cris à des mères d'Europe.

Le commandant leur donne des sous. C'est le grand ami. Dès qu'il paraît sur le pont, tous les petits se précipitent. Une fillette tombe à l'eau. Il la fait habiller avec un costume de bain à lui. L'enfant, que sa chute a émotionnée, manifeste un caractère des plus désagréables, bat sa mère et griffe son père, et finit pourtant par se calmer dans la splendide combinaison à raies rouges qui fait d'elle la jeune personne la mieux habillée de la tribu.

Il est difficile de se faire une idée de la masse d'approvisionnement que renferment ces sampans minuscules. L'heure du repas terminée, quand on renvoie les vendeurs dans leur domicile flottant, c'est un défilé qui n'en finit plus.

Enfin, la dernière corbeille de bananes est ramassée ; la cité grouillante s'éparpille sur l'eau dorée par le soleil couchant. Des voiles se hissent, les avirons plongent sous la poussée vigoureuse et souple des femmes dont la silhouette se détache à l'avant des barques sombres. Peu à peu tout se réduit à des ombres chinoises sur un fond incendié d'icône, à une sorte de Marche à l'Etoile dans la lumière alanguie du soir. La moitié des sampans gagne l'abri des rochers, l'autre va renouveler à Hong-hai ses provisions pour le lendemain. C'est un spectacle unique et vraiment beau que cet exode, et chaque soir la même heure nous retrouve sur le pont dans une contemplation qui ne se lasse pas.

Le besoin de changer d'air devenant impérieux, je pars avec N..., pour aller respirer pendant deux jours à Do-son. C'est la plage d'Haïphong. Elle est à vingt-deux kilomètres de cette ville, au bord extrême du Delta, sur une presqu'île qui s'offre de toutes parts aux caresses vivifiantes de la mousson. L'air n'y est pas arrêté comme ici par des falaises de deux cents mètres de granit.

A cinq heures du matin, le timonier de veille vient nous avertir que le « régulier » d'Haïphong a surgi sous la pluie battante et pousse des coups de sifflet désespérés.

Quelques instants plus tard, le *Redoutable* et le d'*Entrecasteaux* disparaissent derrière les rochers, et pendant une heure, dans le jour naissant et qui pleure, nous suivons les dédales de ce merveilleux labyrinthe de falaises sombres, où se déchire en franges claires un manteau de verdure mouillée. Puis, brusquement les falaises cessent, la monotonie des palétuviers s'étend à perte de vue. Un long coude nous ramène à Quang-yen, au pied de la colline où se trouve le meilleur sanatorium du delta. Ici les rochers de la baie surgissent de nouveau en pleine

terre. Cette extraordinaire levée forme presque une frontière naturelle en face de la Chine et s'étend jusqu'à Langson.

La marée est basse, impossible de franchir la barre. Nous restons trois heures amarrés à un appontement, sur lequel des indigènes, deux à deux, généralement un homme et une femme, apportent de lourds ballots suspendus à des perches de bambou. Les hommes sont étiques, les femmes paraissent plus robustes.

Une blanche que je n'oserais qualifier de jeune, vêtue d'un peignoir rose tout fleuri, vient voir le commissaire du bateau. Ce petit jeune homme semble avoir fait pour la circonstance une toilette de première classe. Ils boivent du champagne en liberté en échangeant des paroles incompréhensibles, mais dont le diapason dénote une grande sympathie. C'est quelque actrice en villégiature. Après des shake-hand émus on se sépare ; le peignoir rose disparaît au loin dans une construction qui a l'air d'un café. Elle va prendre son apéritif. C'est l'heure du déjeuner ; et le commissaire, renonçant à passer la barre, donne au boy des ordres précis pour attaquer les conserves de l'établissement. Entre deux coups de fourchette, il nous gratifie de quelques renseignements sur la compagnie fluviale dont M. d'Abadie est le chef, et qui fonctionne depuis plus de vingt ans. Dans une circonstance difficile, elle a été soutenue par M. Marty, propriétaire de la ligne Hong-Kong-Haiphong, et les deux armateurs se sont associés. Il est question de draguer le Cuanam-trieu, de façon à rendre Haiphong accessible aux grands paquebots. Cela pourrait influer sur la fortune des « Fluviales ». La ligne que dessert le « Quang-Yen » va d'Haiphong à Mong-Caï, à l'extrémité des Fai-tsi-long, près de la frontière de Chine. Le commissaire, un ancien sous-officier d'infanterie de marine, paraît utiliser ses voyages pour se livrer à

un fructueux petit commerce personnel : la « pelote » des gabiers d'autrefois.

A deux heures, nous sommes à Haiphong. La rivière est encombrée de navires. Le port est banal, la ville jolie, mais morte. De grandes avenues y sont percées, et le canal Bonnal, qui en fait presque le tour, l'éclaire de la verdure de ses rives. On sent que la vie s'est retirée pour reprendre plus florissante et plus ardente à Hanoï, autour du gouvernement. Le chemin de fer et le port futur rendront sans doute à Haiphong son ancienne animation.

M. Sem, interprète de la marine et loueur de voitures, nous fournit une victoria légère, et, au trot de deux petits chevaux nerveux, nous nous élançons sur la route de Doson. La séduction d'un chapeau de dentelles aux dessous mauves sur une tête mal aperçue nous retient cinq minutes en face d'un verre de limonade, au bord du Lakh-traï. Le bac franchi, la route se prolonge indéfiniment à travers la plaine marécageuse. La pluie tombe lentement, une pluie molle et qui ne mouille pas. Des millions de petits crabes jaillissent sous les pieds de nos chevaux et regagnent précipitamment le marais ; d'autres courent innombrables sur les étendues de vase que la marée découvre. Quelques digues révèlent une première tentative pour conquérir des rizières sur la mer. De loin en loin, en plein marécage, une touffe d'arbres s'élève, abritant un village dans des conditions d'insalubrité qui laissent rêver.

Voici la mer, des barques échouées dans la vase. La route tourne brusquement à droite au pied d'une colline qui nous barrait l'horizon. Elle traverse des champs cultivés morcelés autour de huttes d'indigènes. Au-dessus d'un portail largement ouvert sur un jardin, nous lisons : Grand Hôtel ; nous sommes arrivés.

Il est très ingénieusement compris, cet hôtel. Des pavil-

lons séparés sur le bord de la plage, comprenant chacun deux ou trois chambres. Au centre, un peu en saillie, une sorte de rotonde s'ouvre à tous les vents : c'est la salle à manger. Elle convient merveilleusement à la saison pendant laquelle la plage est achalandée, et rappelle aux vieux Toulonnais que nous sommes, l'établissement des Sablettes, où l'on allait quelquefois en été dîner au champagne en folle compagnie. Ça manque un peu de rires perlés ici.

La plage se développe presque rectiligne en face de la mer libre, dont les vagues viennent déferler sur une chaussée de lourds galets, domaine des pêcheurs à la ligne. A droite, la presqu'île de Doson la ferme, allongeant ses falaises vers le petit feu de l'île de Hondo ; à gauche, les îles de la baie d'Along retiennent les nuages aux aspérités de leurs montagnes violettes ; en face, les Norway pâlisent sur l'horizon, et le soir leur feu cligne lentement dans les ténèbres bleues.

Nous avons suivi la route qui longe les habitations sur la façade opposée à la mer. Elles sont d'aspect diversement opulent ; presque toutes demeures d'été de fonctionnaires qui viennent s'y reposer le dimanche, ou qui y laissent pour une cure d'air leurs femmes et leurs enfants. Ça et là jaillissent des cocotiers et des palmiers aux panaches élégants. La plage n'a pas l'air de gaieté des plages normandes. Le sable est sombre, mêlé de vase ; ce n'est pas une volupté de s'y promener pieds nus. Sur les piliers d'un portail absent nous avons lu : " Marty et d'Abadie ". Une villa surmonte la colline, une autre dresse parmi les arbres des toits recourbés de pagodes. Nous avons gravi les pentes pour jouir de la vue de Do-son allongeant à nos pieds sa bande de verdure ; la nuit nous a ramenés à l'hôtel.

Après un dîner confortable arrosé de boissons délicieu-

sement glacées, et une heure de causerie nonchalante sur des chaises longues au bord de la mer, nous avons regagné nos chambres, où la chanson mélancolique de la plage a bercé des rêves qui s'égarèrent bien loin de Do-son, bien loin de ce delta perdu du fleuve Rouge, vers celles qui n'en sauront jamais rien.

9 juin.

A quatre heures et demie, tandis que l'aube blanchit les nuages au-dessus des rochers d'Along, nous montons dans des chaises à porteurs, qu'enlèvent d'un pas rapide quatre souples Annamites. Une odeur exquise de mimosas flotte le long du chemin. Nous partons pour l'extrémité de la presqu'île. La route prend en écharpe une colline, et conduit à une villa crénelée, bâtie sur un promontoire par un fermier de l'opium enrichi qui craignait les pirates, actuellement propriété du gouvernement. Elle est exposée aux plus fraîches brises de la mousson.

De vallon en grève, de grève en lande, nous atteignons le sommet d'une falaise qui plonge dans la mer en face de l'îlot de Hondo. C'est une petite pyramide sans arbres, surmontée d'un phare. Elle se perd dans l'immense horizon, dans cette infinie profondeur où la mer, là bas, semble rejoindre le ciel, laissant pourtant deviner entre elle et les nuages une mystérieuse échappée, vers où s'envolent nos fièvres et l'inquiétude de nos éternels désirs.

Quand nous sommes revenus, le soleil déjà chaud nous brûlait le visage, combiné avec la réverbération de la mer; nos femmes marchaient plus lourdement sous leurs immenses salaccos, et les baigneurs qui ce matin piétinaient au bord de la plage avaient regagné les fraîches vérandahs.

10 juin.

Aux premiers rayons du soleil nous avons repris

l'interminable ruban de route qui conduit à Haïphong à travers les marais miroitants.

A onze heures, le "Quang-Yen" pivote et descend lentement la rivière. Notre bonne fortune a conduit à bord le commandant du cercle de Mong-caï. Nous laissons à Quang-yen des malades militaires ; puis, tandis que le soleil décline, nous nous enfonçons dans les mystérieuses avenues de pierre de la baie d'Along. Il y a à bord une opulente Con-gaï. Le commissaire nous avoue que "cette femme est à moi". Il l'envoie du côté de Mong-caï examiner s'il y aurait du bois à exploiter. Touchante union de l'amour et du commerce. Le commandant manifeste peu d'enthousiasme à la pensée du déboisement de sa circonscription. Le commissaire fait apporter un flacon d'un liquide "très léger", qu'il appelle du vin chinois. Il boit ça dans des verres à bordeaux. C'est une eau-de-vie qui emporte la bouche. Il faut qu'il ait le gosier étamé. Il nous explique que cette heureuse propriété est due à une origine septentrionale : il est flamand.

15 juin.

L'amiral est rentré d'Hanoï ; de même le grand-duc Boris, qui y a fait une fête impériale de cosaque, et va chasser aujourd'hui à l'Ile-aux-Cerfs.

Ce soir, théâtre à bord. Les officiers du *Redoutable*, et une délégation de son équipage déprimé viennent constater que, grâce à Courteline et à ses interprètes, un reste de vie et de gaieté circule encore dans les veines de nos matelots.

... Nous appareillons enfin pour aller mouiller dans l'archipel qui sème l'entrée du Si-Kiang, à douze milles de Macao.

J. DE LA JALINE.

LE MUSÉE D'AGEN

D'après M. Louis GONSE

(Suite et fin)

En dehors du Musée du Louvre et de quelques grandes collections parisiennes, la première renaissance italienne, l'art charmant du *quattrocento* qu'on a si longtemps méconnu en France, n'est presque pas représenté dans nos grands Musées de province. M. Gonse, qui a eu le grand honneur de découvrir dans la petite église d'Auvillers, l'incomparable Madone d'Agostino di Duccio que le Louvre vient si heureusement d'acquérir, a pieusement inventorié et décrit les quatre ou cinq sculptures de cette école admirable entre toutes dont s'enorgueillissent nos collections départementales. Le mot *s'enorgueillissent* a été écrit, je ne le retirerai pas bien qu'il soit assez faiblement exact. En effet, il est tel ou tel de ces marbres inestimables que M. Gonse a littéralement découvert et révélé à des conservateurs qui, ne se doutant pas de leur valeur exceptionnelle, les avaient relégués dans le fond d'obscures vitrines, ou parmi des moulages défraîchis. La liste n'en est guère longue d'ailleurs et la voici :

A Aix, un buste en haut relief de jeune femme, vue de trois quarts, peut être de Verrocchio, et représentant, suivant toute apparence, Lucrezia Tornabuoni, épouse de Cosme de Médicis.

A Lyon, un buste de saint Jean-Baptiste, de Mino de Fiesole et une *Vierge à l'enfant*, d'Antonio Rossellino. •

A Lille, la *Décollation de saint Jean-Baptiste*, par Donatello, et une tête d'enfant de Verrocchio.

A Avignon, au Musée Calvet, une naïve *Vierge aux Anges* d'un élève de Donatello, un buste d'enfant de Desiderio da Settignano et une délicieuse sainte Hélène, de profil, digne de Mino de Fiesole. « Ce précieux et séduisant objet d'art, dit M. Gonse, a été acquis par M. le Dr Clément et offert à la ville d'Avignon en 1849, qui à ce mo-

ment ne se doutait guère qu'on lui faisait un cadeau princier. Alors on comptait par billets de cent francs. Heureux temps ! Aujourd'hui c'est par billet de cent mille (1). »

Et c'est aussi avec quelques billets de cent que fut payé par la vaillante Société du Musée d'Agén le dernier bas-relief florentin que M. Gonse décrit, en ne lui ménageant pas son admiration, quoiqu'on ne lui ait pas laissé la joie de le découvrir. Je reproduis ses paroles :

Aux amis du moyen-âge français, je signalerai une curieuse cheminée romane du *xii^e* siècle, de la forme de celle de la maîtrise du Puy-en-Velay ; aux dévots de la Renaissance, un admirable médaillon carré de marbre blanc, représentant une jeune femme en buste. J'en place l'image sous les yeux du lecteur. Une note brève de Courajod, parue dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires* de 1882, avait signalé l'existence de ce précieux morceau, il est digne d'une plus ample publicité : C'EST UN CHEF-D'ŒUVRE DE L'ART ITALIEN A LA FIN DU *xv^e* SIÈCLE et je le mets au niveau, comme valeur, du bas-relief du Musée d'Aix.

Il me semble qu'on peut, sans trop d'hésitation, attribuer ce médaillon à Mino de Fiesole ; son modelé plein, ferme et un peu sec est tout à fait dans la manière du maître de Florence ; de même l'arrangement très particulier des cheveux. Il existe au Musée national de Florence un autre portrait de la même personne, non dénommée également, qui porte sur l'épaule un motif héraldique analogue à celui qui orne, à l'épaule, le vêtement du buste d'Agén. Le bas-relief de Florence est signé, en grandes capitales, d'une inscription assez bizarre : « *Et io da Mino o avuto el Lume* (« Et moi de Mino j'ai reçu la lumière »). D'après les renseignements que me fournit M. Momméja, le marbre du Musée d'Agén aurait été trouvé dans les débris du château épiscopal des La Rovère, à Bazens, où le Bandello écrivit quelques-unes de ses fameuses et peu édifiantes « Nouvelles ». Mathieu Bandello était né dans le Milanais, en 1480 ; il enseigna les belles-lettres à la célèbre Lucrèce de Gonzague. Forcé de s'expatrier après la bataille de Pavie, ayant pris le parti des Français, il fut nommé par Henri II à l'évêché d'Agén. Jules-César Scaliger, médecin de l'évêque d'Agén La Rovère, avait également habité au château de Bazens. Joseph Scaliger, le philologue, y naquit. La présence du bas-relief en question, dans cette demeure toute italienne, était donc chose naturelle. Mais qui représente-t-il ? Certainement pas Lucrèce de Gonzague qui était une femme du *xvi^e* siècle. J'ai cherché à identifier le motif armorial, d'après le *Litta*, mais je n'y suis point parvenu (2).

(1) *Loco citato*, p. 81.

(2) *Les Chefs-d'Œuvre des Musées de France*, p. 340.

M. Gonse ne nous en voudra pas de faire quelques réserves et d'ajouter quelques considérations nouvelles à cette belle page de critique artistique. Ensemble nous avons étudié le bas-relief agenais, et nous nous sommes trouvés complètement d'accord pour l'attribuer à Mino de Fiesole ; je suis particulièrement heureux et fier d'avoir vu confirmer par une si haute autorité le résultat de mes propres investigations. Mais je tiens à expliquer ici un malentendu qui se produisit alors. M. Gonse, en effet, me signala, à l'appui de son opinion, un bas-relief florentin représentant la même personne revêtue d'une robe portant sur l'épaule le même ornement que la gentille femme du Musée d'Agen. Quoique je me sois longuement attaché à ne rien négliger des merveilles que contient le Musée National de Florence, cet inoubliable Bargello qui me retint trois jours entiers — des mieux remplis et des plus beaux de ma vie — je n'avais aucun souvenir de ce bas-relief. C'était un simple malentendu, car si j'avais pu oublier le marbre signé *Et io da Mino o avuto el Lume*, l'*Histoire de l'art pendant la Renaissance* du regretté Eugène Muntz me l'eut vite rappelé en m'en présentant la reproduction (1), seulement quoique sentant bien le rapport intime qui existe indéniablement entre les deux œuvres (2), j'étais dérouté par l'assurance qu'il s'agissait de la même personne revêtue d'une robe décorée de la même manière.

Car, en réalité, cette identité de type et de costume est plus apparente que réelle. La jeune femme du marbre florentin a le front haut, les yeux petits, un peu bridés et enfoncés, le nez droit dont le bout descend plus bas que le bord inférieur des narines, la lèvre inférieure mince et sèche, le menton droit et massif, tandis que sa contemporaine, probablement sa parente, du Musée d'Agen a le front arrondi et bas, l'arcade sourcillière profonde, l'œil grand et saillant, trop saillant même, le nez légèrement infléchi en dedans et très relevé, la lèvre inférieure grosse et charnue, le menton rond et petit. Il faut comparer de bonnes reproductions de ces deux profils pour comprendre la ressemblance générale qui existe entre ces deux têtes et les différences radicales qui interdisent de les identifier. Constatant que la

(1) E. Muntz : *Histoire de l'art pendant la Renaissance*. — Italie : les primitifs, p. 325.

(2) J'avais signalé ce rapprochement dans mon travail sur la *Fondation du Musée d'Agen* publié dans le volume de la *Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements en 1899*, p. 517, et je l'avais spécifié bien avant dans une communication à la *Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*.

florentine est sensiblement plus âgée que l'Agenaise, je n'hésiterai pas à dire que la première me paraît la mère ou la sœur aînée de la seconde, car les rapports de familles semblent indéniables.

Regardons maintenant de très près le motif décoratif qui s'enlève délicatement sur l'épaule des deux belles dames et que M. Gonse appelle un « motif armorial », « un motif héraldique ». Il ne faut pas prendre ces termes à la lettre : en aucun pays d'Europe — je ne parle pas du Japon dont M. Gonse a écrit le premier l'histoire artistique et dont il connaît si bien les étranges armoiries florales — un tel objet n'a pu figurer dans un blason correct, — j'en appelle à Lowan Géliot et à Wulson de la Colombière, comme à Siebmacher et à Crollanza, à Menestrier comme à Gourdon de Genouillac — mais, malgré son aspect purement décoratif, il peut dériver d'un emblème ou du « corps » d'une devise. Plus encore en Italie qu'en France, les grandes familles patriciennes avaient adopté de ces emblèmes extra-héraldiques, si je puis ainsi parler, dont la plupart sont bien connus de tous les amateurs d'art. Citons, pour fixer les idées, la licorne de Borso d'Este, la bague aux trois plumes de Cosme de Médicis, le laurier de Laurent le Magnifique, la cloche de Frédéric de Montefeltro, la pomme de pin entr'ouverte de François Sforza, etc. Une de ces devises, le *burato* ou bluteau à farine tenu par deux mains, qu'avait adopté Ludovic le More et qui décore la robe de Béatrix d'Este dans le buste célèbre de cette princesse au Musée du Louvre a inspiré de bien étranges suppositions au baron de Guillermy (1) et à Louis Courajod (2). Nous pouvons admettre, à la rigueur, d'après cet exemple bien caractérisé, que la broderie qui décore l'épaule de nos deux dames a elle aussi le même caractère. C'est, appliquée sur une rosace polylobée, une sorte de gros fruit comme le cône d'un arbre résineux se dressant entre de larges feuilles entr'ouvertes, et surmonté d'un léger bouquet de fleurettes graciles. Cela peut être inspiré de la fleur du chardon, mais fait songer à la pomme de pin que François Sforza avait choisie pour emblème personnel avec la devise allemande *Mit Zeit* (avec le temps). C'est là, bien entendu, une simple hypothèse, que combat sérieusement d'ailleurs une étude attentive des étoffes et du costume au xv^e siècle.

L'étoffe dans laquelle furent taillés les corsages de nos deux dames

(1) *Annales archéologiques*, t. **xxi**, p. 295.

(2) *Gazette des Beaux-Arts*, 1877, t. **xvi**, p. 342.

apparaît à première vue analogue aux velours ou draps veloutés multicolores d'origine vénitienne, croit on, dont M. Dupont Auberville a publié un remarquable échantillon, et dont la décoration comportait des pommes de pin, d'artichauts ou de chardons semblables à celles que nous venons de décrire. De telles étoffes se rencontrent fréquemment dans les œuvres d'art du ^{xv}^e siècle finissant : nous citons un peu au hasard le buste de Ferdinand d'Aragon, au Musée de Naples, le portrait de Barbe de Brandebourg dans la fresque de Mantegna, au château de Mantoue, la même Barbe et sont mari dans la gravure attribuée à Mantegna, le portrait de Baptista Sforza par Pierro della Francesca, au Musée des Offices, la sainte Rose de Luini au Monasterio Maggiore de Milan, la Madone de Carlo Crivelli au Musée du Latran, le portrait d'Isotta da Rimini par Pierro della Francesca, à la National Gallery. Il suffit de prononcer le nom de ces œuvres célèbres pour que la mémoire évoque aussitôt des flots d'étoffes somptueuses décorées de larges bouquets de feuilles et de fleurs stylisées, emplissant d'étroits compartiments polylobés. Mais aucun soin n'a présidé dans la coupe de ces vêtements ; les bouquets y apparaissent au hasard sur les manches et sur les corsages, entiers ou fractionnés selon le cas. De toute évidence, le tailleur a appliqué les patrons sur les étoffes sans se préoccuper du dessin, tandis que, bien évidemment aussi, on a opéré dans la confection des robes de nos deux inconnues d'Agen et de Florence, de manière à ce que l'épaule fut couverte par un grand motif, disposé comme s'il eût été brodé, et qui peut-être l'était en effet. M. Muntz a noté que la grande fleur sur l'épaule d'une robe décolletée fut fort à la mode à un certain moment. Cette mode apparaît assez timidement dans les portraits d'Isotta da Rimini et de Baptista Sforza, duchesse d'Urbini, par Pierro della Francesca ; elle est dans son plus complet épanouissement sur le portrait d'inconnue, par le même peintre, au Musée Poldi-Petzzoli de Milan.

Je venais de remarquer sur la porte du palais Vimercati la pomme de pin des Sforza à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure, quand je fus visiter la collection Poldi-Petzzoli et je ne manquais pas d'être frappé, en voyant le portrait d'inconnue de Pierro della Francesca, par un détail de coiffure qui me rappela immédiatement le marbre d'Agen. La jolie personne, en effet, outre les rangs de perles qui séparent ses cheveux, porte une sorte de léger bandeau de gaze qui, passant sur la nuque, vient couvrir exactement les oreilles et remonte au-dessus du chignon.

L'effet produit par ce colifichet est plutôt bizarre que gracieux. Moins prétentieuse, mais plus réellement élégante, la dame du marbre agenais a posé son bandeau de telle façon que, tout en couvrant presque exactement ses oreilles, il vient passer au sommet de la tête, décrivant une courbe gracieuse, tandis que celui de l'autre inconnue fait un angle droit assez déplaisant. La dame de Florence a un ajustement de tête très différent en apparence. C'est toujours un léger bandeau qui entoure la tête en passant par la naissance des cheveux, seulement le bout large et brodé vient ressortir à la hauteur de la tempe et descend jusqu'au bas du visage, la pointe postérieure tombant presque sur l'épaule. En réalité c'est le bandeau de l'Agenaise perfectionné ou peut-être vu du côté opposé.

Serait-ce la dernière transformation de la guimpe de l'escoffion du moyen-âge, que les femmes de Taddeo Gaddi, (*La rencontre à la porte d'or*, à Santa Croce de Florence), ont déjà réduit à l'état d'une bande légère qui, entourant le menton, remonte vers le front en couvrant les oreilles, et, s'enroulant en forme de diadème, retombe sur le chignon? Un état intermédiaire serait donné par la coiffure de la jeune fille de trois quarts debout que Mantegna a peinte derrière Barbe de Brandebourg dans la fresque célèbre dite *La Cour de Mantoue*.

Et nous nous demandons si ce ne serait pas là un trait de costume spécial à la région milanaise. La chose serait à peu près certaine si l'on savait d'une manière positive, que le portrait du musée Poldi Petzzoli représente une personne originaire de la Lombardie. Nous ne possédons pas cette certitude, mais à défaut nous pouvons faire valoir quelques arguments dont pourront se servir des érudits mieux placés que nous pour cette étude.

C'est ainsi qu'on peut sans crainte d'être contredit affirmer que, pendant tout le xv^e siècle, la tendance de la mode, en pays milanais, fut de compliquer les ornements de tête des dames et de leur voiler les oreilles. Tout le monde connaît la grande coiffe de Catherine Sforza dans le médaillon de Domenico Cennini, et le fin bonnet en toile blanche à oreillettes dont est parée Blanche-Marie Visconti-Sforza dans la planche gravée du *De Claris Mulieribus* de Ph. Bergomensis (1497). Il serait facile de multiplier ces exemples, je noterai seulement, en dernier lieu, le portrait de Baptista Sforza, duchesse d'Urbin, par Pierro della Francesca. La noble épouse du grand Frédéric de Montefeltro n'a plus qu'un voile léger couvrant le chignon et se rattachant à un bandeau placé au sommet de la tête et passé en spirale autour des mèches latérales de

cheveux qui s'enroulent sur les oreilles de manière à rappeler les étranges coiffures phéniciennes que les sculptures espagnoles nous ont révélées.

Donc, jusqu'à preuve du contraire, nous admettrons comme caractéristique du Milanais le petit bandeau couvrant les oreilles des dames, à la fin du ^{xv}^e siècle, et rappelant ce qui a été dit plus haut sur l'emblème de la pomme de pin, nous ne voyons pas de raison pour douter que le marbre du Musée d'Agen ne représente une princesse de la maison de Sforza. Réfléchissant au lieu de provenance, nous nous demanderons en terminant s'il ne faudrait pas y voir le portrait d'Ippolita Sforza e Bentivoglio — très jeune encore — l'épouse d'Alexandre Bentivoglio, la grande protectrice de Bandello, qui lui dédia les contes célèbres qu'elle lui avait inspiré l'idée d'écrire. Ce n'est qu'une hypothèse, je le déclare bien vite, mais combien d'attributions n'ont elles pas acquis force de loi, à Berlin comme à Paris, qu'on serait bien empêché d'appuyer de considérations aussi probantes et d'arguments aussi sérieux !

Après la Vénus du Mas et le marbre de Mino, M. Gonse signale aux amis du moyen âge « la curieuse cheminée romane du ^{xii}^e siècle, de la forme de celle de la maîtrise du Puy-en-Velay » aux amis de la sculpture française la charmante statuette en terre cuite de Clodion représentant la *Madeleine repentante*, signée et datée, *Clodion, in Roma, 1768* ; et enfin « un excellent buste en bronze du roi Louis XVIII, par Gois, fondu et ciselé par Carbonneaux, le fondeur de l'exemplaire de la Diane de Houdon, du Musée du Louvre.

Le précieux livre de M. Gonse est uniquement consacré à la sculpture et aux objets d'art ; le distingué critique n'a pu toutefois passer indifférent devant les toiles de Goya du Musée d'Agen, et c'est bien à regret qu'il s'est vu contraint de ne leur consacrer que les lignes suivantes : « Par suite du séjour de M. de Chaudordy en Espagne, beaucoup de ces objets proviennent de la Péninsule. C'est de là qu'il tenait les cinq tableaux de Goya, prélibés tout d'abord et avec juste raison, car ils sont délicieux, par le Musée. (M. de Chaudordy les avait acquis de M. de Madrazo qui les tenait lui même de Valentin Carderera) : la *Messe de Relerailles* ; une esquisse représentant une *Ascension de Ballon* ; le portrait de l'artiste à son chevalet (1783) ; une *Scène de Caprices*, en grisaille ; et une ébauche superbe du *Portrait de Ferdinand VII* ».

On ne saurait en rester à cette si élogieuse, mais si laconique men-

tion d'œuvres historiques capitales. Elles sont connues et bien connues, depuis plus d'un quart de siècle, de tous ceux qui s'occupent de l'histoire de la peinture, et il n'est pas un des livres publiés sur Goya et sur la peinture Espagnole qui n'ait dû leur faire une large place. Sans prétendre reproduire cette énorme masse de références à des livres classiques, quoique ignorés de tous ceux qui tiennent boutique d'expert, nous allons grouper chronologiquement tous les éléments de l'histoire de ces tableaux, ne serait-ce que pour pouver que ce n'est *jamais* à simple vue qu'un homme, aussi avivé que soit son goût, et aussi profonde que soit son expérience, ne se fait une conviction sérieuse, s'il n'a pas épuisé au préalable la masse entière de documents authentiques indispensables. La chose est d'autant plus utile, qu'il n'est pas dix personnes dans le grand public, y compris la majorité de ceux qu'on appelle les amateurs, qui se doute que Goya a eu trois manières différentes, donnant tour à tour des gages à Velasquez, à Rembrandt et à Gaimboroug, et n'ait pas passé sa vie à esquisser au ballai des toiles couleur de charbon, représentant uniquement des horreurs sans nom ou des caprices de fou.

J. MOMMÉJA.



COMITÉ DÉPARTEMENTAL

D'Etudes sur l'Histoire Économique de la Révolution française

La Chambre des Députés, dans sa séance du 27 novembre 1903, a voté un projet de résolution tendant à la publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution française.

Une Commission centrale, composée d'hommes politiques, de professeurs et d'historiens, a été instituée à Paris. Sur sa proposition, M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts a décidé la création de Comités départementaux, qui, se tenant en rapports directs avec la Commission centrale, recevront d'elle des instructions et lui rendront compte de leur exécution.

Le Comité de Lot-et-Garonne, sous la présidence d'honneur de MM. Fallières, Président du Sénat, et Chaumié, Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, et sous la présidence effective de M. Berseville, préfet du département, dans sa séance du 26 novembre et pour se conformer aux prescriptions ministérielles du 12 août 1904, a décidé de faire appel à la collaboration éclairée des instituteurs publics, secrétaires de Mairie, et par là-même gardiens en fait des Archives municipales. Il les prie simplement de vouloir bien vérifier les documents (registres, liasses ou pièces détachées), qui vont de 1789 à 1800 et qui, généralement, se trouvent confondus dans les Archives communales avec les dossiers administratifs modernes. Le questionnaire, très bref, qui suit et auquel nous prions instamment de répondre MM. les instituteurs et MM. les secrétaires de Mairie, indiquera ce que nous attendons de leur dévouement. Le Comité de Lot-et-Garonne ne doute

pas de les voir apporter, comme leurs collègues des autres départements, leur concours le plus zélé à l'œuvre nationale entreprise sur un vote du Parlement.

LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL :

FALLIÈRES, Président du Sénat, et CHAUMIÉ, Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, Présidents d'honneur ;

BERSEVILLE, Préfet de Lot-et-Garonne, Président ;

CAZELLES, Inspecteur d'Académie, et O. FALLIÈRES, Vice-Présidents ;

BONNAT, Archiviste départemental, et GRANAT, Professeur agrégé d'histoire au Lycée d'Agen, Secrétaires ;

CALAS, pasteur à Castelmoron ; CALVET, bibliothécaire de la ville d'Agen ; COUYBA, docteur en médecine à Sainte-Livrade ; DAUZON, député, Président du Conseil général ; DURENGUES, chanoine honoraire ; KAËS, principal du Collège de Villeneuve ; LAUZUN, secrétaire perpétuel de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen ; LEYGUES, député, ancien ministre ; MOMMÉJA, conservateur du Musée d'Agen ; PICOT, professeur adjoint au Lycée Bernard-Palissy.

QUESTIONNAIRE :

1° Existe-t-il dans vos Archives communales des registres ou des cahiers intéressant la Révolution française ?

Si oui : Combien ?

2° Comme ces registres ou cahiers sont, en général, peu nombreux, prière de donner le titre qui s'y trouve et les dates, registre par registre, cahier par cahier.

3° Avez-vous des liasses de documents ou des pièces détachées intéressant à un degré quelconque la période comprise entre 1789 et 1800 ?

Si oui : Combien ?

4° Connaissez-vous des personnes qui, possédant des documents publics ou privés intéressant la Révolution française, consentiraient, le cas échéant, à entrer en communication avec le Comité départemental ?

Les réponses devront être adressées en franchise à M. l'Inspecteur d'Académie avant le 15 Février 1905, dernier délai.

Dans la séance du 1^{er} Décembre 1904 de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, M. Bonnat, secrétaire du Comité départemental, a appelé l'attention de ses collègues sur les travaux du Comité. Il leur a demandé d'aider à découvrir et à inventorier les documents qui pourraient, à un titre quelconque, servir à l'histoire si mouvementée et si peu connue de la Révolution française.

Les lecteurs de cette Revue, qui auraient quelques renseignements à fournir, pourront s'adresser aux Archives départementales. Ils y seront les bienvenus.

R. BONNAT.



BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Tourmentes, poésies, (Alph. Lemerre, 1902. In-12 de 193 pp.).
— **Aquarelles Japonaises**, (Alph. Lemerre, 1904. In-12 de 250 pp.), par JEAN DE LA JALINE.

Au moment où nous allons signaler à nos lecteurs les deux charmants volumes de notre collègue et collaborateur Jean de la Jaline (Henri Joubert, enseigne de vaisseau), nous recevons la lettre suivante, qui atteint le même but et que nous nous faisons un plaisir d'insérer. P. L.

Novembre 1904.

A Monsieur Jean de la Jaline

MONSIEUR,

Je suis une lectrice assidue de la *Revue de l'Agenais*. Les articles que depuis bientôt cinq ans vous y publiez sur vos impressions de voyage dans l'Extrême-Orient m'ont donné envie de connaître les deux volumes, prose et poésie, que dans la même année, — ce qui est beaucoup pour un débutant, — vous avez fait paraître à la librairie Lemerre. Je viens d'en achever la lecture ; et, comme je ne connais pas votre adresse, sachant seulement qu'en qualité d'officier de marine vous parcourez le monde, je prie la *Revue de l'Agenais* de vous faire parvenir ma lettre, qui va vous dire tout le bien — et aussi peut-être un peu le mal — que je pense de vos ouvrages.

Par ces tristes journées de novembre, j'ai lu tout d'une traite votre volume de prose, où, sous le titre d'*Aquarelles Japonaises*, vous narrez fort agréablement ce que vous avez vu chez les Nippons. Le style est clair, lumineux, concis, comme une page de votre confrère Loti. Et c'est sans fatigue aucune que je me suis promenée avec vous dans les anses, si étrangement parfumées, des eaux de Nagasaki, comme sur les crêtes de ses collines aux découpures bizarres, ou encore au sommet du cône du terrible volcan l'Aso-San.

Je n'ai eu aucun scrupule à vous suivre au village Russe, où, avec

beaucoup de charme, vous m'avez révélé les douceurs des lunes de miel, bien éphémères hélas ! de certains officiers de passage ; et j'ai eu le courage de vous accompagner, sans me voiler la face, ni seulement baisser les yeux, dans tous ces petits salons, d'une moralité douteuse, où vous vous pamez d'aise devant les danses aériennes de ces petites dames énigmatiques, que vous appelez Mademoiselle Myosotis, sœur évidemment de Madame Chrysanthème, ou mieux, pour leur conserver leur couleur locale, Rouriso, Kiyoko, Tomiko, Harouko, Aïské, sans oublier Kamomo, à laquelle vous avez consacré une de vos plus jolies poésies.

De toutes ces aventures d'un soir, de ces promenades à travers les cités nouvelles, les récits que vous en faites sont si sincères, si nourris d'impressions fraîches et jeunes, que je ne puis que vous en faire compliment. C'est l'exaltation d'une imagination ardente, l'enthousiasme d'un esprit qui s'ouvre à toutes les séductions de ces pays encore si peu connus. Ce n'est rien, heureusement, de votre cœur, trop noble et trop fier, pour s'être laissé prendre, même une minute, aux charmes très douteux de ces poupées affreusement fardées. Vous-même en faites la confession, et je vous en félicite, dans votre dernier chapitre, le meilleur de tous, où, de retour à Nagasaki, sur la dunette du navire où vous avez pris le quart, par une nuit claire et calme, vous revoyez les fantômes « de ces maïkos exquises, aux robes mer-
« veillesuses, aux gestes précieux,... fleurs du Japon, iris bleus, lys
« d'argent, fleurs roses du pêcher, chrysanthèmes d'or, toutes fanées,
« flétries, desséchées ! » ; où vous comprenez que. « n'étant pas de la
« même race, vos pensées ne peuvent être sœurs », et que de ce passé charmant il ne reste plus rien que le souvenir.

Ne le regrettez pas, comme vous semblez le dire. Laissez dormir en paix ces impressions du jeune âge. En changeant de pays, comme votre métier l'exige, vous changerez de manière de voir. Et je suis bien sûre que, depuis un an déjà que vous êtes en France, depuis que « ce petit peuple pour rire », comme vous l'écrivez quelque part, s'est révélé tout d'un coup, sinon un grand peuple, du moins un peuple de braves, sans aucun souci de la mort, depuis que, selon vos expressions mêmes, « l'aimable tradition du *Village Russe* a sombré
« dans les passes ensanglantées de Port-Arthur », vous ne verriez plus les Nippons, si vous reveniez dans leur pays, avec les mêmes yeux qu'autrefois, et l'étude de leur organisation militaire et sociale vous offrirait certainement plus d'attrait que les danses multicolores des frères et fades mousmés.

A vos descriptions, cependant très neuves et très intéressantes, des pays du Dragon, combien je préfère votre volume de Poésies. Je suis femme, ne l'oubliez pas. Et tout ce qui touche au cœur a pour nous plus d'attrait que les descriptions de la nature ou les écarts de l'imagination. Qui dit Poésie dit Amour. Il faut nous connaître bien peu pour ne pas savoir que toutes, jeunes ou vieilles, fraîches ou ridées, nous serons éternellement sensibles aux effusions d'un cœur enthousiaste comme le vôtre, à ses joies comme à ses peines, à ses espérances comme à ses regrets. Là, mon cher Poète, vous êtes dans votre élément ; et votre lyre n'émet aucune note discordante, aucun son qui ne soit en parfait accord avec les nobles sentiments qui vous inspirent.

J'aime vos *Neiges d'Antan*, poésies de tout jeune homme, presque d'enfant, où, sous les caresses d'une mère ou les effusions d'une sœur, votre Muse s'éveille et vient vous frôler de son premier baiser.

Elle me plaît tout autant, lorsque dans vos courses vagabondes à travers le monde, elle vous dicte vos balbutiements d'amour et que vous écrivez vos *Flots perdus*, que vous pourriez dénommer premières extases et premiers désenchantements.

Vos *Brises folles*, où votre vers s'épure avec vos sentiments, ne sont-elles pas votre cantique des cantiques, l'hymne d'amour consacré à Ninon, — Ninon, l'éternel féminin, — au cœur sensible et volage, qui vous aime et qui vous trompe, afin que vous puissiez « reprendre votre âme fière » et, sans abandonner la Mer,

La mer, la maîtresse éternelle,
Noble, qui n'avilit jamais ceux qu'elle prend,

aborder, après tant de *Tourmentes*, au port commun où le bonheur vous attend.

On me dit que, chargé d'une mission spéciale, vous parcourez en ce moment l'Italie pour vous perfectionner dans la langue des musiciens et des poètes. J'en suis ravie pour vous qui ne pourrez qu'y gagner. Aux souvenirs de Pétrarque, du Dante et du Tasse, sous les ombrages des Cascines ou de la plaine de Sorrente, au pied du Colysée comme sous le voile des pins de la villa Pamfili, votre lyre chantera en de nouveaux accents. Ce ne sera plus l'écho des mélodées plaintives des chamécens. Mais vous nous direz quelles impressions vous avez ressenties au contact des merveilles italiennes, religieuses comme celles que vous donneront les Catacombes et Saint-Pierre, artistiques au sortir des Uffizi, du Vatican ou du Pitti,

antiques à la vue du Forum, des ruines du Palatin ou des majestueux tombeaux de la Voie Appia, dont les silhouettes se profilent toujours si tristes sur l'imposant horizon de la campagne romaine.

Ce volume, je l'attends avec impatience. Car il me fera passer, j'en suis sûre, une heure plus délicieuse encore que toutes celles que je vous dois et qui me font votre obligée,

FEMINA.

Excursion en Lomagne de la Société Archéologique du Gers, par M. ADRIEN LAVERGNE. (Auch, imprimerie Cocharaux, 1904. In-8° de 20 pp. avec planche).

Ce ne sont point les pics neigeux des Pyrénées, ni les rives parfumées des côtes Espagnoles qui ont tenté cette fois la Société Archéologique du Gers. Fidèle aux usages établis par son fondateur, de ne point laisser s'écouler une année sans faire au moins une excursion, elle a préféré ne pas s'éloigner de sa sphère habituelle d'études, et elle a visité, au printemps dernier, une partie de ce joli pays de Lomagne, si peu connu, tout plein de monuments curieux, qui attendent encore leurs historiens.

Les devançant, son vice-président, M. Adrien Lavergne, qui est en même temps vice-président de la Société Historique de Gascogne et membre correspondant de la Société Académique d'Agen, vient d'en écrire la relation, nul, mieux que lui n'étant en même de se charger de cette tâche, dont il s'est acquitté, comme toujours, avec une entière perfection.

Dans une charmante plaquette, sortie des presses de l'imprimerie Cocharaux, il fait défiler devant nous toute une série d'édifices de premier ordre, indiquant en termes clairs leurs dispositions architectoniques, rappelant aussi les faits principaux de leur histoire.

C'est tout d'abord la bastide de *Fleurance*, rendez-vous des excursionnistes, dont l'église, autrefois fortifiée, attire l'attention plus encore par ses dimensions colossales et les traces visibles de ses défenses, que par ses belles verrières d'Arnaud de Moles, son clocher Toulousain de forme octogonale et sa façade étrange, classée comme monument historique.

C'est *Castelnau d'Arbieu* et *Magnas*, jadis deux fiefs de l'illustre maison de Galard, le premier remarquable par son site élevé et quel-

ques restes de ses anciennes murailles, le second par son château rempli de collections merveilleuses, de livres rares, d'éditions de luxe, de gravures originales, de meubles précieux, de faïences multicolores, avec ses terrasses étagées, son parc ombré, et, tout au bas, la célèbre fontaine si souvent chantée par d'Astros, originaire de Saint-Clar.

Saint-Clar était le centre de l'excursion, où M. l'abbé Lagleize, doyen de ce chef-lieu de canton et l'un des vice-présidents de la Société, offrait à ses collègues dans son presbytère, transformé en véritable musée, l'hospitalité la plus généreuse, et prenait la tête de la caravane, pour la guider avec sa connaissance approfondie du pays. dans tous coins charmants de la pittoresque vallée de l'Arrats.

Les vieux murs de l'*Isle-Bozon*, encore un ancien fief des Galard, *Plieux* avec son château Gascon rectangulaire, flanqué de deux tours carrées, dans le lointain *Miradoux* et *Fieux*, furent salués au passage, avant que d'atteindre Flammarens but de la première excursion ; *Flammarens*, dont le magnifique château évoque le souvenir de la puissante famille de Grossolles, propriétaire aussi du beau château de Buzet dans le Lot-et-Garonne, et qui, par son genre spécial de construction de la fin du ^{xv}^e siècle et son état parfait de conservation, comme par l'histoire de ses seigneurs, mériterait une monographie spéciale.

Ce fut avec un non moins grand intérêt que les excursionnistes visitèrent, au retour, *La Chapelle*, joli petit village situé sur les pentes abruptes de la rive droite de l'Arrats, et dont l'église, « vrai
« bijou du ^{xviii}^e siècle, avec ses boiseries sculptées et dorées, ses
« tribunes superposées à compartiments arrondis, son autel, sa
« chaire, son lutrin, sa châsse ancienne, présente un ensemble mer-
« veilleusement harmonieux, d'une élégance extrêmement raffinée. »

Tout à côté se dresse, à l'extrémité d'un promontoire, la masse imposante de *Gramont*, vieux château du ^{xiii}^e siècle, entièrement remanié et transformé au ^{xvi}^e, et qui, par ses élégantes fenêtres à meneaux, ornées de moulures d'un fort relief, ses portes, ses escaliers, ses cheminées monumentales, atteste le goût artistique aussi bien que la puissance de ses anciens seigneurs, les Voisins de Montaut.

L'église romane de *Saint-Créac*, autrefois aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, dont les curieuses peintures murales du commencement du ^{xiv}^e siècle viennent d'être si bien étudiées par M. l'abbé Lagleize dans le *Bulletin de la Société d'archéologie du*

Gers (deuxième fascicule, 1904), l'antique château du *Casteron*, à 266 mètres d'altitude, transformé en maison de plaisance du XVIII^e siècle, la porte fortifiée de *Gaudonville*, le sanctuaire vénéré de *Notre-Dame de Tudet*, abritant une statue miraculeuse de la Vierge, en marbre noir, très ancienne, les châteaux d'*Arizan*, de *Tournecoupe*, d'*Homps*, de *Bivès*, dont les fières silhouettes se détachent sur l'horizon ensoleillé, au loin, le clocher octogonal de *Montfort*, firent l'objet de la seconde journée d'excursion. Elle se termina par la visite détaillée du beau château d'*Esclignac*, du XV^e siècle, véritable frère de celui de Flammarens, muni comme lui de superbes tours ceintes de machicoulis et qui fut principalement habité par les Preissac, issus des comtes de Fezensac.

Et c'est ainsi qu'en deux jours seulement les membres de la Société archéologique du Gers ont pu voir et étudier le parcours d'une voie romaine, celle qui va de Lectoure à Toulouse, deux bastides du moyen-âge, de nombreux châteaux des XIII^e et XV^e siècles, une église romane du XII^e avec peintures murales du XIV^e, des merveilles de la Renaissance, des trésors du XVIII^e siècle. L'exemple, ainsi donné, n'est-il pas à suivre ? Et chaque Société locale ne devrait-elle pas chaque année, dans sa région, imiter celle d'Auch ? Toutes n'auraient peut être pas un narrateur aussi consciencieux, aussi précis, aussi bien documenté que l'est M. Adrien Lavergne. Mais chacune contribuerait ainsi, presque sans s'en douter, à dresser l'inventaire archéologique général de notre beau pays de France, en même temps qu'elle développerait chez chacun de ses membres le goût pour les choses anciennes, pour les pieux souvenirs du passé.

P. L.



TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XXXI

ARCHÉOLOGIE

Généralités

De l'emploi des chiffres dits Arabes au moyen-âge, par Maurice Campagne, 5.

Du mouvement archéologique dans le Lot-et-Garonne, par Ph. Lauzun, 327.

Quelques bornes ornées du Lot-et-Garonne, par J. R. Marboutin, 463.

Archéologie religieuse

Dévotions anciennes du Lot-et-Garonne, par J. R. Marboutin, 219.

Archéologie militaire

Le château de Savignac, par J. R. Marboutin, 497.

Archéologie Agenaise

Une lampe romaine, 91 ; — Boucliers d'Agen et fourbisseurs gascous, 269 ; — Les ducs d'Aiguillon, protecteurs d'un tumulus, 272 ; — Objets trouvés sur le plateau de l'Ermitage, 272 ; — La médaille de Manon de Lartigue par Claude Warni, 273, par J. Momméja.

Numismatique

Monnaies gauloises, par J. Dubois, 197.

Bibliographie archéologique

Le château de Véretz, par l'abbé Bossebœuf (*Ph. Lauzun*), 101.

Excursion en Lomagne, par Adrien Lavergne (*Ph. Lauzun*), 586.

BEAUX-ARTS

Francisco Goya au Musée d'Agen, par J. Momméja, 388.

Le Musée d'Agen, d'après M. L. Gonse, par J. Momméja, 488, 572.

HISTOIRE

Histoire régionale

Le château de Calonges et ses seigneurs (*fn*), par Ph. Lauzun, 64.

Une branche des Xaintrailles, par C. Chaux, 125.

Une émeute en Albret sous Alain le Grand, par le comte de Dienne, 327.

L'Odyssée d'un Curé Agenais pendant la Révolution, par le docteur Couyba, 442, 553.

Le château de Savignac et ses seigneurs (histoire), par J. R. Marboutin, 505.

Le château de Xaintrailles pendant la révolution, par C. Chaux, 442.

Histoire municipale

Les cloches de Laroque Timbaut, par J. R. Marboutin, 139.

Les agents secondaires de la police de la ville d'Agen, du xiv^e siècle à nos jours, par le lieutenant Houzelot, 285.

La Bastille au Musée d'Agen, par O. Fallières, 363.

Histoire militaire

Historique succinct du 9^e régiment d'infanterie, par Emile Trille, 401.

Histoire industrielle

Etude sur l'Industrie d'Agen avant 1789. Les artisans sous l'ancien régime, par Granat, 13.

Histoire professionnelle

Simples réflexions sur l'enseignement de l'histoire, par Granat, 201.

Bibliographie historique régionale

Etudes sur la Fronde en Agenais et ses origines, 2^e édition, par le docteur L. Couyba (*Ph. Lauzun*), 12.

Le château de Véretz et les ducs d'Aiguillon, par L. Bossebœuf (*Ph. Lauzun*), 101.

Manuel d'histoire du droit français, par J. Brissaud (*docteur L. Couyba*), 276.

Une famille bordelaise, des Mesures de Rauzan, par M. Campagne (*J. Dubois*), 282.

Histoire généalogique de la maison de Ferrières-Sauvebœuf, par Paul Huet et le vicomte de Chabot (*J. Dubois*), 283.

DOCUMENTS INÉDITS

Correspondance de Bory de Saint-Vincent, par Ph. Lauzun, 177, 246, 469,

Un arrêté du Conseil du district d'Agen en l'an II, 265.

VOYAGES

Une promenade à Hué, 154 ; — Visions japonaises, 374 ; — Croquis d'Annam et du Tonkin, 452, 563, par J. de la Jaline.

SCIENCES

Spéléologie

Quelques grottes du Lot-et-Garonne. — Deuxième année d'explorations spéléologiques, par E. Malbec, 229.

POÉSIES

Komomo, par J. de la Jaline, 386.

Bibliographie littéraire

Tourmentes ; — Aquarelles japonaises, par Jean de la Jaline (*Fémina*), 583.

MÉLANGES

Le Centenaire de la Légion d'honneur, par R. Bonnat, 356.

Chronique agenaise, par J. Momméja, 191.

Comité départemental d'études sur l'histoire économique de la Révolution française, par R. Bonnat, 580.

NÉCROLOGIES

Monseigneur Pierre Hébrard, par J. Durengues, 95.

Emmanuel Ratoïn, par J. Dubois, 194.

NOTES DIVERSES

Jean de Bruet, par J. Dubois, 267.

Tapisseries du château de Montaigu, par J. Dubois, 496.

TABLE DES PLANCHES ET PLANS

Pierre découverte à Escages (Lot-et-Garonne), 5.
Chiffres arabes, 10, 20, 30.
Le château de Véretz en 1771 (2 planches), 101, 118.
Monnaies gauloises, 197.
Les agents du guet d'Agen (4 pl. coloriées), 287, 306, 314, 317.
Le 9^e de ligne à la bataille de la Moskowa, 401.
Deux bornes ornées du Lot-et-Garonne, 466.
Le château de Savignac, 497.
Plan du château de Savignac, 501.
